

**ЧЕТВЪРТЪК 24 ОКТОМВРИ 2013 Г.
JUEVES 24 DE OCTUBRE DE 2013
ČTVRTEK 24. ŘÍJNA 2013
TORSDAG DEN 24. OKTOBER 2013
DONNERSTAG, 24. OKTOBER 2013
NELJAPÄEV, 24. OKTOOBER 2013
ΠΕΜΠΤΗ 24 ΟΚΤΩΒΡΙΟΥ 2013
THURSDAY, 24 OCTOBER 2013
JEUDI 24 OCTOBRE 2013
GIOVEDÌ 24 OTTOBRE 2013
CETURTDIENA, 2013. GADA 24. OKTOBRIS
2013 M. SPALIO 24 D., KETVIRTADIENIS
2013. OKTÓBER 24., CSÜTÖRTÖK
IL-ĦAMIS, 24 TA' OTTUBRU 2013
DONDERDAG 24 OKTOBER 2013
CZWARTEK, 24 PAŹDZIERNIKA 2013
QUINTA-FEIRA, 24 DE OUTUBRO DE 2013
JOI 24 OCTOMBRIE 2013
ŠTVRTOK 24. OKTÓBRA 2013
ČETRTEK, 24. OKTOBER 2013
TORSTAI 24. LOKAKUUTA 2013
TORSDAGEN DEN 24 OKTOBER 2013
ČETVRTAK 24 LISTOPADA 2013**

4-002-000

IN THE CHAIR: LÁSZLÓ SURJÁN
Vice-President

1. Opening of the sitting

4-003-500

(The sitting was opened at 8.30)

2. Decisions concerning certain documents: see Minutes

3. Transfers of appropriations: see Minutes

4. Implementing measures (Rule 88): see Minutes

5. Documents received: see Minutes

6. Electronic communications - Recent proposals to complete the digital single market (debate)

4-004-000

Elnök. – A következő napirendi pont a Catherine Trautmann által az Ipari, Kutatási és Energiaügyi Bizottság nevében készített, az elektronikus hírközlésről szóló jelentésről folytatott vita (2013/2080(INI)) (A7-0313/2013)

A következő pont a Giles Chichester által az Európai Konzervatívok és Reformerek Képviselőcsoportja nevében a Bizottsághoz intézett, a digitális egységes piac kiépítésére vonatkozó közelmúltbeli javaslatokról szóló szóbeli választ igénylő kérdésről folytatott vita (O-000109/2013 - 2013/2892(RSP) - B7-0523/2013)

4-010-000

Catherine Trautmann, *rapporteure*. – Monsieur le Président, Madame la Commissaire, chers collègues, le débat de ce matin s'intègre parfaitement dans l'actualité.

La Commission européenne vient de publier une nouvelle proposition. Le Conseil européen discutera, cet après-midi, de pistes pour un marché unique du numérique. Mon rapport a été élaboré avant ce nouveau texte, mais l'unanimité dont il a bénéficié lors du vote en commission de l'industrie, de la recherche et de la technologie en a validé tant la méthode que le fond. Je m'en réjouis car le Parlement aura exprimé sa voix.

Nous le savons, le numérique est l'un des principaux vecteurs de croissance. Nous attendions du paquet Telecom et de sa transposition qu'ils accélèrent les investissements réalisés par le secteur. Nous n'avons pas eu entière satisfaction sur ce point. Bien sûr, la transposition du paquet a pris plus de temps que prévu. Elle était fixée à mai 2011, mais le dernier État membre ne l'a achevée qu'en janvier 2013. Là n'est cependant pas la seule raison de notre insatisfaction.

C'est donc autour de ce constat général que s'articule mon rapport. J'y dresse un bilan entre les objectifs du paquet et les faits, en essayant de tirer les enseignements sur ce qui pourrait être amélioré. J'y mentionne un certain nombre de points qui ont fonctionné, tel que le mécanisme de corégulation, qui a permis d'améliorer la cohérence réglementaire intraeuropéenne, mais aussi, et c'est là toute l'importance de ce rapport, d'autres éléments qu'il faudrait modifier.

Je pense à l'harmonisation en matière de fréquences, à une meilleure coordination dans les calendriers d'attribution des licences ou encore à d'autres sujets que nous appelons de nos vœux depuis bien longtemps déjà, comme la question de l'inclusion du haut débit dans le service universel. La Commission nous avait promis d'avancer une proposition sur ce point lors des négociations sur le paquet en 2009. Nous sommes en 2013 et, pour l'instant, je n'ai rien vu venir. Je pense que nous aurions pu nous appuyer sur ces bases, saisir les occasions que le cadre donne, comme l'identification des marchés transnationaux, une première étape vers le fameux marché unique numérique. La Commission a préféré une autre stratégie et a publié cette nouvelle proposition de règlement sur laquelle, selon ses termes, les colégisateurs sont tenus d'arriver à un résultat avant la fin de la législature.

Mais, Madame la Commissaire, sans obérer la situation difficile dans laquelle nous nous trouvons, nous avons besoin de temps pour consulter et débattre afin d'éviter de légiférer à l'emporte-pièce et de garantir une cohérence juridique pour les acteurs du secteur. Le remède ne doit pas être pire que le mal. En effet, nos acteurs européens dans le numérique ont certes besoin d'être stimulés, mais ils ont surtout besoin de stabilité, de visibilité et surtout pas d'un regain de complexité avec, sous couvert de simplification, la création d'un système assez complexe d'autorisations uniques dont la valeur ajoutée reste encore à démontrer, si j'en crois mes premières consultations.

Le devoir, mais aussi le privilège de la Commission est de proposer et non pas d'imposer. Or, nous nous sentons, il faut le dire, mis sous pression pour obtenir un résultat coûte que coûte. C'est la raison pour laquelle je souscris en grande partie à la question de mon collègue Chichester.

Un autre exemple: depuis 2009, nous attendions une législation contraignante sur la neutralité de l'internet. Nous pourrions nous féliciter que ce thème soit présent dans la proposition, mais nous attendions de la Commission qu'elle apporte des réponses, qu'elle clarifie les définitions, qu'elle donne les garanties nécessaires. En l'occurrence, tout porte à croire que nous avons affaire à une belle architecture, mais dont la pierre angulaire, la définition de ce qu'un utilisateur peut attendre de son accès au *best effort internet* serait encore instable. Il y a de bonnes choses, le spectre par exemple, mais cela ne suffit pas. Bien sûr, nous avons besoin d'initiatives, mais il nous faut aussi la perspective.

Côté Parlement, nous sommes pragmatiques. Il ne s'agit pas d'avoir une réflexion philosophique. Nous sommes tous convaincus des bienfaits d'un marché unique, mais la question est de proposer les bons outils pour créer un véritable effet de levier. Il ne me semble ainsi pas possible de réviser la réglementation en six mois mais nous pouvons mettre à profit cette période qui nous sépare des élections pour élaborer un canevas solide dont le prochain Parlement pourra se saisir.

4-011-000

Giles Chichester, *author*. – Mr President, it is very good to see the Commissioner here this morning, but it would have been even better if we could have met before the proposal was put.

It is not common for EU institutions to criticise each other, let alone for one department to criticise another within the same institution. Yet we have the European Parliament Impact Assessment Unit criticising the Commission, and the Commission Impact Assessment Board criticising the Commission's impact assessment, not once but three times. Not only that, but we have a paper from the Body of European Regulators for Electronic Communications (BEREC) pointing to many flaws in this Commission proposal, including such sins as unnecessary complexity and greater legal uncertainty; no consultation and analysis; misleading, inaccurate comparisons with the USA; no reference to the dynamics of next generation networks; citing market fragmentation in Europe with no evidence that innovation or investment has been hindered; insufficient recognition of BEREC progress towards regulatory harmonisation (they would say that, of course); no specific assessment of the impact on SMEs; and so on and so forth. Then we have the commentary by Rewheel, which debunks the idea that European consumers are worse off than US citizens on cost, use of mobile data and network speeds – not quite what the Commission tells us in order to justify this proposal.

Of more concern are the sneaky transfers of sovereignty from Member States to the Commission in the fields of authorisation, spectrum harmonisation and net neutrality. Member States: you have been warned!

In short, this seems like nothing so much as a vanity project of legacy legislation, tackling too many things and trying to run before it can walk. Many answers are needed.

4-012-000

Neelie Kroes, *Vice-President of the Commission* . – Mr President, Catherine Trautmann beats me on experience in this House, although I beat her on age. Taking that into account, I thank her from my heart for her report. I do not mean that I necessarily agree with everything in it, but it is solid. It is also clear that we share much, and that is important in a debate.

We agree that tomorrow's growth is digital: no doubt about that. We agree that economic growth and job creation require high-speed programmes: no misunderstanding about that. Ms Trautmann and I could not agree more closely on these things, and we agree that what we need are not fragmented national markets but rather a single, unified and competitive market. Heads of State and Government are discussing this issue later today, and I hope that they hear our message loud and clear.

Let me address some points in the report. Number one: I note the call for a full review of the framework, a call made clearly, not only in the report but also earlier. Indeed, on 11 September 2013, we set out how we are preparing such a review. It is not an easy task, but we have set out what the review will cover: namely, enhancing consistency; a single regulator for a level playing field; and convergence. Let there be no mistake, however: the review will take some time, and we cannot wait that long before taking action. The question is: are we aware of the situation in the sector? If we are, then my position is that we cannot delay, for whatever reason. With the economy where it is – and we all regret that it is in such bad shape – and with technology where it is, and the rest of the world marching on quickly, this is a competitive game. It is a global scene.

Secondly, Mr President, let me reassure you that we are not taking a piecemeal approach. Our measures deliberately target the most important single-market barriers and will remove them. What is at stake is the creation of a real single market. At the risk of repeating myself, I have to ask: when we are so proud of our single market, is it not strange that one very important economic sector should be excluded from that market? Electronic communication is not, nowadays, something separate. It is integrated with all areas of economic activity, and this is about jointly creating a tipping point so that the market can evolve to become a true, pan-European single market. Who is against that? It is also about complementing the existing framework.

Ultimately, our goal is to make this a 'normal' economic sector, one that needs only limited ex ante rules. If market players recognise the opportunity this represents, then this package will take us a long way – I am certain even Mr Chichester will agree on that – and without harming competition or consumer choice. In fact, we are promoting competition, harmony and consumer choice. In an open, competitive single market with fewer barriers, companies will succeed only by offering the best deals at the lowest prices. That is competition, and I would claim to know something about competition, given my previous portfolio.

Thirdly, on institutional issues: our proposal strengthens the Body of European Regulators for Electronic Communications (BEREC). I repeat: it strengthens BEREC, it does not weaken

it. We intend to strengthen BEREC with a permanent and independent chair, and I would emphasise the word 'independent'. This proposal is not about taking power to Brussels; I am the last person to be in favour of that. Parliament gets a say, of course. It is part of our proposal that Parliament will be involved in the appointment of the chair.

The fourth issue is net neutrality. For the first time, across Europe, our proposal guarantees access to an open internet with no more blocking, no more slowing down and no more discrimination. Specialised services are needed for innovations such as e-health and business-critical cloud computing, but these will be allowed only under tight constraints. In particular, they cannot be a substitute for the internet, nor may they impair the internet for others. There are clear legal safeguards here: new monitoring and enforcement powers and clearer contracts to guarantee consumers internet speed and quality.

Fifthly, delays in spectrum licensing are partly to blame for today's fragmented mobile markets, and we badly need a new approach on coordination across Europe. I am glad we are on the same page about this, but let me be clear: what we are talking about is coordination, not transferring responsibilities. The Member States and the national authorities will, of course, advise and will be involved in decision-making, and the additional administrative burden will be minimal. The Commission has no wish to intervene except where that is absolutely necessary.

Lastly, there are also new consumer rights: on contracts, transparency and switching – badly-needed rights, by the way – and that helps consumers, helps providers to expand across borders, taking advantage of our single market, and strengthens competition. We took the decision – and I am still grateful to those founders of Europe who took it – to be one family, for better or for worse, and with regard to this economic activity, it is of course far more challenging to have a single market rather than 28 individual ring-fenced markets. We are all aware of the many benefits that these reforms can bring.

Our common aim remains a more competitive Europe, with pervasive broadband underpinning a vibrant digital single market. I sincerely hope that I can count on your support, Mr President, to deliver this gift before the end of the Parliamentary term.

I think I have answered the substance of the points you raised, Mr Chichester. I look forward to our debate and to hearing Parliament's views on the crucial issues.

4-013-000

Malcolm Harbour, *rapporteur for the opinion of the Committee on the Internal Market and Consumer Protection*. – Mr President, I am very pleased to be here this morning, on behalf of the Committee on the Internal Market and Consumer Protection, because we worked very closely with Catherine Trautmann to add a number of important elements to her initial report, in particular about users' rights.

I would just remind you that my committee has had a consistent record, first of all in championing the single market – we need no lessons about that – but particularly because of the real importance of consumer rights and offering consumers that vital information – the ability to switch providers, and understanding the quality of service and any restrictions that may be applied to it, which are vital for the single market.

Our argument is that we have advanced significantly in that respect, particularly with the reforms that my committee added in 2009. The Commissioner talked about contract terms. We added significantly to the Commission's original proposal in 2009, and we do not need

any further lessons about that. I would say to the Commissioner – because, in a way, we are talking about her new proposal – that my committee and my shadows have met already, and we are very disturbed about the fact that you have gone for fully-harmonised regulation.

I see that the Prime Ministers agree with us on the need for more flexibility. We need to do a lot of work on this proposal, but we would have made much more significant progress if you had sent it to us as an amendment to our existing directive.

(The speaker agreed to take a blue-card question under Rule 149(8))

4-014-000

Andreas Schwab (PPE), *Frage nach dem Verfahren der „blauen Karte“* . – Herr Präsident! Ich hoffe, dass mein Kollege Hökmark, der eigentlich für die EVP spricht, es mir nicht übelnimmt, dass ich eine Nachfrage an den Kollegen Harbour stellen möchte. Frau Kollegin Trautmann hat eben in ihrer Einleitung darauf hingewiesen, dass sie eigentlich eine Gesetzgebung zur Netzneutralität erwartet. Frau Kroes ihrerseits hat gesagt, dass die Netzneutralität nunmehr geregelt sei mit dem Vorschlag der Kommission, und Sie, Herr Kollege Harbour, haben für den Binnenmarktausschuss gesagt, dass die Universaldienstleistungsrichtlinie eigentlich schon Regelungen für die Netzneutralität enthält. Könnten Sie vielleicht noch einmal deutlich machen, was Sie damit gemeint haben?

4-015-000

Malcolm Harbour (ECR), *blue-card answer* . – Yes, certainly, I was involved in drafting the provisions in 2009 about quality of service and giving the regulators the ability to intervene if they saw that service quality was being used in an anti-competitive way, and indeed if operators had already blocked, restricted or throttled services in a discriminatory way. BEREC, the regulators, have already told the Commissioner that they feel they have powers to deal with the net neutrality problems that are currently emerging.

I think that the problem that we will look at closely in the Commissioner's new proposal is whether she is trying to anticipate potential problems as opposed to dealing with existing problems. It is not the philosophy of telecom legislation to try and anticipate problems but to allow the market to work, as she would agree.

4-016-000

Gunnar Hökmark, *on behalf of the PPE Group* . – Mr President, first of all I should like to thank the rapporteur and the Commissioner. I think it is striking that the sector we are discussing today is, on the one hand, characterised by extremely complex and slow administrative procedures and, on the other hand, that there are extremely rapid and dynamic developments in it. That means that we need to look ahead to the coming ten years more than we need to look back over the last five or three years.

Secondly – and this is crucial – we need to fight fragmentation. It is a paradox that, in these varying mobile and global markets, we in the European Union have more fragmentation than in nearly any other sector of our economy. I think we need to focus on opportunities for achieving transnational European markets, transnational operators, and the benefits for consumers of having those. I think it is fair to say that here we have the impact assessment of reality – not from any bureaucratic department or division, but we have the impact assessment from reality, because the reality is that Europe is lagging behind. It is of crucial importance for us to speed up, because otherwise we will lag behind more and

more. The things we do not do today will mean that we lag behind even more tomorrow. That is why we need to ensure that we can deal with difficult spectrum issues, the 700 MHz band, and the transnational perspective.

We need to ensure that we in Europe can have the highest speeds, not the old-fashioned speeds of the digital agenda. We need to be better than that, and we need to make use of the fact that we now have a recovery. No other area provides such good investment and competitiveness as these telecom sectors. That will help society as a whole. That is what we have a duty to achieve.

4-017-000

Patrizia Toia, *a nome del gruppo S&D .* – Signor Presidente, onorevoli colleghi, saluto anch'io la signora Commissario, ringraziando in modo particolare l'onorevole Trautmann, che ha saputo presentare una relazione molto esauriente ed esaustiva nell'analisi della situazione, dell'applicazione della legislazione e che fornisce anche molti spunti per le azioni che dovremo compiere nei prossimi mesi e le scelte che dovremo fare.

Ciò che emerge con evidenza dalla relazione e dalla discussione di oggi è che, nonostante gli sforzi regolamentari fatti dall'Unione europea, questo mercato unico delle telecomunicazioni è ancora un obiettivo, e questo forse giustifica anche un nuovo impulso, una nuova attività da svolgere, perché la situazione è ancora quella di mercati frammentati, che insieme non riescono a rendere competitivo questo settore nel continente europeo. Questa perdita di competitività l'abbiamo constatata anche recentemente con l'acquisizione di grandi realtà europee da parte di soggetti di aziende extraeuropee.

Ritengo quindi che dobbiamo lavorare molto in questa direzione, consapevoli che da questo settore può derivare un impulso a tutte le altre attività economiche che cerchiamo di rilanciare nell'Unione europea, nonché alla pubblica amministrazione, che è anche un forte retaggio per il nostro ritardo economico, nonché un'occupazione qualificata per i giovani.

Dei tanti punti citati da Catherine, ne riprendo velocemente solo due o tre. Il primo è lo spettro radio. Penso che, nonostante i risultati, un più forte coordinamento europeo avrebbe permesso un uso più efficiente, oltre che di ricavare poi da questa opportunità molto di più per gli investimenti, per nuovi servizi nelle telecomunicazioni, e anche per entrate degli Stati membri, alcuni dei quali hanno usato male l'attribuzione delle frequenze, con aste, a volte non con aste, con metodi che non erano prescritti dall'Unione europea e che hanno fatto perdere denaro e possibilità per le telecomunicazioni. Ritengo quindi che bisogna lavorare ancora in questo settore.

Il tema della neutralità della rete – che Catherine ha richiamato e che le sta molto a cuore, così come sta molto a cuore a tutti noi – per combinare diritti dei cittadini con la qualità dei servizi.

Infine, un accenno al servizio universale, che deve essere veramente attuato per colmare questo divario che c'è e anche – mi rivolgo alla ex Commissaria – alla concorrenza, anche forse per rivedere la disciplina degli aiuti di Stato e il diritto comunitario per raggiungere questo importante obiettivo del servizio universale.

4-018-000

Adina-Ioana Vălean, *on behalf of the ALDE Group*. – Mr President, I would firstly like to congratulate the rapporteur, Ms Trautmann, on her excellent report and on a fruitful discussion ahead of the Commission's proposal.

As a Liberal, I warmly welcome the objective of the Commission proposal. Borders make no sense in relation to electronic communication, and we need – soon – to overcome the status quo of 28 national markets. Time is moving on, and we need measures to promote growth and jobs. The ICT sector is certainly one that drives our economy forward, but we have to do things right: healthy policy-making can promote investment, competition and growth, but it can also severely damage the sector if we do not work properly.

While all of us agree on the goals pursued in this regulation – an end to roaming charges, net neutrality, a single European authorisation, improved consumer protection – we should also ensure that we are sending the right message to the industry and to consumers. Part of our work must be to respond to any fears or expectations that may be voiced about predictability. The current European competition model has proved efficient: it has created many jobs and businesses and promoted growth. It can be further improved through this new package only if we succeed in adding the necessary key performance drivers, which will restart investment in this important area of economic activity.

We must promote the creation of a single telecom market and EU competitiveness at global level, but we cannot afford to create distortions in such a sensitive market. If we want to change the paradigm of the EU pro-competition model, we should not go about it in a rush. We need proper democratic debate, among ourselves and with the Council, and we need to draft a coherent piece of legislation. Therefore, I invite my colleagues to take their time, to have discussions, to consult the stakeholders and to make sure that the parliamentary outcome will be a solid one that reassures all parties as to our intentions and our means. As we know, good intentions are not always enough.

4-019-000

Evžen Tošenovský, *za skupinu ECR*. – Vážená paní komisařko, pane předsedající, chtěl bych ocenit dlouhodobou snahu paní komisařky o posílení telekomunikačního trhu v Evropě a snahu o odstranění bariér pro jeho růst. Já také považuji za nesmyslná některá opatření, omezení, která komunikační služby prodražují nebo je administrativně omezují.

Problém vidím v načasování předloženého programu. Do konce našeho mandátu zbývá již jen několik měsíců, přičemž se jedná o velmi technicky a organizačně složitý materiál. Bylo by velkou škodou, kdyby tak důležitý záměr zůstal nedořešen z důvodu nedostatku času pro projednání v Parlamentu a v Radě. Nezbytnost investic do telekomunikací, například do širokopásmového internetu, je v současné době v Evropské unii vysoká a je zapotřebí zajistit hlavně předvídatelnost daného prostředí pro investory.

Za zásadní téma proto považuji zavedení jednotného evropského oprávnění pro celou Evropskou unii a vyřešení nebo odstranění poplatků za roaming.

4-020-000

Marisa Matias, *em nome do Grupo GUE/NGL*. – Senhor Presidente, eu também quero começar por felicitar a relatora, concordo com a linha geral do relatório que nos propõe e também as preocupações que foram apresentadas pelo colega Chichester.

Eu entendo que a regulação das comunicações eletrónicas e das telecomunicações é provavelmente um dos setores que tem mais impacto na vida dos cidadãos e o papel da Comissão aqui ao de tentar eliminar as lacunas, simplificar, mas a Comissão deve propor e não impor. A Comissão Europeia não pode substituir os reguladores nacionais.

Concordo com as preocupações e as questões suscitadas relativamente à neutralidade da Internet, à obrigação do serviço universal, incluindo o acesso à Internet a um preço justo e ao respeito da privacidade dos utilizadores.

Nós não podemos ficar apenas chocados quando vemos, nas notícias, a Senhora Merkl a telefonar ao Senhor Obama para saber se o seu telefone esteve ou não esteve sob escuta.

A questão da privacidade é um direito fundamental de todos os cidadãos europeus e essa é mesmo uma das questões principais porque a desconfiança, e termino com isto Senhor Presidente, a desconfiança é uma das principais barreiras à verdadeira implementação de uma agenda digital e isso é tão válido para cidadãos e cidadãs, como para as empresas e, se falamos de empregos, temos de ter isso em conta.

4-021-000

Pilar del Castillo Vera (PPE). - Señor Presidente, señora Comisaria, yo quiero empezar, como mis colegas, dando las gracias a Catherine Trautmann por el informe que ha presentado. Como todos sabemos, es una extraordinaria conocedora del tema, puesto que, además, fue la ponente de la Directiva sobre este tema hace ya cinco años. Yo creo que —como ella plantea— es necesaria una revisión. También creo que la revisión —como decía la Comisaria— lleva sus plazos y que —como alguien decía— en el mundo digital no hay ayer, no hay presente, solo hay mañana. Y, por tanto, hay que tener siempre la vista puesta en el futuro en esa dirección, teniendo en cuenta esa circunstancia de este sector sobre el que estamos trabajando, por lo que hay que combinar la evaluación de lo que viene ocurriendo con las normas que tenemos con los nuevos problemas que van surgiendo.

Y, en ese sentido, yo creo que se contextualiza la propuesta de la Comisión, que —ya lo hemos debatido muchas veces; yo misma lo he dicho— podría haberse hecho antes, probablemente sin ningún problema; habríamos ganado tiempo, pero las circunstancias son las que son. Y en este Parlamento, sobre todo en la Comisión de Industria, Investigación y Energía, ya hemos debatido este tema. Tenemos la determinación de seguir adelante. Seguir adelante significa que podamos llegar a aprobar en este Parlamento una posición, que naturalmente no se podrá negociar con el Consejo en esta legislatura, porque para eso sí que no hay tiempo, pero no importa, porque lo importante será fijar una posición y poder hacer luego la negociación con el Consejo.

Y una cosa más: yo no voy a entrar específicamente en cada uno de los temas, pero, en términos de tiempo, imagínense que les digamos a los ciudadanos europeos que en siete meses no tenemos tiempo de fijar una posición del Parlamento. Sería un poco ridículo. Hablamos de temas que llevamos debatiendo muchos años. No empezamos desde cero ni en espectro, ni en itinerancia, ni en neutralidad, ni en nada. Es decir, estamos hablando de temas ya muy debatidos y se trata ahora de que el Parlamento dé un impulso nuevo, para que lo que decidamos sea realmente eficiente. Ahí es donde —yo creo— tenemos que contribuir a lo que dice la Comisión.

4-022-000

Sergio Gaetano Cofferati (S&D). - Signor Presidente, onorevoli colleghi, Signora Commissario, dell'importanza che questo settore ha – attraverso il suo sviluppo sulle altre attività economiche di questa parte del mondo – ha già detto molto bene Catherine Trautmann nella sua introduzione.

Ritengo tuttavia che abbiamo oggi due emergenze, due priorità che vanno affrontate. Lei ricorderà che nel 2000 a Lisbona, l'Europa indicò il modello di competizione basato sulla conoscenza al resto del mondo come novità nel mercato globale. Ma la conoscenza ha bisogno di essere aiutata e sostenuta. Per questa ragione, il servizio universale è una priorità. Garantire l'accesso al servizio universale vuol dire dare la possibilità a questo settore di diventare il motore della crescita economica, soprattutto di favorire la competizione alta, quella legata appunto alla conoscenza.

E poi bisogna creare il mercato interno. Il mercato interno è fondamentale per i consumatori, che hanno bisogno di certezze, di trasparenza, di sicurezze, nonché di condizioni di accesso ottimali. E ciò vale sia per gli utilizzatori, cioè i consumatori, sia per le imprese. Penso che la creazione del mercato unico sia davvero, insieme al servizio universale, la priorità della nostra azione.

4-023-000

Jens Rohde (ALDE). - Hr. formand! Jeg får lyst til at sige til fru Matias, at det da næsten kunne være dejligt, om der var nogen, der gad at aflytte os engang imellem, for så var der da i det mindste nogen, der lyttede til, hvad vi siger og foretager os her i Parlamentet! Man kan ikke samle Europa! For man kan ikke lave omelet af hårdkogte æg! Sådan sagde den tidligere franske præsident Charles de Gaulle engang. Charles de Gaulle tog fejl! Vi har jo gennem årene, gennem historien vist, at det faktisk kan lykkes at samle Europa. Og en af de vigtigste samlinger, vi har lavet, er jo netop det indre marked. Hvis jeg stillede mig op her i dag og sagde, at jeg er imod at skabe et indre marked for kartofler, for mælk, for traktorer, for køleskabe, så ville man jo tro, jeg var fuldstændig fra forstanden. På den baggrund er det jo fuldstændigt absurd, at vi i dag både fra sektoren og fra medlemslandene møder en meget kraftig modstand mod vores kommissærs forslag, som går ud på at skabe et indre marked for digitale ydelser og kommunikation. Jeg møder dagligt lobbyister for både regeringshold og for sektoren, der spørger, hvorfor det skal komme nu? Hvorfor så hurtigt? Hvorfor dette hastværk? Til det er der kun ét svar, og det er: Hvorfor er de forslag ikke kommet i går, i forgårs, for flere år siden? Og jeg vil gerne understrege, at det ikke er en kritik af vores kommissær. Jeg synes, det er pragtfuldt, at vi har en Kommission, som nu på dette område i hvert fald tør vise mod og mandshjerte og pege på noget, der kan bringe os fremad. Vi behøver ikke være enige i alle detaljerne, men det er vigtigt, at vi forstår, hvad målsætningen med det her er, og at vi samlet som Parlamentet forstår at bygge det op, som kommissæren er kommet med, for det er det, der skal tage os frem mod et indre marked, som burde være en selvfølge i Europa i dag.

4-024-000

Adam Bielan (ECR). - Panie Przewodniczący! Realizacja zasad swobodnego przepływu towarów, usług i kapitału w nowoczesnym świecie wymaga sprawnego funkcjonowania jednolitego rynku cyfrowego. Mechanizm ten jest kluczowy dla rozwoju gospodarki opartej na wiedzy, pobudzania aktywności obywateli oraz potęgowania inwestycji w kapitał ludzki.

Niestety szereg przepisów wykonawczych wciąż pozostaje w fazie opracowywania, a ich późniejsze wdrażanie w państwach członkowskich przebiega powoli.

Z perspektywy konsumentów, za niezmiernie ważne uważam zagwarantowanie neutralności sieci. Systematyczny rozwój nowoczesnych technologii telekomunikacyjnych, w tym przyspieszenie wdrażania telefonii czwartej generacji, to dziś absolutny priorytet. Wylimitowanie roamingu w oczywisty sposób zwiększy konkurencyjność usług komórkowych w Europie.

Liczę na konstruktywne inicjatywy Komisji, umożliwiające jak najszybszą finalizację budowy rynku cyfrowego, aby jego potencjał wspomagał progres gospodarczy Wspólnoty.

4-025-000

Jolanta Emilia Hibner (PPE). - Panie Przewodniczący! Witamy szanowną panią komisarz, naszą koleżankę Trautmann. To jest chyba jedno z pierwszych naszych sprawozdań, gdzie prawie nic nas nie dzieli. Wszyscy chcemy dobrego, jednolitego rynku łączności elektronicznej. Jest to o tyle ważne, że łączność elektroniczna wpisana jest w pakiecie konkurencyjności, przewidywalności, ale jednocześnie poddana kontroli ze strony Europejskiego Urzędu Regulacyjnego Rynku Telekomunikacyjnego. Co jest najważniejsze? Najważniejsze są usługi transeuropejskie, neutralność sieci. O to walczy nasza pani komisarz i to trzeba też docenić. Ważne są również paszporty telekomunikacyjne dla operatorów. My musimy spowodować, żeby operatorzy mieli absolutnie większy dostęp do sieci, żeby nie było blokad na naszych granicach. Ważna jest też wspólna platforma technologiczna i wymiana wszelkich informacji. Jeżeli my wymienimy między sobą najlepsze przykłady, to jest to sukces. Nie ważne, który kraj prześciga inne i w którym momencie. My powinniśmy zachowywać się wzorcowo. Jeżeli któryś kraj ma wzorcowy dostęp do telekomunikacji, te wzorce powinny być transportowane do wszystkich innych krajów. Ważne jest absolutnie zmniejszenie obciążeń administracyjnych, bo one są tak naprawdę blokadą dla rozwoju sieci telekomunikacyjnej i dostępu do rynku. Ważne jest też wprowadzenie zapisów prawnych. Wiadomo, że musimy jako Europejczycy nadążyć za rozwojem sieci telekomunikacyjnej, takiej, jaką mają w Stanach Zjednoczonych. Dla mnie takim najważniejszym hasłem jest: „Biegnij, Europo, bo inni są już na mecie”.

4-026-000

Marita Ulvskog (S&D). - Herr talman! Jag vill ställa samma fråga som Jens Rohde gjorde: Varför kommer dessa förslag nu?

Detta var faktiskt frågor som vi diskuterade när kommissionär Kroes skulle väljas till kommissionär och vi parlamentariker ställde tuffa frågor om vilket program som hon tänkte jobba för. Nu i sista minuten av mandatperioden kommer förslagen. De är dessutom kombinerade med enormt stora förväntningar. Med hjälp av telekommarknaden ska vi bekämpa arbetslösheten, vi ska bekämpa krisen, vi ska åtgärda ungdomsarbetslösheten, och vi ska dessutom göra det väldigt bra för konsumenterna. Jag tycker att det känns som ett jätteberg som någon har skjutit framför sig tills vi befinner oss alldeles i slutet av en mandatperiod. Det kan mycket väl vara så att skulden inte ska läggas på kommissionär Kroes utan på andra delar av kommissionen.

Hur som helst måste vi ha rimliga förväntningar och en rimlig bild av var vi befinner oss. Det finns tre olika marknader inom EU: en nordlig telekommarknad, en – låt mig kalla det för mellaneuropeisk och en sydlig. Man måste erkänna att de finns där. Det måste nämligen vara styrande för de förslag som man sedan försöker genomdriva.

Man börjar inte från noll. Det kräver noggranna analyser, det kräver öppenhet, det kräver eftertanke – och det saknar jag i detta arbete. Viktigast är dock konsumentnyttan i slutändan. Med öppna ögon kommer jag att följa de förslag som förmodligen kommer att läggas fram.

4-027-000

Francesco De Angelis (S&D). - Signor Presidente, onorevoli colleghi, ho apprezzato molto il lavoro dell'onorevole Trautmann, davvero eccellente, così come il lavoro della Commissione sul tema dell'agenda digitale.

Nel merito, condivido le proposte. Il mercato unico è un obiettivo strategico per la competitività, la crescita e soprattutto l'occupazione. Ritengo tuttavia che dobbiamo accelerare il passo perché abbiamo bisogno di provvedimenti più coraggiosi per consolidare il mercato, tutelare soprattutto i consumatori e rendere quindi competitivo il tessuto economico, produttivo e industriale. Lo spettro radio e la neutralità della rete e il servizio universale sono questioni molto importanti per affermare i diritti fondamentali dei cittadini.

Infine, un'ultima questione sul *roaming*. Troppi tentennamenti; avremmo preferito la cancellazione di questa ingiusta tassa già nel 2015 e non rinviarla al 2016.

4-028-000

Giles Chichester (ECR). - Mr President, actually I was going to enquire whether the Commissioner was going to give me a written answer to my questions, since she so elegantly has not answered them in the debate today. I look forward to hearing from her.

4-029-000

Catch-the-eye procedure

4-030-000

Angelika Niebler (PPE). - Herr Präsident, verehrte Frau Kommissarin, liebe Kolleginnen und Kollegen! Zunächst ein Dankeschön an die Kollegin Trautmann für ihren Bericht, in dem sie alle wichtigen Fragen nochmals aufgreift, die auch mit Blick auf die Beratungen zum Telekom-Paket jetzt anstehen.

Ich möchte nur zwei Bemerkungen machen. Erstens: In den letzten zehn, zwanzig Jahren konnten wir feststellen, dass jeder technologische Fortschritt – egal in welchem Bereich, ob das die Automobilindustrie ist, ob das die chemische Industrie ist, ob das der Maschinenbau ist oder der Bereich Biotechnologie – mit IKT-Technologien zu tun hat. Das heißt, das was wir heute diskutieren und was Sie, Frau Kroes, an Vorschlägen vorgebracht haben, ist elementar dafür, dass Europa in der Welt auch wirklich eine wichtige wirtschaftspolitische Rolle spielt. Daher: Vielen Dank!

Ich möchte betonen, dass wir sicher auch im Parlament, zumindest was ich dazu beitragen kann, sehr engagiert in die Beratungen hineingehen werden. Die Kollegin Pilar del Castillo Vera hat bereits gesagt, wir werden zeitlich vielleicht ein Problem haben. Wir werden sicher nicht eine Einigung in erster Lesung hinkriegen. Aber bei den wichtigen Themen, bei den Fragen zur künftigen Frequenzpolitik, Thema Netzneutralität, das sind alles Sachen, da erwarten auch die Bürger von uns ein Signal, dass wir im Parlament hierzu eine Meinung haben. Und die sollten wir uns noch in dieser Legislatur bilden.

4-031-000

Andreas Mölzer (NI). - Herr Präsident! Die neuen Medien stellen uns bekanntlich immer wieder vor neue Herausforderungen, schon allein die Vielzahl an Werbeformen auf Webseiten macht meines Erachtens eine genauere Durchleuchtung zum Schutz personenbezogener Daten notwendig.

Noch viel bedenklicher ist allerdings eine andere Form der Verfolgung: Wenn da etwa Google in Zusammenhang mit der NSA-Affäre ganz lapidar meint, kein gmail-Nutzer dürfe erwarten, dass der Inhalt seiner persönlichen E-Mails privat bleibt, ist dies höchst bedenklich. In der Vergangenheit hieß es ja noch, dass die E-Mails von gmail-Konten lediglich auf Spam und Viren gescannt werden und für die Schaltung personalisierter Daten verwendet werden.

Gerade im Zusammenhang mit dem Fortschreiten des E-Government muss meines Erachtens eindeutig klargestellt werden, dass beim E-Mail-Versenden ebenso wie beim Versenden von Briefen das Postgeheimnis gilt, also, dass kein Anbieter mitlesen darf. Ebenso haben die Kunden meines Erachtens ein Recht zu erfahren, welche Nutzerdaten an Sicherheitsbehörden weitergegeben werden dürfen.

4-032-000

(A „catch the eye” eljárás vége.)

4-033-000

Neelie Kroes, *Vice-President of the Commission* . – Mr President, thank you for this debate. By the way, this is the first time that I have had the experience in my nine years in office in Brussels/Strasbourg of being blamed for being too speedy. Mostly the reactions of our citizens are ‘my goodness, they believe in eternal life in Brussels/Strasbourg!’

Having said that, and being aware that there is much that we have in common, one issue I would like to underline is that I have been appointed for five years, provided that I follow the rules and behave properly. That means that I am paid to fulfil my responsibilities, and I can assure you that it is an appointment for five years and that I will be active until my last day in office. So to those who are saying that it is nearly time to think about what is next, I would say that I myself am not thinking of my future after this period. I am just concentrating on what has to be done – and I repeat – up to my last day in office.

I am glad that most of you share the view that bringing back economic growth is at stake. Europe needs competition and competitive high-speed broadband markets. Our proposal addresses new challenges in a fast-changing world. We are talking about the global scene: there are no more ring-fenced national states; there is no more ring-fenced Europe. This is a global stage. Therefore, it is absolutely essential to act quickly, as our competitors will not wait until we are ready.

If we want Europe to have the economy and the technology to thrive, we cannot wait around. Our proposal is pragmatic, but it is focused. It is focused on clear objectives: removing the most important barriers to the single market so that the market can evolve. We have acted fast to respond to a changing market and to changing technology so that the current framework continues to meet its objectives.

The impact assessment sets out – and I was listening to the remarks made about the impact assessment from both sides – our evidence and analysis on how we are achieving that. Yes,

the speed with which we have had to act has created challenges for my people, for the Commission and for all those involved, and we are communicating intensively and keeping an eye on all those who are interested in this matter. I am counting my blessings that so many people and organisations are interested in what is at stake. But to those who complain about lack of consultation, I would say: come on! We have been speaking to stakeholders for years: market players, national regulators, BEREC, investors, Members of Parliament, you name it – on issues ranging from how to stimulate investment to net neutrality. I promise and guarantee that we are listening to those who are discussing these issues.

This does not mean that we are following 100 % what they are in favour of. We listened and we responded, but let us not use procedure as an excuse for inaction, and I am repeating myself here. That is exactly what we are so often blamed for: using procedures as an excuse. We cannot afford it, and I am always saying to those I am in discussions with that I want to be open and honest to those youngsters who do not have a job and who have no prospect of a job in the coming years. I do not want to tell them: 'Well, we need to have more time for procedures; well, we need more discussions', and so on. They are only interested in a real effort to do whatever would give them the prospect of a job. We cannot afford to do it differently.

I would like to reassure you that national regulatory agencies will remain fully responsible for fact-finding, analysing markets and identifying remedies nationally. Mr President, I can claim to have a bit of experience in national policies as well, and I do not buy it when people are not telling the truth. I want to argue, but not on fake arguments, and not on issues that are not correct, for then we will never come to a decent, final result.

So I would like to reassure all of you that that the national regulatory agencies will remain fully responsible for the issues I have mentioned. The Commission proposes a new power concerning the legal compatibility of remedies imposed on European operators before those remedies are implemented. But that power is subject to safeguards, guaranteeing legal predictability and certainty.

These proposals foster competition and consumer choice. They will end the problems with roaming charges in Europe once and for all. I am ready to fight for that. I think citizens deserve a decent bill, not one based on historical situations in Europe. We have a single market and we should use it, using a market-based approach that helps operators to internalise their costs, thereby protecting citizens from domestic price increases. In an open and competitive single market with fewer barriers and greater economies of scale, companies will only succeed by offering the best deals at the best prices. And that is positive – it is positive for every European. In the longer run, some consolidation might be a consequence – it is not up to us. I am not the one sitting in the business chair; I am not making their business models. That is up to them, because operators will see different opportunities, plans and strategies in the single market. They have to seize that opportunity. But make no mistake: competition law continues to apply, and if someone is there to defend competition law, it is me.

European and national competition authorities continue to keep a close eye on this, and our proposal will bring many benefits to European citizens and businesses. Let me mention just one, and then I shall talk about jobs. The internet creates five jobs for every two jobs lost. In fact, a single market in telecoms will boost GDP by up to EUR 110 billion. That is exactly what I was talking about. If we do not speed up, what is the answer? If we are aware that this could be the real result of our actions, what is our answer to those who are looking

forward? Is it that we are failing in our promise to do our utmost to restore the economy and create a climate in which creating jobs is at stake?

A growth boost would more than offset the negative impacts. Remember that the digital sector is crying out for talented workers, but it relies on fast broadband. I know that we share many common objectives for a digital single market, with fast broadband underpinning a more competitive Europe. We need to work together, and I am grateful to those who have mentioned that. I am grateful for the clear statement that Ms del Castillo Vera made, that we have to get together and fight and have a discussion. I am a democrat, and I am looking forward to that discussion and no mistake. We need to work together to achieve this and move one step closer.

Quite a number of you touched on the universal service rules. We are working on the next review of the scope of universal service, which will take place at the end of next year. The work foreseen will include assessing the economic and societal impact of various scenarios of universal service obligations and the potential inclusion of broadband in its scope.

This is what is at stake, and the honourable Member Matias mentioned it: to get every European digital. This was an issue when I first took responsibility for this portfolio. If we are to ensure that every European goes digital and is aware of the positive advantages of the internet, then we need to create trust and security, otherwise people will not be convinced that that is the way they should deal with it.

I am also talking about an ageing population. I am not only talking about the youngsters: they are well aware of what is at stake for them in the development of the internet. We badly need the ageing population to be involved in this positive part of our society. It can give them a lot of perspectives. Security, trust and confidence are at stake.

Just a last word – and of course I will gladly answer Mr Chichester in a written text. I am certain that that will stay longer in his office than my spoken text. It is quite clear, as mentioned by a couple of you, that it is unrealistic to think that we can adopt this proposal by the end of the parliamentary term. I am aware that your term and my term, so to speak, are not completely parallel. But we have to be ambitious; we have to think positively. We can and should adopt this proposal quickly. I learnt from my mother that if you really want something, you fight for it. I can assure you that I will do so.

(Applause)

4-034-000

Catherine Trautmann, *rapporteuse*. – Monsieur le Président, Madame la Commissaire, je voudrais vous rassurer. Nous sommes un Parlement responsable et comme mes collègues l'ont exprimé ce matin, nous mesurons parfaitement notre responsabilité pour légiférer sur un texte qui mette du lien, de la cohérence, un texte qui donne confiance aux investisseurs pour créer de l'emploi au bénéfice des consommateurs. Notre cahier des charges, nous le connaissons. Vous nous avez fait une proposition. Nous saurons dégager ce qui est prioritaire et ce qui devra nous mobiliser pour travailler utilement pour nos concitoyens.

Je me réjouis aussi que le Conseil planche aujourd'hui sur une stratégie globale sur le numérique. En effet, j'attendais dans la proposition que vous nous avez soumise une stratégie industrielle, des orientations sur la normalisation et, bien sûr, un certain nombre

de pistes sur la fiscalité. J'ai écouté M. Barroso hier et j'ai beaucoup apprécié que soit mis en place un groupe d'experts qui travaillera précisément sur l'aspect de la fiscalité.

Au vu de tout ce qui est mis sur la table, l'ensemble du Parlement, d'ici la fin de son mandat, autour des collègues rapporteurs, travaillera à dégager ce qui sera utile pour permettre au prochain Parlement d'enchaîner. C'est bien l'intention que nous avons. Nous n'avons pas l'intention de travailler sans parvenir un résultat. Nous savons pertinemment que nous serons aussi jugés par les électeurs, qui attendent des réponses sur ces questions. Nous avons travaillé sur la protection des données, sur le *cloud*, sur les aspects des droits des consommateurs, sur les contrats, sur la transparence et ce Parlement peut se targuer de résultats significatifs qui montrent aujourd'hui qu'il est aussi un exemple dans le monde.

Mais nous savons que nous devons accélérer pour suivre l'évolution technologique et répondre aux prochains défis. Soyez rassurée, Madame la Commissaire, nous travaillerons, mais nous travaillerons librement, intensément, et nous saurons présenter notre bilan à l'ensemble de nos concitoyens.

Pour terminer, Monsieur le Président, encore un mot parce que j'avais un point d'interrogation. Vous avez dit, Madame la Commissaire, que vous n'aimez pas – je vous cite – les gens qui ne disent pas la vérité. Dans ce Parlement, je crois que tout le monde s'est exprimé sincèrement. Le débat était utile et je voudrais vous remercier, Madame la Commissaire, d'y avoir vous-même contribué.

4-035-000

Neelie Kroes, *Vice-President of the Commission*. – Mr President, I would just like to mention that when I said some people were not telling the truth, I was not referring to anyone at all in this House.

4-036-000

President. – The debate is closed.

The vote will take place shortly.

Written statements (Rule 149)

4-037-000

Marino Baldini (S&D), *napisan*. – Imajući u vidu posljednje izmjene u zakonskom okviru koje se tiču cijena telekomunikacijskih usluga u drugim državama, izrazio bih zadovoljstvo postignutim snižavanjem cijena usluga roaminga. Ovim cjenovnim promjenama usluga je postala ekonomski prihvatljivija i dostupnija krajnjem korisniku. No, istovremeno bih naglasio kako je ostalo dosta prostora za napredak i kvalitetnije uređenje zakonskog okvira u pogledu elektroničkih komunikacijskih usluga i to posebice u dijelu koji se odnosi na razvoj jedinstvenog tržišta u području telekomunikacija. Također bih kao osobito važno istaknuo primjenu načela mrežne neutralnosti. Ovo načelo, kojim se operaterima nameće obveza da korisnicima ne smiju blokirati određene aplikacije, nažalost se ne primjenjuje. Zbog važnosti ovog načela, kroz koje se ostvaruje nediskriminatorska politika pružanja usluga krajnjem korisniku, od iznimne je važnosti da se zakonskoj regulaciji istoga pristupi detaljno, ali svakako u razumnom vremenskom roku kako bi relevantni propisi odgovorili na zahtjeve razvoja dinamičnog tržišta. Ovakav koncept za dugoročan cilj bi imao poticaj razvoja digitalnog društva te proširenje poslovanja kompanija izvan matičnih država članica. Smisao postojanja EU-a u svom izvornom i temeljnom smislu potiče rušenje

granica koje su nepotrebne, ekonomski prihvatljive samo malobrojnim i štetne za većinu građana. Na ovaj način učinit će se dodatni korak u povećanju prava potrošača.

4-038-000

András Gyürk (PPE), *írásban* – Catherine Trautmann képviselő asszony elektronikus hírközlésről szóló jelentése nagy jelentőséggel bír, hiszen közös érdekünk, hogy a társadalom mind nagyobb hányada élvezhesse az internet nyújtotta előnyöket.

A jelentésben felsorolt problémákkal egyetértek, de engedjék meg, hogy kiemeljek néhány különösen fontos pontot. Elsőként a fogyasztók szempontjaira szeretném felhívni a figyelmet. A fogyasztók érdeke az alacsony ár és a szolgáltatóválasztás lehetősége, ezért olyan piaci struktúrát kell kialakítani, amely a lehető legnagyobb versenyt biztosítja a szolgáltatók között.

Másodsor, a beruházásokra is gondolnunk kell, hiszen a verseny előfeltétele az infrastruktúrához való hozzáférés, illetve az átlátható, egységes és beruházásokat ösztönző keretfeltételek.

Harmadsor, az egységes piaci struktúra kialakítása során nem szabad figyelmen kívül hagynunk a széles körű, folyamatos és intenzív konzultáció fontosságát. Egy valóban egységes piac elérése csak olyan szabályozási keretek között működik, amely hűen tükrözi minden gazdasági és kormányzati szereplő, illetve a többi érintett véleményét.

Mindezek fényében üdvözlöm a Bizottság „Behálózott Kontinens” elnevezésű rendeletjavaslatát, amely a fent felsorolt problémákra keres megoldást. Ez a javaslat azonban olyan összetett kérdéseket érint, amelyek kezelésére csak egy alapos helyzetértékelésre épülő csomag alkalmas. Féltő azonban, hogy a csomag feszített ütemezése miatt elmaradt ez a részletes helyzetértékelés, és várhatóan a jelenlegi parlamenti ciklus is kevés lesz a téma részletes kitárgyalásához.

4-039-000

Danuta Jazłowiecka (PPE), *na piśmie*. – Niewątpliwie w interesie całej Unii jest stworzenie jednolitego rynku internetowego. Wciąż istniejące przeszkody i bariery uniemożliwiają pełne wykorzystanie jego potencjału. Zgadzam się z Komisją, że rynek składający się z 28 odrębnych krajowych rynków telekomunikacyjnych, na którym w dodatku działa ponad dwustu operatorów, nie może być przyjazny ani dla przedsiębiorców, ani konsumentów. Dlatego rozumiem intencje przyświecające Komisji przy tworzeniu wniosku ustawodawczego. Wydaje mi się jednak, że problem jest na tyle poważny, iż wymaga pogłębionej refleksji i dokładnej analizy. Nie możemy bowiem dopuścić do sytuacji, że przyjęte rozwiązania prawne jeszcze bardziej utrudnią funkcjonowanie na rynku elektronicznym. Możliwe korzyści są duże, ale potencjał szkód przy niewłaściwym uregulowaniu tej kwestii również jest ogromny. Dlatego też dziwić może, że Komisja zdecydowała się na tak szybkie tempo prac. Słuszne wydają się więc wątpliwości związane z brakiem wystarczających konsultacji społecznych nad tym wnioskiem. Z drugiej jednak strony sektor internetowy jest tak dynamiczny, że każdy miesiąc zwłoki może osłabić naszą konkurencyjność na globalnym rynku. Dlatego też Parlament Europejski musi dołożyć wszelkich starań, aby prace nad tym rozporządzeniem przebiegały sprawnie i doprowadziły do przyjęcia rozwiązań łączących w sobie ułatwienia dla przedsiębiorców z wysoką ochroną konsumentów.

4-040-000

Alajos Mészáros (PPE), *írásban*. – Az egységes digitális piacon rejlő lehetőségek kulcsfontosságú szerepet játszanak egy versenyképesebb és dinamikusabb gazdaság megteremtéséhez. Egyenlő és akadálytalan hozzáférést kell biztosítanunk a nagy sebességű, szélessávú internethálózatokhoz valamennyi polgárunk számára. Infrastruktúránk kiépítésével 2016-ig globálisan 16 milliárd eurós bevételt és 4,4 millió újonnan létrehozott munkahelyet teremthetünk. Szem előtt kell tartani a globalizációból és az új technológiák használatából eredő kihívásokat, hiszen a nagy mennyiségű adatok és a tudás képezi az Unió jövőbeli gazdaságának hajtóerejét. A felhőalapú számítástechnika minimális indulási költségeket és kevés infrastruktúrát igényel, így az informatikai ágazat és a kkv-k számára lehetőséget biztosíthat arra, hogy az új digitális szolgáltatások és adatközpontok terén vezető pozíciót szerezzenek. Az e-közbeszerzéshez hasonló innovatív technológiai megoldások elfogadása révén ösztönözni lehet az új, jó minőségű e-kormányzati szolgáltatásokat is, ezáltal segítve a fennakadásmentes információ- és szolgáltatásnyújtást. Mivel a világgazdaság egyre inkább internetalapúvá válik, fel kell ismerni, hogy az intelligens, fenntartható és inkluzív növekedés egyik forrását az információs és kommunikációs technológiák jelentik. Ezért hívnám fel a Bizottság és a tagállamok figyelmét, hogy kötelezzék el magukat az egységes digitális piac kialakításához mint átfogó politikai prioritás felé.

4-041-000

Joanna Katarzyna Skrzydlewska (PPE), *na piśmie*. – Przejrzystość i jasne zasady stanowienia prawa to jedne z podstawowych cech demokracji. Natomiast jedną z zasad stanowienia prawa europejskiego jest udział Parlamentu Europejskiego w procedurze ustawodawczej. Dlatego dużym niepokojem – o czym wspomina w swoim sprawozdaniu poseł Catherine Trautmann – napawa zamiar przedstawienia na wiosnę przyszłego roku przez komisarz ds. agendy cyfrowej końcowego pakietu dotyczącego utworzenia jednolitego wewnętrznego rynku łączności elektronicznej. Podzielam pogląd, że w tak ważnej i złożonej sprawie Parlament Europejski nie powinien być zaskakiwany nowymi projektami i nie powinien podejmować decyzji pod presją czasu. Proszę, zatem o odpowiedź, dlaczego Komisja, zamiast dokonać całościowego przeglądu ram regulacyjnych dotyczących łączności elektronicznej, zamierza w przyszłym roku przedstawić Parlamentowi Europejskiemu propozycje nowych rozwiązań w tym zakresie, co ze względu na koniec kadencji uniemożliwi przeprowadzenie dogłębnej i merytorycznej debaty w tej bardzo ważnej sprawie?

4-042-000

Jarosław Leszek Wałęsa (PPE), *na piśmie*. – Dzisiejsza rzeczywistość opiera się na technologiach informacyjnych. W moim przekonaniu wszelkie inicjatywy i działania, które mają ułatwić i usprawnić przesył danych, są tak samo, a może nawet bardziej, istotne niż inwestycje infrastrukturalne. Cieszy mnie, że Komisja Przemysłu, Badań Naukowych i Energii postanowiła dokonać przeglądu wdrażania ram regulacyjnych dotyczących łączności elektronicznej, ponieważ pokazuje w ten sposób wszelkie niedociągnięcia, które powinniśmy jak najszybciej poprawić.

W sprawozdaniu wiele uwagi poświęca się dostępowi do szerokopasmowego internetu na terenie całej Unii Europejskiej. Warto przyjrzeć się regionom. Przegląd danych EUROSTAT-u unaocznia bardzo istotny problem rozpiętości w dostępie do internetu pomiędzy regionami Unii. Dla przykładu, dostęp do szerokopasmowego internetu w

regionie Sztokholmu wynosi 91%, natomiast w rumuńskim regionie północno-wschodnim to zaledwie 17%. Regularnie z internetu korzysta od 94 do zaledwie 33 procent obywateli państw członkowskich. Również w Polsce widoczny jest podział na Wschód i Zachód. Rozpiętości sięgają 10%, biorąc pod uwagę oba wskaźniki. Sprawozdanie wspomina o zmniejszaniu przepaści w dostępie do najnowszych technologii informatycznych pomiędzy regionami. Rzeczywiście naszym priorytetem powinno być, by żadna z grup mieszkańców nie pozostawała wykluczona cyfrowo. Należy stale wspierać państwa w dążeniach do budowy społeczeństwa informacyjnego.

7. Future of the EU wine sector (debate)

4-044-000

Elnök – A következő napirendi pont az Astrid Lulling és Paolo de Castro által a Mezőgazdasági és Vidékfejlesztési Bizottság nevében a Bizottsághoz intézett, az uniós borágazat jövőjéről szóló szóbeli választ igénylő kérdésről folytatott vita (O-000097/2013 - 2013/2850(RSP) - B7-0519/2013)

4-045-000

Astrid Lulling, *auteur*. – Monsieur le Président, chers collègues, cette question orale n'est pour moi qu'un pis-aller parce que, à cause d'un oubli de l'administration, nous n'avons plus pu élaborer dans les délais le rapport qui portait le titre suivant: "Après la réforme de l'OCM 'Vin' de 2008 et la réforme de la PAC, quel avenir pour le secteur viticole en Europe?". Il est inadmissible que ce rapport très attendu n'ait pas pu être établi parce qu'un fonctionnaire a simplement oublié de déposer la demande dans les délais.

Il s'agissait d'arrêter la position et les propositions du Parlement européen sur les résultats de la réforme très controversée de 2008 et sur les conséquences à en tirer après ce que nous avons pu arracher dans la récente réforme de la PAC pour maintenir la diversité et le potentiel de la viticulture européenne, ses traditions, mais aussi sa contribution au magnifique paysage, fonds de commerce du tourisme européen. Vous connaissez les buts visés par la réforme de 2008, qui portait la signature ultralibérale de la commissaire à l'agriculture, Mme Fischer Boel, avec des instruments comme le plan d'arrachage, la décision de supprimer les droits de plantation, la suppression des mécanismes d'intervention, et j'en passe.

En ce qui concerne l'arrachage, entre 2008 et 2011, 4,6 % des surfaces viticoles européennes ont été arrachées. Le potentiel de production a été réduit de 10 millions d'hectolitres par rapport à l'année de production 2008. Cet arrachage de 161 200 hectares a coûté 1 024 millions d'euros. Quant à la libéralisation des droits de plantation prévue pour 2006, nous avons pu l'empêcher et elle n'aura pas lieu. Le système des droits de plantation sera remplacé par un système d'autorisation de plantation acceptable pour les viticulteurs qui veulent planter parce qu'ils peuvent vendre plus, comme pour ceux qui ne veulent pas planter. Sans le Parlement européen, ces mesures qui sauveront la viticulture européenne de qualité n'auraient jamais vu le jour.

Vous devez savoir certaines choses. Soixante-trois pour cent de la production de vin européen, ce qui équivaut à 103 millions d'hectolitres, sont produits sous AOP et IGP. Cinquante et un millions d'hectolitres (31 %) sont sans indication géographique. Puisque les 63 % créent plus de valeur ajoutée, je suis d'avis qu'il convient de maintenir obligatoirement les dispositifs d'appellation dans les régions.

En ce qui concerne les pratiques œnologiques, il faut absolument éviter que d'avantage de compétences soit déléguées à la Commission européenne par le biais d'actes délégués. Il faut maintenir la réglementation des pratiques œnologiques dans le règlement de base et ne pas déterrer la hache de guerre entre le Nord et Sud qu'on a enterrée en 2008.

La bonne nouvelle, c'est que les 7,5 % des subventions, à hauteur de 2,8 milliards d'euros, qui ont été utilisés pour la promotion des vins européens sur les marchés non communautaires ont porté leurs fruits, car la quantité totale des exportations a augmenté de 17,9 millions d'hectolitres à 22,8 millions, donc de 22 %, et la valeur de ces exportations a même grimpé de 36 %, donc 65 % de ces vins ont été exportés en bouteille. La preuve: nous sommes compétitifs dans le secteur haut de gamme pour nos exportations dans les pays tiers.

Les importations ont aussi augmenté, de 5 %, mais leur valeur a diminué de 2,7 à 2,4 milliards. Il est d'ailleurs intéressant de constater que 64 % de ces importations étaient à destination du Royaume-Uni et de l'Allemagne. Nous ne sommes donc pas compétitifs par rapport aux vins bas de gamme des pays tiers.

En 1999 déjà, le Parlement européen avait réclamé la possibilité d'étendre la promotion au marché intérieur. Aujourd'hui, cette possibilité existe. La preuve que nous avons raison de la demander, c'est que seuls 33 % des vins communautaires (49 millions d'hectolitres) sont commercialisés entre les États membres. Nous devons donc enfin arriver à activer les débouchés intracommunautaires au lieu de laisser ces parts de marché aux pays tiers.

En conclusion, Monsieur le Président, nous voulons étendre les mesures de promotion, mais il n'est pas opportun d'engager une nouvelle réforme du secteur. Laissez les viticulteurs travailler. Pardonnez-moi, mais foutez-leur la paix!

4-046-000

Dacian Cioloș, *membre de la Commission*. – Monsieur le Président, chère Madame Lulling, je vais vous répondre tout de suite. Non, la Commission européenne n'envisage pas une autre réforme du secteur viticole. Oui, le secteur viticole a besoin de pouvoir travailler et d'assurer la mise en œuvre de ce qui existe.

Vous avez dit à la fin de votre intervention "foutez-leur la paix": c'est ce que nous faisons. Je vous rappelle que ce n'est pas la Commission qui a demandé à revoir la réforme de 2008. Il y a eu des demandes émanant notamment de votre part. Elles étaient justifiées, je dois le reconnaître, et ont été prises en compte dans le cadre de la réforme. Mais maintenant, je dis, moi aussi, qu'il faut laisser le secteur viticole pouvoir s'appuyer sur les mesures qui ont été prises.

D'ailleurs, l'évaluation initiale de la réforme de 2008, de notre point de vue, est jusqu'à présent plutôt positive. Les nouvelles mesures structurelles – vous avez parlé de l'arrachage, qui remplace les mesures de distillation – ont démontré leur intérêt auprès des opérateurs puisque les viticulteurs qui les avaient demandées en ont bénéficié. Il me semble que, même si vous avez montré combien a coûté cet arrachage – mais, vous savez, la distillation chaque année de quantités supplémentaires de vin qui, par ailleurs, mettaient en péril la compétitivité des autres vins de qualité coûtait cher également et pesait sur le budget public –, ces mesures structurelles ont été plutôt positives.

Les stocks diminuent, les exportations de l'Union vers des pays tiers – comme vous l'avez mentionné – continuent de progresser, tant en volume qu'en valeur, et, d'ailleurs, le vin

européen tire comme une locomotive d'autres secteurs de l'industrie alimentaire sur des marchés internationaux. Nous allons utiliser ces aspects dans le nouveau programme de promotion, le nouveau règlement que nous allons bientôt vous proposer pour renforcer la promotion agroalimentaire européenne, et j'espère que le vin en bénéficiera.

Le secteur vitivinicole est également intégré depuis 2008 dans le règlement OCM unique et, en conséquence, l'accord politique intervenu entre le Conseil et le Parlement dans le cadre de la réforme de la PAC post-2013 a introduit quelques nouveautés, notamment un nouveau système d'autorisation des plantations, qui remplace le système actuel de droits de plantations, à la suite des conclusions du groupe à haut niveau sur le vin et avec l'appui du Parlement, représenté par le rapporteur Michel Dantin qui, en votre nom a beaucoup insisté aussi pour que ces mesures soient introduites dans ce règlement OCM unique.

De plus, d'autres améliorations ont été introduites dans le programme d'aide, la plupart à la demande du Parlement européen, comme vous le savez bien, notamment la promotion des vins sur le marché de l'Union, la mesure d'innovation et la mesure de restructuration de vignobles à des fins sanitaires et phytosanitaires pour mieux adapter les normes de l'Union aux besoins du secteur et de son développement.

Le rapport de 2012 que vous avez cité est donc dépassé, compte tenu du fait que nous avons eu, depuis, ces négociations dans le cadre de la réforme de l'OCM unique, que le secteur viticole y a été intégré et que tous les aspects de ce rapport 2012 que nous aurions pu traduire dans des actes législatifs ont été pris en compte dans le cadre de cette réforme.

Pour répondre encore une fois clairement à votre question, non, la Commission n'a pas l'intention de revenir sur ce qui a été fait. Vous demandez de quelle façon le potentiel du marché intérieur peut être pleinement exploité. Les outils mis à la disposition des producteurs se sont étoffés, notamment via la réforme de la PAC 2013. En réalité, il faut d'abord laisser le secteur s'adapter aux changements préconisés. La poursuite de la mise en œuvre de la réforme doit aussi favoriser davantage l'amélioration de la compétitivité du secteur, à l'intérieur comme à l'extérieur. Je vous disais tout à l'heure qu'un des instruments à venir sera ce règlement sur la promotion, qui visera aussi le secteur viticole.

La Commission prépare actuellement des actes délégués et d'exécution nécessaires à la bonne application des mesures de soutien, y compris pour le secteur viticole, dès 2014 et pour le système d'autorisation dès 2016.

Pour conclure, il me semble que ce qu'il faut maintenant, c'est être en mesure de conserver et de mettre en valeur la qualité liée à un terroir, mais aussi répondre aux évolutions du marché de l'offre et de la demande sans pour autant laisser le secteur livré à lui-même. Ce système d'autorisation des plantations nous permet donc de garder, de valoriser et de protéger la qualité et les liens avec un terroir, tout en permettant au secteur de s'adapter à l'évolution du marché. Sans compter les autres mesures que nous avons prévues – l'innovation, la recherche – dont, j'en suis sûr, le secteur viticole bénéficiera, comme de la promotion.

4-047-000

Michel Dantin, *au nom du groupe PPE*. – Monsieur le Président, Monsieur le Commissaire, Mesdames et Messieurs, je voudrais tout d'abord, Monsieur le Commissaire, vous remercier pour l'hommage que vous venez de rendre au travail du Parlement sur les aspects viticoles de la réforme de l'organisation commune des marchés. Je pense que vous avez été effectivement tout à fait fidèle au point que le Parlement a souhaité intégrer et je veux aussi

vous remercier pour le travail collaboratif que nous avons pu faire pour œuvrer ensemble en faveur de la viticulture.

C'est vrai que l'évaluation qui a été rendue publique, conformément à ce qui avait été convenu en 2008 a quelque peu perturbé le secteur viticole, qui a vu là les prémices d'une nouvelle réforme. Je crois que nous venons de prendre un certain nombre de dispositions qui reviennent sur des dispositions de 2008 ou qui les complètent, et qu'il faut effectivement maintenant que ces mesures entrent en application, que les textes sortent le plus rapidement possible et que le secteur puisse s'emparer de ces nouveaux outils. À ceux que vous avez cités, je voudrais ajouter ce que nous avons intégré pour le pouvoir des organisations de producteurs. Le secteur viticole est un secteur qui est globalement assez bien organisé, mais qui peut encore faire mieux. Il faut que ce secteur d'empare des outils qui existent en termes d'organisation de producteurs et d'interprofession.

Je voudrais également vous demander, Monsieur le Commissaire, de lancer sans délai les campagnes d'information qui sont plus ou moins annoncées par vos collaborateurs sur les signes de qualité. Le secteur du vin est un secteur qui a de l'avenir en Europe, si la qualité est renforcée et si elle est reconnue. Les signes de qualité européens sont mal connus, trop mal connus par le consommateur européen. Nous avons un besoin impératif de communication à ce sujet.

En ce qui concerne les mesures de promotion, je voudrais simplement insister sur le fait qu'elles doivent permettre de renforcer une consommation responsable, notamment dans les nouveaux pays consommateurs de vin.

4-048-000

Paolo De Castro, *a nome del gruppo S&D*. – Signor Presidente, signor Commissario, onorevoli colleghi, quello di cui discutiamo oggi è uno dei settori più importanti e strategici del sistema agroalimentare europeo, un settore che rappresenta per diversi paesi la prima voce per l'*export* agroalimentare e che punta ormai da anni sulla qualità, tanto da farne il suo principale elemento di forza e di successo sul mercato mondiale, come l'onorevole Lulling ha ricordato.

È all'interno di questo contesto che possiamo dunque ricondurre il dibattito odierno. Il nostro obiettivo è quello di raccogliere una sfida ambiziosa: avviare un concreto percorso di riflessione sul futuro del settore vitivinicolo dopo la riforma del settore del 2008 e dopo il recente accordo sulla riforma della PAC.

Com'è stato ricordato, la proposta della Commissione nel novembre 2011, al contrario degli orientamenti emersi sia in Parlamento sia in Consiglio, aveva confermato la fine del sistema dei diritti d'impianto dei vigneti. Una liberalizzazione assoluta, che avrebbe rischiato di favorire una drastica riduzione della redditività delle aziende e che avrebbe generato conseguenze negative in termini di riduzione di qualità e prezzi. Ma l'accordo finale sulla PAC, pur superando il sistema dei diritti d'impianto, ha introdotto un nuovo sistema di autorizzazioni a partire dal 2016 e fino al 2030, dando poi la possibilità a chi ne fa richiesta di mantenere l'attuale sistema dei diritti d'impianto per altri cinque anni.

Se guardiamo al futuro, però, l'obiettivo deve essere quello di superare questo stratificato sistema normativo, spesso complicato e gravoso, che costa ai produttori vitivinicoli. I presupposti delle precedenti riforme del vino erano stati quelli del controllo della quantità, i vari tipi di distillazione e il controllo sui vigneti. La stessa riforma del 2008 ha eliminato

progressivamente gran parte dei sostegni che giustificavano questo controllo sistematico delle produzioni e della circolazione dei prodotti vitivinicoli.

Signor Commissario, non è dunque più giustificato mantenere in piedi un sistema normativo burocratico, ispirato a esigenze che ormai non sono più ravvisabili nelle regole attuali della nuova OCM. Dunque, la sfida è quella di creare un regime vitivinicolo basato su regole chiare, semplici ed efficaci. Era l'obiettivo della riforma del 2008 e ci auguriamo che oggi ci siano le condizioni per semplificare la vita ai nostri produttori.

4-049-000

Sylvie Goulard, *au nom du groupe ALDE*. – Monsieur le Président, Monsieur le Commissaire, merci d'être là, même si nous n'avons pas pu faire un rapport. Je crois que cette discussion est extrêmement utile et je m'associe aux remerciements de Michel Dantin. Je crois que les institutions ont effectué un bon travail collectif qui – cela ressort du débat – satisfait les gens raisonnables et désireux de réorienter un peu les mesures par rapport à 2008.

À propos de la réforme de la PAC, je crois que nous pouvons nous féliciter d'avoir réussi à réaménager les droits de plantation de manière plus intelligente et à les garantir pour un certain temps, grâce à un travail qui a permis d'éviter des excédents qui étaient à la fois de mauvaise qualité et extrêmement onéreux – vous avez bien fait de le rappeler – pour le budget.

Je voudrais insister sur deux points: l'importance de la qualité et celle des accords de libre-échange. Sur ce dernier point, nous avons une bataille à livrer. Je compte vraiment sur vous, au sein du collège, pour que, dans les mois qui viennent, l'accord de libre-échange avec les États-Unis permette la défense de toutes les appellations et des indications géographiques protégées qui, comme plusieurs collègues l'ont rappelé, constituent le véritable fer de lance de nos exportations.

Pour l'avenir, je pense que nous devons laisser le message à la prochaine Commission – dont vous ferez peut-être partie, Monsieur le Commissaire, je vous le souhaite votre portefeuille – qu'il faut travailler dans une perspective à long terme. L'Europe se renforce lorsque nous sommes capables de prendre des mesures qui fixent un cadre, qui laissent le temps à l'investissement. Et l'investissement en matière vitivinicole, ce n'est pas un investissement du jour au lendemain, particulièrement, par exemple, pour le cognac: il faut non seulement faire le vin, mais ensuite le laisser reposer dans des fûts. Je souhaite donc une approche qui ne soit pas réduite au seul aspect de la compétitivité à court terme, mais une approche à long terme dans nos partenariats étrangers et par rapport à nos investissements.

4-050-000

Willy Meyer, *en nombre del Grupo GUE/NGL*. – Señor Presidente, señor Comisario, quiero comenzar mis palabras haciendo referencia a la huelga general que se está produciendo en mi país, España, en defensa de la educación pública, en contra de una ley —la Ley Wert— que pone en cuestión la educación pública en mi país.

Y en relación con el tema de este debate, a mi Grupo le preocupa especialmente todo lo relativo a la producción europea, así como la defensa de la pequeña y mediana producción, de las cooperativas. Creemos que hay una concentración en grandes empresas que pone en riesgo, precisamente, la producción europea. Es el caso, por ejemplo, de las bodegas

García Carrión de mi país, primera bodega europea y cuarta del mundo, que importó en el mes de enero diecisiete millones de litros de vino de Chile. Diecisiete millones. Claro, pone en riesgo la producción nacional, la producción europea, la pequeña y mediana producción; y, además, estas concentraciones de producción reciben una parte muy importante del dinero de la PAC.

Por lo tanto, la concentración de la producción es un peligro; peligro del que alertamos a esta Cámara.

4-051-000

Mara Bizzotto, a nome del gruppo EFD. – Signor Presidente, (*microfono spento*) importante che, nonostante la crisi, riesce a garantire lavoro e sostegno all'economia nazionale. Nel primo semestre 2013 le vendite sono cresciute del 4 per cento. Soltanto il Veneto, grazie ai suoi vini DOP e IGP, produce oltre un miliardo di euro di fatturato all'anno.

L'altolà europeo alla liberalizzazione dei vigneti, che avrebbe significato la possibilità di piantare di tutto e ovunque, è stato una conquista importantissima per le nostre aziende e per i nostri territori. Ma non basta. L'UE deve investire di più sulla qualità, e perciò ringrazio il Commissario per essersi attivato subito per bloccare i vini in polvere "fai da te" spacciati per Prosecco, Amarone o Chianti, dopo la mia denuncia di quasi un anno fa.

Tuttavia, questi falsi vini in polvere continuano ad essere prodotti in Svezia e ad essere venduti in Gran Bretagna e in altri Stati e possono essere acquistati sul web in alcuni siti come Amazon o eBay. Per questi motivi, vorrei chiedere un ulteriore impegno perché dobbiamo lottare contro il *business* illecito dell'agropirateria e perché – come tutti sappiamo – il vino si fa con l'uva e non questi miscugli strani e pericolosi.

4-052-000

Christa Klauß (PPE). - Herr Präsident, Herr Kommissar, liebe Kolleginnen und Kollegen! Ich danke Astrid Lulling für die Anfrage an die Kommission, denn das gibt uns Gelegenheit, die wichtigen Fragen des Weinbaus in Europa hier zur Sprache zu bringen.

Vier Jahre nach Inkrafttreten der Reform sind erste Erfahrungen gemacht. Die Hauptaufmerksamkeit des Weinsektors widmet sich jetzt den Vorschlägen zur Ergänzung und Verbesserung durch die kürzlich eingeführten Maßnahmen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik. Die Kommission hat erklärt, dass vorrangig die delegierten Rechtsakte zu den Direktzahlungen verabschiedet werden müssen, weil hier eine besondere Eilbedürftigkeit bestehe.

Herr Kommissar, das neue Autorisierungssystem soll erst 2016 etabliert werden, und da ist man der Meinung, dass diese delegierten Rechtsakte nicht so dringlich seien und erst im neuen Europäischen Parlament, also nach den Wahlen, vorgelegt werden sollten. Ich denke, das ist die völlig falsche Einschätzung. Es gibt sicherlich zu viele delegierte Rechtsakte, aber meines Erachtens sollte das jetzige Parlament auch die delegierten Rechtsakte verabschieden, denn wir haben schließlich die politischen Grundlagen dazu beschlossen.

Außerdem muss auch genügend Zeit für eine Prüfung sein. Wir lassen uns nicht unter Druck setzen, die Entwürfe der Kommission einfach durchzuwinken, um noch eine zeitgerechte nationale Umsetzung zu ermöglichen. Zuerst weigert die Kommission sich, das geltende Recht bis 2018 laufen zu lassen und drängt auf einen Beginn im Jahr 2016, und jetzt kommt sie mit den Durchführungsverordnungen nicht in die Pötte. Die

Kommission vergisst offenbar auch, dass auf der nationalen und regionalen Ebene immer auch noch Umsetzungsbedarf besteht und die Arbeiten auch erledigt werden müssen, wenn die Kommission ihre schon gemacht hat.

Außerdem, Herr Kommissar, erlauben Sie mir, auch noch ein besonderes Augenmerk auf den Weinbau im Rahmen der Verhandlungen der Europäischen Union und des US-Freihandels-Abkommens zu richten. Die europäische Weinkultur ist nicht für andere wirtschaftliche Interessen verhandelbar. Hier muss die Kommission besonderen Druck ausüben und besonderes Augenmerk darauf legen. Weinbau in Europa ist Wirtschaft und ist auch unsere Kultur.

4-053-000

Luis Manuel Capoulas Santos (S&D). - Senhor Presidente, Senhor Comissário, Senhoras e Senhores Deputados, não é novidade para ninguém que a vinha e o vinho constituem uma das marcas mais impressionantes da agricultura europeia. Não só moldou a paisagem de muitas regiões da Europa, como inseriu na nossa cultura traços que perduram ao longo de séculos.

Por isso, nunca é demais lembrar que produzir vinho ou beber vinho não é uma mera atividade económica ou uma simples opção gastronómica.

Tenho orgulho em provir de um país onde se situa a mais antiga zona demarcada do mundo, cujos limites foram fixados em 1756 e que hoje está classificada como Património da Humanidade. Ao longo de séculos, o homem esculpiu montanhas num trabalho ciclópico, só comparável aos dos construtores de pirâmides.

O setor conheceu uma profunda reforma em 2008 e estamos agora a concluir a reforma da PAC para o período 2014-2020, onde algumas decisões com impacto no setor acabam de ser tomadas, designadamente quanto ao regime dos direitos de plantação.

Há um ano, a Comissão divulgou um útil estudo de avaliação sobre os últimos cinco anos, que nos deu uma perceção global do impacto das principais medidas. Constata-se que os resultados são muito diferenciados, de região para região, e os efeitos da crise económica que vivemos no mercado interno e em países terceiros revelam também tendências contraditórias.

Perante a importância do setor, em tempos de incerteza, é necessário estar sempre atento e antecipar uma estratégia adequada para acautelar o futuro.

Solicito, por isso, à Comissão que nos informe quais as iniciativas que tenciona levar a cabo neste domínio, no futuro próximo, para além, naturalmente, daquelas que decorrem da reforma de 2013 e, em particular, quanto à questão da promoção. A questão da promoção no mercado interno é uma questão decisiva nos momentos que vivemos.

Muito obrigado.

4-054-000

Inês Cristina Zuber (GUE/NGL). - Senhor Presidente, sempre afirmámos: a liberalização das plantações acarreta perigos imensos, põe em causa o equilíbrio económico das explorações e das regiões agrícolas, mas põe também em causa o equilíbrio ecológico dos vinhos e das paisagens.

Sempre defendemos a manutenção dos direitos de plantação da vinha e o estabelecimento de regimes especiais para as regiões em que a vitivinicultura é a atividade dominante.

O que está hoje em cima da mesa é uma política que irá criar ainda mais descontrolo da produção através de total liberalização do setor vitivinícola. O objetivo de criar novas segmentações, que permitam promover vinhos de mistura originários de diferentes países, trará problemas enormes à produção dos vinhos de indicação geográfica.

Somos totalmente contra a desregulação do setor, sendo fundamental a manutenção dos direitos de plantação da vinha - garante da continuidade dos vinhos de indicação geográfica. A questão que se coloca hoje não é se há ou não uma reforma do setor, não é só essa a questão, mas se o conteúdo dessa reforma irá proteger o setor, nomeadamente os pequenos produtores.

4-055-000

Franco Bonanini (NI). - Signor Presidente, onorevoli colleghi, ringrazio gli onorevoli De Castro e Lulling che hanno posto questo problema importante, facendo mio lo slogan con il quale ha chiuso l'onorevole Lulling – "Lasciateci in pace" – perché sostanzialmente è quello che principalmente chiedono i viticoltori, il che non vuole dire diminuire i controlli o alleggerire quelle che sono le necessità di verifica, ma semplicemente uno snellimento delle procedure burocratiche.

C'è un confine – diciamo chiaramente – tra l'Unione europea e gli Stati nazionali. Tuttavia, mi auguro che la revisione in corso del regolamento 882 finisca anche per razionalizzare un po' di questi controlli. Oggi si calcola che ogni viticoltore destina il 33 per cento del suo tempo alle procedure burocratiche. I sistemi di controllo sono formati da più organi, che tra l'altro dipendono anche da ministeri diversi e talvolta hanno anche interpretazioni diverse.

Personalmente concordo con gli autori dell'interrogazione sul legame che ci deve essere fra produzione di qualità e indicazione geografica. Metterlo in discussione significa mortificare il pregio più importante su cui si basa la produzione europea, ossia la ricchezza delle biodiversità territoriali. Bisogna anzi promuovere un'ampia protezione delle indicazioni geografiche, superando il sistema della lista breve, che trascura invece un'ampia fetta di produzione che merita di essere in qualche modo citata e proposta.

4-056-000

Maria do Céu Patrão Neves (PPE). - Senhor Presidente, Senhor Comissário, a União Europeia é o maior produtor, consumidor, exportador e importador de vinho do mundo. Uma posição dominante que importa manter.

As duas últimas reformas, 2008 e 2013, vieram munir o setor das condições e instrumentos que se creem necessários para enfrentar o futuro com sucesso. O que passa por conquistar uma maior quota de mercado, apostar no investimento em conhecimento, com vista à reestruturação e modernização das vinhas e adegas, melhorar constantemente a sua qualidade, contando ainda com uma política de promoção adequada às suas necessidades.

A reforma de 2008 ainda não foi avaliada e a de 2013 ainda nem entrou em vigor, pelo que se exige agora tempo suficiente para que o setor se adapte às últimas alterações, as implementar e, depois, permitir que sejam avaliadas, sem que entretanto venham a ser de novo alvo de revisões.

A estabilidade legislativa é essencial para que o setor planeie o seu futuro a médio prazo, sem o qual não se poderá manter competitivo.

E este é o seu maior desafio, pelo que importa agora reorientar o financiamento para medidas proativas de reforço à competitividade, investir na promoção dos vinhos produzidos pelos diversos Estados-Membros.

Neste contexto, há alguns aspetos que considero merecerem consideração. Um primeiro é a possibilidade da produção de vinhos varietais pôr em causa a importante associação entre a produção de vinho e as respetivas IGP DOP, o que tem de ser devidamente ponderado. A este propósito, sublinho a urgência de defender as DOP e IGP europeias sujeitas a uma concorrência crescente de vinhos de outros países.

Há situações que, nomeadamente, importa revitalizar produções certificadas que, por circunstâncias extrínsecas, foram definhando mas têm potencial competitivo. A aguardente da Lourinhã, em Portugal, atualmente sem vinha suficiente para se afirmar no mercado, é um exemplo.

Outro aspeto importante é o da possibilidade de apoios suplementares aos produtores de vinho em regiões desfavorecidas, como sejam ilhas. E, aqui, gostaria de dizer que, além de impactos negativos a nível económico, social e também ambiental, o tradicional cultivo da vinha tem também valor cultural e mesmo turístico.

Terminando, apenas dar o exemplo da vinha do Pico, nos Açores, que a UNESCO distinguiu como Património da Humanidade e que precisa efetivamente de ser apoiada no que diz respeito à recuperação de zonas para cultivo desta vinha.

4-057-000

Iratxe García Pérez (S&D). - Señor Presidente, comienzo también mi intervención con un reconocimiento a los miles de hombres y mujeres, niños y niñas, que hoy, en España, se manifiestan contra los recortes y por el derecho a la educación pública.

Con respecto al sector vitivinícola, creo que todos hemos coincidido hoy, en este debate, en reconocer que estamos hablando de uno de los sectores más competitivos de nuestra industria agroalimentaria y que, si bien ha pasado por determinadas incertidumbres en el marco de todo este proceso de debate de la PAC y, por lo tanto, de la OCM única, a día de hoy se pueden sentir satisfechos del resultado de este trabajo de cooperación del Parlamento con el Consejo y con el Grupo de alto nivel de la Comisión, que creo que ha terminado buscando una solución beneficiosa para el sector, un instrumento que garantice la estabilidad de un sector tan importante como este del que estamos hablando.

Pero quería también hacerle una pregunta al señor Comisario, puesto que, en estos momentos, en este sector, hay determinados territorios en los que se está dando una sobreproducción y quería saber si la Comisión ha previsto algún instrumento para hacer frente a una posible situación de desestabilización del sector en determinados territorios.

4-058-000

Dubravka Šuica (PPE). – Gospodine predsjedniče, želim se na početku zahvaliti gđi Lulling što je otvorila ovo pitanje nakon reforme iz 2008. godine jer smatram da je važno govoriti o ovom sektoru. Također su dobri prijedlozi koje smo čuli od Komisije u okviru zajedničke poljoprivredne politike.

Međutim, budući da dolazim iz Hrvatske gdje je proizvodnja vina i vinogradarstvo jedna od zanimljivih, ili zanimljivijih, grana poljoprivrede. Postoji duga i bogata tradicija proizvodnje vina, a negdje je, u nekim krajevima Hrvatske, jedina moguća grana poljoprivrede. Proizvodnja vina se može okarakterizirati kao proizvodnja koja ima tendenciju razvoja kvalitete. A naši ciljevi su sukladni Europskim ciljevima. Radi se o povećanju proizvodne kvalitete vina, povećanje konkurentnosti proizvođača, ali i modernizaciji vinogradarskih tehnika kroz nova ulaganja u infrastrukturu vinarija i prerađivačke kapacitete. Također se radi o povećanju promocije i prodaji vina na tržištima trećih zemalja.

Međutim, kod nas nije lako biti konkurentan. Razlozi su usitnjenost posjeda, dakle veliki problem su mali vinogradi, a posebno u Dalmaciji, i veliki broj malih proizvođača. Dakle, vrlo je važno osigurati opstanak i razvoj ruralnih područja, a time povećati kvalitetu života. Želim ovdje spomenuti i situaciju tijekom pregovora između Hrvatske i Europske unije, a vezano za naše pristupanje. Bilo je teško, ali i važno, zaštititi pojedine vrste, zaštititi zemljopisno porijeklo i zaštititi izvornost. Tako smo imali jednu situaciju kad smo došli u konflikt između dva imena, između našeg desertnog vina koje se zove prošek i jednog talijanskog vina, koje je pjenušavo vino, a zove se prosecco. Vjerujem da je taj problem sada izgladen, ali bilo je još nekih takvih situacija, pa želim na to ukazati i molim da o tome možda još jedanput bilateralno razgovaramo.

4-059-000

Eric Andrieu (S&D). - Monsieur le Président, Monsieur le Commissaire, je voudrais tout d'abord à mon tour vous remercier de votre implication et de votre écoute dans le travail qui a été conduit par le groupe à haut niveau.

En effet, en 2008, les sociaux-démocrates ont approuvé la nécessité de la réforme du secteur vitivinicole et ont souhaité une stratégie politique pour l'avenir de ce secteur qui soit cohérente et qui permette à la fois de stabiliser rapidement et durablement les marchés, d'engager une restructuration de la filière, tout en maintenant les revenus des acteurs de ce secteur.

Je me félicite que notre assemblée ait permis, dans la toute récente réforme de la PAC, certaines rectifications de l'OCM de 2008. Je veux d'abord parler de la substitution des autorisations de plantation aux actuels droits de plantation. Sans cette correction, le secteur se serait exposé à bien des déconvenues. Je veux aussi souligner les adaptations apportées aux programmes de soutien nationaux qui permettront de conduire des campagnes d'information sur la consommation responsable du vin et sur des systèmes d'origine de qualité et d'entreprendre de la recherche sur la qualité de l'environnement et sur la sécurité alimentaire.

Je demande à la Commission d'être vraiment attentive à la notion de marque d'origine et aux indications géographiques et de ne pas créer de confusion entre les vins de cépage et les vins d'appellation dans les textes à venir.

4-060-000

María Auxiliadora Correa Zamora (PPE). - Señor Presidente, señor Comisario, el régimen de ayudas del sector vitivinícola europeo ha sufrido, en los últimos años, fuertes transformaciones tras la reforma aprobada en el año 2008. Dicha reforma acabó con el régimen de intervenciones y supuso para algunos países, como es el caso de España, una pérdida cuantiosa de ayudas para el sector.

Afortunadamente, con el apoyo del Parlamento, se ha revisado la decisión de liberalización de las plantaciones y, hasta 2030, se mantendrá un régimen de control de la producción mediante un nuevo sistema de autorizaciones que sustituirá al sistema basado en derechos de plantación.

Considero que todavía es demasiado pronto para conocer el resultado de los cambios introducidos con esa reforma del año 2008 y, además, el sector ha de prepararse para esa situación que —como ha dicho el señor Comisario— se creará a partir de 2016 con la introducción del régimen de autorizaciones. Creo que, en el futuro, hay que mantener la política de calidad existente en la actualidad.

Señor Comisario, en estos momentos el sector vitivinícola europeo está funcionando bien a pesar de la crisis. Por eso, considero que sería un error modificar una política que está dando, en estos momentos, unos resultados positivos.

4-061-000

„Catch the eye” eljárás.

4-062-000

Herbert Dorfmann (PPE). - Herr Präsident, geschätzter Herr Kommissar, geschätzte Kolleginnen und Kollegen! Ich denke, die Marktordnung für Wein ist in der Tat ein erfolgreiches Beispiel, wie man europäische Politik machen kann. Ich komme selbst aus Italien, aus einem Land, das die defensiven Maßnahmen der alten Marktordnung – Rücknahme, Destillationen – äußerst genutzt, vielleicht auch ausgenutzt hat, das aber auch verstanden hat, die neuen Methoden – d. h. Absatzförderung – zu nutzen, und heute ist der Wein eines jener wenigen Produkte, die erfolgreich in Italien bestehen.

Ich glaube, wir haben jetzt mit den Regelungen für Pflanzrechte eine vernünftige Regelung gefunden, und wir sollten diese gesetzliche Regelung aufrechterhalten, und zwar bis zum Ende dieses Finanzzeitrahmens, d. h. bis 2020. Ich glaube, die Weinbauern haben jetzt gute Voraussetzungen, erfolgreich in Europa und in der Welt zu arbeiten, und das sollten wir sie tun lassen.

4-063-000

Biljana Borzan (S&D). – Gospodine predsjedniče, kao što je naglašeno u pitanju vinski sektor konstantno je pod reformom i izražena je zabrinutost zbog novih mjera koje se planiraju uvesti a da prethodno nisu određeni učinci dosadašnjih mjera. Pored mnogih drugih djelatnosti ulaskom u Europsku uniju hrvatski vinari naravno imaju velika očekivanja od slobodnijeg pristupa jedinstvenom tržištu. To se među ostalim odnosi na proizvođače vinske sorte graševine koji čine gotovo trećinu hrvatske proizvodnje vina. U posljednjih pet do šest godina proizvođači su uložili oko 20.000 eura po hektaru te značajno modernizirali pogone velikim ulaganjima kako bi se prilagodili Europskoj uniji.

Međutim, najavljene nove mjere, koje nisu bazirane na evaluaciji prethodnih, predstavljaju nove izazove za proizvođače. Naglašavam da nisam protiv reformi, ali moramo prvenstveno misliti na ljude koji ih trebaju provesti na način da im olakšamo i pojednostavimo posao.

4-064-000

Ruža Tomašić (ECR). - Gospodine predsjedniče, kao stanovnica vinogradarske regije, zabrinuta sam za budućnost hrvatskog vinarstva i vinogradarstva u sklopu Europske unije.

Slučaj hrvatskog Prošeka i Terana, koji su bili suočeni s potencijalnom zabranom prodaje ulaskom Hrvatske u Europsku uniju najbolje pokazuje delikatnost trenutne situacije.

Smatram kako ne bismo smjeli odustati od modela proizvodnje prema zemljopisnom porijeklu te izražavam nadanje kako nije u namjeri Komisije promicati proizvodnju vina bez zemljopisnog porijekla. Dapače, snažno brendiranje vrhunskih kvalitetnih vina upravo prema njihovom zemljopisnom porijeklu predstavlja polazišnu točku vinarske strategije za mnoge male države poput Hrvatske.

Također držim kako su prečeste korekcije i brze reforme zajedničke organizacije tržišta vina kontraproduktivne jer nam ne omogućuju sagledavanje rezultata i posljedica prethodnih reformi s obzirom da je vinova loza višegodišnja biljka što cijeli sektor vinarstva čini prilično tromim na brze promjene.

Govornica se složila da odgovori na pitanje podizanjem plave kartice na osnovi članka 149. stavka 8. Poslovnika.

4-065-000

Mara Bizzotto (EFD), *Domanda "cartellino blu"*. – Signor Presidente, è la seconda volta che si parla di "Prosec" in riferimento al prosecco.

Chiedo pertanto alla collega: non le sembra ingiusto usare un nome simile al prosecco per vendere questo vostro vino, totalmente diverso dal prosecco? Non è trarre in inganno i consumatori, che conoscono molto bene il prosecco, venduto in tutto il mondo e la cui qualità è oggettivamente migliore e, quindi, dovrebbe essere tutelato, come ha già detto il Commissario?

4-066-000

Ruža Tomašić (ECR), *odgovor na pitanje postavljeno podizanjem plave kartice* - Kolegice, onda bi tako trebalo biti isto ako jedan grad u Hrvatskoj ima isto ime kao grad u Italiji, onda bi se taj grad, što, trebao raseliti ili uništiti? Prošek u Hrvatskoj je isto star kao i prošek u Italiji, a slično ime ne bi uopće trebalo smetati jer i mi isto imamo svoje porijeklo, kao i vi svoje.

4-067-000

Andreas Mölzer (NI). - Herr Präsident! Der Weinsektor ist ja bekanntlich ein besonders sensibler Sektor, und er ist stark von der Natur abhängig, etwa hinsichtlich der Wetterbedingungen, der Bodenbeschaffenheit, der Qualität der Trauben und nicht zuletzt des Vorkommens von Mikroben. Und für die Produktion, das wissen wir alle, ist ein hohes Maß an Know-how notwendig.

Der Weinsektor unterliegt natürlich auch einer Vielzahl von Regelungen, auch auf EU-Ebene. Diese ändern sich leider auch immer wieder. Inwieweit sich die letzten GMO-Änderungen aus dem Jahr 2008 tatsächlich auf den Weinsektor auswirken, der ein heiß umstrittener Sektor ist und immer wieder auch durch Weinimporte aus Drittländern in Bedrängnis gerät, lässt sich meines Erachtens wohl noch nicht vollständig sagen. Hinsichtlich der geografischen Angaben müsste man wirklich sensibel vorgehen, damit den Winzern nicht noch mehr Kosten aufgebürdet werden, und die Regelungen müssen dann auch eine gewisse Verlässlichkeit bringen, können also nicht ständig geändert werden.

Ein Aspekt, der meines Erachtens bei der Weinlese nicht vergessen werden sollte, ist jener der illegalen Erntehelfer. Dort gilt es natürlich, gegen Schwarzarbeit vorzugehen, es darf aber nicht dahingehend ausarten, dass die Jagd auf helfende Verwandte und Bekannte eröffnet wird.

4-068-000

Andrej Plenković (PPE). - Gospodine predsjedavajući, zahvaljujem našoj doajenki, zastupnici Lulling, i povjereniku na otvaranju ove važne teme vinskoga sektora. Dolazim iz zemlje, porijeklom iz Dalmacije, i s otoka i obitelji gdje se vino tradicionano i proizvodilo i konzumiralo.

Konkurencija na globalnom tržištu je sve veća. Jedini odgovor Europske unije u sektoru može biti jačanje kvalitete. U tom smislu, podržavam naglasak na zemljopisno podrijetlo iz reforme iz 2008. godine, za koje je izuzetno bitno da se precizno provede, i kada je riječ o hrvatskom prošeku kao autohtonom proizvodu u odnosu na talijanski *prosecco* i zaštiti hrvatskoga terana.

Proizvodnja vina u Hrvatskoj se stabilizirala, zalihe su prilično velike, konkurencija je sve veća, ulaganje u suvremene tehnologije omogućuje nam da imamo izuzetno konkurentne i kvalitetne vinske proizvode. Ono što je bitno je da se u budućnosti hrvatski proizvođači udružuju kako bi mogli zajednički nastupati na europskim tržištima, a na kraju samo jedna rečenica: zaštitimo kamene vinograde, spomenike vinograde kojih u Dalmaciji ima preko 1000 hektara i izuzmimo ih iz svih kvota jer to moramo učiniti prema našoj baštini.

4-069-000

Marino Baldini (S&D). - Gospodine predsjedavajući, gospodine povjereniče, dragi kolege, od davnina je vino jedan od glavnih proizvoda sredozemne civilizacije i svih onih regija koje su crpile temelje vlastitog razvoja u izvorištu pisma prvih poljoprivrednih kultura, gradova i onih kulturnih vrijednosti koje nas danas čine naprednim pred čitavim svijetom.

Tako vino nije samo proizvod koji izniče iz poljoprivrede, već često označava znatno širi kontekst. U slučaju istarskog terana, a to je regija iz koje ja dolazim, iz Hrvatske, teran su pili još Histri u prvom mileniju prije Krista, a to je jedan latinski naziv koji izniče iz rimske uprave prije 2000 godina. Nepravедno je da bude zaštićen samo u manjem dijelu ili u jednoj državi u kojoj se proizvodi. Za ispravljanje takve nepravde, a kojih sigurno ima još na području Europske unije, treba omogućiti svim proizvođačima, a Istra se nalazi u Hrvatskoj, Sloveniji i Italiji, da mogu zaštititi svoj proizvod.

Ovo su neki od razloga radi čega povremeno treba vršiti reviziju da bi se ... (isključen mikrofon).

4-070-000

Tomasz Piotr Poręba (ECR). - Panie Przewodniczący! Bardzo się cieszę, że rozmawiamy o przyszłości sektora winnego w Europie. Reprezentuję Polskę, gdzie –co może Państwa zaskoczy – produkuje się całkiem dobre wina, rozwijają się gospodarstwa winiarskie, także na Podkarpaciu, w moim regionie. Kilka lat temu odbyła się w Parlamencie Europejskim degustacja wina z Podkarpacia, oceniona naprawdę bardzo wysoko. Ale Panie Komisarzu, zwracam się do Pana z prośbą. Udało się wiele zmienić, jeżeli chodzi o winiarstwo w Polsce, o przepisy, które krępowaly rozwój winiarstwa w moim kraju, jednak wciąż pozostają takie zapisy, które nie pozwalają winiarzom w Polsce i na całym Podkarpaciu, prowadzić

i rozwijać aktywnej działalności, kontynuować zaplanowanych działań. Dlatego bardzo Pana proszę, żeby w kontekście tej debaty, ale również przyszłych działań Komisji, przyjrzeć się przepisom, które, w moim przekonaniu, w sposób jednoznaczny i bardzo wyraźny krępują rozwój winiarstwa w Polsce i na całym Podkarpaciu.

4-071-000

Sophie Auconie (PPE). - Monsieur le Président, Monsieur le Commissaire, merci d'être devant nous aujourd'hui. Je voudrais profiter de ce moment pour saluer le travail remarquable que fait depuis de nombreuses années et de nombreux mandats Astrid Lulling pour le secteur viticole, ainsi que le travail de Michel Dantin.

J'en profite pour vous rappeler que la réforme de 2008 était une réforme en profondeur qui a débouché sur une refonte complète de la segmentation des vins. Elle a notamment favorisé un développement des vins sans indications géographiques avec la valorisation de ces vins à travers l'étiquetage et une libéralisation de leurs conditions de production. Ces vins sans IG disposent aujourd'hui des armes de la compétitivité pour affronter les marchés mondiaux.

La création d'une nouvelle catégorie de vins appelée "vins de cépage", ne ferait qu'ajouter de la confusion dans l'esprit des consommateurs, Monsieur le Commissaire. Nos viticulteurs ont besoin de stabilité juridique, de soutien dans la conquête de nouveaux marchés, d'une véritable défense de ce secteur dans le cadre des négociations des accords de libre-échange et de moyens scientifiques et techniques pour lutter efficacement contre la maladie du bois de la vigne, et je vais reprendre les mots de mon amie Astrid, en disant qu'ils ont aussi besoin qu'on leur fiche la paix et qu'on les laisse travailler.

4-072-000

(A „catch the eye” eljárás vége.)

4-073-000

Dacian Cioloș, *membre de la Commission.* - Monsieur le Président, merci encore une fois à Astrid Lulling et à Paolo De Castro de nous avoir donné l'occasion de ce débat avec cette question.

Je vais essayer de répondre aux différentes questions quant aux points qui ont été soulevés. M. Dantin demande quand viendra la promotion des signes de qualité. Nous avons prévu cela dans la proposition de règlement que la Commission adoptera bientôt pour la promotion sur le marché intérieur et sur le marché extérieur et effectivement, notre intention était de pouvoir soutenir financièrement, sur le marché intérieur, une forte communication autour de toute la politique de qualité agroalimentaire, y compris les signes de qualité.

Certains d'entre vous ont mentionné les droits de plantation. Je souhaite juste rappeler que ces droits de plantation étaient intégrés dans la réforme de 2008, qui a été adoptée par le Conseil des ministres. Mais malgré cela et au-delà de cela, dans le cadre de cette réforme 2013, nous sommes revenus sur cette question, compte tenu aussi du rapport d'évaluation de la réforme de 2008. Ce rapport a été présenté en 2012. Certains d'entre vous disent que le délai était peut-être trop court pour voir les effets. On a déjà observé certains effets positifs, mais on a aussi pu corriger des éléments qui étaient mis en cause par certains, y compris par le secteur.

En ce qui concerne les accords commerciaux et le vin, je tiens à vous assurer que, comme je l'ai fait jusqu'à maintenant et comme j'entends le faire jusqu'à la fin de mon mandat et de mon travail à la Commission, dans chaque accord commercial, je défends globalement les indications géographiques comme élément sine qua non de tels accords commerciaux. Nous aurons sans doute l'occasion de parler du succès que nous venons d'obtenir avec le Canada, y compris pour le secteur du vin et pour les boissons spiritueuses, puisque non seulement nous protégeons nos indications géographiques, mais nous avons aussi clarifié certaines conditions de vente de ces produits protégés sur le marché canadien. Nous allons faire de même avec les États-Unis. Nous avons aussi des accords en vue avec le Japon et avec l'Inde. Sur tous ces marchés, les indications géographiques seront un des points essentiels des discussions. Nous sommes également en train de négocier avec la Chine un accord bilatéral de reconnaissance et de protection des indications géographiques sur le marché chinois, et c'est surtout le vin qui en profitera.

Monsieur Meyer, à propos de la défense des petites et moyennes entreprises et des coopératives (il me semble qu'il n'est plus là, mais je réponds quand même): si vous regardez, Monsieur Meyer – j'espère que vous nous écoutez là où vous êtes –, la réforme de la politique agricole commune qui est en phase finale d'adoption, sans doute allez-vous trouver beaucoup de mesures qui soutiennent les petits producteurs ainsi que toutes les formes d'organisations collectives, y compris les coopératives.

Madame Klaß, en ce qui concerne les actes délégués pour le secteur viticole, c'est-à-dire pour les autorisations de plantation: dans notre calendrier, nous avons prévu l'année 2016, puisque c'est à partir de 2016 que ce nouveau système entrera en vigueur. Cependant, la Commission aura, courant 2014, énormément de choses urgentes à régler très rapidement, qui devront être appliquées à partir de 2015. Nous devons donc nous concentrer, avec les ressources humaines dont nous disposons au sein de la DG AGRI, sur ce qui est vraiment prioritaire.

Je souhaite aussi rappeler que nous sommes, à la DG AGRI, dans un processus où il y aura beaucoup de travail pendant les trois prochaines années, avec la mise en œuvre de la réforme de la politique agricole commune et des ressources humaines réduites peu à peu, en raison de l'engagement pris par la Commission, y compris devant le Parlement, de resserrer ses rangs pour faire des économies. C'est pour cela que nous devons planifier et comme les systèmes d'autorisation de plantation vont entrer en vigueur en 2016, nous avons pris l'engagement d'avoir ces actes délégués avant 2016, à savoir avant l'entrée en vigueur de ces mesures.

Madame Zuber, sur les autorisations de plantation et les AOC: je peux vous assurer que les AOC seront protégées dans le cadre de ce nouveau système d'autorisation de plantation, puisque les AOC ont toujours un régime distinct concernant les droits de plantation et l'extension de ces surfaces plantées.

Madame García Pérez, sur la surproduction: les programmes nationaux pour le secteur viticole de chaque État membre, y compris l'Espagne, incluent toujours, suite à la réforme de 2008, des mesures qui permettent en principe de gérer ce type de situation. Seulement, l'Espagne, dans le cadre de ce programme national pour le secteur viticole, devra bien assurer un équilibre entre les différentes mesures qu'elle a prévu de financer pour couvrir ses besoins. Mais au-delà de cela, l'Espagne a déjà fait un grand effort et d'autres efforts sont encore nécessaires pour faire en sorte que tous les vins qui n'ont pas de signes de qualité puissent s'orienter vers une politique de qualité, pour qu'ils soient mieux identifiés sur le marché et pour éviter en effet la surproduction de vins de basse qualité et de bas prix.

Plusieurs membres du parlement de la Croatie ont soulevé cette question de Prosek. Je peux comprendre votre position politique au Parlement, mais les règles sont les règles. De la même manière qu'en Croatie, vous avez besoin de protéger certaines indications géographiques qui sont vos indications géographiques, qui sont des noms, qui sont liés à votre tradition, à votre histoire, les autres États membres ont le droit de protéger leurs appellations et leurs indications géographiques. Le principe s'applique pour tout le monde et on ne peut pas faire des exceptions. En cas de conflit, comme entre le Prosecco et le Prosek, la Commission propose toujours aux États et aux producteurs qui sont en conflit à propos d'une dénomination des périodes de conciliation pour en discuter cartes sur table. Mais une fois qu'on a conclu le sujet, sur la base de règles qui sont des règles transparentes, il ne faut plus essayer, à mon avis, de relancer politiquement un sujet, de donner de faux espoirs sur des choses qui sont très claires sur le marché européen. J'espère que la Croatie utilisera pleinement les instruments désormais à sa disposition, y compris les instruments financiers, pour pouvoir mettre en valeur ses produits sur le grand marché européen de plus de 500 millions de consommateurs. Je pense que c'est là la voie pour aider les producteurs croates en se fondant sur des règles qui sont très claires et qui protègent tous les producteurs, y compris les producteurs croates, mais avec honnêteté, et sans leur vendre des illusions.

Sur les vins de cépage, je voudrais dire à M. Andrieu et à l'autre personne qui a abordé le sujet, que nous n'avons pas l'intention de reprendre ce sujet. Nous considérons que les règles que nous avons actuellement pour les définitions des différents types de vins sont suffisantes pour couvrir la problématique à l'échelle européenne. Nous n'envisageons donc pas de revenir sur un autre sujet de ce genre.

Je souhaite vous remercier encore une fois pour ce débat. Comme vous l'avez mentionné, oui, nous allons ficher la paix au secteur, tant que le secteur est en paix. Mais quand il y a des problèmes dans le secteur, il faut intervenir pour régler ces problèmes et pour que, justement, il puisse continuer à se développer. Parce que je suis sûr qu'en situation de crise, le secteur ne nous demande pas de lui ficher la paix, mais d'intervenir. Et nous devons avoir les instruments pour pouvoir intervenir quand il le faut.

4-074-000

President. – Ms Lulling, I am sorry, but I am not in a position to give you the floor now. I disagree with this rule, but that is the rule, and, as we have heard from the Commissioner, a rule is a rule.

The debate is closed.

Written statements (Rule 149)

4-074-500

Luís Paulo Alves (S&D), *por escrito.* – Agora que a PAC deu origem a mudanças na última reforma da OCM de 2008, com a criação de um regime de autorização de plantação de vinhas e a possibilidade de realizar campanhas de informação e promoção, é necessário dar tempo aos operadores vitivinícolas para que se adaptem a todas estas mudanças. Parece que está em preparação uma nova reforma do setor, que prevê, entre outros aspetos, a criação de novas categorias de vinhos. A introdução de alterações na política de qualidade vitivinícola, nas práticas enológicas ou nas medidas de regulação dos volumes pode colocar em risco os vinhos que beneficiam de uma indicação geográfica. Mas não devemos pôr em causa este modelo de produção de vinhos que caracteriza o setor, visto estar em crescendo

e representar uma parte considerável da produção vitivinícola das RUP, quase 20% nos Açores. É por isso necessário saber se se está a planear uma nova reforma do setor, quais são os seus objetivos para este setor nos próximos anos e de que forma pode ser explorado o potencial do mercado interno, nomeadamente no enoturismo, pois este pode ser uma parte da solução para atrair investimentos para as regiões mais desfavorecidas.

4-075-000

Gaston Franco (PPE), *par écrit*. – Le secteur vitivinicole est depuis toujours un des domaines agricoles les plus touchés par la législation européenne et par ses différentes réformes. En 2008, une profonde réforme du secteur a été lancée puis modifiée dans le cadre de la réforme de la politique agricole commune (PAC). Le secteur a aujourd'hui besoin de pérennité. La réforme de la PAC a apporté en partie cette solution en fixant un système d'autorisation de plantation des vignes jusqu'en 2030. L'horizon fixé est le bon puisque les professionnels et les organisations souhaitent aujourd'hui se focaliser davantage sur leur métier que sur la veille législative. Un cadre normatif stable permettra aux secteurs d'avancer sur la qualité de leurs produits ainsi que sur la recherche. Il est beaucoup trop tôt pour se lancer dans une nouvelle révision sans avoir évalué sérieusement et avec un panel très large l'impact des réformes précédentes sur les professionnels et auprès des citoyens. De plus, une nouvelle réforme entraînerait certainement un retard des investissements, un gel de la création d'emplois dans le secteur, voire également un découragement des personnes de la filière, lassées des modifications successives des règles.

4-076-000

Elżbieta Katarzyna Łukacijewska (PPE), *na piśmie*. – Dobra strategia rozwoju wina w Unii Europejskiej jest szansą rozwiązania wielu problemów nie tylko dla tych terenów, dla których produkcja wina stanowi ważną i często jedyną gałąź rozwoju, ale również dla tworzących się czy odradzających po dziesiątkach lat winnic. Pochodzę z regionu Podkarpacie w Polsce, gdzie po latach niebytu powstają winnice, głównie jako małe gospodarstwa rodzinne, które są ważnym elementem podnoszącym atrakcyjność turystyczną i agroturystyczną regionu. Niestety miłośnicy winiarstwa i tworzenia winnic w moim kraju napotykają wiele problemów i przepisów, które ograniczają rozwój sektora winiarskiego oraz możliwość uzyskania przychodu ze sprzedaży win. Dlatego cieszę się z dzisiejszej dyskusji i mam nadzieję, że przyczyni się ona do rozwiązania problemów, z którymi borykają się zarówno funkcjonujące od dziesiątek lat, jak i tworzące się przedsiębiorstwa winiarskie.

4-077-000

Tonino Picula (S&D), *napisan*. - Proizvodnja vina na razini EU-a opada jer u zadnjoj godini samo tri članice bilježe porast proizvodnje dok sve ostale bilježe pad, a što je jasan signal da su promjene u vinskom sektoru potrebne. Za hrvatske vinare proces prilagodbe postojećoj europskoj regulativi vinskog sektora je posebno otežan činjenicom da je doveden u pitanje plasman nekih njihovih proizvoda proizvedenih nakon 30. lipnja 2013. Proširenjem tržišta hrvatski vinari se suočavaju sa znatno jačom konkurencijom. Osim zaoštrene konkurencije, značajan problem s kojim se hrvatski vinari suočavaju su sustavi zaštite izvornosti i regionalnog porijekla. Nove članice EU-a unijele su i novu vinsku tradiciju, ali se ona u mnogim slučajevima preklapa s postojećim vinskim brendovima. Postojeće sustave zaštite stoga je potrebno prilagoditi. U Hrvatskoj na kvalitetna vina otpada 62 % ukupne proizvodnje. Pridodamo li tome još 5,5 % vrhunskih vina jasno je da je kvaliteta hrvatskih vina na visokoj razini. Potrebno je stoga novo razgraničenje zaštita

koje će uzeti u obzir postojanje vrsta sličnog imena ali potpuno različitih enoloških kvaliteta, čime će se potrošačima omogućiti konzumacija šireg spektra kvalitetnih vina s jasnijim zemljopisnim porijeklom. Europska unija mora, prije svega, štiti kvalitetu vina i njegovu distribuciju, uvažavajući pritom kulturne i enološke posebnosti kao i sličnosti među nazivima vinskih sorti svih zemlja članica.

4-077-500

Franck Proust (PPE), *par écrit*. – Les derniers mois ont été particulièrement difficiles pour les viticulteurs européens. Ils ont dû mener une longue bataille pour arriver à maintenir la régulation du potentiel de production. Ce combat, ils l'ont gagné car il était légitime, et je suis fier d'avoir été à leurs côtés dès mon arrivée au Parlement européen. Aujourd'hui, notre viticulture a besoin d'un cadre clair, stable et prévisible pour prospérer. Elle a besoin d'aide, plutôt que d'obstacles. Face à la concurrence croissante et réelle des pays du nouveau monde, nos viticulteurs doivent compter sur le soutien sans faille de leurs autorités publiques nationales et européennes sur ce qui constitue le socle de leur compétitivité: la qualité et le savoir-faire ancestral. Depuis des générations, les vins français et européens se distinguent par des cépages, des procédés et des terroirs qui font leur réputation dans le monde. Depuis les premières tentatives de libéralisation du secteur, nous avons accompli tant de chemin, fait tant d'efforts qu'il est temps aujourd'hui de protéger et d'encourager, une bonne fois pour toutes, qualité. Nous le devons à nos viticulteurs, autant qu'aux consommateurs. J'espère vivement que cela figurera dans les objectifs de la Commission pour les prochaines années.

4-078-000

PRÉSIDENCE DE MME ISABELLE DURANT

Vice-présidente

8. Stratégie pour la région des Carpates (débat)

4-080-000

La Présidente. - L'ordre du jour appelle le débat sur la déclaration de la Commission sur la stratégie pour la région des Carpates (2013/2896(RSP)).

4-081-000

Dacian Cioloș, *membre de la Commission*. – Madame la Présidente, même si vous pensez que je suis un grand spécialiste des Carpates, parce que je viens d'un État membre qui a une grande partie de la surface des Carpates sur son territoire, je m'exprimerai aujourd'hui au nom de la Commission, notamment au nom de mon collègue Johannes Hahn, qui est en charge de ce dossier et qui, malheureusement, n'a pas pu être là.

D'une manière générale, la Commission encourage la coopération renforcée entre les régions dans le souci d'une meilleure mise en place des politiques qui ont une portée transfrontalière. Pour cette raison, la Commission soutient et facilite la coopération dans le cadre des stratégies macrorégionales. Elles sont au nombre de deux: celle pour la région de la mer Baltique et celle du Danube. Je m'y référerai puisqu'elles sont en rapport avec l'ordre du jour.

L'objectif des stratégies macrorégionales est d'apporter une réponse coordonnée à des problématiques qu'il est plus efficace d'appréhender en commun que séparément. Les deux

stratégies existantes ont pour objectif de surmonter les obstacles freinant le développement des régions concernées et de mieux valoriser leur potentiel. Elles encouragent les participants à surmonter non seulement les limites des frontières nationales, mais également les barrières qui restreignent une conception plus stratégique et plus créative des atouts en présence. Le but des stratégies macrorégionales est de mobiliser des nouveaux projets et des nouvelles initiatives afin de créer un sens de responsabilité partagée. Elles sont une innovation importante pour la coopération territoriale et pour la cohésion.

Au mois d'avril de cette année, la Commission a publié le premier rapport sur la mise en œuvre de la stratégie de l'Union européenne pour la région du Danube. Elle s'est félicitée du bon début de cette stratégie après deux années d'application. Jusqu'à présent, les progrès réalisés comprennent la mise en place de projets transnationaux innovants, la création d'interconnexions dans les domaines de l'énergie et des transports, la création de mesures communes pour limiter les risques environnementaux, des investissements dans les domaines de l'éducation et de la formation ou encore le soutien aux PME et aux nouvelles technologies.

En juin, la Commission a publié un rapport sur la valeur ajoutée des stratégies macrorégionales, dans lequel elle examine le travail effectué jusqu'à présent dans la région de la mer Baltique et dans la région du Danube. Ce rapport affirme que les stratégies sont efficaces du point de vue stratégique, mais aussi du point de vue politique. Il souligne également la nécessité d'améliorer leur mise en œuvre et leur préparation. Il est ainsi nécessaire que l'adaptation des stratégies soit effectuée à tous les niveaux et d'y affecter suffisamment de personnel afin de permettre leur mise en œuvre efficace, et de mettre les moyens disponibles en adéquation avec les objectifs des stratégies.

Concernant les pays couverts par la chaîne des Carpates, la Commission souhaite souligner qu'ils sont presque tous inclus dans la stratégie pour la région du Danube. Seule la Pologne n'y figure pas. Les défis concernant les Carpates sont déjà également mentionnés dans les plans d'action de cette stratégie et sont pris en compte dans sa mise en œuvre. C'est aussi le cas de la convention des Carpates. Compte tenu de ce fait, la Commission ne voit pas de raison, actuellement, de créer une stratégie de l'Union européenne pour la région des Carpates. Elle suggère plutôt aux pays de cette région d'utiliser la stratégie pour la région du Danube, qui prévoit déjà un cadre de coopération dans onze domaines prioritaires qui couvrent un large éventail d'enjeux, y compris, probablement, des problématiques liées plus spécifiquement aux Carpates. La Pologne, qui n'est pas directement couverte par la stratégie de Danube, peut cependant en bénéficier au cas par cas, selon le principe de l'approche fonctionnelle ouverte qui régit le fonctionnement de la stratégie.

Le rapport de la Commission sur la valeur ajoutée des stratégies macrorégionales, qui a été publié le 27 juin 2013, souligne également cet aspect dans le chapitre "Nouvelles stratégies". La Commission affirme que ces stratégies doivent être utilisées uniquement dans les cas précis où la participation de l'Union européenne est appropriée. Cette participation est déjà garantie par la forte implication de la Commission dans la stratégie pour le Danube, qui, je le répète, pourrait aussi couvrir la problématique des Carpates, puisque les États membres concernés font aussi l'objet de cette stratégie.

4-082-000

Elżbieta Katarzyna Łukacijewska, *w imieniu grupy PPE*. – Pani Przewodnicząca! Dobra współpraca pomiędzy państwami, umiejętność zdefiniowania wspólnych problemów i szans jest najlepszym sposobem wykorzystania potencjału gospodarczego tych terenów.

Mówił zresztą o tym przed chwilą komisarz Ciolos. Komisarz Hahn wielokrotnie podkreślał, że podejście makroregionalne przynosi korzyści, tworzy nowe ramy współpracy. Myślę, że z tych powodów powstała strategia dla Morza Bałtyckiego, strategia dunajska czy przestrzeń alpejska, i aż ciśnie się na usta – „czas na strategię dla Karpat”. Ze zdumieniem i przykrością słyszę dzisiaj od komisarza Ciolosa, że Komisja nie widzi potrzeby utworzenia dodatkowego euroregionu, dodatkowej strategii dla Karpat. Myślałam, że nikogo na tej sali nie trzeba przekonywać o potrzebie jej utworzenia, bo wielokrotnie podkreślałam to zarówno na sesji plenarnej, jak i podczas prac w Komisji Rozwoju Regionalnego. Myślę, że my, posłowie reprezentujący swoje regiony, państwa, Unię Europejską, powinniśmy wsłuchiwać się w potrzeby mieszkańców tych terenów. Powinniśmy w swoich działaniach dążyć do maksymalnego wykorzystania potencjału gospodarczego, ekonomicznego i społecznego. Mieszkańcy Karpat, jednego z najbiedniejszych regionów Europy, potrzebują tego. Wielokrotnie rozmawiałam na ten temat z samorządowcami, przedsiębiorcami czy mieszkańcami. Wszyscy podkreślają korzyści, które mogłyby być mierzalne dzięki utworzeniu takiej strategii. Panie Komisarzu, tylko działania, które będą oparte na budowaniu mostów między poszczególnymi państwami Unii oraz Unią, jako całością, oparte na narzędziach, takich jak strategia dla Karpat, pozwolą na zrównoważony rozwój tej części Europy. Bez takiego wsparcia biedniejsze regiony nie będą w stanie dogonić Europy Zachodniej. Natomiast strategia dla Karpat jest szansą na harmonijny wzrost, i mam nadzieję, że w końcu uda się przekonać Pana Komisarza i Komisję Europejską do tej inicjatywy.

Na koniec chciałabym zadać Panu Komisarzowi pytanie: czy funkcjonujące strategie zostały wyposażone w specjalne programy operacyjne i dodatkowe specjalne środki finansowe?

4-083-000

Monika Smolková, za skupinu S&D . – Ďakujem za slovo. Ja chcem sa pripojiť k mojej kolegyni predrečníčke a povedať, že tiež ma prekvapil pán komisár, keď povedal, síce v prvej vete, že podporuje stratégiu, ale potom následne povedal, že táto stratégia by mala byť súčasťou dunajskej stratégie.

Možno by sme si mali povedať, čo znamenajú Karpaty v rámci Európy. Jednoznačne musíme povedať, že oblasť Karpát je zdroj pitnej vody a čistého ovzdušia pre väčšinu európskych krajín. Sú miestom výskytu tretiny fauny a flóry nášho svetadielu, preto koordinácia štátov v rámci stratégie pre karpatský región v oblasti životného prostredia, hospodárskeho rastu, zamestnanosti, cezhraničnej spolupráce, cestovného ruchu a iných oblastiach je vítaná iniciatíva. Už skôr menované stratégie Dunajská a Pobaltska potvrdili, že spoločný záujem skupiny štátov prináša nové podnety pre rozvoj celej Európy, nielen daného regiónu. Stratégia pre karpatský región nevznikne na zelenej lúke, pretože krajiny patriace do tejto oblasti karpatského euroregionu už spolupracujú 20 rokov. Je to ochrana pred povodňami, presieťovanie v rámci priemyselných parkov a logistických centier, rozvoj malých hydroelektrární v povodí riek tohto regiónu. Nesmieme zabudnúť na spoluprácu samosprávnych orgánov, mimovládnych organizácií a kultúrnych inštitúcií.

Ako poslankyňa pochádzajúca z východného Slovenska vidím potenciál stratégie pre karpatský región predovšetkým pre regionálny rozvoj, pri realizácii medzinárodných projektov so zameraním hlavne na ekonomiku, kultúru a sociálnu pomoc. Dôležitosť spoločnej stratégie pre karpatský región vidím aj v potrebe vytvorenia spoločného finančného mechanizmu pre podporu a rozvoj karpatského regiónu a práve tu potrebujeme podporu Komisie. Ja verím, že Komisia svoj postoj prehodnotí a príde s podporou.

4-084-000

Tomasz Piotr Poręba, *w imieniu grupy ECR*. – Pani Przewodnicząca! Panie Komisarzu! Bardzo się cieszę, że dziś, po raz pierwszy w historii tej izby, możemy rozmawiać o Karpatach, debatować o tym regionie, zastanawiać się nad tym, co można zrobić w Parlamencie Europejskim, Komisji Europejskiej, żeby ten region uumocnić i bardziej wspierać, zarówno jeżeli chodzi o środki unijne, jak i o programy związane ze wzrostem gospodarczym i wyrównywaniem szans między poszczególnymi regionami. Nie ukrywam, że ta radość została bardzo mocno zakłócona przez wystąpienie Pana Komisarza. Jestem tym wystąpieniem zwyczajnie rozczarowany. Powiedział Pan, że wszystkie kraje z wyjątkiem Polski są objęte strategią dunajską. Strategia dotycząca dorzecza dużej europejskiej rzeki, a strategia dotycząca drugiego co do wielkości łańcucha górskiego w Europie, to są dwie zupełnie inne historie. Podobnie, jeśli mówiąc o strategii bałtyckiej, mówi Pan, że również kraje w Europie Wschodniej są nią objęte. Jak się ma strategia bałtycka do strategii karpackiej? Zwyczajnie tego nie rozumiem. Jeżeli wychodzimy z tej logiki, którą Pan zaprezentował, mówiąc, że programy operacyjne mają służyć wyrównywaniu szans, zwiększaniu konkurencyjności między regionami, jeżeli strategię makroregionalną mają służyć wyrównywaniu poziomu dobrobytu w Unii Europejskiej, to nie widzę żadnych przeciwwskazań, żeby takim programem operacyjnym, taką strategią karpacką, nie objąć regionu Karpat. Po pierwsze, dlatego że jest to jeden z najuboższych regionów Unii Europejskiej. Po drugie, jest to region, który boryka się z wieloma problemami: z migracją, brakiem infrastruktury, bezrobociem, porzucaniem ziemi, z dziesiątkami innych problemów, które ten region zwyczajnie degradują.

Kiedy będziemy mówić o aktywności Unii Europejskiej, jeżeli nie w kontekście tego typu działań, które miałyby służyć przyspieszeniu rozwoju i zwiększeniu konkurencyjności takiego regionu jak Karpaty? Dlatego apeluję do Pana, do Komisji Europejskiej, aby jednak nad strategią karpacką pochylić się w sposób rzeczowy i poważny, tak żeby taką koncepcję strategii w przyszłości zaprezentować.

Chciałbym też Panu i Państwu powiedzieć o jednej rzeczy. Istnieje bardzo duży ruch oddolny na rzecz tej strategii. Samorządowcy krajów regionu Karpat, samorządowcy z mojego Podkarpacia, organizacje pozarządowe, świat nauki, politycy bardzo mocno nad tą strategią pracują, przygotowują się do niej i apelują, proszą o nią. Dobrym tego przykładem jest koncepcja Uniwersytetu Karpackiego, który jest obecnie tworzony. Dlatego bardzo Pana proszę, proszę też Komisję, nie zawiedźcie tych ludzi, nie zawiedźcie ich oczekiwań, naszego pragnienia, tego marzenia, aby region Karpat był objęty konkretną strategią, która przysłuży się jego rozwojowi! Teraz czas na Karpaty i nie ma żadnych argumentów, żeby takiej strategii dla regionu Karpat nie przygotować.

4-085-000

Jaroslav Paška, *za skupinu EFD*. – Karpatský región sa rozkladá na rozsiahlom území v štyroch krajinách v Európskej únii, Rumunská, Maďarska, Slovenska, Poľska ako aj v západnej časti Ukrajiny. Karpaty sú považované za jedno z najdôležitejších prírodných oblastí Európy. Ako tu už bolo povedané, sú zdrojom pitnej vody, čistého vzduchu pre milióny ľudí. Preto súčasťou našej stratégie pre Karpatskú oblasť by malo byť maximálne úsilie o udržanie rovnováhy medzi ekologickou ochranou prírodného prostredia a hospodárskymi aktivitami realizovanými v tomto regióne. V tomto období, keď sa chystáme výrazne posilniť našu ekonomickú a politickú spoluprácu s Ukrajinou, môže byť práve stratégia pre karpatský región jedným z konkrétnych projektov, ktorý prispeje k rýchlejšiemu prekonávaniu politických bariér na tomto území. Spolupráca zúčastnených

štátov pri realizácii cezhraničných regionálnych projektov môže poskytnúť koordinované odpovede na rozličné výzvy, ktoré nám prináša život pri programovaní udržateľného hospodárskeho rastu v tejto časti Európy. Preto, myslím si, by mala byť Únia pri formovaní politiky karpatského regiónu aktívnejšia.

4-086-000

Jan Březina (PPE). - Paní predsedajúcej, vytvorenie novej makroregionálnej stratégie pro karpatský region považujem za námät hodný pozornosti a diskuse. Domnívam sa, že karpatská oblasť má spoločné, špecifické charakteristiky, ktoré ju odlišujú od regiónov v susedstve. Je to nejen problematika horských regiónov, ale uvedomme si, že zároveň celé karpatské horstvo probíhá koheznými zemami a problémy horských oblastí jsou tam tímto způsobem ještě umocněny.

Stojí tedy za zvážení, zda by zajištění potřeb bylo snáze dosažitelné pomocí zvláštní makroregionální strategie. Považuji za nutné zdůraznit, že tato strategie by neměla zdvojit a dublovat jiné nástroje, ale v případě karpatské strategie by mělo vyplynout, zda bude představovat přidanou hodnotu proti existujícím strategiím. Já osobně se domnívám, že ano.

Principiálně jsem tedy zastáncem maximálního využívání stávajících nástrojů, ale vzhledem k těmto specifikům bych se za novou makroregionální strategii přimlouval. Samozřejmě na stejné bázi, jako jsou strategie dunajská a baltská, by neměly tyto věci vyvolávat potřebu nové unijní legislativy a dodatečných finančních prostředků. Jakékoliv řešení by mělo vycházet z dohody členských států, na jejichž území se dotyčné karpatské regiony nacházejí, a užitečnost relokace části prostředků vyčleněných na územní spolupráci do nové makroregionální karpatské strategie by měla být takovouto dohodou potvrzena a zdůrazněna.

4-087-000

Miroslav Mikolášik (PPE). - Makroregión Karpaty spája osem členských štátov. Vlastne geograficky presahuje hranice Únie. Z regionálneho pohľadu však Karpaty predstavujú spoločný menovateľ až pre 41 regiónov Európskej únie a sedem regiónov mimo Európsku úniu. Z geopolitického hľadiska si karpatský región vyžaduje zvláštnu pozornosť, pán komisár, pretože sa tiahne pozdĺž východnej hranice Európskej únie a spája rôznorodé kultúry a národy. Posilňovanie európskej identity a európskych hodnôt je preto aj otázkou politickou a je to nesmierne dôležité za účelom homogénnej integrácie na celom území Európskej únie. Podľa môjho názoru by malo byť prioritou práve vybudovanie tranzitného koridoru zo severu na juh, ďalej posilnenie dopravy, vybudovanie chýbajúcej infraštruktúry. Uľahčí to pohyb osôb, tovaru a služieb, čím sa jednoznačne zvýši vlastne konkurencieschopnosť tohto regiónu. Na septembrovom ekonomickom fóre v poľskej Krynici som sa osobne zúčastnil, kde bolo aj vyjadrené a prijaté memorandum zástupcov 8 krajín z tohto regiónu, a preto vás vyzývam, pán komisár, aby ste toto zobrali tiež na vedomie. A žiadam preto Komisiu, aby plne podporila tento projekt karpatského makroregiónu, pretože jeho integrácia prispeje k posilneniu hospodárskej, sociálnej súdržnosti a podpore európskych hodnôt na východnej hranici Európskej únie.

4-088-000

Zbigniew Ziobro (EFD). - Pani Przewodnicząca! Region Karpat wymaga spojrzenia całościowego. Z całą pewnością jest tak, że strategie Unii Europejskiej realizowane na rzecz

makroregionów powiodły się w wielu miejscach. Warto więc zaangażować się również we wsparcie tego regionu. Ostatnie miesiące spędziłem na Podkarpaciu – to jest też region związany właśnie z tym obszarem – i jestem przekonany, że wiele krajów zyska na tym, jeśli będziemy wspierać poprawki, które pozwolą ten cały region ze sobą łączyć, również od strony komunikacyjnej. Dlatego wraz z kolegami złożyłem projekt poprawki, która będzie głosowana na sesji listopadowej. Dotyczy to budowy drogi Via Karpatia S19. Mam nadzieję, że znajdziemy tutaj konsens, wspólne porozumienie wielu grup, i spojrzymy na interes całego regionu, a także Unii Europejskiej. Warto tego rodzaju wspólne działania podejmować.

4-089-000

Interventions à la demande

4-090-000

Lena Kolarska-Bobińska (PPE). - Pani Przewodnicząca! Reprezentuję Lubelszczyznę, która nie jest objęta ideą makroregionu karpackiego, ale bardzo popieram tę koncepcję, dlatego że wiem, co to znaczy dla regionów wschodniej Unii, we wschodniej Polsce. Środki z Funduszu Spójności nie powodują zmniejszenia różnic w regionach mniej rozwiniętych. Cała nasza strategia przyczynia się do rozwoju większych miast, powodując coraz większe różnice wewnątrz regionów. Uważam, że idea makroregionu karpackiego, integracji w tamtej przestrzeni, mogłaby pobudzić rozwój gospodarczy również małych miast i wsi, które bardzo cierpią i nie są w stanie podołać ani nadążać za resztą regionów Unii Europejskiej.

4-091-000

Vasilica Viorica Dăncilă (S&D). - Pornind de la experiența strategiilor regionale adoptate deja de Uniunea Europeană, Strategia pentru regiunea carpatică trebuie să aibă în vedere provocările comune, să îmbunătățească funcționalitatea structurilor existente, să vizeze mărirea coeziunii teritoriale, să permită o exploatare substanțială a potențialului existent, să țină cont de specificitățile regiunii, de tradițiile locale și regionale ale populației.

Consider că toate acestea nu pot fi acoperite de Strategia Dunării, ci trebuie să avem o nouă strategie specifică pentru Carpați. Cooperarea privind turismul, conservarea biodiversității, amenajarea teritoriului, agricultura, silvicultura, transporturile, industria, energia pot conduce la îmbunătățirea calității vieții în această zonă, dar și la împiedicarea depopulării localităților din regiunea carpatică. Însă, pentru a putea vorbi de o strategie eficientă în regiunea Carpați, trebuie ca aceasta să aibă, începând din anul 2014, propria sa linie de finanțare din bugetul Uniunii Europene, care să îi permită elaborarea și derularea proiectelor.

4-092-000

Oldřich Vlasák (ECR). - Paní předsedající, pane komisaři, dovoluňte mi, abych reagoval na úvodní slova pana komisaře, protože v mnohém s ním souhlasím. Je hodné zřetele, abychom podpořili všechny iniciativy, které jdou zezdola. Karpatská strategie má velkou podporu v daném místě, podpořilo ji sedm zemí jako takových. Náš požadavek nepředstavuje zátěž pro rozpočet, podporuji plně strategii „třikrát ne“. Ne nová administrativa, ne nová legislativa a ne nové zdroje. Čili to je potřeba podpořit.

Z hlediska srovnání s dunajskou strategií není možné zahrnout karpatskou strategii k Dunaji, protože se jedná úplně o jiné podmínky. Jedna věc je povodí a spolupráce kolem

Dunaje, druhá věc je spolupráce v horských oblastech a v oblastech, které jsou jedny z nejchudších v Evropě. Proto si myslím, že je nutné podpořit tuto strategii, protože to pomůže rozvoji nás všech.

4-093-000

(Fin des interventions à la demande)

4-094-000

Dacian Cioloș, *membre de la Commission*. – Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs, dans mon intervention, au nom, je le répète, de mon collègue Johannes Hahn qui est en charge de ce dossier, je n'ai pas dit qu'il ne faut pas une coordination pour cette région. Ce que j'ai dit, c'est que le cadre existant de la stratégie pour le Danube, qui inclut pratiquement tous les pays, sauf la Pologne – mais j'ai précisé que la Pologne peut s'associer à certains projets –, permet déjà de couvrir les différentes problématiques que vous avez soulevées, concernant notamment le besoin d'interconnexion, les infrastructures, l'éducation, l'environnement. Tous ces thèmes figurent dans cette stratégie pour le Danube, qui inclut les pays recouvrant également la région des Carpates, lesquels peuvent déjà utiliser ce cadre pour financer des projets spécifiques à la zone des Carpates.

Cela étant dit, j'ai pris note de toutes vos remarques et des arguments que vous avez présentés concernant le besoin d'une coordination spécifique à la région des Carpates et je les transmettrai à mon collègue Johannes Hahn. Ce que je peux dire, pour ma part, au sujet des zones de montagne et de la zone des Carpates en particulier, c'est que dans la politique agricole commune, nous avons déjà avancé vers cette coordination interrégionale spécifique pour la partie rurale et agricole. La nouvelle réforme de la politique agricole commune permet, par exemple, une coordination régionale transfrontalière sur des massifs pour pouvoir financer certains projets admissibles dans le cadre du programme de développement rural. Cela pourrait peut-être constituer un point de départ pour une approche plus large concernant les zones de montagne. Je reconnais, personnellement, qu'elles ont une spécificité, au moins du point de vue agricole et rural, une spécificité non seulement climatique, mais aussi sociale. L'avenir nous permettra peut-être d'avancer dans cette réflexion.

Cependant, je répète que les États qui demandent cette stratégie pour les Carpates pourraient, dans un premier temps, utiliser le cadre et les instruments en place pour démontrer la cohérence d'avoir une approche spécifique pour cette région. Comme vous l'avez précisé, du point de vue financier, l'argent est là, dans les Fonds structurels. Il s'agit simplement de le canaliser vers certains projets transfrontaliers régionaux spécifiques et j'espère que ce cadre, qui existe déjà, permettra de poursuivre la réflexion de manière plus concrète. En tout cas, je transmettrai toutes vos remarques et vos arguments à mon collègue Johannes Hahn pour une réflexion ultérieure.

4-095-000

La Présidente. - Le débat est clos.

9. Projet de budget rectificatif n° 6/2013 (débat)

4-098-000

La Présidente. - L'ordre du jour appelle le débat sur le rapport de Giovanni La Via, au nom de la commission des budgets, sur la position du Conseil sur le projet de budget rectificatif n° 6/2013 (14870/2013–C7-0378/2013–2013/2151(BUD))(A7-0347/2013).

4-099-000

Giovanni La Via, *relatore* . – Signora Presidente, ministro Rimkunas Commissario Lewandowski, onorevoli colleghi, il bilancio rettificativo n. 6 del 2013, presentato dalla Commissione il 10 luglio e poi modificato dall'*amending letter*, ammonta a 2,7 miliardi di euro. Esso prevede una revisione delle stime delle risorse proprie, sulla base delle previsioni della Commissione a seguito della revisione delle entrate conseguenti a minori dazi incassati nel corso dell'anno.

La storia di questo bilancio rettificativo è recente, ma si inserisce in un quadro molto più complesso, del quale brevemente cercherò di riassumere gli elementi.

Come ricorderete, in occasione dell'approvazione del bilancio 2013, questo Parlamento aveva fortemente sottolineato una mancanza di stanziamenti di pagamento, quegli stanziamenti di pagamento necessari per poter debitamente pagare e rimborsare con risorse comunitarie ciò che gli Stati membri o i singoli soggetti hanno speso.

Tutto questo, dunque, il Parlamento lo aveva sottolineato e aveva approvato il bilancio per il 2013 solo dopo che in questa sede era stato raggiunto un accordo al più alto livello tra la Presidenza del Consiglio, della Commissione e del Parlamento europeo, cioè fra il Presidente della Commissione Barroso, il Presidente cipriota di turno del Consiglio e il Presidente Schulz. Era stato affermato che era necessario che sin dall'inizio dell'anno vi fosse un bilancio rettificativo in grado di coprire il fabbisogno dei pagamenti.

La Commissione ha mantenuto fede all'impegno perché all'inizio dell'anno ha emesso il suo bilancio rettificativo n. 2 per 11,2 miliardi di euro, ma il Consiglio non è stato in grado di coprirlo integralmente ed ha chiesto a questo Parlamento di dividerlo in due *tranche*. Una prima, che è stata onorata, e una seconda, per la quale il Commissario ha mandato un altro bilancio rettificativo da 3,9 miliardi, il bilancio rettificativo n. 8. Tutto questo serviva ad assicurare il livello dei pagamenti nel corso dell'esercizio 2013.

Il Consiglio su questo – mi dispiace dirlo – ha una forte responsabilità perché non ha avvertito quella che era l'esigenza dei pagamenti, ha avversato l'innalzamento degli stanziamenti di pagamento in sede di bilancio l'anno scorso e, quando si è trattato di approvare il bilancio rettificativo n. 8, ha avviato una procedura più lunga che, in ogni caso, non ci avrebbe consentito di disporre delle risorse entro la fine dell'anno.

Da tutto ciò è derivata la corsa degli ultimi giorni. L'ultimo *weekend* nel corso del quale, fra le telefonate incrociate tra Commissione, Consiglio e Parlamento, si è addivenuti alla necessità di sbloccare e far partire subito la corsa per il bilancio rettificativo n. 6 che, deve essere chiaro a tutti, è una ruota di scorta e non la soluzione del problema. Una ruota di scorta per poter andare avanti evitando quello che è stato definito dal Presidente Barroso lo *shut down*.

Consapevole di ciò, questo Parlamento, con un atto di responsabilità, ha votato in commissione bilancio il bilancio rettificativo, infrangendo tutte le nostre procedure interne,

modificando d'urgenza l'ordine del giorno in modo che oggi voteremo o comunque i principali gruppi politici di questo Parlamento voteranno a favore di questo bilancio rettificativo.

Signor Presidente del Consiglio, ciò non toglie che il bilancio rettificativo n. 8 deve essere approvato, e ci attendiamo una rassicurazione in tal senso in occasione del suo intervento. Questo Parlamento la chiede con forza perché senza una rassicurazione che i 3,9 miliardi di euro verranno pagati alla prima occasione utile, aumenterà il livello di dissenso in quest'Aula e diminuiranno sicuramente i voti a favore di questo bilancio rettificativo n. 6.

Vi chiediamo quindi un atto di responsabilità, dandoci le assicurazioni e le garanzie necessarie che i 3,9 miliardi possono essere deliberati dal Consiglio nel più breve tempo possibile affinché si possa, in occasione della prossima sessione plenaria, votare in favore del bilancio rettificativo n. 8, così come dell'MFF.

4-100-000

Algimantas Rimkūnas, *President-in-Office of the Council*. – Madam President, I am glad that we can have this exchange of views today in Parliament before the definitive adoption of Amending Budget No 6. I hope this debate will contribute to clarifying the extraordinary circumstances under which the amending budget is being adopted.

Last Monday, at the request of the Commission, the Council launched a written procedure for the urgent adoption of Draft Amending Budget No 6. The Council, exceptionally, agreed to engage in such a procedure, under extreme time pressure, following the Commission's warning that it would otherwise run into serious cash-flow problems at the beginning of November. As you know, the Council successfully completed this written procedure, accepting the draft amending budget and its amending letter, as proposed by the Commission. The Council transmitted its position to Parliament on Monday evening.

I would like to underline that, contrary to some comments made in plenary yesterday, the Council started the examination of this draft amending budget immediately. It was only as a result of a specific request by the Commission and the announcement of an amending letter, presented by the Commission only on 18 September 2013, that the Council did not adopt this position earlier.

On behalf of the Council, I would like to thank Parliament's Committee on Budgets for its flexibility and very quick reactions, which resulted in a positive vote on Tuesday evening. It might be worth recalling that this amending budget relates exclusively to the revenue side of the EU budget. This has become necessary, as Union revenue from customs duties has fallen dramatically as a result of the economic crisis. Therefore, Member States' contributions, based on their general national income, have to be urgently increased.

Let me stress that, contrary to the other draft amending budgets, Draft Amending Budget No 6 is not at all related to the expenditure side of the EU budget. Consequently, its adoption will not impact on the amounts proposed in Draft Amending Budgets Nos 7, 8 and 9. I would like to kindly remind you that, ten days ago, the Council reached a political agreement on all outstanding draft amending budgets relating to 2013, including Draft Amending Budget No 6, which we are discussing today.

In accordance with its internal rules, the Council has scheduled the formal adoption of its position concerning Draft Amending Budgets No 8 and 9 for 30 October 2013 at the latest. All these draft amending budgets involve a large amount of money. It is, therefore,

necessary to provide sufficient time for national parliaments to examine them, as is foreseen in Protocol No 1 to the Treaty. Nevertheless, for Draft Amending Budgets No 8 and 9, given their importance, the Council has already shortened this period to the absolute minimum. I have to underline that it would have been impossible for the Council to adopt them any earlier than 30 October 2013.

In response to the concerns raised by a few Members, let me make it very clear that the Council remains fully committed to formally endorsing the political agreement reached on the other outstanding Draft Amending Budgets – Nos 8 and 9 – by 30 October 2013 at the latest. The Council will stick to its promises and deliver. On the basis of these decisions, the Council will have approved this year a total amount of EUR 11.6 billion in additional payment appropriations. This significant amount will need to be financed by Member States through higher contributions to the European Union budget, which is not an easy task in these times of economic and financial crisis.

We all share responsibility for the orderly implementation of the EU budget. I sincerely hope that we can count on your support and that Parliament will vote in favour of Draft Amending Budget No 6 today.

4-101-000

Janusz Lewandowski, *Member of the Commission* . – Madam President, today we have to solve the problem of the 2013 budget. This is not a perfect solution, it is a partial solution, but still a solution demanding goodwill and some understanding. Various serious problems in the implementation of the 2013 budget are the result of under-budgeting for several years. This is not a surprise, even if some claim that it does come as a surprise. It is not a surprise that we have an accumulation in the last year of the financial perspective when all the projects are gaining maturity and all the capitals are sending their bills to Brussels for compensation for eligible projects.

From the very beginning of this year, due to the under-budgeting, I was crystal clear that we need reinforcement for 2013. The number has been very well known since March: 11.2 billion, 7.3 done and what remains is 3.9, which we absolutely need. But the problem, as you know, is that if we have no agreement at this part-session on the overall package, we run into difficulties because we cannot call for money before 16 November and we will start to have cash flow problems only in January. Therefore, we need a second-best solution, a lifebelt for the European budget, and of course it was my responsibility to take the initiative and find the solution via Draft Amending Budget No 6, which is about the revenue side as a candidate for rapid delivery of cash into the budget. This is normally a sort of routine budget, offsetting what is wrong on the revenue side, but this year it is not that routine, because we feel the consequences of the crisis and efforts of rebalancing in many Member States. Therefore, imports are down, customs are down and we have a shortfall of revenues from customs, and net that is EUR 2.7 billion. This is the nature of this revenue type of budget; therefore, I took the initiative, asking the Council and Minister Rimkūnas personally for an emergency procedure. I see that this was a very constructive approach – thank you, Minister – and now I see the same acceleration in Parliament.

This is also a measure of responsibility, otherwise we might stop payments in cohesion and rural development at the end of November. That would not be a good message for Europe. So I thank the rapporteur, Giovanni La Via, for his understanding, and I thank Alain Lamassoure of the Committee on Budgets for giving a recommendation yesterday on the extraordinary session. But I also have to repeat what the rapporteur has already

said: we cannot mix that revenue-side rapid reinforcement to overcome the cashflow bottlenecks with what we need still – 3.9 billion – to reinforce expenditure this year. This is coming too late, but we are in need of that additional 3.9 to cover all the obligations of 2013 until the end of October. So both should not be mixed. We are overcoming the bottleneck and see it as the second-best solution.

Of course, we hope for the overall agreement that is urgently needed. We see the concern across Europe. I can only quote the voice of the Council of European Municipalities and Regions this week saying that, at a time at which the economic crisis affects all Europeans, a responsible attitude from Parliament and the Council is necessary. Here is a demonstration of a very responsible attitude towards these urgent needs of the European budget – but please, we need overall agreement as well.

4-102-000

Sidonia Elżbieta Jędrzejewska, *w imieniu grupy PPE* . – Pani Przewodnicząca! Unia Europejska musi spłacać swoje zobowiązania – po prostu umów należy dotrzymywać. Właśnie w tym duchu Europejska Partia Ludowa popiera i będzie chciała, by przyjęć budżet korygujący nr 6 na rok 2013.

Należy podkreślić, że codziennie Komisja Europejska podpisuje dziesiątki kontraktów na inwestycje, które podnoszą poziom życia Europejczyków. Każdego dnia z tego tytułu tysiące beneficjentów programów unijnych otrzymuje zwrot części poniesionych kosztów. Cały ten system opiera się na stabilności finansów Unii Europejskiej, ale opiera się przede wszystkim na zaufaniu. Nie możemy pozwolić na to, by to zaufanie i ta stabilność zostały zachwiane.

Dziś głosowany budżet korygujący praktycznie oznacza dodatkowe składki dla państw członkowskich w wysokości 2,7 miliardów euro. Jednak trzeba sobie powiedzieć szczerze: te dodatkowe składki nie powinny być zaskoczeniem, ten budżet korygujący nie powinien być zaskakujący ani dla Parlamentu, ani dla państw członkowskich. Od dawna już wiadomo, że budżet unijny jest chronicznie niedofinansowany, chronicznie brakuje w nim pieniędzy na zaciągane zobowiązania, coraz większe zadania, ambicje i działania Unii Europejskiej, które wymagają nakładów, nie mogą być finansowane z coraz skromniejszych składek państw członkowskich. Ten rozdźwięk pomiędzy wielkimi ambicjami a zbyt małą ilością środków jest coraz bardziej widoczny. W Parlamencie Europejskim staramy się rozwiązać na bieżąco najpilniejsze problemy, tak aby utrzymać płynność w budżecie unijnym. Będziemy musieli nadal sprostać problemowi pozostałych blisko 4 miliardów euro brakujących w unijnej kasie.

Mam nadzieję, że uda się nam jak najszybciej znaleźć to porozumienie. Trzeba sobie też jasno powiedzieć, że cały czas nie mamy oficjalnego stanowiska Rady dotyczącego budżetu poprawkowego nr 8 i nr 9, i cała nadzwyczajna procedura, której musimy tutaj sprostać – a będziemy się starali i doprowadzimy dzisiaj do przyjęcia – jest spowodowana tym, że Rada wysłała nam swoje stanowisko dopiero w poniedziałek popołudniu. To wszystko – i to radzenie sobie – pokazuje, że budżet unijny wymaga tak naprawdę pogłębionej reformy.

4-103-000

Göran Färm, *on behalf of the S&D Group* . – Madam President, colleagues, Commissioner, Mr Minister, there was a heated debate in the Budget Committee this week regarding Amending Budget No 6. Let me, however, emphasise that nobody objected to the contents,

which are merely a technical update of the figures for 2013 own resources, BNI contributions, rebates, etc.

The debate instead concerned the procedure, the very sudden adoption by the Council and the equally sudden proposal from the Commission that this must be introduced on this week's agenda. The background is, of course, the Commission's acute cash-flow problem and the inability to pay outstanding bills. This has, unfortunately, been caused not by the Commission, as suggested by some conservative members of the Budget Committee, but by the Member States and their constant under-budgeting of payments.

Amending Budget No 6, however, has nothing to do with a lack of payment appropriations. It is only an update of the figures for revenue to be paid by the Member States, but it has an effect on cash-flow. To avoid any suspicion that the Council in this situation would take the adoption of Amending Budget No 6 as an argument for delaying and not adopting Amending Budget No 8, my Group has tabled an amendment in order to link the adoption of Amending Budget No 6 with Amending Budget No 8. The wording needs a minor adjustment, which I will introduce as an oral amendment at the vote.

For this reason, to avoid further misunderstandings, I thank the Presidency and especially Minister Rimkūnas for having made things clear here and for having confirmed that the Council will, as one of the remaining conditions, adopt Amending Budget No 8 in time for this Parliament to give its consent to the MFF in November, thereby preventing another budget crisis. I hope now that nothing can change that promise.

4-104-000

Jan Mulder, *namens de ALDE-Fractie*. – Ieder parlements lid hier in dit huis is zich bewust van het feit dat overall in Europa bezuinigd moet worden. De lidstaten worden door de Commissie gedwongen hun boeken in orde te brengen en zo veel mogelijk een *balanced budget* te hebben.

Het is daarom vreemd – en dat is de houding van de Liberale Fractie – dat de lidstaten de Commissie zouden dwingen in een omgekeerde positie, dus wij hebben als grondhouding: als er een verplichting is aangegaan en er rekeningen binnenkomen, dan moeten die rekeningen betaald worden. Welnu, wij hebben vanochtend gepraat over het ontwerp van gewijzigde begroting nr. 6 om een en ander te kunnen betalen; er is namelijk een tekort in de eigen middelen van de Europese Unie. Het is misschien ook goed voor de lidstaten om zich te realiseren dat het stelsel van eigen middelen dat wij nu hebben, duidelijk aan verandering toe is. De gebeurtenissen van de laatste maanden van dit begrotingsjaar zijn daar een aanwijzing voor.

De Liberale Fractie zal vóór het ontwerp van gewijzigde begroting nr. 6 stemmen, mits het amendement van de Socialistische Fractie wordt aangenomen.

Maar voordat wij kunnen overgaan tot de goedkeuring van het meerjarig financieel kader – en dan kan ik alleen maar herhalen wat vele anderen ook al gezegd hebben – is de Liberale Fractie ook van mening dat die 3,9 miljard, het ontwerp van gewijzigde begroting nr. 8, er moet komen. Dat is een strikte voorwaarde en dat geldt ook voor de andere voorwaarden die in de resolutie van juli van dit jaar gesteld zijn. Over de werkgroep voor de eigen middelen moet duidelijkheid komen, vóórdat wij gaan stemmen. Wat is de samenstelling ervan, wie gaat de groep voorzitten en al dat soort zaken, dat zijn geen zaken die ná de stemming kunnen worden opgelost, wij moeten dat vóór die tijd weten. Hetzelfde geldt natuurlijk ook voor de wetgevende arbeid die nog moet gebeuren.

Ik denk dat uit het debat van vanmorgen blijkt – ik heb dat overigens al gezegd – dat wij een nieuw stelsel van eigen middelen nodig hebben en ik hoop dat door de snelle afwerking van deze begroting de Raad zich realiseert dat hij moet meewerken aan een nieuw stelsel van eigen middelen.

4-105-000

Rebecca Harms, *im Namen der Verts/ALE-Fraktion*. – Frau Präsidentin, Herr Kommissar, sehr geehrter Vertreter der Ratspräsidentschaft, sehr geehrte Kollegen! Ich bin sehr irritiert über den Verlauf der Diskussion, weil in diesem Parlament noch vor einigen Monaten eine große Übereinstimmung geherrscht hat darüber, dass wir uns auf keinen Fall in eine Defizitsituation der Europäischen Union hineinarbeiten wollen. Wir sind der Auffassung, dass das, was für öffentliche Haushalte in den Krisenländern gilt und für die Europäische Union grundsätzlich feststeht, dass man nämlich nicht mehr ausgeben kann, als man einnimmt, auch in dieser Situation gelten sollte.

Selbst wenn man jetzt, wenn ich dieser Debatte so folge, vom Optimum ausgeht, dass beide Nachtragshaushalte, also Nr. 6 und Nr. 8, kommen, ist dieser Grundsatz, dass wir nicht eine Defizitunion sein wollen, nicht durchzuhalten. Wir wissen, dass uns auch mit den Nachtragshaushalten etliche Milliarden fehlen werden. Wir werden mit Geldern des Haushalts 2014 Schulden aus dem Jahr 2013 zahlen müssen. Wir wissen, dass uns 2014 durch den schwachen Abschluss im mittelfristigen Finanzrahmen sowieso Gelder fehlen. Also gehen wir vollbewusst in ein Defizit von ungefähr 20 Milliarden. Schütteln Sie nicht den Kopf, Herr Kommissar, das Missmanagement der Kommission in dieser Auseinandersetzung hat uns auch in diese Drucksituation um die Nachtragshaushalte hineingebracht.

Meine Fraktion hat immer gesagt, dass wir das nicht mitmachen. Wir sind der Auffassung, dass heute über diesen Nachtragshaushalt auf keinen Fall abgestimmt werden sollte. Wir wollen kein Flickwerk in dieser für die Europäische Union grundsätzlich wichtigen Zukunftsauseinandersetzung. Wir haben gestern vorgeschlagen, dass wir, auch wenn der Zeitplan eingehalten werden muss, den Sie uns seit einigen Tagen vortragen, der Auffassung sind, dass man in einer Sondersitzung des Europäischen Parlaments über die gesamte Schieflage debattieren kann. Diese Sondersitzung kann mit ausreichend Zeit einberufen werden. Wir könnten dann auch mal dem eigenen Anspruch gerecht werden, diese ganze klamme Situation den Bürgerinnen und Bürgern der Europäischen Union besser zu erklären. Denn das ist doch das, was gar keiner mehr versteht: Wir spielen hier mit Milliarden, wir arbeiten mit den Überschriften von Nachtragshaushalten, aber wo das Geld fehlen wird, warum das Geld überhaupt so knapp ist in Europa, das wird überhaupt nicht mehr deutlich. Zusätzlich haben wir das Problem, dass die meisten Bürger in der Europäischen Union bis heute denken, dass wir hier aus dem Vollen schöpfen, dass wir mit gigantischen Haushalten immer schlechte Politik machen.

Auch Sie, Herr Lewandowski, sind doch im Verdacht, permanent das Geld zum Fenster rauszuwerfen. Kein Mensch in Europa, auch nicht in Deutschland, hat bis heute verstanden, dass ein mittelfristiger Finanzrahmen über sieben Jahre für die Europäische Union weniger Geld hat als ein Jahr öffentlicher Haushalte in Deutschland. Kein Mensch hat verstanden, dass aus diesem Weniger auch noch das meiste immer noch direkt an die Mitgliedstaaten zurückfließt, und dass wir hier wirklich nicht über unsere Verhältnisse leben, sondern dass wir in vielen Bereichen, gerade im sozialen Bereich, den Mangel verwalten.

Ich plädiere deshalb nochmals dafür: Lassen Sie sich nicht ein auf dieses Flickwerk mit den Nachtragshaushalten! Unterstützen Sie uns in diesem Anliegen auf eine Sondersitzung, damit wir mal über Klarheit und Wahrheit des europäischen Haushalts reden können!

4-106-000

Richard Ashworth, *on behalf of the ECR Group*. – Madam President, it seems to me that this debate should be more a question of procedure than a question of substance. It is obvious that, in the short term, we have to find a solution to avert this crisis and avert the risk of shutdown. I am satisfied that the Council has taken the right, appropriate and responsible decisions, and I am confident this House will do so too.

In the longer term, however, we need to think hard about measures we can take to reduce the risk of finding ourselves in this position once again. It seems obvious to me that, because we are working within the constraints of a smaller budget; because we have considerably increased the spending on Heading 1A – something which I welcome and fully support; and because we have not at the same time radically altered spending on other headings, we will find ourselves forced to operate within much tighter budget margins in the future. The likelihood of finding ourselves back in difficulty would thus increase.

Can I take this opportunity, therefore, to encourage the Commission to review the way that information is communicated to the other institutions? Certainly this House, as a responsible scrutiny body, needs better-quality information, and that information needs to be more readily accessible to the Members.

As a last thought, I suggest that it is time to review the architecture of the budget. Take the example of the ongoing liability of the outstanding commitments which we are building up. In the long term, this is an unsustainable liability. Is it not time that we looked at it again?

4-107-000

Gabriele Zimmer, *im Namen der GUE/NGL-Fraktion*. – Frau Präsidentin! Meine Fraktion betrachtet nach wie vor den Berichtigungshaushaltsplan Nr. 6 und auch den Berichtigungshaushaltsplan Nr. 8 als ein Paket. Wir sind nicht bereit, der Logik der Kommission zu folgen und zu sagen: Machen wir das eine unabhängig vom anderen. Es gibt diesen konkreten Zusammenhang, und auf diesem Zusammenhang bestehen wir. Wir wollen nach wie vor die entsprechende Garantie haben.

Das heißt, der Änderungsantrag, der von der S&D-Fraktion eingebracht worden ist, ist für uns das Allermindeste, was vom Rat zu akzeptieren ist. Ich akzeptiere z. B. die Aussage nicht, dass der Rat verantwortungsbewusst gehandelt hätte. Das hat der Rat überhaupt nicht! Die Finanzminister haben sich über lange Zeit geweigert, ihren Verpflichtungen nachzukommen, und es gibt für uns über die Logik DAB 6 und DAB 8 selbstverständlich die Verbindung zum Haushalt 2014 und Mehrjähriger Finanzrahmen.

Wir wissen doch schon jetzt, dass der Haushalt 2014 mit 18 Milliarden unterfinanziert ist. Wir wissen, dass 52 % des Haushalts 2014 für die Endfinanzierung der Programme aus dem alten Mehrjährigen Finanzrahmen gebunden sind. Wir wissen, dass durch das *Frontloading* der Handlungsspielraum von den verbleibenden 48 % noch mehr eingeschränkt wird. Was soll denn überhaupt noch mit dem Haushalt 2014 finanziert werden? Das sind doch die Fragen, die gestellt werden müssen. Und die 3,7 Milliarden sind wirklich das Allerletzte, das kleine Krümelchen, was hier noch zugeschoben werden soll. Und dann

wird uns erklärt, letztendlich sollten wir dankbar dafür sein, wenn der Rat am 30. Oktober beschließt, dass er das endlich machen wird. Was ist denn das für eine Show, die hier abgezogen wird?

Das Vertrauen zwischen Rat und Europäischem Parlament ist meines Erachtens am dem Tiefpunkt angelangt. Und es kann doch nicht verwundern, wenn wir hier klare Garantien fordern und sagen, wir lassen nicht mehr Katz und Maus mit uns spielen. Das sollte der Rat auch auf die nächsten Ratstagungen mitnehmen, und selbstverständlich stehen wir für den Änderungsantrag. Meine Fraktion wird sich unterschiedlich entscheiden, auch zur Frage der Abstimmung insgesamt. Aber wir brauchen eine Gesamtdiskussion über die Haushaltsstruktur.

4-108-000

Claudio Morganti, *a nome del gruppo EFD* . – Signor Presidente, Commissario Lewandowski, onorevoli colleghi, è scandaloso che siano ancora gli Stati membri, ovvero i cittadini, a dover riparare ai vostri errori. Mi chiedo, infatti, come la Commissione abbia potuto sbagliare malamente i suoi conti e per di più non si è neanche assunta la responsabilità di tutto questo.

Le mancate entrate non sono dovute solo alla crisi economica, ma anche al mancato controllo sui grandi porti del Nord Europa, dove entra di tutto e di più senza il pagamento delle dovute tasse e dazi.

Mi chiedo se non sarebbe stato più logico utilizzare altre risorse già previste. Ogni anno, ad esempio, versiamo alla Turchia centinaia di milioni di euro per i fondi di preadesione. Non si potevano congelare questi soldi? Nel prossimo quadro finanziario abbiamo già previsto di destinare ad Ankara e soci diversi miliardi. Rivediamoli subito questi regali.

Questo è solo un esempio ma, signor Commissario, se vuole le mando un'e-mail con l'elenco degli sprechi su cui intervenire, invece di far pagare i vostri errori ai cittadini. Lei e il suo gruppo di burocrati nominati dovrete avere il buon senso di dimettervi per manifesta incapacità gestionale.

4-109-000

Lucas Hartong (NI). - Jaar in jaar uit gaf de Commissie veel te veel uit aan onnodige projecten. Dit Parlement vond het allemaal wel best en deed er vaak nog een schepje bovenop. Het was toch maar geld van de hard werkende belastingbetaler.

Met bakken geld tegelijk verdween het geld in de bodemloze putten.

Opeens kwamen er echter nogal wat onbetaalde rekeningen bij de Commissie tevoorschijn, en wel zó veel dat er geld bij moest voor het jaar 2013. De rekening werd neergelegd bij de lidstaten, bij de hard werkende burger dus. De Raad is terecht boos over al die aanvullende rekeningen. Maar collega La Via legt de schuld niet bij de Commissie, maar bij de Raad. Die heeft veel te weinig geld beschikbaar gesteld. Voorzitter, dit is de omgekeerde wereld! Degene die het geld uitgeeft eist steeds meer omdat hij te weinig krijgt. Werkelijk te gek voor woorden!

Dit Parlement zal ongetwijfeld het verslag La Via goedkeuren. De Socialisten, Christen-democraten en Liberalen zullen buigen voor de eis van de Commissie. De rekening gaat naar de burger: nóg minder geld in de portemonnee, nóg meer feest bij de eurokliek.

Voorzitter, zie daar de economische crisis in haar volle omvang, veroorzaakt én in stand gehouden door deze EU.

4-110-000

Janusz Lewandowski, *Member of the Commission*. – Madam President, thank you for the constructive spirit prevailing in this House. I think the management of budgets, both at national level and at EU level, is now the management of crises and of shortage. I can understand the problems of the national states: 16 of them are in the excessive deficit procedure. Some of them are under special programmes. But they should also understand – and I find that there is understanding of – the logic of the European budget. This is the logic of multiannual programmes. At the end of a financial perspective, we find that problems have accumulated due to under-budgeting in the previous years.

We need to cope with this. At the initiative of Parliament, we have now become very transparent. Also at the initiative of Parliament, we were presenting – and this was in September – an overview. I have to say that Ms Harms is right: we need an additional 3.9, which is the *minimum minimorum* to cover all the outstanding bills until the end of October. Then the bills coming at the end of December will probably not be covered by the resources of this year's budget.

This is better controlled, I have to say, than some public expenditure in the Member States, because it is controlled twice: at European level and at national level. But now we must not play the blame game; today we have to find a solution. I find it very encouraging that the spirit of finding a solution in order to overcome the bottleneck in the 2013 budget is so prevalent in this House. Thank you for your spirit, which gives us hope for overall agreement.

4-111-000

Algimantas Rimkūnas, *President-in-Office of the Council*. – Mr President, I have participated with interest in the debate today and I understand the concerns expressed by many of you. As the budgetary authority, the European Parliament and the Council are equally responsible for the orderly implementation of the EU budget.

We all know at this stage that Draft Amending Budget No 6 is urgently needed and should therefore be adopted without delay. Any other outcome would cause us major problems and would be extremely difficult to explain to EU citizens. I very much hope that the vote will be positive, and I would like to thank you.

4-112-000

Giovanni La Via, *relatore*. – Signora Presidente, onorevoli colleghi, in primo luogo vorrei ringraziare la Presidenza del Consiglio per le assicurazioni fornite sul bilancio rettificativo n. 9. Naturalmente, restiamo in attesa dei fatti, perché solo nel momento in cui avremo l'approvazione formale e finale potremo essere maggiormente tranquilli e, di conseguenza, decideremo anche per quella che è la nostra responsabilità sul quadro finanziario pluriennale.

La soluzione dell'approvazione del DAB 6 non è sicuramente la migliore delle soluzioni, e mi permetterò di raffrontarla e presentarla a quest'Aula con un esempio figurato. Ogni autovettura ha quattro ruote, tutte e quattro con lo stesso diametro. Mi sembra che la nostra autovettura, che è quella del bilancio europeo, ha avuto bisogno della sostituzione di una

ruota. Ma questa ruota non aveva il diametro necessario, bensì più piccolo. La macchina continuerà a camminare, signor Commissario, ma sicuramente non andrà alla velocità alla quale Lei avrebbe voluto spingerla, ma arriveremo alla fine dell'anno.

Questo esempio mi è servito semplicemente per dire che i 2,7 miliardi sono meno dei 3,9, la ruota è più piccola. Ci serviva qualcosa in più e probabilmente ci servivano tutti e due entro quest'anno. Ma non li avremo. Andremo avanti non a velocità di crociera, ma spostando quei pagamenti che, come ben sa il Commissario, è possibile spostare al nuovo anno.

Questo però non è il modo più giusto per gestire il bilancio e le istituzioni europee. Se in futuro dovessimo continuare così, sicuramente non realizzeremo quell'Europa che i padri fondatori avevano sognato e che tutti noi ci stiamo sforzando di portare avanti.

Invito quindi il Consiglio a ricordare che quando si prendono gli impegni bisogna far seguire i pagamenti e chiedo alla Commissione di eseguire, ovviamente secondo le prescrizioni e i ritmi previsti, tutti i programmi comunitari.

4-113-000

Sonia Alfano (ALDE). - Signora Presidente, onorevoli colleghi, mi scuso con Lei e i colleghi tutti perché il mio intervento non ha attinenza con l'argomento, però chiedo che venga messo a verbale.

Questa mattina, l'auto che trasportava me e la mia assistente è stata assalita dai manifestanti e dai tassisti, circondata da venti persone che vi hanno gettato sopra delle uova. L'auto è tornata indietro due volte, cercando di arrivare al Parlamento. La polizia era lì, ferma a guardare. La seconda volta l'autista, molto spaventato, ci ha invitato a continuare a piedi perché sarebbe stato pericoloso proseguire con la macchina. Abbiamo percorso più di un chilometro e mezzo a piedi, con il cordone di tassisti che ci guardava e temendo di essere riconosciute ed essere oggetto di ulteriori aggressioni.

Adesso il servizio degli autisti e la polizia francese hanno detto al mio ufficio che sarebbe preferibile che io andassi via ora per evitare ulteriori aggressioni perché, a quanto pare, la votazione prevista per più tardi potrebbe essere un problema visto che i tassisti ce l'hanno con gli europarlamentari.

Mi chiedo se questa è civiltà e mi chiedo in base a quale regolamento la Francia voglia mantenere la doppia sede – ci vuole mantenere qui – se non è neanche in grado di difenderci e se la polizia sta a guardare davanti alle aggressioni. Non posso votare, non posso restare qui perché altrimenti rischio un'aggressione.

Chiedo che ciò venga messo a verbale e soprattutto che la polizia francese e le autorità francesi rispondano di questo atteggiamento gravissimo.

4-114-000

La Présidente. - Nous prenons note de votre intervention, Madame Alfano.

Le débat est clos.

Le vote aura lieu à midi.

(La séance, suspendue à 11 h 45, est reprise à 12 heures)

4-115-000

VORSITZ: RAINER WIELAND*Vizepräsident***10. Genehmigung des Protokolls der vorangegangenen Sitzung: siehe Protokoll****11. Standpunkte des Rates in erster Lesung: siehe Protokoll****12. Abstimmungsstunde**

4-119-000

Der Präsident. – Als nächster Punkt der Tagesordnung folgt die Abstimmungsstunde.

4-121-000

– *Vor der Abstimmung:*

4-122-000

Albert Deß (PPE). - Herr Präsident! Ich möchte zur Geschäftsordnung anmerken: Wir hatten einmal eine Abstimmung über zweieinhalb Stunden, wo unser Kollege Georgios Papastamkos zusammengebrochen ist. Es ist damals versprochen worden, dass es nie wieder eine so lange Abstimmung geben wird. Gestern war die Abstimmung genauso lang. Ich habe in Erfahrung gebracht, dass es einen Planungsstab gibt, der für diese Abstimmungen verantwortlich ist. Man sollte entweder diese Mitglieder fristlos entlassen oder zum Fensterputzen einsetzen.

(Beifall)

Wir haben heute 100 Abstimmungen und gestern Hunderte. Wir hätten heute um 11.30 Uhr beginnen können, und wenn die Leute unfähig sind, sollen das in Zukunft andere machen.

(Beifall)

4-123-000

Michael Cashman (S&D). - Mr President, in relation to the statement made about the staff who work for Parliament: parliamentarians accept responsibility for this House, and we should never shift it to members of staff who cannot defend themselves.

4-124-000

Der Präsident. – Liebe Kolleginnen und Kollegen! Was ich seit gestern Nachmittag gehört habe, lässt mich sicher davon ausgehen, dass wir uns in den Gremien des Hauses darüber auch noch einmal unterhalten werden. Ich weise allerdings auch darauf hin, dass Frau Kollegin Durant gestern darauf hingewiesen hat, dass wir heute wenige Abstimmungen haben. Und sie hat angeboten, dass ein Teil der Abstimmungen verschoben wird. Das Haus hat das mit Mehrheit abgelehnt und wollte gestern weiter abstimmen.

4-125-000

William (The Earl of) Dartmouth (EFD). - Mr President, on a point of order, in light of Mr Cashman's comments, could I request that a member of staff come to the bar of the House and explain what happened yesterday?

4-126-000

Der Präsident. – Ich sage Ihnen zu, dass wir uns nochmals damit beschäftigen und schlage Ihnen vor, dass wir jetzt zu den Abstimmungen über den Entwurf des Berichtigungshaushaltsplans Nr. 6 aus 2013 kommen.

12.1. Entwurf des Berichtigungshaushaltsplans Nr. 6/2013 (A7-0347/2013 - Giovanni La Via) (Abstimmung)

4-120-500

– *Vor der Abstimmung über Änderungsantrag 1:*

4-127-000

Göran Färm (S&D). - Mr President, on behalf of the S&D Group, I have a small oral amendment. We need to delete the words 'in full' twice in this text to avoid misunderstanding, as there may be a minor technical correction of the figures. So the oral amendment is to delete the words 'in full' both in the middle of the amendment and at the end.

4-128-000

(Der mündliche Änderungsantrag wird übernommen.)

12.2. Allgemeines Umweltaktionsprogramm der EU für die Zeit bis 2020 (A7-0166/2013 - Gaston Franco) (Abstimmung)

12.3. Gefahren einer Exposition gegenüber ionisierender Strahlung (A7-0303/2013 - Thomas Ulmer) (Abstimmung)

12.4. Jahresbericht des Rates an das Europäische Parlament über die Gemeinsame Außen- und Sicherheitspolitik 2012 (A7-0330/2013 - Elmar Brok) (Abstimmung)

4-132-000

– *Vor der Abstimmung über Ziffer 12:*

4-133-000

José Ignacio Salafranca Sánchez-Neyra (PPE). - Señor Presidente, el ponente, señor Brok, al parecer, ha negociado con los distintos grupos políticos una enmienda oral que tienen en la lista de votación y que voy a leer rápidamente:

"calls, as a contribution to this debate, for the European Council in December to further elaborate on the European Global Strategy initiative."

4-135-000

(Der mündliche Änderungsantrag wird übernommen.)

12.5. Elektronische Kommunikationsmittel (A7-0313/2013 - Catherine Trautmann) (Abstimmung)

4-137-000

Der Präsident. – Damit ist die Abstimmungsstunde geschlossen.

13. Stimmerklärungen

4-139-000

Der Präsident. – Als nächster Punkt folgen die Erklärungen zur Abstimmung.

13.1. Entwurf des Gesamthaushaltsplans der Europäischen Union für das Haushaltsjahr 2014

4-139-750

Schriftliche Erklärungen zur Abstimmung

4-139-875

John Bufton (EFD), *in writing*. – Against. While I ardently support a single seat for the European Parliament, I am against the suggested EUR 50 million additional payment this report suggests.

4-139-804

Diogo Feio (PPE), *por escrito*. – Tradicionalmente, a Comissão e o Parlamento, por um lado, e o Conselho, por outro, apresentam visões diferentes quanto àquilo que consideram que deve ser o orçamento da União Europeia. Os primeiros costumam advogar maiores recursos enquanto o segundo, muitas vezes condicionado pelas opiniões públicas, tende a preferir a sua limitação ou mesmo a sua redução. Face aos constrangimentos orçamentais e financeiros por demais conhecidos na União Europeia, é natural que o seu orçamento não possa sofrer acréscimos desrazoáveis nem comprometer-se com despesas inoportáveis. Não obstante, não se pode impedir a União de exercer as suas competências e de as exercer de um modo capaz. Julgo ter havido um esforço sério de contenção que deve merecer como contrapartida uma atribuição de verbas justa e equilibrada, adequada e proporcional aos desafios que uma União a 28 hoje enfrenta. Não estou seguro que os cortes propostos pelo Conselho tenham isso em conta.

4-139-781

João Ferreira (GUE/NGL), *por escrito*. – As alterações agora introduzidas pela maioria à proposta de orçamento para 2014 não foram muito além do restabelecimento dos montantes inicialmente propostos pela Comissão Europeia. As (más) prioridades políticas são confirmadas. Veja-se o exemplo do combate ao desemprego entre os jovens. A maioria do Parlamento afirmava e afirma, demagógicamente, que se trata de uma prioridade. Os deputados do PCP apresentaram uma proposta de alteração à Iniciativa para o Emprego dos Jovens, no âmbito do Fundo Social Europeu (FSE), defendendo o aumento desta rubrica em mais de 1 500 milhões de euros. A proposta definia como objetivo central o financiamento específico da criação de emprego com direitos para os jovens e que estas verbas não poderiam em caso algum financiar empresas públicas ou privadas, ou mesmo serviços públicos, no estabelecimento de contratos precários, estágios não remunerados

e a substituição de trabalhadores com vínculo permanente por outros com vínculo precário ou por estágios profissionais. A maioria votou contra. Na retórica, defendem o combate ao desemprego juvenil mas, na prática, rejeitam a mobilização de mais fundos para atenuar a verdadeira chaga social que é hoje o desemprego dos jovens.

4-139-734

Willy Meyer (GUE/NGL), *por escrito*. – He votado en contra de este proyecto de presupuesto, porque supone la implementación de la política de austeridad a nivel de las instituciones europeas. En un contexto de crisis, y ante la evidencia de la política de austeridad implementada en los países del sur de Europa, la política de austeridad está siendo el mecanismo para la destrucción del estado del bienestar; el capital financiero es el único beneficiado de esta destrucción. El presupuesto votado acepta los recortes propuestos por el Consejo excepto algunas partidas que incluso incrementan, entre ellas la partida para dedicar más fondos a FRONTEX. El Parlamento aprueba más fondos para los muros de Europa Fortaleza y menos para su interior. Se trata del "austericidio" de la economía europea en nombre de los intereses financieros. Por ello he votado en contra de este proyecto de presupuesto.

4-139-687

Kay Swinburne (ECR), *in writing*. – Many of our constituents have had to practise sensible, careful long-term management of their finances in the wake of Europe's financial crisis. Yet, despite the votes here in Parliament today, agreement on a large proportion of the European Union's budgeting, including our crucial long-term budget for 2014-2020, is still pending. We must prove to our constituents that Parliament can use the opportunity it has to negotiate annual and long-term budgets in order to secure smart and targeted spending of taxpayers' money, to deliver on growth and job creation.

4-139-843

Inês Cristina Zuber (GUE/NGL), *por escrito*. – Apresentámos uma proposta para aumentar as rubricas do orçamento destinadas à coesão económica e social – no mínimo, a sua duplicação relativamente aos valores actuais. As contribuições para este aumento deviam resultar do aumento das participações dos Estados-Membros com maior RNB e maior rendimento *per capita*. A maioria rejeitou esta proposta. Defendemos que o aumento do orçamento deveria promover o fortalecimento e a modernização dos sistemas produtivos dos Estados-Membros, em particular dos que enfrentam maiores dificuldades económicas, como é o caso do nosso país, prestando um apoio especial às micro, pequenas e médias empresas, ao setor cooperativo e aos programas das autoridades locais. E que estes programas deveriam combater o desemprego e criar empregos com direitos, garantindo a manutenção dos empregos existentes, promovendo a educação e a formação, o reforço dos serviços públicos e das infraestruturas essenciais para os países em geral. A maioria votou contra. Defendemos ainda a urgência de lançar as bases de um programa global da UE para apoiar a economia dos países com maiores dificuldades económicas. Mais uma vez, a maioria votou contra. Os atos contam mais do que as palavras.

13.2. Entwurf des Gesamthaushaltsplans der Europäischen Union für das Haushaltsjahr 2014 – alle Einzelpläne (A7-0328/2013 - Monika Hohlmeier, Anne E. Jensen)

4-141-000

Mündliche Erklärungen zur Abstimmung

4-142-000

Peter Jahr (PPE). - Herr Präsident! Ich habe dem Bericht zugestimmt, möchte aber trotzdem meinem Unmut ein klein wenig freien Lauf lassen. Ich bin lange genug in der Politik und ich weiss, dass man auch hart verhandeln muss, dass man Kompromisse machen muss und dass ein gegenseitiger Abwägungsprozess stattfinden muss. Das gilt insbesondere auch für Haushaltsberatungen, und ich möchte insbesondere die Kommission, aber ganz besonders auch den Rat auffordern, sich endlich auch an die geschlossenen Kompromisse, an die geschlossenen Vereinbarungen, die im Haushalt stehen, zu halten. So wie wir jetzt die Finanzperiode zu Ende bringen, können wir nicht weitermachen. Das, was beschlossen ist, muss gelten. Ansonsten fällt irgendwann die Geschäftsgrundlage weg, und wir können uns die Haushaltsberatungen letztendlich sparen. Also bitte, lieber Rat, haltet Euch an das, was wir gemeinsam vereinbart haben, und haltet Euch an das, was im Bericht steht!

4-143-000

Seán Kelly (PPE). - A Uachtaráin, ar dtús ba mhaith liom a rá go raibh mé i bhfabhar na tuarascála seo agus vótáil leis an ngrúpa mionlach i mbeagnach gach aon leasú. Ach an pointe is tábhachtaí – inné dúirt ceannaire mo ghrúpa féin, EPP, Joseph Daul, go raibh locht mór ar an gComhairle sa tslí agus go bhfuil siad ag iompar maidir leis an gCoimisiún agus maidir leis an bParlaimint agus nach bhfuil sé féaráilte in aon chor de bheith ag ligint orthu go bhfuil siad ag tabhairt airgid do thionscnaimh agus ansin nach mbíonn an t-airgead ar fáil. Ar deireadh báire, bíonn na tionscnaimh sin críochnaithe agus ní fhaigheann siad aon íocaíocht. Ní féidir é sin a cheadú agus caithfidimid gach brú is féidir linn a chur ar an gComhairle a bheith macánta agus an t-airgead atá geallta a thabhairt dúinn chomh luath agus is féidir.

4-144-000

Bernd Posselt (PPE). - Herr Präsident! Sie haben vorhin die Kollegin Šuica aufgerufen. Die ist erstens neu, weil sie aus Kroatien ist, und zweitens war der Name nicht ganz korrekt zu verstehen. Ich würde darum bitten, ihr das Wort zu erteilen, sie ist da.

4-145-000

Der Präsident. – Das werde ich am Ende der Stimmerkklärungen tun. Ich hätte sie noch gefragt.

4-146-000

Filip Kaczmarek (PPE). - Panie Przewodniczący! Głosowałem za przyjęciem budżetu na rok 2014. Jestem zadowolony, że poprawki w sprawie projektów pilotażowych w Afryce zostały poparte podczas głosowania. Dzięki temu możliwe będzie przeznaczenie środków na wdrażanie konkretnych projektów pilotażowych. Jeden z nich dotyczy budowania i umacniania lokalnego partnerstwa w celu rozwoju gospodarki społecznej i tworzenia przedsiębiorstw społecznych w Afryce Wschodniej. Działania te mają na celu

wsparcie strategii Unii Europejskiej w zakresie zwalczania ubóstwa poprzez generowanie wzrostu gospodarczego. Obejmują one także świadczenia bezstronnej i niezależnej pomocy humanitarnej dla osób szczególnie narażonych. Kolejny projekt jest związany z aktywnym zarządzaniem dzikimi pastwiskami w Kenii, Ugandzie i Tanzanii. Podjęte w ramach ich realizacji działania mają skupić się na pomocy dla pasterstwa – sektora, który odgrywa w tym regionie niezwykle ważną rolę. Ostatni projekt dotyczy umocnienia usług weterynaryjnych w krajach rozwijających się. Jest to również bardzo ważne dla zwiększenia ich bezpieczeństwa żywnościowego.

4-147-000

Bernd Posselt (PPE). - Herr Präsident! Ich habe im Prinzip für den Bericht gestimmt, obwohl er einen schweren Fehler enthält. Es wird nämlich dazu aufgefordert, das Europäische Parlament auf dem Weg zu einem einzigen Sitz zu unterstützen. Diesen einen einzigen Sitz gibt es längst, das ist Straßburg. Wir müssten diesen Sitz nur entsprechend nutzen, dann würden wir riesige Summen sparen und könnten ohne Vertragsänderung den Wanderzirkus weitgehend beenden, der nämlich nicht durch Straßburg, sondern durch Brüssel entsteht.

4-148-000

Dubravka Šuica (PPE). – Gospodine predsjedniče, ne znam kako je došlo do ovog sporazuma. U svakom slučaju želim još jedanput objasniti svoje stajalište i stajalište naše delegacije oko budžeta 2014. godine.

Dobro je da je Parlament usvojio budžet za 2014. godinu, a ono što želim posebno naglasiti je da su nakon pristupanja Hrvatske u prvoj godini velika sredstva omogućena za zapošljavanje mladih, pa i onaj poseban program koji se odnosi na garanciju za mlade. Također, što je prepoznato malo i srednje poduzetništvo kao jedna vrlo važna karika u gospodarstvu i rješavanju krize i isto tako pozdravljam veća sredstva za obrazovanje koja su predviđena u ovom proračunu.

Nadam se da će doći do konzultacija između Vijeća i Parlamenta i da će se ova naša pozicija Parlamenta potvrditi i da ćemo svi na kraju biti zadovoljni.

4-149-000

Schriftliche Erklärungen zur Abstimmung

4-149-250

Luís Paulo Alves (S&D), por escrito. – Aprovo o presente Relatório, ainda que precisemos de saber se a Comissão calculou o impacto da inclusão acordada de recursos específicos que constam do acordo sobre o QFP, do aumento proposto nas taxas de cofinanciamento para aqueles Estados-Membros que experimentam ou estão ameaçados por graves dificuldades no que respeita à sua estabilidade financeira e o impacto do alargamento por um ano do período automático de não pagamento para alguns Estados-Membros. A meu ver, estes elementos são essenciais para o futuro Quadro. Lamento, ainda, que a Comissão tenha tomado como base para o pré-financiamento o nível que foi acordado pelo Conselho Europeu em fevereiro de 2013, uma questão que está sujeita às negociações setoriais institucionais em curso, em que o Parlamento Europeu tem direito de decisão, correndo assim o risco de prejudicar o resultado dessas negociações. Acabo por lembrar que o pré-financiamento é essencial uma vez que os Estados-Membros e as regiões precisam

de financiamentos suficientes no início do período para investir em projetos que contribuirão para os esforços tendentes a superar a atual crise económica e financeira. A este propósito, reitero a posição da Comissão do Desenvolvimento Regional de optar pelas mesmas taxas de pré-financiamento que no período atual.

4-149-375

Laima Liucija Andrikiene (PPE), *raštu*. – Balsavau už rezoliuciją dėl Europos Sąjungos 2014 finansinių metų bendrojo biudžeto projekto. Reikia pabrėžti, kad 2014 m. biudžeto prioritetai yra tvarus augimas, konkurencingumas, darbo vietų kūrimas ir kova su jaunimo nedarbu, taip pat ES vaidmuo pasaulyje. Mes, Europos Parlamento nariai, nepritariame Europos Sąjungos Tarybos siūlymui sumažinti 2014 metų ES biudžeto išlaidas moksliniams tyrimams, užimtumui, skaitmeninei darbotvarkei, kadangi šios sritys yra labai svarbios ekonomikos augimui užtikrinti ir siūlome šioms sritims skirti papildomai 34 mln. eurų. Nepritariame ir ES Tarybos siūlymui 250 mln. eurų sumažinti paramą Artimiesiems Rytams ir pabėgėliams, nes taikos ir politinio stabilumo užtikrinimas Artimuosiuose Rytuose yra svarbi ES užsienio politikos dalis. Taip pat siūlome, kad būtų padidintos lėšos biudžete ES išorės sienų valdymo agentūrai FRONTEX, nes būtini pakankami išteklių, reikalingi sistemos EUROSUR, kaip visos Europos sienų stebėjimo sistemos, taikymui. Šios sistemos pagalba galima sumažinti nelegalių migrantų, patenkančių į ES, ir jūroje žūstančių nelegalių migrantų skaičių. Taip pat tai padės užkirsti kelią tarptautinei nusikalstamai veikai. Lyginant su 2013 m. ES biudžetu, išsipareigojimams siūlome skirti 8,1 mlrd. eurų mažiau, o mokėjimams – 4,3 mlrd. eurų mažiau. Be to, manau, kad Europos Parlamentas ir Taryba siekdami užtikrinti ilgalaikį biudžeto taupymą turi parengti perėjimo prie vienos būstinės (*single seat*) planą.

4-149-437

Roberta Angelilli (PPE), *per iscritto*. – Ribadisco oggi la mia posizione decisa a tagliare i costi e gli sprechi relativi alla doppia sede di Bruxelles e Strasburgo. E' del tutto irrazionale questo "doppione" che viene pagato sia a livello economico che in termini di organizzazione del lavoro. I costi stimati per la doppia sede ammontano a circa 180 milioni di euro con emissioni di CO₂ tra 11.000 e 19.000 tonnellate ogni anno. Accolgo con favore quindi la posizione espressa di recente in commissione AFCO: bisogna trovare, infatti, il modo di eliminare gli sprechi e razionalizzare la gestione delle risorse. E' arrivato il momento di riconsiderare questo spreco di risorse inspiegabili soprattutto in un periodo di crisi, iniziando un processo di revisione dei Trattati. Ritengo importante anche che i deputati, in situazione di crisi finanziaria, siano assoggettati a un contributo di solidarietà sugli emolumenti, al pari di tutti i funzionari.

4-149-468

Sophie Auconie (PPE), *par écrit*. – J'ai voté pour ce rapport qui envoie un message clair au Conseil au sujet du projet de budget général de l'Union Européenne pour l'année 2014. Il s'agissait de rappeler au Conseil quelles sont nos priorités pour le budget 2014, et notamment une croissance économique durable, la création d'emploi ou encore la lutte contre le chômage des jeunes, mais aussi de parvenir à ce qu'un budget de niveau suffisant et réaliste soit établi.

4-149-500

Zigmantas Balčytis (S&D), *raštu*. – Pritariau šiai rezoliucijai. Tarybos pozicija dėl 2014 m. biudžeto neatitinka politinio susitarimo dėl 2014–2020 m. daugiametės finansinės perspektyvos bei Europos Parlamento prioritetų. Europos Parlamentas savo ankstesnėse rezoliucijose yra išreiškęs nuomonę, jog 2014 m. biudžeto prioritetai yra ekonomikos ir tvarus augimas, konkurencingumas, darbo vietų kūrimas ir kova su jaunimo nedarbu. Taryba turi susitarti dėl ateinančių metų biudžeto ir užtikrinti jog įsipareigojimams ir mokėjimams atitiktų realybę ir finansavimo poreikius, kad būtų galima laiku pradėti įgyvendinti numatytas programas. Pritariu, jog Tarybos siūlomas biudžetas negalės užtikrinti pakankamo ir tinkamo mokėjimų lygio 2014 m.

4-151-000

Erik Bánki (PPE), *írásban* – Az Európai Parlament plenáris ülése a mai napon elfogadta a 2014. évi uniós költségvetés parlamenti olvasatát. A képviselők a 2014–2020-as időszak első költségvetésének kötelezettségvállalási szintjét 142,6 milliárd euróban, a kifizetési előirányzatokat pedig 136,1 milliárd euróban határoznák meg. Ezzel az Európai Parlament a Tanács álláspontjához képest mintegy 1,1 milliárd euróval költene többet a közösségi programokra. A jelentést a fenti okoknál fogva szavazatommal támogattam.

4-151-500

Jean-Luc Bennahmias (ALDE), *par écrit*. – Alors que le cadre financier pluriannuel n'est pas encore finalisé, nous avons donné notre avis sur le budget 2014. J'ai voté pour ce rapport qui rétablit une partie des crédits (tels que proposés par la Commission mais que le Conseil a coupé) : sur le programme de financement des PME (COSME), la garantie jeunesse ou le programme d'aide aux plus démunis. Je m'associe à ce rapport qui déplore les coupes effectuées par le Conseil. Quelle est la cohérence entre les discours des conseils européens et la réalité des négociations budgétaires durant lesquelles chaque Etat membre cherche à "payer moins"? Même si les crédits sont rétablis au final, ce projet reste un budget d'austérité qui ne permettra pas de faire face aux défis. Avec un budget représentant 1% du PIB européen, comment peut-on penser que l'Union remplira ses objectifs, notamment en termes de croissance, d'emploi et de transition énergétique? Nous avons besoin d'un budget basé sur des ressources propres qui promeuve une harmonisation sociale et fiscale progressive.

4-150-000

Mara Bizzotto (EFD), *per iscritto*. – La relazione indica un'incapacità di gestione della spesa dell'Unione europea e per questo motivo non ho votato a favore del testo.

4-150-250

John Bufton (EFD), *in writing*. – I voted against the report on the draft general budget of the European Union for the financial year 2014 - all sections.

My party is against the vast majority of measures this report outlines, including allocating more money to the European Social Fund, the European Regional Development Fund, Intelligent Energy Europe Programme II and action on climate change. We are completely against allocating an additional EUR 1 billion for sustainable rural development, an extra EUR 2 million for Frontex, an extra EUR 34 million for the Common European Asylum System, an additional EUR 40 million for the asylum and migration fund, a further

EUR 80 million for sustainable energy and an additional EUR 100 million for the EU Globalisation Adjustment Fund. In short, we are against all increases in payments and the increased commitment of the UK to the EU that these payments represent.

4-150-500

Alain Cadec (PPE), *par écrit*. – J'ai soutenu l'adoption du rapport Jensen et Hohlmeier concernant l'approbation par le Parlement du budget 2014 de l'Union européenne, tel que proposée par la Commission européenne. Le budget est de 142,467 milliards d'euros en crédits d'engagement et de 136,065 milliards d'euros en crédits de paiement. Il reflète les contraintes budgétaires pesant sur les finances des États membres. Pour autant, alors même que ce budget est en baisse de 6% par rapport au budget 2013, les actions prioritaires de l'Union européenne n'ont pas été sacrifiées. Ainsi, le budget 2014 accordera une importance particulière sur les mesures à déployer pour l'emploi des jeunes, notamment sur le nouveau programme de financement de la recherche et de l'innovation pour la période 2014-2020 (horizon 2020) et sur le programme pour la compétitivité des entreprises (COSME).

4-150-750

Maria Da Graça Carvalho (PPE), *por escrito*. – Congratulo-me com o orçamento da União Europeia para 2014, hoje aprovado, que reverte os cortes feitos pelo Conselho em áreas que considero vitais para a recuperação económica, como a agenda digital, a inovação, o empreendedorismo e o emprego jovem. O Parlamento Europeu propõe um orçamento de 142,6 mil milhões de euros em autorizações e de 136,1 mil milhões de euros em pagamentos para 2014. Os montantes propostos pelo Conselho de Ministros da UE são 141,8 mil milhões de euros em autorizações e 134,8 mil milhões em pagamentos (uma redução de, respetivamente, 240 milhões e de 1,06 mil milhões de euros em relação ao projeto de orçamento apresentado pela Comissão Europeia para 2014). Temos agora 21 dias de conciliação para negociar um acordo com o Conselho.

4-150-875

Ole Christensen, Dan Jørgensen, Christel Schaldemose, Britta Thomsen og Emilie Turunen (S&D), *skriftlig*. – Vi, de danske socialdemokrater i Europa-Parlamentet, stemte imod ændringsforslag 66 til beslutningsforslaget om budgetforslaget for regnskabsåret 2014. Vi er fuldstændig enige i ændringsforslagets budskab om, at der skal føres streng kontrol med godtgørelsen for generelle udgifter (General Expenditure Allowance), og at denne udelukkende skal gå til lovlige formål. Vi er dog bekymrede for det store bureaukratiske kaos, som en revision internt i Parlamentet af alle udgifter uden loft ville medføre. I stedet opfordrer vi til, at medlemmerne sørger for revisionen af midlerne, og at dette sker på årlig basis, da det er strengt nødvendigt, at midlerne går til lovlige formål som fastlagt i Parlamentets regler.

4-152-000

Minodora Cliveti (S&D), *în scris*. – Proiectul de buget pe 2014, care prevede credite de angajament în valoare de 142,01 miliarde de euro și credite de plată în valoare de 135,9 miliarde de euro, este cu 6% mai mic decât bugetul din 2013. Fondurile disponibile în Cadrul Financiar Multianual pentru Inițiativa privind ocuparea forței de muncă în rândul tinerilor vor fi concentrate anticipat în primii 2 ani pentru a combate șomajul în rândul tinerilor. Statele membre trebuie să absoarbă eficient și rapid fondurile disponibile pentru acest instrument și să vină cu programe nebirocratice de combatere a șomajului în rândul

tinerilor, cât mai curând posibil. Comisia trebuie să clarifice modul în care vor fi utilizate creditele destinate combaterii șomajului în rândul tinerilor, care vor fi sumele destinate direct garanției pentru tineret și ce metodă va fi folosită pentru marjele anuale în acest scop. De asemenea, ținând cont de creșterea abruptă a șomajului în rândul tinerilor, avem nevoie de noi credite pentru acțiunea pregătitoare „Tineretul în mișcare”. Totodată, trebuie acordat un sprijin sporit pentru axa EURES, cu scopul de a facilita accesul tinerilor șomeri la locurile de muncă disponibile în alte țări și de a oferi consultanță lucrătorilor mobili și angajatorilor prin intermediul parteneriatelor transfrontaliere.

4-152-500

Lara Comi (PPE), *per iscritto*. – Questo progetto di bilancio segue le forti critiche da parte del Parlamento alle modifiche che il Consiglio ha cercato di proporre: è normale che, in tempi di crisi soprattutto per le finanze pubbliche, gli Stati Membri cerchino di risparmiare ovunque possibile, ma alcuni tagli erano, per noi, inaccettabili. Non si può pensare di non onorare gli impegni presi, o di smettere di investire sullo sviluppo. Io ho votato con convinzione per affermare la linea del Parlamento, pur nella consapevolezza che tutti dobbiamo stringere la cinghia.

4-153-000

Ricardo Cortés Lastra (S&D), *in writing*. – The European Parliament has adopted a responsible budget for 2014 that honours our values of solidarity and our commitments to developing countries. With its adopted position, the European Parliament has strongly rejected the radical cuts proposed by the Conservative majority of the Members States and the European Commission. We have ensured sufficient funding levels for the Development Cooperation Instrument, the humanitarian aid budget lines and the Emergency Aid Reserve, as well as for the EIDHR, which supports our increasingly human rights-based approach to development cooperation. An increase of EUR 200 million in respect of last year's budget for the external action of the European Union, especially as regards development cooperation and humanitarian aid, is not a waste of resources, but an investment in the world's future. We will be able to help more than 150 million people in Syria, Haiti, Egypt, Latin America, Africa and Asia. The European Parliament will keep fighting for a progressive Europe, the one I believe in, the Europe that we all pursue, a Europe that does not turn its back on those in greatest need and on the challenges of eradicating poverty and inequality.

4-153-125

Emer Costello (S&D), *in writing*. – The Commission's draft budget for 2014 proposed an initial amount of EUR 250 million in funding to the United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees for 2014 under the budget line 'financial assistance to Palestine, the peace process and UNRWA'. As an average since 2006, the budget line reaches a minimum of EUR 350 million per year. UNRWA has been under increased pressure of late due to the conflict in Syria and its impact on Palestinian refugees in Palestine, Lebanon and Jordan. The organisation has had to stretch its resources even further due to the impact in Gaza of the Egyptian crisis and developments in the West Bank. Consequently, I strongly supported the proposal by Parliament's committees to increase this amount by EUR 50 million. However, the proposal to put the additional EUR 50 million in reserve 'pending the positive outcome of a Commission report on the sound management of EU funds by the Palestinian authorities' would have seriously threatened the provision of EU support to Palestinians in general, and in particular to refugees, at a crucial time when UNRWA faces multiple challenges. As Chair of the Delegation for relations with the

Palestinian Legislative Council, I am acutely aware of the sterling work done by UNRWA, and I welcome the outcome of the vote.

4-153-250

Rachida Dati (PPE), *par écrit*. – En votant ce texte, le Parlement affirme clairement sa position: nous refusons d'amputer la croissance et l'emploi en Europe en 2014, le budget européen doit être rétabli sans les coupes contre-productives que cherchent à imposer les États membres. Je suis confiante que le Parlement et les États membres, qui vont désormais entamer la conciliation sur ce projet de budget, parviendront à trouver un compromis pour le bénéfice de tous les Européens.

4-153-500

Diane Dodds (NI), *in writing*. – Mr President, in the context of what is a more restrained budget – albeit a budget that is still vast and still offers opportunities to reduce wasteful spending – it is welcome to see the priority given in sections of the budget to measures that can be of real benefit to our constituents in this time of economic difficulty. At a time when unemployment – particularly among our youth – is a massive challenge, the task of government, whether at Member State level or here in the EU institutions, ought to be to direct resources towards job creation, growth, innovation and driving our economy, through further research and development.

I also welcome moves to increase transparency in how money is spent, including our own budgets as MEPs, and I was supportive of those amendments. When we are entrusted with public money, we have a responsibility to spend it wisely and appropriately.

4-153-375

Jill Evans (Verts/ALE), *in writing*. – I abstained on this draft general budget for 2014 as it is an austerity budget, even though headway has been made in certain areas. Wales benefits a great deal from European funding, and any budget cuts would only have a detrimental effect on that funding coming to Wales.

4-153-687

Diogo Feio (PPE), *por escrito*. – O orçamento de 2014 deve procurar responder aos desafios que se apresentam à União Europeia nesta fase preocupante em que enfrenta uma grave crise económica e financeira que ameaça agravar as diferenças entre o centro e as periferias. São conhecidos os fracos resultados da estratégia de Lisboa e o modo como, apesar das proclamações, a União não se transformou numa economia pujante, alicerçada no conhecimento. As principais prioridades de hoje são, seguramente, o crescimento e o emprego, sem os quais nada será possível. É importante não descurar o problema de inversão da pirâmide demográfica que ameaça pôr em causa os nossos sistemas sociais e a capacidade orçamental dos Estados-Membros e da própria União. Um orçamento para a Europa deve atentar nestas questões e procurar usar o dinheiro que é dos cidadãos de forma rigorosa e razoável. Todas as instituições europeias devem agir construtivamente e em estreita cooperação para que assim seja. Lamento que o Conselho não demonstre maior compreensão para as necessidades concretas de operacionalidade da União Europeia e pretenda cortar, excessivamente, o orçamento comunitário.

4-153-781

José Manuel Fernandes (PPE), *por escrito*. – O orçamento de 2014 é o primeiro do Quadro Financeiro Plurianual (QFP) 2014/2020 e, neste sentido, devia estar de acordo com a sua orientação. Este orçamento pretende o crescimento económico sustentável, a competitividade, a criação de emprego e a luta contra o desemprego dos jovens, bem como o papel da UE no mundo. Insisto no apoio às políticas que contribuam para o combate ao desemprego dos jovens, a investigação, o desenvolvimento e a inovação, a agenda digital, a competitividade, as pequenas e médias empresas (PME). Lamento a decisão do Conselho que consiste em introduzir cortes horizontais no projeto de orçamento, tendo em vista reduzir artificialmente o nível de recursos da União para 2014 num montante total de 240 milhões de euros (-0,2%) em dotações para autorizações e de 1 061 milhões de euros (-0,8%) em dotações para pagamentos em comparação com o projeto de orçamento, o que se traduz, portanto, numa descida significativa relativamente ao orçamento de 2013 (incluindo os orçamentos rectificativos n.ºs 1 a 5), tanto em autorizações (-6%) como em pagamentos (-6,6%). O PE propõe fixar o nível global das dotações para 2014 em 142 625 milhões de euros e 136 077 milhões de euros em autorizações e pagamentos, respetivamente.

4-153-875

João Ferreira (GUE/NGL), *por escrito*. – A crise dá razão aos que, como nós, têm afirmado que a solidariedade é um conceito estranho à UE. A demonstrá-lo aqui está o processo do orçamento da UE. Apresentámos uma proposta para aumentar as rubricas do orçamento destinadas à coesão económica e social – no mínimo, a sua duplicação relativamente aos valores atuais. As contribuições para este aumento deviam resultar do aumento das participações dos Estados-Membros com maior RNB e maior rendimento *per capita*. A maioria rejeitou esta proposta. Defendemos que o aumento do orçamento deveria promover o fortalecimento e a modernização dos sistemas produtivos dos Estados-Membros, em particular dos que enfrentam maiores dificuldades económicas, como é o caso do nosso país, prestando um apoio especial às micro, pequenas e médias empresas, ao setor cooperativo e aos programas das autoridades locais. E que estes programas deveriam combater o desemprego e criar empregos com direitos, garantindo a manutenção dos empregos existentes, promovendo a educação e a formação, o reforço dos serviços públicos e das infraestruturas essenciais para os países em geral. A maioria votou contra. Defendemos ainda a urgência de lançar as bases de um programa global da UE para apoiar a economia dos países com maiores dificuldades económicas. Mais uma vez, a maioria votou contra.

4-153-937

Carlo Fidanza (PPE), *per iscritto*. – Accolgo con favore questa proposta di risoluzione della commissione per i bilanci per l'esercizio 2014. Ci tengo a sottolineare l'importanza del voto favorevole al paragrafo 90, una presa di posizione netta contro la doppia sede parlamentare, causa di un inutile e ingiusto spreco di denaro dei contribuenti e di tempo. Già con la decisione, poi rigettata dalla Corte di Lussemburgo per l'anno 2013, di accorpate due sessioni in una sola avevamo dato una dimostrazione della nostra volontà; è assurdo però che il Parlamento non abbia il potere di decidere sulla propria organizzazione, ovvero dove riunirsi e quando. Inoltre, la doppia sede ha anche un impatto a livello ambientale, minando gli obiettivi e la credibilità dell'Europa sulla questione climatica.

4-154-000

Monika Flašíková Beňová (S&D), *písomne* . – Za priority rozpočtového roku 2014 možno považovať hospodársky a udržateľný rast, konkurencieschopnosť, tvorbu pracovných miest, č boj proti nezamestnanosti mladých. Rada zaviedla škrtky vo viazaných rozpočtových prostriedkoch aj v platobných rozpočtových prostriedkoch vo všetkých okruhoch, čo je však v rozpore s politickou dohodou o VFR o vyčlenení rozpočtových prostriedkov na úvod obdobia čerpania. Európsky parlament teda stanovil celkovú výšku rozpočtových prostriedkov na rok 2014 na 1 42 625 mil. EUR vo viazaných rozpočtových prostriedkoch a na 1 36 077 mil. EUR v platobných rozpočtových prostriedkoch. Je dôležité, aby bolo vynaložené patričné úsilie o efektívne využitie rozpočtu a všetky oblasti z neho financovane mali zrejmú európsku pridanú hodnotu.

4-156-000

Ildikó Gáll-Pelcz (PPE), *írásban* – Üdvözlöm az Európai Unió 2014-es pénzügyi évre vonatkozó általános költségvetés-tervezetéről szóló BUDG-jelentést. Mint az IMCO szakbizottság rapportőre örülök annak, hogy javaslatainkat szinte teljes egészében sikerült beépíteni e jelentésbe. Gratulálok Jenssen és Hohlmeier asszonynak nagyszerű koordinációs munkájukért. Összességében úgy vélem, hogy számunkra nem maradt vitás pont.

4-156-250

Elisabetta Gardini (PPE), *per iscritto* . – Con il voto di oggi, il Parlamento ha respinto i tagli effettuati dal Consiglio al progetto di bilancio generale dell'Unione per il 2014 proposto dalla Commissione europea. Per quanto riguarda l'agenda digitale, la ricerca, l'imprenditorialità e le misure per l'occupazione giovanile, gli stanziamenti proposti dalla Commissione sono stati reintrodotti nel progetto, prevedendo un supplemento di 34 milioni di euro. Lo stesso è avvenuto in materia di aiuti al Medio Oriente e ai rifugiati, laddove il Parlamento ha deciso per un supplemento di 50 miliardi. Gli emendamenti apportati sono frutto di un approccio responsabile del Parlamento al bilancio per l'esercizio 2014: si è tenuto debito conto delle difficoltà finanziarie che gli Stati membri stanno attraversando. Il bilancio per il 2014, così emendato, vedrà, in ogni caso, una riduzione del 6% degli stanziamenti rispetto al 2013. Il mio auspicio è che nel corso del processo di conciliazione tra Consiglio e Parlamento, destinato a concludersi il 13 novembre, si raggiunga una posizione condivisa e non un compromesso al ribasso rispetto alla proposta votata oggi.

4-155-000

Robert Goebbels (S&D), *par écrit* . – Je me suis abstenu lors du vote sur les recettes du budget 2014 pour protester contre la politique irresponsable du Conseil des ministres, qui semble s'inspirer du "Tea party" américain pour empêcher un fonctionnement normal des institutions européennes. Tant le budget pour 2014 que les perspectives financières jusqu'en 2020 constituent une régression des politiques européennes. L'Union européenne est en voie de renationalisation, alors que les États nationaux comptent de moins en moins au niveau mondial.

4-155-500

Nathalie Griesbeck (ALDE), *par écrit* . – Si le budget est en recul, ce que je déplore, il conserve néanmoins des objectifs ambitieux en termes de politiques de croissance, notamment via le financement du prometteur agenda numérique et du programme COSME

dédié aux PME. Je me félicite tout particulièrement du vote de la garantie jeunesse, arme permettant de lutter contre le chômage des jeunes, et du vote sur le programme d'aide aux plus démunis, essentiel en ces temps de crise où les plus pauvres sont particulièrement exposés. J'ai enfin soutenu une nouvelle fois le siège de Strasbourg qui, n'en déplaise à certains, est le siège officiel du Parlement européen.

4-155-750

Marian Harkin (ALDE), *in writing*. – I voted to support this report on the budget for 2014. In particular, I voted against subsidies for tobacco growing. In the light of Parliament's recent vote on tobacco it would not have been reasonable to support subsidies to growers. I also supported funding for combating violence against young people and women. I was delighted to support the European Globalisation Adjustment Fund. Now that dialogues have finished, I hope we can get full parliamentary support for the fund.

4-156-500

Anna Hedh, Olle Ludvigsson, Jens Nilsson och Marita Ulvskog (S&D), *skriftlig*. – Vi anser att landsbygdsutveckling är en mycket viktig del av EU:s budget. Vi är dock övertygade om att man måste minska på både jordbruks- och exportstödet till förmån för områden som kan skapa tillväxt och arbetstillfällen, såsom forsknings- och utvecklingsprogram, Erasmus och socialfonden. Vi ser även gärna en minskad finansiering av ITER och liknande energiprogram för att bättre kunna bekämpa ungdomsarbetslöshet samt bekosta humanitärt bistånd till krisdrabbade länder.

Vidare anser vi det viktigt att effektivisera och reducera EU:s administrativa utgifter, av vilken anledning vi välkomnar de budgetar för EU:s institutioner som håller sig under inflationstakten. I detta sammanhang välkomnar vi även kravet på ett enda säte för Europaparlamentet, Bryssel eller Strasbourg, vilket på sikt skulle ge avsevärda besparingar jämfört med idag. Slutligen vill vi understryka att arbetet med att göra ytterligare besparingar i EU:s budget måste fortsätta.

4-156-750

Eduard-Raul Hellvig (ALDE), *în scris*. – Uniunea Europeană este adesea criticată pentru că nu face destul pentru cetățenii săi și nu aduce răspunsuri adecvate pentru criza economică și alte probleme care constituie preocupările principale ale europenilor. În ultima perioadă, am lucrat împreună la o serie de programe multianuale cu caracter strategic și cu măsuri ambițioase prin care să readucem UE pe calea creșterii economice și pentru a reda industriei europene competitivitatea de care are nevoie pe piața mondială. Mă refer aici în special la programe precum COSME, dedicat IMM-urilor sau la „Orizont 2020”, program care va sprijini cercetarea și inovarea.

La nivel politic, există un consens asupra necesității acestor programe. Nu putem însă, pe de o parte să ne fixăm niște obiective, iar pe de altă parte să tăiem creditele necesare bunei funcționări a acestor programe, așa cum reiese din poziția Consiliului asupra bugetului 2014. Același lucru poate fi spus și în ce privește bugetul FRONTEX, agenție care are nevoie de bani pentru a-și îndeplini rolul. Cred că e nevoie de seriozitate și consecvență în această privință, fapt pentru care nu pot decât să susțin propunerea Comisiei pentru Bugete de a reveni la sumele propuse de către Comisia Europeană pentru liniile bugetare respective.

4-156-812

Jim Higgins (PPE), *in writing* . – Our budget needs to strike a balance between allowing the Members of the House to carry out their work – in their languages – and the need to make savings and show restraint at this time of global economic crisis. The best savings are those which can be implemented without employing additional administrative staff, such as our work towards a paperless Parliament, our buildings policy and the internalisation of the EP security staff.

I welcome the commitment appropriations and the mobilisation of the Flexibility Instrument, bringing fresh money (EUR 50 million) for humanitarian aid and for Heading 1b (EUR 223 million) for the Fund for European Aid to the Most Deprived (FEAD), as well as the additional allocation under the Structural Funds for Cyprus. It is extremely important that the EU should accept its responsibility as a global power and therefore as a global provider of humanitarian aid.

4-156-875

Brice Hortefeux (PPE), *par écrit* . – Le Parlement européen a adopté le projet de budget 2014 de l'Union européenne revu à la baisse afin de tenir compte des impératifs budgétaires nationaux. Cependant, toute baisse ne doit pas tourner à l'obsession, voire à la déraison. Nous avons frôlé la cessation de paiement pour l'exercice 2013. Je ne pense pas que les citoyens rejettent les institutions au point d'accepter une telle situation qui menace concrètement les activités des entreprises, des régions, des centres de recherche, des organisations qui ne peuvent, de ce fait, plus financer leurs projets et les emplois qui en dépendent. Je déplore par ailleurs, qu'une nouvelle fois, un amendement sur le siège unique du Parlement européen ait été déposé et approuvé par 75% des votants sans tenir compte des décisions de la Cour de Justice de l'Union européenne et des Traités qui les engagent. Si les députés européens les premiers ne se conforment pas aux Traités, à qui donc peut-on en demander le respect?

4-157-000

Juozas Imbrasas (EFD), *raštu* . – Nepritariau balsuodamas dėl ES Tarybos siūlymo sumažinti 2014 m. ES biudžeto išlaidas moksliniams tyrimams ir užimtumui. Parlamentas pasiūlė, kad 2014 m. ES biudžeto išpareigojimams sudarytų 142,6 mlrd. eurų (ES Taryba siūlė 141,8 mlrd. eurų), o mokėjimams – 136,1 mlrd. eurų (ES Taryba siūlė 134,8 mlrd. eurų). Palyginti su šių metų ES biudžetu, išpareigojimams siūloma skirti 8,1 mlrd. eurų mažiau, o mokėjimams – 4,3 mlrd. eurų mažiau. Tokiose srityse kaip skaitmeninė darbotvarkė, moksliniai tyrimai, verslumas ir jaunimo užimtumas, kurios prisideda prie ekonomikos augimo, nepritariau ES Tarybos siūlymui sumažinti finansavimą 629 mln. eurų. Manau, kad reikia skirti šioms sritims papildomų lėšų. Taip pat esu įsitikinęs, kad šių metų ES biudžeto deficitas neturi būti perkeltas į kitus metus. Po šio balsavimo plenarinėje sesijoje Europos Parlamentas ir ES Taryba turi per tris savaites susitarti dėl būsimo biudžeto.

4-157-500

Kent Johansson, Marit Paulsen, Olle Schmidt och Cecilia Wikström (ALDE), *skriftlig* . – Vi är självklart helt överens med rådet om att EU:s utgifter ska hållas under strikt kontroll och att pengarna ska användas med sparsamhet och på bästa sätt. Vi har därför röstat för en ökad insyn i hur Europaparlamentets medel används samt för minskade representationskostnader för Europaparlamentet och EU-kommissionen, eftersom det är viktigt att städa framför egen dörr. Vi har även – som vanligt – röstat emot tobaksstödet

samt exportbidragen för levande djur, och håller med om att ytterligare nedskärningar i budgeten kan göras i den omfattning som rådet nu kräver. Men vi menar att dessa nedskärningar måste ske mer strategiskt än vad rådet uppenbarligen har politiskt mod till att göra. Rådets modell med att använda ”osthyvel istället för tårtspade” medför i praktiken samma nedskärningar på områden som är viktiga för Europas utveckling, såsom satsningar på forskning och företagande, som inom t ex jordbruksstödet. Det är inte att använda EU:s medel på bästa sätt. För att tvinga fram tydligare prioriteringar i nedskärningarna har vi därför, som en förhandlingsposition inför den slutliga omröstningen i december, valt att inte rösta emot Europaparlamentets resolution denna gång. Istället valde vi att avstå i slutändan.

4-157-750

Philippe Juvin (PPE), *par écrit*. – J’ai fait le choix de m’abstenir sur le vote de ce rapport. En votant ce rapport et en tenant compte du projet de cadre financier pluriannuel 2014-2020, le Parlement européen a adopté un budget général de l’Union pour l’exercice 2014 en baisse de 6% par rapport à 2013. Cette baisse aura un impact sur l’ensemble des domaines d’action de l’Union et il est urgent de prendre des mesures pour soutenir l’emploi des jeunes, les PME, la recherche et l’éducation. En adoptant le rapport avec 480 voix pour, 119 contre et 86 abstentions, le Parlement européen s’est prononcé en faveur d’un montant de 142,6 milliards d’euros en crédits d’engagements et 136,1 milliards d’euros en crédits de paiements en rétablissant notamment les financements supprimés par le Conseil en faveur de l’emploi, de la recherche et en ajoutant des fonds pour l’agence Frontex. Toutefois, le financement de Frontex, qui peut assurer des frontières stables de l’Union européenne, n’est pas suffisant. Ce vote ouvre une période de conciliation avec le Conseil qui doit s’achever le 13 novembre et permettre de voter le budget pour 2014-2020 lors de la prochaine session plénière (novembre 2013). Le Parlement doit rester vigilant.

4-158-000

Béla Kovács (NI), *írásban* – Az uniós költségvetés a neoliberais gazdaságpolitika gyöngyszeme, amely a válságot úgy igyekszik kezelni, hogy mindenből lefarag, aminek értelme volna, már csak a példamutatás kedvéért is.

A jelentés szinte minden bekezdése arról szól, hogy a Tanács csökkentette az adott terület támogatását, méghozzá egyes esetekben viszonylag nagy mértékben, például a gazdasági, társadalmi és területi kohézió költségvetése közel tíz százalékkal került csökkentésre.

Valójában a 2013-as költségvetéshez képest semmit sem spóroltak, ez az összeg az uniós GDP egy-tízezrelékénél is kevesebb, messze a GDP mérhetőségének hibahatára alatti, ugyanakkor az a pénz egyes programoknál nagyon is hiányozhat. A jelentés joggal kritizálja a költségvetést, így számos értelmes módosító javaslat mellett annak egészét is megszavaztam.

4-158-500

Agnès Le Brun (PPE), *par écrit*. – Le Parlement européen a adopté mercredi 22 octobre le budget de l’Union européenne pour 2014, en baisse de 6% par rapport à 2013. Nous avons néanmoins rétabli le budget au niveau de la proposition initiale de la Commission européenne et nous avons refusé les diverses coupes introduites par les États membres. Nous avons rétabli des crédits très importants, en faveur notamment de l’aide aux plus démunis ainsi que de la recherche et de l’innovation. Malgré le manque d’ambition de ce

budget de 142,625 milliards d'euros en crédits d'engagements et 136,077 milliards d'euros en crédits de paiement, j'ai voté en faveur de ce texte afin de parvenir à un accord entre le Parlement européen et les États membres avant le 13 novembre, faute de quoi les nouveaux programmes et fonds européens ne pourront pas être mis en œuvre début 2014.

4-159-000

Bogusław Liberadzki (S&D), *na piśmie*. – Głosowaliśmy dzisiaj nad projektem rezolucji Parlamentu Europejskiego dotyczącej stanowiska Rady w sprawie projektu budżetu ogólnego Unii Europejskiej na rok budżetowy 2014. Jako członek Grupy Socjalistów i Demokratów opowiedziałem się za przywróceniem funduszy na rozwój gospodarczy oraz tworzenie nowych miejsc pracy, które wcześniej Rada ucięła z unijnego projektu budżetu na rok 2014. Nie można wyleczyć braku wzrostu gospodarczego oszczędnościami i cięciami finansowymi, uderzającymi np. w tworzenie nowych miejsc pracy. Pamiętajmy, że blisko 6 milionów młodych Europejczyków jest obecnie bezrobotnych. Proponowaliśmy więc zapewnienie stosownych środków na rok kolejny. Budżet na odpowiednim poziomie powinien w czasach kryzysu zwiększyć solidarność zarówno między obywatelami Unii Europejskiej, jak i między państwami członkowskimi. Sądzę również, że dodatkowe 50 milionów euro na pomoc dla Palestyny, pomoc dla uchodźców na Bliskim Wschodzie, o których dyskutowaliśmy, jest niezbędne w pokojowym rozwiązaniu problemów Bliskiego Wschodu.

4-159-500

George Lyon (ALDE), *in writing*. – Today I voted in favour of Parliament's position on the 2014 budget. I feel this is a reasonable budget position that takes account of the difficult economic situation across the continent. It represents a 5% cut compared with 2013, and despite it being an election year we have managed to ensure a real-terms freeze in Parliament's budget.

4-159-750

Ivana Maletić (PPE), *napisan*. – Proračun Europske unije važan je instrument provođenja zajedničkih politika. Dvije financijski najizdašnije jesu poljoprivredna i kohezijska politika kroz koje se izvršava preko 70 % europskog proračuna. Upravo ove dvije politike od posebnog su značaja za Republiku Hrvatsku kojoj je u financijskoj omotnici za razdoblje 2014. – 2020. dodijeljeno preko 8,5 milijardi eura iz kohezijske politike te dodatne 3,3 milijarde eura iz poljoprivredne politike. Izglasavanjem proračuna za 2014. omogućava se kontinuitet u izvršavanju obveza iz financijske perspektive 2007. – 2013. i čak 52 % isplata planiranih u 2014. odnosi se na raniju perspektivu. Proračun 2014. manji je za 6 % od proračuna 2013. u dijelu mogućih preuzimanja obveza, a vezano uz plan isplata smanjenje u odnosu na 2013. iznosi 6,6 %. Najmanje su se postotno smanjila izdvajanja za kohezijsku politiku, što je važno za sve države članice čiji je BDP ispod 75 % prosjeka BDP-a država članica, pa tako i za Republiku Hrvatsku. Najveće smanjenje bilježe stavke programa konkurentnosti, pa su tako sredstva za HORIZON smanjena za 13,6 %, COSME 20,6 %, a Erasmus + za 0,8 %. Erasmus + usmjeren je ispunjavanju važnih ciljeva vezano uz obrazovanje i mobilnost mladih te je pozitivno da se iznosi izdvajanja sredstava za ovaj program nisu značajno smanjili.

4-160-000

David Martin (S&D), *in writing*. – I voted against this report because I do not think an increase to the European Parliament's budget is the response to the current crisis. I believe that money is not always well spent within the budget and we should be focusing on jobs and growth. There is scope to make the European Parliament's budget more efficient, and this should be looked at more closely by the Parliament.

4-161-000

Véronique Mathieu Houillon (PPE), *par écrit*. – J'ai soutenu le siège du Parlement européen à Strasbourg en votant contre le paragraphe 90 concernant une feuille de route pour un siège unique du Parlement. J'ai voté en faveur du projet de budget général de l'Union européenne pour l'exercice 2014. Cette position, qui tient compte d'une diminution du budget par rapport à 2013, refuse les coupes supplémentaires voulues par les États membres. Ainsi, pour que l'Union soit un véritable levier pour conduire à une sortie de crise, il est impératif de maintenir un investissement en faveur de la croissance et de l'emploi. Nous souhaitons par ailleurs le maintien d'un financement de l'aide européenne aux plus démunis pour l'année 2014 et les années suivantes.

4-163-000

Jean-Luc Mélenchon (GUE/NGL), *par écrit*. – Ce rapport rejette la proposition du Conseil de budget 2014 pour l'Union. La position du Conseil est dictée par l'austérité qui s'applique dans toute l'Union en vertu du traité TSCG. Signe d'impasse, le budget 2014 est discuté alors même que le plan budgétaire pluriannuel 2014-2020, pourtant obligatoire, n'a pas été adopté par le Parlement. Concrètement, le budget proposé par le Conseil prévoit une baisse de 6 % des crédits par rapport à 2013. Tous les programmes seraient concernés: fonds pour la recherche, investissements et aides régionales, fonds sociaux dont ceux pour les plus démunis etc. Les moyens budgétaires nouveaux annoncés par M. Hollande et Mme Merkel pour 2014 en faveur des jeunes sont inexistantes. Les retards de paiements 2007-2013 sont considérables: 52 % des crédits du budget 2014 couvriraient des impayés de la période 2007-2013 ! Austérité rime ainsi avec mauvaise gestion. Cette résolution a le mérite de rejeter la position désastreuse du Conseil. Mais les rapporteurs s'alignent de fait sur la proposition de budget initialement proposée par la Commission, qui est insuffisante. Le Parlement européen devrait porter une toute autre ambition d'intérêt général pour la relance de l'activité et la planification écologique en Europe. Je m'abstiens pour ne pas participer à cette décision.

4-163-250

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. – Com a votação deste orçamento, reforçamos o apoio a áreas como o emprego, a inovação e a ajuda humanitária aos refugiados. Espero que tais reforços sejam agora ratificados pelo Conselho nas negociações que se vão seguir. Está aqui em causa um orçamento de 142,6 mil milhões de euros em autorizações e de 136,1 mil milhões de euros em pagamentos para 2014, sendo de registar que em relação ao orçamento deste ano, significa uma redução de 8,1 mil milhões de euros em autorizações e de 4,3 mil milhões de euros em pagamentos. Apesar de haver divergências com o proposto pela Comissão, julgo que este orçamento é equilibrado e vai receber a aceitação do Conselho. É importante a aposta do Parlamento em áreas vitais para a recuperação económica, como a agenda digital, a inovação, o empreendedorismo e o emprego jovem. Daí o meu voto favorável.

4-163-375

Willy Meyer (GUE/NGL), *por escrito*. – He votado en contra de este informe debido a que aprueba el proyecto de presupuesto para el ejercicio de 2014 que provocará una grave reducción de programas y proyectos fundamentales para fomentar el crecimiento en el continente. El informe recoge todas las opiniones que las diferentes comisiones del Parlamento han emitido para evaluar el presupuesto, opiniones muy favorables en general, donde los partidos mayoritarios del Parlamento han mostrado su compromiso a obedecer todo aquello que el Consejo de la Unión Europea exija a los grupos parlamentarios mayoritarios. Grupos políticos que participan en la mayoría de los Gobiernos que forman el Consejo y cuyas divergencias son meramente temporales. Por ello he votado de nuevo en contra del "austericio" que recoge este informe.

4-163-500

Louis Michel (ALDE), *par écrit*. – Je me réjouis tout d'abord que le Parlement européen ait obtenu une clause de flexibilité permettant de reporter la somme non-utilisée sur le budget annuel suivant ou encore d'une rubrique à une autre. Cette souplesse permettra à l'Union européenne de mieux adapter ses dépenses en fonction des besoins européens. Toutefois, je ne peux que regretter le refus des Etats membres d'augmenter la part des ressources allouées. Les défis s'accumulent alors que les Européens sortent progressivement de la crise. Il devient ainsi essentiel de mener des politiques de relance équilibrées pour retrouver le chemin vers la croissance. Or cette reprise ne pourra prendre place sans apport majeur du niveau européen. Comment peut-on investir dans l'avenir sans disposer de moyens appropriés? Le budget européen ne représente qu'1% du PIB européen. A titre de comparaison, le gouvernement fédéral des Etats-Unis dispose quant à lui de plus de 30% du PIB américain. La réticence des gouvernements nationaux et les négociations périlleuses entre le Parlement européen et les Etats membres soulignent la limite du système actuel. Sans un réel budget et des ressources propres, l'Union européenne sera dans l'incapacité de répondre de manière appropriée aux attentes des citoyens européens.

4-162-000

Miroslav Mikolášik (PPE), *písomne*. – Oživenie hospodárskeho rastu vo všetkých regiónoch EÚ si vyžaduje investične zameraný rozpočet podporujúci rast, zamestnanosť a konkurencieschopnosť. Rozdiely medzi regiónmi musia byť naďalej systematicky prekonávané za účelom dosiahnutia hospodárskej, sociálnej a územnej súdržnosti. Rozpočet na rok 2014 musí zohľadňovať rozpočtové očakávania regiónov a taktiež reflektovať zmeny vyplývajúce z viacročného finančného rámca na roky 2014 – 2020. Úspešné ukončenie programov predpokladá taktiež zabezpečenie financovania prijatých záväzkov za predošlé obdobie. Vo svojom hlasovaní o rozpočte na rok 2014 som podporil dostatočné pridelenie rozpočtových prostriedkov pre štrukturálne fondy a vyčlenenie dodatočných prostriedkov na iniciatívu na podporu nezamestnanosti mladých ľudí, ako aj na Fond európskej pomoci pre najodkázanejšie osoby.

4-163-750

Alexander Mirsky (S&D), *in writing*. – The level of the Parliament's budget for 2014 was set at EUR 1 783 976 098, which represents (1) an increase of 1.9% over the 2013 budget; (2) a reduction of EUR 24.16 million compared to the estimates of 25 March 2013; and (3) a reduction of EUR 9.66 million compared to the draft budget adopted by the

Commission (a freeze on salary adjustment was applied, which in the case of the EP created a saving of EUR 14.5 million). I agree and I voted in favour.

4-162-250

Andreas Mölzer (NI), *schriftlich*. – Der Haushalt der EU für 2014 soll etwa 142 Milliarden Euro umfassen – rund sechs Prozent weniger als 2013. Nicht vergessen werden sollte indes, dass der Nachtragshaushalt für 2013 gut 4 Milliarden ausmacht. Gerade in unserer von der Finanzkrise gebeutelten Zeit muss die EU mit gutem Beispiel vorangehen und unnütze Ausgaben sparen. In diesem Sinne sind die Sparbemühungen in der Verwaltung durchaus ein Schritt in die richtige Richtung. Wobei natürlich das tatsächliche Sparpotential um einiges höher ist. Schließlich würden allein die Schließung eines der drei Parlamentsstandorte und eine Durchforstung des EU-Agenturenschungels Milliarden einsparen. Und in vielen Bereichen ist eine Renationalisierung sinnvoll. Ich habe in diesem Sinne abgestimmt.

4-162-500

Elisabeth Morin-Chartier (PPE), *par écrit*. – Le rétablissement des crédits en faveur du Fonds européen d'aide aux plus démunis dans le projet de budget général de l'Union européenne pour l'exercice 2014 – toutes sections est une bonne nouvelle pour toutes les associations qui luttent contre la grande pauvreté. Cette décision a conditionné mon vote en faveur du budget. Sur la proposition de sa commission des budgets, qui a suivi l'amendement que j'avais proposé, le Parlement européen a voté le rétablissement à 500 millions d'euros annuels les crédits du fonds européen d'aide aux plus démunis que les gouvernements voulaient réduire à 365 millions à partir de 2014. Je resterai intransigeante sur ce montant dans tout compromis final sur le budget 2014. Je ne lâcherai pas d'un pouce ce programme ! Trop de nos concitoyens l'attendent pour vivre... Et tant pis pour les petits arrangements entre amis des chefs d'État ! Le Parlement européen est là pour défendre la lutte contre la pauvreté.

4-162-750

Tiziano Motti (PPE), *per iscritto*. – Votando questo testo lungo e complesso, ho voluto ribadire il mio sostegno a favore dei programmi dell'Unione nei settori della ricerca, della competitività, dell'imprenditorialità, dell'innovazione e dell'integrazione sociale, che sono al centro della strategia Europa 2020; vanno ripristinate tutte le linee interessate dai tagli del Consiglio onde evitare di indebolire ulteriormente la ricerca nella UE. Chiedo alla Commissione di anticipare gli stanziamenti per un determinato numero di linee in alcuni settori prioritari, quali Orizzonte 2020, COSME ed Erasmus+ – il che non costituisce, in realtà, un aumento poiché la dotazione complessiva di questi programmi nel QFP per il periodo 2014-2020 rimane invariata – e di potenziare gli stanziamenti per l'agenda digitale, la politica dei trasporti, il dialogo sociale, EURES, lo strumento di microfinanziamento Progress e l'imprenditoria sociale, eventi annuali speciali e la qualità delle statistiche europee. Ci tengo ai giovani che iniziano a vivere l'Europa unita tramite quella meravigliosa esperienza che si chiama Erasmus, e che a più riprese il Consiglio ha cercato di tagliare. Il programma Erasmus+ deve poter godere di un livello adeguato di trasparenza per le azioni a favore dei giovani e si dovrà dunque procedere ad uno storno di bilancio pari all'11,5% della dotazione iniziale di Erasmus+ a favore della linea destinata ai giovani.

4-164-000

Katarína Neveďalová (S&D), *písomne*. – Rozpočet na rok 2014 musí byť za každých okolností dostatočne silný na to, aby bol schopný pokryť záväzky Európskej únie. Škrty v investíciách do výskumu a do tvorby pracovných miest, ako aj v oblasti humanitárnej pomoci by boli nezodpovedné a z veľkej časti neospravedlňiteľné, ak chce Európa napredovať. Ekonomiku EÚ nie je možné posilniť bez adekvátnych investícií do výskumu, malých a stredných podnikov a podporných opatrení pre mladých ľudí. Nezhody medzi Radou a Európskym parlamentom vo výške investícií nesmú slúžiť ako živná pôda na okresávanie financií a ako brzda pri vytváraní pracovných miest. Našou úlohou je konať zodpovedne a neprenášať deficit do budúceho roka. Len v takom prípade sme schopní zaistiť podporu pre 5,5 milióna mladých ľudí, ktorí bojujú s nezamestnanosťou v členských štátoch EÚ. Z týchto dôvodov musí byť rozpočet EÚ na rok 2014 jednoznačne orientovaný na podporu rastu a zamestnanosti. Ak sa chceme priblížiť k naplneniu cieľov stratégie EU 2020, je taktiež nevyhnutné pokryť výdavky v oblastiach, ako je veda a výskum, infraštruktúra a klimatické zmeny.

4-164-250

Siiri Oviir (ALDE), *kirjalikult*. – Toetasin Euroopa Parlamendi resolutsiooni, millega lükati tagasi nõukogu ettepanekud vähendada tööhõivele ja teadusuuringutele tehtavaid kulutusi 2014. aastal, kuna see on vastuolus tuleva aasta eelarve prioriteetidega, nagu jätkusuutlik majanduskasv, noorte tööpuuduse vastane võitlus, konkurentsivõime, ELi roll maailmas ja töökohtade loomine.

Nimetatud kärped on ka otseses vastuolus mitmeaastast finantsraamistikku käsitleva poliitilise kokkuleppega, mis puudutab assigneeringute koondamist perioodi algusesse. Lahendus pole lihtviisil aritmeetiline kärpimine, süvenemata sisusse ja mõtlemata tagajärgedele. Mõistagi tuleb ELi eelarvevahendeid kasutada tõhusalt, et igal ELi eelarvest rahastataval tegevusel oleks selge lisaväärtus. Raha tuleks kokku hoida hoopis erinevate tegevuste dubleerimiselt, mitte ELi prioriteetide arvelt. Liikmesriigid peaksid tegema rohkem koostööd ning eelkõige leidma võimaluse ülesanded omavahel ära jagada.

4-164-500

Antigoni Papadopoulou (S&D), *in writing*. – The EU budget for the financial year 2014 will be the first one under the new Multiannual Financial Framework 2014-2020. It is understandable that the difficult economic and budgetary conditions in many Member States have led EU leaders to propose a series of budgetary cuts. However, it is vital that in areas which play an important role in boosting the economy, such as the digital agenda, research, entrepreneurship and employment, the recommendations of the Committee on Budgets are seriously taken into consideration so as to reverse the proposed payment cuts. While the concern to comply with the Multiannual Financial Framework limitations is understandable, it is also essential that budget allocations are sufficient and realistic. It is very important that the European Parliament, which is the only European institution that represents the 500 million EU citizens, underlines the promotion of growth and jobs and ways to tackle youth unemployment as its key priorities.

4-164-750

Maria do Céu Patrão Neves (PPE), *por escrito*. – Votei favoravelmente a proposta de resolução do Parlamento Europeu sobre a posição do Conselho sobre o projeto de orçamento geral da União Europeia para o exercício de 2014, da qual destaco a criação de

novas rubricas orçamentais específicas para a assistência técnica relativa ao Fundo Europeu Agrícola de Desenvolvimento Rural e ao Fundo Europeu dos Assuntos Marítimos e da Pesca, por estar de acordo com o apelo à Comissão e aos Estados-Membros para que enviem todos os esforços a fim de garantir que o orçamento da UE seja gasto de forma eficiente e que tudo o que for financiado por este tenha um claro valor acrescentado europeu, devendo os Estados-Membros, em particular, partilhar tarefas sempre que possível e reforçar a cooperação mútua.

4-165-000

Raül Romeva i Rueda (Verts/ALE), *por escrito*. – Abstención. El Parlamento propone un presupuesto de la UE para 2014 de 142 600 millones de euros en créditos de compromiso (gastos programados) y 136 100 millones en créditos de pago (gastos efectivos). Estas cantidades suponen una reducción de 8 100 millones y 4 300 millones respectivamente con respecto al presupuesto de este año. El Consejo había propuesto unas cifras totales de 141 800 millones en créditos de compromiso y 134 800 millones en créditos de pago, lo que supone una diferencia con el proyecto de presupuesto de la Comisión de 240 millones y 1 060 millones respectivamente.

Los diputados al Parlamento Europeo han seguido las recomendaciones de la Comisión de Presupuestos de frenar los recortes en áreas cruciales para el crecimiento, como la investigación, el desempleo (incluido el juvenil), el emprendimiento y la Agenda Digital. El Consejo sugirió en julio reducir estas partidas en 629 millones, mientras que los diputados proponemos incrementarlas en 34 millones. No obstante, se han adoptado no pocas enmiendas preocupantes, como el fortalecimiento de Frontex, por ejemplo.

4-165-500

Licia Ronzulli (PPE), *per iscritto*. – Respingendo i tagli proposti dal Consiglio per il 2014 sulle spese per ricerca e occupazione abbiamo voluto dare un messaggio forte e chiaro su quali devono essere le nuove priorità sul bilancio UE. Allo stesso modo, abbiamo voluto cancellare la riduzione degli stanziamenti destinati alla politica internazionale, come ad esempio gli aiuti umanitari per il Medio Oriente e per i rifugiati siriani, incrementando invece quelli per l'agenzia di controllo delle frontiere esterne Frontex. La crisi economica non deve diventare la scusa per effettuare tagli scriteriati agli interessi reali più importanti per i cittadini europei.

4-165-750

Marie-Thérèse Sanchez-Schmid (PPE), *par écrit*. – Tenant compte des nouvelles perspectives financières pour les années 2014 - 2020 et de la crise des finances publiques, j'ai voté en faveur de ce budget en baisse de 6% par rapport à 2013. Le budget s'élèvera donc à 142 milliards d'euros pour 500 millions de citoyens (soit environ 280 euros par personnes), représentant 1% du PIB européen. Sur ces 142 milliards, 94% seront redistribués aux États membres pour le développement régional, la politique agricole, l'emploi des jeunes, Erasmus, la recherche et l'innovation... Malgré un budget en baisse, les États demandent toujours plus à l'UE - contrôler les frontières, investir pour la croissance, aider les plus démunis - sans lui donner les moyens d'y parvenir pour, finalement, critiquer son inaction comme ce fut le cas lors du drame de Lampedusa. Malheureusement, cette incohérence sème la confusion et le désordre et nourrit chaque jour un peu plus l'euroscepticisme.

4-166-000

Francisco Sosa Wagner (NI), *por escrito*. – Enmienda 47: voto en contra porque lo que se propone no son «cambios radicales» en la PAC y en la PPC sino justamente sus fines esenciales actuales. Enmienda 48: voto en contra por estar muy poco matizada la redacción de la enmienda. Enmienda 53: estoy de acuerdo con que «este tipo de sucesos [los recientes de Lampedusa] son absolutamente inaceptables», pero no se puede decir que la financiación comunitaria de programas como Frontex y el Fondo Europeo para el Retorno intensifican la incidencia y magnitud de estas desgracias y catástrofes. Enmienda 15: voto en contra porque la preocupación que expresa la enmienda ya está recogida en muchos otros puntos de este presupuesto. Enmienda 66: ya he expresado en otras explicaciones de voto mi preocupación por este asunto y mi deseo de que los gastos generales se sometieran a una mayor transparencia y a una rendición de cuentas más estricta.

4-167-000

Γεώργιος Σταυρακάκης (S&D), *γραπτώς*. – Υπερψήφισα τον Γενικό Προϋπολογισμό της ΕΕ για το 2014. Για άλλη μια χρονιά, η Επιτροπή Προϋπολογισμών του ΕΚ υιοθέτησε μια υπεύθυνη στάση απορρίπτοντας τις οριζόντιες περικοπές του Συμβουλίου που δεν συνάδουν με τις πραγματικές ανάγκες της ΕΕ, ούτε αντικατοπτρίζουν την έκβαση των διαπραγματεύσεων για το ΠΔΠ, καθώς, αντί της εμπροσθοβαρούς κατανομής των πόρων για τα προγράμματα Ορίζοντας 2020, Erasmus+ και COSME το 2014, το Συμβούλιο περιέκοψε την πρόταση της Επιτροπής για τα προγράμματα αυτά που συνεισφέρουν στην καταπολέμηση της ανεργίας των νέων. Όσον αφορά την Πολιτική Συνοχής που αποτελεί το κύριο και πιο κατάλληλο επενδυτικό μέσο που μπορεί να οδηγήσει την ΕΕ στην ανάκαμψη από τη κρίση, την ανάπτυξη και την δημιουργία θέσεων απασχόλησης, αντιμετωπίζοντας με ακρίβεια τις επενδυτικές ανάγκες των περιφερειών, θεωρώ απαράδεκτη την μείωση των πόρων από το Συμβούλιο, τη στιγμή μάλιστα που οι πρόσφατες διαθέσιμες εκτιμήσεις φαίνεται να δείχνουν ότι περίπου 20 δις ευρώ σε λογαριασμούς θα παραμείνουν απλήρωτα στο τέλος του 2013 και θα πρέπει να μεταφερθούν στον Προϋπολογισμό του 2014. Ως Ευρωβουλευτές, οφείλουμε, και αυτό κάνουμε, να διασφαλίσουμε την επαρκή χρηματοδότηση των διαφόρων πολιτικών της ΕΕ και ιδιαίτερα εκείνων οι οποίες, όπως η Πολιτική Συνοχής, έχουν ως αποτέλεσμα την ανάπτυξη και τη δημιουργία θέσεων απασχόλησης.

4-167-500

Catherine Stihler (S&D), *in writing*. – I voted against the 2014 budget as I believe it fails to redirect spending into projects to boost employment and infrastructure.

4-167-750

Michèle Striffler (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur du rapport sur le "Projet général de l'Union européenne pour l'exercice 2014 - toutes sections". Lors de ce vote, je me suis toutefois opposée aux subventions accordées aux agriculteurs qui élèvent des taureaux dont le seul but est d'en faire un spectacle. Selon moi, donner de l'argent public pour des élevages de taureaux qui ne serviront qu'à la course de taureaux ou à la corrida n'est pas acceptable. Ces spectacles sanguinaires qui ne font plaisir qu'à une petite partie de la population ne devraient pas pouvoir profiter de subventions européennes. En tant que Vice-Présidente de l'intergroupe sur le bien-être animal, je milite pour que la corrida et, de manière générale, tous les actes de cruauté commis envers les animaux soient totalement interdits. Les partisans de la corrida estiment que cette pratique fait partie de la culture et du patrimoine européen ! Alors, pourquoi financer cette pratique odieuse avec de l'argent

dédié à l'agriculture ? Par ailleurs, au sein de ce rapport j'ai voté pour rétablir à 500 millions d'Euros les crédits destinés au Fonds européens d'Aide aux plus démunis que les gouvernements voulaient réduire à 365 millions pour les années 2014-2020.

4-167-875

Kay Swinburne (ECR), *in writing* . – The need for reduced EU spending remains clear and I am disappointed that this report on the European Parliament's position, voted upon today, does not recognise this. However what is also desperately needed at European level is better spending! As MEP for Wales, I recognise the importance of the European Union's cohesion policy and its structural funding. Yet, these funds will not deliver the growth that they need to, unless they are invested wisely. I hope that in Wales (and across the Member States of the EU) better spending will be the guiding principle going forwards and that new envelopes of EU funding for 2014 and beyond, will focus on investing the money where it is most needed and where it can generate real results.

4-168-000

József Szájer (PPE), *írásban* – „Chief Whip”-ként az én tisztem a néppárti képviselőcsoport szavazási fegyelmének biztosítása, amely abban nyilvánul meg, hogy a plenáris szavazások során a teljes néppárti képviselőcsoport számára én mutatom a követendő álláspontot. A Néppárt célja egy, a közös európai értékeken, hagyományokon és kultúráján alapuló, meghatározó politikai súllyal rendelkező európai egység megteremtése.

Azonban a magyar néppárti képviselőcsoport aktívan dolgozik hazánk érdekeinek előmozdításán, az Európai Parlamentben is saját nemzeti érdekeinket képviseljük, így előfordul, hogy a magyar Fidesz-KDNP delegáció álláspontja eltér a néppárti álláspontról.

Annak érdekében, hogy alelnöki tisztségemből fakadó kötelezettségem miatt ne kerüljek önellentmondásba, azokban az esetekben, amikor a névszerinti, gombnyomós szavazások során a frakció másképpen szavaz, mint a magyar képviselők, akkor közvetlenül nem veszek részt a szavazásban. Vagyis nem nyomom meg a szavazógombot, de feltett kézzel jelzem a néppárti frakciónak a korábban közösen eldöntött szavazási álláspontot.

4-169-000

Marc Tarabella (S&D), *par écrit* . – J'ai voté en faveur de ce budget. Plus particulièrement, je tiens à dire qu'en ce qui concerne l'agriculture, des mesures nécessaires pour parvenir à maîtriser le volume d'engagements restant à liquider sont indispensables pour que la nouvelle période de programmation 2014-2020 s'ouvre dans de bonnes conditions, notamment eu égard à la réduction des crédits de paiement affectés au développement rural prévue dans le PB 2014. J'observe que, bien qu'une augmentation de 0,3 % par rapport à 2013 soit prévue en 2014 pour les crédits consacrés aux paiements directs et aux mesures de marché au titre du Fonds européen agricole de garantie, pour les engagements comme pour les paiements, il faut que la Commission décrive avec précision les mesures pratiques nécessaires pour répondre aux besoins accrus liés à l'introduction progressive des paiements directs chez les douze et à la création du fonds pour les crises agricoles. Je déplore cependant la mise en œuvre du mécanisme de "discipline financière", qui conduira un grand nombre d'agriculteurs dans l'Union à subir une réduction de près de 5 % des paiements directs versés au titre de l'exercice 2014.

4-169-250

Nuno Teixeira (PPE), *por escrito*. – A União Europeia tem definido como prioridades para o orçamento de 2014 o crescimento económico sustentável, a competitividade, a criação de emprego e a luta contra o desemprego dos jovens, bem como o papel da UE no mundo. Voto favoravelmente o presente relatório que visa assegurar políticas que contribuam para solucionar o desemprego entre os jovens, promover a investigação, o desenvolvimento e a inovação, as pequenas e médias empresas (PME) e o empreendedorismo. No entanto, lamento que o Conselho não tenha em linha de conta o acordo sobre o QFP no que diz respeito à disponibilização antecipada dos fundos para os programas Erasmus +, COSME e Horizonte 2020, como também tenha efetuado cortes tanto nas dotações para autorizações como nas dotações para pagamentos em todas as categorias. Gostaria de sublinhar a importância de se evitarem atrasos na implementação do orçamento de 2014, bem como garantir a conclusão bem-sucedida da negociação do Quadro Financeiro Plurianual 2014-2020.

4-169-500

Frank Vanhecke (EFD), *schriftelijk*. – De wijze waarop dit Parlement jaar na jaar meer middelen eist voor de Europese instellingen stoot me bijzonder tegen de borst. Wat reeds onaanvaardbaar was vóór de crisis, is het vandaag des te meer. Onze supranationale instellingen zijn ware belastingparadijzen, bemand door Europese mandarijnen die voor zichzelf niet de regels toepassen die zij anderen opleggen. In alle Europese instellingen wordt belastinggeld met bakken uit het raam gegooid. Vorstelijke lonen, veel te hoge onkostenvergoedingen, nutteloze prestigeprojecten, campagnes die niemand snapt en die nergens voor nodig zijn. We zouden al bij al beschaamd moeten zijn een dergelijke begroting voor te stellen.

4-169-625

Geoffrey Van Orden (ECR), *in writing*. – We fully support the British Prime Minister's efforts to cut the EU budget. It should be cut even further as there is enormous scope for cutting the costs of the European institutions, as revealed by the study by the think-tank New Direction. In this regard, I did not support the amendment referring to the European Parliament's external offices in Member States as it was not strong enough. I believe that all of these offices should be cut.

4-169-687

Derek Vaughan (S&D), *in writing*. – I supported measures in the EU budget that provide vital funding for jobs and growth, research and innovation and the Structural Funds. Making sure that Wales and other UK regions have access to these funds is crucial if we are to reverse some of the damage that has been done by austerity policies. I was disappointed to see that Coalition and UKIP MEPs opposed minimum standards for jobs funded under the Youth Jobs Guarantee. We need to make sure that young people are given all the help possible to find jobs and apprenticeships – this will help to reduce the large numbers of young people currently out of work.

There were aspects of Parliament's position that made it impossible for me to give my full support. These included spending on harmful export refunds in the agriculture sector, subsidies for tobacco and bullfighting and above-inflation increases for some European institutions.

4-169-718

Marie-Christine Vergiat (GUE/NGL), *par écrit*. – Par cette résolution, le Parlement européen cherche à justifier son soi-disant bras de fer avec le Conseil sur les questions budgétaires et notamment sur le budget 2014. Dans ce texte, le Parlement européen tente le grand écart entre la défense des mesures d'austérité et la défense d'un budget qui permette de continuer à mener les différentes politiques communautaires. Le Parlement européen affirme qu'il "ne peut accepter la décision du Conseil de réduire les crédits d'engagement et les crédits de paiement". C'est une affirmation positive à laquelle on ne peut que souscrire. On peut cependant y voir une certaine hypocrisie de la part d'un Parlement européen dont la majorité des membres vote le 6 pack, le 2 pack le semestre européen etc c'est-à-dire tous les éléments de l'arsenal juridique européen visant à imposer des coupes budgétaires et des "réformes structurelles". Dans ce rapport, le Parlement européen s'embourbe dans ses contradictions. J'ai donc préféré m'abstenir.

4-169-750

Angelika Werthmann (ALDE), *in writing*. – I voted in favour of this report, and therefore in favour of the Draft General Budget of the European Union for 2014. It delivers a structured and clear 'big picture' of the EU budget and it takes into consideration all the negotiations and the political agreements made retrospectively, bearing in mind the proposals and opinions of all the EU institutions, and attempting to cover all 'weaknesses' of an EU economy struggling with a financial crisis. Voting in favour of the Draft General Budget means supporting all EU member countries in areas like economic and sustainable growth, competitiveness, unemployment (especially youth unemployment), infrastructure projects, research and innovation, and education (directly linked to youth initiatives and youth unemployment). All EU institutions (especially the Council) should understand that, in order to 'revitalize' the current economic situation, we – the European Union – should act efficiently and with 'financial responsibility'. The current budget (as proposed by the EP) reflects a balance between commitments and payments. There should be no repeat of the situation of the EU being unable to meet its legal obligations.

4-170-000

Iva Zanichchi (PPE), *per iscritto*. – È arrivato il momento di invertire la rotta, anche perché la situazione in alcuni paesi di questa Europa che viaggia a due velocità è oramai critica.

Il rilancio del comparto industriale, una maggiore competitività, gli investimenti nella tecnologia e nell'innovazione devono essere la base per ripartire e soprattutto per restituire ai cittadini europei, e in particolar modo ai giovani, la fiducia nel futuro.

Per queste ragioni ho espresso il mio voto favorevole al progetto di bilancio votato quest'oggi auspicando fortemente che possa indicare la direzione che le politiche europee dovranno seguire nei prossimi anni per uscire dalla crisi.

4-170-500

Inês Cristina Zuber (GUE/NGL), *por escrito*. – As alterações agora introduzidas pela maioria à proposta de orçamento para 2014 não foram muito além do restabelecimento dos montantes inicialmente propostos pela Comissão Europeia. As (más) prioridades políticas são confirmadas. Veja-se o exemplo do combate ao desemprego entre os jovens. A maioria do Parlamento afirmava e afirma, demagogicamente, que se trata de uma prioridade. Os deputados do PCP apresentaram uma proposta de alteração à Iniciativa para

o Emprego dos Jovens, no âmbito do Fundo Social Europeu (FSE), defendendo o aumento desta rubrica em mais de 1 500 milhões de euros. A proposta definia como objetivo central o financiamento específico da criação de emprego com direitos para os jovens e que estas verbas não poderiam em caso algum financiar empresas públicas ou privadas, ou mesmo serviços públicos, no estabelecimento de contratos precários, estágios não remunerados e a substituição de trabalhadores com vínculo permanente por outros com vínculo precário ou por estágios profissionais. A maioria votou contra. Na retórica, defendem o combate ao desemprego juvenil mas, na prática, rejeitam a mobilização de mais fundos para atenuar a verdadeira chaga social que é hoje o desemprego dos jovens.

13.3. Wissen über die Weltmeere 2020 (A7-0295/2013 - Maria do Céu Patrão Neves)

4-172-000

Mündliche Erklärungen zur Abstimmung

4-173-000

Seán Kelly (PPE). - A Uachtaráin, is dóigh liom go bhfuil an t-ábhar seo an-tábhachtach go háirithe i dtaobh comhludair atá ag brath ar an bhfarraige dá ngairm bheatha. Tá a lán díobh siúd i mo cheantar féin.

Dá bhrí sin, tá sé an-tábhachtach go mbeadh eolas cinnte againn bunaithe ar eolaíocht agus taighde; go mbeadh muid in ann acmhainní na farraige a úsáid i gceart; agus go háirithe cosaint a thabhairt do na héisc agus don áit ina bhfuil siad á mbreith i dtreo agus nach gcuirfimid isteach orthu. Is é atá i gceist leis seo ná mapa a dhéanamh de leaba na farraige, agus caithfear é sin a dhéanamh ar dtús sular féidir linn dul ar aghaidh agus na hacmhainní atá faoi bhun na farraige a úsáid.

Tá an-seans go deo againn jabanna a chruthú trasna na hEorpa ar fad agus feictear é sin sna tuarascálacha go léir atá againn. Ach sular féidir é sin a dhéanamh, caithfimid a bheith cinnte faoi cad a tharlóidh do na héisc agus don chomhshaol nuair a thugaimid faoin obair seo.

4-174-000

Schriftliche Erklärungen zur Abstimmung

4-174-500

Luís Paulo Alves (S&D), *por escrito.* – Aprovo o presente Relatório, tendo em consideração o Livro Verde sobre o *Conhecimento do Meio Marinho 2020 – Da cartografia dos fundos marinhos à previsão oceanográfica*, integrado na promoção, desenvolvimento e expansão da *Economia Azul*. Esta iniciativa serve os propósitos da *Estratégia Europa 2020* no respeitante ao mar, ao associar o conhecimento e a inovação tecnológica, a utilização sustentável dos recursos, a competitividade e a criação de emprego, em prol de um crescimento inteligente, sustentável e inclusivo. Para a prossecução deste objetivo, pretende elaborar-se um mapa digital multirresoluções contínuo dos fundos marinhos europeus até 2020. Sem subestimar a importância de uma visão holística dos oceanos, mas sendo impossível abarcar todas as temáticas do Livro Verde devido à sua abrangência e multidisciplinaridade, o presente relatório opta por analisar como o setor das pescas poderá ser integrado neste novo contexto, como poderá contribuir e como poderá beneficiar do *Conhecimento do Meio Marinho 2020*.

4-175-000

Elena Oana Antonescu (PPE), *în scris*. – Impulsionarea procesului de cercetare științifică a arealului marin, respectiv oceanic, poate oferi decidenților naționali și europeni datele necesare pentru consolidarea „economiei albastre”. Aceasta este elementul esențial al atingerii obiectivelor statuate de dimensiunea maritimă a Strategiei „Europa 2020”. Totodată, aceste informații, pe care procesul de cercetare și de cunoaștere le poate releva, sunt utile pentru fundamentarea unor politici capabile să creeze premisele dezvoltării durabile a economiilor și societăților europene, care depind de spațiul marin – ca resursă economică, ca mijloc de transport și de comerț internațional, ca sursă importantă în alimentația publică. În același timp, colectarea de date cu privire la acest areal este extrem de importantă pentru industria pescuitului, o industrie de care depinde atât viabilitatea economiilor regionale europene, cât și prezervarea modului de viață al comunităților costiere din UE. O cunoaștere mai profundă a mediului marin poate oferi argumente pentru dezvoltarea industriei pescuitului, precum și pentru conservarea eficientă a biosferei și a biodiversității.

4-175-250

Sophie Auconie (PPE), *par écrit*. – Ce rapport constitue l'aboutissement du livre vert de la Commission européenne appelant à renforcer notre connaissance du milieu marin d'ici 2020. Le but est ici de profiter au maximum des nouvelles technologies disponibles afin de dresser l'état des lieux le plus exhaustif des ressources naturelles et du milieu marin dans son ensemble. J'ai voté en faveur de rapport, persuadée que c'est en étant mieux informés que nous pourrions mieux protéger le milieu marin.

4-175-500

Zigmantas Balčytis (S&D), *raštu*. – Balsavau už šį siūlymą. Komisija 2012 m. pateikė Žaliąją knygą „Žinios apie jūrą 2020 m. – nuo jūros dugno kartografavimo iki procesų vandenynuose numatymo“, kuria siekiama prisidėti prie „mėlynosios ekonomikos“ skatinimo, vystymo ir plėtros. Mėlynoji ekonomika“ yra labai svarbi įgyvendinant strategijoje „Europa 2020“ nustatytus tikslus su jūra susijusiose srityse, ypač derinant žinias ir technologines naujoves, tvarų išteklių naudojimą, konkurencingumą ir darbo vietų kūrimą siekiant pažangaus, tvaraus ir integracinio augimo. Iki 2020 m. būtų parengtas vientisas kintamosios skiriamosios gebos skaitmeninis Europos vandenų jūros dugno žemėlapis, kuriuo informacija, susijusi su vandenynais, būtų prieinama įvairioms suinteresuotosioms šalims. Pritariu EP pozicijai, jog labai svarbu užtikrinti visų su šiuo tikslu susijusių duomenų surinkimą, apdorojimą bei saugojimą, bei užtikrinti duomenų patikimumą standartizuojant jų kokybę bei nustatant duomenų rinkimo ir apdorojimo procedūras ir formata.

4-175-656

Слави Бинев (EFD), *в писмена форма*. – Приветствам доклада на г-жа Невеш за подобряване на картографирането на морското дъно за целите на рибарството с презумпцията, че за постигането на целите на „Стратегия – Европа 2020“ познанията за морската среда са от съществено значение, а основен фактор за реализацията на стратегията е развитието на „синята икономика“. Според мен, чрез този амбициозен и широкообхватен проект може да се постигне значително подобрене в области свързани с морето, като същевременно се съчетаят доста други приоритети за развитието на „синята икономика“, чиито предимства и ползи за ЕС са неоспорим факт.

4-175-687

Vilija Blinkevičiūtė (S&D), *raštu*. – Balsavau dėl šio pranešimo, kadangi žinios apie jūrų aplinką nepaprastai svarbios norint skatinti, vystyti ir plėsti „mėlynąją ekonomiką“ – strategijos „Europa 2020“ jūrinį aspektą, siejantį technines inovacijas, tausų išteklių naudojimą, konkurencingumą ir darbo vietų kūrimą. Svarbu yra užtikrinti, kad būtų prieinamos didelės turimų duomenų apie jūrų aplinką Europoje atsargos ir kad šiuos duomenis būtų lengva gauti, siekiant užtikrinti kuo didesnius išteklius ir skatinti vystymąsi, inovacijas ir darbo vietų kūrimą jūrų ir laivybos sektoriuose. Žuvininkystė – viena iš pagrindinių jūrų aplinkoje žmogaus vykdomos veiklos sričių, kurios pagalba apsirūpinama maisto prekėmis ir kuri be galo svarbi, ypač kai kurioms pakrančių bendruomenėms, ir todėl tai esminis integruotos jūrų politikos elementas, tačiau kartu tai yra ir sektorius, kurį labiausiai paveikė daugybė naudojimosi jūrų aplinka būdų ir įvairi joje vykdoma veikla, todėl užtikrinus didesnę informacijos apie žvejybos veiklą prieinamumą gali būti paskatinta verstis ne tik aplinkos, bet ir ekonominiu ir socialiniu aspektais tausesne žvejybos praktika. Būtent iniciatyva „Žinios apie jūrą 2020 m.“ leido pradėti keistis idėjomis šiuo klausimu ir surengti viešas konsultacijas, skirtas nuomonėms dėl galimybių ir iššūkių, susijusių su prieiga prie informacijos apie jūrų stebėseną Europoje.

4-175-750

John Bufton (EFD), *in writing*. – I voted against this report as my party believes that the potential merits of seabed mapping are far outweighed by the negative effects associated with the EU gaining more control over the sea and seabed.

4-175-875

Alain Cadec (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur du rapport d'initiative Patrão Neves exposant la nécessité d'institutionnaliser un réseau européen d'observation et de transmission des données du milieu marin (EMODNET). A l'échelon européen, parvenir à une cartographie numérique des fonds marins habiliterait une meilleure gestion des ressources halieutiques. Par une collaboration étroite entre les Etats-membres de l'Union, et donc par une diffusion large de la connaissance sur le milieu marin, ce rapport se situe dans la droite ligne des objectifs fixés par la nouvelle politique commune de la pêche, et de son volet financier, le Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche.

4-175-937

Maria Da Graça Carvalho (PPE), *por escrito*. – Congratulo-me com o relatório hoje aprovado sobre o Fundo Europeu dos Assuntos Marítimos e da Pesca (FEAMP) para 2014-2020 com um orçamento de 6,5 mil milhões de euros. Este fundo permitirá ajudar os pescadores a cumprir as regras da nova Política Comum das Pescas. O FEAMP deverá financiar medidas para melhorar a segurança e as condições de trabalho, a formação profissional, a inovação, a recolha de dados, as infraestruturas dos portos e apoiar o desenvolvimento da pesca costeira e de pequena escala. O fundo prevê também incentivos para os jovens pescadores.

4-175-968

Lara Comi (PPE), *per iscritto*. – "Conosci te stesso", diceva Socrate. Su questo principio è basata la relazione d'iniziativa per la quale ho espresso il mio voto a favore. Una maggiore e migliore conoscenza degli oceani non può che portarci a sfruttarne meglio le risorse, nel senso di proteggere quanto c'è di scarso e di utilizzare ciò che invece scarseggia sulle terre

emerge. La storia dell'uomo ha fatto progressi grazie alla conoscenza, e aggiungerne non può che farci bene.

4-177-000

Vasilica Viorica Dăncilă (S&D), *în scris*. – Consider că trebuie elaborată, până în 2020, o hartă digitală multi-rezoluție continuă a fundului mărilor și oceanelor europene, pentru îndeplinirea obiectivelor Strategiei Europa 2020.

4-177-250

Rachida Dati (PPE), *par écrit*. – Pour s'impliquer dans l'établissement d'une pêche durable, il faut mieux récolter, transmettre et autant que possible centraliser les données sur les fonds marins d'ici 2020. Actuellement détenues par un grand nombre de parties prenantes, il est essentiel d'en avoir une maîtrise globale et d'en faciliter l'accès au public. L'objectif, c'est de faire concorder deux piliers fondamentaux de notre action: la sensibilisation des Européens et la protection de notre environnement marin, au bénéfice de l'économie, des Européens, des pêcheurs et de l'environnement.

4-176-000

Christine De Veyrac (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur de ce texte qui permettra de stimuler le projet ambitieux, proposé par la Commission européenne, qu'est l'élaboration d'une cartographie numérique accessible et durable des fonds marins européens. Il est important de collaborer avec les États membres pour recenser les moyens et les mécanismes disponibles afin de développer notre connaissance du milieu marin dans l'intérêt de l'industrie, des pouvoirs publics, des chercheurs et de la société. Renforcer notre connaissance du milieu marin constitue une avancée dans le projet de l'Union européenne consistant à favoriser la croissance d'une "économie bleue" durable et génératrice d'emplois dans les secteurs marin et maritime. Ceci renforcera notre compétitivité et l'efficacité de notre industrie dans ces domaines.

4-177-500

Diane Dodds (NI), *in writing*. – The Agri-food and Biosciences Institute (AFBI) has been working extensively on mapping the seabed around Northern Ireland and today has some of the most detailed maps available anywhere. Around two years ago AFBI was approached by representatives of the Northern Ireland fishing industry who were conscious that, with the onset of a variety of challenges most notably in respect of marine spatial planning, marine protected areas and offshore renewable energy projects, there was a need to assimilate all the available information to create a database or map that could visually demonstrate the importance of the marine environment to fishermen. This joint project has already had positive results for fishermen, one of them being to demonstrate the importance of key fishing habitats and zones where proposals for the development of offshore energy projects are being pursued. When fishermen can visually demonstrate the impacts of various offshore projects and marine policies in terms of the displacement of their activities, as well as the effects on the environment on which they depend, this kind of collaboration becomes an important tool.

4-177-625

Jill Evans (Verts/ALE), *in writing*. – I voted in favour of this report that focuses on the importance of incorporating fisheries data into the Marine Knowledge seabed mapping

and ocean forecasting green paper. It is very important for the Welsh fishing industry that accurate data, directly sourced from these industries, are used when creating marine policy.

4-177-750

Diogo Feio (PPE), *por escrito*. – Assim como há já muitos séculos se descobriram, percorreram e cartografaram os caminhos da superfície marítima, também hoje se demonstra a necessidade de realizar esforço semelhante quanto ao meio marinho e de melhorar e enriquecer o mapeamento já existente. Ao contrário desses tempos em que os navegadores se regiam primeiramente por lealdades nacionais e promoviam políticas de segredo, o tempo que hoje vivemos aconselha não apenas a partilha de informações como o trabalho profundo de parceria entre os principais atores e interessados. A sustentabilidade do setor pesqueiro beneficiará amplamente desse estímulo integrador de conhecimentos. A sua participação neste processo é essencial para que sejam efetivamente coligidos dados que se encontram dispersos e detetadas potencialidades e ameaças que impendem sobre o meio marinho e a própria atividade piscatória. Saúdo a Colega Maria do Céu Patrão Neves pela qualidade do seu relatório.

4-177-875

João Ferreira (GUE/NGL), *por escrito*. – Este relatório surge na sequência de um Livro Verde da Comissão Europeia sobre a temática do conhecimento do meio marinho. Discordamos dos objetivos que inspiram muitos destes documentos – de promoção da proclamada *economia azul*. Todavia, este relatório avança com questões, preocupações e recomendações pertinentes, que na generalidade subscrevemos. A preocupação geral é a da necessidade de melhoria do conhecimento sobre o meio marinho. A relatora centra-se preferencialmente no domínio das pescas, abordando questões como o tipo de dados e de fontes, o papel das organizações internacionais e do setor, incluindo os segmentos da pesca de pequena escala, a disponibilidade dos dados, o financiamento da recolha destes dados, o papel das autoridades nacionais e da cooperação internacional. Em geral, a abordagem da relatora parece-nos correta e pertinente, para além de suficientemente abrangente. O relatório é um contributo útil para o aprofundamento da discussão de uma temática que carece de avanços na discussão e na concretização de medidas que permitam superar as evidentes lacunas hoje existentes. Votámos favoravelmente.

4-178-000

Monika Flašíková Beňová (S&D), *písomne*. – Európska komisia v auguste minulého roka predstavila Zelenú knihu: Poznatky o mori 2020 – od mapovania morského dna k oceánskym prognózam ako súčasť propagácie, rozvoja a rozširovania modrého hospodárstva. Jedným z hlavných zámerov je vytvorenie digitálnej mapy morského dna európskych morí s viacúrovňovým rozlíšením do roku 2020. Množstvu záujemcov tak bude možné sprístupniť rozsiahle údaje spadajúce pod problematiku poznatkov o mori. EU poskytne pomoc prostredníctvom spoločného strategického rámca na štrukturálne financovanie, vrátane Európskeho fondu pre námorné otázky a rybné hospodárstvo. Na to, aby vytýčený cieľ v rámci danej problematiky mohol byť skutočne naplnený, je ale dôležité a potrebné úsilie členských štátov i súkromného sektora.

4-178-125

Elisabetta Gardini (PPE), *per iscritto*. – Partiamo dal presupposto che tutto ciò che può portare dei benefici al comparto della pesca è ben accetto. La Commissione Europea si è

fatta promotrice di una serie di iniziative volte a incentivare l'innovazione tecnologica, l'utilizzo sostenibile delle risorse, la competitività e la creazione di occupazione nell'ambito dell'"economia blu". In questo contesto è stata giustamente prevista la predisposizione, entro il 2020, di una mappa digitale multirisoluzione continua dei fondali marini delle acque europee. Questo permetterà di rendere disponibili tutta una serie di dati a una grande varietà di *stakeholders* pubblici e privati. Un ottimo segnale da parte dell'Europa.

4-178-250

Marian Harkin (ALDE), *in writing*. – This is a very good report which explores the possibilities and the potential of the blue economy. The context of this is the digital mapping of the seabed of European waters, the results of which will be produced by 2020. We are expecting a policy paper from the Commission in early 2014 on the blue economy, and once we have the knowledge we can then use the seabed maps to tap the potential of the oceans in a sustainable way.

The report also looks at all of this potential with a view to promoting sustainable fisheries and, in the context of our vote on the Common Fisheries Policy, it is a visionary report. It offers the potential to do everything from protecting spawning grounds to indicating the best type of gear with which to fish.

4-178-500

Jim Higgins (PPE), *i scríbhinn*. – Vótáil mé ar son na tuarascála seo mar feictear domsa go bhfuil sé an-tábhachtach i gcomhthéacs Straitéis Mhuirí 2020. Tá eolaíocht, teicneolaíocht agus nuálaíocht ríthábhachtach maidir lenár ndul chun cinn geilleagrach agus sóisialta.

I saol atá ag éirí níos domhandaithe, aithnítear go bhfuil leibhéal arda infheistíochta sa taighde agus sa nuálaíocht ríthábhachtach le haghaidh acmhainn iomaíochta gheilleagrach agus nuálaíochtaí a tháirgeadh i réimsí ar nós cúram sláinte agus teicneolaíochtaí comhshaoil a chuireann feabhas inláimhsithe ar chaighdeán ár mbeatha.

Is féidir linn dul chun cinn a dhéanamh trí pháirtnéireachtaí láidre idir tionscal agus taighde, trí fhórsa oibre oilte agus trí chumas straitéiseach a fhreagraíonn do mhargaí agus don teicneolaíocht. Tá obair iontach déanta ag Bean Patrão Neves, agus ba mhaith liom mo bhuíochas a chur in iúl di.

4-179-000

Juozas Imbrasas (EFD), *raštu*. – Pritariau pasiūlymui, nes yra būtina skirti pakankamą dėmesį duomenų apie žuvininkystę telkimo, kartografavimo ir sklaidos svarbai bei šių duomenų naudingumui ir praktiniam pritaikymui. Reikia skatinti galimybę kaupti duomenis ir suteikti galimybę jais naudotis, užtikrinti veiksmingą duomenų kaupimą ir telkimą bei neabejotinai gauti naudos iš šių duomenų apdorojimo ir aiškinimo. Iki 2020 m. turėtų būti parengtas vientisas kintamosios skiriamosios gebos skaitmeninis Europos vandens jūros dugno žemėlapis. Skaitmeninis žemėlapis apims įvairias sritis, įskaitant informaciją apie jūros dugno topografiją, geologiją, buveines ir ekosistemas bei žmogaus veiklą. Jūros kartografavimas yra būtinas bet kokių išteklių saugiai gavybai. Nors Lietuvos akvatorija nėra didelė, jos kartografinis iširtumas yra menkas – atliktas kartografavimas 1:200 000 masteliu ir tik akvatorijos dalis tarp Klaipėdos ir Šventosios kartografuota 1:50 000 masteliu. Čia sudaryti akvatorijos valstybiniai geologiniai žemėlapiai yra skirti panaudoti sprendžiant pajūrio bei įjūrio industrijos problemas, tenkinant krašto ekonominės zonos apsaugas,

žuvininkystės, laivavedybos bei kitas gamtosaugos ir gamtonaudos reikmes. Dėl lėšų stokos, deja, kartografavimas yra nutrūkęs. Taigi, tikėtina kad pateiktas pranešimas paskatins tokių darbų plėtrą. Beje, galimas postūmis ir angliavandenilių darbų sektoriuje, tam reikės išsamaus poveikio aplinkai vertinimo, o tai savo ruožtu galima padaryti tik turint kartografavimo duomenis.

4-179-500

Philippe Juvin (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur du rapport de ma collègue Mario do Ceu Patrao Neves, qui indique de quelle manière le secteur de la pêche pourrait contribuer et profiter du projet de carte sous-marine digitale européenne devant être réalisé d'ici 2020. Le rapport se concentre sur l'importance de mettre en commun les informations et de les disséminer, tout en s'assurant de la validité des sources et de la bonne disponibilité des données. Je me félicite de l'adoption de ce rapport.

4-179-750

Giovanni La Via (PPE), *per iscritto*. – Conoscere l'ambiente marino è di fondamentale importanza per promuovere e sviluppare l'"economia blu" e ampliare le conoscenze oceanografiche favorendo, inoltre, il conseguimento degli obiettivi della "strategia Europa 2020" per quanto riguarda il mare. Il miglioramento della conoscenza oceanografica, attraverso l'ottenimento di una mappa digitale multirisoluzione continua dei fondali marini europei favorirà l'utilizzo delle risorse per una crescita sostenibile, mirata e inclusiva per tutti gli attori quali enti pubblici e il settore industriale, di istruzione e di ricerca.

4-179-875

Agnès Le Brun (PPE), *par écrit*. – Le Parlement européen a adopté un rapport en réponse au projet de la Commission européenne de mettre en place une Carte digitale des fonds marins européens d'ici à 2020. Le rapport souligne l'importance de rassembler et de diffuser des données sur les fonds marins, qui sont actuellement détenues par une multitude d'instituts, de façon dispersée et fragmentée. L'Union européenne doit permettre à un large public d'accéder à ces données afin d'encourager la préservation des ressources, l'innovation et la création d'emplois dans les secteurs marins et maritimes. Cette carte contiendra des informations relatives aux activités de pêche, notamment les zones sujettes à une plus grande intensité de pêche, les espèces pêchées et les volumes des captures. J'ai voté en faveur de ce texte car je considère que l'obtention d'informations plus précises sur les fonds marins nous permettra de mieux gérer les ressources halieutiques et de mieux préserver les écosystèmes marins fragilisés.

4-180-000

Véronique Mathieu Houillon (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur du rapport sur la connaissance du milieu marin 2020 suite à la communication de la Commission européenne qui souligne la nécessité de libérer le potentiel économique des observations du milieu marin afin de favoriser une croissance économique durable et génératrice d'emplois. La question du traitement des données et de leur utilisation est importante pour élaborer un outil efficace, les données devraient être standardisées et contrôlées pour une utilisation efficace.

4-181-000

Jean-Luc Mélenchon (GUE/NGL), *par écrit*. – Ce rapport propose de créer une cartographie des fonds marins européens en regroupant des données jusqu'ici éclatées et des disciplines qui n'échangent pas ou peu. Cela permettra une meilleure connaissance des milieux marins et de la ressource halieutique, nécessaire pour une meilleure protection de l'écosystème en général et des zones vulnérables en particulier. Cette cartographie sera publique. L'apport considérable d'internet dans la diffusion et le partage des connaissances n'est plus à démontrer. La collecte, la synthèse et la mise en réseau des données scientifiques et de pêche que promet ce rapport est une démarche que je soutiens. Cependant, comme souvent avec la Commission, il y a loin de la coupe aux lèvres entre les intentions et les applications. Pour l'heure, l'urgence est à la constitution d'un fichier européen des navires de pêche et à l'amélioration du contrôle des déclarations de capture de chaque État membre. Sans quoi, les pêcheurs des États qui respectent les déclarations seront pénalisés au profit des pêcheurs et des États qui dissimulent leurs prélèvements. Cette réserve ne m'empêche pas de voter pour ce qui restera une avancée de la connaissance.

4-181-250

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. – Este relatório vem defender a disponibilização de dados da pesca para serem integrados num mapa digital multirresoluções dos fundos marinhos até 2020, e que o mesmo deve ser devidamente incentivada e apoiada pela UE. A criação de um mapa digital multirresoluções contínuo dos fundos marinhos europeus até 2020 visa disponibilizar informação sobre os oceanos a uma multiplicidade de interessados das entidades públicas, da indústria, do ensino, da investigação e da sociedade civil. O conhecimento do meio marinho é fundamental para a promoção, desenvolvimento e expansão da *Economia Azul*, que representa a dimensão marítima da Estratégia Europa 2020, ao associar o conhecimento e a inovação tecnológica, a utilização sustentável dos recursos, a competitividade e a criação de emprego em prol de um crescimento inteligente, sustentável e inclusivo. Daí o meu voto favorável

4-181-500

Roberta Metsola (PPE), *in writing*. – I have voted in favour of this report as I recognise the importance and usefulness of pooling, mapping, and disseminating fisheries data, which is essential for the fisheries sector to continue to grow.

4-181-625

Willy Meyer (GUE/NGL), *por escrito*. – He votado a favor del presente informe debido a que trata de afrontar una histórica escasez de datos comparables en el sector, que permitan analizar la realidad del sector en los diferentes Estados miembros. El informe incluye aspectos indispensables para la correcta recolección y puesta en común de los datos; también trata de involucrar a los pequeños pescadores en la toma de datos. De esta forma se reconoce la multifuncionalidad de la actividad pesquera y se impulsa la financiación de actividades que sirvan para la recolección de datos. El informe insta a la responsabilidad de los Estados miembros en tomar de forma adecuada datos e información sobre sus recursos pesqueros y someterlos a protocolos que permitan comparar esos datos con los de los demás Estados miembros. Por ello he votado a favor del presente informe.

4-181-750

Louis Michel (ALDE), *par écrit*. – Suite à la proposition de la commission sur les milieux marins, le rapport Neves a mis en avant la cartographie du milieu marin au profit de la pêche. C'est en effet un instrument essentiel si l'on veut faire du secteur de la pêche un secteur durable, profitable et écologique. Il est dès lors important d'utiliser et exploiter, grâce à l'échange, la collecte de données. Beaucoup d'organismes privés et publics détiennent des données concernant la pêche qui devraient être insérés dans ces cartographies grâce à des mécanismes de compatibilité et d'interopérabilité. Il est dès lors crucial de favoriser la coordination et la coopération au sein de l'Union. Il faudra toutefois rester attentif à ce que la confidentialité de ces données et la protection des intérêts commerciaux soient garanties.

4-181-812

Alexander Mirsky (S&D), *in writing*. – This report is focused on the importance and usefulness of pooling, mapping and disseminating fisheries data within the wider 'Marine Knowledge 2020' initiative, with particular reference to the following key points: information sources and types of data; how to achieve data availability; how to compile and pool data effectively; and how to benefit from the processing and interpretation of data. I agree with the rapporteur's line and call for the identification and establishment of fish recovery areas and marine protected areas in order to ensure vulnerable marine ecosystems are protected. I have confidence in the importance of the precautionary approach and the need to have aggregated data publicly available. I am in favour.

4-181-875

Andreas Mölzer (NI), *schriftlich*. – Von 2000 bis 2010 haben 2.700 Wissenschaftler aus 80 Nationen eine Untersuchung der Meere, den „Census of Marine Life“ vorgenommen. In dieser Art „Volkszählung“ in den Ozeanen identifizierten sie 120.000 verschiedene Arten, darunter 1.200 bis dato unbekannte. Die Wissenschaftler schätzten das Vorhandensein von etwa einer Million höherer Lebensformen und einer Milliarde Mikrobenarten. Eine Kartierung des Meeresbodens würde vermutlich einen schweren Eingriff für dieses über Jahrtausende gewachsene Ökosystem bedeuten, dessen Erhaltung, auch in Hinblick auf das Weltklima, es unbedingt zu fördern gilt. Da zu befürchten steht, dass die Kartierung auch der Erkundung von Rohstoffen wie Erdgas oder Erdöl dient und dies dann eine Förderung nach sich ziehen könnte, ist es fraglich, ob die Kartierung nicht der erste Schritt für die sukzessive Zerstörung dieses Lebensraumes bedeuten würde. Da in dem Bericht darauf überhaupt nicht eingegangen wird, habe ich mich meiner Stimme enthalten.

4-181-937

Tiziano Motti (PPE), *per iscritto*. – La conoscenza dell'ambiente marino è fondamentale per promuovere, sviluppare e ampliare l'«economia blu», che rappresenta la componente marittima della strategia "Europa 2020", associando conoscenze e innovazione tecnologica, utilizzo sostenibile delle risorse, competitività e creazione di posti di lavoro per una crescita intelligente, sostenibile e inclusiva. Può essere una risorsa, ma anche un ostacolo, la molteplicità di enti pubblici e privati in possesso di dati sull'attività alieutica nell'UE. Questi dati possono essere integrati nella mappa digitale multirisoluzione dei fondali marini, a disposizione del pubblico. Un'iniziativa ambiziosa come «Conoscenze oceanografiche 2020», caratterizzata da un'ampia portata e da un carattere multidisciplinare, integrata da informazioni alieutiche nella forma desiderata, implica certamente l'esigenza di un piano

di azione specifico che definisca obiettivi per il medio e il lungo termine, nell'ambito di uno sforzo concertato da parte dell'UE e degli Stati membri.

4-182-000

Rareș-Lucian Niculescu (PPE), *în scris*. – Am votat în favoarea raportului, însă consider că transpunerea în practică a ideilor cuprinse în acesta face necesară o mai bună cooperare cu statele terțe. Or, în acest domeniu, activitatea Comisiei este deficitară, în domeniul pescuitului existând multe tensiuni.

4-182-500

Antigoni Papadopoulou (S&D), *in writing*. – National data do not tell us all we need to know about the seas as a global system connected by shifting winds, seasonal currents and migrating species. Consequently, integrating different national and local systems into a coherent whole, at European level, is essential. Marine Knowledge 2020 brings together marine data from different sources with the aim of improving our understanding of how the seas behave. By helping public authorities and researchers to find the data and make more effective use of it, the industry will be able to develop new products and services. At the same time, we need to ensure vulnerable marine ecosystems are protected by establishing fish recovery and marine protected areas.

4-183-000

Γεώργιος Παπανικολάου (PPE), *γραφτώς*. – Η παρούσα έκθεση ίδιας πρωτοβουλίας, την οποία και υπερψήφισα, αποτελεί συνέχεια της Πράσινης Βίβλου με τίτλο «Γνώσεις για τη θάλασσα το 2020: από τη χαρτογράφηση του βυθού στις ωκεάνιες προβλέψεις» που εξέδωσε η Επιτροπή πριν ένα περίπου χρόνο. Αποσκοπεί στην κατάθεση προτάσεων για την χαρτογράφηση και την διάδοση δεδομένων σχετικά με την αλιευτική δραστηριότητα στην Ευρώπη. Η Ελλάδα, χώρα ναυτική με αυξημένη αλιευτική δραστηριότητα, ενδιαφέρεται ιδιαίτερα για την όσο το δυνατόν γρηγορότερη υλοποίηση του στόχου δημιουργίας ψηφιακού χάρτη του θαλάσσιου βυθού των ευρωπαϊκών υδάτων, που πρέπει να έχει ολοκληρωθεί έως το 2020. Πρόκειται για φιλόδοξο εγχείρημα, το οποίο εξαρτάται από πολλούς παράγοντες (ινστιτούτα, ακαδημαϊκή έρευνα, χρήση υψηλής τεχνολογίας) και αυξημένους πόρους, και του οποίου τα αποτελέσματα θα προσφέρουν πολύτιμες πληροφορίες για τον θαλάσσιο πλούτο και της χώρας μας (επάρκεια αλιευτικών αποθεμάτων κτλ).

4-183-500

Aldo Patriciello (PPE), *in writing*. – In order to promote the 'blue economy' in Europe, the Commission submitted the Green Paper on 'Marine Knowledge 2020: from seabed mapping to ocean forecasting'. This forms part of the action to meet the targets of the Europe 2020 Strategy, particularly in combining knowledge and technological innovation, sustainable use of resources, competitiveness and job creation to achieve smart, sustainable, and inclusive growth in the marine and fisheries sector. In view of the importance of the fisheries data in the Marine Knowledge 2020 initiative, I voted in favour of this proposal.

4-184-000

Crescenzo Rivellini (PPE), *per iscritto*. – Oggi è stata votata in plenaria la relazione della collega Neves sulle conoscenze oceanografiche.

Risulta importante, anche sulla scia del Libro verde presentato dalla Commissione dal titolo "Conoscenze oceanografiche 2020: dalla mappatura dei fondali marini alle previsioni oceanografiche", contribuire a conseguire gli obiettivi della "strategia Europa 2020" per quanto riguarda il mare, associando conoscenze e innovazione tecnologica, utilizzo sostenibile delle risorse, competitività e creazione di occupazione per una crescita intelligente, sostenibile e inclusiva.

A tal fine concordo con la relatrice sul fatto che occorre predisporre entro il 2020 una mappa digitale che possa dare una risoluzione continua dei fondali marini delle acque europee. Tale ampio ed ambizioso progetto multidisciplinare è volto a divulgare le informazioni a numerosi attori interessati dai dati oceanografici, anche relativamente all'attività alieutica riservando particolare attenzione a tematiche fondamentali quali fonti di informazione e tipologie di dati; promozione della raccolta e della disponibilità dei dati; garanzia dell'efficace elaborazione e messa in rete dei dati; analisi del vantaggio tratto dall'elaborazione e dall'interpretazione dei dati.

4-184-500

Raül Romeva i Rueda (Verts/ALE), *in writing* . – In favour. In August 2012 the Commission submitted the Green Paper on 'Marine Knowledge 2020: from seabed mapping to ocean forecasting', as part of the action being taken to promote, develop, and expand the 'blue economy'. The blue economy will serve to meet the Europe 2020 Strategy's targets as regards the sea, combining knowledge and technological innovation, sustainable use of resources, competitiveness and job creation to achieve smart, sustainable, and inclusive growth. With that end in view, a seamless multi-resolution digital seabed map of European waters is to be produced by 2020. This is an ambitious, wide-ranging, multidisciplinary project intended to make information available to a wide variety of stakeholders interested in ocean data, whether representing public bodies, industry, education, research or civil society. Digital mapping of this kind encompasses several areas, including information on seabed topography, geology, habitats and ecosystems, and on human activities. Data will record the physical, chemical and biological state of the overlying water column, and oceanographic forecasts will be made.

4-184-625

Sergio Paolo Francesco Silvestris (PPE), *per iscritto* . – Nel mese di agosto 2012, la Commissione europea ha presentato il Libro verde dal titolo "Conoscenze oceanografiche 2020: dalla mappatura dei fondali marini alle previsioni oceanografiche", nell'ambito degli interventi adottati al fine di promuovere, sviluppare e ampliare "l'economia blu". L'economia blu è un modello di business a livello globale dedicato alla creazione di un ecosistema sostenibile, il cui obiettivo principale è lo sviluppo sostenibile, una forma di sviluppo che non ostacola le possibilità di crescita delle generazioni future, avendo cura del patrimonio e delle riserve naturali esauribili. Non si tratta quindi di un blocco della crescita, bensì della crescita economica rispettosa dell'ambiente e dei suoi limiti; esso sarà parte integrante della "strategia Europa 2020" per quanto riguarda il mare, associando conoscenze e innovazione tecnologica, utilizzo sostenibile delle risorse, competitività e creazione di occupazione per una crescita intelligente, sostenibile e inclusiva. Per raggiungere quest'obiettivo occorre predisporre entro il 2020 una mappa digitale multi risoluzione continua dei fondali marini delle acque europee. Esprimo il mio voto favorevole alla realizzazione di una mappatura digitale dei fondali marini, in modo da creare un sistema d'informazioni coerente e accessibile a tutti.

4-184-687

Dubravka Šuica (PPE), *napisan*. – Dovoljno je pogledati kartu Europe da bismo postali svjesni enormnog potencijala mora i oceana koji oplakuju naš kontinent. Taj potencijal nije u dovoljnoj mjeri iskorišten, stoga je Komisija u Zelenoj knjizi naslova „Znanje o moru 2020.” predstavila viziju realizacije „plavog gospodarstva” koje će se temeljiti na racionalnoj upotrebi resursa. „Plavo gospodarstvo” je komplementarno ciljevima strategije „Europa 2020.” jer se bazira na znanju, tehnološkim inovacijama, adekvatnom korištenju resursa i stvaranju novih radnih mjesta. Da bi spomenuta vizija u potpunosti zaživjela, potrebno je izraditi višerezolucijsku digitalnu kartu morskog dna. Riječ je o vrlo kompleksnom projektu koji bi pružio informacije širokom spektru zainteresiranih skupina. Kartiranje morskog dna će odrediti osjetljive biogeografske zone i uspostaviti zone zaštićenih morskih područja kako bi se osigurala zaštita ugroženih ekosustava. Stoga je potrebno uspostaviti mehanizam kojim bi se olakšao pristup podacima o ribarstvu. Dio podataka su već sada dužne prikupljati zemlje članice u okviru obveza prema EU, međutim velika baza podataka se nalazi kod ribarskih flota opremljenih sustavima za nadzor plovila. Potrebno je štititi povjerljivost podataka koji su povezani s interesima tržišta ili znanstvenim interesima, kao i štititi privatnost vlasnika brodova koji su prikupili podatke.

4-184-750

Kay Swinburne (ECR), *in writing*. – I am really pleased to see this report stressing the importance of the need to better understand our seabeds. It is vital that the potential of such knowledge is not underestimated. By improving our knowledge of our seabeds we can not only strengthen the effectiveness of measures to protect our marine environments, but we can also unlock great potential for innovation and job creation in our fisheries sector. This must comprise an important element of EU marine policy going forwards and it will be vital in achieving the commitment to support sustainable and competitive fishing industries, which we have outlined in the reform of the common fisheries policy.

4-185-000

Marc Tarabella (S&D), *par écrit*. – Au mois d'août 2012, la Commission européenne a présenté un Livre vert intitulé "Connaissance du milieu marin 2020: de la cartographie des fonds marins à la prévision océanographique", intégré à la promotion, au développement et à l'expansion de "l'économie bleue". Celle-ci sert les objectifs de la "Stratégie Europe 2020" pour ce qui concerne la mer, en associant la connaissance et l'innovation technologique, l'utilisation durable des ressources, la compétitivité et la création d'emplois en faveur d'une croissance intelligente, durable et inclusive. À cet effet, il est prévu d'élaborer une carte numérique multirésolution continue des fonds marins européens jusqu'en 2020. Il s'agit d'un projet ambitieux, vaste et pluridisciplinaire, qui vise à diffuser les informations à une multitude d'acteurs intéressés par les données sur les océans au niveau des organismes publics, de l'industrie, de l'enseignement et de la recherche, ainsi que de la société civile. Cette cartographie numérique couvre divers domaines, notamment des informations sur la topographie, la géologie, les habitats et les écosystèmes des fonds marins et les activités humaines. Elle fournit des données sur les paramètres physiques, chimiques et biologiques de la colonne d'eau surjacent et procède à des prévisions océanographiques.

4-185-500

Nuno Teixeira (PPE), *por escrito*. – O presente relatório centra-se na relevância e na utilidade da integração, mapeamento e disponibilização de dados sobre a atividade da

pesca no âmbito da iniciativa *Conhecimento do Meio Marinho 2020*. Para tal, o documento tem em conta a importância das várias fontes de informação e tipos de dados, bem como as questões de promover a obtenção e disponibilização de dados, garantir uma eficaz compilação e articulação de dados e beneficiar do processamento e interpretação dos dados. Pelos motivos expostos, votei a favor do documento.

4-186-000

Angelika Werthmann (ALDE), *schriftlich*. – Unter Einhaltung der Vertraulichkeit sensibler Karten ist der Kartierung des Meeresbodens zuzustimmen. Jedoch sollte geklärt werden, welche Daten von der Öffentlichkeit finanziert und aus diesem Grund dieser auch zugänglich gemacht werden sollten. Eine genaue Zusammenstellung und Verknüpfung der Daten ist wichtig, um die gewünschten Erfolge zu erzielen.

4-187-000

Jacek Włosowicz (EFD), *na piśmie*. – Wiedza o morzu stanowi jeden z instrumentów przekrojowych zintegrowanej polityki morskiej UE, wpisuje się w cele strategii Europa 2020 oraz w priorytety polityki morskiej Polski. Pozyskanie danych morskich, stworzenie ich baz, jak również zwiększenie dostępności informacji wychodzi naprzeciw potrzebom: przedsiębiorców, organów publicznych, świata nauki i społeczeństwa. Sprzyja wzrostowi innowacyjności i konkurencyjności, co przełoży się na wartość dodaną płynącą z szeroko rozumianego sektora gospodarki morskiej. Tekst Zielonej Księgi "Wiedza o morzu 2020: od mapowania dna morskiego do prognozowania oceanicznego" dostępny jest w serwisie internetowym Komisji Europejskiej pod adresem: http://ec.europa.eu/maritimeaffairs/policy/marine_knowledge_2020/documents/com_2012_473_pl.pdf

4-187-500

Inês Cristina Zuber (GUE/NGL), *por escrito*. – Este relatório surge na sequência de um Livro Verde da Comissão Europeia sobre a temática do conhecimento do meio marinho. Discordamos dos objetivos que inspiram muitos destes documentos – de promoção da proclamada *economia azul*. Todavia, este relatório avança com questões, preocupações e recomendações pertinentes, que na generalidade subscrevemos. Em geral, a abordagem da relatora parece-nos correta e pertinente, para além de suficientemente abrangente. O relatório é um contributo útil para o aprofundamento da discussão de uma temática que carece de avanços na discussão e na concretização de medidas que permitam superar as evidentes lacunas hoje existentes. Votámos favoravelmente.

13.4. Anwendung und Durchsetzung internationaler Handelsregeln (A7-0308/2013 - Niccolò Rinaldi)

4-189-000

Mündliche Erklärungen zur Abstimmung

4-190-000

Adam Bielan (ECR). - Panie Przewodniczący! Z pewnością brak uwarunkowań prawnych dotyczących egzekwowania korzyści wynikających z postanowień WTO oraz szeregu umów handlowych nie służy polityce gospodarczej Unii. Mam nadzieję, że proponowane regulacje wpłyną na poprawę tej sytuacji, czym umocnią wiarygodność Brukseli jako partnera handlowego.

Zgadzam się z podejściem, że stosowanie działań odwetowych powinno być ostatecznością, co nie zmienia faktu, że należy takim instrumentem dysponować. Podzielam ponadto stanowisko dotyczące konieczności rozszerzenia środków zaradczych w ramach polityki handlowej również na sektor usługowy.

Dobrym prognostykiem jest uwzględnienie postulatu, aby Komisja współuczestniczyła w pracach parlamentarnej Komisji Handlu Zagranicznego w tym zakresie. Pozwoli to na dokładniejsze omawianie kwestii sporów handlowych czy też działań pozostających w obszarze zainteresowania europejskich przedsiębiorców.

4-191-000

Schriftliche Erklärungen zur Abstimmung

4-191-500

Luís Paulo Alves (S&D), *por escrito*. – Aprovo o presente relatório, tomando em consideração que a União Europeia não dispõe atualmente de um quadro legislativo horizontal para fazer cumprir os seus direitos ao abrigo da OMC e de outros acordos de comércio internacionais. Num contexto global em que é crescente o número de medidas de retaliação, o instrumento proposto é legitimamente concebido para fazer cumprir os direitos comerciais da União Europeia, para consolidar a credibilidade da União Europeia em última análise, para convencer os nossos parceiros comerciais a respeitarem as regras do jogo estabelecidas nos acordos de comércio. A presente proposta é também parte integrante da estratégia de abertura de novos mercados para a União Europeia e alinha os procedimentos de tomada de decisão com o Tratado de Lisboa.

4-191-750

Laima Liucija Andrikiienė (PPE), *raštu*. – Balsavau už šią rezoliuciją. Šiuo metu ES neturi horizontalios teisės aktų sistemos savo teisių pagal Pasaulio prekybos organizacijos (PPO) ir kitus tarptautinius prekybos susitarimus vykdymui užtikrinti. Pritariu pranešėjo nuomonei, kad privalu geriau užtikrinti Europos Sąjungos prekybos teisių vykdymą, sustiprinti ES patikimumą ir galiausiai įtikinti mūsų prekybos partnerius laikytis prekybos susitarimuose nustatytų vykdomos veiklos taisyklių. Manau, kad reikia išplėsti Europos Sąjungos disponuojamų prekybos politikos priemonių spektrą, kad jis apimtų bent jau paslaugų sektorių, kadangi paslaugų sektorius yra sparčiai auganti ekonomikos sritis. Taip pat turi būti užtikrintas sisteminis ir struktūrinis keitimasis informacija tarp Parlamento ir Komisijos, išvengiant gaišinančio sprendimų priėmimo proceso.

4-191-875

Roberta Angelilli (PPE), *per iscritto*. – Al momento l'Unione Europea non dispone di una normativa comune per far rispettare i suoi diritti nel quadro dell'OMC e nell'ambito di altri accordi commerciali internazionali. Risulta dunque sempre più evidente l'esigenza dell'Unione di essere in grado di esercitare efficacemente il diritto di sospendere o revocare concessioni, in risposta alle violazioni di norme commerciali internazionali da parte di un Paese terzo. Sostengo quindi con convinzione la proposta di Regolamento del Parlamento e del Consiglio, necessaria per assicurare una rapida azione a tutela dei diritti dell'Unione - nel contesto degli accordi commerciali internazionali - e per garantire credibilità e leva negoziale all'Unione Europea, sia nel quadro dell'accordo GPA che negli accordi commerciali bilaterali.

4-192-000

Elena Oana Antonescu (PPE), *în scris*. – Uniunea Europeană reprezintă în acest moment cel mai important actor economic și cel mai important actor comercial la nivel global. Atât sub raportul comerțului extern dezvoltat de statele Uniunii, cât și sub aspectul dinamicii în continuă creștere a legăturilor comerciale dintre statele membre, putem spune, fără riscul de a exagera, că problematica regulilor și a reglementărilor comerciale este una de maximă importanță pentru Uniunea Europeană. Abordarea acestei problematice, însă, trebuie făcută cu moderație și cu eficiență. Este adevărat că Uniunea promovează principiile de drept și este adepta susținerii libertăților comerciale. În același timp însă, trebuie să avem în vedere și impactul social al modificărilor propuse, precum și necesitatea satisfacerii cât mai complete a așteptărilor consumatorilor europeni.

4-192-250

Sophie Auconie (PPE), *par écrit*. – Cette proposition de règlement permettra à l'Union européenne de faire appliquer ses droits lorsque des mesures commerciales injustes ou illégales sont prises dans un pays tiers. Avec ce texte, l'Union européenne pourra réagir beaucoup plus vite et plus fort. Vu l'importance de ce texte j'ai soutenu le rapporteur, y compris sur sa demande de lancer immédiatement la négociation avec le Conseil des ministres de l'Union afin qu'un accord puisse être trouvé dans les plus brefs délais et que la politique commerciale de l'Union soit rapidement renforcée.

4-192-500

Zigmantas Balčytis (S&D), *raštu*. – Balsavau už šį siūlymą dėl Europos Sąjungos teisių taikyti tarptautines prekybos taisykles ir užtikrinti šių taisyklių vykdymą. ES nėra bendros teisinės sistemos Sąjungos teisėms pagal tarptautinius prekybos susitarimus užtikrinti. Reglamento projekto tikslas – nustatyti taisykles ir tvarką, kuriomis būtų užtikrinta, kad trečiajai šaliai pažeidus tarptautines prekybos taisykles Sąjunga galėtų veiksmingai pasinaudoti savo teisėmis sustabdyti nuolaidų taikymą šalims, siekiant surasti tenkinantį sprendimą, jas koreguoti ir koreguoti kitus prekybos su trečiosiomis šalimis santykių išipareigojimus. Pritariu pranešėjo siūlymams imtis atsakomųjų veiksmų tik kraštutiniu atveju. Taip pat svarbu užtikrinti sisteminių keitimų informacija tarp Komisijos ir Parlamento, be gairinancio sprendimų priėmimo proceso.

4-192-750

Слави Бинев (EFD), *в писмена форма*. – Подкрепям доклада относно предложението за регламент за упражняване правата на Съюза за прилагане и осигуряване на съблюдуването на международните търговски права, тъй като понастоящем ЕС не разполага с хоризонтална законодателна рамка за осигуряване на съблюдуването на своите права в рамките на СТО и по други международни търговски споразумения.

Предложеният регламент има за цел да даде възможност на Съюза да установи цялостна и ефективна рамка, която да позволи да се вземат незабавни мерки за ефективното упражняване на правата на Съюза по международните търговски споразумения, с цел да бъдат защитени икономическите му интереси. Основните идеи, залегнали в този доклад, са най-вече с цел да се предостави структуриран и систематичен обмен на информация между Комисията и Парламента без забавяния в процеса на вземане на решения.

4-193-000

Sebastian Valentin Bodu (PPE), *în scris*. – Deoarece UE nu dispune la ora actuală de un cadru legislativ orizontal pentru a asigura exercitarea drepturilor sale în temeiul OMC și al altor acorduri comerciale internaționale, sunt de părere că instrumentul propus este menit să consolideze exercitarea drepturilor comerciale ale UE și credibilitatea UE și să îi convingă pe partenerii noștri economici să respecte regulile jocului stabilite în acordurile comerciale, cu scopul de a deschide noi piețe pentru UE.

4-194-000

Vito Bonsignore (PPE), *per iscritto*. – È un dato di fatto che nell'attuale scenario globale gli episodi di ritorsione non siano infrequenti e che anzi siano ricorrenti i rischi di una guerra commerciale in piena regola, per esempio tra USA e Cina, in relazione alla nuova piattaforma commerciale Asia-Pacifico e al braccio di ferro sull'apprezzamento della valuta cinese.

Il relatore si fa laicamente carico di tale consapevolezza e raccomanda uno strumento in assenza del quale l'Unione si trova disarmata anche di fronte a violazioni commerciali reiterate, comunque in posizione di relativa debolezza quando si tratti di confrontarsi con interessi altrui nei mercati emergenti.

Concordo sul fatto che la disponibilità di uno strumento orizzontale, facile da maneggiare nei tempi utili, possa pesare positivamente su questo piano, fermo restando l'impegno dell'Unione sui principi di libero commercio. Sottoscrivo altresì l'applicabilità delle misure al settore dei servizi, che secondo la Banca mondiale ormai esprime dal 50% al 60% del PIL dei paesi dell'Unione, area nella quale gli scambi commerciali con partner extra UE sono ormai un dato strutturale e sono essenziali anche in ambiti di stretto interesse pubblico, come la sicurezza, le reti, i sistemi sanitari. Esprimo pertanto un voto favorevole.

4-194-500

John Bufton (EFD), *in writing*. – Abstain. I abstained from voting as while my Party supports international trade rules, we are against the EU.

4-194-750

Antonio Cancian (PPE), *per iscritto*. – Ho votato a favore della proposta del collega on. Rinaldi perché ritengo utile un regolamento che garantisca all'UE uno strumento legislativo efficace nella difesa dei propri diritti in ambito di commercio internazionale. In particolare, porre in essere una procedura decisionale standard rapida in caso di infrazione e limitare le procedure *ad hoc* fino ad oggi seguite. Questo passo rafforza il ruolo dell'Unione europea nella difesa dei propri diritti e scoraggia Paesi poco virtuosi a praticare misure di concorrenza sleale. Ritengo di importanza cruciale l'applicazione anche nel campo degli appalti pubblici, nonché degli accordi internazionali nel contesto dell'Organizzazione mondiale del Commercio e dell'Unione doganale.

4-194-781

Maria Da Graça Carvalho (PPE), *por escrito*. – Concordo com a proposta de criação de legislação que trate de forma sistemática casos de incumprimento das regras de comércio internacionais. Estas medidas são fundamentais para o bom funcionamento da economia e dos acordos comerciais entre a UE e países terceiros.

4-194-812

George Sabin Cutaș (S&D), *în scris*. – Am votat în favoarea Regulamentului referitor la aplicarea și respectarea normelor comerțului internațional. Consider că este necesară includerea sectorului serviciilor în cadrul ariilor de aplicare a măsurilor de suspendare a concesiilor, așa cum prevede Organizația mondială a comerțului. Totodată, este necesară informarea Parlamentului European cu privire la litigiile comerciale.

4-194-875

Marielle de Sarnez (ALDE), *par écrit*. – L'Union européenne doit disposer d'une politique commerciale plus réactive, plus cohérente et qui défende mieux les intérêts des entreprises européennes, en particulier des PME. La réciprocité devrait être la règle dans les relations commerciales. Alors que l'OMC constate une recrudescence des mesures restrictives au commerce de la plupart des partenaires commerciaux de l'Union, notamment les émergents, il est impératif que l'Europe ait, elle aussi, des moyens de recours pour faire respecter ses droits. Jusqu'à présent l'Union n'avait pas toujours eu la capacité de prendre les mesures de rééquilibrage auxquelles elle avait pourtant accès en vertu d'accords commerciaux internationaux. Cet instrument lui permettra de mieux faire respecter ses droits, à travers un recours plus systématique au mécanisme de règlement des différends de l'OMC et la possibilité de contrer des pratiques commerciales déloyales. Utilisé à bon escient, il doit contribuer à ce que les relations commerciales de l'Union avec ces partenaires soient plus équilibrées.

4-195-000

Christine De Veyrac (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur de ce texte car il me semble indispensable de s'assurer du respect des droits de l'Union européenne au titre des accords commerciaux internationaux. Un instrument législatif efficace apparaît légitime pour répondre aux exigences du traité de Lisbonne, qui préconise la mise en place d'un cadre européen de mise en œuvre de la politique commerciale commune. La réciprocité doit être un préalable non négociable à tout accord conclu entre l'Union européenne et un pays tiers. Il n'est pas acceptable que nos entreprises européennes puissent être pénalisées de quelque manière que ce soit par la conclusion d'accord commerciaux internationaux.

4-195-250

Diane Dodds (NI), *in writing*. – Trade – whether international or within the EU – should adhere to standardised rules, many of which emanate from this place. One of the more positive aspects of the European Union is the importance of the single market for free trade between Member States. Unfortunately for the UK, and in particular for milk producers in Northern Ireland, we have a situation pertaining whereby the Republic of Ireland is complicit in a campaign which restricts milk entering their market, a purely protectionist measure. Through the use of the National Dairy Council logo, which guarantees milk is produced in the Irish Republic for the Irish domestic retail market, milk processors and farmers from Northern Ireland are being excluded. At the very least this is against the spirit of the single market if not illegal, therefore I would urge the Commission to investigate this practice as a matter of urgency. Furthermore, I would call on the ROI Government and those who support the NDC campaign to recognise that, if Harvest 2020 targets are to be achieved, this protectionist policy against the UK must stop. Forget at your peril that an agri-food sector which is highly dependable on exports cannot afford to be protectionist.

4-195-500

Diogo Feio (PPE), *por escrito*. – A UE não dispõe atualmente de um quadro legislativo horizontal para fazer cumprir os seus direitos ao abrigo da OMC e de outros acordos de comércio internacionais. Concordo, por isso, com os objetivos da Comissão Europeia, tal como descritos no Considerando 2 da proposta; *é essencial que a União disponha de ferramentas adequadas para assegurar o exercício efetivo dos direitos da União ao abrigo de acordos de comércio internacionais, a fim de salvaguardar os seus interesses económicos.* (...) A União deverá estar em condições de reagir rapidamente e de forma flexível no contexto dos procedimentos e prazos estabelecidos pelos acordos de comércio internacionais por ela celebrados. A União deve, pois, adotar legislação que defina o quadro para o exercício dos direitos da União em certas situações específicas.

4-195-437

José Manuel Fernandes (PPE), *por escrito*. – A concretização de um quadro legislativo horizontal para regular as relações comerciais da União Europeia com países terceiros assume-se como uma necessidade premente, capaz de garantir maior segurança, credibilidade e equidade. Com esta proposta de regulamentação, que o presente relatório vem consumir, melhorando e reforçando a amplitude do documento apresentado pela Comissão, designadamente incluindo áreas importantes nas relações comerciais internacionais, como são os serviços, a União Europeia passará a dispor de meios para se defender rapidamente perante países e parceiros que não cumprem as suas obrigações. A criação deste quadro legislativo, dotando a Comissão de intervenção efetiva e em tempo oportuno perante situações adversas e de violação de acordos, até mesmo no âmbito da Organização Mundial do Comércio, vem assegurar condições para fazer cumprir os direitos comerciais da União Europeia e dos seus Estados-Membros, consolidar a credibilidade externa da UE e reforçar a pressão sobre os parceiros comerciais no respeito das regras e acordos celebrados.

4-195-375

João Ferreira (GUE/NGL), *por escrito*. – Esta proposta estabelece regras e procedimentos para garantir o exercício efetivo dos direitos da UE de suspender e retirar concessões ou outras obrigações nos acordos de comércio internacionais. Na elucidativa retórica belicista dos arautos do livre comércio, trata-se de estabelecer *medidas de retaliação defensiva*. Esta proposta abrange quatro tipos de situação: medidas de retaliação após a adjudicação de disputas comerciais no âmbito da OMC; medidas de retaliação após a adjudicação de disputas comerciais no âmbito de outros acordos internacionais, medidas de reequilíbrio quando um terceiro país adota uma salvaguarda sem adequadas medidas de reequilíbrio e medidas de reequilíbrio nos casos em que um terceiro modifica as suas concessões tarifárias. O relator alerta que a ideia é não usar o mecanismo agora criado. A sua simples existência, diz, gerará um “efeito dissuasor” que tornará desnecessária a sua utilização. É a União Europeia a querer impor os seus desígnios e a acautelar os seus interesses, incitando os países terceiros a respeitar as regras de comércio internacionais (passe o oxímoro, já que regras não existem senão a única e singela regra de que regras não pode haver, ou seja, a lei do mais forte). Caso contrário, adotam-se as medidas de retaliação defensiva.

4-196-000

Monika Flašíková Beňová (S&D), *písomne*. – Jednou z priorit EU je účinné presadzovanie jej obchodných práv. V súčasnosti však nedisponuje spoločným legislatívnym rámcom,

aby obchodne práva mohli byť presadzované podľa dohôd o medzinárodnom obchode. Aktuálne je teda v návrhu nariadenia navrhované, aby sa v súlade s Lisabonskou zmluvou takýto spoločný legislatívny rámec vytvoril. Časový rámec na prijatie opatrenia má prvoradý význam. Pred Lisabonskou zmluvou EÚ využívala prístup od prípadu k prípadu, pokiaľ ide o odvetne obchodne opatrenia proti tretej krajine v rámci Dohovoru WTO o pravidlách a postupoch pri urovnávaní sporov a obnovenie rovnováhy v rámci Dohody WTO o ochranných opatreniach. I v zaujme možného posilnenia predkladaného návrhu, čo sa rozsahu týka, je veľmi dôležité, aby EÚ vytvorila tento horizontálny nástroj čo najskôr.

4-196-250

Lorenzo Fontana (EFD), *per iscritto*. – Il contenuto di questa relazione riguarda la tutela degli interessi commerciali per contrastare le ritorsioni o comportamenti di Paesi Terzi, che violano le regole dell'Organizzazione Mondiale del Commercio. Il testo è senza dubbio valido in quanto servirà - grazie al fatto stesso della sua attuazione - per dissuadere taluni Paesi Terzi a non rispettare le norme dell'OMC. Il mio voto è favorevole in quanto il Paese che sarà danneggiato avrà maggiori tutele.

4-196-312

Elisabetta Gardini (PPE), *per iscritto*. – È importante dotarsi di un unico strumento legislativo che consenta di difendere gli interessi dell'Unione in modo più rapido ed efficace. L'Unione europea, infatti, non ha avuto fino a questo momento un quadro legislativo unico per far valere i propri diritti nell'ambito dei vari accordi commerciali internazionali. Ciò significa che le misure di ritorsione nei confronti dei Paesi terzi non rispettosi degli accordi sono state adottate singolarmente mediante regolamenti del Consiglio, seguendo un approccio "caso per caso". Penso che il relatore abbia migliorato la proposta, introducendo ad esempio uno scambio di informazioni sistematico tra la Commissione e il Parlamento.

4-196-375

Eduard-Raul Hellvig (ALDE), *în scris*. – Am crezut și cred în continuare într-o piață deschisă și în valoarea adăugată din punct de vedere economic a comerțului internațional. UE este probabil una dintre cele mai deschise piețe din lume cu o politică comercială liberală. A avea o piață deschisă nu înseamnă totuși absența oricăror reguli. O piață deschisă nu înseamnă nici naivitate și pasivitate atunci când partenerii noștri comerciali nu-și respectă angajamentele luate și regulile jocului stabilite la nivelul Organizației Mondiale a Comerțului, unde UE este membră. De aceea, pentru a ne apăra interesele comerciale în mod eficient și pentru a ne asigura credibilitatea în fața partenerilor noștri, nu pot decât să susțin instrumentul propus de către Comisie.

Pentru a putea reacționa rapid la eventualele măsuri comerciale restrictive impuse de către partenerii comerciali ai Uniunii, avem nevoie de un cadru clar, iar propunerea adoptată de Parlament răspunde acestei exigențe. În mod evident, adoptarea acestui cadru nu înseamnă că va trebui să folosim represaliile în mod sistematic sau mai des decât până acum. Cred în continuare că interesele comerciale ale Uniunii trebuie apărute într-o primă fază prin negociere și doar când aceasta eșuează să trecem la măsuri restrictive.

4-196-500

Jim Higgins (PPE), *in writing*. – This report is badly needed. Until now the EU did not have a specific legislative framework for enforcing its rights in the field of trade policy. We need to move away from the previous case-by-case approach to something more concrete.

The EU needs to be able to enforce and defend its rights in the event of unfair or illegal trade actions taken in a third country. The effectiveness of EU action is dependent on a timely defence of our trade rules. With all this in mind, the initiative intends to provide the EU with a single legislative instrument enabling it to defend its interests in a rapid, effective and flexible way, in order to encourage offending countries to put an end to illegal behaviour.

4-197-000

Juozas Imbrasas (EFD), *raštu*. – Balsuodamas pritariau komiteto pasiūlymui, kadangi siūlomos priemonės tikslas – geriau užtikrinti ES prekybos teisių vykdymą, sustiprinti ES patikimumą ir galiausiai įtikinti mūsų prekybos partnerius laikytis prekybos susitarimuose nustatytų vykdomos veiklos taisyklių. Šis pasiūlymas taip pat yra strategijos, kuria Europos Sąjungai siekiama atverti naujas rinkas, dalis, be to, juo sprendimų priėmimo procesas suderinamas su Lisabonos sutarties nuostatomis.

4-197-500

Philippe Juvin (PPE), *par écrit*. – J'ai soutenu ce rapport. La Commission a présenté une proposition de règlement visant à établir des règles régissant la manière dont l'Union européenne appliquerait et défendrait ses droits en cas de mesures commerciales injustes ou illégales prises dans un pays tiers. Pour faire appliquer ses droits, l'UE suit une approche au cas par cas, grâce à des règlements adoptés par le Conseil sur la base d'une proposition de la Commission. Afin de respecter le traité de Lisbonne, ces règlements suivent la procédure législative ordinaire et l'action de l'Union pourrait perdre en efficacité et crédibilité. L'initiative vise donc à doter l'Union d'un instrument législatif unique lui permettant de défendre ses intérêts de manière rapide, efficace et flexible afin d'encourager les pays en infraction à mettre un terme au comportement illégal. Le rapport a été adopté avec 573 voix pour, 25 contre et 79 abstentions. Je m'en félicite.

4-198-000

Béla Kovács (NI), *írásban* – Szomorú tapasztalatunk, hogy a Bizottság tevékenysége gyakorta az új tagországok gyarmatosítását és a régiek piacszerzését segíti elő. A rendelet azt javasolja, hogy a Bizottságot fel kellene jogosítani arra, hogy az EUMSZ 291. cikkének megfelelően végrehajtási aktusokat fogadjon el az e rendeletervezet által meghatározott hatályon és korlátokon belül, az egyértelműen előírt kritériumok szerint. A meghatározott indoklás mindezt az Unió kereskedelmi érdekeivel magyarázza. Nekem pedig elsődlegesen Magyarország érdekei, melyekre eddig a Bizottság nem volt figyelemmel, így a javaslatot leszavaztam.

4-198-500

Giovanni La Via (PPE), *per iscritto*. – La presente relazione, che ha ottenuto una larga maggioranza sia in Aula sia in Commissione, garantirà un confronto con il Consiglio in fase di trilogia più spedito ed efficace. In particolare, voglio sottolineare la novità che il Parlamento europeo ha proposto in tema di applicazione e rispetto delle norme commerciali internazionali e cioè la possibilità, da parte della Commissione, di colpire le merci provenienti da un Paese membro che non ottempera ai suoi obblighi derivanti da una decisione degli organi specializzati dell'organizzazione e di colpire, altresì, i servizi del Paese che commette l'infrazione.

4-199-000

David Martin (S&D), *in writing*. – I voted in favour of this report because I agree that there is a need for broadening the scope of a Commission proposal designed to establish a horizontal instrument. This instrument would enable the EU to conduct swift trade retaliation in the event that a trading partner does not respect international trade rulings delivered pursuant to the WTO or FTAs.

4-200-000

Véronique Mathieu Houillon (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur du rapport sur l'application et le respect des règles du commerce international, qui établit des règles permettant à l'Union européenne de se défendre face à des mesures commerciales injustes ou illégales prises dans un pays tiers. Il est important que l'Union se dote d'un tel instrument juridique afin de décourager les pays en infraction de poursuivre leurs pratiques.

4-201-000

Jean-Luc Mélenchon (GUE/NGL), *par écrit*. – Ce projet de règlement illustre l'hypocrisie de l'Europe qui protège". Officiellement, il s'agit de faciliter la procédure permettant à l'Union européenne de prendre des mesures de rétorsion commerciale. Mettre fin au laissez-faire coupable des libéraux européens serait en effet urgent. Mais l'esprit du texte est seulement de contrer les États qui ne respectent pas les accords de libre-échange en renforçant l'autonomie de la Commission pour décider des rétorsions. Connaissant l'ultralibéralisme de la Commission, le doute est permis sur le sens de cette initiative. On peut y voir un moyen d'empêcher les États de se protéger selon leurs propres intérêts. Comme à propos du CO2 émis par les véhicules, ou l'industrie des panneaux solaires, la Commission sera à la remorque du plus influent: l'Allemagne. Les arguments du rapporteur trahissent la pensée des eurocrates: "la simple existence de ce règlement constitue d'ores et déjà une menace crédible et il est à espérer qu'il dissuadera nos partenaires commerciaux d'enfreindre les règles du jeu", afin de ne pas avoir "la moindre finalité protectionniste"! Nous voulons construire un protectionnisme solidaire pour que le libre-échange soit remplacé par la coopération et la relocalisation. Ce texte s'inscrit dans un projet totalement inverse. Je vote contre.

4-201-500

Roberta Metsola (PPE), *in writing*. – The EU has not yet had a specific legislative framework for enforcing its rights in the field of trade policy and has instead been following a case-by-case approach. This initiative intends to provide the EU with a single legislative instrument enabling it to defend its interests in a rapid, effective and flexible way, in order to encourage offending countries to put an end to illegal behaviour. The EU must lay down rules governing how the European Union would enforce and defend its rights in the event of unfair or illegal trade actions taken in a third country. I have therefore voted in favour of this dossier.

4-201-625

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. – Não existe atualmente, na UE, um quadro legislativo horizontal para fazer cumprir os seus direitos ao abrigo da OMC e de outros acordos de comércio internacionais. Num contexto global em que é crescente o número de medidas de retaliação, o instrumento proposto é legitimamente concebido para fazer cumprir os direitos comerciais da UE, para consolidar a credibilidade da UE e, em última análise, para

convencer os nossos parceiros comerciais a respeitarem as regras do jogo estabelecidas nos acordos de comércio. A presente proposta é também parte integrante da estratégia de abertura de novos mercados para a UE e alinha os procedimentos de tomada de decisão com o Tratado de Lisboa. Este regulamento pode, por si só, constituir uma ameaça credível que se espera que sirva para dissuadir os nossos parceiros comerciais de desrespeitarem as regras do jogo.

4-201-687

Willy Meyer (GUE/NGL), *por escrito*. – He votado en contra de este informe debido a que no pone en cuestión las normas comerciales internacionales impuestas por la Organización Mundial del Comercio. Pese a que el informe propone normas de funcionamiento que permitan defender los intereses de los Estados miembros ante una eventual acción unilateral, no podemos compartir un sistema de regulación del comercio internacional que es ilegítimo. Las actuales normas que regulan el comercio internacional están impuestas por los grandes países que pueden condicionar las políticas comerciales de los más pequeños. Vivimos en un sistema comercial internacional heredero del imperialismo donde el primer mundo continúa importando los recursos naturales de los países empobrecidos sin ofrecer nada a cambio. Por ello he votado en contra de este informe.

4-201-690

Alexander Mirsky (S&D), *in writing*. – The EU currently does not have a legislative framework to streamline and effectively enforce its rights under the WTO and other international trade agreements. This proposal will create a legal framework for the EU to do this, so that we can exercise our rights in a timely and effective manner. I voted in favour.

4-201-694

Andreas Mölzer (NI), *schriftlich*. – Es gilt die Durchsetzung der Handelsrechte der EU zu stärken, die Glaubwürdigkeit der EU zu erhöhen und dafür zu sorgen, dass die Handelspartner sich an die in Handelsübereinkünften niedergelegten Spielregeln halten. Immer wieder muss die EU sich entweder vor der WTO verteidigen oder die WTO in Handelsstreitigkeiten bemühen. In diesem Sinne scheinen ein paar Anpassungen des bestehenden Regelwerks sinnvoll, wobei natürlich die Anzahl der Streitbelegungen keinesfalls dadurch negativ beeinflusst werden sollte. Retorsion als letztes und befristetes Mittel gegen ein Land, das gegen die Vorschriften verstößt, hat sich in der Vergangenheit als durchaus wirkungsvoll erwiesen, wobei diese Maßnahme natürlich nur sparsam eingesetzt werden darf. Experten sind übrigens der Meinung, dass die handelspolitischen Maßnahmen der EU auch für den Dienstleistungssektor gelten sollten. Die diesbezügliche Argumentation ist überzeugend, sodass ich für den Bericht gestimmt habe.

4-201-698

Radvilė Morkūnaitė-Mikulėnienė (PPE), *raštu*. – Besikeičiančiame daugiapoliame pasaulyje, kur vienos valstybės išgyvena ekonominius sunkumus, o kitos įgauna naujų ekonominių bruožų, kur nuolat kyla įvairaus pobūdžio iššūkiai saugumui, turi būti tvirtai ginamos tokios pamatinės vertybės kaip demokratija, teisinė valstybė ir žmogaus teisės, socialinis teisingumas ir kova su skurdu. ES turi užtikrinti šių vertybių bei savo piliečių teisių visame pasaulyje apsaugą. Tam reikia darnaus bendradarbiavimo tarp šalių narių, tarp valstybių ir ES institucijų, ir vieningo veikimo daugiašaliuose tarptautiniuose formatuose, bei kalbėjimo vienu balsu su trečiosiomis šalimis. Manau, kad ES ne tik turi

stiprinti savo vieningumą ir veiksmingumą, BUSP bei ESGP instrumentus, bet ir tęsti veiksmus įgyvendinant ES strateginius tikslus, pradedant transatlantine partneryste, ekonomine ir politine plėtra rytinėse ir pietinėse kaimyninėse šalyse, Artimųjų Rytų taikos procesu.

4-201-702

Tiziano Motti (PPE), *per iscritto*. – La presente proposta di regolamento del Parlamento europeo e del Consiglio riflette l'obiettivo prioritario dell'Unione di far valere efficacemente i diritti commerciali in essere. Tale obiettivo è stato illustrato nella comunicazione della Commissione "Commercio, crescita e affari mondiali" ed approvato nelle conclusioni del Consiglio del 21 dicembre 2010. L'Unione non dispone attualmente di un quadro legislativo comune per far valere i suoi diritti derivanti da accordi commerciali internazionali. La presente proposta intende quindi rimediare a questa situazione e l'accogliamo con favore.

4-201-718

Franz Obermayr (NI), *schriftlich*. – Derzeit fehlt es an klaren Durchsetzungsmechanismen der EU für Handelsübereinkünfte – auch solchen, welche durch die WTO getroffen wurden. Dieser Umstand sorgt dafür, dass gelegentlich notwendige wirtschaftliche Abschreckungs- oder Vergeltungsmaßnahmen von EU-Staaten gegenüber Drittstaaten viel zu langwierig im Beschluss sind. Der Bericht unterstützt eine Vorgehensweise, mit der solche horizontalen Maßnahmen schneller durchgeführt werden können, allerdings wird darauf verwiesen, dass dies nach wie vor als letztes Mittel angesehen werden muss. Meines Erachtens sind glaubwürdige, weil durchführbare Drohungen wichtig, um eine funktionierende Abschreckung schadhafter Handelspraktiken anderer Staaten sicherzustellen. Das soll nicht heißen, dass Abschreckungs- oder Vergeltungsmaßnahmen häufiger durchgeführt werden sollten, aber die offen bekannte Möglichkeit, es machen zu können, stärkt die Verhandlungsmacht der EU-Mitgliedstaaten, um ihren Forderungen Nachdruck zu verleihen, bevor es zu besagter ultima Ratio kommen muss. Im Hinblick auf die steigende Wirtschaftsmacht Chinas und der BRICS-Staaten sind solche Möglichkeiten wichtiger denn je. Infolgedessen habe ich für den Bericht und seine Empfehlungen gestimmt.

4-201-750

Maria do Céu Patrão Neves (PPE), *por escrito*. – A UE não dispõe atualmente de um quadro legislativo horizontal para fazer cumprir os seus direitos ao abrigo da OMC e de outros acordos de comércio internacionais. Num contexto global em que é crescente o número de medidas de retaliação, o instrumento proposto é legitimamente concebido para fazer cumprir os direitos comerciais da UE, para consolidar a credibilidade da UE e, em última análise, para convencer os nossos parceiros comerciais a respeitarem as regras do jogo estabelecidas nos acordos de comércio. A presente proposta é também parte integrante da estratégia de abertura de novos mercados para a UE e alinha os procedimentos de tomada de decisão com o Tratado de Lisboa. Votei favoravelmente a presente proposta que apenas peca por ser pouco ambiciosa. No entanto, a existência do regulamento, por si só, constitui um instrumento credível que se espera que sirva para dissuadir os nossos parceiros comerciais de desrespeitarem o quadro normativo da União.

4-202-000

Crescenzo Rivellini (PPE), *per iscritto*. – In mattinata il Parlamento europeo, convocato in seduta plenaria, ha votato una relazione dell'onorevole Rinaldi concernente la proposta

di regolamento del Parlamento europeo e del Consiglio relativo all'esercizio dei diritti dell'Unione per l'applicazione e il rispetto delle norme commerciali internazionali.

La risoluzione persegue il fine legittimo di far valere i diritti commerciali dell'UE, consolidare la sua credibilità nonché convincere i nostri partner commerciali al rispetto delle regole del gioco come previsto dagli accordi internazionali, in un contesto globale dove le ritorsioni commerciali sono all'ordine del giorno.

Inoltre, ampiamente condivisibile è il parere, proposto dal relatore, secondo cui la gamma di misure di politica commerciale a disposizione dell'UE dovrebbe essere estesa, includendo il settore dei servizi. La proposta di regolamento stabilisce, infine, una concreta cooperazione tra la Commissione e il Parlamento, senza ritardare il processo decisionale.

Per i motivi suddetti, non posso fare a meno di appoggiare un regolamento che, per il semplice fatto di esistere, costituisce una minaccia credibile per i nostri partner commerciali inclini al mancato rispetto delle regole del gioco.

4-202-500

Sergio Paolo Francesco Silvestris (PPE), *per iscritto*. – Il commercio mondiale riguarda tutti noi, sebbene la politica commerciale sembri un argomento tecnico, in realtà essa influisce sulla vita di tutti i cittadini. Con la globalizzazione un numero crescente di Paesi partecipa all'economia mondiale. L'UE è fortemente interessata a creare le condizioni necessarie per un'espansione degli scambi e la sua posizione implica talune responsabilità nei confronti del resto del mondo. Nonostante tutto questo, L'UE non dispone attualmente di un quadro legislativo orizzontale per far valere i suoi diritti nel quadro dell'OMC e nell'ambito di altri accordi commerciali internazionali. Esprimo il mio voto favorevole affinché l'Europa si doti di uno strumento concepito per il fine legittimo di far valere i diritti commerciali dell'UE, consolidare la sua credibilità e, in definitiva, convincere i nostri partner commerciali a rispettare le regole del gioco come previsto dagli accordi commerciali.

4-202-625

Catherine Stihler (S&D), *in writing*. – I voted in favour of the application and enforcement of international trade rules as I aim to discourage the unfair trading practices between trading partners within the EU.

4-202-750

Kay Swinburne (ECR), *in writing*. – I voted in favour of this report on the proposal to strengthen the enforcement of the EU's trade rights in trade agreements and I am pleased that this report facilitates a role for the European Parliament's International Trade Committee, via the holding of regular exchanges of views with the European Commission on matters relating to trade dispute management.

4-203-000

Marc Tarabella (S&D), *par écrit*. – J'ai voté en faveur de ce texte. L'Union européenne ne dispose actuellement d'aucun cadre législatif horizontal pour faire appliquer ses droits découlant de l'accord sur l'OMC et d'autres accords commerciaux internationaux. Dans un contexte mondial où le nombre de mesures de rétorsion augmente, l'instrument proposé est légitimement conçu pour renforcer l'application des droits commerciaux de l'Union, asseoir la crédibilité de celle-ci et, in fine, convaincre nos partenaires commerciaux de respecter les règles du jeu énoncées dans les accords commerciaux. La proposition à

l'examen s'inscrit également dans une stratégie visant à élargir les débouchés de l'Union et aligne le processus de décision sur le traité de Lisbonne.

4-203-005

Nuno Teixeira (PPE), *por escrito*. – Numa era de globalização permanente, mostra-se essencial para a União Europeia a existência de um quadro legislativo horizontal que faça cumprir os seus direitos ao abrigo da Organização Mundial do Comércio e de outros acordos de comércio internacionais. Esta salvaguarda legislativa não vem só garantir o cumprimento dos direitos comerciais da UE mas também vem consolidar a sua credibilidade, fazendo ver aos futuros parceiros comerciais quais são as regras estabelecidas nos diversos acordos de comércio. O relatório propõe também regras para a resolução de litígios multilaterais, regionais e bilaterais como, por exemplo, medidas de retaliação defensiva temporária contra o país em situação de infração.

4-203-003

Derek Vaughan (S&D), *in writing*. – I voted for the exercise of the Union's rights in the application and enforcement of international trade rules. I did so because I believe that there is a need to create a legal framework for the EU to enforce its rights in international trade disputes and conciliation. With common commercial policy being an exclusive competence of the EU, and the number of global trade disputes rising, I think that there is a need for this framework to be implemented. This is because this framework will allow fast and effective decision-making, in relation to retaliatory measures the Union could take in response to any unfair trading practices from our trading partners.

4-203-004

Angelika Werthmann (ALDE), *in writing*. – I voted in favour of the report because Europe's economy must be given a chance to restart; we have to enforce and at the same time protect the EU's trade rights. Because, generally I believe that 'trade' is a key element in one's country's economic development. Maybe the current legislative framework for the EU's trade rights will not be the direct solution for decreasing the current unemployment rate across Europe's countries, but it can be a general answer and a starting solution for the EU's economies. Openness to new markets can be translated into new business opportunities for least developed EU countries that struggle to make their local business stronger and boost competitiveness, by facilitating and promoting the growth of small and medium-sized enterprises. But at the same time we have to convince our trading partners that certain rules, trade agreements, must be followed.

4-203-006

Inês Cristina Zuber (GUE/NGL), *por escrito*. – Esta proposta estabelece regras e procedimentos para garantir o exercício efetivo dos direitos da UE de suspender e retirar concessões ou outras obrigações nos acordos de comércio internacionais. Esta proposta abrange quatro tipos de situação: medidas de retaliação após a adjudicação de disputas comerciais no âmbito da OMC, medidas de retaliação após a adjudicação de disputas comerciais no âmbito de outros acordos internacionais, medidas de reequilíbrio quando um terceiro país adota uma salvaguarda sem adequadas medidas de reequilíbrio e medidas de reequilíbrio nos casos em que um terceiro modifica as suas concessões tarifárias. O relator alerta que a ideia é não usar o mecanismo agora criado. A sua simples existência, diz, gerará um *efeito dissuasor* que tornará desnecessária a sua utilização. É a União Europeia

a querer impor os seus desígnios e a acautelar os seus intereses, incitando os países terceiros a respeitar as regras de comércio internacionais.

13.5. Europäischer Meeres- und Fischereifonds (A7-0282/2013 - Alain Cadec)

4-205-000

Mündliche Erklärungen zur Abstimmung

4-206-000

Rosa Estaràs Ferragut (PPE). - Señor Presidente, tal como ya dije en mi intervención, es muy importante para la delegación española el mantenimiento de las ayudas destinadas a ajustar la capacidad pesquera de la flota y a compensar el coste económico en situaciones críticas como la finalización de un acuerdo pesquero.

Y defendimos en aquel momento, y seguimos defendiendo, que las ayudas a las paralizaciones temporales y definitivas deberían mantenerse, máxime cuando se ha decidido no aplicar un régimen de cuotas transferibles. Una vez descartado este régimen de cuotas transferibles, es necesario dotar al nuevo Fondo de líneas de ayuda que faciliten su aplicación a la flota.

4-207-000

Seán Kelly (PPE). - A Uachtaráin, is dóigh liom gur tuarascáil an-mhaith é seo mar go mbaineann sé leis an bhfarraige agus go háirithe le hiascairí agus caithfidh mé a rá go bhfuil moladh mór ag dul don Aire Éireannach Simon Coveney as ucht an dea-obair a rinne sé chun an comhbheartas iascaireachta a thabhairt thar an líne. Dá bhrí sin, is dócha go bhfuil gach duine sásta go bhfuil dul chun cinn maith déanta againn. Ach ag an am céanna, caithfidh a smaoinemh go bhfuil 80% de na héisc a ithimid san Eoraip á iompórtáil agus níl aon chiall leis sin. Dá bhrí sin, caithfidh tacaíocht a thabhairt do na hiascairí chun níos mó iasc a bheith ar an margadh agus chun seans go háirithe a thabhairt do dhaoine óga dul isteach sa ghairm bheatha sin. Agus tá mé ag caint faoi bhuachaillí agus cailíní agus is ceart tacaíocht agus oideachas a thabhairt dóibh maidir le gach rud a bhaineann le hiascaireacht agus leis an bhfarraige agus is dóigh liom gur tuarascáil an-mhaith é seo agus molaimid an tUasal Cadec, an Coimisinéir agus gach duine.

4-208-000

Mitro Repo (S&D). - Arvoisa puhemies, on selvää, ettei meri voi tarjota meille määräänsä enempiä, siksi ylikalastusta tulee torjua. Jo 88 % Välimeren kalakannoista on ylikalastettuja. Siirrettävien kalastusoikeuksien käyttöönotto ei kuitenkaan ole ratkaisu, päinvastoin. Se johtaisi kalastusoikeuksien muuttumiseen kauppatavaraksi. Olisikin vastuutonta vaarantaa pienimuotoinen kalastus ja rannikkokalastus tällä tavoin. Asialla on merkittävä sosiaalinen ulottuvuus, jota ei saa sivuuttaa.

Ohjaamalla rahastosta tukia oikeisiin toimenpiteisiin voidaan luoda moninaisia työpaikkoja alalla ja parantaa työllisyysastetta. Taloudellisesta ja sosiaalisesta kriisistä nousemiseksi on jo pitkään peräänkuulutettu starttiyritysten puskemista liikkeelle. Tässä meillä on tarjolla konkreettinen keino alkaa toimia puheittemme mukaisesti.

4-209-000

Schriftliche Erklärungen zur Abstimmung

4-209-125

Luís Paulo Alves (S&D), *por escrito*. – Trata-se de um importante relatório para os pescadores açorianos, na medida em que contempla medidas que são decisivas para a sua subsistência e, conseqüentemente, para a economia açoriana, onde o setor das pescas desempenha um papel fundamental. Desde logo, o regulamento passa justamente a incluir uma atenção especial às regiões ultraperiféricas, na definição das *Prioridades da União*, nos objetivos do FEAMP. Muito importante foi a aprovação da minha proposta de atribuição nas taxas de cofinanciamento de *mais 10 pontos percentuais, acrescidos ao limite máximo na participação do FEAMP, sempre que sejam financiadas pelo FEAMP operações nas ilhas gregas periféricas e nas regiões ultraperiféricas que, devido à distância, se encontram numa situação de desvantagem*. Para além disso, trata-se de um futuro regulamento que incluirá apoios à cessação temporária, durante períodos de defeso biológico. Por outro lado, serão financiados estudos no âmbito da proteção das nossas zonas biogeograficamente sensíveis, para a identificação e classificação destas zonas. Serão também apoiados o investimento em equipamentos e artes de pesca que permitam uma melhor seletividade das espécies e gestão dos recursos, assim como os custos operacionais relacionados com o controlo, inspeção, monitorização e rastreabilidade da atividade da pesca e dos recursos haliêuticos.

4-209-156

Laima Liucija Andrikiene (PPE), *raštu*. – Balsavau už rezoliuciją dėl Europos jūrų reikalų ir žuvininkystės fondo, kurioje iškeltas ambicingas siekis nutraukti žuvų išteklių poreikį ir Europos žuvininkystės sektorių nukreipti tvaraus ir pelningo verslo keliu. Manau ypatingai svarbu pabrėžti tai, kad būtina teikti didesnę paramą duomenų rinkimui ir kontrolės vystymui bei nustoti skatinti žvejybos pajėgumų augimą. Visų pirma, atsižvelgiant į tai, kad šiuo metu Europos Sąjungos metinės subsidijos žvejybos sektoriuje sudaro apie 836 mln. eurų už struktūrines priemones ir 156 mln. eurų už žuvininkystės partnerystės susitarimus, tik 50 mln. eurų yra skiriama moksliniams tyrimams, duomenų rinkimui, valdymo ir kontrolės priemonių užtikrinimui. Efektyvus duomenų rinkimas ir kontrolės užtikrinimas yra esminiai veiksniai lemiantys žuvininkystės valdymą, todėl turi būti du kartus padidinta suma skirta duomenų rinkimui ir kontrolei. Visų antra – ES vandenyse yra paplitusi pernelyg intensyvi žvejyba. Kai kuriuose regionuose perteklinis ES žvejybos pajėgumo lygis viršijamas net du ar tris kartus. Šiuo metu net 39 proc. įvertintų išteklių Atlanto vandenyne ir 88 proc. Viduržemio jūroje yra pereikvoti. Reikia turėti omenyje tai, kad tokia žuvies išteklių būklė gali kainuoti daugiau nei 3 mlrd. eurų kasmet dėl prarandamų laimikių. Todėl mes, Europos Parlamento nariai, pasisakome prieš paramą laivyno atnaujinimui ir priemones, skirtas išlaikyti ar net padidinti perteklinius žvejybos pajėgumus.

4-209-187

Roberta Angelilli (PPE), *per iscritto*. – La Commissione europea ha approvato, il 2 dicembre 2011, la proposta di regolamento per il nuovo Fondo europeo per gli affari marittimi e la pesca, che dovrà sostituire l'attuale FEP. La transizione verso la sostenibilità impone infatti di modificare radicalmente il modo in cui peschiamo: il Fondo offrirà agli operatori gli incentivi necessari per ridurre l'impatto delle loro attività sugli ecosistemi marini, porre fine all'eccessivo sfruttamento delle risorse e arrestare il declino degli stock ittici, priorità non secondarie rispetto al rilievo economico del settore pesca in Europa. Mi auguro che il bilancio proposto permetterà di raggiungere gli obiettivi previsti dalla riforma

della Politica comune della pesca (PCP), ma anche gli obiettivi della Politica marittima integrata.

4-209-218

Sophie Auconie (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur de ce rapport sur le Fonds européen des affaires maritimes et de la pêche (FEAMP). Doté d'un budget de 6,5 milliards d'euros, ce fonds constitue le volet financier de la réforme de la politique commune de la pêche pour 2014-2020. Compte tenu de l'épuisement des ressources du milieu marin, il était important que les moyens financiers européens ne soutiennent pas les modes de pêche non durables. Ainsi, je me suis opposée au financement du renouvellement de la flotte et j'ai soutenu les initiatives qui viseront à améliorer la collecte de données. Cet ensemble législatif permettra d'orienter l'Union européenne vers une pêche durable en corrélation avec les ressources tout en offrant les possibilités nécessaires aux pêcheurs d'adapter leur activité.

4-209-250

Zigmantas Balčytis (S&D), *raštu*. – Balsavau už šį siūlymą dėl Europos jūrų reikalų ir žuvininkystės fondo. Siūlymo tikslas – naujas ES jūrų politikai ir žuvininkystės politikai skirtas fondas. Komisija siūlo 2014–2020 m. laikotarpiui įsteigti naują Europos jūrų reikalų ir žuvininkystės fondą (EJRŽF). Fondo lėšomis būtų finansuojami projektai, kuriais kuriamos naujos darbo vietos ir gerinama gyvenimo Europos pakrančių teritorijose kokybė. Šis fondas pakeistų dabartinį Europos žuvininkystės fondą (EŽF) ir įvairias kitas priemones. Siūlomas 2014–2020 m. laikotarpio finansinis paketas – 6,5 mlrd. eurų. Pritariu siūlymams naujojo fondo lėšomis remti novatoriškus projektus, pavyzdžiui, žvejybos tinklų keitimą selektyvesniais žvejybos įrankiais, kad atgal į jūrą žuvų būtų išmetama mažiau, ir žvejybos bei žuvininkystės poveikį aplinkai padedančių mažinti naujų technologijų kūrimą. Kartu EJRŽF turėtų skirti pakankamai lėšų duomenų rinkimui, stebėsenai ir kontrolei. Pritariu S&D frakcijos pozicijai, kuria siekiama atnaujinti ES žuvininkystės politiką, užtikrinti tvarią žuvininkystę ir žuvų išteklių atkūrimą.

4-209-500

Erik Bánki (PPE), *írásban* – Az Európai Parlament mai ülésén szavazott az uniós halászati alap új, 2014–2020 közötti költségvetési időszakban érvényes szabályairól. Jelentős magyar siker született az Európai Parlamentben, hiszen sikerült megakadályozni a magyar halászat fejlődését, jövőjét veszélyeztető javaslatok elfogadását. Az eredeti jelentés szerint ugyanis nem lehetett volna uniós támogatást adni az ún. egzotikus halfajokkal kapcsolatos, ill. Natura 2000 területen végrehajtandó beruházásra. Ezek a javaslatok szakmailag hibásak, tudományosan megalapozatlanok és ellentétesek a magyar érdekekkel. Halastavaink jelentős része Natura 2000 területen fekszik. Ezek a halgazdaságok azonban semmilyen veszélyt nem jelentenek ezen területek természeti értékeire. Éppen ellenkezőleg: sok esetben a halastavak által létrehozott, ill. megőrzött egyedi vizes élőhelyi társulásoknak köszönhetik ilyen minőségüket. A magyar halgazdaságok fejlesztései révén legalább 200 új munkahely, és közel 12 milliárd forintnyi új beruházás jöhet létre a következő 7 évben.

4-209-625

Слави Бинев (EFD), *в писмена форма*. – Смятам, че докладът относно измененото предложение за регламент на Европейския парламент и на Съвета относно Европейския

фонд за морско дело и рибарство е ясен и целесъобразен. Измененията са добри и включват няколко основни аспекта, които касаят пряко и България.

Гласувах в подкрепа за гарантиране на условия на равнопоставеност на организациите на производителите в целия Европейски съюз, както и това финансирането на разработването на планове за производство и предлагане на пазара да става пряко. Приветствам и предложенията за устойчиво и солидарно териториално развитие на районите, зависими от риболова. Съгласен съм, че ЕФМДР следва да подкрепя развитието, конкурентоспособността и устойчивостта на риболова.

4-209-687

Biljana Borzan (S&D), *napisan*. – Stanje podmorja i ribljeg fonda na istočnoj, hrvatskoj strani Jadrana je prema svim pokazateljima bolje nego na njegovoj zapadnoj strani. Novi propisi koji bi takvo stanje održali ili popravili su dobro došli. No, neke odredbe i amandmani na prijedlog Europskog fonda za pomorstvo i ribarstvo imali bi direktne negativne posljedice na sektor morske i slatkovodne akvakulture u Hrvatskoj i zato ih ne mogu podržati. Akvakultura je jedan od načina za zadovoljavanje potreba za ribom bez povećavanja izlova i daljnjeg osiromašenja ribljeg fonda. Taj sektor doživljava stalan rast i zapošljava sve veći broj ljudi te značajno pridonosi hrvatskom i europskom izvozu. Definicije intenzivne akvakulture i egzotičnih vrsta su dvosmislene i nejasne, a mogu velik dio hrvatskih uzgajališta ostaviti bez potpore iz Europskog fonda za pomorstvo i ribarstvo. To bi ih dovelo u podređen položaj u odnosu na konkurenciju iz Europske unije i izvan nje te zaprijetilo gašenjem ove važne grane gospodarstva.

4-209-750

John Bufton (EFD), *in writing*. – I voted against this report as it demonstrates yet another attempt by the EU to seize taxpayers' money to plunder people's fisheries.

4-209-812

Alain Cadec (PPE), *par écrit*. – En adoptant mon rapport, le Parlement donne un avenir à notre modèle de pêche. Le FEAMP ne sera pas un instrument de reconversion des pêcheurs hors de la pêche comme le proposait la Commission européenne. Au contraire, il favorisera l'accès des jeunes aux métiers de la pêche par une aide à l'installation. Il permettra également sous certaines conditions le remplacement des moteurs pour une moindre consommation et moins d'émissions de CO2. Le FEAMP tel qu'adopté par le Parlement donne aux pêcheurs les moyens de mettre en œuvre la réforme de la politique commune de la pêche dans le cadre d'une pêche durable. Mon rapport octroie des moyens financiers pour renforcer la sélectivité des engins de pêche. Il permet de financer des périodes de repos biologiques de soutenir les arrêts temporaires en cas de mesures de préservation ou encore d'augmenter les moyens alloués au contrôle et à la collecte des données. L'adoption de mon rapport est un succès indiscutable pour la préservation des ressources halieutiques et pour la compétitivité du secteur. Je défendrai ces principes lors des négociations avec le Conseil.

4-209-875

Maria Da Graça Carvalho (PPE), *por escrito*. – Concorde com a proposta do relator para implementação deste fundo, fundamental para conceder ajudas estruturais ao setor das pescas para reforçar a sua competitividade e sustentabilidade. O apoio à diversificação das atividades de pesca noutros setores contraria este objetivo. Importa, pelo contrário, incentivar a criação de empresas no setor das pescas.

4-209-937

Françoise Castex (S&D), *par écrit*. – Ce fonds doit permettre aux pêcheurs européens de faire face à la concurrence mondiale, concurrence déloyale sur le plan économique et social et qui conduit aujourd'hui à importer plus de 60% des produits de la mer que nous consommons. Pourtant, malgré ces avancées, il reste un regret. On ne peut pas exiger des mutations de la pêche sans renouveler l'outil de travail, c'est à dire le navire. Et l'on peut tout à fait renouveler la flotte sans augmenter la capacité de pêche. Pour améliorer la rentabilité économique, la sécurité, la sélectivité pour éviter les rejets, pour équiper les navires de systèmes de propulsion moins polluants, des aides publiques sont nécessaires. Jusqu'à preuve du contraire, le libre marché mondialisé n'est pas un outil de mise en œuvre des politiques européennes, et encore moins d'une politique alimentaire. Les forces du marché n'aideront pas les navires vétustes à devenir des parangons de sélectivité. Je suis favorable aux aides publiques lorsqu'elles participent de la prospérité de l'Europe et non à son déclin. Je continuerais à me battre pour que l'Union européenne aide cette activité à se renouveler et à se préserver.

4-209-968

Lara Comi (PPE), *per iscritto*. – L'Istituzione del Fondo Europeo per gli Affari marittimi e la pesca (FEAMP), con una dotazione di circa 6,3 miliardi di euro, costituisce uno strumento importante per la riforma della politica comune della pesca. Ho espresso dunque il mio voto favorevole a questa proposta di risoluzione che introduce una serie d'importanti novità. In primo luogo, si garantisce un maggiore sostegno alle piccole imprese e alla pesca artigianale che creano posti di lavoro e reddito per migliaia di famiglie in Italia e in Europa. In secondo luogo, la proposta prevede l'attuazione di programmi per la formazione professionale dei giovani e agevolazione per il loro ingresso nel settore. Infine, attraverso il rafforzamento delle conoscenze scientifiche, l'utilizzo di dati e analisi approfondite e il costante dialogo con rappresentanti del settore, questa risoluzione si orienta verso una politica comune della pesca più efficace, a tutela della biodiversità marina e dei lavoratori che operano in questo settore.

4-210-000

Ricardo Cortés Lastra (S&D), *por escrito*. – En mi región, Cantabria, el sector pesquero tiene un peso muy importante, ya no solo desde el punto de vista económico, también en lo que afecta al tejido social, y de este Fondo depende en gran parte su eficacia y su competitividad en los próximos seis años. Los socialistas españoles hemos propuesto en este informe un Fondo Europeo Marítimo y de Pesca para el período 2014-2020 fuerte y útil y hemos pedido que se añadan 900 millones de euros a la cifra propuesta por el Consejo, alcanzando así los 6 500 millones. Con ellos queremos asegurar más ayudas a la formación para promover el empleo juvenil en el sector, la igualdad y el relevo generacional. Hemos mostrado un claro apoyo a la pesca artesanal y a la mejora de las condiciones de trabajo de quienes se dedican a este sector, de acuerdo con las normas de la OIT.

4-210-250

Emer Costello (S&D), *in writing*. – Earlier this year, the EP and the Council reached agreement on an ambitious reform of the common fisheries policy, with the aim of ensuring a sustainable future for fishing communities, enabling fish stocks to recover, the progressive elimination of discards, and minimising the impact of fisheries on the marine environment. The amendments now approved by the EP to the 2014-20 European Maritime and Fisheries

Fund would give us the means to achieve these aims. I welcome the emphasis on improved data collection, monitoring and inspections, on reducing subsidies that encourage over-fishing, on boosting employment, especially among younger fishermen, and on introducing more selective fishing gear to cut discards. I also very much welcome the amendments seeking to disallow applications for support, for a certain period, from operators also found guilty of serious breaches of legislation concerning pay and employment conditions, health and safety, and human or drug trafficking. The fishing industry accounts for less than 0.2% of the EU workforce yet 7% of all workplace fatalities. Fishing jobs must be safe jobs. I would urge the Council to now work with the EP so that the new EMFF can commence operations by 1 January 2014.

4-210-500

Rachida Dati (PPE), *par écrit*. – Le Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche est un outil clef pour financer la politique commune de la pêche, et les propositions du rapporteur allaient dans le bon sens, celui d'une pêche durable et qui soutient les pêcheurs européens, surtout ceux travaillant dans des petites structures. Je me félicite de ce que des mesures visant à améliorer la collecte des données aient été adoptées: elles nous permettront de mieux connaître l'état de la ressource pour adapter au mieux nos actions.

4-210-750

Marielle de Sarnez (ALDE), *par écrit*. – Aujourd'hui, plus de 88% des stocks de poissons en Europe sont surpêchés. Le fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche doit contribuer à mettre fin à ce problème et permettre au secteur d'évoluer vers une pêche durable et respectueuse des ressources que les océans lui offrent. Il est crucial, pour l'équilibre des mers et pour l'équilibre même de la pêche (en particulier pour la pêche à petite échelle, artisanale et côtière) de permettre le renouvellement des ressources. Celles-ci sont un bien commun que chacun se doit de préserver. L'argent des contribuables européens ne doit pas servir à financer le renouvellement des bateaux ce qui irait dans le sens de la surpêche et de l'épuisement des stocks. Cette stratégie suppose aussi de se donner les moyens d'en contrôler sa mise en oeuvre. Il fallait donc des financements adéquats pour permettre aux autorités publiques de lutter plus efficacement contre la pêche illégale, qui représente jusqu'à 40% des débarquements. Les pêcheurs des régions ultrapériphériques, qui font face à des réalités géographiques radicalement différentes de celles de l'Europe continentale, n'ont pas été oubliés par cette réforme. Le nouveau FEAMP double leur dotation pour la pêche et permettra d'accompagner les pêcheurs dans leurs stratégies de développement locales.

4-211-000

Christine De Veyrac (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur de ce texte car j'estime qu'il est important de doter l'Union européenne d'un Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche (FEAMP) donnant lieu à une politique réaliste de la pêche. Celle-ci passe par la réduction des capacités de pêche, tout en garantissant l'activité de nos pêcheurs. J'approuve notamment la volonté européenne d'apporter un soutien aux jeunes pêcheurs.

4-212-000

Robert Dušek (S&D), *písemně*. – Zpráva o evropském a rybářském fondu je součástí reformy rybářské politiky EU a dokládá spor mezi dvěma stranami. Jedna strana usiluje o zachování rybolovných zdrojů a mořské biodiverzity pro budoucí generace. Oproti tomu

řada států, které mají z rybolovu výrazné zisky, prosazuje provozování komerčního rybolovu stejným způsobem jako doposud. Já jsem pro udržitelný rybolov a zachování odvětví jako obživy i pro budoucnost a proti pokračování masového výlovu moří a oceánů. Až bude totiž vyloveno, rybáři ztratí svoji obživu navždy. Komerční rybolov navíc prospívá zejména bohatým koncernům, které ochrana rybolovných zdrojů i další pravidla o zakázání výmětů z lovu nezajímá. Jde jim v první řadě o zisky. Absolutně nesouhlasím s tvrzením zpravodaje, že nadměrná kapacita loďstva je diskutabilní. Prosazuji snížení počtu loďstva a zároveň snížení možné míry odlovu, a to co nejdříve. Zatímco diskutujeme, rabují se oceány a moře nadále a nikdo s tím nic nedělá. Rybářské společnosti ve sladkovodních zónách přispívají a starají se o své chovy ryb, které pak mají právo odlovit. Rybářské společnosti působící na mořích a oceánech se oproti tomu na udržení stavu rybích populací podepisují značně záporně. Zprávu jako celek vítám. Hlasoval jsem pro pozměňovací návrhy, které pomáhají udržet rybolov jako odvětví i do budoucna.

4-212-250

Ioan Enciu (S&D), *par écrit*. – J'ai voté en faveur du rapport établissant le Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche pour la période 2014-2020, et je me félicite de son adoption. Le texte adopté a largement pris en compte un grand nombre de demandes issues du groupe Socialiste et Démocrate visant notamment à la création de nouveaux emplois au lieu d'utiliser les fonds disponibles pour financer l'achat de nouveaux bateaux sans stratégie économique durable. Le Fonds pour la pêche fournira 6 milliards d'euros afin de financer près de 60% des subventions accordées en soutien aux pêcheurs pendant leurs périodes d'inactivité forcée, pour encourager une réduction progressive de la flotte de bateaux de pêche en activité, ainsi que dans l'objectif de construire des bateaux plus sûrs et respectueux de l'environnement. Ce vote est un pas important dans le développement d'une pêche européenne socialement et écologiquement durable, qui permettra également une meilleure distribution des fonds européens, ainsi qu'un contrôle plus strict de leur utilisation. Enfin, c'est un texte fondamental pour permettre de préserver les stocks de poissons qui ont été sévèrement impactés par la croissance de la "surpêche", ce qui représente un bon signal donné par l'Union européenne.

4-212-375

Diogo Feio (PPE), *por escrito*. – A questão da capacidade pesqueira da União Europeia surge recorrentemente no debate político cavando uma divergência já costumeira entre os chamados *amigos da pesca* e os *amigos do peixe*. Creio ter tido já a oportunidade de manifestar o meu desacordo perante esta dicotomia. Em meu entender, esta não só é falsa como se arrisca a enquistar um debate, que se deseja fluido mas rigoroso, em torno de posições maximalistas que, de tão irredutíveis, em nada contribuem para a busca de soluções concretas para os problemas concretos. Assisti com pesar ao desmantelamento das frotas pesqueiras de diversos países, entre os quais o meu, e lamento o modo como esta retração da atividade afetou negativamente as comunidades pesqueiras da União. De igual modo, não ignoro os riscos e os efeitos da sobrepesca que ameaçam ter naquelas um impacto ainda mais devastador, a médio e longo prazo. É neste quadro da busca de equilíbrios complexos num tema difícil que entendo o compromisso alcançado.

4-212-406

José Manuel Fernandes (PPE), *por escrito*. – O mar tem de ser uma prioridade concreta, com um grande potencial de impacto positivo e promotor da dinamização da economia e da criação de emprego. A União Europeia deve concentrar esforços no aproveitamento

e na rentabilização dos recursos disponíveis desta área, através de uma estratégia que garanta a sustentabilidade ambiental e económica das atividades ligadas ao mar. A defesa da biodiversidade é seguramente uma prioridade que deve conciliar os interesses de todos os agentes envolvidos neste setor. Impõe-se uma estratégia comum, capaz de uma gestão concertada e integrada na utilização dos recursos, mas que assegure uma resposta cabal e eficaz às especificidades de cada região nesta área. Saliento a importância da pesca artesanal para a defesa da biodiversidade, dinamização económica e estabilidade social de zonas e regiões específicas do espaço europeu, razão pela qual a UE deve garantir fundos para apoiar a sua atividade, tanto ao nível da renovação de frota e equipamentos como de segurança e desassoreamento. No setor do mar e das pescas, a investigação deve ter um papel primordial na definição de novas estratégias de desenvolvimento do setor.

4-212-437

João Ferreira (GUE/NGL), *por escrito*. – O resultado desta votação em plenário confirma, no essencial, a votação ocorrida na comissão das pescas. Valorizamos que a votação tenha confirmado a inclusão na proposta de regulamento de importantes propostas que fizemos, como seja: - a possibilidade de o FEAMP apoiar financeiramente a cessação temporária das atividades de pesca durante períodos de defeso biológico – o apoio às chamadas *paragens biológicas*, uma reivindicação de há muito do setor e uma medida com impacto positivo significativo para pescadores e armadores e para a própria sustentabilidade dos recursos, - o aumento do cofinanciamento comunitário na recolha e gestão de dados biológicos, dos atuais 50% para 80% (taxa máxima), o que se reveste da maior importância para uma gestão sustentável das pescarias, assente no conhecimento científico, - a majoração do cofinanciamento de projetos ligados à pesca de pequena escala em 30 pontos percentuais. Persistem, todavia, muitas lacunas e insuficiências no regulamento, que motivaram a nossa abstenção. Lamentamos, além disso, a rejeição de propostas relativas a uma definição mais realista para a pesca de pequena escala; ao apoio do FEAMP à construção de novos portos, locais de desembarque e lotas; ao apoio do FEAMP, sob rígidas condições, à substituição de motores por razões de segurança a bordo e à renovação da frota, entre outras.

4-212-500

Christofer Fjellner (PPE), *skriftlig*. – Vi betonar vikten av att EU:s subventioner till fiskeindustrin minskar och på sikt försvinner. Syftet med det nya allmänna regelverket för fisket är att bestånden på sikt ska återuppbyggas, vilket ökar lönsamheten för fiskesektorn. Det ökar trycket att avskaffa subventionerna till fisket. Vi beklagar att Europaparlamentet ställde sig bakom kapacitetsökande stöd för bland annat motorbyten, tillfälligt stillestånd, uppstartsstöd och lagerstöd. Då stöden för datainsamling och kontrollåtgärder fördubblas och stöden för nybyggnation röstades ut ur förslaget valde vi dock att ställa oss bakom reformen. Vår grundläggande position är dock att skattebetalarnas pengar inte ska gå till den här typen av industrisubventioner.

4-213-000

Monika Flašíková Beňová (S&D), *písomne*. – V oznámení Komisie Európskemu parlamentu, Rade, Európskemu hospodárskemu a sociálnemu výboru a Výboru regiónov s názvom Reforma spoločnej rybárskej politiky (SRP) sa sformulovali možné úlohy, ciele a zameranie SRP po roku 2013. Na základe diskusie o tomto oznámení by sa SRP mala reformovať s účinnosťou od 1. 1. 2014. Rozsah pôsobnosti Európskeho fondu pre námorníctvo a rybárstvo by mal obsahovať aj podporu SRP v zmysle ochrany, riadenia a využívania morských biologických zdrojov, sladkovodných biologických zdrojov a

akvakultúry. Cieľom je zabezpečiť, aby činnosti rybolovu a akvakultúry prispievali k dlhodobu udržateľným environmentálnym podmienkam žiaducim pre hospodársky a sociálny rozvoj.

4-213-125

Elisabetta Gardini (PPE), *per iscritto*. – Ho appoggiato la relazione sul Fondo europeo per gli affari marittimi e la pesca (FEAMP), il nuovo strumento destinato a finanziare la Politica comune per la pesca per il periodo 2014-2020. Ritengo che i compromessi raggiunti possano contribuire a una politica europea per la pesca realistica. Da un lato si è tenuto conto dell'esigenza di procedere a una riduzione graduale della capacità di pesca a livello dell'Unione. Riduzione che non deve derivare tanto da un taglio del numero di navi, quanto da un più rigido controllo sul rispetto dei tetti fissati alle quantità di pescato e da una politica di rinnovo e di ammodernamento della flotta e sostituzione dei motori, che garantisca navi più economiche sul piano energetico, più selettive e meno potenti. Dall'altro lato si è cercato di garantire la sostenibilità e la remuneratività delle attività di pesca, attraverso il sostegno alla diversificazione, alla formazione professionale e all'ingresso dei giovani nel settore della pesca e allo sviluppo dell'acquacultura. Il ruolo del FEAMP dovrebbe essere quello di incoraggiare la creazione di imprese nel settore della pesca e sostenere, in particolare, la competitività e la sostenibilità della pesca artigianale e costiera, così importante per la vitalità degli spazi costieri.

4-213-250

Catherine Grèze (Verts/ALE), *par écrit*. – Nous votons le programme de financement pour la pêche européenne sur la période 2014-2020. Ce fonds (FEAMP) constitue le volet financier de la PCP. Cet instrument est essentiel pour qu'une pêche européenne durable soit enfin mise en place efficacement. Je n'ai pas soutenu la proposition de M. Cadec car il met en péril la possibilité d'une pêche réellement durable ! Certaines de nos propositions, comme l'augmentation des fonds attribués à la recherche et au contrôle ou encore le fait de ne pas réintroduire de subventions pour le renouvellement des flottes, ont été acceptées. Mais la réforme ambitieuse de la PCP récemment adoptée par le PE risque d'être compromise. Au lieu de mettre fin à la surpêche, la majorité des députés a préféré attribuer ces fonds à des pratiques en conflit avec la durabilité de la PCP. Ils ont notamment réintroduit des fonds directs encourageant de nouvelles capacités de pêches, en clair : on augmente la capacité de capture (ex. moteurs plus performants), qu'il faudrait pourtant réduire et sans créer d'emploi. Ce fonds devait assurer une pêche européenne responsable, la protection de la biodiversité marine ainsi que l'avenir des pêcheurs, ce ne sera peut-être pas le cas.

4-213-500

Nathalie Griesbeck (ALDE), *par écrit*. – Nous le savons, les stocks de poissons dans nos mers se raréfient, menaçant la subsistance de certaines espèces et l'activité de nos pêcheurs. Le fonds européen que nous venons de valider a pour ambition de faire évoluer notre pêche vers un modèle qui soit plus durable et respectueux des ressources de la mer et je m'en félicite. Nous avons acté il y a peu le principe d'une pêche côtière, artisanale et de petite échelle. Ce fond valide cette vision en permettant de lutter plus efficacement contre la pêche illégale, en favorisant le renouvellement d'une flotte qui soit plus durable et en permettant aux pêcheurs de mieux respecter l'interdiction de rejets en mer. Enfin, le fond favorisera l'installation des jeunes pêcheurs à conditions qu'ils achètent un navire de pêche artisanale ou côtière. Il s'agit ici d'une mesure pour construire l'avenir que je salue.

4-214-000

Françoise Grossetête (PPE), *par écrit*. – Soucieuse de la défense d'une pêche artisanale, j'ai voté en faveur de ce rapport, qui permet de préserver les stocks de poissons tout en assurant l'avenir de nos pêcheurs. Ce Fonds européen dégagera 6,3 milliards d'euros en faveur d'une nouvelle politique commune de la pêche. Il devrait notamment aider au financement de moteurs plus modernes pour la flotte de pêche, pour des bateaux plus sûrs et moins polluants. En conditionnant l'aide apportée à une limitation des capacités des bateaux, il contribuera à garantir le renouvellement des stocks de poisson. Le FEAMP prévoit également davantage de soutien pour la collecte des données, une aide à l'installation des jeunes pêcheurs engagés dans une pêche durable, et un volet social ambitieux qui doit permettre d'améliorer les conditions de vie et de travail des pêcheurs.

4-214-500

Sylvie Guillaume (S&D), *par écrit*. – Bien qu'il ne soit pas totalement satisfaisant, je me suis exprimée en faveur du FEAMP en considérant que ce fond doit d'abord permettre aux pêcheurs européens de faire face à une concurrence mondiale, déloyale sur la plan économique et social, et qui nous conduit aujourd'hui à importer plus de 60% des produits de la mer que nous consommons. C'est ainsi que j'ai soutenu les aides publiques en faveur du renouvellement des navires car elles sont indispensables pour favoriser des mutations de la pêche imposées au niveau européen. Ces aides doivent donc permettre d'améliorer la rentabilité économique, la sécurité, la sélectivité pour éviter les rejets, et équiper les navires de systèmes de propulsion moins polluants. J'ai enfin soutenu une approche qui, à la différence des propositions de la Commission qui incitaient plus la profession à se reconverter, invite davantage les pêcheurs à envisager l'avenir avec confiance.

4-214-625

Marian Harkin (ALDE), *in writing*. – I was very pleased that the European Parliament voted not to approve subsidies for fleet renewal. These subsidies were discontinued before the last agreement on the common fisheries policy and to restore them would have been a retrograde step and would have undermined all our good work in the common fisheries policy 2014 to 2020. I am pleased that my group, ALDE, were the difference in this vote. We want sustainable fisheries and we want to support fishermen and women in the future. In this report we said yes to support for Produce Associations, yes to training of young fisherpersons, yes to Maximum Sustainable Yield, yes to money for data collection and yes to gear change but no to subsidies for fleet renewal.

4-214-750

Jim Higgins (PPE), *i scríbhinn*. – Cuirim fáilte roimh an tuarascáil seo, agus tá a fhios agam go bhfuil an-chuid oibre déanta ag oifig Alain Cadec.

Tá an-chuid rudaí sa tuarascáil seo, ach ba mhaith liom díriú ar an tábhacht a bhaineann leis na cabhlaigh chósta ar mhionscála maidir le pobail chósta. I measc na mbeart sin tá comhairle ghairmiúil faoi straitéisí gnó agus margaíochta.

Cuirfidh CEMI comhtháthú sóisialta agus cruthú post chun cinn i bpobail a bhíonn ag brath ar an iascach trí luach breise a chur leis an iascach agus trí éagsúlú chun gabháil d'earnálacha eile muirí. Tacófar leis an gcur chuige faoi stiúir an phobail maidir le forbairt inbhuanaithe na limistéar iascaigh.

Aithníonn CEMI den chéad uair an ról a imríonn céilí – ar mná iad den chuid is mó – i ngnólacht iascaireachta an teaghlaigh, agus gan aon aitheantas dlíthiúil acu i mórán cásanna.

4-214-875

Brice Hortefeux (PPE), *par écrit*. – Je me réjouis de l'adoption du rapport de mon collègue Alain Cadec sur le Fonds européen des Affaires Maritimes et de la Pêche. Après 18 mois de négociations difficiles, ce rapport reflète un bon équilibre entre la volonté d'assurer la survie de tout un secteur affaibli par la crise et la nécessité de garantir une pêche durable dans le respect des écosystèmes. Pour aider les pêcheurs à se maintenir dans ce secteur très concurrentiel, l'Europe distribuera 6,5 milliards d'euros pour la période 2014-2020. Cela permettra aux pêcheurs qui exercent dans des conditions très difficiles et dont le courage mérite d'être salué, de transmettre leur savoir aux nouvelles générations grâce aux aides à l'installation. La préservation des ressources halieutiques est une autre priorité qui, au-delà de l'impératif environnemental, permettra aux pêcheurs de poursuivre leur activité dans les prochaines décennies avec le financement des périodes de repos biologiques et l'augmentation des moyens alloués au contrôle et à la collecte des données.

4-215-000

Juozas Imbrasas (EFD), *raštu*. – Pritariu komiteto siūlymui, kad būtų griežtai kontroliuojama žvejybos veikla, kad būtų galima vykdyti aplinkos ir socialiniu požiūriu tvarų valdymą. Manau, kad reikia teikti struktūrinę paramą žuvininkystės sektoriui siekiant padidinti jo konkurencingumą ir tvarumą. Taip pat reikia remti investicijas, kad būtų gerinamos darbo ir saugumo sąlygos, ribojamas energijos vartojimas, mažinama tarša ir skatinama naudoti selektyvesnius įrankius. Reikia atsižvelgti į uostų strateginį vaidmenį žvejybos veiklos ir pakrančių vietovių konkurencingumui ir tvarumui. Svarbu gilinti mokslines žinias apie išteklių kiekį ir kokybę, siekiant naudotis kokybiškais moksliniais rekomendacijomis, susijusiomis su visais Sąjungoje parduodamais ištekliais. Palankiai vertinu mokslininkų ir žvejų partnerystei skiriamą dėmesį. Fondo lėšomis bus remiami verslumas, inovacijos, žmogiškasis kapitalas, aplinkos apsauga, visuomenės sveikata ir akvakultūros išteklių draudimas.

4-215-500

Iñaki Irazabalbeitia Fernández (Verts/ALE), *por escrito*. – Me he abstenido en la votación final ya que considero que la propuesta aprobada tiene aspectos positivos, como los relativos a las ayudas en el caso de modernización de la flota que impliquen una mayor seguridad para la tripulación, pero los aspectos que afectan negativamente a la flota vasca, como la definición de flota artesanal, tienen un peso importante.

4-216-000

Peter Jahr (PPE), *schriftlich*. – Die Fischerei ist ein wichtiger Wirtschaftszweig für viele Mitgliedsstaaten. In der Europäischen Union sind bereits zwei Drittel aller Fischarten überfischt. Der Europäische Maritim- und Fischereifonds (EMFF) sieht den Ausbau und die Modernisierung der Flottenbestände vor. Ich fordere deshalb die Kommission auf, dafür zu sorgen, dass die Modernisierung der Flottenbestände zu keiner Erweiterung der Fischfangkapazitäten führt. Mit dem EMFF unterstützen wir Länder mit hohen Fangquoten, und es besteht die Gefahr, dass die Überfischung der bereits gefährdeten Bestände verschlimmert wird. Erfreulich ist, dass es in dem Bericht ein deutliches Bekenntnis zu Aquakulturen gibt. Wird die Aquakultur umwelt- und tiergerecht betrieben, kann sie einen

entscheidenden Beitrag leisten, die Naturfischbestände zu schützen. Ich freue mich auch, dass mit dem Fonds jungen Menschen beim Einstieg ins Fischereigewerbe geholfen wird. Dennoch müssen wir einen Weg finden, um sowohl die bereits gefährdeten Bestände, als auch das Fischereigewerbe zu schützen.

4-216-250

Philippe Juvin (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur du rapport de mon collègue Alain Cadec sur le Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, qui est le volet financier de la politique commune de la pêche. Le rapport vise à garantir une pêche durable, compétitive et sociale en mettant en place des mesures de conservation, de diversification des revenus des pêcheurs et d'obligation de respect des législations sociales. Je regrette néanmoins le rejet du seul instrument de réduction de la capacité de pêche, qui conditionnait une aide au renouvellement des navires de pêche artisanale, dans les flottilles en surcapacité, à la réduction de leur capacité de pêche et de leur consommation énergétique.

4-216-500

Tunne Kelam (PPE), *in writing*. – I voted in line with the original proposal by the European Commission that aims to assure the sustainability of fish stocks now and also in the future. First, we need adequate data on the current situation concerning fish stocks and our seas. Whereas the Baltic Sea is almost 75% researched and mapped, the Black Sea on the other hand is a tabula rasa and in the Mediterranean area it is only about a quarter. Our internal seas have very fragile ecosystems which are largely not sufficiently researched; it should be our first task to complete data collection in this regard. Also, the control and enforcement of data collection has to be strengthened; Member States need to take their responsibility in this regard seriously. I am very glad that the vote was in favour of a reasonable approach and is not supporting increasing or renewing the fleet.

4-217-000

Béla Kovács (NI), *írásban* – Trianon óta nem sok babér terem nekünk a tengeri halászatban, így az adott esetben egykori nemzetrészeinket támogathatjuk csak. A jelentés a Bizottságnak a közös halászati politika reformjára irányuló javaslatát módosítja. A módosítók a kisüzemi, vagy part menti halászati vállalkozások védelmét helyezik előtérbe. Fontos, hogy a gazdálkodás környezetvédelmi és társadalmi szempontból is megvalósítható legyen. Mivel a kis halászok pozíciójának erősítését fontosnak tartom, így a jelentést megszavaztam.

4-217-500

Giovanni La Via (PPE), *per iscritto*. – Il Fondo Europeo per gli Affari Marittimi e la Pesca (FEAMP) rappresenta uno strumento dell'Unione Europea per il finanziamento della politica comune della pesca e della politica marittima integrata 2014-2020. Riunendo le due politiche in un unico strumento finanziario, la proposta della Commissione intende semplificare l'impatto amministrativo relativo alla sua implementazione. Ho, dunque, votato favorevolmente la relazione del collega on. Cadec affinché il FEAMP realizzi, tenendo conto dei cambiamenti climatici, una gestione della pesca sostenibile dal punto di vista ambientale e miri, allo stesso tempo, allo sviluppo dell'occupazione delle zone costiere, sostenendo in particolar modo gli investimenti a favore dei giovani, e al loro ingresso lavorativo nel mondo della pesca.

4-217-750

Agnès Le Brun (PPE), *par écrit*. – Le Parlement européen a approuvé un budget de 6,5 milliards d'euros pour le Fonds européen des affaires maritimes et de la pêche (FEAMP) 2014-2020, qui constitue le volet financier de la réforme de la politique commune de la pêche. J'ai voté en faveur de ce texte qui permettra le développement d'une pêche durable et compétitive. Le nouveau fonds européen soutiendra la pêche artisanale, l'innovation et la diversification des activités des pêcheurs. Une aide au remplacement des navires de plus de 35 ans sera accordée pour les navires de pêche artisanale (moins de 12 mètres de long et n'utilisant pas de chaluts). Ce remplacement doit permettre une réduction de 40% de la capacité, de l'effort de pêche et de la consommation d'énergie du navire. Nous avons également amélioré les normes sociales et accordé une aide à l'installation pour les jeunes pêcheurs. Enfin, nous avons pris des mesures pour préserver les stocks, en mettant la priorité sur l'élimination des rejets en mer et sur le renforcement de la collecte des données et des contrôles. Enfin, les règles du FEAMP ont été alignées avec celles des autres fonds européens, ce qui simplifiera la gestion du fonds et renforcera la cohérence de l'action de l'Union européenne.

4-218-000

Bogusław Liberadzki (S&D), *na piśmie*. – Głosowaliśmy dzisiaj nad projektem w sprawie Europejskiego Funduszu Morskiego i Rybackiego. Projekt ten wywołał wiele kontrowersji, w ciągu ostatnich tygodni otrzymałem wiele maili oraz listów z prośbami o ochronę polskich interesów. Zasoby ryb stanowią dobro o istotnym znaczeniu dla globalnego bezpieczeństwa żywnościowego. Sektor rybołówstwa i związana z nim działalność bardzo często są głównym, o ile nie jedynym, źródłem utrzymania obywateli w wielu europejskich regionach.

Poparłem ideę inwestycji w modernizację małych statków rybackich, które są starsze niż 35 lat. Jednym z warunków otrzymania takiej pomocy było zmniejszenie konsumpcji energii takiego statku o 40%. To samo tyczy się możliwości wymiany silnika w małych statkach. Moc nowego silnika powinna być co najmniej 40% mniejsza niż poprzedniego. Konsultowane środowiska rybaków bałtyckich z Kołobrzegu podkreślają alarmujący stan dorsza spowodowany przemysłowym odłowem szprota na paszę, co zachwiało równowagę biologiczną w wodach Bałtyku. Stąd szczególnie popieram wszystkie postanowienia dotyczące odnowy zasobów i zachowania równowagi biologicznej Morza Bałtyckiego. Ważna jest pomoc finansowa przy wymianie floty, ale jeszcze ważniejsza jest troska o to, by było co łowić.

4-218-250

George Lyon (ALDE), *in writing*. – Today I opposed fleet renewal and engine replacement as I feel they are detrimental to the fishing industry and could potentially lead to overfishing. Scotland needs a fisheries management regime that will protect our marine environment and secure the economic future of our fishing industry. The improvement in data collection for stocks fished in the EU is the vital step to ensure the environmental sustainability of the fish stocks available. To reinstate EU subsidies for building new fishing boats would on the other hand have been a crazy step backwards. We still have too many boats chasing too few fish, so to use public money to pay for building new boats would only make the problem worse.

4-218-500

David Martin (S&D), *in writing*. – I voted in favour of this report because it will help fishermen adapt to the reforms that we have already voted on the common fisheries policy. In Scotland my constituents want to see sustainable fishing, support for coastal communities to diversify their economies and for it to be easier for fishermen and their communities to access financing. This report makes moves towards this and that is why I voted in its favour.

4-218-750

Véronique Mathieu Houillon (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur du rapport sur les règles du Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche. Ce fonds de 6,5 milliards d'euros aidera les pêcheurs à mettre en œuvre la réforme de la pêche adoptée au niveau européen pour une pêche durable. L'aide européenne pourra être utilisée pour la modernisation des moteurs de bateaux qui devront être moins puissants, pour l'installation des jeunes pêcheurs, pour la collecte et la gestion des données de la pêche notamment.

4-219-000

Jean-Luc Mélenchon (GUE/NGL), *par écrit*. – L'amorce d'un marché européen des droits de pêche était le point noir de la réforme de la politique commune de la pêche. Ce rapport du Parlement revient sur ce point et supprime la possibilité de vendre et d'acheter des quotas de pêche (concessions de pêche transférables). C'est un point positif décisif. Pour le reste, il prévoit d'autres avancées comme la possibilité que le FEAMP apporte un soutien financier aux pêcheurs pendant les périodes de repos biologique nécessaires à la reproduction des espèces ainsi qu'un soutien aux jeunes pêcheurs pour les aider dans leur installation. C'est positif. Surtout, sur la question sensible du renouvellement de la flotte, le texte trouve un équilibre que j'approuve. Il propose de réintroduire la possibilité de financer le renouvellement. Ce sera utile aux petits pêcheurs pour réduire la consommation de carburant et améliorer les conditions de travail. Mais cela n'était acceptable qu'à condition d'être assorti d'un garde-fou contre la course au productivisme. C'est ce que fait le texte en conditionnant le financement à une réduction de l'effort de pêche. Les aides à la pêche artisanale auraient mérité d'être mieux décrites. Cependant, les points clés favorables à la ressource halieutique et aux pêcheurs y figurent. Je vote pour.

4-219-125

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. – Fica agora aprovado o Fundo Europeu dos Assuntos Marítimos e da Pesca (FEAMP) para 2014-2020. Este comportará uma verba de 6,5 mil milhões de euros para ajudar os pescadores a cumprir as regras da nova Política Comum das Pescas, como seja a proibição das devoluções ao mar, através de investimentos em artes de pesca mais seletivas. Este fundo servirá também para o financiamento de medidas para melhorar a segurança e as condições de trabalho, a formação profissional, a inovação, a recolha de dados, as infraestruturas dos portos e apoiar o desenvolvimento da pesca costeira e de pequena escala. O fundo prevê também incentivos para os jovens pescadores. O FEAMP deve apoiar investimentos em equipamento ou a bordo, incluindo a remoção, substituição ou modernização dos motores principais ou auxiliares, desde que a potência do novo motor seja, no mínimo, 40 % inferior à do motor substituído.

4-219-250

Willy Meyer (GUE/NGL), *por escrito*. – No he podido votar a favor del presente informe porque, pese a contener diferentes medidas positivas en el funcionamiento del fondo,

introduce otros aspectos que permitirán financiar a los grandes grupos pesqueros. El informe introduce una serie de modificaciones importantes para beneficiar a los pequeños pescadores, desde la financiación de las paradas biológicas a la modernización de motores en los buques artesanales, etc. Sin embargo, el informe mantiene determinados puntos que pueden ser empleados por los grandes grupos pesqueros para beneficiarse de los fondos públicos. Mantenemos nuestra apuesta por los pequeños pescadores, pero también es necesario que la legislación proteja de manera efectiva el medio ambiente ante la explotación de los mares por parte de las grandes compañías. Por ello me he abstenido en la votación de este informe.

4-219-375

Alexander Mirsky (S&D), *in writing*. – I think that the European Maritime and Fishery Fund (EMFF) objective is to assist the common fisheries policy implementation. It is based on four pillars: green fisheries, green aquaculture, sustainable and inclusive territorial development and integrated maritime policy. I voted in favour.

4-219-500

Elisabeth Morin-Chartier (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur de la proposition de mon collègue Alain Cadec sur le Fonds européen des affaires maritimes et de la pêche (FEAMP) qui constitue le volet financier de la réforme de la politique commune de la pêche. Il s'agit d'accompagner efficacement la mise en œuvre de la nouvelle politique commune de la pêche: Pour une pêche durable d'un point de vue environnemental avec la mise en place de mesures de conservation telles que des périodes de repos biologiques ou des arrêts temporaires et le gel des subventions pour les États membres qui ne respectent pas les règles de la politique commune de la pêche. Pour un secteur de la pêche compétitif par l'aide à l'installation pour les jeunes pêcheurs (moins de 35 ans), un soutien à la diversification des revenus des pêcheurs dans des activités complémentaires à la pêche, des investissements dans les infrastructures des ports de pêche, enfin un soutien à l'innovation, notamment la conception de navires plus modernes et plus respectueux de l'environnement. Pour un volet social ambitieux pour l'amélioration des conditions de santé, d'hygiène et de sécurité à bord, des actions de formation professionnelle pour les pêcheurs et des conditionnalités liées au respect des législations sociales en vigueur (pas de subvention en cas de non-respect).

4-219-625

Radvilė Morkūnaitė-Mikulėnienė (PPE), *raštu*. – ES Žuvininkystės politikos prioritetas – tvari žvejyba, grįsta visų pirma moksliniais duomenimis apie išteklius. Todėl džiaugiuosi, kad ši pozicija atsispindi ir šiandien mūsų priimtame dokumente, bei kad pavyko atsisakyti ankstesnių siūlymų didesnę paramos dalį skirti išteklių tvarumo negarantuojančioms priemonėms.

4-219-750

Tiziano Motti (PPE), *per iscritto*. – Da cittadino di una Regione, l'Emilia Romagna, che si affaccia sul mare, sono globalmente soddisfatto del testo votato oggi. La proposta della Commissione relativa al quadro finanziario pluriennale (QFP) per il 2014-2020, adottata il 29 giugno, ha delineato il quadro di bilancio e i principali orientamenti per il finanziamento della politica comune della pesca (PCP) e della politica marittima integrate. L'attuale proposta di regolamento sul Fondo europeo per gli affari marittimi e la pesca è

volta a conseguire gli obiettivi delle riforme della Politica Comune Pesca e della Politica Marittima sulla base degli obiettivi seguenti, ridefiniti nell'ottica del finanziamento: promuovere attività di pesca e acquacoltura sostenibili e competitive; favorire lo sviluppo e l'attuazione della politica marittima integrata dell'Unione in modo complementare rispetto alla politica di coesione e alla PCP; promuovere uno sviluppo territoriale equilibrato e inclusivo delle zone in cui si praticano attività di pesca (inclusa l'acquacoltura e la pesca nelle acque interne); contribuire all'attuazione della Politica Comune della Pesca.

4-220-000

Katarína Neveďalová (S&D), *písomne*. – Cieľom Európskeho námorného a rybárskeho fondu je pomôcť pri implementácii spoločnej rybárskej politiky. Tento fond je založený na štyroch pilieroch: zelený rybolov, zelená akvakultúra, udržateľný a inkluzívny územný rozvoj a integrovaná námorná politika. Za priority považujem – zvýšenie finančnej podpory pre zber dát a striktnejšiu kontrolu pri využívaní fondov EÚ. Úspech budúcej spoločnej rybárskej politiky (SRP) do značnej miery závisí od toho, do akej miery budú dohodnuté opatrenia implementované. Niektoré členské štáty majú značné problémy pri dodržiavaní zberu dát, kontrolách a vynucovaní záväzkov. Avšak splnenie týchto povinností je základným predpokladom na efektívne riadenie rybolovu na európskej úrovni. Členské štáty sú právne viazané zásadami smernice pre námorné stratégie EÚ, v praxi je však realizácia bola pomalá. Predovšetkým členské štáty musia výrazne zintenzívniť svoje úsilie v oblasti zhromažďovania údajov pre ukazovatele dobrého stavu životného prostredia a vplyvu rybolovu na ekosystém. Považujem preto za potrebné v prvom rade zvýšiť objem peňazí určených pre zber údajov, kontrolu a vymáhateľnosť. Zároveň je potrebné podporiť flexibilitu pre členské štáty a to, aby mohli presunúť podporu/príspevky na takáto kontrolu alebo vymáhateľnosť.

4-221-000

Rareș-Lucian Niculescu (PPE), *în scris*. – Am votat în favoarea raportului. Cu toate acestea regret respingerea amendamentelor care ar fi contribuit semnificativ la modernizarea ambarcațiunilor de mici dimensiuni care reprezintă, de exemplu, 95% din flota românească de pescuit. Salut prevederile favorabile pescuitului de coastă și a celui la mică scară. De asemenea consider deosebit de importante prevederile referitoare la susținerea acvaculturii, în condițiile în care numai 6% din produsele de acvacultură din UE sunt produse în statele membre, restul fiind importate.

4-221-500

Rolandas Paksas (EFD), *raštu*. – Pritariu pateiktam reglamento projektui.

Manau, kad skirstant fondo paramą šalims narėms, visų pirma, reikia atsižvelgti į užimtumą ir gamybos lygį žuvininkystės produktų perdirbimo sektoriuje.

Siekiant ekonominio ir aplinkosauginio tvarumo, reikia labiau remti senų laivų pakeitimą naujesniais, nedidinant žvejybos pajėgumų ir galimybių. Be to, būtina užtikrinti, kad ši priemonė netaptų vien deklaratyvia, o būtų efektyviai įgyvendinta. Ypatingas dėmesys turi būti skiriamas mažų pajėgumų žvejybinių laivynų atnaujinimui.

Siekiant apsaugoti šio sektoriaus subjektus nuo finansiškai rizikingos veiklos, paramos laikotarpis turi atitikti išsipareigojimo laikotarpį. Be to, perdirbimo sektoriui taip pat turėtų būti sudarytos galimybės gauti paramą dotacijomis.

4-222-000

Alfredo Pallone (PPE), *per iscritto*. – Il Fondo europeo per la politica marittima e la pesca nell'Unione europea (FEAMP) stanzerà i fondi per gli aiuti strutturali al settore marittimo e per la pesca all'interno del nuovo quadro finanziario pluriennale 2014-2020.

Obiettivo del fondo è ovviamente crescita, occupazione, sostenibilità, ammodernamento delle strutture, valorizzazione dell'ambiente marittimo e costiero. Inoltre il fondo, che avrà una dotazione complessiva di 5,5 miliardi di euro, prevede di raggiungere gli obiettivi della politica marittima integrata e della riforma della politica comune della pesca.

4-223-000

Mario Pirillo (S&D), *per iscritto*. – Dopo una lunga gestazione finalmente si è giunti oggi al voto sul Fondo per la pesca che stanzerà le risorse finanziarie per il prossimo settennio.

Fondi necessari senza i quali difficilmente si potranno raggiungere gli obiettivi che guidano la nuova PCP, in particolare mi riferisco alla conservazione degli ecosistemi marini e al sostegno della pesca sostenibile. Mi lascia particolarmente soddisfatto la valorizzazione della piccola pesca costiera artigianale.

Ritengo altresì importante l'aver previsto misure di accompagnamento per i giovani che intendono affacciarsi a questa attività e la possibilità di rottamazione di barche per ridurre lo sforzo di pesca. Si tratta di misure fondamentali per rilanciare il settore, soprattutto se crediamo che questo settore possa essere ancora oggi un comparto foriero di occupazione e diventare attrattivo per i giovani.

4-223-250

Robert Rochefort (ALDE), *par écrit*. – Ce Fonds européen pour la pêche de 6,5 milliards d'euros clôt le volet financier de la réforme de notre Politique commune de la pêche (PCP). Grâce à notre vote, ce fonds va concrétiser les réformes ambitieuses obtenues dans le volet réglementation en matière de rendement maximal de pêche, qui témoignent de notre volonté d'assurer une transition vers une pêche durable. Notre première victoire est d'avoir contribué à lutter davantage contre la surpêche. Nous avons notamment évité qu'un renouvellement massif de la flotte de pêche se transforme en véritable catastrophe pour l'emploi et les stocks de poissons, à travers une réduction drastique de l'équipage à bord et une augmentation des capacités de pêche dans des zones côtières déjà grandement victimes de surpêche. Je suis également fier que nous ayons voté en faveur d'une augmentation des fonds alloués à la collecte de données et au contrôle du respect de la PCP, qui étaient largement insuffisants. Ces fonds permettront de calculer efficacement le rendement maximal requis par la nouvelle PCP, de façon à maintenir la taille de la population de poissons à sa productivité maximale, ainsi que de garantir le respect de la PCP, ce qui est loin d'être le cas aujourd'hui.

4-223-500

Raül Romeva i Rueda (Verts/ALE), *in writing*. – Against. MEPs have today voted for a fisheries fund that is at odds with the goals of the recently-agreed reform of the common fisheries policy. Instead of voting to end the use of public funds to subsidise overfishing and the over-exploitation of fish stocks, they have voted to give EU funds to practices that are in direct conflict with the goal of more sustainable fisheries. Of particular concern are proposals to reintroduce subsidies for funding for engine replacement and grants for purchasing boats for young fishermen. This would essentially subsidise an increase in

fishing capacity in the EU: a totally wrongheaded approach at a time when the CFP is looking to reduce, not increase, fishing capacity. Thankfully, MEPs at least rejected proposals to reintroduce subsidies for new fishing vessels. One important improvement is the adoption of Green proposals to increase funding for research and control and to enable oversight by the Commission on how Member States disburse these crucial funds for EU fisheries.

4-223-750

Licia Ronzulli (PPE), *per iscritto*. – Lo stanziamento supplementare di 6,5 miliardi di euro al Fondo europeo per gli affari marittimi e la pesca consentirà di aiutare i pescatori a rispettare le norme della nuova politica comune della pesca, come ad esempio il divieto di rigetto, attraverso l'acquisto di attrezzature più selettive. Sarà ora possibile migliorare la sicurezza e le condizioni di lavoro dei pescatori, adottando un nuovo modello di pesca sostenibile in grado di consentire ai pescatori di poter vivere con i proventi dalla loro professione.

4-226-000

Antolín Sánchez Presedo (S&D), *por escrito*. – Esta primera lectura del FEMP se corresponde con la reforma de la PPC y la necesidad de contar con recursos suficientes para su aplicación efectiva en aras de la sostenibilidad socioeconómica y medioambiental de las actividades acuícolas y pesqueras. Defendimos con éxito la financiación de la pesca y de la acuicultura, así como de las actividades relacionadas, la comercialización y la diversificación.

Como socialista de una región altamente dependiente de la pesca, Galicia, me complace el apoyo a nuestras propuestas relativas a la incorporación de los jóvenes para la renovación generacional, a los casos de desastres naturales y catástrofes medioambientales, así como las destinadas a paliar los efectos de los ceses temporales y permanentes. Existe un amplio margen para el acuerdo institucional con la Comisión y el Consejo, gracias al cual espero que estas prioridades se reflejen en el texto revisado, de cara a su aprobación en segunda lectura por el Parlamento. Lamento que no se hayan respaldado las ayudas para la modernización de la flota y la transferencia de buques, lo mismo que la propuesta socialista para una definición de pesca costera y artesanal más flexible y con parámetros más abiertos que los 12 metros actuales, ampliándola a las embarcaciones de hasta 15 metros y a las que faenan en mareas de hasta 24 horas.

4-226-250

Marie-Thérèse Sanchez-Schmid (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur du rapport de mon collègue Alain Cadec sur le Fonds européen des affaires maritimes et de la pêche (FEAMP). Doté d'un budget de 6,5 milliards d'euros, ce fonds sera le bras financier de la réforme de la politique commune de la pêche (PCP) pour la période 2014 - 2020. Ces crédits permettront aux pêcheurs de respecter l'interdiction des rejets en mer des poissons non désirés, d'améliorer les conditions de sécurité et de travail, de mieux collecter les données sur les stocks et d'adapter les infrastructures portuaires. Le texte permet également le retrait, le remplacement et la modernisation des moteurs de bateaux, à condition que la puissance du nouveau moteur soit au moins inférieur de 40% par rapport au moteur remplacé. Enfin, le rapport propose que l'UE aide les jeunes pêcheurs de moins de 35 ans par une subvention de 100 000 euros lorsqu'ils achètent un navire de pêche artisanal. Ce fonds permettra de limiter la surpêche tout en maintenant des emplois durables dans le secteur maritime.

4-224-000

Petri Sarvamaa (PPE), kirjallinen. – Atlantin ja muiden syvänmeren kalakantojen kehitys on jo pitkään ollut erittäin huolestuttava. Liikakalastus on tehnyt monista lajeista uhanalaisia. Nyt tarvitaan kalastuspolitiikkaa, joka turvaa niin kalakannat kuin kalastajien elinkeinon myös tulevaisuudessa. Suurten kalastusmaiden ylitehokkaan kalastuslaivaston uusimista ei pidä tukea yhteisistä varoista.

4-224-500

Sergio Paolo Francesco Silvestris (PPE), per iscritto. – Ho votato a favore dell'abrogazione dei regolamenti (CE) n. 1198/2006 del Consiglio, (CE) n. 861/2006 e (CE) n. XXX/2011 del Consiglio sulla politica marittima integrata. La volontà di ridurre la presunta sovraccapacità della flotta non avrebbe alcun effetto sulle quantità pescate, perché questi ultimi continuerebbero a dipendere dai TAC e dalle quote fissate ogni anno. Proporre di pescare la stessa quantità di pesce con un numero inferiore di navi, mette in pericolo numerose imprese di pesca, tra cui quelle artigianali o costiere, e quindi tanti posti di lavoro. Mentre un rigoroso controllo delle attività di pesca può portare a una gestione ambientale e sociale sostenibile. Si ricorda a tal fine l'obbligo per gli Stati membri di rispettare i limiti di capacità della propria flotta determinati nel regolamento di base.

4-226-500

Catherine Stihler (S&D), in writing. – I voted in favour of the European Maritime and Fisheries Fund because I believe in a more sustainable, innovative and competitive maritime and fishing industry.

4-226-625

Michèle Striffler (PPE), par écrit. – J'ai voté en faveur du rapport sur le Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche (FEAMP) qui dote la Politique commune de la Pêche de plus de 6 milliards d'Euros pour les années 2014-2020. En Europe, les ressources halieutiques sont de plus en plus rares. Force est de constater que notre flotte est en surcapacité de pêche : il y a, en effet, trop de navires de pêche prélevant dans l'océan des quantités de poissons trop importantes pour reconstituer les stocks. Aussi, j'ai voté contre les dispositions prévoyant des aides publiques visant à renouveler la flotte qui étaient proposées au sein de ce rapport. Au contraire, je pense que les fonds prévus doivent servir à renforcer les contrôles contre la pêche illégale, à financer des programmes de recherches scientifiques pour une meilleure connaissance du monde marin et à financer des collectes de données efficaces qui permettront de connaître l'évolution des stocks de poissons. En règle générale, j'ai voté en faveur du Fonds européen pour les Affaires Maritimes pour qu'il puisse permettre à l'Union européenne de réaliser sa transition vers une pêche durable et de réaliser son objectif de reconstitution des stocks halieutiques.

4-226-750

Kay Swinburne (ECR), in writing. – The European Maritime and Fisheries Fund must be allowed to fully support the sustainable fisheries policies that we have secured as a part of the common fisheries policy reforms. I, like many of my colleagues here, represent a constituency with a strong and vibrant small boat fishing sector and I know that the fisherman in my constituency recognise the value of a sound fisheries policy; one that supports a thriving fishing industry, protects our marine environments and promotes sustainable fishing practices. I hope that we can deliver an EMFF that fully supports our

fishing communities in reaching these goals, whilst stopping the wasteful and uncompetitive application of these funds for commercial refitting of fleets with no environmental basis.

4-225-000

József Szájer (PPE), *írásban* – „Chief Whip”-ként az én tisztem a néppárti képviselőcsoport szavazási fegyelmének biztosítása, amely abban nyilvánul meg, hogy a plenáris szavazások során a teljes néppárti képviselőcsoport számára én mutatom a követendő álláspontot. A Néppárt célja egy, a közös európai értékeken, hagyományokon és kultúráján alapuló, meghatározó politikai súllyal rendelkező európai egység megteremtése.

Azonban a magyar néppárti képviselőcsoport aktívan dolgozik hazánk érdekeinek előmozdításán, az Európai Parlamentben is saját nemzeti érdekeinket képviseljük, így előfordul, hogy a magyar Fidesz-KDNP delegáció álláspontja eltér a néppárti állásponttól.

Annak érdekében, hogy aelnöki tisztségemből fakadó kötelezettségem miatt ne kerüljek önellentmondásba, azokban az esetekben, amikor a névszerinti, gombnyomós szavazások során a frakció másképpen szavaz, mint a magyar képviselők, akkor közvetlenül nem veszek részt a szavazásban. Vagyis nem nyomom meg a szavazógombot, de feltett kézzel jelzem a néppárti frakciónak a korábban közösen eldöntött szavazási álláspontot.

4-227-000

Marc Tarabella (S&D), *par écrit* . – La Commission justifie sa proposition de réforme de la PCP par l'affirmation que la flotte de pêche européenne serait en surcapacité. C'est très discutable: la Commission ne définit pas cette notion de surcapacité, de sorte qu'un éventuel excès de capacité est difficile à établir. Je constate donc que la Commission propose de pêcher la même quantité de poisson avec moins de navires, mettant ainsi en danger de nombreuses entreprises de pêche, notamment artisanales ou côtières, et donc de nombreux emplois. Nous contestons cette orientation et souhaitons qu'un contrôle strict de l'activité de pêche puisse conduire à une gestion viable d'un point de vue environnemental et social. Je rappelle à ce titre l'obligation pour les États membres de respecter les plafonds de capacité de leur flotte déterminés dans le règlement de base. Pour renforcer cette obligation, je propose que les États membres indiquent dans leur programme opérationnel du FEAMP les mesures qu'ils mettent en œuvre pour respecter ces plafonds dans le cadre du présent règlement.

4-227-062

Nuno Teixeira (PPE), *por escrito*. – A reforma da Política Comum das Pescas exige um financiamento adequado para fazer face aos objetivos futuros, o qual justifica a proposta de regulamento do FEAMP. Este documento atribui uma importância particular ao regime de compensação dos custos suplementares nas regiões ultraperiféricas, em conformidade com o artigo 349.º do TFUE, razão pela qual o FEAMP deve ter em consideração todos os custos suplementares que afetam os operadores das regiões ultraperiféricas. Além disso, tendo em conta os vários pontos abordados no relatório, como a sobrecapacidade da frota, as concessões de pesca transferíveis e a reconversão, a necessidade de se ter um plano de ação para a pesca artesanal e costeira, a renovação da frota, a vertente social do FEAMP, as cessações temporárias e os fundos mutualistas, os investimentos nos portos, os pareceres científicos e as recolhas de dados, a ajuda à armazenagem, a aquicultura, o desenvolvimento sustentável das zonas de pesca e a política marítima integrada, entre outros, votei a favor do documento.

4-227-125

Patrice Tirolien (S&D), *par écrit*. – Le vote du FEAMP représente une avancée majeure redonnant confiance aux pêcheurs dans l'avenir de leur profession. Il témoigne de la possibilité de concilier la pêche durable, sans pour autant condamner les professionnels de la pêche. En effet, ceux-ci doivent faire face à la concurrence mondiale, souvent bien trop déloyale, sur le plan économique et social. Par le vote du rapport Cadec, nous envoyons un signal fort à un secteur d'activité en crise. Je me félicite particulièrement du vote des dispositions en faveur des régions ultrapériphériques. Le FEAMP reconnaît une évidence, nos pêcheurs font face à des réalités géographiques différentes de celles de leurs collègues d'Europe continentale. Ainsi, j'accueille favorablement l'augmentation de plus de 150% du budget à destination des ultramarins, ainsi que les mesures permettant l'affectation d'une partie des fonds à l'accompagnement des pêcheurs dans leurs stratégies de développement local. Enfin, je salue la mise-en-place du financement du dispositif de concentration des poissons. Cette mesure donnera une option durable aux pêcheurs antillais face à la crise du chlordéconne.

4-227-250

Inese Vaidere (PPE), *rakstiski*. – Balsojums par zivsaimniecības fondu bija izšķirīgs, lai līdz gada beigām panāktu politisku vienošanos, kas ļautu fondam sākt darbu no 2014. gada janvāra.

Atbalstu ilgtspējīgu zivju resursu pārvaldību, kas pakārtoti ļaus nodrošināt stabilitāti zivsaimniecības sektora attīstībā un nodrošinās iedzīvotāju labklājību ilgtermiņā. Tādēļ balsojumā noraidīju atbalstu kuģu būvei un atbalstīju precīzus ierobežojumus publiskā finansējuma apjomam, ko dalībvalstis var piešķirt flotēm. Uzskatu, ka līdzekļi jāpiešķir tiem projektiem, kuri veicina zivsaimniecības nozares un piekrastes kopienu ilgtspēju nākotnē, zivju krājumu atjaunošanu, zvejas ietekmes uz jūras vidi mazināšanu un pakāpenisku zivju izmešanas prakses izskaušanu.

Atbalstīju to, ka zivsaimniecības fondam ir jāpalielina ieguldījumi mazapjoma zvejā, kas būs īpaši nozīmīgi Latvijai, lai saglabātu tradicionālo zveju, senās tradīcijas un nozvejas kvalitāti, piemēram, Carnikavas nēģus, kuri, jādūmā, drīz tiks iekļauti arī ES tradicionālo produktu sarakstā.

4-227-500

Geoffrey Van Orden (ECR), *in writing*. – The Common Fisheries Policy (CFP) has been a disaster for the fish and for our fishermen. Thanks to the efforts of Conservative Ministers and MEPs, along with others, some much overdue reform is now underway. Ensuring that progress is not undermined by an opaque funding mechanism is essential. I have long supported a sustainable and localised fishing industry and voted to block measures that would have seen a return to using British taxpayers' money paying for renewal of Spanish and French fishing fleets which are already well over capacity. I want to benefit our local fishermen. I voted in support of measures that prioritise the needs of small-scale and coastal fisheries, including more emphasis on helping local, sustainable management of fish stocks. I also voted to support small-scale projects for coastal fisheries development and for simplifying the funding process for our local fishermen. The ECR Group was able to vote in favour of the report.

4-227-750

Derek Vaughan (S&D), *in writing*. – Today I, along with my fellow Labour MEPs, voted for investment in more fish, not new boats. I did so because I oppose subsidies for building new vessels, which would have been a step backwards and could potentially jeopardise the reform process. I believe that this vote represents a positive step in the introduction of stronger measures and penalties to ensure that fishermen keep to the rules of the reformed common fisheries policy. I also supported more funds for data collection, control and enforcement that will help ensure that fishing is sustainable and stocks remain healthy into the future. Although Labour would have liked to see a more ambitious outcome that ruled out all measures known to contribute to overfishing, the steps that the whole Parliament has taken to delete the most harmful subsidies are a key sign of its continued commitment to reformed rules for sustainable fishing.

4-227-812

Marie-Christine Vergiat (GUE/NGL), *par écrit*. – Ce rapport porte sur le cadre budgétaire et les orientations des financements de la politique commune de la pêche et de la politique maritime intégrée d'ici 2020 via le fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche. Des dispositions en faveur de l'amélioration des conditions de travail des pêcheurs notamment en matière de santé, de sécurité au travail et de respect des conventions collectives sont intégrées dans ce rapport. Il met aussi l'accent sur la nécessité de favoriser une pêche durable, respectueuse de l'environnement. Le groupe GUE/NGL a déposé des amendements pour augmenter les cofinancements de l'UE en matière de collecte et gestion des données biologiques ainsi que pour financer l'arrêt temporaire des activités de pêche pendant les périodes de repos biologique. Nous avons également insisté sur l'importance des cofinancements de l'UE liées à la pêche artisanale, indispensable pour le développement économique, social et écologique des communautés côtières. Je me suis prononcée en faveur du rapport, la suppression de la possibilité d'acheter ou de vendre des droits de pêche est un des points essentiels. J'ai voté pour le report du vote final en attendant l'accord sur le règlement portant dispositions communes qui régleme les 5 fonds européens pour 2014-2020.

4-227-875

Dominique Vlasto (PPE), *par écrit*. – La diminution des stocks de poissons est une source de préoccupation tant pour les citoyens-consommateurs que pour les pêcheurs, qui vivent de cette activité depuis des générations. Pour répondre à ce défi, les États membres ont déterminé des règles strictes de quotas de pêche, qui rentreront en application en 2015. Si ces règles sont nécessaires, je sais aussi qu'elles constituent une contrainte économique lourde de sens pour nos pêcheurs. C'est pourquoi j'ai voté en faveur du rapport de mon collègue UMP, Alain Cadec, qui fait du Fonds européen pour la pêche et les affaires maritimes un instrument ambitieux pour accompagner nos marins pêcheurs dans la transition et la modernisation indispensables pour répondre aux défis à venir. Ce fonds aidera les pêcheurs à investir dans des bateaux efficaces en énergie et des équipements de pêche plus sélectifs, réduisant ainsi les captures indésirables et leurs rejets en mer. Au-delà des mesures de soutien en faveur d'une pêche durable, je me félicite de l'adoption de mesures de soutien, notamment pour l'installation des jeunes pêcheurs et la protection de la pêche artisanale, menacée par une pêche industrielle et intensive, comme c'est le cas dans ma région.

4-228-000

Angelika Werthmann (ALDE), *schriftlich*. – Dem Berichterstatter ist im Hinblick auf die Verdoppelung der Maßnahmen zur Datenerhebung, Kontrolle und Durchsetzung der Vorschriften unbedingt zuzustimmen. Öffentliche Mittel sollten zugunsten dieser GFP-Ziele in jedem Fall verwendet werden. Ebenso ist die Linie des Berichterstatters gegen die Änderungsanträge, die Maßnahmen für die Aufrechterhaltung und den Ausbau von Überkapazitäten (Beihilfe für den Austausch von Motoren, für zeitweilige Stilllegung und für Anlagefonds) zu unterstützen. Gegen die Meinung des Berichterstatters sollte keine Flottenerneuerung zugestimmt werden, da diese unter Umständen zu Überfischung führen könnte.

4-228-500

Glenis Willmott (S&D), *in writing*. – This report on the European Maritime and Fisheries Fund (EMFF) will determine the future funding for the common fisheries policy (CFP) and the integrated maritime policy (IMP). Earlier this year Labour MEPs supported historic reforms of the EU's common fisheries policy that will ensure we preserve fish stocks for future generations so today we voted for an EMFF that will support, and not hamper, those reforms. The largest part of the EMFF's EUR 6.5 billion budget will go towards supporting the CFP, with the allocation of funding to Member States reflecting the importance of each state's fishing industry. Fishing must be sustainable, so Labour MEPs voted against subsidies for fleet renewal, which would lead to over-capacity and over-fishing. In order to support the aims of the reformed CFP, we voted to support measures that would promote sustainable fishing, such as training for fishermen, better enforcement of rules and financial aid to improve management, monitoring and control of fish stocks.

4-229-000

Jacek Włosowicz (EFD), *na piśmie*. – 10 lipca br. Komisja Rybołówstwa Parlamentu Europejskiego przeprowadziła wstępne głosowanie w sprawie nowych ram subsydiów, czyli Europejskiego Funduszu Morskiego i Rybackiego (EFMR). Poprawka 32b do EFMR zezwala na udzielenie pomocy finansowej w kwocie do 80 tys. EUR na budowę nowych jednostek połowowych. Taka pomoc umożliwia kontynuowanie błędnego koła przełowienia. W praktyce będzie to oznaczało, że na morzach i oceanach pojawi się jeszcze więcej statków, które będą docierać do ostatnich nieprzełowionych stad ryb, powodując drastyczny spadek ich liczby. Ostatnią szansą na zmianę tej sytuacji jest głosowanie na posiedzeniu plenarnym Parlamentu Europejskiego. Apeluję tym samym do posłów do PE o sprzeciwienie się takiemu wykorzystaniu pieniędzy publicznych przez następną dekadę. Jeżeli tak się nie stanie, w przyszłości nie będzie ryb, a tym samym rybaków! Doświadczenie pokazuje, że finansowanie budowy nowych jednostek przyczynia się do pogłębiania problemu przełowienia. Dlatego właśnie pomoc ta była stopniowo wycofywana od 2004 r., w wyniku reformy Wspólnej Polityki Rybackiej z 2002 r. W sytuacji, gdy dwie trzecie unijnych stad ryb jest przełowiona, co powoduje roczne straty w wysokości 2,2 mld EUR, otwarcie możliwości finansowania budowy nowych jednostek byłoby ogromnym krokiem wstecz i poważnym nadużyciem pieniędzy podatników.

4-229-500

Inês Cristina Zuber (GUE/NGL), *por escrito*. – Valorizamos no resultado da votação do relatório: - a possibilidade de o FEAMP apoiar financeiramente a cessação temporária das atividades de pesca durante períodos de defeso biológico, – o apoio às chamadas *paragens*

biológicas, uma reivindicação de há muito do setor e uma medida com impacto positivo significativo para pescadores e armadores e para a própria sustentabilidade dos recursos, - o aumento do cofinanciamento comunitário na recolha e gestão de dados biológicos, dos atuais 50% para 80% (taxa máxima), o que se reveste da maior importância para uma gestão sustentável das pescarias, assente no conhecimento científico, - a majoração do cofinanciamento de projetos ligados à pesca de pequena escala em 30 pontos percentuais. Persistem, todavia, muitas lacunas e insuficiências no regulamento, que motivaram a nossa abstenção.

13.6. Klimakonferenz (B7-0482/2013)

4-231-000

Mündliche Erklärungen zur Abstimmung

4-232-000

Martina Anderson (GUE/NGL). - Mr President, I voted in favour of this report. The recently-published findings of the International Panel on Climate Change (IPCC) showed that scientists are now 95 % certain that climate change is the result of human activities. Yet we still hear the false arguments of the usual naysayers, willing to disregard scientific evidence in this matter.

In November, the annual UN Climate Change Conference will take place in Warsaw, where it is hoped progress will be made towards the global climate deal that is expected to be finalised during the Paris Conference in 2015. However, the EU should not be using any possible delay as an excuse not to act itself. We are currently working on the 2030 framework for climate change, and it is essential that we step up our climate-change ambitions: not only to lower greenhouse gas emissions – important as they are – but also to create jobs from low-carbon technologies.

4-233-000

Adam Bielan (ECR). - Panie Przewodniczący! Mam nadzieję, że ponieważ tegoroczne forum odbywa się w Warszawie, strategiczne interesy Polski w zakresie klimatu znajdą odzwierciedlenie w podjętych na nim postanowieniach. Pytanie tylko, dlaczego konferencję organizuje się podczas najważniejszego polskiego święta narodowego?

Liczę szczególnie na zaangażowanie krajów Grupy Wyszehradzkiej, dzięki którym udało się złączyć tekst unijnej deklaracji na listopadową konferencję. Usunięto kontrowersyjny zapis wzywający Wspólnotę do zwiększenia redukcji emisji dwutlenku węgla do trzydziestu procent już w przyszłym roku.

Tym bardziej trudne do zaakceptowania są forsowane przez niektóre ugrupowania postulaty w rodzaju jednostronnego celu redukcji aż o pięćdziesiąt procent do roku 2030. Uwzględniając obecną sytuację gospodarczą mniej zamożnych krajów członkowskich, tak rygorystyczne propozycje nie mogą uzyskać szerokiej aprobaty.

4-234-000

Paul Murphy (GUE/NGL). - Mr President, climate change is the most acute threat to the whole of humanity. It threatens the right to food and the right to water. It is a threat to biodiversity, and it will force more and more people to flee their homes because of rising sea levels.

None of this is news, in any sense; the opposite is the case. If anything, the scientific reports are becoming more urgent, more alarming and more shocking. As is the rhetoric of world leaders, when appropriate, and when attending climate change conferences. Big words, half-hearted promises and very few changes. It is the same procedure every year.

If it is serious about climate change, the COP 19 Conference should speed up its commitments on meaningful and binding targets for CO₂ reduction; live up to its commitments on financing without taking money from that allocated to official development aid; and publicly invest in research in clean and sustainable energy.

To put it very bluntly, the people of this planet must destroy capitalism before capitalism destroys our planet. We need to build a sustainable and democratic socialist society based on the planning of our resources.

4-235-000

Schriftliche Erklärungen zur Abstimmung

4-235-250

Claudette Abela Baldacchino (S&D), *bil-miktub*. – Teżisti rabta qawwija bejn it-tibdil fil-klima u l-iżvilupp għaliex l-aktar gruppi ta' nies vulnerabbli huma l-aktar li qed jintlaqtu hażin minn dan it-tibdil. Għalhekk, it-tibdil fil-klima u l-faqar għandhom jitpoġġew fuq nett tal-aġenda. Tajjeb li nżommu f'moħħna lil dawk l-aktar vulnerabbli u foqra u li qed jintlaqtu hażin bħalissa u li ser jintlaqtu hażin fil-futur. Ikun tajjeb li nibdew nindirizzaw l-isfida li jgħib miegħu t-tibdil fil-klima għall-climate refugees. Sfortunatament, it-tibdil fil-klima qiegħed ikompli jgħaffeg fuq dawk li diġà qed isofru minn kundizzjonijiet hżiena fil-kwalità tal-ħajja. F'dan kollu hemm bżonn ta' rieda politika qawwija.

4-235-312

Luís Paulo Alves (S&D), *por escrito*. – Aprovo a presente Proposta de Resolução, começando por realçar a importância de a União Europeia se mostrar proativa no progresso global das negociações internacionais sobre o clima, observando que a incapacidade de a União Europeia assumir um papel de primazia e as perspectivas de consecução de progressos a nível global são influenciadas pelas iniciativas climáticas que a própria UE empreende. Deste modo, saliento a necessidade de reforçar as iniciativas climáticas da União Europeia, inclusive através da adoção de um quadro ambicioso em matéria de energia e alterações climáticas para 2030, e de dissipar quaisquer dúvidas causadas, quer pela eficácia limitada do regime europeu de comércio de licenças de emissão (ETS) enquanto fonte de incentivos para a redução de emissões de gases com efeito de estufa, quer pelo adiamento da inclusão do setor da aviação no ETS. Os países desenvolvidos devem ajudar os países em desenvolvimento a diminuir as suas emissões pois registam o vasto potencial de muitos dos países em desenvolvimento para a energia renovável e a eficiência energética.

4-235-343

Sophie Auconie (PPE), *par écrit*. – Lors des dernières conférences (Durban et Doha), la communauté internationale s'est engagée à définir d'ici 2015 un régime global, contraignant, permettant de réduire efficacement les émissions de CO₂ et applicable dès 2020. Le dernier rapport du GIEC montre à quel point il est urgent d'avancer. J'ai voté en faveur de cette résolution car elle donne une feuille de route claire et ambitieuse à la délégation de 10 parlementaires qui se rendra à la «Conférence des Parties» de Varsovie (COP19). Je suis

heureuse que cette résolution rejette le principe selon lequel les pays développés devraient faire tous les efforts. En réalité, le changement climatique est l'affaire de tous. Nos partenaires internationaux prennent conscience de ses conséquences et commencent à prendre des mesures. En cas d'échec, j'estime que l'Union européenne devra prendre ses responsabilités et instaurer une taxe carbone aux frontières de l'Union européenne pour rééquilibrer la concurrence internationale avec ceux qui ne feraient pas d'efforts. Je regrette que le Parlement européen, à une voix près, ait rejeté l'amendement que j'avais déposé en ce sens et qui avait été adopté en commission parlementaire en charge de l'environnement. Je poursuis ma croisade sur ce point essentiel.

4-235-375

Zigmantas Balčytis (S&D), *raštu*. – Pritariu šiai rezoliucijai dėl Klimato kaitos konferencijos Varšuvoje. Konferencijos tikslas – užtikrinti Durbano platformos pažangą ir pasirošti pasaulinio teisiškai įpareigojančio susitarimo sudarymui iki 2015 metų. JT klimato kaitos konferencijoje Durbane, Pietų Afrikoje buvo pasiektas susitarimas, kuris numatė tarptautines klimato kaitos strategijas beveik 200 šalių. ES stengiasi praktiškai įgyvendinti sudarytą planą. 90 proc. pasaulio teršalų vis dar išmetama besivystančiose šalyse, kurios pagal dabartinį Kioto protokolą nėra prisiėmusios jokių taršos mažinimo įsipareigojimų. Durbane sukurtas naujas Žaliasis klimato fondas, kuris veiks kaip vienas pagrindinių kanalų dalijant 100 milijardų JAV dolerių, kuriuos iki 2020 metų išsivystęs pasaulis įsipareigojo sukaupti kasmet, kad padėtų besivystančioms šalims įgyvendinti jų klimato kaitos švelninimo planus. Pritariu išdėstytiems siūlymams, kad naujas susitarimas turėtų apimti visų teršėjų plataus užmojo ir pakankamus šiltnamio efektą sukeliančių dujų mažinimo tikslus ir atitinkamų politikos priemonių šiems tikslams pasiekti patvirtinimą.

4-235-500

Jean-Luc Bennahmias (ALDE), *par écrit*. – Le changement climatique fait aujourd'hui largement consensus au sein de la communauté scientifique. À ce titre, le dernier rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) est édifiant. Qu'on se le dise, l'environnement est une clé décisive pour sortir de l'interminable crise de notre "modèle" économique. Par cette résolution, le Parlement européen envoie un signal d'alarme bienvenu même si nous aurions pu aller plus loin dans nos propositions. Pour ma part, je me suis prononcé en faveur de plusieurs amendements ambitieux et sans ambiguïté contre les pétroles et les gaz de schistes qui sont une impasse environnementale et économique. Je considère enfin que l'Union européenne devrait avancer résolument vers une contribution carbone aux frontières extérieures de son espace pour ne pas pénaliser nos entreprises soumises directement au dumping écologique de nos partenaires commerciaux.

4-235-750

Vilija Blinkevičiūtė (S&D), *raštu*. – Balsavau dėl šios rezoliucijos, kadangi klimato kaita yra neišvengiama ir galbūt neatitaisoma grėsmė žmonių bendruomenėms, biologinei įvairovei ir planetai, ir todėl ši klausimą privalo spręsti visos šalys tarptautiniu lygmeniu. Dėl plačiai pripažįstamų su dabartiniu išmetamųjų teršalų kiekiu susijusių pasauliui gresiančių pavojų ir pasaulinių sąnaudų reikia ne tik įsipareigojimų, bet ir visų veikėjų politinės valios tuos įsipareigojimus vykdyti. Kadangi vyriausybės kolektyviai atsakingos už adekvačią reakciją į su klimato kaita susijusias problemas, kurias patiria žmonija ir planeta, labai svarbu, kad jos gautų visų atitinkamų savo šalių veikėjų, įskaitant piliečius ir verslo įmones, paramą. Klimato kaita kelia nepaprastai didelę grėsmę daugybei žmogaus

teisių, įskaitant teisę į maistą, vandenį ir sanitariją, ir apskritai teisei vystytis, taigi su klimatu susijusių inovacijų taikymas energetikos ir pramonės sektoriuose būtų laikomas Europos Sąjungos pranašumu, nes ji pirmoji išengtų į augančią tarptautinę su energija susijusių produktų ir paslaugų rinką. Tausios energetikos sektoriuje (ir gamybos, ir vartotojų lygmenimis) diegiamos inovacijos visame pasaulyje padeda kurti darbo vietas, skatinti ekonomikos augimą, didinti energetinę nepriklausomybę ir dėl jų pasaulis bus švaresnis, jame bus švelninama klimato kaita ir užtikrinamas pakankamas energijos tiekimas.

4-236-000

Sebastian Valentin Bodu (PPE), *în scris* . – Consider că UE ar trebui să se mențină în fruntea dezvoltării tehnologiilor pentru o viitoare economie ecologică, obiectivul fiind acela de reducere a emisiilor de gaze cu efect de seră cu cel puțin 50 % până în 2030. Conferința de la Varșovia (COP 19) va fi crucială pentru pregătirea unor angajamente și încheierea unui acord global obligatoriu din punct de vedere juridic până în 2015 pe acest domeniu, guvernelor revenindu-le responsabilitatea de a oferi un răspuns adecvat la provocările climatice cu care se confruntă omenirea.

4-237-000

Franco Bonanini (NI), *per iscritto* . – Esprimo il mio apprezzamento generale e una dichiarazione di voto positivo per la risoluzione presentata da numerosi colleghi della commissione ambiente.

L'obiettivo da raggiungere è certamente quello di un unico e comprensivo accordo internazionale vincolante in materia di lotta al cambiamento climatico per il post Kyoto e superare le difficoltà attuali; tale accordo dovrà necessariamente basarsi su una condivisione aggiornata di responsabilità fra le differenti aree geografiche del mondo, non più riducibili alla ormai obsoleta ripartizione tra paesi industrializzati e paesi in via di sviluppo.

Per raggiungere obiettivi ambiziosi è infatti necessario che anche le grandi economie emergenti assieme alle tradizionali realtà industrializzate facciano la propria parte sulla base di una equa ripartizione degli sforzi e sulla base del principio "responsabilità comuni ma differenziate".

Credo anche importante che, su questo tema, la UE confermi e rafforzi il suo ruolo di leadership ponendosi obiettivi ambiziosi di riduzione delle emissioni di gas ad effetto serra entro limiti temporali ambiziosi, esortando i partner internazionali ad abbracciare una logica virtuosa e dimostrando come sia possibile coniugare ambiziosi obiettivi di riduzione del cambiamento climatico con competitività, innovazione e tutela dei posti di lavoro.

4-237-500

John Bufton (EFD), *in writing* . – I voted against this report as I am opposed to the EU's green agenda in its entirety.

4-237-625

Alain Cadec (PPE), *par écrit* . – J'ai voté pour cette résolution. En vue de la conférence de Varsovie de novembre 2013 sur le changement climatique, cette proposition de résolution a le mérite de demander un régime global abolissant toute distinction entre pays industrialisés et pays en développement. Je me félicite du rejet de l'amendement prônant une réduction de 30% des émissions de CO2 d'ici 2020, et de 50% d'ici 2050. En l'absence

d'accord international, l'Union européenne ne peut s'imposer seule une telle contrainte. Je regrette cependant le rejet de la taxe carbone aux frontières de l'Union. L'instauration de cette taxe aurait permis d'éviter le dumping commercial mené par certains de nos partenaires commerciaux exportant dans l'Union.

4-237-750

Maria Da Graça Carvalho (PPE), *por escrito*. – 2015 está perto e a União Europeia deverá preparar a sua posição sobre o acordo global. Gostaria de referir alguns princípios que considero fundamentais para o novo acordo internacional: Primeiro, o acordo não deve dividir o mundo em dois grupos de países (industrializados e em desenvolvimento); é necessário um sistema em que cada país contribua para o esforço comum de acordo com as respetivas responsabilidades e capacidades. Segundo, devemos combinar as metas atribuídas às economias de diferentes países com objetivos comuns a serem adotados por setores industriais específicos sujeitos a fuga de carbono numa base global. Terceiro, o quadro deve ser muito mais flexível e deve acomodar uma maior gama de iniciativas, em particular iniciativas *bottom-up*, como, por exemplo, acomodar iniciativas de cidades ligadas à eficiência energética. Quarto, os mecanismos de mercado devem continuar a ser usado para regulamentar as questões de mudanças climáticas. Por último, a cooperação em matéria de investigação e desenvolvimento de tecnologias limpas deve ser um objetivo central.

4-237-812

Minodora Cliveti (S&D), *în scris*. – Schimbările climatice reprezintă o amenințare urgentă și potențial ireversibilă pentru societatea umană, biodiversitate și planetă și, din acest motiv, trebuie găsite soluții la nivel internațional.

Conferința de la Varșovia (COP 19) va juca un rol crucial în asigurarea progreselor necesare pentru a face să avanseze Platforma de la Durban, netezind calea pentru pregătirea unor angajamente și încheierea unui acord global obligatoriu din punct de vedere juridic până în 2015, cu ocazia Conferinței de la Paris. Este foarte important ca Uniunea Europeană, în calitatea sa de actor major, să aibă o poziție unitară la conferință, cu scopul de a realiza progrese în direcția unui acord internațional și să rămână unită în această privință.

Perioada actuală de criză economică demonstrează clar că numai o economie durabilă poate asigura prosperitatea pe termen lung și că protecția climei constituie unul dintre principalii piloni ai unei astfel de economii durabile. Provocările legate de schimbările climatice nu pot fi privite dintr-o perspectivă separată, ci trebuie abordate întotdeauna în contextul dezvoltării durabile, al politicii industriale și al politicii privind resursele. În această privință, consider ca fiind esențială explicarea politicilor privind schimbările climatice cetățenilor și schimbarea mentalității lor.

4-237-875

Lara Comi (PPE), *per iscritto*. – In vista della prossima Conferenza ONU sul clima, che si terrà a Varsavia, ho votato a favore di questa risoluzione che sottolinea alcuni punti chiave della lotta al cambiamento climatico. Le sfide legate alla prevenzione, alla mitigazione e all'adattamento ai cambiamenti climatici rimangono molteplici. Tuttavia, tali sfide non potranno mai essere affrontate se non attraverso un approccio integrato, che metta le problematiche legate al clima nel contesto dello sviluppo sostenibile, della politica industriale e della politica energetica. A tale riguardo, l'UE deve orientare i propri sforzi e

costituire un quadro regolamentare efficace affinché l'innovazione inerente al clima nel settore industriale ed energetico, si traduca in un vantaggio comparato per l'UE, ponendola all'avanguardia nel mercato globale dei beni e dei servizi correlati all'energia (mercato dalle floride prospettive di crescita). E' infine importante che l'UE mantenga un ruolo proattivo nel corso dei futuri negoziati internazionali sul clima: bisogna ricomporre il complesso "mosaico" di accordi parziali e spesso non vincolanti ereditati dal passato e arrivare al più presto ad un accordo forte, di portata globale, che getti un ponte verso il futuro del pianeta e dell'umanità intera.

4-237-937

Tadeusz Cymański (EFD), *na piśmie*. – COP 19 jest Konferencją Stron Ramowej Konwencji Narodów Zjednoczonych. Traktat ratyfikowany przez 195 stron, określa ramy międzynarodowej współpracy dotyczącej zjawiska zmian klimatycznych na Ziemi. Głosowaliśmy nad rezolucją, która będzie prezentowanym przez Parlament Europejski stanowiskiem na COP 19. Projekt rezolucji poddanej pod głosowanie proponował uwzględnienie takich zapisów, które doprowadziłyby do gwałtownego wzrostu cen energii. Dla Polski przyjęcie takich przepisów jest bardzo niekorzystne, gdyż grozi wzrostem bezrobocia i ubóstwa energetycznego rodzin. Dlatego głosowałem za odrzuceniem projektu rezolucji. Poza tym, do samego projektu złożyłem łącznie siedem poprawek, których głównym celem było niedopuszczenie do podwyższenia celów redukcji gazów cieplarnianych. Jestem zadowolony z przyjęcia większością głosów trzech moich poprawek. Dotyczą one między innymi wycofania z rezolucji zapisu o 50% celu redukcji emisji do 2030 r. Ponadto głosowałem przeciwko poprawce 12, zgłoszonej przez frakcję lewicową, która wnosiła o całkowity zakaz wydobycia gazu łupkowego. Przyjęcie takiej poprawki byłoby niezgodne z interesem Polski, gdzie szacuje się, że złoża gazu łupkowego są największe w Europie.

4-238-000

Vasile Viorica Dăncilă (S&D), *în scris*. – Consider că este esențială cooperarea la nivel regional, național și internațional pentru a dezvolta o abordare coerentă privind schimbările climatice care amenință capacitatea unui număr mare de regiuni de a-și asigura cantitățile de alimente necesare populației sale. Uniunea Europeană trebuie să promoveze dezvoltarea rurală, dezvoltarea durabilă, productivitatea sistemelor agricole și siguranța alimentară, în special în țările în curs de dezvoltare, pentru a reduce dependența lor de factori de producție pentru agricultură bazați pe combustibili fosili costisitori, fapt ce va permite îmbunătățirea traiului comunităților sărace din mediul rural. Nu trebuie să uităm că, producția de agrocarburanți pe bază de semințe oleaginoase, ulei de palmier, semințe de soia, semințe de rapiță, semințe de floarea soarelui, trestie de zahăr, sfeclă de zahăr și grâu ar putea duce la o cerere foarte mare de terenuri și pune în pericol persoanele din țările sărace a căror subzistență depinde de accesul la terenuri și la resursele naturale.

4-238-125

Rachida Dati (PPE), *par écrit*. – La lutte contre le changement climatique est une ambition majeure de l'agenda européen: le Parlement européen porte haut la voix des Européens sur cette question, et c'est pourquoi il était nécessaire que nous définissions une position claire pour qu'il puisse la relayer au cours des négociations internationales qui auront bientôt lieu à Varsovie. Je me félicite de ce que cette position soit réaliste: il faut accorder les objectifs climatiques et la politique industrielle, de recherche et d'innovation, pour protéger l'emploi et la croissance sans hypothéquer l'environnement. Je déplore cependant que la proposition

d'intégrer un mécanisme carbone aux frontières ait été rejetée: c'est une mesure de bon sens, pour le bénéfice de tous les Européens et de leur environnement, et je resterai engagée sur cette question.

4-238-250

Diogo Feio (PPE), *por escrito*. – É fundamental que a UE crie uma estratégia de abordagem das alterações climáticas, assumindo um compromisso sério com o desenvolvimento sustentável, procurando reduzir as suas emissões de carbono, sem que tal ponha em causa as atividades produtivas, em especial as indústrias. Qualquer política para as alterações climáticas, sobretudo num panorama de crise económica e financeira, tem que procurar a eficiência económica e a sustentabilidade, pondo a inovação e a investigação ao serviço de novas técnicas e novas soluções, mais amigas do ambiente e igualmente eficientes e competitivas. O foco deve estar numa mais eficiente utilização dos recursos naturais e um forte investimento em investigação e tecnologias mais limpas para que seja possível manter a competitividade europeia e permitir a criação de emprego num quadro de crescimento verde.

4-238-312

José Manuel Fernandes (PPE), *por escrito*. – As alterações climáticas são um desafio à escala global cujos efeitos podem ser minimizados, mitigados, mas são incontornáveis e trarão mudanças demográficas, novas doenças, problemas para os agricultores, graves dificuldades para as entidades de proteção civil. Tal significa que todos os Estados, todos os níveis de governação e cada cidadão são convocados para este combate. Espero compromissos alargados, uma atuação partilhada e coordenada e metas vinculativas à escala global. Espero que a Conferência de Varsóvia não seja mais uma conferência mas antes um momento-chave para um acordo global. A UE tem de dar o exemplo e continuar a ter um papel relevante e de liderança. A UE deve assumir os seus compromissos já adotados em resoluções e ainda os objetivos neste domínio e, nomeadamente, os da Estratégia Europa 2020. A crise atual não pode ser uma desculpa para se esquecerem ou diminuírem as preocupações ambientais. Pelo contrário! É que uma política ambiental, como a União Europeia tem defendido, estimula a inovação e o investimento em bens e serviços ambientais, gerando postos de trabalho e oportunidades de exportação. Diminuir as preocupações ambientais - e esquecer a sustentabilidade - seria trágico e uma falta de solidariedade para com as gerações futuras.

4-238-375

João Ferreira (GUE/NGL), *por escrito*. – À semelhança de anteriores resoluções, concordamos com os objetivos de redução das emissões de gases com efeito de estufa com uma maior preocupação no cumprimento das metas estabelecidas e com a necessidade de outras metas mais ambiciosas (em linha com as recomendações do IPCC). Mas nesta resolução, como nas anteriores, prevalecem as ditas soluções de mercado, cujo resultado está bem à vista no funcionamento do mercado do carbono. O regime de comércio de licenças de emissão (RCLE) é um dos exemplos do fracasso inequívoco dos instrumentos de mercado. Perante o incontornável fiasco ambiental e político que representa, pretendem agora associá-lo a outros mecanismos idênticos para a criação de um mercado mundial do carbono. Estamos perante a tentativa de esconder o falhanço do RCLE Europeu, passando-o à escala mundial, à custa da geração de milhões de euros em ativos financeiros fictícios, concentrados nos maiores poluidores à escala mundial. O clima, e as políticas

que o circundam, tem sido mais um bom pretexto para lucrativas oportunidades de negócio do que motivo de preocupação séria e genuína sobre o futuro do planeta.

4-238-500

Christofer Fjellner (PPE), *skriftlig*. – Vi anser att det är befogat att se över EU:s mål inom klimatområdet för perioden framåt, inte minst för att stärka utsläppshandeln. Sverige och EU har en framgångsrik klimatpolitik som successivt har minskat utsläppen av växthusgaser. Sverige släpper idag ut 20 procent mindre än 1990, och EU står för 10 procent av utsläppen i världen. Samtidigt gör stora delar av världen ingenting för att minska utsläppen. Globalt har utsläppen ökat med 50 procent sedan 1990. Om världen ska klara tvågradersmålet räcker det inte att Sverige och EU agerar, andra länder måste ta sin del av ansvaret. EU:s strategi för detta har varit ett villkorat utsläppsmål på 30 procent till 2020 om resten av världen ökar sina ambitioner. Det har inte fungerat. EU måste ställa högre krav på andra delar av världen, inte bara gå före och hoppas att andra följer efter. Ett första steg är att kräva att alla länder redovisar de senaste utsläppssiffrorna. Det bör vara ett grundläggande krav i de internationella förhandlingarna. Vi noterar med oro hur allt fler röster höjs för att införa koldioxidtullar vid EU:s gränser. Det är fel väg att gå, och skulle ha förödande konsekvenser för miljö, handel, tillväxt och utveckling.

4-239-000

Monika Flašíková Beňová (S&D), *písomne*. – V dostupných podkladoch poukazujúcich na zmenu klímy z Dauhy sú so značným znepokojením uvádzané závažné rozdiely, pokiaľ hovoríme o vplyve existujúcich záväzkov zúčastnených strán v oblasti zmiernenia dôsledkov z hľadiska celosvetových ročných emisií skleníkových plynov do roku 2020 a súhrnných scenárov celkových emisií, ktoré by mohli predstavovať šancu udržať celkový ročný priemerný nárast teploty do 2 stupňov. Prudká zmena klímy je totiž závažnou hrozbou pre ľudstvo, biodiverzitu a planétu, a i z tohto dôvodu je nutné pristupovať k riešeniu tejto otázky na medzinárodnej úrovni participáciou všetkých zainteresovaných strán.

4-239-500

Elisabetta Gardini (PPE), *per iscritto*. – La Convenzione quadro delle Nazioni Unite sul cambiamento climatico, che si propone l'adozione di un accordo globale giuridicamente vincolante sul clima entro il 2015 e la sua attuazione entro il 2020, prevede l'organizzazione di conferenze annuali tra le parti interessate, le COP, volte ad attestare i progressi raggiunti e fissare con gradualità nuovi obiettivi. Con il voto di oggi, il Parlamento ha preso posizione sulle priorità da perseguire in occasione della COP di Varsavia che si terrà tra il 18 e il 23 novembre. Molti sono i punti critici sollevati dalla relazione: dalla necessità che tutti i Paesi responsabili delle emissioni adottino obiettivi ambiziosi e sufficienti per la riduzione delle emissioni, in accordo con l'evoluzione delle responsabilità e delle capacità, alla creazione di un unico mercato globale delle emissioni, più trasparente. Altro problema centrale è quello del finanziamento ai programmi di riduzione delle emissioni: occorre precisare in che modo si intende tener fede all'impegno assunto a Copenaghen di stanziare 100 miliardi di dollari all'anno per queste politiche entro il 2020 e mobilitarsi affinché il Fondo verde per il clima sia finanziato anche dai Paesi emergenti. L'Unione Europea deve assumere una posizione forte se non vuole che le sue politiche di contrasto alle emissioni si traducano in uno sforzo isolato.

4-240-000

Robert Goebbels (S&D), *par écrit*. – Selon l'Europe, le Parlement européen devrait "donner l'exemple" en réduisant ses émissions de gaz à effet de serre. Or, celles-ci ne représentent que moins de 11 % des émissions globales. Même si l'Union européenne réduisait ses émissions de 30 % jusqu'à l'horizon 2020, cette réduction serait absorbée par les émissions supplémentaires des autres. 18 pays représentent 75 % des émissions mondiales. Parmi ces 18 pays ne figure qu'un seul pays qui croit encore au Protocole de Kyoto, l'Allemagne. Des 150 pays qui avaient signé l'accord de Kyoto, il ne reste plus que l'Union européenne, la Norvège, la Suisse et le Liechtenstein. Les Américains, les Chinois, les Indiens, les Brésiliens, les Russes et tant d'autres n'ont jamais appliqué Kyoto. Le Japon, le Canada, la Nouvelle-Zélande, s'en sont retirés. L'Australie, qui vient de liquider son Haut commissariat au changement climatique s'appête à le faire. Et les Européens s'adonnent à l'illusion d'être "un exemple" pour le reste du monde. J'ai voté contre.

4-241-000

Françoise Grossetête (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur de cette proposition de résolution, car elle permettra au Parlement de porter à la conférence de Varsovie un message clair et pragmatique. Les objectifs irréalistes de réduction d'émissions de 30 à 50 % aux horizons 2020 et 2030 ont été expurgés du texte et je m'en félicite. Si la lutte contre le changement climatique doit clairement être une priorité, elle ne saurait se faire au détriment de la compétitivité de notre tissu industriel. Alors que notre industrie traverse une crise sans précédent, il serait irresponsable de toujours plus l'accabler en fixant des objectifs inatteignables, qui pèseraient lourdement sur les investissements et, en fin de compte, sur l'emploi. Ce texte est un signal fort en faveur d'une politique climatique négociée au niveau planétaire et qui ne soit pas pour autant un fardeau pour nos entreprises.

4-241-250

Marian Harkin (ALDE), *in writing*. – I supported many of the proposal in this resolution but in particular I supported Amendment 12, which noted that the EU could fulfil its vital role in reducing emissions through policies to stop the development of highly greenhouse-gas-intensive unconventional fossil fuels e.g. shale gas. I also supported the idea that we should cease public subsidies that support the development of unconventional fuels; at the very least, we should start to phase them out.

4-241-500

Jim Higgins (PPE), *in writing*. – This draft resolution comes ahead of the global conference in Warsaw in November. I particularly welcome that it highlights that many of the past COP decisions have not been acted upon. We need to learn from the failure of previous decisions to be implemented and perhaps be more realistic in our demands or expectations. This resolution, quite rightly, calls for a more comprehensible and coherent post-2020 agreement (a new 'Climate Pact'), with each country contributing (common but differentiated responsibilities and respective capabilities). The inclusion of all countries in the planning phase is essential if we really want to have a climate impact! The resolution also calls for a climate strategy to create new jobs. This is exactly the type of joined-up thinking we need. In a time of economic crisis, when people are struggling to put food on the table, it is very difficult to sell long-term climate goals. A climate-friendly job creation strategy is an excellent idea, which will allow the EU citizens to get involved in combating

climate change. I also welcome the commitment to reduce our dependency upon energy imports, so that the EU can be energy independent!

4-242-000

Juozas Imbrasas (EFD), *raštu*. – Balsavau už šį dokumentą, nes juo siekiama užtikrinti būtiną Durbano platformos pažangą, pasiruosti išipareigojimų parengimui ir pasaulinio teisiškai ipareigojančio susitarimo sudarymui iki 2015 m. Durbane buvo pasiektas susitarimas, kuris numatė tarptautines klimato kaitos strategijas beveik 200 šalių. ES stengiasi praktiškai įgyvendinti sudarytą planą. Didžiausia dalis visų pasaulio teršalų išmetama besivystančiose šalyse, kurios pagal dabartinį Kioto protokolą nėra prisiėmusios jokių taršos mažinimo išipareigojimų. Durbane sukurtas naujas Žalio klimato fondas, kuris veiks kaip vienas pagrindinių kanalų dalijant 100 milijardų JAV dolerių sumą, kurią iki 2020 metų išsivystęs pasaulis išipareigojo sukaupti kasmet, kad padėtų besivystančioms šalims įgyvendinti jų klimato kaitos švelninimo planus. Manau, kad visiems teršėjams reikia prisiimti plataus užmojo ir pakankamus šiltnamio efektą sukeliančių dujų mažinimo tikslus ir patvirtinti atitinkamas politikos priemones šiems tikslams pasiekti.

4-242-250

Philippe Juvin (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur de la résolution pour la conférence sur le changement climatique à Varsovie. Elle rappelle le soutien de l'Union européenne à une politique ambitieuse mais réaliste en faveur de la réduction des émissions des gaz à effet de serre. Je me félicite à cet égard que l'on conditionne nos engagements à l'horizon 2020 à l'adoption par les principaux pays émetteurs d'engagements similaires. Je me félicite de l'adoption de cette résolution.

4-242-375

Agnès Le Brun (PPE), *par écrit*. – Le Parlement européen a adopté une position commune avant la conférence de l'ONU sur le changement climatique, qui se tiendra à Varsovie en novembre. Bien que la lutte contre le changement climatique doive demeurer une priorité de l'Union européenne (UE), j'ai voté contre cette résolution dans laquelle nous prenons des engagements de manière unilatérale. J'estime que l'Union européenne ne doit pas assumer seule les efforts en matière de réduction de gaz à effet de serre, alors qu'elle représente seulement 11% des émissions mondiales. À ce titre, l'engagement de réduire de 30% les émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2020 à condition que les autres principaux pays émetteurs prennent des engagements similaires va dans le bon sens. Je regrette néanmoins que la résolution adoptée ne demande pas l'instauration d'une taxe carbone aux frontières de l'UE. Une telle taxe permettrait de protéger l'industrie européenne, soumise au système européen des quotas d'émissions alors que les entreprises hors UE en sont exclues. Cette situation engendre une distorsion de la concurrence et une perte de compétitivité pour nos entreprises. Il me semble essentiel que de tels systèmes soient étendus au niveau mondial pour avoir un impact réel sur le changement climatique.

4-242-500

Véronique Mathieu Houillon (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur de la résolution sur la conférence sur le changement climatique en vue de la conférence de l'ONU qui aura lieu en novembre à Varsovie et rassemblera les 192 pays prenant part au Protocole de Kyoto. L'objectif de réduction de 20% d'ici 2020 des émissions de CO2 doit être maintenu, l'UE

pourrait soutenir un objectif de réduction à 30% si les autres pays émetteurs s'engagent vers cet objectif.

4-243-000

Jean-Luc Mélenchon (GUE/NGL), *par écrit*. – Cette résolution rappelle l'urgence écologique à laquelle nous faisons face. Les changements climatiques représentent une menace imminente et potentiellement irréversible pour les sociétés humaines, la biodiversité et la planète, ils doivent donc faire l'objet d'un plan d'action international impliquant toutes les parties. La conférence de Varsovie sera de ce point de vue déterminante pour réaliser un accord mondial juridiquement contraignant d'ici 2015 en vue de parvenir à tenir "l'objectif 2°C". Malheureusement, le changement de paradigme nécessaire n'est pas à l'ordre du jour. Ce texte s'inscrit dans la logique du capitalisme vert. Il persiste dans des mesures que nous savons inefficaces, telles que le système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre. Il affirme même "qu'un marché mondial du carbone constituerait une base saine en vue de réduire considérablement les émissions". Je vote contre pour ne pas encourager ces errements.

4-243-125

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. – O Parlamento Europeu tem que ser firme na defesa do Protocolo de Quioto e na redução das emissões de CO2 no período pós-2012. A aprovação desta resolução acerca da Conferência sobre as Alterações Climáticas, que se realiza em Varsóvia, traz maiores responsabilidades à UE para se ir mais além na redução de 20% de CO2 até 2020, o que poderá ajudar a estimular a economia europeia. São necessárias medidas concretas para colmatar a *disparidade de gigatoneladas* (ou seja, a diferença) entre os atuais níveis de ambição e os níveis requeridos para manter o aquecimento global abaixo de 2° C. A UE tem que continuar na linha da frente no que diz respeito à defesa dos objetivos definidos para as consequências das alterações climáticas.

4-243-187

Willy Meyer (GUE/NGL), *por escrito*. – He votado a favor de la presente resolución porque creo en la necesidad de actuar ante el cambio climático que la actividad humana está produciendo en el planeta. El informe trata de impulsar el trabajo planteado en los diferentes foros internacionales que han tratado el tema. El informe supone un posicionamiento político del Parlamento Europeo que felicita a los países que han tomado la iniciativa de implementar los acuerdos internacionales e insta a que hagan lo mismo al resto de países de la Unión. El informe recoge numerosas propuestas sobre la implementación que los diferentes sectores europeos deben hacer de los acuerdos internacionales así como señala la acción que debe desarrollar la diplomacia europea en los diferentes foros internacionales. Por ello he votado a favor del presente informe.

4-243-250

Louis Michel (ALDE), *par écrit*. – La conférence de Varsovie le mois prochain est essentielle afin de bien préparer le sommet de Paris en 2015 où pour la première fois tous les pays, même les plus pollueurs, seront liés à un accord universel sur le climat. Il est nécessaire et crucial que nous préparions une feuille de route et un calendrier des engagements de réduction des émissions d'effet de serre. Il nous faut un cadre global issu des négociations, nous ne pouvons pas nous permettre un autre échec comme celui de Copenhague. La conférence de Varsovie et le sommet de Paris ont aussi un enjeu

économique. Aujourd'hui, notre facture énergétique s'élève à 400 milliards d'euro par an. Nous devons sortir de cette dépendance et cela suppose une politique innovatrice et de nouvelles technologies qui favoriseront et créeront de l'emploi afin de résoudre nos problèmes. Nous devons montrer l'exemple et mettre en place des sanctions pour ceux qui ne respecteraient pas leurs engagements.

4-243-265

Alexander Mirsky (S&D), *in writing*. – A Programme for the Environment and Climate Action – LIFE – has been the only instrument exclusively dedicated to financing environment and climate-related projects over the last 20 years. Therefore I voted in favour.

4-243-281

Andreas Mölzer (NI), *schriftlich*. – Klimaschutz ist eine Investition in zukünftige Lebensqualität. Während führende Industrieländer wie die USA, Japan oder Deutschland daran arbeiten, den Ausstoß des klimaschädlichen CO₂ zu senken, steigen die Emissionen in Schwellenländern wie China oder Indien. Diese Entwicklung ist allerdings sehr differenziert zu betrachten. Denn wenn im Namen der CO₂-Bekämpfung auf AKW gesetzt wird, kann von klima- und umweltfreundlich wohl keine Rede sein. Statt eines Zertifikatehandels, mit dessen versteckter Entwicklungshilfe der Gesamtausstoß keineswegs weniger, sondern bestenfalls umverteilt wird, und eine Umfärbung von AKW in klimafreundliche Anlagen, braucht es mehr Förderung von erneuerbaren Energien, mehr Energieeffizienz und Altbausanierungen. Diese Überlegungen sind in mein Abstimmungsverhalten eingeflossen.

4-243-312

Tiziano Motti (PPE), *per iscritto*. – Il cambiamento climatico rappresenta una minaccia urgente e potenzialmente irreversibile per le società umane, per la biodiversità e per il pianeta ed è perciò un problema che deve essere affrontato a livello internazionale da tutte le parti; Il «Doha Climate Gateway» evidenzia con grave preoccupazione il significativo divario esistente tra l'effetto aggregato degli attuali impegni delle parti per la riduzione delle emissioni annuali di gas a effetto serra a livello mondiale entro il 2020 e i percorsi di emissione aggregati che occorre seguire per poter far sì che l'aumento della temperatura superficiale media annua del pianeta non superi i 2 °C. L'importante lavoro che dovrà essere svolto dal gruppo di lavoro *ad hoc* sulla piattaforma di Durban per un'azione rafforzata, al fine di stabilire i principi e il quadro applicabili al nuovo accordo mondiale sul clima, nonché i mezzi per raggiungerlo in tempo per la COP 21 che si terrà a Parigi nel 2015, dovrà basarsi sul quinto rapporto di valutazione dell'IPCC, previsto entro il 2014. L'accordo del 2015 deve centrare l'obiettivo riguardante una riduzione delle emissioni globali che le riporti, entro il 2030, a livelli inferiori a quelli del 1990, puntando alla progressiva eliminazione delle emissioni globali di carbonio entro il 2050.

4-243-375

Maria do Céu Patrão Neves (PPE), *por escrito*. – Votei favoravelmente a presente proposta de resolução do Parlamento Europeu em que se realça a importância de a UE se mostrar proativa no progresso global das negociações internacionais sobre o clima e em que se observa que a incapacidade de a UE assumir um papel de primazia e as perspectivas de consecução de progressos a nível global são influenciadas pelas iniciativas climáticas que a própria UE empreende. Neste sentido, assinala-se a necessidade de reforçar as iniciativas

climáticas da UE, inclusive através da adoção de um quadro ambicioso em matéria de energia e alterações climáticas para 2030, dissipando-se quaisquer dúvidas causadas, quer pela eficácia limitada do regime europeu de comércio de licenças de emissão (ETS) enquanto fonte de incentivos para a redução de emissões de gases com efeito de estufa, quer pelo adiamento da inclusão do setor da aviação no ETS.

4-243-500

Raül Romeva i Rueda (Verts/ALE), *in writing* . – In favour. The Warsaw Conference (COP 19) will be crucial for ensuring the necessary progress in advancing the Durban Platform to pave the way for the preparation of commitments and the conclusion of a global legally binding agreement by 2015. Such a global legally binding agreement must be consistent with a 2°C-coherent carbon budget, equity and the principle of ‘common but differentiated responsibilities and respective capabilities’ (CBDRRC) and must recognise the need for all major emitters to adopt ambitious and sufficient targets and corresponding policy measures for the reduction of greenhouse gas emissions, reflecting evolving responsibilities and capabilities; the resolution reiterates that 90% of the global emissions growth takes place in developing countries which have no reduction obligations under the current Kyoto Protocol.

4-243-625

Marie-Thérèse Sanchez-Schmid (PPE), *par écrit* . – D’après la Banque mondiale, le niveau actuel des émissions de CO₂ laisse entrevoir un réchauffement climatique de 2°C par rapport à l’époque préindustrielle d’ici à 2050 et de 4°C d’ici à 2100. Un réchauffement de 4°C pourrait avoir des conséquences catastrophiques : inondations, hausse de la malnutrition, aggravation de la sécheresse, vagues de chaleur, pénuries d’eau, pertes irréversibles de la biodiversité, migrations climatiques... J’ai donc voté en faveur de ce texte ambitieux qui servira de mandat de négociation pour les députés participants à la prochaine conférence de l’ONU sur le climat à Varsovie en novembre. Cependant, si aucun accord global contraignant n’est trouvé en 2015 sur la réduction des émissions, j’estime que l’UE devra mettre en place une taxe carbone aux frontières afin que les produits importés qui ne respectent aucune mesure environnementale ne concurrencent pas les produits européens soumis à des exigences strictes en matière d’émissions de CO₂.

4-243-750

Sergio Paolo Francesco Silvestris (PPE), *per iscritto* . – Il cambiamento climatico rappresenta una minaccia urgente e potenzialmente irreversibile per le società umane, per la biodiversità e per il pianeta ed è perciò un problema che deve essere affrontato a livello internazionale da tutte le parti. Ritengo che la delegazione dell’UE svolga un ruolo essenziale nei negoziati sui cambiamenti climatici e reputo quindi inaccettabile che i deputati al Parlamento europeo non abbiano potuto partecipare alle riunioni di coordinamento dell’UE durante le precedenti conferenze delle parti. Per tale motivazione ho espresso parere favorevole.

4-244-000

Marek Siwiec (S&D), *na piśmie* . – Opowiadam się za wsparciem dla czystych źródeł energii, poprzedzonym analizą środowiskową w przypadku gazu łupkowego. Dostrzegam potencjalną wartość złóż węglowodorów niekonwencjonalnych, w tym gazu łupkowego, które mogą przyczynić się do dywersyfikacji źródeł energii, co jest zgodne z wytycznymi

unijnej polityki klimatycznej. Popieram starania polskiego rządu na rzecz pełnego i wiarygodnego oszacowania położenia, dostępności oraz zasobności złóż gazu łupkowego na terytorium Polski, w powiązaniu z postulatami o przeprowadzenie niezależnych analiz kosztów i korzyści związanych z potencjalnym wydobyciem węglowodorów niekonwencjonalnych. Odnawialne źródła energii powinny być wykorzystywane na zasadach preferencyjnych, tak aby polski bilans energetyczny odpowiadał celom stawianym przez Unię Europejską. Z kolei niskoemisyjne źródła oparte na paliwach kopalnych, takich jak gaz łupkowy, powinny znajdować się w bilansie energetycznym celem równoważenia popytu na rynku oraz ograniczenia ryzyka wzrostu cen energii i rozwoju zjawiska ubóstwa energetycznego.

4-245-000

Francisco Sosa Wagner (NI), *por escrito*. – Enmienda 1: un objetivo ambicioso de reducción de emisiones en la UE es en sí un objetivo de desarrollo tecnológico e industrial, ahorro energético e independencia energética; la estrategia de la UE no debe relegarse a la voluntad exterior. Enmiendas 7 y 11: he votado en contra porque ambas ideas están previstas en el texto de la Resolución. Enmiendas 9 y 10: comparto la opinión de que es necesaria una respuesta conjunta a nivel internacional, pero no es la única solución, como expresa la enmienda, y debe tenerse en cuenta el principio de las «responsabilidades diferenciadas». Debe tratarse de materializar el acuerdo global vinculante en la COP del 2015 tal y como se acordó en Durban.

4-245-500

Bart Staes (Verts/ALE), *schriftelijk*. – Vandaag stemde het Europees Parlement over het kader voor de VN-klimaatop van november a.s. in Warschau. Deze onderhandelingen moeten verdere stappen in de goede richting zetten op weg naar een bindend klimaatverdrag in 2015 waarin alle landen afspraken maken over hun CO₂-uitstoot.

Het Europees Parlement stelde vandaag vast wat de minimale Europese inzet moet zijn voor de onderhandelingen van volgende maand. Ik heb voor deze resolutie gestemd. Het Parlement spoort de Commissie en de Raad aan om als EU het goede voorbeeld te geven. Het verslag legt de link tussen de Europese leiderschapsrol in de internationale onderhandelingen en het eigen Europees klimaatbeleid. De onderhandelingen komen nu in een cruciale fase om in 2015 een akkoord te bereiken.

Europa moet bij de onderhandelingen een leiderschapsrol vervullen en zich engageren voor ambitieuze doelstellingen. Het verslag beklemtoont de dringende noodzaak van CO₂-reductie om de klimaatopwarming tot 2 graden te beperken en wijst op het belang van energiebesparing en hernieuwbare energie.

De Groenen in het Europees Parlement hadden graag al suggesties voor ambitieuze doelen voor 2030 en 2050 in de resolutie opgenomen, maar deze voorstellen hebben het helaas niet gehaald. Toch wordt met deze resolutie een goed kader voor de volgende klimaatonderhandelingsrondes voorgesteld.

4-245-750

Kay Swinburne (ECR), *in writing*. – The impact of climate change on our planet cannot be confined to Member State or European Union borders, therefore I do believe that it is important that we work with other parties to the UN Framework Convention on Climate Change, to come up with the right global responses to the challenges climate change poses.

However, given our lack of competitiveness currently, particularly with regards to our energy costs, we need to refrain from aggressive new targets. The upward revision of the 2020 emissions reduction target from 20% to 30%, an unconditional 50% reduction target for 2030, and the financial transaction tax (FTT) for the financing of future climate change mitigation measures are disappointing inclusions at this time of economic challenge.

4-246-000

Marc Tarabella (S&D), *par écrit*. – J'ai voté en faveur de cette résolution. Il est urgent d'élever le niveau d'ambition d'ici 2020 afin d'atteindre l'objectif de 2 °C. J'insiste plus particulièrement sur la nécessité d'obtenir de toute urgence des résultats en ce qui concerne le resserrement de l'écart considérable qui existe entre les découvertes scientifiques et les engagements actuels des parties. Il faut mettre en avant le rôle important des autres mesures prises, au nombre desquelles l'efficacité énergétique et la réduction progressive des HFC, pour contribuer à combler ce fossé colossal.

4-246-250

Nuno Teixeira (PPE), *por escrito*. – Defendo uma perspectiva, segundo a qual o acordo para o período pós-2020 terá de integrar as várias disposições vinculativas e não vinculativas, adotadas ao abrigo da Convenção-Quadro das Nações Unidas em matéria de Clima e do Protocolo de Quioto, num único regime global e coerente que vincule todas as partes. O acordo pós-2020 não deve dividir o mundo em categorias de países *industrializados* ou *em desenvolvimento*, devendo exigir, ao contrário, que cada país contribua de acordo com o princípio das *responsabilidades comuns, mas diferenciadas, e respetivas capacidades*. Considero, por isso, que a redução de emissões calculada com base numa série de indicadores, como o PIB *per capita*, o acesso às tecnologias e o índice de qualidade de vida, entre outros, constitui um instrumento válido, tendo, assim, votado a favor do documento.

4-246-500

Derek Vaughan (S&D), *in writing*. – I have voted for the establishment of a programme for the environment and climate action. I was happy to see that the final agreement allowed the VAT cost of the staff involved with LIFE projects to remain eligible for funding, as I am aware that this was an important issue for many local authorities in the UK. I believe that the new 'integrated projects' are a positive development, as they will bring together EU, national and private funds in support of the implementation of major EU environmental legislation, covering areas like water, waste, air quality and nature protection. I was also pleased to see more generous co-financing rates for integrated projects for priority nature, biodiversity and conservation projects.

4-246-750

Marie-Christine Vergiat (GUE/NGL), *par écrit*. – J'ai voté en faveur de cette résolution qui réaffirme la nécessité de prendre à bras le corps les questions du changement climatique. Une nouvelle Conférence dite des parties sur ces questions sera organisée à Varsovie en novembre 2013. La dernière conférence de Durban, de même nature, n'a guère apporté d'avancées. Ces conférences intermédiaires visent à préparer celle de Paris en 2015 qui revêtra une importance tout particulière après les échecs de Copenhague et de Doha. J'ai apporté mon soutien à ce rapport qui insiste sur les effets catastrophiques du changement climatique, et qui soutient une responsabilisation de tous les États dans la coopération afin de prendre des mesures urgentes. Comme l'indiquent les conclusions du 5ème rapport du

GIEC, l'activité humaine est bien responsable du changement climatique. L'augmentation des températures pourrait être supérieure à 2 degrés, niveau admis pour ne pas tomber dans le dérèglement climatique aux conséquences insoupçonnables. Les pays occidentaux doivent prendre leurs responsabilités. L'UE a eu un rôle positif au moment de l'élaboration du protocole de Kyoto. Depuis, sous la pression de ses États membres, elle s'éloigne du multilatéralisme et ainsi de la prise en compte de l'intérêt général. En matière climatique, c'est pourtant la seule voie possible.

4-247-000

Jacek Włosowicz (EFD), *na piśmie*. – U źródeł tych negocjacji leży największa dotychczas transformacja energetyczna na świecie. W przeszłości dużo czasu musiało upłynąć, by do takiej transformacji mogło dojść. Pierwszym źródłem energii było drewno opałowe, które było używane aż do XVIII wieku, kiedy to zostało zastąpione przez węgiel. Zaledwie w ciągu jednego stulecia w wyniku szybkiego tempa rozwoju technologii ropa zastąpiła węgiel i stała się podstawowym źródłem energii. Zachodzące zmiany klimatu wymusiły przejście na odnawialne źródła energii i zwiększenie efektywności energetycznej. Zdecydowanie przyspieszyły ewolucję, do której i tak by doszło w dłuższym okresie. Stoimy przed oczywistym wyzwaniem, jakim jest obrót kapitału w naszych istniejących systemach energetycznych, a czas nie jest naszym sprzymierzeńcem. Badania naukowe dowodzą, że ilość światowej emisji gazów cieplarnianych w przyszłości nie może być wyższa niż w tym dziesięcioleciu, wręcz przeciwnie, musi ona szybko spaść. Co więcej, jeśli chcemy ograniczyć koszty poniesione przez ludzkość, szczyt emisji musi nastąpić już wkrótce. Ekstremalne zjawiska pogodowe na całym świecie dostarczają wystarczających dowodów na to, że koszty te są coraz wyższe i że szczególnie boleśnie odczuwa je najbardziej bezbronna ludność.

4-247-500

Anna Záborská (PPE), *písomne*. – Pri hlasovaní o tomto uznesení som sa zdržala. Na jednej strane verím, že Európa potrebuje diverzifikovať svoju energetickú výrobu, aby postupne dosiahla stav sebestačnosti. Vieme, že veľká závislosť od niektorého z našich politických partnerov obmedzuje naše možnosti tvorby suverénnej zahraničnej politiky. No nemôžem súhlasiť s tým, ako napriek vážnym pochybnostiam o tom, či ľudská činnosť a emisie CO₂ sú naozaj zdrojom globálnej zmeny klímy, EÚ slepo a tvrdohlavo navrhuje stále nové a nové záväzky. Videli sme zlyhanie trhu s ETS, ktorý resuscitoval tento Parlament. Zatvárame oči pred miliardami, ktoré zaplatia firmy a spotrebitelia, aby dotovali neefektívnu výrobu elektrickej energie. Komunisti kedysi hovorievali, že rozkážu vetru aj dažďu. EÚ dnes ľudí presviedča o tom istom.

4-247-750

Inês Cristina Zuber (GUE/NGL), *por escrito*. – À semelhança de anteriores resoluções, concordamos com os objetivos de redução das emissões de gases com efeito de estufa, com uma maior preocupação no cumprimento das metas estabelecidas e com a necessidade de outras metas mais ambiciosas (em linha com as recomendações do IPCC). Mas nesta resolução, como nas anteriores, prevalecem as ditas soluções de mercado, cujo resultado está bem à vista no funcionamento do mercado do carbono. O clima, e as políticas que o circundam, tem sido mais um bom pretexto para lucrativas oportunidades de negócio do que motivo de preocupação séria e genuína sobre o futuro do planeta.

13.7. Organisiertes Verbrechen, Korruption und Geldwäsche (A7-0307/2013 - Salvatore Iacolino)

4-249-000

Mündliche Erklärungen zur Abstimmung

4-250-000

Nikola Vuljanić (GUE/NGL). – Gospodine predsjedavajući, naslov ovog izvješća obuhvaća tri aspekta iste pojave. Nema organiziranog kriminala bez korupcije, a završni korak uvijek je pranje novca. Nažalost u Europi još uvijek postoje zemlje u kojima je ovaj zadnji korak praktično nepotreban. Naime, temeljni posao poreznih vlasti u svakoj državi trebao bi biti ubiranje poreza. Utvrđeni su jasni sustavi i tehnike kad se radi o legitimnom poslovanju, no kad se dogodi situacija da imovina osobe naglo poraste i dobije na vrijednosti što rade porezne vlasti? U najboljem slučaju naplaćuju porez na tu imovinu i tako je legaliziraju. U mnogim zemljama ako niste uhvaćeni u počinjenju kaznenog djela, neće pitati kako ste došli do novca i kupili imovinu, nekretninu naprimjer. Naravno, sasvim je nemoguće uhvatiti svakog lopova dok krade. Nitko nema i nitko ne treba imati toliko policajaca, ali se kriminalca može uhvatiti kad troši. Imovina koja nema porijekla trebala bi se u svim državama članicama Unije... *(Predsjedavajući je zastupniku oduzeo riječ.)*

4-251-000

Adam Bielan (ECR). - Panie Przewodniczący! Zjawiska korupcji, przestępczości zorganizowanej czy prania pieniędzy to patologia o charakterze globalnym. Niszczą organizmy demokratycznych państw, stanowią poważny problem społeczeństw w krajach rozwijających się. Eliminowanie analogicznych zagrożeń jest niezbędne dla prawidłowego funkcjonowania organizacji międzynarodowej, jaką jest Unia Europejska, która powinna podejmować w tym celu konkretne rozwiązania. Kompleksowe ramy prawne oraz zacieśnienie współpracy państw członkowskich w zakresie wymiaru sprawiedliwości to elementy niezbędne dla skutecznego zwalczania przestępczości w obliczu możliwości, jakie daje swobodny przepływ osób czy internet. Niekoniecznie dobrym rozwiązaniem będzie natomiast w mojej ocenie utworzenie odrębnego urzędu prokuratury europejskiej. Pogłębianie centralizacji raczej nie przysłuży się mobilności i efektywności działania krajowych organów ścigania, podobnie jak niemające przekonującego uzasadnienia rozszerzenie uprawnień Eurojustu.

4-252-000

Mitro Repo (S&D). - Arvoisa puhemies, äänestin tämän tärkeän mietinnön puolesta. Tämä on ensimmäinen mutta sitäkin tärkeämpi askel kohti avoimempaa ja korruptiosta vapaata unionia. Eurooppa on taloudellisessa kriisissä ja samaan aikaan, kun monissa jäsenvaltioissa kamppaillaan vähimmäistoimeentulon turvaamiseksi kansalaisille, harmaan talouden rahat makaavat paratiisisaarilla kaukana ulottuvistamme. Tällaista tilannetta emme saa sallia.

Tällä hetkellä rikollinen toiminta unionin alueella on kannattavaa. Tuskin kansainvälisiä rikollisjärjestöjä muuten olisi tuhansia. Tehtävämme on pitää huoli, että jatkossa näin ei pääse tapahtumaan. Tilanne on vakava ja niin oltava myös sen keinojenkin. Tarvitsemme tehokkaat torjuntakeinot, joilla voimme iskeä suoraan tämän kaltaisen rikollisuuden ytimeen. Ilman yhtenäistä ja tehokasta menettelytapaa kovalla työllä ja uhrauksilla

tekemämme rahat valuvat kansainvälisille rikollisjärjestöille kuin hiekka sormiemme välistä.

4-253-000

Seán Kelly (PPE). - A Uachtaráin, vótáil mé i bhfabhar na tuarascála seo chomh maith agus i ndáiríre tá sé in am dúinn aontú chun troid i gcoinne coiriúlachta, mímhacántacht de gach saghas agus éalú cánach agus mar sin de. Tá sé ag déanamh praiseach i ndáiríre d'eacnamaíocht na hEorpa.

It is estimated that there are 3 600 organised gangs around Europe involved in crime of one sort or another, utilising new technologies, open borders and globalisation to get away with their activities. It is costing the European Union as much as our budget, as well as millions and millions of jobs, and creating misery in many lives. It is time we united against it. In particular, I think we should have a target for 2020 of reducing organised crime and its proceeds by 20 %.

4-255-000

Schriftliche Erklärungen zur Abstimmung

4-255-500

Luís Paulo Alves (S&D), *por escrito.* – Aprovo o presente relatório, tendo em consideração que, para tentar fornecer um texto que responda à necessidade inadiável de combater eficazmente o fenómeno da criminalidade organizada, da corrupção e do branqueamento de capitais, devemos, na verdade, dirigir a atenção para os fenómenos que, pela dimensão global que atualmente assumiram, exigem uma resposta de igual grandeza. A União Europeia deve responder a este desafio, dotando-se das ferramentas apropriadas para o enfrentar, tendo como base o modelo de legislação mais avançada nos Estados-Membros. Neste contexto, sugiro um quadro legislativo homogéneo e coerente para atingir o coração económico da criminalidade organizada e reforçar a cooperação judicial e policial a nível europeu e internacional. A meu ver, devem ser ainda envidados esforços, de modo a promover uma administração pública mais célere e flexível e menos permeável à corrupção, uma política mais responsável, uma justiça penal mais rápida e credível, um empreendedorismo mais saudável, um sistema bancário e profissional mais transparente e medidas adequadas de combate ao branqueamento de capitais, a fim de evitar que a criminalidade continue a gerar lucros, prejudicando a economia legal, os empresários e os cidadãos respeitadores da lei.

4-255-750

Laima Liucija Andrikienė (PPE), *raštu.* – Balsavau už rezoliuciją dėl kovos su organizuotu nusikalstamumu, korupcija ir pinigų plovimu. Organizuoto nusikalstamumo, korupcijos ir pinigų plovimo reiškiniai jau tapo pasaulinio masto problema ir jiems būtinas adekvatus atsakas. Europos Sąjungoje veikia apie 3600 tarptautinių nusikalstamų organizacijų. Tipinės organizuotų nusikaltėlių veiklos priemonės jau apima ne tik smurtą ir bauginimą, bet ir korupciją. Pinigų plovimas savo ruožtu dažnai laikomas tiek tipine organizuotų nusikaltėlių veikla, tiek reiškiniumi, glaudžiai susijusiu su korupcija, mokesčiniu sukčiavimu bei mokesčių slėpimu. Taigi organizuotas nusikalstamumas, korupcija ir pinigų plovimas, nors ir skirtingi reiškiniai, dažnai turi tarpusavio sąsajų ir todėl reikalingi tiksliniai veiksmai. Mes, Europos Parlamento nariai, pasisakome už vienodos ir darnios teisės sistemos sukūrimą, kad būtų suduotas smūgis ekonominiam organizuoto nusikalstamumo pagrindui

ir manome, kad turi būti sustiprintas policijos ir teismų bendradarbiavimas tiek ES, tiek tarptautiniame lygmenyje. Veiksmingesnė ir ne tokia sudėtinga viešojo administravimo sistema leistų vykdyti atsakingesnę politiką, greitesnį ir patikimesnį baudžiamojo teisingumo procesą, skaidresnę bankų sistemą ir kita.

4-255-875

Sophie Auconie (PPE), *par écrit*. – En 2012 le Parlement a mis en place une commission spéciale sur la criminalité organisée, la corruption et le blanchiment de capitaux pour qu'un plan d'action pour lutter contre ces activités à l'échelle de l'Union européenne soit mis au point. J'ai voté pour ce rapport qui vient clôturer le travail de cette commission en donnant à l'Union européenne la marche à suivre dans ce domaine.

4-256-000

Liam Aylward (ALDE), *i scríbhinn*. – Vótálar mar i bhfabhar lena bhfuil sa Tuarascáil i dtaca le creatlach láidir chomhsheasmhach a chur i bhfeidhm chun aghaidh a thabhairt ar an gcoireacht eagraithe agus chun comhar póilíneachta agus breithiúnach a spreagadh agus a neartú san Eoraip agus go hidirnáisiúnta. Ní mór na bearta atá ann chun dul i ngleic leis an gcoireacht eagraithe, an t-éilliú agus an sciúradh airgid a neartú gan mhoill.

Diúltaímid glan, áfach, leis na leasuithe agus moltaí sin a bhaineann le comhbhonn cánach corparáide comhdhlúite a thabhairt isteach agus iad siúd a bhaineann le dul i dtreo córais cánach comhchuibhithe.

Is inniúlacht náisiúnta iad cúrsaí cánach agus ní mór don Choimisiún Eorpach agus do Pharlaimint na hEorpa meas a bheith acu ar sin. Faoin bprótacal breise maidir le himní phobal na hÉireann i dtaca le cúrsaí cánach faoi Chonradh Liospóin tugtar aitheantas d'inniúlacht na mBallstát sa mhéid a bhaineann le cúrsaí cánach.

4-256-500

Zigmantas Balčytis (S&D), *raštu*. – Balsavau už šį siūlymą, numatantį priemonės, skirtas kovoti su organizuotu nusikalstamumu, korupcija ir pinigų plovimu. EP Specialusis kovos su organizuotu nusikalstamumu, korupcija ir pinigų plovimu komitetas buvo sudarytas 2012 m., ir jam pavesta tirti mafijos poveikį ES ekonomikai ir pasiūlyti priemonės, leisiančias ES su šiais nusikaltimais kovoti tarptautiniu, ES ir nacionaliniu lygmeniu. Remiantis komiteto pateiktais duomenimis dėl PVM grobstymo ES kiekvienais metais praranda 100 mln. eurų, 880 tūkst. darbininkų dirba priverstinai, ES viešajame sektoriuje yra ne mažiau kaip 20 mln. smulkios korupcijos atvejų, o korupcija kainuoja 1 proc. ES BVP. Pritariu komiteto 2014–2019 m. numatytam veiksmų planui, kuriuo ES skatinama koncentruotis į organizuoto nusikalstamumo pajamų šaltinius ir finansinį turtą. Areštuotas nusikalstamu būdu įgytas turtas galėtų būti naudojamas socialiniais tikslais, būtina kova su susitarimais dėl varžybų baigties, korupcija sporte ir balsų pirkimu. Labai svarbus žingsnis – Europos prokuratūros įsteigimas.

4-256-625

Vilija Blinkevičiūtė (S&D), *raštu*. – Balsavau dėl šio pranešimo, kuriame teikiamas priemonių ir iniciatyvų paketas, kurių būtina imtis, siekiant veiksmingai kovoti su organizuotu nusikalstamumu, pinigų plovimu ir korupcija. Šie reiškiniai Europos Sąjungoje dėl sienų atvirumo ir naujųjų technologijų galimybių per kelis dešimtmečius išsiplėtė, todėl kovojant su jais būtina imtis veiksmingų priemonių tiek nacionaliniu tiek ES, tiek

tarptautiniu lygiu. Įprastos organizuotų nusikaltėlių veiklos priemonės jau apima ne tik smurtą ir turto prievartavimą, bet ir korupciją. Pinigų plovimas yra glaudžiai susijęs su korupcija, mokestiniu sukčiavimu bei mokesčių slėpimu. Todėl Europos Parlamentas ragina stiprinti valstybių narių teisėsaugos institucijų, Europolo, Eurojusto, Europos kovos su sukčiavimu tarnybos (OLAF) bei Europos tinklų ir informacijos apsaugos agentūros tarpusavio bendradarbiavimą. EP ragina Komisiją kuo skubiau patvirtinti direktyvą dėl nusikalstamu būdu įgytų pajamų konfiskavimo. Kovoiant su korupcija ir pinigų plovimu, reikėtų panaikinti banko informacijos slaptumą ir taip vadinamus mokesčių rojus. Svarbu, kad pačios valstybės narės šalių viduje įgyvendintų siūlomas priemones, vykdytų griežtą politiką kovoiant su šiais nusikaltimais. Be to, reikalinga, kad jos bendradarbiautų ir su trečiosiomis šalimis, nes tik taip bus galima suardyti organizuotų nusikaltimų tinklus ir neleisti jiems toliau plėstis bei išitvirtinti Europos Sąjungoje. Tik dirbant kartu, keičiantis turima informacija apie nusikaltėlius ir jų tinklus, galėsime apsaugoti savo piliečius ir jų turtą.

4-256-750

John Bufton (EFD), *in writing*. – Criminal justice matters should be handled exclusively by the individual nation states. The EU, and in particular Schengen, is the catalyst for much cross-border crime, and is therefore not fit to be part of the solution.

4-256-875

Alain Cadec (PPE), *par écrit*. – Je me félicite de l'adoption du rapport Iacolino conférant à l'Union européenne les instruments de lutte contre les groupes criminels, à l'intérieur des frontières de l'Union européenne. Sur le blanchiment d'argent, ce rapport prône l'abolition du secret bancaire. Concernant la corruption, le droit d'accès pour les citoyens aux informations relatives à l'administration publique est défendu. S'agissant de la criminalité portant atteinte à la sécurité des personnes, le rapport préconise la prévision de peines de privation de liberté et de sanctions pécuniaires d'un montant élevé, à hauteur des préjudices subis. L'accent est mis sur la coopération primordiale entre États membres de l'Union. La criminalité de toute sorte doit être éradiquée de l'Union; ce rapport permet à l'Union européenne de s'en donner les moyens.

4-256-937

Maria Da Graça Carvalho (PPE), *por escrito*. – A fraude no domínio do IVA gera uma perda de rendimentos para a UE de 100 mil milhões de euros por ano. O custo da corrupção ascende a cerca de 120 mil milhões de euros por ano, ou seja, 1,1 % do PIB da UE. Os casos de pequena corrupção nos setores públicos representam a perda de 20 milhões de euros para a União. Cerca de 3600 organizações criminosas internacionais operam em território europeu, 70% das quais são compostas por membros de vários países e 880 mil pessoas são sujeitas a trabalhos forçados nos países da UE. Congratulo-me com o presente relatório sobre a criminalidade organizada, a corrupção e o branqueamento de capitais que contém medidas sobre o confisco de bens das organizações criminosas e a sua reutilização para fins sociais, a abolição do sigilo bancário e a introdução de uma tributação das empresas a nível europeu.

4-257-000

Minodora Cliveti (S&D), *în scris*. – Securitatea cetățenilor și a consumatorilor, libertatea de mișcare, protecția întreprinderilor, concurența liberă și echitabilă, necesitatea de a evita

ca acumularea de fonduri și achiziții financiare ilicite să determine denaturarea ciclului economic legal, precum și principiile democratice fundamentale care stau la baza UE și a statelor membre sunt grav amenințate de extinderea crimei organizate, a corupției și a spălării banilor. De asemenea, birocrăția excesivă poate descuraja activitatea economică legală și poate stimula corupția funcționarilor publici. Corupția poate să compromită dezvoltarea economică prin alocarea necorespunzătoare a resurselor, în special în detrimentul serviciilor publice și, mai ales, în detrimentul serviciilor și asistenței sociale. Este important să se instituie mecanisme mai puternice de asigurare a transparenței și integrității și de eliminare a birocrăției din ministere și alte structuri publice, înțelegând prin aceasta accesul total la informații privind fiecare aspect al organizării și activității administrative, exercitarea funcțiilor instituționale și utilizarea resurselor publice, inclusiv prin garantarea dreptului cetățenilor de acces la documente (începând cu sectorul foarte sensibil al procedurilor de achiziții publice). Totodată, trebuie promovată cultura legalității și integrității în sectorul public și în cel privat, inclusiv printr-un program eficient de protecție a celor care semnalează nereguli.

4-257-250

Anna Maria Corazza Bildt (PPE), *skriftlig*. – Vi röstade för slutbetänkandet med syfte att bekämpa organiserad brottslighet, korrupktion och penningtvätt i EU. Det är absolut nödvändigt att öka samarbetet på nationell, europeisk och internationell nivå för att kunna förebygga, utreda och lagföra gränsöverskridande brottslighet. Vi kunde dock inte stödja alla delar av betänkandet, som 1) att göra det till ett brott att vara med i en kriminell organisation, då detta inte förekommer i svensk lagstiftning, 2) en gemensam företagsbeskattning i EU, och 3) en europeisk åklagarmyndighet och dess befogenheter som strider mot subsidiaritetsprincipen. Vi menar att det inte finns någon "one size fits all"-lösning för att bekämpa den organiserade brottsligheten, och att vi måste respektera de olika rättsystem och traditioner som finns i EU. Samtidigt är det viktigt att uppmuntra medlemsstaterna att öka samarbetet och utbytet av goda erfarenheter i kampen mot den gränsöverskridande brottsligheten och korrupktionen.

4-257-500

Emer Costello (S&D), *in writing*. – I supported the adoption of the final European Parliament report on organised crime, corruption and money laundering: recommendations on action and initiatives to be taken. With regard to the call for the harmonisation of business taxes and uniform tax rules in all Member States, I would recall and stress that under the EU treaties, taxation is a matter for national competence where the principle of unanimity applies. Discussion on this issue has to have regard to the needs of geographically peripheral Member States whose prosperity and employment levels depend, to a large extent, on their capacity to attract inward investment. Tax fraud and evasion is a global problem that needs to be countered by stronger European and international action, including on tax transparency and the automatic exchange of information in tax matters. I very much welcome the call for the exclusion of economic operators for at least five years from public contracts throughout the EU if convicted for participation in a criminal organisation, money laundering or terrorist financing, exploitation of human beings or child labour, corruption or any other serious offences that produce social harm such as tax evasion or tax-related offences.

4-258-000

Francesco De Angelis (S&D), *per iscritto*. – La necessità di una mobilitazione a livello europeo per contrastare la criminalità organizzata è oggi una priorità.

È una questione che supera ormai le frontiere nazionali: più di 3 600 organizzazioni criminali operano a livello internazionale nell'Unione europea. Sono organizzazioni che hanno sviluppato la capacità di infiltrarsi nelle istituzioni dei vari paesi al fine di compiere impunite le loro attività di riciclaggio di denaro e corruzione. Per questo motivo le normative proposte, quali il divieto di cinque anni di partecipare ad appalti europei per le aziende che intrattengono rapporti con la malavita, la maggiore trasparenza nel settore bancario sono essenziali per colpire il crimine organizzato sul piano delle proprie ricchezze.

Un altro punto di grande rilievo riguarda sicuramente l'istituzione di una Procura europea per il coordinamento delle autorità nazionali. Per concludere, ritengo fondamentale porre le basi per un quadro legislativo europeo che coinvolga tutti gli Stati membri nella lotta contro le associazioni mafiose.

4-258-500

Marielle de Sarnez (ALDE), *par écrit*. – Ce rapport d'évaluation sur l'état de la criminalité organisée, de la corruption et du blanchiment d'argent en Europe dresse un tableau alarmant de la situation au sein de l'Union. Cela pourrait expliquer, en partie, le sentiment actuel de défiance des citoyens vis-à-vis des institutions et des dirigeants de l'Union européenne et de ses États. C'est pourquoi États et Union doivent se saisir rapidement du chantier de la moralisation de la vie publique. Une partie de la réponse à apporter se situe au niveau européen ; les organisations criminelles ne devraient plus pouvoir tirer parti du manque de coordination entre les États membres. Les agences européennes telles que Frontex, Europol et Eurojust doivent être dotées de moyens suffisants pour pouvoir lutter contre ces réseaux. J'appelle également de mes vœux la mise en place rapide d'un parquet européen chargé de combattre les infractions portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union, comme prévu par les traités communautaires.

4-259-000

Christine De Veyrac (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur de ce texte car je souhaite encourager les efforts de l'Union européenne dans la lutte contre la criminalité organisée, la corruption et le blanchiment d'argent. Ces phénomènes d'ampleur mondiale exigent une réponse concertée de la part de l'Union européenne. Je suis ainsi notamment favorable au fait de renforcer la lutte contre le blanchiment des capitaux par la promotion d'un système bancaire et d'un monde professionnel plus transparents, ainsi que par des mesures anti-blanchiment, pour empêcher que le crime ne devienne une activité lucrative. Plus particulièrement en temps de crise, il nous appartient, à nous députés européens, de nous assurer de combattre efficacement la fraude fiscale. Il n'est pas normal qu'encore aujourd'hui, l'Union européenne souffre de maux tels que la corruption et la fraude fiscale. J'insiste ainsi sur le fait que l'Union européenne doit continuer à prêter une attention particulière à ces sujets afin de faire face à des phénomènes qui aggravent les situations économiques, déjà difficiles, dans nos États membres.

4-259-500

Diane Dodds (NI), *in writing*. – All too often, innocent people in my constituency, Northern Ireland, have had to bear incalculable pain and suffering wrought by the

relationship between organised crime and terrorism. Recent efforts to combat serious crime in Northern Ireland – and particularly fuel laundering – have been stalled by the willingness of Nationalist and Republican politicians to block the National Crime Agency (NCA) from operating in our region of the UK. This approach has been motivated by self-interest, and must change fast. The Committee's report does contain several positive elements. Its proposed action plan prioritises stemming the rise in human trafficking and cigarette smuggling. It also aims to tackle new offences relating to cybercrime and the spread of banned legal highs. This is positive. I am, however, discouraged by the report's fascination with harmonising tax provisions and creating a European Public Prosecutor. Member States must retain full sovereignty in these areas and I trust that the UK Government will continue to ensure that this is the case moving forward. I have therefore abstained on the report.

4-259-750

Ioan Enciu (S&D), *par écrit* . – Je tiens à me féliciter de l'adoption du rapport sur la criminalité organisée, la corruption et le blanchiment de capitaux, qui vient mettre un terme au travail de la Commission spéciale du Parlement européen destinée à l'étude et l'analyse de ces formes de criminalité organisée. Ce texte a permis d'envoyer un signal fort du Parlement européen dans la lutte contre ces fléaux. Il appelle à la mise en œuvre de plusieurs mesures majeures, comme la création d'un Procureur public européen ou l'introduction de sanctions plus sévères dans le domaine des paris sportifs illégaux. Ce texte concerne les intérêts des citoyens européens. La corruption et la criminalité organisée sont des atteintes graves aux droits fondamentaux, comme au droit à la liberté de circulation et à la vie privée. Elles impliquent de graves conséquences sur les vies de milliers de victimes. La corruption et la criminalité organisée sont aussi des problèmes économiques importants, qui entraînent de grandes pertes financières, cette bataille doit être une priorité en ces temps de crise. Il est nécessaire de mener une approche européenne afin d'organiser un cadre législatif et juridique cohérent. Ce rapport s'inscrit dans cette dynamique, et il faut s'en féliciter.

4-259-812

Jill Evans (Verts/ALE), *in writing* . – The position of the Greens/EFA Group has always been in favour of developing evidence-based law enforcement, preventing the stigmatisation of migrants and ethnic minorities and prioritising white collar and economic crimes as those inflict the highest social harm. For this reason it is very welcome that this report covered the related issues of corruption and money laundering, which highlight the links between organised crime and tax havens. However, the report failed to provide a convincing answer to the challenges presented by organised crime, corruption and money laundering. We cannot oversimplify the various threats posed and recommend a one-size-fits-all approach based on repression and surveillance. I abstained on the final vote as it endorsed an EU Passenger Name Records System and EU Terrorist Finance Tracking System. I do not believe my constituents in Wales would agree with this.

4-259-875

Diogo Feio (PPE), *por escrito* . – A criminalidade organizada aproveitou as novas oportunidades trazidas pela globalização económica e pelo progresso tecnológico e tornou-se um fenómeno transnacional e global, com efeitos económicos e sociais devastadores. Além disso, a criminalidade organizada, a corrupção e o branqueamento de capitais, embora continuem a ser fenómenos distintos, andam hoje, em muitos casos, de

mãos dadas. As novas formas sofisticadas de criminalidade organizada, corrupção e branqueamento de capitais requerem medidas efetivas e enérgicas e a globalização das redes criminosas exige, ela também, uma resposta global e conjunta por parte da UE, sendo aqui apresentado um importante contributo nesse sentido.

4-259-906

José Manuel Fernandes (PPE), *por escrito*. – Consumando um intenso e profundo trabalho que envolveu os mais diferentes setores e atores da sociedade, este relatório vem dar à resposta à reconhecida necessidade da União Europeia de se dotar das ferramentas apropriadas para combater a criminalidade organizada, a corrupção e o branqueamento de capitais. Estima-se em 3600 o número de organizações criminosas internacionais a operar na União Europeia, sendo que 70 % destas integram elementos de diferentes países e, atualmente, num raio de ação geograficamente heterogéneo, aproveitando indevidamente as oportunidades oferecidas pela globalização económica e pelas novas tecnologias. Trata-se de um fenómeno cuja complexidade, gravidade e efeitos negativos sobre o desenvolvimento económico e a equidade social são agravados pela sua dimensão global. É um desafio para a União Europeia, que deve atuar de forma determinada e concertada, assegurando um modelo de legislação mais avançada nos seus Estados-Membros.

4-259-937

João Ferreira (GUE/NGL), *por escrito*. – Apesar de aspetos positivos – como o levantamento do sigilo bancário e imposição de algumas limitações/penalizações a empresas sediadas em paraísos fiscais – o relatório fica muito aquém do que se impunha. A abordagem geral é a da via repressiva e não a prevenção e combate na origem, como seria necessário. O relatório não vai ao essencial, mais servindo para justificar medidas de criação de novas instâncias supranacionais que, pela sua natureza, não podem compensar o ataque que vem sendo feito, a nível nacional, a instâncias fundamentais no combate e controlo de fenómenos como a criminalidade organizada, a corrupção e o branqueamento de capitais. Relativamente aos paraísos fiscais, fica-se pela elaboração de uma lista, quando o que é necessário é promover o seu urgente desmantelamento. Nenhuma medida é proposta para atacar a livre circulação de capitais, essenciais ao florescimento destas práticas criminosas. Defende-se a chamada união bancária, uma forma útil de os bancos escaparem ao controlo regulamentador e legislativo do poder político e democrático, continuando a funcionar como centros de branqueamento de capitais da mais vergonhosa origem: tráfico de drogas, de seres humanos, corrupção, etc.

4-260-000

Monika Flašíková Beňová (S&D), *písomne*. – Organizovaná trestná činnosť už nepredstavuje iba historicky a územne ohraničený fenomén. Len v rámci EÚ dnes pôsobí približne 3 600 medzinárodných zločineckých skupín. Organizovaná trestná činnosť je charakterizovaná zavražďovaním, korupciou, praním špinavých peňazí či daňovými podvodmi a daňovými únikmi. Aby bolo možné týmto nekalým činom zabrániť, je potrebné vynakladať snahu o protipatrenia na globálnej úrovni. Je žiaduca efektívna justičná spolupráca na európskej a medzinárodnej úrovni. V danom kontexte je potrebné, aby jednotlivé členské štáty disponovali adekvátnymi právnymi predpismi.

4-262-000

Ildikó Gáll-Pelcz (PPE), írásban – A szervezett bűnözés, a korrupció és a pénzmosás ellen a 2014–2019 közötti időszakban szükséges intézkedéseket tartalmazza az a javaslat, amelyet szavazatommal jómagam is támogattam. Úgy vélem, hogy az Unió pénzügyi érdekeinek védelme érdekében elengedhetetlen, hogy az EU hatékonyabban lépjen fel a szervezett bűnözés pénzügyi háttere ellen. Az állásfoglalás konkrét lépések listáját tartalmazza, amelyet a következő parlamenti ciklus során kell a gyakorlatba átültetni.

4-262-125

Elisabetta Gardini (PPE), per iscritto . – Oggi il Parlamento europeo ha approvato la relazione finale della Commissione speciale sulla criminalità organizzata, la corruzione e il riciclaggio di denaro (CRIM), istituita nel 2012 con lo scopo di analizzare le attività criminali e suggerire linee guida per affrontare il problema a livello europeo. La relazione, che tira le somme dell'attività della Commissione speciale, avanza la proposta di un piano d'azione europeo per la lotta contro la criminalità organizzata, la corruzione e il riciclaggio di denaro, definendo, per il periodo 2014-2020, una serie di priorità che non potevano che essere condivise da quest'Assemblea. Tra queste, l'introduzione di una definizione comune dei fenomeni criminali, l'abolizione del segreto bancario, l'eliminazione dei paradisi fiscali, la promozione della confisca dei beni criminali, l'istituzione del reato di manipolazione sportiva illegale, l'introduzione di adeguate sanzioni per la criminalità informatica, il rafforzamento della lotta contro i reati ambientali, il traffico di droga e il traffico di esseri umani, l'assicurazione di un rapido riconoscimento reciproco dei provvedimenti giudiziari e l'istituzione di una Procura Europea.

4-262-250

Nathalie Griesbeck (ALDE), par écrit . – Le crime organisé, la corruption et le blanchiment d'argent dans l'Union européenne sont des fléaux qui rongent l'Europe, auxquels s'ajoutent la violence, l'insécurité, etc. Aussi, pour endiguer ces phénomènes, notre Parlement s'est prononcé sur ces questions, en adoptant le rapport final de la Commission parlementaire spéciale CRIM, qui recommande l'élaboration d'une stratégie de l'Union européenne et l'adoption d'instruments juridiques contraignants au niveau européen et dans les Etats membres, et je me félicite de l'adoption de ce rapport. Je tiens par ailleurs à souligner que j'ai voté en faveur des paragraphes favorables à une plus forte harmonisation fiscale et à l'harmonisation de la fiscalité des entreprises en Europe. Au-delà, il y a urgence à agir dans ce domaine, car outre les considérations économiques, la criminalité organisée est un danger qui menace la liberté et la sécurité de tous les citoyens européens.

4-262-500

Sylvie Guillaume (S&D), par écrit . – J'ai apporté tout mon soutien à ce rapport afin de lancer des pistes d'action pour lutter plus efficacement contre la criminalité organisée, la corruption et le blanchiment de capitaux. Je suis tout particulièrement favorable à la poursuite des actifs financiers et des sources de revenus de la criminalité organisée, à l'exclusion des appels d'offre de marchés publics dans l'UE de toute personne condamnée pour crime organisé, corruption ou blanchiment de capitaux, ainsi qu'à une interdiction d'exercer un mandat public. Les jugements relatifs à de tels crimes devraient être d'application immédiate dans tous les États membres, demandent également les députés. Pour protéger les intérêts financiers de l'UE, dans un contexte de crise économique persistante, la suppression du secret bancaire et l'élimination des paradis fiscaux dans l'UE

sont également nécessaires. J'estime aussi que les biens des criminels saisis devraient être réutilisés à des fins sociales. Enfin, je considère que des entités juridiques telles que les entreprises et leurs filiales devraient être tenues de rembourser tout financement public qu'elles ont perçu si elles ont commis un crime financier.

4-261-000

Mikael Gustafsson (GUE/NGL), *skriftlig*. – Jag har lagt ned rösten i omröstningen om Iacolino's betänkande om den organiserade brottsligheten, korruption och penningtvätt. Det är oerhört viktigt att effektivt bekämpa den organiserade brottsligheten. I betänkandet finns också många viktiga och positiva förslag. Men eftersom betänkandet tyvärr driver tesen om behovet av harmonisering av kriminallagstiftningen och ställer krav på en union byggd på alltmer gemensam ekonomisk politik, skatte- och budgetpolitik, så väljer jag att lägga ner rösten. Det finns också andra inslag i styckena som riktar sig mot terrorism, som skulle kunna medföra inskränkningar av grundläggande medborgerliga rättigheter. Att bekämpa terrorism i alla dess former är viktigt, men det senaste decenniet har visat att en kamp mot terrorismen som inte bygger på demokratiska principer blir kontraproduktiv. Därför väljer jag också att lägga ner rösten.

4-261-250

Marian Harkin (ALDE), *in writing*. – I supported the overall Iacolino report even though there were some voting outcomes I disagreed with. There were a number of votes supporting a greater tax harmonisation and CCCTB. I do not support any moves towards tax harmonisation as I believe this is a matter for Member States; furthermore, the current proposal on CCCTB will favour larger Member States and I believe it is not a workable proposition. Also, I did not support the ineligibility of certain persons to stand for election. The essence of democracy is that the people decide, not any organisation or body set up to weed out unsuitable candidates – no matter how unsuitable they may be. You cannot second-guess the electorate.

4-261-500

Eduard-Raul Hellvig (ALDE), *în scris*. – Corupția și crima organizată constituie un fenomen de amploare la nivel mondial, iar acesta afectează inclusiv statele UE, având un impact extrem de negativ atât economic, pierderile fiind cifrate în miliarde de euro, cât și uman, dacă ne gândim la sutele de mii de victime ale traficului de ființe umane, al muncii forțate sau exploatării sexuale. De asemenea, crima organizată reprezintă o amenințare și pentru siguranța cetățenilor noștri, lucru confirmat de cele aproximativ 10 milioane de arme ilegale care circulă în UE.

În pofida utilității lor în viața de zi cu zi, noile tehnologii au adus noi oportunități pentru crima organizată, criminalitatea informatică fiind în plină expansiune și cauzând utilizatorilor de internet pagube materiale importante.

Se impune, așadar, așa cum sugerează raportul final al Comisiei CRIM, un plan european de acțiune pentru combaterea corupției și a criminalității. Multe dintre recomandările raportului sunt destul de ambițioase și cer o voință politică puternică, respectiv o cooperare judiciară și polițienească mult mai strânsă între statele membre. Însă în fața unui fenomen transfrontalier de o asemenea anvergură e nevoie de soluții pe măsură și, mai ales, de soluții comune, întrucât statele membre nu vor putea învinge crima organizată prin acțiuni individuale izolate.

4-261-750

Jim Higgins (PPE), *in writing*. – I welcome this report by the committee Special Committee on Organised Crime, Corruption and Money Laundering set up by the European Parliament decision of 14 March 2012. With ever-increasing communications technology, and the ease with which criminals can move around Europe, it is important that we are in a position to tackle organised crime. We know that there are 3 600 international criminal organisations operating in the European Union. Of these, 70% consist of members from several countries who operate freely across borders, exploiting the opportunities offered by economic globalisation and the new technologies and entering into alliances with criminal groups from other countries. In addition, more than 30% of these groups are multi-crime groups, i.e. they have a great ability to diversify their areas of operation, profiting from all kinds of illegal trafficking and thus polluting the lawful economy, in which they attain extremely high and alarming levels of infiltration.

4-261-875

Gunnar Hökmark (PPE), *skriftlig*. – Vi röstade för slutbetänkandet med syfte att bekämpa organiserad brottslighet, korruption och penningtvätt i EU. Vi menar att det inte finns någon "one size fits all-lösning" för att bekämpa den organiserade brottsligheten och att vi måste respektera de olika rättsystem och traditioner som finns i EU. Samtidigt är det viktigt att uppmuntra medlemsstaterna att öka samarbetet och utbytet av goda erfarenheter i kampen mot den gränsöverskridande brottsligheten och korruptionen.

4-263-000

Juozas Imbrasas (EFD), *raštu*. – Pritariau tam, kad būtina naikinti pagrindines organizuoto nusikalstamumo, korupcijos ir pinigų plovimo priežastis. Šiuo metu ES veikia beveik 4000 tarptautinių nusikalstamų organizacijų. Anot Europos Komisijos, korupcija Europos Sąjungoje sudaro apie 120 milijardų eurų per metus. Tarptautinės darbo organizacijos duomenimis, 880 tūkst. darbininkų ES valstybėse dirba priverstinai, iš kurių 270 tūkst. yra seksualinio išnaudojimo aukos, dauguma jų – moterys. Mano manymu, būtina įsteigti Europos prokuratūrą, panaikinti bankų informacijos slaptumą ir mokesčių rojus, neleisti už organizuotus bei finansinius nusikaltimus teistiems ūkio subjektams dalyvauti viešuosiuose pirkimuose, taip pat numatyti baudžiamąją atsakomybę už sukčiavimą sporte. Būtina naikinti pagrindines prekybos žmonėmis ir prievartinio darbo priežastis, prireikus, nustatyti juridinių asmenų teisinę atsakomybę finansinių nusikaltimų atvejais, pagerinti pajamų iš organizuoto nusikalstamumo paieškų ir išieškojimo metodus, sustabdyti mokesčių slėpimo ir vengimo atvejus, padidinti viešojo administravimo skaidrumą suteikiant visuomenei daugiau galimybių susipažinti su dokumentais ir, prireikus, nustatyti konkrečias taisykles, kad būtų užkirstas kelias interesų konfliktams, ir juos spręsti, taip pat sukurti skaidrumo registrą. Veiksmingiausia kovos su organizuotu nusikalstamumu priemonė yra griežti teisiniai padariniai, veiksmingas atskleidimas ir nusikaltimo priemonių bei pajamų iš nusikaltimų paėmimas ir konfiskavimas.

4-263-500

Philippe Juvin (PPE), *par écrit*. – J'ai soutenu ce rapport. Ce rapport marque l'achèvement des travaux menés jusqu'ici par la commission CRIM établie il y a 18 mois. Le rapporteur recommande avec insistance d'établir un plan d'action européen visant à éradiquer la criminalité organisée, la corruption et le blanchiment d'argent et à définir une liste d'actions positives prioritaires. Il propose également l'organisation d'une "journée européenne en

mémoire des victimes de la criminalité organisée”. Ce rapport a été adopté avec 526 voix pour, 25 contre et 87 abstentions. Je m'en félicite.

4-263-750

Giovanni La Via (PPE), *per iscritto*. – La relazione dell'On. Iacolino ha avuto il merito, così come il lavoro di questo anno e mezzo della Commissione speciale CRIM, di dare al problema della criminalità organizzata una dimensione finalmente europea, così come gli strumenti da adottare per contrastarla. In questa direzione va, tra le altre, la proposta di istituire una procura unica europea che è necessario veda coinvolti il maggior numero di Stati membri per rendere la lotta alla criminalità organizzata e alla pratica di riciclaggio di denaro veramente efficace e forte. Con la relazione conclusiva della Commissione CRIM si è voluto iniziare un percorso dandovi un impulso particolare perché ciascuno degli Stati membri cooperi al fine di sconfiggere il crimine organizzato.

4-263-875

Agnès Le Brun (PPE), *par écrit*. – Le Parlement européen a adopté mercredi des mesures visant à lutter contre le crime organisé, la corruption et le blanchiment de capitaux. Selon Europol, près de 3600 organisations criminelles internationales opèrent dans l'Union européenne en 2013 et 70% d'entre elles comptent des membres dans plusieurs pays. J'ai voté en faveur de ce texte car il est indispensable de coordonner les actions des États membres pour renforcer l'efficacité de la lutte contre la criminalité organisée. Nous avons notamment appelé l'Union européenne et les États membres à exclure des appels d'offre de marchés publics et des mandats publics les personnes condamnées pour crime organisé, corruption ou blanchiment de capitaux. Nous avons également rappelé l'importance de créer un Parquet européen afin de coordonner les enquêtes nationales. Enfin, nous avons demandé la suppression du secret bancaire et des paradis fiscaux afin de faciliter le gel des avoirs des réseaux criminels. D'après l'office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDD), les activités illégales représentent environ 3,6% du PIB mondial. Une fois saisis, les avoirs criminels pourraient être réutilisés à des fins sociales.

4-264-000

Bogusław Liberadzki (S&D), *na piśmie*. – Mandat udzielony przez Parlament Europejski Komisji Specjalnej ds. Przestępczości Zorganizowanej, Korupcji i Prania Pieniędzy (CRIM) był związany z analizą i oceną zakresu przestępczości zorganizowanej, korupcji, prania brudnych pieniędzy pod kątem wpływu na działalność Unii Europejskiej. Obejmował również ocenę prawodawstwa unijnego dotyczącego przestępczości zorganizowanej i prania brudnych pieniędzy. W sprawozdaniu końcowym komisji CRIM przypomniane są zalecenia dotyczące m.in. definicji korupcji na szczeblu unijnym, harmonizacji prawa karnego w sprawie prania brudnych pieniędzy, zniesienia tajemnicy bankowej, a także sporządzenia czarnej listy skorumpowanych firm związanych z zamówieniami publicznymi. Umocnieniu powinna ulec także sieć systemu sądownictwa w Unii Europejskiej. Przestępczość zorganizowana nie podlega już ograniczeniom terytorialnym.

W Unii Europejskiej działa 3 600 organizacji przestępczych, które wykorzystują możliwości związane z globalizacją gospodarki i nowymi technologiami, wchodząc w układy z grupami przestępczymi z innych państw. Aby uderzyć w interesy gospodarcze organizacji przestępczych, powinniśmy stworzyć jednolite i spójne ramy prawne oraz zacieśnić współpracę wymiarów sprawiedliwości i policji na szczeblu europejskim i międzynarodowym.

4-264-500

Светослав Христов Малинов (PPE), *в писмена форма*. – След представянето през юни тази година на междинния доклад на специалната комисия на ЕП за борбата с организираната престъпност, корупцията и прането на пари (CRIM) днес ние гласувахме окончателния вариант на документа. Всички ние, подкрепихме доклада, сме обединени от разбирането си, че сериозните предизвикателства, пред които ни поставя трансграничната престъпност, изискват общоевропейски отговор.

Многобройни са препоръките към държавите членки и към Комисията за стъпките, които следва да бъдат предприети в периода 2014–2019 г. Сред поставените цели са мерки за предотвратяване трафика на хора и киберпрестъпността и въвеждане на най-добрите практики, свързани с конфискуването на имущество, придобито от престъпна дейност. Освен препоръките за насърчаване на административното, съдебното и полицейското сътрудничество на европейско и международно равнище, докладът изрично подчертава ролята на разследващата журналистика за разкриването на случаи на измама, корупция и организирана престъпност.

Не мога да не поставя акцент върху призива за криминализиране на купуването на гласове по време на избори, както и мерките свързани с по-строг контрол върху финансирането и отчетността на политическите партии. Убеден съм, че чрез усъвършенстването на нормативната уредба и подобряването на сътрудничеството между държавите членки, както и чрез въвеждане на мерки на европейско равнище, борбата с тези негативни явления ще бъде по-ефективна.

4-265-000

Jiří Maštálka (GUE/NGL), *písemně*. – Organizovaný zločin je bohužel přítomen ve všech zemích EU, a to nehledě na všechna podniknutá opatření. Zpráva se oprávněně zabývá nejen „klasickými“ formami organizovaného zločinu, např. finanční kriminalitou, drogami, ale rozšiřuje spektrum chápání organizovaného zločinu o nedovolené obchodování s odpady, s uměleckými díly a chráněnými druhy živočichů či rostlin a o padělání zboží. Zpráva oprávněně podtrhuje nezbytnost užší spolupráce v oblasti justice, podtrhuje význam úřadů jako EUROPOL a OLAF. Proti organizovanému zločinu se lze bránit jen společnou obranou. Podpořil jsem tuto zprávu, protože věřím, že se ubírá správným směrem.

4-265-500

Véronique Mathieu Houillon (PPE), *par écrit*. – J'ai voté ce texte qui conclut 18 mois de travail de la Commission parlementaire sur la criminalité organisée, la corruption et le blanchiment de capitaux. La lutte contre la criminalité organisée doit être notre priorité ! Il est temps de réagir et de développer des voies afin de mieux combattre des criminels qui ne nous attendent pas pour coopérer entre eux. Suite à l'audition de nombreux experts, nous avons rédigé un plan d'action européen pour combattre ce phénomène à différents niveaux. Au niveau pénal, les États membres devraient harmoniser leur définition des délits, comme le blanchiment, ainsi que les sanctions applicables. Le renforcement de la coopération judiciaire et policière au niveau européen et international est un élément clé pour suivre des réseaux mafieux qui dépassent nos frontières. Au niveau des administrations publiques, des progrès sont possibles pour rendre accessible toutes les informations liées à l'organisation et l'activité administrative afin de lutter contre la corruption. Enfin, dans le domaine bancaire, les députés réclament une définition commune des paradis fiscaux et l'abolition du secret bancaire.

4-265-750

Erminia Mazzoni (PPE), *per iscritto*. – Il lavoro svolto dalla Commissione CRIM segna un momento importante della vita delle istituzioni europee. Finalmente fenomeni criminali gravi di natura associativa vengono analizzati su scala europea e viene messo in luce il progressivo ampliamento del raggio di azione delle organizzazioni, in conseguenza dell'apertura delle frontiere. Le raccomandazioni contenute nella risoluzione, che ho sostenuto con il mio voto, costruiscono una piattaforma d'azione per gli Stati membri, da sviluppare, nel rispetto dei limiti della sovranità nazionale. Il coordinamento tra le legislazioni nazionali e gli strumenti di reazione dei sistemi è indispensabile per affrontare realmente il problema. Gli obiettivi sui quali puntare: aggressione ai proventi e ai patrimoni frutto dell'attività criminosa, una pubblica amministrazione efficiente e a prova di corruzione, una politica più responsabile, una giustizia più credibile, una imprenditoria più sana, un sistema delle banche e delle professioni più trasparente. Una elencazione che esprime l'obiettivo di punire i crimini e soprattutto di fermare il processo di penetrazione nei gangli vitali della vita pubblica. Importante il segnale contenuto in premessa, sulla necessità che gli interventi da promuovere avvengano sempre nel rispetto dei diritti fondamentali sanciti dalla Carta europea e dai Trattati e dei principi di legalità e proporzionalità tra pena e sanzione.

4-268-000

Jean-Luc Mélenchon (GUE/NGL), *par écrit*. – Le rapport Iacolino a l'avantage de traiter la criminalité organisée dans de multiples dimensions, qui vont du blanchiment de capitaux à la traite des êtres humains, en passant par le trafic d'armes et de drogues, ou encore les crimes environnementaux et la cybercriminalité. Je rejoins certaines de ses propositions, et notamment: l'importance à accorder à la lutte contre la criminalité "en col blanc" et à la fraude fiscale, la lutte contre les entreprises ayant des filières dans les paradis fiscaux, la lutte contre le travail forcé, le soutien au journalisme d'investigation, la lutte contre le "pantouflage", l'augmentation du contrôle sur les produits financiers et les jeux en ligne. Cependant, ce rapport renonce à avancer des mesures radicales contre les paradis fiscaux, comme l'interdiction totale des activités des banques européennes dans ces territoires, comme le proposait le rapport Joly sur ce thème. Certains points posent un problème, comme l'importance accordée à l'Union bancaire qui donne tout pouvoir à une BCE non responsable devant les peuples, mais aussi la référence à l'OTAN comme cadre de sécurité collective alors qu'il est un facteur de désordre et de danger pour l'Europe. Je vote contre ce texte.

4-268-062

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. – A Comissão Especial do Parlamento Europeu sobre a criminalidade organizada, a corrupção e o branqueamento de capitais fez um excelente trabalho que resultou no documento agora aprovado, que vem levantar questões de grande importância. Este documento propõe, por exemplo, medidas sobre o confisco de bens das organizações criminosas e a sua reutilização para fins sociais, a abolição do sigilo bancário e a introdução de uma tributação das empresas a nível europeu. O custo da corrupção ascende a 1,1 % do PIB da UE. É proposto um plano de ação europeu para 2014-2019 para a erradicação da criminalidade organizada, da corrupção e do branqueamento de capitais. Ainda há muito a fazer para eliminar a corrupção na UE, no entanto, a aprovação deste relatório é um passo importante nesse sentido. Daí o meu voto favorável.

4-268-250

Roberta Metsola (PPE), *in writing*. – It is estimated that human trafficking generates a profit of EUR 25 billion a year and that the number of forced labourers in the EU is 888 000. The report sets out a road map that goes a long way to: (1) defining criminal acts, including involvement in mafia-style organisations and self-laundering; (2) abolishing bank secrecy; (3) eliminating tax havens; (4) promoting the seizure and confiscation of criminal assets; (5) criminalising sports-rigging; (6) introducing appropriate penalties for cybercrime; (7) eradicating trafficking in human beings and forced labour. We must step up the fight against organised crime and I would like to signal my appreciation for all the work done by the rapporteur, Salvatore Iacolino, on this comprehensive report. As a member of the CRIM special committee I have voted in favour of it.

4-268-125

Willy Meyer (GUE/NGL), *por escrito*. – No he podido votar a favor del presente informe debido a que, pese a que introduce elementos fundamentales en la lucha contra el crimen organizado, no profundiza en su persecución a todos los niveles. Este informe es el producto propagandístico de diferentes eurodiputados para afirmar que luchan contra el crimen, pero el informe deja fuera de su alcance las consecuencias económicas y financieras y el empleo de los fondos de este tipo de criminalidad que las instituciones financieras europeas y de todo el mundo hacen de ellos. Sin incluir a los beneficiarios, no se está atacando al origen de la criminalidad organizada, y este informe, pese a suponer un avance en ciertos temas, no alcanzará a impactar al crimen organizado. Por ello no he podido votar a favor del presente informe.

4-268-375

Louis Michel (ALDE), *par écrit*. – Les défis transnationaux que sont la corruption, le blanchiment de capitaux et la criminalité organisée sont inacceptables tant sur le plan moral qu'économique. Ces défis entravent le bon fonctionnement du marché et nuisent à la concurrence. Des règles strictes, ciblées et efficaces sont nécessaires afin d'éviter l'impunité de ces criminels. Cependant, ce cadre législatif ne doit pas être établi au niveau national. Des règles homogènes européennes doivent être instaurées afin de limiter la présence de failles résultant de divergences excessives entre les différents systèmes nationaux. L'Union doit donc se doter de véritables outils puissants qui lui permettront de lutter plus efficacement. En outre, l'Union européenne doit également renforcer son rôle de coordinateur. Le rapport appelle la Commission européenne à dresser un état des lieux de la situation en Europe et d'y apporter des recommandations basées sur une approche de la meilleure pratique, destinées aussi bien aux Etats membres qu'aux institutions européennes. Les efforts déployés par ces dernières afin d'assurer une plus grande transparence de leur administration en garantissant notamment un droit d'accès aux documents peuvent figurer comme exemplaires. Il est nécessaire également de lutter plus activement contre les paradis fiscaux et l'opacité des institutions financières.

4-268-531

Alexander Mirsky (S&D), *in writing*. – Corruption, money laundering and organised crime represent a threat for European democracy for citizens and for legal markets. In a period of economic and social crisis, all resources deviated from legal activity must be recovered and directed to the real economy supporting legal, decent and sustainable work.

In Latvia such flaws became comprehensive. This report is a little step forward and I voted in favour.

4-268-687

Andreas Mölzer (NI), *schriftlich*. – Das organisierte Verbrechen ist mittlerweile ein weltweites Phänomen, das sich einerseits durch Grenzöffnungen und andererseits durch die Vernetzung und Globalisierung der Welt relativ ungehindert ausbreiten kann. Allein in der Europäischen Union sind 3600 internationale kriminelle Organisationen tätig, wovon 70 Prozent eine heterogene Zusammensetzung und einen heterogenen Wirkungsbereich haben. Dadurch, dass sie sich aus Mitgliedern aus allen Ländern der EU zusammensetzen, wird auch über die nationalen Grenzen agiert. Hinzu kommt, dass mafiöse Organisationen immer skrupelloser und brutaler agieren. Waren Korruption und Geldwäsche lange Zeit eine Randerscheinung des organisierten Verbrechens, sind sie mittlerweile ein fixer Bestandteil und gehen quasi gemeinsam Hand in Hand. Zudem darf nicht außer Acht gelassen werden, dass die legale Wirtschaft mittlerweile unter dem illegalen Handel leidet, da sie in massivem und erschreckendem Ausmaß bereits unterwandert ist. Ich habe mich meiner Stimme enthalten, da ich einerseits natürlich der Ansicht bin, dass dem organisierten Verbrechen dringend ein Riegel vorgeschoben werden muss, mir allerdings die griffigen Ansätze dafür fehlen. Zudem bin ich der Ansicht, dass es auch in diesem Zusammenhang unumgänglich ist, die EU-Außengrenzen verstärkt zu schützen und zu kontrollieren, um mafiöses Treiben von nicht-europäischen Banden innerhalb der EU bereits durch strenge Einreisekontrollen im Vorfeld zu verhindern.

4-266-000

Claudio Morganti (EFD), *per iscritto*. – Questa relazione rappresenta la sintesi del lavoro svolto in questi mesi della commissione speciale del Parlamento europeo su "Criminalità organizzata, corruzione e riciclaggio di denaro".

Si sono svolte audizioni molto interessanti, con esperti europei in diversi settori, che hanno potuto condividere esperienze e problematiche comuni in molti paesi. Il risultato è un testo ampiamente condiviso, che pone le basi per un'azione coordinata a livello dell'intera UE: la criminalità non si ferma infatti ovviamente all'interno dei confini nazionali, ma sempre più spesso agisce su più scenari e in diversi paesi. In questo caso diventa necessaria un'azione di polizia e giudiziaria che porti le autorità dei paesi membri a collaborare in maniera approfondita e continuativa.

Un punto essenziale è poi sottolineato in questa relazione, ovvero l'importanza di aggredire proventi e patrimoni del crimine organizzato per poterne contrastare efficacemente le attività illecite; il lato economico e finanziario è infatti diventato il principale business della malavita, e solo se riusciamo a colpirli in questo ambito possiamo sperare di fermarli, prima che infettino in maniera irreparabile anche l'economia reale, rendendo nei fatti impossibile la sopravvivenza di operatori onesti.

Speriamo in ogni caso che l'esperienza italiana in questo ambito possa tornare utile anche in Europa.

4-266-250

Radvilē Morkūnaitė-Mikulēnienė (PPE), *raštu*. – Nepaisant gilėjančios ES integracijos ir sisteminio atsako į daugelį problemų, kova su organizuotu nusikalstamumu, korupcija ir pinigų plovimu vis dar lieka nemenku iššūkiu ES ir nacionalinėms institucijoms. Dėl

nusikalstamų veiksmų nukenčia ir paprasti ES piliečiai. Akivaizdu, kad kovoje su organizuotu nusikalstamumu, korupcija ir pinigų plovimu būtina siekti geresnio bendradarbiavimo tarptautiniu, ES ir nacionaliniu lygiu. Norint pažaboti šiuos nusikaltimus svarbu užtikrinti vienodą ir darnią teisės sistemą, skatinti verslo subjektus užsiimti sąžininga veikla, būtina siekti, jog bankų sistema būtų patikima ir skaidri. Sėkmingas organizuoto nusikalstamumo, korupcijos ir pinigų plovimo pažabojimas yra būtinas gerinant ES piliečių galimybes naudojantis vidaus rinkos suteikiamomis laisvėmis.

4-266-500

Tiziano Motti (PPE), *per iscritto* . – Abbiamo votato oggi un forte messaggio alle organizzazioni criminali, che stanno progressivamente ampliando il proprio raggio d'azione su scala internazionale, oltre che far leva sulla globalizzazione economica e sulle nuove tecnologie, stringendo alleanze con gruppi criminali di altri paesi (come nel caso dei cartelli sudamericani della droga e della criminalità organizzata di lingua russa) per spartirsi mercati e zone di influenza. I gruppi criminali diversificano sempre più le loro attività ed instaurano legami tra il traffico di stupefacenti, la tratta degli esseri umani, il favoreggiamento dell'immigrazione clandestina, il traffico di armi e il riciclaggio di denaro; Corruzione e criminalità organizzata sono minacce notevoli in termini di costi per l'economia dell'UE con ripercussioni significative sulle entrate fiscali degli Stati membri e dell'Unione nel suo insieme e con un costo annuo per le imprese stimato a oltre 670 miliardi di euro. Chiediamo con urgenza alla Commissione di lanciare un piano d'azione europeo contro la criminalità organizzata, la corruzione e il riciclaggio di denaro che comprenda misure legislative e azioni positive finalizzate ad un contrasto efficace di tali fenomeni criminali.

4-267-000

Cristiana Muscardini (ECR), *per iscritto* . – La lotta alla criminalità organizzata deve vedere un impegno corale di tutti i paesi dell'Unione, per questo la relazione rappresenta un positivo e significativo passo avanti per contrastare organizzazioni criminali sempre più agguerrite e collegate fra loro da interessi che spesso si confondono con iniziative imprenditoriali ed economiche.

Le organizzazioni criminali si sono infiltrate negli appalti, nel gioco d'azzardo, nello sfruttamento dei minori e delle donne, nelle costruzioni e spesso purtroppo anche all'interno di organizzazioni politiche.

Tutte le proposte presentate oggi sono condivise e necessarie, ma ricordiamo anche che per contrastare la diffusione della criminalità nel settore del commercio e cioè per combattere la contraffazione e l'illegalità occorre armonizzare il sistema doganale; che per contrastare la diffusione della droga e lo sfruttamento di donne e minori occorre darsi regole diverse per il controllo dei sistemi informatici; che per impedire il diffondersi del potere della criminalità nel gioco d'azzardo bisogna impedirne la pubblicità e chiedere che questo settore diventi armonizzato dall'Unione europea e non più solo di appartenenza degli Stati membri; che per depotenziare l'organizzazione del traffico degli esseri umani dobbiamo individuare come reato di strage quello commesso dagli scafisti e da tutti coloro che importano esseri umani come animali da macello.

4-268-500

James Nicholson (ECR), *in writing* . – The ECR Group are committed to the fight against organised crime, and support a strong response at EU level in the fight against terrorism,

cybercrime, human trafficking and money laundering. Whilst we support many of the recommendations within this final report, we do not support the creation of a European Public Prosecutor's office, or European wide taxation.

4-269-000

Alfredo Pallone (PPE), *per iscritto*. – Ho espresso il mio parere favorevole sulla relazione finale della commissione speciale CRIM dell'onorevole Iacolino perché finalmente l'Unione europea potrà dotarsi di una strategia comune messa nero su bianco per quanto riguarda le azioni da intraprendere contro la criminalità organizzata, la corruzione e il riciclaggio di denaro.

Sono state indicate le linee guida che gli Stati membri dovranno seguire nella lotta contro tutte le associazioni di stampo mafioso in un contesto di cooperazione orizzontale e piena collaborazione tra i diversi sistemi di polizia. Inoltre sono state elencate tutte le fattispecie da prendere in considerazione come situazioni di stampo criminale e quindi perseguibili in tutta Europa.

4-269-500

Maria do Céu Patrão Neves (PPE), *por escrito*. – Votei favoravelmente o presente relatório da Comissão Especial do Parlamento Europeu sobre a criminalidade organizada, a corrupção e o branqueamento de capitais, em que se propõe, entre outras medidas, o confisco de bens das organizações criminosas e a sua reutilização para fins sociais, a abolição do sigilo bancário e a introdução de uma tributação das empresas a nível europeu. É importante combater este flagelo, uma vez que o custo da corrupção ascende a 1,1 % do PIB da UE.

4-269-750

Aldo Patriciello (PPE), *in writing*. – Corruption, organised crime and money laundering are serious threats to the democratic principles and economy of the European Union. Recent observations proved the trend of extension of crime organisations' operating range on an international scale. The number of international criminal organisations operating in the European Union is estimated to be around 3 600, most of which consist of members from several countries who operate across borders exploiting the opportunities offered by economic globalisation. To better fight organised crime in Europe and promote more credible criminal justice, more honest business practices, and more efficient public administration, I voted in favour of this proposal.

4-270-000

Mario Pirillo (S&D), *per iscritto*. – Con il voto di oggi il Parlamento europeo ha dato un segnale molto forte portando all'attenzione europea il fenomeno delle organizzazioni criminali mafiose, che purtroppo vede coinvolti gran parte degli Stati dell'Unione.

Le recentissime proposte legislative della Commissione europea, come l'istituzione del procuratore europeo, sono i primi passi che lasciano ben sperare in un'azione comune di risposta alla criminalità. La Procura europea, le agenzie Europol ed Eurojust dovranno avere le giuste risorse umane e finanziarie per svolgere appieno le attività loro assegnate.

Mi auguro, infine, che la Commissione europea inserisca negli accordi di associazione e accordi commerciali con i paesi terzi specifiche clausole di cooperazione con riferimento alla lotta ai traffici illeciti della criminalità organizzata.

4-271-000

Crescenzo Rivellini (PPE), *per iscritto* . – Il Parlamento europeo, riunito in seduta plenaria, ha espresso stamane il proprio parere in merito alla relazione sulla criminalità organizzata, la corruzione e il riciclaggio di denaro dell'onorevole Iacolino.

L'Unione ha il dovere di rispondere con vigore alla sfida lanciata dalla diffusione mondiale di tali fenomeni, spesso caratterizzati da intrecci e interrelazioni che richiedono azioni mirate e strumenti adeguati. Lontani sono i tempi in cui la criminalità organizzata costituiva un fenomeno funzionalmente e territorialmente delimitato: attualmente, migliaia di organizzazioni criminali operano nell'UE, diversificando il proprio "portafoglio" di attività illecite e sfruttando le nuove opportunità offerte dalla globalizzazione economica e dalle nuove tecnologie.

Risulta quindi fondamentale stabilire un quadro legislativo coerente e rafforzare la cooperazione giudiziaria e di polizia a livello europeo e internazionale, per impedire che il crimine penalizzi l'economia lecita, gli imprenditori ed i cittadini onesti. In qualità di europarlamentare esponente della circoscrizione meridionale, non posso che esprimere il mio parere favorevole nei confronti di una risoluzione che vuole promuovere concrete iniziative per fronteggiare fenomeni purtroppo all'ordine del giorno nel Sud Italia.

4-271-250

Robert Rochefort (ALDE), *par écrit* . – J'ai soutenu cette résolution, qui établit un plan d'action pour endiguer le crime organisé, tant au niveau européen qu'international. Outre la corruption engendrée, que la Commission évalue à un peu plus d'1% du PIB de l'UE, plusieurs centaines de milliers de travailleurs forcés dans le monde sont pris dans l'étau de ce phénomène. Un quart environ sont des victimes d'exploitation sexuelle. Ce plan comprend notamment le projet de création d'un Parquet européen destiné à coordonner les enquêtes nationales liées à la criminalité organisée. Celle-ci est en effet souvent le fruit de transactions, d'activités ou de réseaux transnationaux. L'autre mesure phare préconisée par ce rapport, c'est le gel et la confiscation des biens mal acquis des réseaux de crime organisé. Nous avons d'ailleurs proposé que ces avoirs criminels, une fois saisis, puissent être réutilisés à des fins sociales, notamment en faveur de la lutte contre le trafic d'êtres humains et le travail forcé. Enfin, nous avons rappelé à quel point il était urgent de parvenir à une définition juridique unique de la criminalité organisée, ainsi qu'à une harmonisation des délits tels que les matchs truqués, les achats de vote ou encore la participation à une organisation mafieuse.

4-271-500

Raül Romeva i Rueda (Verts/ALE), *in writing* . – In favour. The position of the Greens/EFA group in the CRIM Committee has always been in the direction of developing evidence-based law enforcement, preventing stigmatisation of migrants and ethnic minorities and prioritising white collar and economic crimes as those inflict the highest social harm. For this reason it is very welcome that the CRIM Committee also covered the related issues of corruption and money laundering, which highlights the links between organised crime and tax havens. The final report of the CRIM Committee unfortunately failed to provide a convincing answer to the challenges presented by organised crime, corruption and money laundering. We cannot oversimplify the various threats posed and recommend a one-size-fits-all approach based on repression and surveillance. It was particularly unfortunate that a majority of CRIM members endorsed an amendment calling

for an EU Passenger Name Records System and EU Terrorist Finance Tracking System. As this has been solved in the plenary vote, we voted in favour.

4-271-750

Licia Ronzulli (PPE), *per iscritto*. – E' ormai indispensabile che l'Unione europea possa avere un piano d'azione comune per reprimere la criminalità organizzata, la corruzione e il riciclaggio di denaro. Ormai sono circa 3'600 le organizzazioni internazionali criminali che operano nell'UE. E' necessario disporre subito degli strumenti migliori per colpire le loro attività e le fonti del loro reddito, proteggendo gli interessi finanziari dell'Unione Europea. Il costo delle mafie, per quanto difficile da stimare, si valuta sia tra i 4 e i 5 punti di PIL solo per l'UE, una realtà che non possiamo più permetterci di tollerare.

4-271-875

Amalia Sartori (PPE), *per iscritto*. – Secondo l'ufficio delle Nazioni Unite contro la droga e il crimine, i proventi di attività illecite a livello planetario ammontano a circa il 3,6% del PIL globale, mentre la Commissione europea stima il costo della corruzione in UE come pari a circa l'1% del PIL dell'UE. La criminalità organizzata è sempre più simile ad un soggetto economico globale e, assieme alla corruzione, ha un impatto crescente sull'economia europea, con ripercussioni significative sugli Stati membri e sull'Unione nel suo insieme. Ho votato a favore della presente relazione perché ritengo che individui gli strumenti necessari per rispondere in maniera forte e decisa a questi fenomeni, che sottraggono risorse significative allo sviluppo economico e sociale, alle finanze pubbliche e al benessere dei cittadini. Le principali misure prescritte sono: il reciproco riconoscimento degli ordini di sequestro e confisca adottati dalle rispettive autorità giudiziarie degli Stati membri, una maggiore cooperazione amministrativa, di polizia e giudiziaria per il rintracciamento su tutto il territorio dell'Unione europea dei patrimoni di origine criminale, il riutilizzo dei beni criminali confiscati per fini sociali e il rafforzamento dei meccanismi di trasparenza della pubblica amministrazione al fine di evitare la corruzione.

4-271-937

Sergio Paolo Francesco Silvestris (PPE), *per iscritto*. – La presentazione di questo progetto di relazione finale rappresenta il compimento dell'attività svolta dalla commissione speciale sulla criminalità organizzata, la corruzione e il riciclaggio di denaro. L'obiettivo è di realizzare, con il contributo e gli spunti offerti dalle numerose personalità incontrate nel corso di questi mesi, un testo che risponda all'esigenza di contrastare in modo adeguato fenomeni criminosi che hanno assunto una dimensione globale. L'Unione europea è chiamata a rispondere a tale sfida, dotandosi degli strumenti adeguati a farvi fronte, sul modello delle legislazioni più avanzate negli Stati membri. Esprimo il mio voto favorevole affinché l'UE si doti di un quadro legislativo omogeneo e coerente per colpire il cuore economico del crimine organizzato, rafforzando la cooperazione giudiziaria e di polizia a livello europeo e internazionale, in modo da creare all'interno di tutto il territorio Europeo un vero e proprio spazio giudiziario europeo. Per consentire ai cittadini di far valere i propri diritti ovunque nell'Unione è necessario facilitare il loro accesso alla giustizia.

4-272-000

Francisco Sosa Wagner (NI), *por escrito*. – Enmienda 56: el texto original del informe abarca la idea de la lucha eficaz y no es necesario detallar las medidas que son propias del plan de acción. Enmienda 60: he votado en contra porque no comparto la redacción radical

de la enmienda («solo puede ser eficaz»), pero estoy a favor de un permiso europeo de trabajo para luchar contra el trabajo forzoso. Enmienda 64: he votado en contra, pero estoy a favor de que el Banco del Vaticano cumpla con todas las normas internacionales que persigan el blanqueo de capitales. Enmienda 66: la idea de regular los pagos en efectivo para luchar contra la corrupción es apropiada, pero requiere otra formulación jurídica. Enmienda 36: voto a favor, pero no estoy de acuerdo con la redacción de la enmienda, que deja entender que la política migratoria de la UE solo está basada en la seguridad; es una afirmación general que no se ajusta a la realidad.

4-273-000

Ewald Stadler (NI), *schriftlich*. – Der Bericht über organisiertes Verbrechen, Korruption und Geldwäsche des Berichterstatters Iacolino ist grundsätzlich unterstützenswert. Allerdings habe ich massive Vorbehalte gegen die vom entsprechenden Sonderausschuss gegen organisiertes Verbrechen, Korruption und Geldwäsche geforderte Einführung einer zentralisierten europäischen Staatsanwaltschaft. Denn der staatenübergreifende Kampf gegen das organisierte Verbrechen und die Korruption stellt keine Anklage-Problematik dar, sondern besteht in einer Herausforderung für die Ermittlungen. Die Zusammenarbeit muss auf polizeilicher Ebene, beispielsweise durch das Hinzuziehen von Spezialeinheiten, vorangetrieben und verbessert werden. Die Ermittlungsergebnisse können und müssen schließlich in den Nationalstaaten zur Anklageerhebung verwendet werden. Dazu braucht es definitiv keinen europäischen Staatsanwalt. Mein zweiter Vorbehalt richtet sich gegen die im Bericht geforderte Abschaffung des Bankgeheimnisses. Als Österreicher bin ich der festen Überzeugung, dass unser Bankgeheimnis nicht weiter aufgeweicht werden darf. Abschließend möchte ich anmerken, dass angesichts der Tatsache, dass in Deutschland und Österreich ein erheblicher Teil der organisierten Kriminalität türkischer Herkunft ist, es äußerst frivol erscheint, gegen das organisierte Verbrechen auftreten zu wollen und zeitgleich mit der Türkei Beitrittsverhandlungen zu führen.

4-273-500

Catherine Stihler (S&D), *in writing*. – I voted in favour of legislation for organised crime, corruption, and money laundering as I believe in better universal justice against criminality within the European Union.

4-273-750

Kay Swinburne (ECR), *in writing*. – Organised crime and corruption is an area where I believe Member States can and should work together to develop strategies to tackle cross-border crimes such as money laundering, terrorism and cybercrime. However, we must be careful to ensure that we only look to measures that are appropriate and that also respect the role of Member States.

4-274-000

Marc Tarabella (S&D), *par écrit*. – Nous avons cherché à suggérer un cadre législatif homogène et cohérent pour toucher économiquement le crime organisé et renforcer la coopération judiciaire et policière à l'échelle européenne et au niveau international. Le rapport vise, entre autres, à promouvoir une administration publique plus souple et donc moins corrompible, une politique plus responsable, une justice pénale plus rapide et plus crédible, des entreprises plus saines, un système bancaire et un monde professionnel plus transparents ainsi que des mesures antiblanchiment opportunes pour empêcher que le

crime demeure une activité lucrative qui grève l'économie légale, les entrepreneurs et les honnêtes citoyens. Les nouvelles technologies et les possibilités qu'offre le traité de Lisbonne, en particulier en ce qui concerne l'institution et le lancement d'un Parquet européen, devraient permettre de contribuer à atteindre les objectifs du présent rapport.

4-274-500

Nuno Teixeira (PPE), *por escrito*. – A criminalidade organizada, além da violência e da intimidação, inclui também a corrupção, desde o branqueamento de capitais à fraude e à evasão fiscal. Numa era em que a globalização é fator predominante, são cerca de 3600 o número de organizações criminosas internacionais a operar na União Europeia, onde 70 % destas possuem um raio de ação vasto, já que são constituídas por membros de vários países. O seguinte relatório expõe a necessidade de combater o fenómeno da criminalidade organizada e apela à União Europeia para o fazer urgentemente. Sugere assim um quadro legislativo homogêneo e coerente, que visa também reforçar a cooperação judicial e policial a nível europeu e internacional. As atividades desenvolvidas pela Comissão Especial sobre o Crime Organizado, a Corrupção e o Branqueamento de Capitais, incluíram a realização de reuniões com diversos peritos, representantes das diversas instituições europeias, personalidades do mundo académico, autoridades judiciais, entre outras partes interessadas. Por acreditar numa Europa que define como prioridade a erradicação do crime, voto a favor da aprovação deste relatório.

4-275-000

Владимир Уручев (PPE), *в писмена форма*. – Г-н Председател, Уважаеми колеги, подкрепих доклада, защото едва ли някой се съмнява в неотложната необходимост да се води ефикасна борба с организираната престъпност, корупцията и изпирането на пари. Тези явления са придобили глобални измерения и се нуждаят от адекватен отговор, като за тяхното преодоляване трябва да се създадат подходящи правни инструменти на общностно ниво. Наред с насилието и сплашването, корупцията е типичен метод на работа на организираната престъпност. Изпирането на пари пък е в тясна връзка с корупцията, данъчните измами и укриването на данъци. Въпреки че по своята същност са отделни явления, наличието на такива взаимовръзки изисква общи целенасочени действия.

Докладът на временната комисия предлага единна и последователна законодателна рамка, за да се нанесе удар в икономическото сърце на организираната престъпност, която действа отвъд националните граници и територии, както и да се укрепи съдебното и полицейското сътрудничество на европейско и международно равнище. Едновременно с това приветствам една по-отговорна политика по отношение податливостта на публичната администрация към корупция, политика за по-бързо и надеждно наказателно правораздаване, по-стабилно предприемачество, по-прозрачна система на банките и професиите, и целесъобразни мерки срещу изпирането на пари, за да не се допуска престъпността да продължи да бъде рентабилна дейност, която ощетява законната икономика, добросъвестните предприемачи и граждани.

4-275-250

Marie-Christine Vergiat (GUE/NGL), *par écrit*. – Je me suis abstenue sur ce rapport relatif à la criminalité organisée. En effet, si celui-ci accorde un degré de priorité élevé à la criminalité en col blanc et à la délinquance économique (qui infligent effectivement les dommages sociaux les plus graves) ainsi qu'aux questions de la corruption et du blanchiment de capitaux, il n'apporte pas de réponse convaincante aux défis posés par ces problèmes. Le rapport préconise une approche uniforme fondée sur la répression et la surveillance

pour tous les pays de l'Union européenne. De plus, il lie immigration et criminalité organisée, en saluant au passage l' «action bénéfique de Frontex pour l'Europe et ses citoyens»; ceci est pour le moins mal venu. Enfin, l'accès rapide des administrations européennes aux banques de données nationales, notamment celles du fisc, du registre des immatriculations de véhicules, du cadastre et du registre bancaire, me font craindre pour la protection de nos données personnelles.

4-275-500

Jarosław Leszek Wałęsa (PPE), *in writing*. – I have voted in favour of the report on organised crime, corruption and money laundering: recommendations on action and initiatives to be taken (final report) (2013/2107(INI)). In doing so I am supporting the pursuit of justice over organised crime and cartels that are having a negative impact on our Union. This report sets out a consistent and uniform regulatory framework designed to strike at the economic heart of organised crime and strengthen judicial and police cooperation at European and international level. In doing so it provides the European citizen with safety and a mindset of justice. We all know that organised crime costs us millions of euros every year and the implementation of this legislation will cut the costs to the taxpayer significantly. At the same time this legislation will allow for a freer flow of information between authorities in order to catch and prosecute those associated with crime rings. All citizens have the right to live safely in our Union and this report furthers our ability to give them this safety.

4-276-000

Josef Weidenholzer (S&D), *schriftlich*. – Mit dem Abschlussbericht des Sonderausschusses für Organisiertes Verbrechen, Korruption und Geldwäsche liegen die Empfehlungen von 18 Monaten Arbeit des EU-Parlaments zu diesen Themen vor. Den Sozialdemokratinnen und Sozialdemokraten liegt vor allem die Bekämpfung von Menschenhandel am Herzen. Sexuelle Ausbeutung und Zwangsarbeit dürfen in der Europäischen Union keinen Platz haben. Es braucht europaweite Beobachtungsstellen, strengere Strafen und bessere Unterstützung für die Opfer von Menschenhandel. Durch Wirtschaftskriminalität verlieren die europäischen Staaten jährlich Mittel, die in Arbeitsplätze und Bildung investiert werden könnten. Hier ist es unerlässlich, dass die Regierungen endlich gezielt gegen Steueroasen vorgehen, um der Geldwäsche einen Riegel vorzuschieben. Ich habe allerdings auch gegen einige Aspekte in diesem Bericht gestimmt. Denn ich bin der Überzeugung, dass Verbrechensbekämpfung gezielt erfolgen soll und keine Rechtfertigung für generelle Massenüberwachung sein darf. Das Parlament schlägt der Kommission und den Mitgliedstaaten mit diesem Bericht konkrete Handlungsmaßnahmen vor. Nun liegt es an den Regierungen, diese auch umzusetzen.

4-277-000

Angelika Werthmann (ALDE), *schriftlich*. – Dieser Bericht hält sehr hohe und fundierte Erfahrungswerte bereit, aufgrund derer sich klare Ziele und Vorgehensweisen ableiten lassen. Um Kriminalität zu unterbinden, muss man ihr die Lukrativität nehmen. Dafür werden hier eindeutige Vorgehensweisen vorgeschlagen, um diesem Problem „Herr“ werden zu können. Der Bericht ist sehr positiv zu bewerten.

4-278-000

Jacek Włosowicz (EFD), *na piśmie*. – Wobec zjawisk przestępczości na skalę światową konieczna jest reakcja o takiej samej sile oddziaływania, a wyzwaniem to musi podjąć Unia Europejska. Nowe, wyrafinowane formy przestępczości zorganizowanej, korupcji i prania pieniędzy wymagają przyjęcia nowych zobowiązań politycznych na najwyższych szczeblach oraz nowych paradygmatów społecznych i zwalczania tej przestępczości. Organy ścigania i banki muszą się przygotować na długą bitwę w dziedzinie prania pieniędzy i finansowania terroryzmu, szczególnie w kraju tranzytowym, takim jak Polska.

4-278-500

Anna Záborská (PPE), *písomne*. – Organizovaná trestná činnosť nepozná hranice. Z toho dôvodu vznikol na pôde Európskeho parlamentu osobitný výbor, ktorý mal za úlohu oboznámiť sa s pôsobením organizovaného zločinu v Európskej únii a navrhnúť právny rámec, ktorý by členskými štátmi umožňoval, aby s ním účinnejšie bojovali. Táto správa hovorí o viacerých nástrojoch na boj s organizovanou trestnou činnosťou. Nie som si však istá, či do pôsobnosti tejto správy skutočne patrí aj návrh celoeurópskej dane z príjmu právnických osôb. Výška dane z príjmu v členských štátoch odráža rozsah a kvalitu verejných služieb. Ak zjednotíme sadzbu dane bez toho, aby sme garantovali rovnakú kvalitu a rozsah týchto služieb, znevýhodníme nové členské štáty v prospech starých. To dôrazne odmietam.

4-279-000

Janusz Władysław Zemke (S&D), *na piśmie*. – Warto zwrócić uwagę, że niestety te rodzaje przestępstw dalej się w Europie rozwijają. Ilustrują to następujące liczby: Europol ocenia, że obecnie na terenie Unii Europejskiej działa aż 3600 międzynarodowych organizacji przestępczych. Grupy te zajmują się handlem ludźmi i ludzkimi organami, zmuszają do prostytucji i tworzą obozy pracy. Tylko z tego tytułu ich zyski każdego roku wynoszą 25 mld EUR. Liczba pracowników przymusowych w UE przekracza 880 tysięcy, z tego 270 tysięcy to ofiary wykorzystywania seksualnego. Nielegalny handel papierosami przekracza wartość 10 mld EUR. Plagą staje się cyberprzestępczość, która powoduje coraz większe straty gospodarcze, dotyka milionów konsumentów i przynosi Europie roczne straty szacowane na 290 mld EUR. Nie potrafimy skutecznie wyplenić zjawiska korupcji. Ocenia się, że łapówki wypłacane w Europie każdego roku przekraczają 1 mld EUR. Powstaje zatem pytanie, czy potrafimy z tym zjawiskiem walczyć.

4-279-005

Inês Cristina Zuber (GUE/NGL), *por escrito*. – Apesar de alguns aspetos positivos que o relatório defende, a abordagem geral é a da via repressiva e não o combate na origem, como seria necessário. A maioria do PE não faz o necessário exercício de autocrítica das responsabilidades que nesta matéria tem, assim como a UE no seu conjunto. Pelo contrário. Aproveita este relatório para avançar com uma maior retirada de competências que estão no cerne da soberania dos Estados, nomeadamente sobre os seus sistemas de justiça. É disso exemplo a proposta de criação de um órgão de investigação penal e uma agência de investigação interna, um mecanismo de acompanhamento da eficácia dos sistemas de justiça penal e uma procuradoria europeia. Relativamente aos *offshore* e aos paraísos fiscais, fica-se pela elaboração de uma lista, quando o que é necessário é promover o seu urgente desmantelamento. Nenhuma medida é proposta para atacar a livre circulação de capitais e os fenómenos de corrupção, criminalidade organizada e branqueamento de capitais, que

por essa via continuam a florescer. E apoia-se a chamada união bancária, que constituirá uma forma útil de os bancos escaparem ao controlo regulamentador e legislativo do poder político e democrático, continuando a funcionar como centros de branqueamento de capitais da mais vergonhosa origem: tráfico de drogas, de seres humanos e corrupção.

13.8. Europäische Nachbarschaftspolitik - Arbeiten in Richtung auf eine stärkere Partnerschaft: Standpunkt des EP zu den Fortschrittsberichten 2012 (B7-0484/2013)

4-281-000

Mündliche Erklärungen zur Abstimmung

4-282-000

Mitro Repo (S&D). - Arvoisa puhemies, kumppanuutemme niin itäisten kuin eteläistenkin naapurimaiden kanssa on ensisijainen tapa edistää vakautta, vaurautta sekä hyvinvointia. Näin on etenkin itäisten naapurimaidemme suhteen. Uskon, että vuonna 2004 unionimme jäseniksi tulneiden itäeurooppalaisten jäsenvaltioiden huimat yhteiskunnalliset harppaukset ja uudistukset voivat toimia kannustimena ja esimerkkinä myös nykyisille naapurimaillemme.

Vierastan ajatusmallia, jonka mukaan Euroopan unioni olisi Venäjän kanssa jossain kilpailussa keskenään etupiireistä itäisessä Euroopassa ja Keski-Aasiassa. Naapuruuspolitiikka ei ole vastakkainasettelua, vaan yhteisten kokemusten jakamista ja vaihtoa. Rajat ylittävien yhteyksien ja yhteistyömuotojen luominen ei ole vain unionimme jäsenvaltioiden yksinoikeus. Kyse on tärkeästä ulkopolitiikan muodosta, jolla turvataan vakaus pitkällä tähtäimellä, myös unionimme rajojen sisällä ja ulkopuolella.

4-283-000

Bernd Posselt (PPE). - Herr Präsident! Ich habe schon vor über einem Jahrzehnt für die Trennung von südlicher und östlicher Nachbarschaft gekämpft, weil es sich um völlig verschiedene Dinge handelt. Ich bin sehr glücklich, dass das beim Prager Gipfel unter der tschechischen Ratspräsidentschaft 2009 dann erfolgreich geschehen ist. Inzwischen sind wir viele Schritte weiter, und Vilnius wird eine historische Trendwende. Aber es wird nur dann eine historische Trendwende, wenn wir das in den Mittelpunkt stellen, was dankenswerterweise der Kollege Saryusz-Wolski auf meinen Vorschlag hin aufgegriffen hat, nämlich, dass wir schwerpunktmäßig die sogenannten *frozen conflicts* wie Berg-Karabach auf der Basis der entsprechenden UNO-Entscheidungen lösen.

Nur diese Lösung der *frozen conflicts* ermöglicht uns zu verhindern, dass Russland diese Konflikte benutzt, um die östliche Nachbarschaft zu torpedieren und die Länder dort – wie Armenien im Moment – wieder in sein Schlepptau zu nehmen und seiner Eurasischen Union einzuverleiben. Deshalb wird es ein historisches Ereignis in Vilnius.

4-284-000

Schriftliche Erklärungen zur Abstimmung

4-284-500

Claudette Abela Baldacchino (S&D), in writing. – The Commission's proposal to reduce the ceiling of guarantee for the sub-region of the Southern Mediterranean neighbourhood from EUR 8.7 billion to EUR 8.4 billion should be condemned. A reduction of some

EUR 300 million cannot be justified, given the current turmoil in the Mediterranean region. Any reduction in the Southern Neighbourhood envelope is not acceptable and the least that could be done is that the amount be reinstated to at least EUR 8.7 billion, as it was back in 2009. Actions speak louder than words.

4-284-750

Luís Paulo Alves (S&D), *por escrito*. – Aprovo o presente relatório, considerando que a Política Europeia de Vizinhança tem como objetivo criar um espaço de prosperidade e boa vizinhança, fundado nos valores da União e caracterizado por relações estreitas e pacíficas a nível regional, promovendo uma democracia sólida e sustentável, o Estado de direito, reformas políticas e económicas, uma economia de mercado social sustentável nos países vizinhos da União Europeia e criando um círculo de amigos da União e relações de amizade entre si que, por conseguinte, constituem o grande princípio orientador de avaliação dos progressos que, por sua vez, deverá ser a contribuição para a segurança, a solidariedade e a prosperidade de cada uma das partes. Condeno, neste contexto, os efeitos negativos das políticas de encerramento das fronteiras no espaço de vizinhança da União Europeia e, em particular, entre os países da Parceria Oriental e os países candidatos à adesão à UE. Tendo ainda em consideração que a dimensão multilateral da Política de Vizinhança proporciona uma oportunidade única para reunir todos os países e partes interessadas das regiões, bem como para contribuir, a nível político, para o desenvolvimento das democracias nessas regiões, não poderia estar mais de acordo com o estabelecimento de uma Política de Vizinhança Europeia efetiva.

4-285-000

Elena Oana Antonescu (PPE), *în scris*. – Parteneriatul Estic este unul dintre cele mai importante elemente ale politicii externe europene. Dincolo de interesele sau de problemele punctuale ale statelor membre sau chiar ale Uniunii la acest nivel, este important de reținut că Uniunea este în primul rând un for al principiilor democratice și un spațiu al dezvoltării durabile. Parteneriatul Estic, din această perspectivă, este instrumentul prin care această viziune politică asupra guvernării și dezvoltării continentului european poate fi încurajată și implementată eficient. Uniunea Europeană a făcut, în ultimele două decenii, dovada faptului că este capabilă să construiască formule democratice de guvernare supranațională, precum și a faptului că poate încuraja tranziția și dezvoltarea democratică. Nu trebuie să uităm astfel, în condițiile evaluării Parteneriatului Estic, că angajamentul față de principiile democratice este reperul final în evaluarea acestei direcții a politicii externe.

4-285-250

Pino Arlacchi (S&D), *in writing*. – The principal aim of the European Neighbourhood Policy is to strengthen the partnership between the EU and the countries and societies of the neighbourhood, in order to build and consolidate healthy democracies, respect for human rights and the rule of law. For this reason I believe that this is the right context to discuss about the on-going violation of human rights in Western Sahara. As neighbours and partner countries, we must urge Morocco to continue negotiations for a peaceful and long-lasting solution of the Western Sahara conflict. The Sahrawi people have the right to self-determination through a democratic referendum, in accordance with the relevant United Nations resolutions. Also, I believe that Morocco should urgently release all the Sahrawi political prisoners. We cannot ignore that the rights of Sahrawis are those of us all. And we cannot ignore that one of our neighbour countries is perpetrating the last case of colonial oppression in Africa.

4-285-500

Zigmantas Balčytis (S&D), *raštu*. – Balsavau už šį siūlymą dėl tvirtesnės Europos kaimynystės politikos. Kaimynystės politikos tikslas - stiprinti ES ir kaimynystės šalių ir visuomenių partnerystę siekiant įtvirtinti demokratiją, užtikrinti tvarų ekonomikos augimą ir valdyti tarptautinius ryšius. Kitas Rytų partnerystės aukščiausiojo lygio susitikimas vyks 2013 m. lapkričio 28–29 d. Vilniuje. Šio susitikimo metu ES sieks parafuoti asociacijos susitarimus, apimančius glaudaus bendradarbiavimo ir visapusiškus laisvosios prekybos susitarimus su Gruzija ir Moldova. Susitikimo metu taip pat svarbu siekti bendradarbiavimo su Armėnija, Azerbaidžanu ir Baltarusija. Baltarusija turėtų pasinaudoti Lietuvos pirmininkavimu ES Tarybai ir susitikimu Vilniuje, kaip galimybe gerinti santykius su ES. Svarbiausias susitikimo tikslas – ES ir Ukrainos asociacijos susitarimo dėl glaudaus bendradarbiavimo ir visapusiškos laisvosios prekybos zonos pasirašymas. Pritariu susitarimo sudarymui, jei bus tenkinami visi ES iškelti reikalavimai. Apgailestauju dėl neseniai Ukrainos eksportuojamoms prekėms Rusijos nustatytų prekybos sankcijų, Rusija turėtų tuoj pat nutraukti Rytų partnerystės šalims daromą ekonominį ir politinį spaudimą.

4-285-750

Vilija Blinkevičiūtė (S&D), *raštu*. – Balsavau dėl šios rezoliucijos, kadangi įgyvendinant Europos kaimynystės politiką turėtų būti stiprinama ES ir kaimynystės šalių partnerystė, siekiant kurti ir įtvirtinti klestinčią demokratiją, užtikrinti tvarų ekonomikos augimą ir valdyti tarptautinius ryšius. Veikianti demokratija, pagarba žmogaus teisėms ir teisinė valstybė yra pagrindiniai ES partnerystės su savo kaimynėmis ramsčiai. Tvariai demokratijai reikalingas tvirtas ir ilgalaikis vyriausybės įsipareigojimas užtikrinti laisvus ir sąžiningus rinkimus, asociacijų, saviraiškos ir susirinkimų laisvę, spaudos ir žiniasklaidos laisvę, teisinę valstybę, kurią užtikrina nepriklausomi teismai. Be to, būtina kovoti su korupcija, reformuoti saugumo ir teisėsaugos sektorių bei nustatyti demokratinę ginkluotųjų ir saugumo pajėgų kontrolę. Europos Sąjungos užsienio politika turi būti nuosekli, t.y. neprieštarauti vidaus politikos sritims, vengti dvejopų standartų. Ekonomikos ir finansų krizė negali pateisinti Sąjungos įsipareigojimų kaimyninėms šalims sumažinimo. ES turėtų atlikti aktyvesnį vaidmenį, kai siekiama taikiai išspręsti konfliktus, įskaitant ir įsisenėjusius, kurie šiuo metu yra neįveikiama kliūtis visapusiškam gerų kaimynystės santykių plėtojimui ir regioniniam bendradarbiavimui rytinėse ir pietinėse šalyse partnerėse. Taigi, svarbu ES stiprinti bendradarbiavimą su pilietine visuomene kaimynystės šalyse ir teikti savo paramą, taikant įvairias finansavimo priemones.

4-285-875

Maria Da Graça Carvalho (PPE), *por escrito*. – Esta resolução sublinha a importância de uma abordagem diferenciada e baseada em incentivos aos países vizinhos da UE. Os vários países apresentam situações diversas mas com um denominador comum - o papel ativo da UE enquanto parceira na construção da democracia e no respeito pelo Estado de direito, pelos direitos humanos e pelas liberdades fundamentais.

4-286-000

Minodora Cliveti (S&D), *în scris*. – UE a revizuit Politica Europeană de Vecinătate în 2011 pentru a oferi mai mult sprijin țărilor partenere, creând o democrație profundă și sustenabilă și pentru a sprijini o dezvoltare economică favorabilă incluziunii. Instrumentele financiare externe ale UE și, în special, Instrumentul european de vecinătate ar trebui să sprijine obiectivele politicii de vecinătate, fiind necesar să se stabilească legături puternice

și clare între cadrul de politică și sprijinul furnizat în cadrul acestor instrumente. Guvernul Moldovei trebuie să întreprindă în continuare demersuri susținute pentru aplicarea măsurilor necesare, stabilitatea politică și consensul de durată cu privire la reforme, în special la statul de drept și independența instituțiilor de stat, sunt de o importanță fundamentală pentru aspirațiile europene ale Moldovei. Trebuie încurajată inițializarea acordului de asociere, inclusiv a acordului de liber schimb aprofundat și cuprinzător, în cadrul summit-ului de la Vilnius și îmi exprim speranța în vederea unei încheieri rapide a dialogului privind vizele. Trebuie semnat rapid, în viitorul apropiat (după summitul de la Vilnius), acordul de asociere, dacă se menține actuala compatibilitate cu cerințele formulate. Este esențială inițierea unei noi conduite între Moldova și România și trebuie încurajate continuarea eforturilor și rezistența la presiunile exercitate de Rusia pentru a renunța la acordul de asociere.

4-286-500

Lara Comi (PPE), *per iscritto*. – La Politica Europea di Vicinato (PEV) ha l'obiettivo di evitare l'insorgere di nuove linee di frattura fra l'UE e i paesi che la circondano, offrendo loro una graduale integrazione economica, assistenza finanziaria e dialogo politico e chiedendo in cambio riforme strutturali dei loro sistemi politici ed economici. La creazione di uno spazio di prosperità, democrazia, sviluppo e sicurezza attorno all'UE è, infatti, una premessa irrinunciabile per il cammino di integrazione dell'Unione e la promozione e la tutela di quei valori e principi che stanno alla base dell'architettura istituzionale europea. Purtroppo, il cambiamento politico e sociale in molti paesi partner rimane lento e si registrano spesso abusi e violazioni dei diritti e delle libertà fondamentali. A tal fine, l'Unione dovrebbe rafforzare l'applicazione del principio "maggiori progressi, maggiori aiuti", condizionando dunque il suo supporto e dialogo all'effettiva realizzazione delle riforme economiche e istituzionali accordate. Ho dunque espresso il mio voto favorevole a questa relazione sulla PEV che traccia le linee guida essenziali lungo le quali si deve sviluppare l'azione dell'Unione in questo campo.

4-287-000

Mário David (PPE), *por escrito*. – Enquanto relator-sombra e anterior correlator das duas últimas resoluções do Parlamento sobre a Política Europeia de Vizinhança (PEV), acompanhei de perto este complexo dossiê. Felicito, por isso, os colegas Panzeri (S&D) e Saryusz-Wolski (PPE) pelo excelente trabalho efetuado e pelo empenho colocado, que permitiram, mais uma vez, que este Parlamento tenha demonstrado a uma só voz o que pensa sobre esta abrangente política da União, que age positivamente sobre realidades geográficas, sociais, económicas e políticas tão díspares como as que se verificam junto dos mares Báltico ou Vermelho. Saliento, em primeiro lugar, a insistência no princípio do *mais por mais*, que implica obviamente *menos por menos*, caso os nossos parceiros não apliquem os princípios universais de respeito pela dignidade humana sobre os quais a nossa União se funda. Saúdo igualmente a continuação do apoio aos processos de transição democráticos dos nossos vizinhos a sul e a leste, quer em termos de reforço das capacidades, quer em termos económico-financeiros e de redução da pobreza. Embora pareça óbvio, parece-me sempre importante lembrar estes princípios. Para terminar, saúdo a inclusão no relatório (na sequência da minha proposta) do objetivo final *Grande Área Económica Euro mediterrânica*, que deverá ser o culminar dos processos de integração económica sul-sul e sul-norte já iniciados.

4-287-500

Diogo Feio (PPE), *por escrito*. – São múltiplas as tensões que recaem sobre as fronteiras da União e diversos os desafios particulares que esta tem que enfrentar no relacionamento com os seus vizinhos. A busca do estreitamento das relações com a sua maioria constitui um propósito nobre por parte da União que assim procura expandir a democracia, os direitos humanos, o Estado de direito e a liberdade e a justiça no comércio. Lamentavelmente, estes esforços europeus têm encontrado oposição por parte de países que consideram que a sua estratégia de hegemonia geoestratégica é prejudicada pela intromissão europeia, que aponta um caminho de paridade em vez de subalternização e de compromisso no lugar da dominação. Esta questão não pode ser escamoteada e tem de ser dirimida diretamente junto dos Estados que assim procedem, de modo a permitir aos vizinhos da União escolhas livres sobre o seu próprio futuro. No momento em que a determinação europeia é posta em questão, a União não deve vacilar nem deixar-se intimidar por pressões desrazoáveis. Os seus vizinhos são parceiros estratégicos merecedores de respeito e de apoio quando são sujeitos a pressões. Só se se mantiver ao seu lado será merecedora do seu apoio.

4-287-750

José Manuel Fernandes (PPE), *por escrito*. – A Política Europeia de Vizinhança cumpre um papel fundamental na promoção de um espaço mais alargado de prosperidade, liberdade e respeito dos direitos humanos, equidade social e democracias sólidas e sustentáveis. É ainda determinante para a estabilidade social e ambiente de paz. A crise económica e social que a UE enfrentou nos últimos anos - e ainda enfrenta - não pode levar a que sejam descuradas as boas relações de vizinhança e as políticas de parceria que promovam um melhor desenvolvimento económico e social nas regiões mais desfavorecidas envolventes do espaço europeu. Os relatórios intercalares de 2012, tanto pelos sinais positivos de evolução, como pelas indicações quanto a retrocessos, devem ser devidamente analisados, de forma a permitir a elaboração de planos e mecanismos capazes de reforçar parcerias e o sucesso das políticas europeias de boa vizinhança.

4-287-875

João Ferreira (GUE/NGL), *por escrito*. – Esta resolução deixa patente a acentuação do carácter imperialista da União Europeia. Na esteira de outras resoluções sobre *Política Europeia de Vizinhança*, afirma-se uma postura de aberta ingerência nos assuntos internos dos países soberanos, a promoção e celebração dos chamados Acordos de Associação e de Tratados de Livre Comércio. Pressiona-se estes países para aceitarem os interesses das grandes potências da UE e dos seus monopólios, abdicando dos instrumentos de soberania sobre a sua economia, os seus recursos e a promoção do interesse dos seus povos. Do texto fazem parte princípios como o *mais por mais* ou o *menos por menos* que visam, como o próprio texto deixa claro, o estabelecimento de relações que nada têm que ver com os interesses específicos e mútuos dos países visados e do conjunto dos países da UE. Trata-se de estender o engodo da possível abertura do mercado da UE, para depois criar uma relação de dependência e posteriormente de domínio por parte do polo mais forte – a UE. Para atingir os objetivos visados não faltam orientações e mecanismos. Apoiar-se-ão *partidos políticos* e a *sociedade civil* (os que promoverem as políticas que defendam os interesses da UE e dos monopólios desses países) para que estes promovam a bondade das políticas da UE.

4-288-000

Monika Flašíková Beňová (S&D), písomne . – Európska susedská politika (ESP) sa pričínala o zmenu vzťahov medzi EU a jej susedmi. Od roku 2004, keď sa ESP začala uskutočňovať, sa vzájomné kontakty zintenzívnili. Obchod sa zdvojnásobil, došlo i k nárastu pomoci EU okolitým krajinám. Pre bilaterálne prehĺbenie bezpečnosti a stability je však potrebný ešte posun vpred. K rozvoju vzájomných vzťahov zaväzuje i Lisabonská zmluva.

4-288-500

Elisabetta Gardini (PPE), per iscritto . – La presente relazione, che ha ottenuto oggi un ampio consenso in assemblea, avanza una serie di considerazioni sull'attuazione della Politica europea di vicinato, a partire dalle relazioni intermedie del 2012. Il quadro complessivo, per quanto riguarda i paesi del partenariato orientale e il partenariato con paesi dell'Africa settentrionale e del Medio-oriente, non presenta tendenze particolarmente positive e suggerisce la necessità di un impegno maggiore da parte dell'UE. Si tratta, tuttavia di un impegno che non è destinato a dare frutti se l'Unione non pone una serie di condizioni in termini d'impegno da parte dei paesi partner. La relazione sottolinea, infatti come, nel caso dei paesi del partenariato orientale, il processo d'integrazione e di progresso verso i valori europei dipenda in larga misura dalle scelte e dalle priorità dei paesi partner stessi. In questa situazione l'UE dovrebbe mantenere e rafforzare nei confronti della Politica di vicinato l'attuale approccio differenziato e basato sugli incentivi, attribuendo più risorse ai paesi che effettuano i maggiori progressi.

4-289-000

Juozas Imbrasas (EFD), raštu . – Parlamentas rekomenduoja ES Tarybai Vilniuje pasirašyti asociacijos susitarimą su Ukraina, jei bus patenkinami būtini reikalavimai. Manau, kad ES turi išlaikyti įsipareigojimus savo rytinėms ir pietinėms kaimynėms ir atsilyginti toms šalims, kurios sėkmingai vykdo reformas. ES kaimynystės politika turi remtis principais „parama pagal pažangą“ ir „mažiau paramos už mažesnę pažangą“. Rytų partnerystės šalyse didžiausios problemos susijusios su teisės viršenybe, demokratijos būkle, tame tarpe rinkiminėmis ir teismų sistemomis, ir selektyviu teisingumu. Neišsprendus šių problemų negalime tikėtis, kad šios valstybės priartės prie mūsų sistemų ir politinių vertybių. Nepritariu Rusijos spaudimui neleisti minėtoms šalims glaudžiau bendradarbiauti su ES. EP išreiškė apgailėstą dėl to, kad artėjant Vilniaus susitikimui Rytų partnerystės šalims daromas įvairaus pobūdžio spaudimas, kaip antai prekybos priemonių taikymas, vizų politika, darbuotojų judumo ribojimas, kišimasis į išaldytuosius konfliktus ir kita. Manau, kad reikia parodyti tvirtą paramą visoms Rytų partnerystės šalims, savo siekius ir pasirinkimą siejančioms su Europa. Suvereni kiekvienos valstybės teisė pasirinkti politines ir prekybos sąjungas bei laipsniška šalių partnerių integracija į ES dera su gerų kaimyninių santykių su Rusija tikslu. Tuo tarpu vertinant pietinių ES kaimyninių šalių pažangą, siūloma užtikrinti sėkmingą šių šalių perėjimą prie demokratijos, taip pat veiksmingiau siekti socialinio teisingumo ir geresnės gyvenimo kokybės juse.

4-289-500

Philippe Juvin (PPE), par écrit . – J'ai soutenu cette proposition de résolution. Dans le cadre de la Politique Européenne de Voisinage (PEV) et depuis quelques mois, la Commission et le Service Européen pour l'Action Extérieure (SEAE) insistent pour que le principe du "plus pour plus" soit mieux mis en place et fortement lié aux progrès effectués dans la

construction de la démocratie et dans le respect de l'État de droit, des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Concernant le Partenariat Oriental, l'Union devrait être prête à soutenir les États faisant face à des pressions de la part d'États tiers en vue du sommet de Vilnius. Concernant le volet Sud de la PEV, il est essentiel qu'un dialogue entre les différents acteurs politiques soit engagé en Égypte; et qu'en parallèle, l'utilisation d'armes chimiques contre la population civile en Syrie soit condamnée et qu'un soutien politique et humanitaire soit apporté. Cette résolution a été adoptée à une large majorité, je m'en félicite.

4-290-000

Jan Kozłowski (PPE), *na piśmie*. – Głosowałem za projektem rezolucji na temat europejskiej polityki sąsiedztwa, ponieważ zgadzam się z autorami, że Parlament Europejski musi być w pełni zaangażowany w realizację polityki sąsiedztwa i regularnie informowany o postępach w procesie wdrażania reform w tych krajach. Wspólne działania wszystkich instytucji Unii Europejskiej na rzecz rozwoju i reform w krajach sąsiednich stanowią kluczowy element w dążeniu do poprawy sytuacji w krajach sąsiadujących z Unią, jak również prowadzą do zacieśnienia wzajemnych relacji politycznych, ekonomicznych i kulturalnych. Zgadzam się, że Unia powinna konsekwentnie stawiać wymagania względem władz w krajach partnerstwa, nie zapominając jednocześnie o wszechstronnym wspieraniu rozwoju społeczeństwa obywatelskiego i organizacji pozarządowych. Musimy mieć na uwadze, że integracja z Unią Europejską bazuje przede wszystkim na wspólnocie podstawowych wartości, takich jak demokracja, praworządność i prawa człowieka. Ich wdrożenie możliwe jest tylko, jeśli w krajach partnerskich dokona się prawdziwa zmiana społeczna. Dlatego finansowanie polityki sąsiedztwa powinno być ukierunkowane nie tylko na wsparcie reform instytucjonalnych, ale także na obywateli tych krajów, poprzez wsparcie organizacji i stowarzyszeń obywatelskich, programów edukacyjnych i międzynarodowych wymian młodzieży.

4-290-500

Monica Luisa Macovei (PPE), *în scris*. – În ciuda presiunilor exercitate de Federația Rusă, Republica Moldova a continuat în acest an reformele pentru a îndeplini criteriile de integrare europeană, finalizând înainte de termen negocierile pentru Acordul de Asociere și Acordul de Liber Schimb Aprofundat și Cuprinzător. De asemenea, Republica Moldova a implementat și măsurile necesare din Planul de Acțiune pentru Liberalizarea Vizelor.

Primul Raport al Comisiei privind monitorizarea măsurilor concrete din planul de acțiune a fost pozitiv, următorul va fi publicat anul acesta. Dacă acesta va fi pozitiv, cer Comisiei Europene să emită avizul pentru ca vizele să fie ridicate pentru cetățenii Republicii Moldova. Liberalizarea vizelor este o măsură concretă, care va răsplăti eforturile și determinarea din ultimii ani și va motiva populația să sprijine în continuare integrarea europeană.

4-290-750

Véronique Mathieu Houillon (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur de la résolution sur la politique européenne de voisinage indiquant que le respect des principes fondamentaux de la démocratie doit être au cœur de la politique de l'UE, qui devrait concentrer son aide sur le développement d'institutions et de partis politiques démocratiques.

4-290-875

Erminia Mazzoni (PPE), *per iscritto*. – La risoluzione dei colleghi Panzeri e Saryusz-Wolski è un utile lavoro ricognitivo sull'efficacia della politica di vicinato e offre importanti spunti

per operare necessari correttivi sulla strategia europea nei sedici Paesi vicini all'UE, con i quali ormai da quasi dieci anni cooperiamo sulla base dell'impegno reciproco al rispetto di valori comuni, quali la democrazia, la salvaguardia dei diritti umani, il riconoscimento dello stato di diritto, una buona *governance*, un'economia di mercato e uno sviluppo sostenibile. I punti di criticità emersi dall'analisi paese per paese sono altrettanti punti di partenza per aggiornare lo sforzo comunitario verso l'esterno. I dati evidenziano scarsi progressi sul piano del processo democratico, alcuni miglioramenti nelle relazioni economiche e commerciali e una debole riconoscibilità dell'UE nei paesi destinatari dei nostri programmi. L'indicazione che se ne trae è di un'Unione troppo cauta nella propria azione e della necessità di definire una strategia per le due macroaree del Mediterraneo e orientale sulla quale riorientare i nostri interventi, al fine di rendere efficiente l'investimento. Un lavoro importante che ho sostenuto con il mio voto favorevole.

4-291-000

Jean-Luc Mélenchon (GUE/NGL), *par écrit*. – La politique de voisinage de l'Union européenne consiste principalement à exporter le modèle libéral. On trouve bien quelques phrases sur le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, notamment des droits des femmes et des minorités, et de la liberté d'expression, mais au titre de conditions dont le non-respect est un frein pour l'ouverture des marchés. En cas d'arbitrage entre les deux, on se souvient de ceux rendus par l'Union en Lybie et en Tunisie quelques semaines même avant les révolutions. Les accords de libre-échange approfondis et complets (ALEAC) sont ici présentés comme "un modèle de réformes qui profitent à tout le monde". La résolution regrette d'ailleurs les retards pris dans les négociations en vue de la signature et de la ratification d'accord de libre-échange avec de nombreux pays voisins. Je ne partage pas ces regrets. Je vote contre.

4-291-250

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. – A Política Europeia de Vizinhança tem por objetivo reforçar a parceria entre a UE e os países e as sociedades da vizinhança, a fim de construir e consolidar democracias saudáveis, pugnar pelo crescimento económico sustentável e gerir as ligações transfronteiriças. Julgo que a análise dos vários relatórios intercalares, que abordam a situação de muitos dos nossos vizinhos, demonstra que a política de vizinhança da UE tem dado os seus resultados. Apesar de ainda haver um longo caminho a percorrer, julgo que vamos no rumo certo, no que respeita à divulgação, pelos nossos vizinhos, dos princípios fundamentais que norteiam a UE. Daí o meu voto favorável.

4-291-375

Willy Meyer (GUE/NGL), *por escrito*. – He votado en contra de la presente resolución debido a que la Política Europea de Vecindad supone un instrumento de injerencia política en los países vecinos de la Unión Europea. Siempre nos hemos opuesto a la forma en que se ha planteado dicho instrumento debido a que insta a los Estados vecinos, tanto al este como al sur de la Unión, a emprender reformas económicas de carácter neoliberal que son las que llevaron al proceso político de la Primavera Árabe. En lugar de plantear un instrumento de cooperación regional que permita el debate y la cooperación política desde el pleno respeto de la soberanía de los países, la UE se ha dotado de un instrumento de intervención a cambio de los fondos de cooperación que ofrece. Por ello he votado en contra de esta resolución.

4-291-500

Louis Michel (ALDE), *par écrit*. – La politique européenne de voisinage instaure une relation privilégiée entre l'Union européenne et ses pays voisins. C'est en tant que réels partenaires égaux que nous devons percevoir les pays limitrophes. Les succès économiques, commerciaux, sécuritaires et politiques de la PEV bénéficient aussi bien aux européens qu'aux Etats-tiers. Des coopérations renforcées entre les Etats voisins et l'Union européenne permettent de répondre concrètement et de manière plus efficace à un ensemble de défis transnationaux auquel nous sommes tous confrontés. Toutefois, je privilégie la nécessité de mettre en place, au sein de cette conception régionale, des relations individualisées afin d'assurer un bénéfice optimal pour chaque partie.

4-291-562

Alexander Mirsky (S&D), *in writing*. – This Commission statement, accompanied by a resolution proposed by the Committee on Foreign Affairs, is focused on the 2012 progress reports in the framework of the reviewed European Neighbourhood Policy and it is not complete. I abstained.

4-291-625

Andreas Mölzer (NI), *schriftlich*. – Durch Partnerschaften und Abkommen zwischen der EU und deren Nachbarstaaten sollen nicht nur gegenwärtige bzw. zukünftige wirtschaftliche Partner gewonnen, sondern auch die Gesellschaft in jenen Ländern gestärkt und deren Politik nach den Grundsätzen der EU ausgerichtet werden. Die Nachbarschaftspolitik und deren Projekte sind demnach auch zentrale Punkte der europäischen Außenpolitik, welche aber auch einige Defizite in ihrer Ausführung aufweisen. So ist es durchaus wichtig, diese Staaten an Europa zu binden und durch eine gute Nachbarschaft, wie z. B. in Form von Hilfe zur Korruptionsbekämpfung, die Beziehungen zu festigen. Dennoch ist es nach meiner Auffassung unverantwortlich, gerade jetzt diesen Ländern Visumsfreiheiten bzw. Zugeständnisse einer freien Mobilität nach Europa zu gewähren, sowie eine Nachbarschaftspolitik im politisch labilen Nahen Osten zu suchen. Deshalb habe ich mich diesem Antrag enthalten.

4-291-656

Radvilė Morkūnaitė-Mikulėnienė (PPE), *raštu*. – Europos kaimynystės politika, apimanti 16 partnerių, prisideda prie platesnės demokratijos, ekonominės gerovės ir stabilumo erdvės kūrimo. Ši politika yra pagrįsta abipusiu noru bendradarbiauti ir principu „daugiau už daugiau“, t.y. kuo didesnė partnerės pažanga ir išipareigojimas stiprinti demokratiją, teisės viršenybę, pagarbą žmogaus teisėms ir laisvėms, tuo didesnė ES parama reformoms, ir atvirkščiai. Lietuvos pirmininkavimo metu rengiamas Rytų partnerystės aukščiausiojo lygio susitikimas Vilniuje gali tapti itin svarbiu – po penkerių šios partnerystės gyvavimo metų turėtų būti priimti itin svarbūs ir pažangą įtvirtinantys sprendimai. Netgi Baltarusijai yra atvertas galimybių langas, jei tik ji bus pasirengusi juo pasinaudoti. Europos Pietų kaimynystės šalys susiduria su didžiuliais iššūkiais, susijusiais su demokratizacija, ekonomine padėtimi, konfliktais bei socialinėmis problemomis. ES pagal galimybes prisideda prie šių problemų sprendimo. Tuo pačiu, atsakomybė už taiką, demokratizaciją, pažangą regione ir nacionalines reformas tenka pirmiausiai pačioms partnerėms.

4-291-687

Tiziano Motti (PPE), *per iscritto*. – Molto brevemente: accogliamo positivamente la pubblicazione delle relazioni di avanzamento 2012 riguardanti i paesi meridionali e orientali, ma ci rammarichiamo che, nella maggior parte dei casi, tali relazioni e gli avvenimenti successivi delineino un quadro eterogeneo di progressi, stagnazione e recessione ed illustrino la situazione nazionale senza valutare i programmi attuati dall'Unione o formulare raccomandazioni specifiche in materia di attribuzione dei fondi nell'ambito degli strumenti esterni dell'UE o dell'assistenza per la cooperazione allo sviluppo e della sua influenza sull'elaborazione delle politiche nei paesi partner.

4-291-718

Franz Obermayr (NI), *schriftlich*. – Die vorliegende Entschließung definiert die europäische Nachbarschaftspolitik in Bezug auf eine vertiefte Partnerschaft. Ziel ist es, einen Raum des Wohlstands unter guter Nachbarschaft zu schaffen, welcher auf den Werten der Union aufgebaut ist. Im Vordergrund stehen Sicherheit, Solidarität und Wohlstand, welche gegenseitig geleistet werden müssen. Des Weiteren sollten die östlichen Partnerländer in Bezug auf ihre wirtschaftliche Entwicklung gefördert werden. Bedeutende Ziele des Aktionsplans sind der Warenverkehr, Abschaffung von Handelsrestriktionen, Handel, internationale Normen, Zusammenarbeit im Bereich Justiz sowie Inneres, Verkehr, Wissenschaft, Forschung und Entwicklung, Menschenrechte, Grundrechte und Kultur. Die Zwischenbilanz der europäischen Nachbarschaftspolitik fiel sehr unterschiedlich aus. In einigen Ländern wie zum Beispiel Deutschland, Finnland und in der Slowakei war die europäische Nachbarschaftspolitik erfolgreich. Frankreich, Rumänien und Ungarn waren bislang eher weniger erfolgreich. Des Weiteren waren die Inhalte der Aktionspläne sehr unterschiedlich aufgebaut, und auch die Wirksamkeit der Förderung der politischen Institutionen wurde sehr unterschiedlich bewertet. Das grundlegende Problem ist eine teilweise sehr schwache und insgesamt uneinheitliche politische Unterstützung. Bedeutend wären für die Zukunft eine wirkungsvollere Zusammenarbeit und eine dynamische Perspektive. Da bisherige Anreize nicht klar und deutlich sowie einheitlich definiert wurden und klare Anreize für weitere Partnerländer fehlen, habe ich mich meiner Stimme enthalten.

4-291-750

Maria do Céu Patrão Neves (PPE), *por escrito*. – Votei favoravelmente a presente resolução intitulada *Política Europeia de Vizinhança: rumo a uma parceira reforçada. A posição do Parlamento Europeu sobre os relatórios de 2012*. Faço-o sublinhando a importância do papel desempenhado pela sociedade civil nos processos de reforma e transição e no diálogo político nos países da vizinhança, pelo que se exorta a UE a reforçar a cooperação com a sociedade civil desses países, prestando-lhe apoio através de uma gama de diferentes instrumentos de financiamento.

4-292-000

Joanna Senyszyn (S&D), *na piśmie*. – W odniesieniu do rezolucji dotyczącej europejskiej polityki działania na rzecz wzmocnienia partnerstwa – stanowisko PE w sprawie sprawozdań z postępów za rok 2012 – zwracam uwagę na następujące kwestie, którymi zajmowałam się w Komisji Praw Człowieka:

1. W Egipcie kluczowe jest przeciwdziałanie przemocy, zapewnienie poczucia bezpieczeństwa oraz dalsze działania na rzecz pokojowego rozwiązania obecnego konfliktu, przy zaangażowaniu wszystkich wiodących stron. Warunkiem zawarcia z Egiptem

pogłębionej umowy o wolnym handlu jest przestrzeganie praw człowieka i praw podstawowych.

2. Konflikt w Syrii to katastrofa humanitarna, w wyniku której zginęło już ponad 90 tys. osób. Sytuacją w Syrii powinien zająć się Międzynarodowy Trybunał Karny. Najważniejszym wyzwaniem jest kontynuowanie pomocy humanitarnej dla uchodźców oraz dalsze działania na rzecz pokojowego rozwiązania tego jednego z największych współczesnych kryzysów.

3. Liczni obserwatorzy ds. przestrzegania praw człowieka, także z Izraela, zgłaszają problem postępującej rozbudowy osiedli izraelskich na terenach palestyńskich oraz masowego niszczenia domostw Palestyńczyków i zbiorników wody. W coraz większym stopniu utrudnia to znalezienie pokojowego rozwiązania konfliktu. Zgodnie z poddaną pod głosowanie rezolucją apeluję do rządu Izraela o zaprzestanie działalności osiedleńczej i rezygnację ze wszystkich planowanych projektów budowy nowych osiedli.

4-292-500

Kay Swinburne (ECR), *in writing*. – I supported the adoption of this resolution on the European Neighbourhood Policy, which rightly notes the importance of strengthening the EU's partnerships with its neighbours on the basis of a mutual commitment to common values such as democracy and human rights.

4-293-000

Marc Tarabella (S&D), *par écrit*. – Je suis d'avis que le Parlement européen devrait être pleinement associé à la mise en œuvre de la nouvelle PEV ainsi qu'à l'ajustement de l'aide financière européenne, notamment par l'intermédiaire d'actes délégués, et qu'il devrait être tenu régulièrement informé de l'avancement des réformes dans les pays partenaires et des ajustements qui en découlent. Je regrette qu'il ne soit pas consulté systématiquement sur l'élaboration des plans d'action ni informé de la teneur des discussions. J'estime que ses résolutions font partie intégrante du cadre de la politique européenne de voisinage et je demande que le statut d'observateur soit accordé aux députés européens pour qu'ils puissent participer aux réunions des sous-commissions chargées des affaires politiques et des droits de l'homme.

4-293-250

Nuno Teixeira (PPE), *por escrito*. – O Parlamento Europeu congratula-se com a divulgação dos relatórios intercalares de 2012 relativos aos países meridionais e orientais da Política Europeia de Vizinhança, mas lamenta que, na maioria dos casos, tanto esses relatórios, como os acontecimentos subsequentes, apresentem um quadro misto de progresso, estagnação e regressão. Além disso, estes relatórios descrevem a situação nacional sem avaliarem os programas conduzidos pela União ou formularem recomendações específicas quanto à repartição dos fundos, ao abrigo dos instrumentos externos da UE ou da assistência no âmbito da cooperação para o desenvolvimento, e à sua influência na definição das políticas nos países parceiros. Pelos motivos apresentados, votei favoravelmente o documento.

4-293-500

Traian Ungureanu (PPE), *in writing*. – I very much welcome the content and especially the timing of this report. The Vilnius Summit will be a major test for EU's neighbourhood. It is high time for the EU to show firm commitment towards its Eastern Partners. However,

the report mentions that the unsatisfactory progress made by some Eastern Partners is caused by a failure by the EU to show its Eastern Partners a sufficiently motivating European perspective. I would put it more bluntly and say that the unsatisfactory progress is linked to the lack of a clear membership perspective. We have shied away from this issue long enough. I believe it merits discussion after Vilnius.

4-293-750

Inese Vaidere (PPE), *rakstiski*. – Eiropas Savienības kaimiņattiecību politika ir virzīta uz to, lai sniegtu atbalstu demokrātijas stiprināšanā un ekonomiskās izaugsmes veicināšanā. Savukārt Eiropas kaimiņattiecību un partnerības instrumentam ir jāatbalsta minētie kaimiņattiecību politikas mērķi. Kas attiecas uz dažādām priekšrocībām, piemēram vīzu atvieglojumiem un bezvīzu sistēmas perspektīvu, jābalstās uz politiku “priekšroka kaimiņiem”.

Viļņas augstākā līmeņa sanāksme novembrī būs nozīmīgs attīstības starpposms Austrumu partnerībai un svarīga ES kaimiņattiecību politikas pārbaude taustāmu rezultātu sasniegšanā. Sadarbība drošas energoapgādes nodrošināšanā ir viena no prioritātēm Austrumu partnerības un Eiropas kaimiņattiecību politikā no 2014. līdz 2020. gadam, tādēļ Viļņas samitam būtu jāsniedz impulss ciešākai sadarbībai arī enerģētikas jomā.

Arī pašu Austrumu partnervalstu starpā ir teritoriālie strīdi; tāpēc Austrumu partnerība jāsaista ar suverenitātes, teritoriālās neaizskaramības un tautu pašnoteikšanās tiesību principiem un to ievērošanu, tai skaitā Kalnu Karabahas konflikta atrisināšanu.

Krievija izmanto agresīvu cīņas taktiku, lai atrunātu ES Austrumu partnervalstis tuvināties ES un “aicinātu” pievienoties savai Muitas savienībai. Maskavas spiediens jau licis Armēnijai atteikties no nolīguma ar ES, tā vietā “brīvprātīgi piespiedu kārtā” izvēloties Krievijas Muitas savienību. ES ir svarīgi paust vajadzīgo atbalstu Austrumu partnerības valstīm, kuras saskaras ar līdzīgu spiedienu.

4-293-875

Derek Vaughan (S&D), *in writing*. – Today I voted for the motion for a resolution on the European Neighbourhood policy. I believe that this motion is an important part of the establishment of key instruments to provide more support to partner countries building deep and sustainable democracy and to support inclusive economic development. I am happy to see that the EU has strengthened political and financial assistance for its partners embarking on political reforms. I am in favour of this motion because the ENP provides the EU with a toolbox of instruments that allows each partner to adapt its policy approach and response, in a way that is tailored to their individual political context and relationship with the EU.

4-294-000

Jacek Włosowicz (EFD), *na piśmie*. – Europejska Polityka Sąsiedztwa (EPS), zainaugurowana w 2004 r., jest polityką Unii Europejskiej skierowaną do państw sąsiadujących nieobjętych obecnie perspektywą członkostwa. Podstawą prawną funkcjonowania EPS jest art. 8 Traktatu o Unii Europejskiej, zgodnie z którym „Unia rozwija szczególne stosunki z państwami z nią sąsiadującymi, dążąc do utworzenia przestrzeni dobrobytu i dobrego sąsiedztwa, opartej na wartościach Unii i charakteryzującej się bliskimi i pokojowymi stosunkami opartymi na współpracy.” EPS obejmuje obecnie relacje Unii Europejskiej z piętnastoma państwami sąsiadującymi oraz z Autonomią Palestyńską.

Polityczną podstawą stosunków z tymi państwami są umowy stowarzyszeniowe (z południowymi partnerami) oraz porozumienia o partnerstwie i współpracy (ze wschodnimi sąsiadami, zastępowane obecnie również umowami o stowarzyszeniu). Centralnym elementem EPS są plany działań, których implementacja jest wspierana przez Unię i dofinansowywana z budżetu Europejskiego Instrumentu Sąsiedztwa i Partnerstwa. W europejskiej polityce sąsiedztwa nie uczestniczy, na skutek własnego wyboru, Rosja, której stosunki z UE są oparte na realizacji programu „czterech przestrzeni”.

4-294-500

Zbigniew Ziobro (EFD), *na piśmie*. – Dziękuję sprawozdawcy za przedstawienie sprawozdania w sprawie europejskiej polityki sąsiedztwa, uwzględniającego dążenie do wzmocnienia partnerstwa. Jak wiadomo, wszystkie kraje partnerskie w różny sposób realizują reformy polityczne, gospodarcze i społeczne, deklarując swe poparcie i chęć wejścia do Unii Europejskiej. Zadowolona fakt, że przedstawiono konkretne plany działania zmierzającego do poprawy stosunków z krajami partnerskimi. Dzięki temu możliwa będzie większa integracja gospodarki pomiędzy UE a wspomnianymi państwami. Polityka partnerstwa to przede wszystkim wsparcie demokracji, poszanowanie praw człowieka, zwalczanie nielegalnej imigracji, jak również wsparcie sektora gospodarczego, finansowego i społecznego. Niemniej jednak nie należy zapominać o wzajemnych potrzebach i odmiennych aspiracjach, kierując się dobrem polityki i równowagą pomiędzy UE a państwami partnerskimi.

4-294-750

Inês Cristina Zuber (GUE/NGL), *por escrito*. – Esta resolução é, na sequência de anteriores sobre a Política Europeia de Vizinhança, uma confirmação do carácter cada vez mais vincadamente imperialista da UE. A postura aqui defendida é a de aberta ingerência nos assuntos internos dos países *parceiros* da UE para promover os chamados *Acordos de Associação* e *Tratados de Livre Comércio*, procurando condicioná-los a aceitar os interesses das grandes potências da UE e dos seus monopólios, abdicando dos instrumentos de soberania sobre a sua economia, os seus recursos e a promoção do interesse dos seus povos. Do texto fazem parte princípios como o *mais por mais* ou o *menos por menos* que visam, como o próprio texto deixa claro, o estabelecimento de relações que nada têm que ver com os interesses específicos e mútuos dos países visados e do conjunto dos países da UE, mas que, pelo contrário, têm o objetivo de lhes estender o engodo da possível abertura do mercado da UE, para depois criar uma relação de dependência e, posteriormente, de domínio por parte do polo mais forte, a UE. Para atingir os objetivos visados não faltam orientações e mecanismos. Apoiar-se-ão *partidos políticos* e a *sociedade civil* (os que promoverem as políticas que defendam os interesses da UE e dos monopólios) para que estes promovam a *bondade* das políticas da UE.

13.9. Europäisches Semester für die wirtschaftspolitische Koordinierung (A7-0322/2013 - Elisa Ferreira)

4-296-000

Mündliche Erklärungen zur Abstimmung

4-297-000

Ivana Maletić (PPE). – Gospodine predsjedavajući, podržavam izvješće izvjestiteljice o temi europskog semestra. Europski semestar je važan mehanizam koordinacije ekonomskih politika među državama članicama i usmjeravanje ekonomskih politika prema strateškim ciljevima i prioritetima postavljenim na razini Europske unije. U sklopu europskog semestra i Republika Hrvatska će od 2014. godine trebati poduzimati važne strukturne reforme kojima će unapređivati svoje gospodarstvo i isto tako postizati veće stope ekonomskog rasta, što i jesu prednosti sudjelovanja u europskom semestru. Sve države članice usuglašavajući svoje ciljeve provedbom strukturnih reformi mogu u biti učiti jedna od druge i to je jedna od pozitivnih strana semestra, u biti razmjena iskustava i zajednički rad na način da se primjenjuju najbolji primjeri iz prakse.

4-298-000

Andrej Plenković (PPE). – Gospodine predsjedniče, podržao sam izvješće kolegice Ferreira o Europskom semestru, koji se pokazao kao vrlo koristan mehanizam na razini Europske unije i eurozone u usklađivanju ekonomskih politika država članica tijekom proteklih godina.

Već i prije formalnoga članstva Europska je komisija pozvala Hrvatsku da sudjeluje neformalno u Europskom semestru, a vlada je u travnju ove godine predstavila ekonomski program i dostavila ga Europskoj komisiji. Recentno objavljeni rezultati Eurostata i Državnog zavoda za statistiku govore da je u Hrvatskoj manjak konsolidirane opće države u 2012. iznosio 16,35 milijardi kuna ili 5% BDP-a. Dok je konsolidirani dug opće države iznosio 183 milijarde kuna ili 55,5% BDP-a. Razvidno je stoga da je izgledno da se Hrvatska uključi u proceduru prekomjernog deficita.

Trenutno je vrlo važno da je Hrvatska suočena sa problemom da nema i dalje gospodarskog rasta, a da aktualna vlada ne uspijeva provesti odgovarajuće mjere na rashodnoj strani proračuna a koje su provodile druge zemlje koje su bile uključene u proceduru. Zanima me ocjena Europske komisije o stanju dijaloga sa Hrvatskom u okviru Europskoga semestra.

4-299-000

Schriftliche Erklärungen zur Abstimmung

4-299-500

Luís Paulo Alves (S&D), por escrito. – Aprovo o presente relatório, não deixando de reiterar a importância da política de coesão enquanto principal instrumento de investimento, que desempenha um papel fundamental para combater a crise, reduzir as disparidades regionais e colocar a União Europeia e as suas regiões na via do crescimento sustentável. Realço, por conseguinte, a importância de assegurar meios orçamentais adequados, no contexto das negociações do Quadro 2014-2020, para os fundos estruturais e de investimento da União Europeia, assinalando, em particular, a sua importante quota de investimento numa série de domínios como o emprego, a inovação, o desenvolvimento sustentável e o apoio às PME. Ao mesmo tempo, manifesto a minha profunda preocupação com a forte queda do investimento público e privado na economia produtiva, especialmente a nível local e regional. Sou da opinião de que são necessárias medidas decisivas para reformar os mercados de produtos e de trabalho, adotar políticas salariais prudentes, basear o futuro modelo de crescimento na inovação e transferir a produção para atividades de

elevado valor acrescentado, tendo em conta que uma política económica sustentável requer condições muito favoráveis para a criação de novas empresas.

4-300-000

Elena Oana Antonescu (PPE), *în scris*. – Uniunea Europeană continuă să se confrunte cu numeroase provocări. Efectele crizei economice nu au fost încă depășite în totalitate, iar impactul lor social este în continuare unul ridicat. De asemenea, consolidarea unei Uniuni economice și monetare stabile rămâne în continuare un obiectiv care nu este îndeplinit în total. În egală măsură, susținerea politică și economică a întreprinderilor mici și mijlocii este esențială pentru succesul Uniunii în plan economic, în condițiile în care 75% dintre angajați și 60% din valoarea adăugată este generată la acest nivel. În plan politic, cea mai dificilă problemă pe care eforturile de coordonare și de planificare o relevă este necesitatea unei conlucrări mai eficiente a instituțiilor europene. Pentru ca proiectul european să rămână legitim în rândul cetățenilor europeni, respectarea cadrului legislativ, dar mai ales implicarea în dezbaterile politice a Parlamentului European, alături de celelalte instituții, rămâne esențială.

4-300-500

Zigmantas Balčytis (S&D), *raštu*. – Balsavau už šį siūlymą dėl Europos ekonominės politikos koordinavimo semestro. Europos semestras nustato ES valstybių biudžeto ir ekonominės politikos koordinavimą. Apmaudu, kad 2012 m. tik 15 proc. iš maždaug 400 konkrečioms šalims skirtų rekomendacijų atžvilgiu padaryta pažanga. Svarbu geriau koordinuoti šios priemonės įgyvendinimą, labiau atsižvelgiant į ekonominę augimą, užimtumą, investicijas ir socialinius aspektus. Pritariu išdėstytiems siūlymams sukurti konkurencingumo ir konvergencijos priemonę, kuri padėtų ES valstybėms narėms sušvelninti trumpalaikius neigiamus ekonominių reformų padarinius. Nedarbas turi būti sprendžiamas suteikiant pirmenybę investicijoms į švietimą, geresnį finansavimą mažoms įmonėms. Taip pat svarbu išnagrinti mažiausios bedarbio pašalpos euro zonoje galimybes. Pritariu didesniajam Europos stabilumo mechanizmo ir Eurogrupės atskaitingumo ir skaidumo užtikrinimui.

4-300-750

Regina Bastos (PPE), *por escrito*. – O presente relatório de iniciativa resulta de uma avaliação, por parte do Parlamento Europeu, das recomendações específicas por país propostas pela Comissão Europeia no âmbito do processo do Semestre Europeu. O relatório deste ano é apresentado num contexto mais favorável de fortalecimento do setor bancário, de indicadores positivos nas contas estatais e na economia em geral. As políticas europeias e as reformas estruturais começam a produzir resultados visivelmente positivos. Alerta-se, no entanto, para alguns pontos essenciais que têm de ser tidos em atenção no desenvolvimento do processo de coordenação económica dos países: concentração nos objetivos de crescimento, emprego e investimento, a existência de recomendações por país mais específicas e ajustadas ao Estado-Membro em causa, a necessidade da avaliação do impacto social das medidas e reformas levadas a cabo pelos Estados-Membros nos processos de recuperação económica e a avaliação dos motivos que levaram às grandes divergências internas no seio dos países da moeda única. Considero que o presente relatório apresenta uma posição ativa e positivamente contributiva do Parlamento Europeu para a discussão em torno da governação económica europeia e, por isso, conta com o meu voto favorável.

4-301-000

Heinz K. Becker (PPE), *schriftlich*. – Ich begrüße grundsätzlich das Instrument des Europäischen Semesters, da es nachweislich bereits Erfolge beim Druck auf Reformen in Mitgliedstaaten zeigt. Dennoch muss klar gesagt sein, dass noch immer mehr als 80 % der Empfehlungen nicht umgesetzt wurden und - noch schlimmer - in manchen Bereichen bzw. Mitgliedstaaten keinerlei Ansätze für Reformschritte zu erkennen sind. Speziell möchte ich hier aber auf vielfach überfällige Reformen der Pensions-, Gesundheits- und Pflegesysteme in vielen Mitgliedstaaten hinweisen, bei denen die verantwortlichen Regierungen eine enorme Verantwortung gegenüber den Generationen von heute und morgen wahrzunehmen haben, für diese Systeme langfristige Finanzierungssicherheit zu schaffen. Sehr oft allerdings muss hier Säumigkeit festgestellt werden, auf jeden Fall aber nicht jene sofortige Entschlossenheit, mit der die Politik ihre Verpflichtungen zu erfüllen hat. Daher ist es zu bedauern, dass die Beschlüsse und Erkenntnisse des Grün- und Weißbuches zur zukunftssicheren Gestaltung der Pensionssysteme nicht zufriedenstellend Berücksichtigung finden. Ich leite aus dem Gesagten eine ernste Warnung ab: Wenn die nötigen Reformen nicht raschest in Angriff genommen werden, wird dies nur jenen Populisten zugutekommen, die die Unzufriedenheit der Bürger sammeln und dann nicht nur Wohlstand und sozialen Frieden gefährden, sondern unser gesamtes demokratisches System destabilisieren.

4-302-000

Mara Bizzotto (EFD), *per iscritto*. – La relazione d’iniziativa Ferreira sul Semestre europeo per il coordinamento delle politiche economiche, pur presentando un parziale approccio critico rispetto alla situazione attuale, rimane un testo poco equilibrato e, per questo motivo, ho deciso di astenermi nella votazione.

4-303-000

Vilija Blinkevičiūtė (S&D), *raštu*. – Balsavau dėl šio pranešimo, nes labai svarbu įvertinti ES lygiu iškeltų prioritetų ir tikslų įgyvendinimą, ypač užimtumo ir socialinės politikos srityje. Kova su nedarbu, ypač jaunų žmonių, turi būti vienas svarbiausių Europos Sąjungos ir valstybių narių politikos prioritetų, todėl būtina daugiau naudoti ES lėšas pagal tikslinę paskirtį, įgyvendinant visus strategijos „Europa 2020“ prioritetus: visų pirma augimo ir užimtumo politikos srityse, įskaitant kovos su jaunimo nedarbu ir ilgalaikiu nedarbu politiką. Labai svarbu skirti papildomų lėšų bei parengti naujas priemones jaunimo nedarbo problemai spręsti, mažinant niekur nedirbančio, nesimokančio ir profesiniame mokyme nedalyvaujančio jaunimo skaičių ir jaunų žmonių skurdą. Europos Parlamentas taip pat ragina valstybes nares, kuriose mažai dalyvaujama darbo rinkoje, bendradarbiaujant su socialiniais partneriais, aktyviai vykdyti visapusiškas ir įtraukias darbo rinkos priemones, pavyzdžiui, teikti mokymo ir užimtumo paslaugas, bei vykdyti kitas reformas, kurių įgyvendinimas suteiktų daugiau galimybių kokybiškai įsidarbinti, padėtų derinti darbą ir privatų gyvenimą, užkirstų kelią anksti pasitraukti iš darbo rinkos, gerintų konkurencingumą ir padėtų kovoti su darbo rinkos segmentacija, o darbuotojų gebėjimus padėtų pritaikyti prie darbo rinkos reikalavimų.

4-303-250

Maria Da Graça Carvalho (PPE), *por escrito*. – O presente relatório de iniciativa resulta de uma avaliação, por parte do Parlamento Europeu, das recomendações específicas por país propostas pela Comissão Europeia no âmbito do processo do Semestre Europeu. O

relatório deste ano é apresentado num contexto mais favorável de fortalecimento do setor bancário, de indicadores positivos nas contas estatais e na economia em geral. As políticas europeias e as reformas estruturais começam a produzir resultados visivelmente positivos. O presente texto alerta, no entanto, para alguns pontos essenciais que têm de ser tidos em atenção no desenvolvimento do processo de coordenação económica dos países: concentração nos objetivos de crescimento, emprego e investimento, a necessidade de maior controlo democrático do papel da troika, a existência de recomendações por país mais específicas e ajustadas ao Estado-Membro em causa, a necessidade da avaliação do impacto social das medidas e reformas levadas a cabo pelos Estados-Membros nos processos de recuperação económica e a avaliação dos motivos que levaram às grandes divergências internas no seio dos países da moeda única. Considero que o presente relatório apresenta uma posição ativa e positivamente contributiva do Parlamento Europeu para a discussão em torno da governação económica europeia, pelo que conta com o meu voto favorável.

4-303-375

Françoise Castex (S&D), *par écrit*. – Le Parlement européen a adopté aujourd’hui le rapport d’Elisa Ferreira sur le semestre européen pour la coordination des politiques économiques. Nous socialistes européens avons remporté deux victoires majeures. Pour la première fois le Parlement européen reconnaît que les pays en excédent budgétaire ou commercial doivent stimuler leur demande. Ce message clair adressé à l’Allemagne est une avancée importante. Autre succès socialiste, le Parlement européen demande un contrôle démocratique de la Troïka (BCE, FMI, Commission européenne). Par contre, nous regrettons que la droite se soit opposée à la mise en place d’un budget propre à la zone euro, dont nous avons fondamentalement besoin pour financer la croissance en période de récession et réduire les divergences économiques et sociales entre pays. Enfin, les socialistes européens avaient fait une proposition forte, la mise en chantier progressive d’un système d’assurance chômage européen. La droite a une nouvelle fois montré son visage anti social, en refusant cette proposition fondée sur le principe de solidarité.

4-303-500

John Bufton (EFD), *in writing*. – I voted against this report as I am against the concept of economic convergence that lies at its heart. I also believe that unemployment as an issue is best tackled by the Member States as individuals, not centrally by the Commission.

4-303-750

Alain Cadec (PPE), *par écrit*. – J’ai soutenu le rapport d’initiative de madame Ferreira présentant les mesures clés d’une convergence économique à l’échelle européenne. En se dotant des instruments d’une meilleure coordination en amont des politiques économiques et budgétaires européenne, la stabilité, la croissance et la compétitivité de la zone euro n’en seront que renforcées. Au sein d’une Europe sociale et dynamique, il fixe des priorités réfléchies et concrètes, notamment pour contrer le chômage. Ce rapport intègre un cadre d’analyse susceptible de profiter pleinement aux différentes économies européennes. Il demande notamment à la Commission européenne de détailler davantage les recommandations qu’elle soumet aux États membres de l’Union

4-303-875

Antonio Cancian (PPE), *per iscritto*. – Ho votato a favore poiché ritengo che questa risoluzione, pur accogliendo favorevolmente alcuni progressi compiuti, evidenzi anche la

necessità di introdurre correzioni importanti. Il semestre europeo 2013 ha dato buoni risultati: un lieve aumento dell'occupazione, una leggera ripresa dell'economia nonché un sempre minore rischio di collasso del settore bancario nella maggior parte degli Stati membri. Le raccomandazioni specifiche, indirizzate a settori chiave come le finanze pubbliche, la competitività e la crescita stanno mostrando effetti benefici. Tuttavia, si registrano ancora scarsi risultati sul fronte dell'occupazione, trattandosi di una conseguenza delle altre politiche d'intervento. Ritengo perciò che siano ampi i margini di miglioramento. Credo che l'accento vada messo sul mercato interno e soprattutto sulla dimensione sociale. Il sostegno alla crescita e all'occupazione deve restare una priorità, così come il rafforzamento del pilastro UEM e il completamento dell'unione bancaria. Tramite un rafforzamento del sistema bancario si avranno, infatti, ricadute positive sia sulla crescita sia sull'occupazione. Sarà possibile un più semplice accesso al credito da parte dei cittadini e soprattutto delle piccole e medie imprese. In momenti di crisi come quello attuale, oltre agli obiettivi macroeconomici, bisogna fare attenzione a non trascurare obiettivi prioritari come quelli di crescita e di sviluppo.

4-304-000

Νικόλαος Χουντής (GUE/NGL), γραπτώς . – Η έκθεση για το ευρωπαϊκό εξάμηνο διακατέχεται από το πνεύμα της ενίσχυσης της δημοκρατικής του νομιμοποίησης και της εισαγωγής σε αυτό μιας διάστασης περισσότερο κοινωνικής. Καταψήφισα την έκθεση διότι παραμένει πλήρως εναρμονισμένη με τις αποτυχημένες νεοφιλελεύθερες πολιτικές της Ένωσης. Το πρόβλημα με το ευρωπαϊκό εξάμηνο δεν εξαντλείται στον εκδημοκρατισμό του και στην απλή αποτίμηση του κοινωνικού αντικτύπου. Το πρόβλημα είναι δομικό. Συνδέεται με τις αντικοινωνικές και αντιδημοκρατικές πολιτικές που προωθεί. Με την εισαγωγή του ευρωπαϊκού εξαμήνου, άνοιξε ο δρόμος για την επιβολή, σε όλη την Ευρώπη, ευρωπαϊκών μνημονίων λιτότητας, μία επιλογή που επικύρωσαν στη συνέχεια η ενισχυμένη εποπτεία και το δημοσιονομικό Σύμφωνο. Θεσμοθετήθηκαν δηλαδή η ύφεση, η λιτότητα, η ανεργία και η φτώχεια. Τα κράτη μελή έχασαν κάθε δυνατότητα να ασκήσουν εναλλακτική οικονομική πολιτική με αναπτυξιακό και αναδιανεμητικό ρόλο. Οι καταστροφικές συνέπειες του ευρωπαϊκού εξαμήνου και των πολιτικών που αυτό προωθεί έχουν πάψει να είναι εκτιμήσεις και έχουν μετατραπεί σε θλιβερή πραγματικότητα. Οι λαοί της Ευρώπης ισοπεδώνονται κοινωνικά. Στην Ελλάδα, τα αποτελέσματα από την εφαρμογή της κατ'επίφαση δημοσιονομικής εξυγίανσης είναι τα μόνιμα δημοσιονομικά ελλείμματα που χρησιμοποιούνται ως άλλοθι για πιο αυστηρά μέτρα λιτότητας, με αποτέλεσμα την αύξηση του χρέους στο 160% του ΑΕΠ, την εκτίναξη της ανεργίας στο 30%, την αύξηση της φτώχειας και τη μηδενική ανάπτυξη.

4-305-000

Minodora Cliveti (S&D), în scris . – Comisia și Consiliul trebuie să continue să îmbunătățească indicatorii pentru monitorizarea dimensiunii sociale a Strategiei Europa 2020 în contextul Semestrului european. Mai multe state membre au realizat reforme importante ale pieței muncii, cu scopul de a crește rezistența acesteia, de a introduce mai multă flexibilitate la nivel intern și extern, de a reduce segmentarea și de a facilita tranziția de la un loc de muncă la altul. Statele membre cu niveluri scăzute ale participării pe piața muncii trebuie să intensifice, prin consultare cu partenerii sociali, măsurile active, cuprinzătoare și favorabile incluziunii privind piața muncii și să introducă și alte reforme, în vederea facilitării accesului la locurile de muncă de calitate, a prevenirii retragerilor anticipate de pe piața muncii, a combaterii segmentării pe piața muncii, precum și a alinierii competențelor lucrătorilor la cerințele de pe piața muncii. În ceea ce privește șomajul în rândul tinerilor, adoptarea Garanției pentru tineret de către Consiliu și alocarea a 6 miliarde

de euro pentru Inițiativa privind ocuparea forței de muncă în rândul tinerilor, ca parte din următorul CFM, este un lucru pozitiv, statele membre trebuind acum să introducă urgent programe de garanții pentru tineret și să utilizeze în mod eficient resursele disponibile.

4-305-125

Lara Comi (PPE), *per iscritto*. – Il Semestre Europeo, introdotto per la prima volta nel 2011, ha come obiettivo quello di rafforzare la *governance* economica dell'Unione europea, attraverso un maggiore coordinamento delle politiche economiche nazionali, sia di bilancio sia di riforma strutturale. Si tratta di un ciclo di cooperazione economica intensa fra le istituzioni Europee e gli Stati Membri, al termine del quale la Commissione invia a questi ultimi raccomandazioni specifiche, orientandone così le priorità e gli obiettivi di politica economica. A tale riguardo, il coordinamento dell'Unione europea gioca un ruolo molto importante per mettere fine a questo lungo periodo di stagnazione economica e rilanciare la crescita. Tuttavia, ancora molto rimane da fare. Il credito alle imprese (soprattutto alle piccole e medie imprese) non è ancora stato pienamente ristabilito, con ricadute negative sull'economia reale e sull'occupazione. Il rilancio della competitività - fondata sull'innovazione, sul capitale umano, sul sapere scientifico e la digitalizzazione dell'economia - richiede ancora molti sforzi e deve costituire una direttrice fondamentale nel coordinamento europeo delle politiche economiche nazionali. La disoccupazione, soprattutto quella giovanile, ha raggiunto livelli allarmanti. Ho dunque votato a favore di questa relazione che sollecita il Consiglio e la Commissione ad una maggiore attenzione e impegno in questa direzione.

4-305-187

Emer Costello (S&D), *in writing*. – If we want to build on the slight economic recovery underway in the Eurozone, we need to achieve a better balance between consolidating budgets and investing in growth. Europe will not achieve the Europe 2020 strategy targets, especially the ambitious employment, education and social inclusion targets, if we do not promote growth-friendly fiscal consolidation that takes country-specific situations fully into account and that promotes targeted social investments. I welcome the belated recognition that all Member States, not only those with a deficit, but also those with a surplus, have a role to play in correcting economic imbalances. The Commission should give Member States, including those taking part in Troika programmes, the flexibility they need to make full use of EU funding under the 2014-20 budgetary framework that moves us towards the Europe 2020 targets. The recent Commission proposal to establish a social indicators scoreboard is a step forward but should be complemented with a system that triggers preventative and corrective action in response to social imbalances. Finally there needs to be deeper involvement by the European Parliament and by national parliaments in the European Semester process, as well as over the actions of the Troika.

4-305-250

Marielle de Sarnez (ALDE), *par écrit*. – Le semestre européen, qui encadre les politiques économiques et budgétaires des États membres, est un outil indispensable de gouvernance économique. Il constitue un pas supplémentaire vers une véritable union monétaire. Cette coordination au niveau européen doit se faire d'une façon intelligente et donner priorité à la croissance et à l'emploi dans les États membres, à la cohésion, aux investissements et assurer un rééquilibrage macroéconomique de la zone euro. Il faut aussi, et c'est capital, que le Parlement européen, en tant qu'organe démocratique de l'Union européenne soit davantage impliqué dans les travaux du semestre européen.

4-305-500

Ioan Enciu (S&D), *par écrit*. – J'ai voté en faveur du rapport sur le "Semestre européen pour la coordination des politiques économiques", et je me réjouis de son adoption par le Parlement européen. Ce rapport constitue l'étude du Parlement européen de la deuxième étape du cycle semestriel de 2013 relatif à la coordination économique. Il regroupe des recommandations spécifiques pour chaque pays ("country-specific recommendations", CSR) émises par la Commission et le Conseil pour l'année 2013. Il souligne le besoin fondamental d'améliorer la coordination économique au sein de l'Union européenne, que le ralentissement de la consolidation fiscale a produit des résultats satisfaisants, et que tous les États membres de l'UE ont un rôle particulier à jouer afin de corriger les déséquilibres que connaît la zone euro. Je tiens à souligner avec satisfaction que ce rapport appelle à une meilleure coordination des objectifs de l'UE autour de la stratégie "UE 2020", particulièrement relativement à ses objectifs d'inclusion sociale dans des recommandations spécifiques pour chaque pays. Enfin, il souligne la nécessité du développement d'investissements coordonnés dans le domaine de la création d'emploi, ce qui représente un enjeu crucial en vue de la relance de la croissance en Europe.

4-305-750

Diogo Feio (PPE), *por escrito*. – Conforme adotado na última revisão do Pacto de Estabilidade e Crescimento, do qual fui um dos relatores, o Parlamento Europeu, depois de uma troca de pontos de vista com os parlamentos nacionais, emite as suas considerações sobre as recomendações específicas por país, propostas pela Comissão Europeia e adotadas pelo Conselho. Recordo que são as recomendações específicas por país que orientam a elaboração dos orçamentos nacionais dos Estados-Membros e que representam um motor de convergência das políticas económicas. Assim, cumpre dizer que, conforme os dados do Eurostat, em 2012, apenas um país da zona euro foi excedentário, o que reflete as condições adversas em que os orçamentos para 2014 estão a ser planeados. Deste modo, considero fundamental que a nível europeu existam políticas de incentivo ao crescimento e à criação de emprego que possam vir contrabalançar as exigentes medidas de consolidação fiscal que estão a ser levadas a cabo. Apelo, nomeadamente, à necessidade urgente de tanto executar o Pacto para o Crescimento e o Emprego, com o orçamento estimado de 120 mil milhões de euros, acordado em junho de 2012, como de disponibilizar os 180 mil milhões de euros de investimento suplementar por parte do BEI.

4-305-812

José Manuel Fernandes (PPE), *por escrito*. – O presente relatório de iniciativa resulta de uma avaliação, por parte do Parlamento Europeu, das recomendações específicas por país propostas pela Comissão Europeia, no âmbito do processo do Semestre Europeu. O relatório deste ano é apresentado num contexto mais favorável de fortalecimento do setor bancário, de indicadores positivos nas contas estatais e na economia em geral. As políticas europeias e as reformas estruturais começam a produzir resultados visivelmente positivos. O presente texto alerta, no entanto, para alguns pontos essenciais que têm de ser tidos em atenção no desenvolvimento do processo de coordenação económica dos países: concentração nos objetivos de crescimento, emprego e investimento, a necessidade de maior controlo democrático do papel da troika, a existência de recomendações por país mais específicas e ajustadas ao Estado-Membro em causa, a necessidade da avaliação do impacto social das medidas e reformas levadas a cabo pelos Estados-Membros nos processos de recuperação económica e a avaliação dos motivos que levaram às grandes divergências internas no seio

dos países da moeda única. Considero que o presente relatório apresenta uma posição ativa e positivamente contributiva do Parlamento Europeu para a discussão em torno da governação económica europeia, pelo que conta com o meu voto favorável.

4-305-875

João Ferreira (GUE/NGL), *por escrito*. – O Semestre Europeu foi apresentado como um mecanismo de coordenação das políticas económicas dos diferentes Estados-Membros. Não sendo a *coordenação* um fim em si mesma, interessa ver qual o conteúdo das políticas que se querem *coordenar*. Estamos perante um mecanismo para amarrar cada país a um caminho de retrocesso civilizacional, de ataque a direitos, de nivelamento por baixo das condições de vida e de trabalho na Europa. Um expediente que envolve o esvaziamento das instituições de soberania nacionais, democraticamente legitimadas, transformadas em mero verbo-de-encher, autênticas marionetas do diretório da UE. A relatora – significativamente, uma socialista portuguesa – espalha floreados *sociais* pelo relatório. Apresenta como grande avanço as recomendações para que os países excedentários invistam e aumentem salários, para assim comprarem o produto do trabalho de trabalhadores miseravelmente pagos em países como Portugal, destinados a uma inserção cada vez mais subordinada e periférica no processo de divisão internacional do trabalho. Mas deixa também claro o acolhimento positivo das *recomendações específicas por país apresentadas pela Comissão*. Que recomendações são essas? Para Portugal: cumprimento das metas do défice estabelecidas pela troica, reduções suplementares da massa salarial, redução do consumo público, medidas ditas permanentes de *consolidação orçamental*, privatizações, entre outras que tais. Obviamente, votámos contra.

4-306-000

Monika Flašíková Beňová (S&D), *písomne*. – Komisia predložila ročný prieskum rastu (RPR) ešte v novembri 2012. Od posledného prieskumu v roku 2012 sa situácia výrazne zhoršila a vyzerá to tak, že v roku 2013 ani nemá tendenciu sa zlepšovať. Za posledných 12 mesiacov sa počet nezamestnaných zvýšil o ďalšie dva milióny, pričom dosiahol úroveň 25 miliónov. Aj naďalej rástla segmentácia trhu práce a dlhodobá nezamestnanosť dosiahla alarmujúcu úroveň. V mnohých členských štátoch klesajú priemerné príjmy domácností a ukazovatele poukazujú na hlbšie formy chudoby a sociálneho vylúčenia. V zaujme zlepšenia súčasnej kritickej situácie musia členské štáty jednoducho prijať, no najmä reálne plniť nevyhnutné záväzky, a to v rámci svojich národných reformných programov.

4-306-125

Elisabetta Gardini (PPE), *per iscritto*. – La relazione votata oggi riguarda l'attuazione delle priorità previste per il 2013 nell'ambito del Semestre europeo per il coordinamento delle politiche economiche. Il Parlamento ha preso visione delle raccomandazioni specifiche proposte dalla Commissione europea e adottate dal Consiglio per ogni Stato membro: l'elemento comune a tutte le raccomandazioni è rappresentato dal richiamo agli Stati affinché gestiscano correttamente i conti pubblici, perseguendo il pareggio di bilancio. L'opinione della Commissione, condivisa dal relatore, è che le regole di disciplina fiscale, accompagnate dalle politiche per l'occupazione, la competitività e la crescita, stiano dando i loro frutti e che quindi gli Stati debbano impegnarsi nel conformarsi alle indicazioni provenienti dall'UE.

4-306-250

Bruno Gollnisch (NI), *par écrit*. – Sans surprise, le rapport approuve le semestre européen, cet exercice qui consiste à dicter aux Etats leurs budgets et les politiques qu'ils doivent mettre en œuvre. Il salue les recommandations par pays, qui appellent, pour la France et entre autres, à la précarisation de l'emploi, à une réforme structurelle des retraites, à la libéralisation totale du marché de l'énergie, ou encore à la liberté d'installation des grandes surfaces.

Il ne peut cependant faire l'impasse sur les conséquences sociales catastrophiques des politiques d'austérité menées par les Etats, sous la contrainte d'airain, pour certains, de la Troïka Commission-BCE-FMI. Le plus affligeant, c'est que les principales modifications proposées pour atténuer ces conséquences sont l'instauration d'un système purement européen sous la surveillance du Parlement, comme si cela changeait quoi que ce soit ! Pire, à défaut, et a minima, il faudrait, selon le rapport, améliorer la stratégie de communication de la Troïka ! Les populations appauvries de Grèce, d'Espagne, du Portugal, les épargnants rackettés de Chypre, les millions de chômeurs de ces pays soumis à la Troïka seront ravis d'apprendre qu'ils ne sont victimes que d'une erreur de communication !

Quant au reste, c'est l'habituel discours réclamant l'augmentation d'un budget européen clientéliste et largement inutile, et l'accélération de la construction du super-Etat européen. Inacceptable !

4-306-500

Sylvie Guillaume (S&D), *par écrit*. – J'ai soutenu le rapport de ma collègue Elisa Ferreira sur le semestre européen pour la coordination des politiques économiques car il s'agit pour nous, élus socialistes, de défendre ici un contrôle parlementaire accru de la gouvernance économique, en particulier de la "troïka" (BCE, FMI, Commission européenne), à l'inverse de la logique intergouvernementale qui prévaut actuellement. Nous voulons que l'Europe se dote d'un véritable mécanisme de solidarité communautaire. Le secteur bancaire doit faire l'objet de contrôles accrus pour mieux lutter contre l'évasion fiscale et la fraude fiscale. J'ai également soutenu la mise en place d'un budget propre à la zone euro, budget dont nous avons fondamentalement besoin pour financer la croissance en période de récession et réduire les inégalités économiques et sociales entre États membres.

4-307-000

Juozas Imbrasas (EFD), *raštu*. – Balsavau dėl kasmetinės rezoliucijos dėl „Europos semestro“. Europos semestras nustato ES valstybių biudžeto ir ekonominės politikos koordinavimą. Valstybėms narėms reikia ne tik fiskalinio konsolidavimo, bet ir struktūrinių reformų, lemsiančių tikrą, tvarų ir socialiai darnų ekonomikos augimą bei didesnę konkurencingumą, tuo pat metu reikia imtis konkrečių bei skubių veiksmų kovai su nepriimtinais dideliu nedarbu ir ypač jaunimo nedarbu. Komisija turi stebėti, ar visų valstybių narių ataskaitos atitinka strategijos „Europa 2020“ tikslus, pirmiausia susijusius su skurdo mažinimu ir užimtumu, taip pat atidžiai stebėti politikos sričių tarpusavio sąsajas ir priklausomybę. ES biudžetas, nors ir labai kuklaus dydžio absoliučiu ir santykinu požiūriu, palyginti su Sąjungos ekonomine gerove, teikia didelę pridėtinę vertę kaip strategijos „Europa 2020“ tikslų skatinimo priemonė, atsižvelgiant į jo vaidmenį skatinant investicijas. Reikia remti ES jaunimo garantijų iniciatyvą ir pasiūlytą Jaunimo užimtumo iniciatyvą kaip naudingas kovos su nepriimtinais aukštu jaunimo nedarbo lygiu priemones. Nerimą kelia labai neambicingas (biudžeto požiūriu) finansavimo, skiriamas Jaunimo užimtumo

iniciatyvai per visą būsimos DFP laikotarpį, lygis, todėl būtina panaudoti visas turimas priemones, siekiant sustiprinti šią veiklą. Manau, kad „Europos semestras“ turi labiau atsižvelgti į ekonominį augimą, užimtumą, investicijas ir socialinius aspektus.

4-308-000

Danuta Jazłowiecka (PPE), *na piśmie*. – Szanowni Państwo! Kryzys, którego nadal doświadczamy, przyniósł ogromne zmiany na unijnym rynku pracy. W wielu państwach członkowskich gwałtownie wzrosła – i tak duża – stopa bezrobocia. Problemy ze znalezieniem adekwatnej do oczekiwań pracy mają de facto wszystkie grupy społeczne, niezależnie od wykształcenia, kwalifikacji, wieku. Oczywiście w każdym z państw członkowskich mamy do czynienia z innymi problemami – każdy z nich wymaga więc indywidualnego podejścia. Z roku na rok widać coraz bardziej, że Komisja Europejska dostrzega to zróżnicowanie i stara się je uwzględnić w swoich zaleceniach w ramach europejskiego semestru.

Głosowałam dzisiaj za sprawozdaniem posłanki Ferreiry, ponieważ tegoroczne zalecenia są szczególnie ważne, gdyż to właśnie teraz państwa członkowskie określają swoje priorytety w zakresie polityki spójności na lata 2014-2020. Kilka państw już wprowadziło ważne reformy rynku pracy, wiele jednak jeszcze pozostaje do zrobienia, w tym między innymi zapewnienie lepszej odporności rynku pracy na koniunkturę gospodarczą, walka z bezrobociem wśród osób młodych i długotrwale bezrobotnych, poprawa kwalifikacji i umiejętności europejskich pracowników czy poprawa mobilności. W tej perspektywie cieszy mnie fakt, że Komisja Europejska opublikowała komunikat na temat wymiaru społecznego unii gospodarczej i walutowej. Jako Parlament Europejski niejednokrotnie zwracaliśmy uwagę na konieczność uwzględnienia w semestrze europejskim społecznych kosztów walki z kryzysem.

4-308-500

Philippe Juvin (PPE), *par écrit*. – J'ai soutenu ce rapport concernant les recommandations par pays à l'intention de chaque État membre que la Commission européenne a publiées. Ces recommandations sont fondées sur une analyse approfondie des plans d'assainissement des finances publiques de chacun des États membres et des mesures mises en œuvre pour stimuler la croissance et l'emploi (Programmes Nationaux de Réforme). Il est primordial de poursuivre l'objectif de croissance et d'emploi dans le cadre du semestre européen pour la coordination des politiques économiques. Ce rapport a été adopté à une large majorité, je m'en félicite.

4-309-000

Béla Kovács (NI), *írásban* – Valamennyiünk számára fontos témák mint a foglalkoztatás- és szociálpolitika, az uniós szintű költségvetési politika, a belső piac, a regionális politika, a nők jogainak érvényesülése stb. kerültek napirendre.

A jelentéssel kapcsolatban el kell mondanom, hogy valójában az európai szemeszter nem enyhíti, hanem a megszorításoknak a tagországokra kényszerítésével éppen hogy növeli a válságot. Sem a gazdaságfilozófiájával, sem a gyakorlati módszereivel nem értek egyet. Utóbbiak durva beavatkozást jelentenek az egyes országok belügyeibe és a nemzetállami szuverenitás jelentős korlátozásával járnak, ezért a jelentést az egyes módosítások támogatása mellett összességében leszavaztam.

4-310-000

Jan Kozłowski (PPE), *na piśmie*. – Głosowałem za sprawozdaniem Pani Elisie Ferreiry dotyczącym europejskiego semestru na rzecz koordynacji polityki gospodarczej, ponieważ uważam, że wspieranie zatrudnienia ma szczególne znaczenie w dobie kryzysu gospodarczego w Europie. Podzielam pogląd sprawozdawczynie, że przyszłoroczne priorytety państw członkowskich powinny koncentrować się na poprawie sytuacji na rynku pracy, w tym na zwiększaniu liczby trwałych miejsc pracy, zwłaszcza dla młodzieży. Chciałbym także zwrócić uwagę na problem niedopasowania systemów kształcenia i szkolenia do potrzeb rynku pracy. Jak pokazują europejskie badania, w marcu tego roku mieliśmy w Unii Europejskiej ponad dwa miliony nieobsadzonych miejsc pracy. Liczba ta świadczy o niezdolności niektórych systemów edukacji do reagowania na zapotrzebowanie rynków pracy oraz o konieczności przeprowadzenia dogłębnych reform i potrzebie bliższej współpracy pomiędzy sektorem edukacji a biznesem. Jestem przekonany, że planując reformy, warto skorzystać z doświadczeń tych państw, w których wskaźnik zatrudnienia młodzieży jest zdecydowanie wyższy.

4-310-250

Agnès Le Brun (PPE), *par écrit*. – Le Parlement européen a adopté une résolution sur le semestre européen pour la coordination des politiques économiques. Nous avons demandé une meilleure mise en œuvre des recommandations économiques que la Commission européenne adresse à chaque État membre, alors que seulement 15% des réformes recommandées par l'Union européenne ont été mises en œuvre par les États membres en 2012. Nous avons appelé à une meilleure convergence des politiques économiques, indispensable à la stabilité de la zone euro, notamment par la création d'un instrument de convergence et de compétitivité. Cet instrument donnerait aux pays de l'UE les fonds nécessaires pour atténuer les effets négatifs à court terme des réformes économiques. Nous avons également appelé la Commission européenne à donner la priorité à la lutte contre le chômage, en particulier par des investissements dans l'éducation et un meilleur financement des petites entreprises. Les politiques sociales des États membres devraient également être mieux coordonnées, c'est pourquoi nous proposons de créer une allocation de chômage minimum dans la zone euro. J'ai voté en faveur de cette résolution qui propose des pistes de travail intéressantes pour les travaux de la Commission européenne sur le semestre 2014.

4-310-500

Ivana Maletić (PPE), *napisan*. – Europski semestar je mehanizam pokretanja strukturnih reformi u državama članicama, a na razini Unije to je mehanizam koordinacije i usmjeravanja ekonomske politike država članica na ispunjavanje ciljeva definiranih na razini EU-a kroz strateške dokumente. Podržavam preporuke dane državama članicama koje su usmjerene rastu i razvoju, rješavanju problema nezaposlenosti, jačanju konkurentnosti i poboljšanju poduzetničke klime. Detaljnije bi se trebala pratiti implementacija predloženih mjera i preporuka, provedba strukturnih reformi i postignuti rezultati. Primjeri najbolje prakse trebali bi biti smjernice ostalim državama što i kako napraviti. Najvažnije reforme vezane su uz javnu administraciju koju treba pojednostavniti i smanjiti broj administrativnih procedura te uvesti modele praćenja rada kroz postavljanje ciljeva i mjerenje postignutih rezultata. Mirovinske, socijalne reforme, reforme tržišta rada i jačanje poduzetništva područja su za koja je važno izmjenjivati znanja i dobra iskustva. Na taj način Europski semestar postaje i mehanizam međusobne pomoći država članica.

Od početka 2014. aktivno sudjelovanje u radu mehanizma Europskog semestra postaje obvezujuće za Republiku Hrvatsku. Uz sudjelovanje obvezno će biti i aktivno provođenje preporuka koje daje Vijeće EU-a, donošenje realnih ekonomskih programa i održivog proračuna iz kojeg se mogu vidjeti učinci provedenih mjera i popratnog postupnog smanjenja deficita i duga prema zadanim okvirima.

4-311-000

Thomas Mann (PPE), *schriftlich*. – Das Europäische Semester zur wirtschaftspolitischen Koordinierung ist ein Frühwarnsystem, das mögliche Ungleichgewichte in den EU-Mitgliedstaaten schnell erkennen soll. Gemeinsam mit dem Stabilitäts- und Wachstumspakt bildet es ein effektives Tandem. Die nationale Ebene muss dafür Sorge tragen, dass die einmal beschlossenen politischen Maßnahmen in die Tat umgesetzt werden. Die Forderungen der Linken, diese Regeln wieder aufzuweichen, entbehren jeder Vernunft. Sie würden dazu führen, dass sämtliche Bemühungen, gleichzeitig Wettbewerbsfähigkeit zu verbessern und Haushaltsdisziplin zu erreichen, bereits im Ansatz scheitern. In der Ursprungsfassung hatte die Berichterstatterin Ferreira konsequente Strukturreformen bei gleichzeitiger Haushaltskonsolidierung infrage gestellt. Auf eine derartige Weise lässt sich die Schuldenkrise nicht dauerhaft bewältigen! Nach zähen Verhandlungen zwischen den Fraktionen haben wir im Ausschuss für Wirtschaft und Währung etliche Kompromisse erreicht. Jedoch fehlt noch die Feinabstimmung als Ausgangspunkt für eine wirksamere Koordinierung. Ich plädiere dafür, dass nicht nur ökonomische Komponenten zählen. Soziale Belange müssen im Vordergrund stehen. Hierbei geht es um die Vertiefung des sozialen Dialogs und um Fortschritte bei der Verbesserung der Arbeitsplätze sowie der Mobilität der Beschäftigten auf den europäischen und internationalen Arbeitsmärkten. Nicht zuletzt geht es um eine qualifiziertere Aus- und Weiterbildung.

4-311-500

Véronique Mathieu Houillon (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur du rapport sur le semestre européen pour la coordination des politiques économiques. Cette coordination au niveau européen n'est pas suffisante pour encourager significativement la croissance, l'emploi et les investissements. Des critères plus stricts pourraient améliorer la convergence économique et inciter davantage les États membres à mettre en œuvre les réformes recommandées par l'Union européenne.

4-312-000

Jean-Luc Mélenchon (GUE/NGL), *par écrit*. – Ce rapport reprend timidement quelques propositions positives. Mais c'est pour mieux les englober dans un ensemble inacceptable de félicitations à la Commission européenne et d'appels à poursuivre les "réformes structurelles" et l'austérité. De plus, ce rapport s'insère complètement dans la logique du semestre européen. Le semestre européen, comme les autres mécanismes austéritaires, n'est pas améliorable. Il doit être combattu. Je vote contre.

4-312-250

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. – O relatório sobre o Semestre Europeu para a coordenação das políticas económicas entre os países da UE apela para que seja dada mais atenção ao crescimento, ao emprego e ao investimento. O relatório sublinha também a necessidade de rever o atual modelo da troika, tornando-o num sistema comunitário sujeito a controlo democrático. É necessário ter em devida conta os constrangimentos impostos pelos

programas de ajustamento económico à consecução dos objetivos da estratégia Europa 2020 para o crescimento e o emprego. Temos que descobrir onde erramos no que respeita às soluções para resolver a crise para, dessa forma, conseguirmos retificar o que terá sido mal feito, para podermos fazer as devidas correções.

4-312-750

Willy Meyer (GUE/NGL), *por escrito*. – He votado en contra del presente informe debido a que supone un nuevo instrumento de implementación de reformas de ideología neoliberal en la política económica de los Estados miembros de la Unión Europea. El instrumento que supone para la gobernanza económica europea el Semestre Europeo es un mecanismo que garantiza la aplicación de la política fiscal neoliberal y la austeridad que está llevando a la economía europea al desastre. El informe incluye aspectos especialmente duros, mientras se mantienen las ayudas al sector bancario y sus "rescates". Además, propone abiertamente el recorte en las pensiones, así como la privatización de los servicios públicos o el refuerzo a la competitividad. Debido a que dichas reformas neoliberales solo buscan destruir el Estado del bienestar he decidido votar en contra de este informe.

4-312-500

Louis Michel (ALDE), *par écrit*. – Le semestre européen est un nouveau cycle de six mois dans la coordination des politiques économiques dans l'UE. Incorporé dans le paquet sur la gouvernance économique ("six-pack"), il a pour objectif de renforcer la coordination des politiques économiques dans les pays en fournissant des conseils ex ante. Nous devons continuer à intensifier nos efforts pour soutenir la croissance mais en ne négligeant pas l'assainissement budgétaire. Si, sans croissance, l'Europe perd toute crédibilité, sans solidarité, elle perd toute légitimité. Il faut associer, comme l'a dit Jacques Delors, "la compétition qui stimule, la coopération qui renforce et la solidarité qui unit".

4-312-687

Alexander Mirsky (S&D), *in writing*. – The Commission and the right wing in principle accept that we need less austerity and more investment in order to stabilise the Eurozone. This report however reminds them that much more needs to be done because the slow recovery is very fragile, and the investment programmes of the EU, such as the Growth and Jobs Pact or the new Convergence and Competitiveness Instrument only exist on paper. I voted in favour.

4-312-875

Andreas Mölzer (NI), *schriftlich*. – Das so genannte Europäische Semester soll die Wirtschafts- und Währungspolitik der EU verbessern und durch bestimmte Strategien für ein generelles Wachstum, im Rahmen des Projektes „Europa 2020“, sorgen. Hierdurch sollen unter anderem die Fristen der Rückzahlungen von sogenannten „Defizitländern“, verlängert werden, wähen sogenannte „Überschussländer“ mit ausreichendem finanzpolitischem Spielraum wachstumsfördernde Investitionsmöglichkeiten unterstützen sollen. Aufgrund der Annahme, dass dieser Bericht nicht nur Mitgliedstaaten mit einem Wirtschaftswachstum zu erneuten Finanzspritzen für defizitäre Länder auffordert, sondern dass diese Investitionen vielmehr nur zur einer Solidität der Banken führen, habe ich gegen diesen Antrag gestimmt.

4-312-906

Tiziano Motti (PPE), *per iscritto*. – Differenze significative nell'accesso al finanziamento tendono ad accentuare le divergenze interne nell'UE e nella zona euro in particolare e creano distorsioni del mercato interno con condizioni di concorrenza sleale. Se il risanamento dei portafogli delle banche è certamente una condizione essenziale, le prospettive economiche negative giustificano solo in parte queste limitazioni restrittive del credito, soprattutto ai destinatari più fragili, quali le giovani coppie, i piccoli imprenditori, gli artigiani, le famiglie che non arrivano alla fine del mese, i disabili. Serve un monitoraggio più accurato dell'applicazione delle nuove norme prudenziali e delle pratiche del settore bancario nel finanziamento dell'economia reale, in particolare per quanto riguarda le PMI economicamente efficienti. Va riconosciuto, al riguardo, il ruolo importante che i nuovi strumenti finanziari innovativi possono svolgere nell'ambito di vari programmi europei e della politica di coesione in termini di promozione dell'investimento pubblico e privato ed esortiamo la Commissione a garantire chiarezza giuridica e trasparenza nell'attuazione dei nuovi strumenti finanziari in modo tempestivo e prima dell'inizio del periodo di programmazione 2014-2020.

4-312-937

Franz Obermayr (NI), *scritto*. – Das Europäische Semester ist eine Maßnahme der EU, die Ungleichgewichte in der Wettbewerbsfähigkeit der Mitgliedstaaten, welche seit der Finanzkrise der EU besonders deutlich zum Vorschein kamen, jedoch nicht von dieser verursacht wurden, zu bekämpfen. Sie rühren von dem originären Problem der Euro-Einführung her. Gleiche Geldpolitik durch die gemeinsame Währung trifft auf national sehr unterschiedliche Fiskalpolitik innerhalb der EU. Das Europäische Semester gibt nun verbindliche Empfehlungen an die Mitgliedstaaten ab, um diese Ungleichgewichte zu bekämpfen. So moralisch anständig dieser Ansatz ist, vergisst er die Lehren der Geschichte, dass eine zentralistisch geplante Wirtschaftspolitik wenig erfolgversprechend ist, ob mit oder ohne Mauer. Um nur einen einzelnen Punkt aus der Vielzahl absurder Vorschläge des Berichtes aufzugreifen, wird zum Beispiel begrüßt, dass wettbewerbsfähigere Länder nach Möglichkeit „weniger exportieren“ sollen – durch Ankurbelung ihrer Binnennachfrage. Hier sollen gewissermaßen die wettbewerbsfähigen Länder bestraft werden. Welchen absurden Beigeschmack das für unser Wirtschaftssystem und in Hinblick auf die Wirtschaftslehren seit Adam Smith hat, ist kaum vorstellbar. Durch solche Maßnahmen wird mittel- und langfristige Wettbewerbsfähigkeit der EU als Ganzes gesenkt, da erfolgreiche Länder gebremst werden, statt von ihnen zu lernen. Der Bericht und die gesamte Institution des Europäischen Semesters wird daher von mir abgelehnt.

4-313-000

Alfredo Pallone (PPE), *per iscritto*. – Siamo tutti d'accordo sull'importanza di avere finanze pubbliche stabili. Ma fino a che punto siamo disposti a fare un ragionamento solo sui bilanci in ragione della stabilità fiscale senza pensare allo sviluppo, all'occupazione e, quindi, agli investimenti per combattere la recessione che è in atto?

A prescindere dal Semestre, dalle raccomandazioni della Commissione e dalle azioni intraprese dai governi nazionali penso che questo Parlamento debba fare una riflessione più profonda: dobbiamo seriamente pensare a che tipo di Europa vogliamo. In Europa alcune riforme sono ormai inderogabili e non possiamo perdere altro tempo. Bisogna agire su due assi: responsabilità dei conti pubblici e solidarietà europea.

4-313-250

Antigoni Papadopoulou (S&D), *in writing*. – The slow and fragile economic recovery of Europe indicates that there is a need for improvement in economic policy coordination. In order to achieve that, we have to recognise two facts. One, that common EU policies produce dissimilar effects on different Member States. And two, that all Member States, both those with a deficit and those with a surplus, have an equally important role to play, in correcting the imbalances within the Eurozone. The EU needs to stabilise the Eurozone and boost its competitiveness in the global economy, by increasing competition in the product and services markets by improving productivity to lower prices. However, in order to achieve that, the EU needs to invest more in research and development, education and skills, and resource efficiency. We therefore need less austerity and more investment.

4-313-375

Maria do Céu Patrão Neves (PPE), *por escrito*. – O presente relatório apresenta uma posição ativa e positivamente contributiva do Parlamento Europeu para a discussão em torno da governação económica europeia. Por sua iniciativa, o Parlamento faz uma avaliação das recomendações específicas por país propostas pela Comissão Europeia no âmbito do processo do Semestre Europeu. O relatório deste ano é apresentado num contexto mais favorável de fortalecimento do setor bancário, de indicadores positivos nas contas estatais e na economia em geral. As políticas europeias e as reformas estruturais começam a produzir resultados visivelmente positivos. O presente texto alerta, no entanto, para alguns pontos essenciais que têm de ser tidos em atenção no desenvolvimento do processo de coordenação económica dos países: concentração nos objetivos de crescimento, emprego e investimento, a necessidade de maior controlo democrático do papel da troica, a existência de recomendações por país mais específicas e ajustadas ao Estado-Membro em causa, a necessidade da avaliação do impacto social das medidas e reformas levadas a cabo pelos Estados-Membros nos processos de recuperação económica e a avaliação dos motivos que levaram às grandes divergências internas no seio dos países da moeda única. Votei favoravelmente o presente relatório.

4-313-437

Alojz Peterle (PPE), *pisno*. – Podprl sem mnenje odbora za proračun ter zavrnitev rezov v politike raziskav, razvoja in zaposlovanja, ki bi oškodovali digitalno agendo, podjetništvo in brezposelnost, predvsem mladih - vsi pomembni dejavniki gospodarske rasti, pri katerih Evropa ne sme odstraniti svoje podpore.

4-313-500

Raül Romeva i Rueda (Verts/ALE), *in writing*. – In favour. It calls for direct banking recapitalisation by the European Stability Mechanism (ESM) to be available as soon as the Single Supervisory Mechanism (SSM) is in place, as announced by the Heads of State and Government of the eurozone in their June 2012 declaration; given the urgency of having a Single Resolution Fund to accompany the SSM, supports the immediate establishment of a backstop mechanism, with a reimbursement period by industry; asks the Commission to put forward a proposal to bring the ESM under the Community acquis while providing for comprehensive European Parliament democratic accountability.

4-314-000

Antolín Sánchez Presedo (S&D), *por escrito*. – El informe Ferreira es la contribución del Parlamento Europeo al Semestre Europeo para la coordinación de las políticas económicas, que, por primera vez, completa su ciclo tras la entrada en vigor del *two-pack* de gobernanza económica.

La legitimidad democrática del proceso requiere la participación del Parlamento Europeo y de los Parlamentos nacionales. Las nuevas recomendaciones específicas por país aprobadas por el Consejo reconocen la necesidad de políticas que compatibilicen la consolidación fiscal con el estímulo del crecimiento y el empleo. Para que sean útiles, es necesario que sean más detalladas y precisas. También hay que mejorar los sistemas de evaluación de su cumplimiento y de los programas nacionales de reformas. La Unión Europea necesita impulsar su competitividad en la economía mundial. Para ello, no es suficiente con una estrategia de reducción de costes; es preciso aumentar la productividad e invertir más en educación, investigación, innovación y desarrollo.

El texto aprobado pide la creación de un pilar social en la unión económica y monetaria y la introducción de los objetivos de la Estrategia Europa 2020 en las recomendaciones dirigidas a los Estados miembros con arreglo a los programas de reducción de déficit o desequilibrios excesivos; por eso lo he apoyado.

4-314-250

Sergio Paolo Francesco Silvestris (PPE), *per iscritto*. – Accolgo con favore questa relazione, negli ultimi anni molto è stato fatto per rispondere alle sfide pressanti poste dalla crisi del settore finanziario e del debito sovrano, con l'obiettivo di preparare la strada per il ritorno a una crescita sostenibile foriera di occupazione, nonostante le molte incertezze nei mercati finanziari. Tuttavia, la stagnazione dell'attività economica prevista per il 2013 e i livelli di disoccupazione inammissibilmente elevata, mostrano quanto sia fondamentale accelerare gli sforzi a sostegno della crescita in via prioritaria, e nel frattempo realizzare un risanamento di bilancio favorevole alla crescita. Il Consiglio europeo, dopo un ampio dibattito sulla situazione economica e sociale, ha fissato gli orientamenti per la politica economica degli Stati membri e dell'Unione europea nel 2013, in particolare: la crescita e occupazione. È necessario attribuire una particolare priorità al sostegno dell'occupazione giovanile e alla promozione della crescita e della competitività.

4-314-625

Kay Swinburne (ECR), *in writing*. – Once again I find myself having to oppose a European Parliament report that supports the introduction of a financial transaction tax. Evidence continually demonstrates that an FTT would damage our economies and hamper our recovery, at a time when it is more vital than ever that we back only measures that will support it.

4-315-000

Marc Tarabella (S&D), *par écrit*. – Je rappelle que le plein potentiel du secteur des services en termes d'économie et d'emploi reste encore inexploité. Je demande la mise en œuvre intégrale et appropriée de la directive européenne sur les services, tout en préservant les obligations de service public permettant de garantir un accès universel à des services de qualité et abordables pour tous. Rappelons aussi à certains États membres qu'ils doivent investir tout particulièrement dans des services sociaux de qualité. Les normes salariales

et sociales doivent être respectées. Il faut que les États membres suppriment les barrières dans le secteur du commerce de détail et les restrictions excessives en ce qui concerne les services professionnels et les professions réglementées.

4-315-125

Nuno Teixeira (PPE), *por escrito*. – O Semestre Europeu permite que as instituições europeias tenham uma palavra na definição das políticas macro e microeconómicas dos Estados-Membros. Este relatório de iniciativa faz uma análise das recomendações específicas para 2013 por país, propostas pela Comissão Europeia, com um plano aprofundado de cada Estado-Membro para a consolidação das finanças públicas e a implementação de reformas económicas para fomentar o crescimento e o emprego, à exceção dos países intervencionados. A lenta recuperação da União Europeia mostra que as políticas de austeridade nas finanças públicas e nas reformas estruturais estão a dar sinais positivos. Contudo, estes sinais não são sentidos na economia real, pelas pessoas. Daí a importância de um estudo do impacto social das medidas de ajustamento, em especial nos países intervencionados, que fazem um esforço hercúleo para cumprir os compromissos assumidos. Considero essencial a consolidação orçamental mas não devemos esquecer que a devemos fazer de uma forma favorável ao crescimento. Devemos apoiar as PME porque são estas a pedra basilar da economia europeia e apostar na educação e na inovação, fatores diferenciadores face aos parceiros da União.

4-315-250

Marie-Christine Vergiat (GUE/NGL), *par écrit*. – J'ai voté contre ce rapport relatif au Semestre européen. Le Semestre européen est la mise en œuvre directe du 6 Pack, pour reprendre le jargon européen. Il vise à "coordonner au niveau européen les politiques économiques et budgétaires en lien avec le Pacte de stabilité et de croissance" et à surveiller la mise en œuvre des réformes structurelles. On sait ce que cela veut dire. C'est la mise en œuvre et, en l'espèce, le contrôle par le Parlement européen des politiques austéritaires avec toujours le même leitmotiv : réduction des déficits excessifs. Morceaux choisis : le Parlement "exprime sa profonde préoccupation au sujet de la situation d'insécurité constante dans laquelle se trouvent les investisseurs privés, de leur manque de confiance et de leur hésitation à investir, en particulier en raison des normes de productivité" ; appelle les États à "moderniser leurs systèmes de soins de santé et de retraite et à ouvrir leur secteur des services" ; "demande la mise en œuvre intégrale et appropriée de la directive européenne sur les services". La GUE/NGL continuera de refuser globalement toutes ces politiques austéritaires et de promouvoir des politiques alternatives basées sur une autre répartition des richesses.

4-315-500

Angelika Werthmann (ALDE), *in writing*. – The 'European Semester' is a cycle of economic and fiscal policy coordination within the EU. During the European Semester the Member States align their budgetary and economic policies with the objectives and rules agreed at the EU level. I voted in favour of the European Semester report, because it states a clear perspective of priorities that every Member State and the European Union as a whole should apply, in order to provide a healthy and well-functioning economy. Taking into account the current context of the financial crisis in order to try restoring Europe's economy, I think we need long-term and sound investments and growth strategies. I think there is urgent action needed in areas like: investments for SMEs – alternative financing resources should be found; competitiveness – the European business environment should be more

competitive; tax havens, combating tax fraud – better tax policies that would actually encourage investors – sound public finances; new employment opportunities for our youth generation; education; research and innovation. My belief is that in order to end this crisis situation we need to boost Europe's competitiveness in a global economy context.

4-316-000

Jacek Włosowicz (EFD), *na piśmie*. – Po wprowadzeniu euro dobrą kondycję finansów publicznych zapewniał pakt stabilności i wzrostu, czyli jasne zasady ustanawiające powszechnie znane limity deficytu budżetowego i długu publicznego (odpowiednio 3 i 60 %.) Globalny kryzys gospodarczy i finansowy ujawnił jednak niedociągnięcia w zarządzaniu gospodarką i w nadzorze budżetowym na poziomie UE. Skuteczne rozwiązania tych problemów przyniósł wprowadzony w latach 2010-2011 europejski semestr na rzecz koordynacji polityki gospodarczej oraz pakiet sześciu wniosków ustawodawczych, czyli tzw. „sześciopak”, który wzmocnił różne aspekty paktu stabilności i wzrostu. Ze względu na to, że politykę budżetową we wspólnym obszarze walutowym cechuje większa współzależność, istnieje jednak wyraźna potrzeba wprowadzenia jeszcze silniejszych mechanizmów przeznaczonych dla strefy euro. W związku z tym w listopadzie 2011 r. Komisja zaproponowała dwa kolejne rozporządzenia, które mają wzmocnić nadzór budżetowy w strefie euro.

4-316-500

Zbigniew Ziobro (EFD), *na piśmie*. – Dziękuję sprawozdawcy za przedstawienie sprawozdania w sprawie europejskiego semestru na rzecz koordynacji polityki gospodarczej w 2013 roku. Mając na uwadze zmiany gospodarcze oraz kryzys strefy euro, wciąż dostrzega się problemy, jakimi są: zadłużenia, bezrobocie, szczególnie zauważalne pośród ludzi młodych, czy spadek konkurencyjności państw należących do UE względem światowych rynków. Dlatego też nadrzędnym celem polityki powinno być przede wszystkim zwalczanie powyższych kwestii. Należy nastawić się na działania zmierzające do poprawy sytuacji gospodarczej oraz przewyciężenia różnic społeczno-ekonomicznych pomiędzy państwami członkowskimi. Potrzebne są reformy oraz inwestycje, szczególnie na szczeblu lokalnym i regionalnym. Ważną sprawą jest również walka z oszustwami podatkowymi, które niekorzystnie wpływają na cały system gospodarki krajów UE.

4-316-750

Inês Cristina Zuber (GUE/NGL), *por escrito*. – Não podemos apoiar um relatório que tem na sua base um processo (Semestre Europeu) contra os interesses e aspirações dos trabalhadores e dos povos, antidemocrático, contra os direitos de soberania e nacionais. A maioria do PE defende não apenas a manutenção deste inaceitável processo, mas o aprofundamento das suas características fundamentais. Não é apenas enquanto processo que a maioria defende o aprofundamento do Semestre Europeu. É também no seu conteúdo. O relatório está pejo de exemplos: a defesa do alinhamento dos custos laborais com a produtividade, ou seja, fazer pagar aos trabalhadores os custos que lhe são alheios; a manutenção dos chamados programas de ajustamento, autênticos pactos de agressão contra os povos, e obrigar as políticas de cada país a cumprirem os objetivos da Estratégia 2020, ou seja, uma agenda de mais privatizações de empresas e serviços públicos, liberalizações e destruição de direitos laborais e sociais; a redução de impostos para o capital, utilizando o subterfúgio ambiental. A mesma maioria do PE que votou contra a alteração, por nós apresentada, no orçamento de um aumento das verbas para fazer face

ao desemprego jovem, é a mesma que critica neste relatório a falta de verbas. Numa palavra: hipocrisia.

13.10. Flüchtlingswellen im Mittelmeerraum, insbesondere die tragischen Ereignisse vor Lampedusa (RCB7-0474/2013, B7-0474/2013, B7-0475/2013, B7-0476/2013, B7-0477/2013, B7-0478/2013, B7-0479/2013, B7-0480/2013)

4-318-000

Mündliche Erklärungen zur Abstimmung

4-319-000

Marisa Matias (GUE/NGL). - Senhor Presidente, à União Europeia, aos Estados-Membros e aos europeus não basta lamentar todas as *Lampedusas*, fazê-lo e insistir numa política de controlo desumano das fronteiras, na penalização dos mais fracos e no reforço de uma Europa fortaleza é hipócrita e é cínico.

Só mudando a política de imigração europeia é que se podem proteger as pessoas que arriscam as suas vidas na tentativa de aí chegar e na expectativa de encontrar proteção, abrigo, futuro e solidariedade.

O que a União Europeia precisa é por isso de ter coragem para ter uma posição solidária e de investir no combate ao tráfico e exploração de seres humanos. Já é tempo de dar o exemplo no respeito pelos direitos humanos e evitar que aconteçam mais e mais *Lampedusas*.

É por isso que penso que a resolução que aprovámos nesta casa não pode ficar dentro destas paredes, tem de começar a surtir efeitos.

4-320-000

Rosa Estaràs Ferragut (PPE). - Señor Presidente, efectivamente, a raíz del aumento de las corrientes migratorias en el mar Mediterráneo, hemos podido presenciar muchas tragedias humanas, como la de Lampedusa la semana pasada, y, por esto, desde mi Grupo —el Grupo PPE— hemos hecho una reflexión muy profunda en torno a este tema.

Está claro que los instrumentos y las medidas actualmente en vigor no permiten ofrecer soluciones eficaces para evitar que vuelvan a ocurrir estas tragedias, tal como han indicado las autoridades italianas.

Lo que solicitamos es que se preste de inmediato ayuda humanitaria a todos los supervivientes de estos trágicos sucesos, en particular a los menores no acompañados. Evidentemente, reconocemos también todos los esfuerzos que han hecho las organizaciones no gubernamentales —especialmente Cáritas y Cruz Roja— y la población local en todas estas tragedias.

Son muy importantes —y así lo hemos subrayado— los acuerdos bilaterales. Apoyamos el grupo de trabajo que se ha creado en el Consejo y, sobre todo, la coordinación de todos los medios.

4-321-000

Ruža Tomašić (ECR). – Gospodine predsjedavajući, glasovala sam za prijedlog zajedničke rezolucije iako smatram da previše ističe humanitarnu, a premalo kaznenopravnu dimenziju ilegalne migracije na Sredozemlju. Tragedija kod Lampeduse sve nas je zavila u crno, ali

unatoč nesretnim okolnostima Unija si ne može dozvoliti da našom politikom upravljaju isključivo tuga i ogorčenost. Sredozemne članice već godinama imaju velikih problema s ilegalnim imigracijama i taj problem neće nestati zbog emotivnog pristupa već isključivo kao rezultat primjene učinkovitog rješenja. Stoga prije svega pozdravljam onaj dio rezolucije koji potiče sankcioniranje krijumčara ljudima, no čak i ako uspijemo sankcijama smanjiti broj krijumčara, problem će ostati neriješen bez bliske suradnje s državama iz kojih ilegalni imigranti dolaze i pojačanog nadzora financijskih sredstava koje Unija dodjeljuje kao pomoć tim državama. Ilegalnu migraciju moramo zaustaviti na njenom izvoru, a ne na odredištu.

4-322-000

Adam Bielan (ECR). - Panie Przewodniczący! Lampedusa jest celem największej liczby imigrantów z Afryki Północnej. Nielegalne i niezwykle niebezpieczne wyprawy pochłonęły w ostatnich latach życie kilku tysięcy osób. Stanowi to niewątpliwie poważne wyzwanie dla całej Wspólnoty. Zgadzam się, że musimy poszukiwać praktycznych rozwiązań, prowadzących do skutecznego ograniczenia tych dramatycznych wypadków.

Do zwalczania nielegalnej imigracji, przypadków handlu ludźmi czy przemytu niezbędny jest jednakże stały monitoring granic zewnętrznych oraz środki umożliwiające ich ochronę. Z tym większym niepokojem odbieram niedawne postulaty przeniesienia siedziby agencji FRONTEX z Warszawy na Sycylię. Zadaniem tej instytucji jest ochrona całości unijnych granic, a znacząca część jej zadań realizowana jest również na granicy wschodniej. Apeluję więc o rozsądek i umiar w formułowaniu podobnych propozycji.

4-323-000

Mitro Repo (S&D). - Arvoisa puhemies, äänestin tämän tärkeän päätöslauselman puolesta. Yhtenäiset käytännöt turvapaikka-asioissa ovat olleet pitkäaikaisena tavoitteenamme. Euroopan yhteinen turvapaikkajärjestelmä on historiallinen saavutus. Tämä saavutus on kuitenkin aivan yhdentekevä, mikäli se jää vain sanoiksi paperille ja kauniiksi teoreettiseksi ajatukseksi.

Ja näin todella käy, jos jäsenvaltiot eivät noudata velvoitteitaan. Ja näin asia näyttää nyt olevan. Neuvoston on toimittava, mutta myös jäsenvaltioiden on otettava vastuu. Nyt jos koskaan on aika solidaarisuudelle. Solidaarisuutta tarvitaan paitsi jäsenmaiden välillä, myös yksittäisten maiden välillä.

Perus- ja ihmisoikeuksien kunnioittaminen kuuluvat unionimme ytimeen, ja niitä ei tule sivuuttaa missään tilanteessa, etenkin silloin kun hätä on suuri ja tilanne akuutti. Tämä koskee myös, ja erityisesti, palauttamiskiellon periaatetta.

4-324-000

Bernd Posselt (PPE). - Herr Präsident! Lampedusa ist Europa, und Europa heißt Solidarität. Ich habe schon Ende der Neunzigerjahre hier eine feste Lastenteilung nach Quoten vorgeschlagen. Das wurde damals von südeuropäischen Staaten abgelehnt mit der Begründung, man sei nicht so betroffen wie Österreich, Bayern oder Deutschland. Heute ist es umgekehrt. Ich möchte sagen, wir müssen daraus lernen. Wir Europäer können immer wieder von solchen Entwicklungen getroffen werden, müssen den Notleidenden helfen, aber wir können das nur tun, wenn wir es solidarisch tun.

Ein zweiter Punkt: Wir brauchen endlich eine europäische Afrika-Strategie, die es ermöglicht, Afrika zu stabilisieren und für die Ärmsten der Armen dort Lösungen zu finden. Ihre Flucht nach Europa, selbst wenn sie noch so human erfolgen würde, kann immer nur eine Notlösung sein. Da müssen wir helfen. Aber die Afrika-Strategie wäre die angemessene Antwort auf die Entwicklung in Afrika, die wirklich katastrophal ist und die Menschen zutiefst in ihrer Existenz trifft.

4-325-000

Charles Tannock (ECR). - Mr President, earlier this month up to 300 people drowned off the coast of Lampedusa, off Sicily, and I welcome the motion for raising the subject in the House. This tragic event brings the number of refugees who have lost their lives whilst crossing the Mediterranean Sea from North Africa during the past decade to over 6 000.

It is clear that action needs to be taken to prevent any further loss of life, but it is important that we do so by tackling not just the consequences of illegal migration but also the causes. The personal stories of migrants attempting to reach Europe are not to be envied. People are fleeing the single-party-state politics of Eritrea, the destruction and destitution of North Africa in the wake of the Arab Spring, the horrors of Al-Shabaab in Somalia, and worse. Whilst the EU has a number of measures at its disposal to tackle the situation – and of course this is primarily a competence of the Member States – we must be reminded of the very real need to improve lives by giving aid and trade concessions and making the chance for people to remain in their own home countries much more of a reality. It is only by doing this that we will remove the incentive for people to embark on these perilous crossings in the first place.

4-326-000

Schriftliche Erklärungen zur Abstimmung

4-326-250

Luís Paulo Alves (S&D), *por escrito.* – Aprovo o presente relatório, começando por apelar a uma abordagem mais holística em relação à migração, a fim de garantir que os assuntos ligados a esta matéria possam ser tratados de forma global. Deste modo, encorajo a União Europeia a desenvolver uma estratégia mais abrangente, em particular no que diz respeito ao Mediterrâneo, o que coloca a migração de mão-de-obra dentro do contexto social, económico e político da sua vizinhança, devendo a União Europeia e os seus Estados-Membros ponderarem os instrumentos disponíveis ao abrigo da política da União Europeia em matéria de vistos e da legislação sobre a migração de mão-de-obra. Deste modo, insto, igualmente, os Estados-Membros a estabelecerem pesadas sanções penais aos indivíduos que facilitam o tráfico de seres humanos tanto para o interior como através da União Europeia, e a lançarem campanhas de informação de grande envergadura destinadas a fazer aumentar a consciência sobre os tipos de riscos que enfrentam aqueles que colocam as suas vidas nas mãos de traficantes e de contrabandistas.

4-326-500

Pino Arlacchi (S&D), *in writing.* – According to the International Organisation for Migration, since 1993, more than 20 000 persons died at sea. I believe that Lampedusa should be a turning point for Europe and that the only way to prevent another tragedy is to adopt a coordinated approach based on solidarity and responsibility, with the support of common instruments. The EU should do everything possible to save the lives of people

in danger. For this reason with this resolution we welcome the intention of the European Commission to establish a task force on the issue of migratory flows in the Mediterranean. In addition the EU must continue to offer humanitarian, financial and political assistance in crisis areas in North Africa and the Middle East in order to tackle migration and humanitarian pressures at their root cause. But most of all, the Member States must respect the principle of non-refoulement, in compliance with existing international and EU law. Also, countries like Italy, Greece and Spain must immediately put an end to any improper and extended detention practices in violation of international law.

4-326-750

Zigmantas Balčytis (S&D), *raštu*. – Balsavau už šį siūlymą, kurio tikslas – aptarti migraciją Viduržemio jūros regione ir užkirsti kelią nesiliaujančioms tragedijoms. Pastarųjų tragiškų įvykių prie Lampedūzos krantų aukomis tapo mažiausiai 360 migrantų ir daug kitų dingo be žinios. Nuo 1993 m. jūroje žuvo mažiausiai 20 000 žmonių. ES lygmeniu vis dar trūksta aiškumo dėl atsakomybės paskirstymo tarp įvairių subjektų, susijusių su pagalbos teikimu nelaimės ištiktiems laivams, taip pat dėl atsakomybės už paieškos ir gelbėjimo operacijų koordinavimą. Pritariu išvardintiems siūlymams skirti daugiau biudžeto lėšų Europos prieglobsčio paramos biurui (EASO) ir FRONTEX, kad būtų padedama VN tais atvejais, kai joms reikia didesnės techninės ir operatyvinės pagalbos prie išorės sienų. Taip pat greitai susitarti dėl naujų FRONTEX koordinuojamų jūros operacijų sekimo taisyklių, kad būtų sukurtos veiksmingos ir suderintos ES lygmens gelbėjimo priemonės. Pritariu siūlymui nustatyti griežtas baudžiamąsias sankcijas asmenims, sudarantiems sąlygas prekybai žmonėmis į ES ir ES viduje.

4-327-000

Ivo Belet (PPE), *schriftelijk*. – De opeenvolgende tragische gebeurtenissen in Lampedusa en elders in de Middellandse Zee verplichten ons om in een hogere versnelling te gaan. De criminele netwerken van mensenhandel kunnen en moeten we nu veel efficiënter aanpakken door een snelle opstart van Eurosur; boten met vluchtelingen zullen zo veel sneller kunnen worden opgespoord en de mensen zullen kunnen worden gered. Opvoering van de samenwerking met de landen van oorsprong en de transitlanden is hierbij uiteraard cruciaal.

Met het hervormde Europees asielbeleid beschikken we nu over een gezamenlijk kader voor een correcte en solidaire aanpak. Maar veel lidstaten moeten de gemaakte afspraken nog in de praktijk omzetten. En uiteraard moeten we tegelijk doorgaan met de aanpak van de oorzaken van deze migratie. Mensen zijn wanhopig en zetten hun leven op het spel, omdat ze weg willen uit hun land dat wordt geteisterd door dictatuur, armoede en oorlog. Laten we dit bovenaan de agenda zetten van de volgende EU-top en een nieuw initiatief opstarten dat een teken van hoop is, met name voor de Hoorn van Afrika.

4-328-000

Mario Borghezio (NI), *per iscritto*. – Non si illuda chi si entusiasma, poco scientemente, per l'approvazione al Parlamento europeo di una risoluzione sulla necessità di "rivedere o modificare leggi che puniscono chi soccorre i migranti" (che non è affatto una sconfessione della legge Bossi).

Per due buoni motivi: 1) la legge Bossi non punisce assolutamente chi soccorre migranti, tant'è vero che anzi ha aumentato le pene per chi organizza la tratta dei clandestini; le risoluzioni del PE hanno un effetto paragonabile all'acqua che scorre sul marmo... 2)

Nessuno si illuda: noi difenderemo la legge Bossi fino alla morte, perché la consideriamo l'ultimo baluardo contro l'invasione dei clandestini in Italia ed in Europa.

Ancora una volta l'informazione RAI si accoda prontamente alla "vulgata" immigrazionista, dando immediata diffusione alla falsa notizia che la risoluzione condannerebbe la legge Bossi sull'immigrazione: un caso di scuola di disinformazione che ben giustifica la lotta che noi della Lega conduciamo anche in Europa contro il "pizzo" del canone RAI.

4-328-500

John Bufton (EFD), *in writing*. – Against I voted against this report as my party is opposed to the greater dispersal/sharing of immigrants between Member States that it calls for.

4-328-750

Antonio Cancian (PPE), *per iscritto*. – Ho votato a favore della proposta di risoluzione perché ritengo indispensabile che, all'impegno di Paesi, come l'Italia, soggetti a forti pressioni migratorie provenienti dalla sponda sud del Mediterraneo, debba conseguire un'adeguata condivisione degli oneri fra tutti gli Stati membri. Ritengo di importanza cruciale una maggiore collaborazione tra Frontex e le autorità di frontiera nazionali, nonché l'attuazione di pene più severe nei confronti delle organizzazioni criminali che alimentano la tratta degli esseri umani, allo scopo di arginare il fenomeno. Condivido, inoltre, la possibilità di valutare l'applicazione del Trattato di Dublino con adeguata flessibilità.

4-328-875

Maria Da Graça Carvalho (PPE), *por escrito*. – Manifesto a minha profunda tristeza e enorme pesar perante a trágica perda de vidas ao largo de Lampedusa, em 3 de outubro. Os Estados-Membros têm a obrigação legal de prestar socorro aos migrantes no mar. A única forma de impedir novas tragédias no Mediterrâneo passa pela adoção de uma abordagem coordenada a nível da UE, baseada na solidariedade e na responsabilidade. É preferível uma entrada legal na UE a uma entrada irregular mais perigosa, que pode comportar riscos de tráfico de seres humanos e causar a perda de vidas. Por outro lado, os Estados-Membros deverão estabelecer pesadas sanções penais aos indivíduos que facilitam o tráfico de seres humanos e desenvolver uma melhor coordenação de meios e recursos, incluindo os que se encontram à disposição da agência Frontex (como o sistema de vigilância Eurosur) e da Europol, de forma a intensificar, juntamente com países terceiros, a luta contra as redes criminosas de contrabandistas e de traficantes de seres humanos.

4-329-000

Carlos Coelho (PPE), *por escrito*. – As recentes tragédias a que assistimos em Lampedusa, que levaram à morte de várias centenas de pessoas, evidenciam uma vez mais a urgência, bem como a responsabilidade que recai sobre a União e sobre os seus Estados-Membros de encontrar as respostas mais adequadas para fazer face a este enorme desafio em termos de direitos humanos. Salvar vidas humanas é algo que não pode ser questionado. Para tal, é necessário introduzir as alterações necessárias à legislação em vigor, quer ao nível da UE, quer dos Estados-Membros, de forma a criar uma maior clareza e segurança jurídica, ultrapassando assim as dificuldades levantadas pela existência de regras e práticas divergentes, bem como para eliminar eventuais obstáculos ainda existentes. É incompreensível que vários Estados-Membros acusem publicamente a União de falta de acção neste domínio e, ao mesmo tempo, no seio do Conselho lhe neguem competências, apesar do Tribunal de Justiça se ter pronunciado claramente sobre este assunto. A Europa

tem uma longa tradição na protecção dos direitos humanos e estou convicto de que todos nós queremos continuar a orgulharmo-nos do papel que a Europa sempre teve de liderança nestas matérias. É importante, no entanto, relembrar que a partilha de responsabilidades e a solidariedade são factores indispensáveis para garantir a protecção da vida humana e dos direitos fundamentais.

4-329-062

Lara Comi (PPE), *per iscritto*. – Il Parlamento Europeo nella sua collegialità ha espresso, con questa risoluzione, solidarietà alle vittime delle tragedie subite dai migranti, e ha proposto soluzioni politiche per porre fine a questa barbarie. Da Italiana, ma soprattutto da persona di buon senso, non ho potuto che votare a favore. Vale tuttavia la pena di sottolineare due aspetti: il primo è che le soluzioni non possono giungere da risoluzioni come questa, che non hanno valore legislativo, ma dal seguito che le istituzioni competenti daranno a queste dichiarazioni. Il secondo riguarda un enorme malinteso che ho letto sui giornali: qualcuno ha messo in giro la voce che la Bossi-Fini, la legge sull'immigrazione vigente in Italia, punisce il soccorso in mare ai migranti identificandolo come complicità degli scafisti, e quindi il punto 24 di questa risoluzione, che condanna tale misura, è stato interpretato come una richiesta di rivedere questa legge. In realtà, poiché la legge citata non contiene nessun riferimento simile, nessuno si è sognato di interferire con la sovranità italiana nella gestione dell'immigrazione.

4-329-093

George Sabin Cutaş (S&D), *în scris*. – Am votat în favoarea rezoluției privind fluxurile migratorii din Mediterană. În contextul tragediei care a avut loc la Lampedusa, Uniunea trebuie să își revizuiască politica referitoare la migrație. Este nevoie de o mai bună coordonare la nivel european și de instrumente comune pentru a salva vieți și pentru a le veni în ajutor celor care cer azil.

4-329-125

Marielle de Sarnez (ALDE), *par écrit*. – La série de drames qui a endeuillé les côtes italiennes et maltaises est la énième conséquence des guerres en cours et doit entraîner un tournant pour l'Union. Cette situation inacceptable marque l'échec d'une politique d'immigration pensée au seul niveau national. L'Union européenne dispose d'un outil adapté à cette situation d'urgence : le statut de réfugié temporaire. Mais celui-ci est aujourd'hui le « fardeau » des pays côtiers qui sont contraints d'instruire les dossiers en tant que premier pays d'accueil. Des points d'arrivée officiels et sécurisés partout sur le territoire de l'UE sont donc indispensables si l'on veut éviter ces périples dramatiques au large de nos côtes. Au-delà de l'asile, il y a la question de l'immigration clandestine, qui peut mener au pire. Cette question doit être traitée à la source. Il faut lutter résolument contre les filières de passeurs et les trafiquants d'êtres humains. La maîtrise de ce fléau doit être pensée à long terme et s'inscrire dans une politique concertée d'asile et d'immigration qui soit juste et respectueuse des droits de l'Homme.

4-329-250

Ioan Enciu (S&D), *par écrit*. – Les récentes tragédies en Méditerranée devraient constituer un tournant pour l'Union européenne et sa politique migratoire. La seule solution à ces drames successifs est l'adoption d'une approche coordonnée, basée sur les principes de solidarité et de responsabilité, avec le soutien des instruments existants et récemment

adoptés. La position du Parlement européen concernant la proposition de règlement établissant un Système de Surveillance des Frontières Européen (EUROSUR), adoptée en première lecture le 10 octobre dernier, constitue un pas en avant dans la coordination européenne en la matière. L'UE et ses États membres doivent également continuer à pousser à l'adoption de nouvelles mesures veillant à favoriser l'immigration légale et à éviter de nouvelles tragédies. L'Union européenne doit continuer à garantir les droits de l'homme des migrants, demandeurs d'asile et réfugiés, particulièrement des mineurs non-accompagnés. Je me réjouis de l'adoption de cette résolution et de l'attention croissante de l'UE et des États membres envers cette problématique centrale qui doit nous permettre de développer une stratégie compréhensive qui place les migrations de travail dans le contexte du développement social, économique et politique du voisinage de l'Union.

4-329-500

Diogo Feio (PPE), *por escrito*. – Obviamente que a minha voz se junta à dos ficam profundamente desolados sempre somos confrontados com a trágica perda de vidas ao largo de Lampedusa. É claro que não posso estar contra o envio de mais esforços para impedir que mais vidas se percam no mar. Os Estados-Membros têm a obrigação legal de prestar socorro aos migrantes no mar. Defendo que é preferível uma entrada legal na UE, a uma entrada irregular mais perigosa. Tal só pode ser conseguido mediante uma abordagem coordenada, baseada na solidariedade e na responsabilidade, e apoiada por instrumentos conjuntos.

4-329-625

José Manuel Fernandes (PPE), *por escrito*. – As tragédias humanitárias de Lampedusa são o reflexo dos desequilíbrios de desenvolvimento económico e social entre regiões e países, no contexto da economia global. Evidenciam o problema dos fluxos migratórios à escala global e a importância das políticas europeias com os países terceiros. Como pioneira e baluarte da defesa dos direitos sociais e do progresso humano, a União Europeia não pode deixar de dar uma resposta real e eficaz que conduza à eliminação de abusos e explorações da condição humana, sobretudo das populações mais fragilizadas. Segundo a Organização Internacional para as Migrações, pelo menos 20 mil pessoas morreram no mar nos últimos 20 anos, o que representa uma média de mil pessoas por ano. Estão em causa vidas humanas, pelo que a União Europeia e os Estados-Membros não podem regatear esforços e recursos para evitar estas tragédias e garantir melhor coordenação das operações de busca e salvamento, até porque, em muitas situações, estamos perante abusos de contrabandistas e traficantes de seres humanos.

4-329-750

João Ferreira (GUE/NGL), *por escrito*. – Sucodem-se acontecimentos trágicos e revoltantes ao largo da ilha italiana de Lampedusa. Mas nem por isso esta resolução faz uma avaliação séria da situação existente. Muito menos faz a defesa, que se impunha, de políticas que ajudem a encontrar soluções para a tragédia humana diária de milhares de imigrantes que tentam chegar à União Europeia. O que, mais uma vez, aconteceu em Lampedusa demonstra o carácter desumano da política de imigração da UE, responsabilizando as instituições da UE, incluindo a maioria deste Parlamento, enquanto promotores e apoiantes da mesma. Esta política continuará a provocar a morte, os maus-tratos e as mais hediondas violações dos direitos humanos dos imigrantes. Os que fogem à exploração, à fome e à miséria para procurar uma vida um pouco melhor não podem ser tratados como criminosos. Com mais propriedade poderão ter esse qualificativo os que defendem políticas que permitem (ou

toleram) a morte de milhares de seres humanos no Mediterrâneo. Nesta resolução, por detrás das palavras de circunstância habituais nestas ocasiões, sobressai a vontade de manter e aprofundar a mesma política repressiva e criminosa – veja-se o papel que é conferido à FRONTEX. Nenhuma medida é proposta para abordar a origem deste problema.

4-329-875

Carlo Fidanza (PPE), *per iscritto*. – Ho votato a favore della risoluzione in quanto per la prima volta si parla di condivisione della responsabilità fra Stati membri nella gestione degli immigrati e questo per l'Italia è molto importante. Purtroppo il voto di oggi in Italia è oggetto di strumentalizzazione da parte della sinistra in quanto la mozione chiede di «modificare o rivedere eventuali normative che infliggono sanzioni a chi presta assistenza in mare». Subito sono partiti gli attacchi gratuiti e ingiustificati alla legge Bossi-Fini. Voglio ricordare al riguardo che la legge Bossi-Fini non prevede in alcun modo che possano essere sanzionate le persone che prestino soccorso in mare ad immigrati in difficoltà. Sostenere che la Bossi-Fini sia causa di naufragi per il timore dei marinai di essere perseguiti per favoreggiamento dell'immigrazione clandestina è una speculazione politica sulla pelle di centinaia di disperati e rappresenta il tentativo di indebolire una legge senza la quale saremmo alla mercé di scafisti e trafficanti senza scrupoli.

4-330-000

Monika Flašíková Beňová (S&D), *písomne*. – Vychádzajúc z údajov Medzinárodnej organizácie pre migráciu zahynulo na mori od roku 1993 najmenej 20 000 osôb. Tento smutný udaj zdôrazňuje potrebu vyvinúť maximálne úsilie na záchranu ľudských životov v nebezpečenstve, ktorému čelia v medzinárodných vodách. Tragická udalosť, ku ktorej došlo začiatkom októbra na talianskej Lampeduse by mala byť pre EU ozajstným mŕtnikom. S cieľom predchádzať obdobným tragédiám je opodstatnené prijať spoločný európsky postup kladúci si za cieľ podniknúť také kroky, aby k takýmto udalostiam viac nedochádzalo. Tomu môže napomôcť i prehĺbenie spolupráce s tretími krajinami, ako aj posilnenie cezhraničnej spolupráce na vonkajších hraniciach členských štátov Únie.

4-331-000

Ildikó Gáll-Pelcz (PPE), *írásban*. – A Lampedusa-szigetnél vízbe fulladt bevándorlók tragédiájának fordulópontot kell hozni az EU bevándorlás-politikájában. Támogattam az állásfoglalási indítványt, hiszen jómagam is úgy vélem, hogy a hasonló katasztrófákat csak uniós szinten koordináltan, a szolidaritás és a felelősségvállalás elvét követve lehet elkerülni.

Fontosnak tartom azt, hogy a közeljövőben a migráció kezeléséről szóló szerződéseket megkössék a tranzitországokkal, természetesen mindemellett a bevándorlók kiindulási országának is segítséget kell biztosítani.

Lampedusa fordulópont lehet Európa számára: egy újabb tragédia csak úgy akadályozható meg, ha a tagállamok a közös eszközökre támaszkodva szolidaritáson és felelősségmegosztáson alapuló összehangolt megközelítést fogadnak el.

4-331-125

Elisabetta Gardini (PPE), *per iscritto*. – Il fatto che occorra adottare una strategia a livello europeo per affrontare il problema dei flussi migratori nel Mediterraneo è stato ampiamente sostenuto da me e dai miei colleghi italiani. La recente tragedia di Lampedusa, che ha visto la morte in mare di 320 migranti, dovrebbe concretamente, e non solo a parole,

rappresentare un momento di svolta del nostro essere autenticamente Europa! Solo un approccio coordinato basato su strumenti comuni e sui principi di solidarietà e condivisione delle responsabilità può fare la differenza: su questo c'è molto lavoro da fare. La creazione di una task force sul problema dei flussi migratori nel Mediterraneo che consideri sia questioni di carattere politico che di carattere operativo, può rappresentare una prima tappa. Il rafforzamento sul piano finanziario degli strumenti comuni esistenti, quali l'Agenzia Frontex, che coordina gli Stati membri nel controllo delle frontiere esterne, e il "European Asylum Support Office", è un'altra questione prioritaria. Oltre a questo, in un'ottica di lungo periodo, l'Unione e gli Stati membri dovrebbero riconsiderare la politica dei visti e la legislazione sull'immigrazione di lavoratori e concludere accordi con i Paesi di transito dei migranti, al fine di assicurare il rispetto dei diritti fondamentali dei migranti stessi ed evitare che cadano nelle mani dei trafficanti.

4-331-250

Bruno Gollnisch (NI), *par écrit*. – Beaucoup des propositions faites dans cette résolution sont totalement irresponsables : considérer de facto que tout immigré est un demandeur d'asile potentiel et non pas un simple immigré économique, vouloir organiser la répartition forcée de ces pseudo-réfugiés à travers l'Europe et donner une liste des lieux propices au débarquement des candidats à l'immigration secourus en mer... Pourquoi, à ce compte, ne pas réorganiser les navires de Frontex en compagnie de transport maritime, et distribuer des brochures aux futurs passagers pour qu'ils puissent choisir leur pays de destination ?

L'émotion n'est pas bonne conseillère. Déjà, la mise en accusation des Européens sur la prétendue indifférence qu'ils manifestent à l'égard du secours en mer a permis aux passeurs de s'organiser. Savoir qu'une patrouille Frontex est dans les parages, c'est pouvoir entasser des centaines de personnes sur des embarcations de fortune, avec la quasi certitude qu'ils seront recueillis avant que le pire n'arrive, puis emmenés en Europe! Risquer la vie d'enfants est une stratégie volontaire pour éviter le refoulement des adultes.

Vous voulez accueillir la misère du monde, mais vous ne faites que la surajouter à la misère que la crise et vos politiques ont produite ici même, en Europe, et qui devrait être votre absolue priorité.

4-331-375

Nathalie Griesbeck (ALDE), *par écrit*. – L'Histoire bégaye et se répète. Notre Parlement vient d'adopter une nouvelle résolution sur les tragiques et récents événements de Lampedusa : un nouveau drame qui nous rappelle que, chaque jour, des hommes et des femmes fuyant les affres de la guerre meurent en Méditerranée pour avoir essayé de trouver refuge en Europe. Si je me réjouis de l'adoption de cette résolution forte, que j'ai immédiatement cosignée; je déplore que chaque année, de nouveaux naufrages aient lieu alors que nous pourrions les éviter. L'Union européenne dispose d'une foule d'instruments, d'une série d'outils, d'une panoplie de moyens, mais rien ne se passe. Ainsi, malgré les mois qui se sont écoulés, nous demandons toujours la même chose : nous demandons aux Etats de prendre la mesure de l'urgence de la situation ; nous demandons aux Etats de respecter leurs obligations qui sont les leurs en matière de sauvetage en mer et ensuite d'agir, d'entreprendre des actions réelles, d'une part, pour prévenir de telles catastrophes et, d'autre part, se doter d'une politique migratoire commune. Pour toutes ces raisons, j'ai résolument voté en faveur de cette résolution.

4-331-500

Sylvie Guillaume (S&D), *par écrit*. – La tragédie de Lampedusa doit sonner comme un signal d'alarme pour l'ensemble de l'Union européenne. En soutenant cette résolution, j'ai souhaité appeler la Commission européenne, ainsi que le Conseil, à radicalement changer d'approche en matière de migration. J'ai défendu notamment la suppression de toute disposition sanctionnant les personnes qui portent secours en mer aux migrants en détresse, le renforcement des obligations internationales des États membres en matière de recherche et sauvetage en mer et le développement de voies légales pour les migrants et demandeurs d'asile pour gagner l'Europe. Tant que l'UE et les États membres n'adopteront pas une approche globale incluant les multiples facettes liées aux questions migratoires, les migrants continueront de faire appel à des trafiquants ou des réseaux criminels et de risquer leur vie sur des routes de plus en plus dangereuses. Il est temps que chacun assume ses responsabilités et cherche à mettre en œuvre une politique migratoire européenne intégrée, s'attaquant aussi bien aux symptômes qu'aux causes profondes du phénomène, et ce afin d'éviter que d'autres tragédies comme celles dont nous avons été témoins les semaines passées ne se répètent.

4-332-000

Ágnes Hankiss (PPE), *in writing*. – I welcome the EPP's motion for a resolution, which gives particular attention to the migration flows in the Mediterranean following the tragic events of Lampedusa, where several hundred migrants died recently. I regret the fact that, despite the already existing measures in the Mediterranean, this disastrous event was not prevented. It is vital to distinguish between economic migrants and genuine refugees and, therefore, to concentrate more on the genuine refugees in order to fully support them and provide aid to those who are in need. The main focus needs to be put on better coordination of EU means and resources, with particular reference to Frontex (such as EUROSUR). This will not only ensure the protection and save the lives of migrants, but in cooperation with Europol and third countries, the fight against criminal networks of human traffickers and smugglers could be pursued in a more efficient way. Therefore, it is essential that we build up a proportional system with greater solidarity in which Member States take up equal responsibility for the reception of refugees.

4-332-500

Brice Hortefeux (PPE), *par écrit*. – Le Parlement européen réagissait à l'actualité ce mercredi 23 octobre en adoptant une résolution sur les flux migratoires sous le prisme du naufrage de migrants au large de Lampedusa. J'ai déjà eu l'occasion de m'exprimer à ce sujet. La mort de ces migrants est une tragédie à laquelle on ne peut rester insensible et je n'oublie pas que ces migrants, bien souvent, fuient des zones de conflit pour venir chercher en Europe une sécurité malgré tout bien illusoire. Cependant, l'Europe aujourd'hui n'est plus en capacité d'accueillir ces milliers de clandestins car les États membres, eux-mêmes, traversent une période économiquement et socialement très difficile qui révèle combien notre système d'immigration et d'intégration du XX^{ème} siècle est inadapté. C'est pourquoi, il me semble essentiel que nous repensons notre modèle social trop attractif qui permet la gratuité des soins pour les clandestins alors que les citoyens doivent s'acquitter d'une franchise allant jusqu'à 50 euros. J'observe, par ailleurs, que l'instabilité dans la région de l'Afrique subsaharienne et dans le pourtour méditerranéen devrait nous inciter à intensifier le dialogue avec les pays source et de transit. Enfin, le renforcement capacitaire et financier

de FRONTEX avec la création d'une police aux frontières me paraît absolument indispensable.

4-333-000

Juozas Imbrasas (EFD), *raštu*. – Pritariau siūlymui, kadangi ES lygmeniu vis dar trūksta aiškumo dėl atsakomybės paskirstymo tarp įvairių subjektų, susijusių su pagalbos teikimu nelaimės ištiktiems laivams, taip pat dėl atsakomybės už paieškos ir gelbėjimo operacijų koordinavimą. Tokios tragedijos, kaip migrantų žūtis prie Lampedūzos salos (Italija), turėtų pakeisti Europą, o pačių nelaimių galima išvengti tik ES valstybių koordinuotais veiksmais, kurie remtųsi solidarumu ir atsakingumu. ES valstybės privalo tvirtai laikytis savo tarptautinių prievolių vykdyti gelbėjimo operacijas jūroje ir aktyviau užkirsti kelią tolesnėms tragedijoms. Trečiosios šalys taip pat turi vykdyti savo tarptautinius įsipareigojimus ir rengti gelbėjimo operacijas jūroje. Ateityje reikia skirti pirmenybę ES ir tranzito šalių dvišaliams migracijos valdymo susitarimams bei turime toliau šalinti tikrąsias migracijos priežastys. Tarp Ispanijos ir Kipro reikėtų dislokuoti paieškos ir gelbėjimo operacijas ir sukurti darbo grupę migracijos srautų Viduržemio jūroje klausimais. ES Tarybą ir Europos Komisiją turėtų apsvarstyti galimybę suburti ES pakrančių apsaugos komandą. Būtina sugriežtinti sankcijas prekyautojams žmonėmis, geriau koordinuoti ES, tame tarpe ir ES išorės sienos apsaugos agentūros (FRONTEX) ir Europos policijos biuro (EUROPOL) turimus išteklius, siekiant kartu su trečiosiomis šalimis kovoti su prekyautojų žmonėmis tinklais ir kontrabandininkais. ES valstybės turi panaikinti ar persvarstyti visus teisės aktus, pagal kuriuos baudžiama už pagalbą migrantams jūroje.

4-333-500

Philippe Juvin (PPE), *par écrit*. – J'ai soutenu cette proposition de résolution. Ces derniers mois, les flux migratoires ont fortement augmenté en Méditerranée et des tragédies humaines ont lieu, notamment celle de Lampedusa. Le groupe PPE a donc demandé lors de la dernière session plénière qu'une discussion ait lieu avec la Commission. Cette résolution reprend les thématiques de la défense des frontières, des différents trafics présents dans la zone et de possibles accords avec les pays d'Afrique du Nord entre autres. Cette résolution a été adoptée à une large majorité et je m'en félicite.

4-333-750

Agnès Le Brun (PPE), *par écrit*. – Le Parlement européen a adopté une résolution adressant plusieurs recommandations aux États membres en vue du Conseil européen des 23 et 24 octobre, qui portait notamment sur la politique européenne de l'immigration. Nous avons exigé le rétablissement des crédits coupés dans le projet de budget 2014 afin de renforcer les moyens d'action de Frontex, l'agence chargée de gérer la coopération aux frontières extérieures de l'UE, et du bureau européen d'appui en matière d'asile. Nous avons également souhaité que de nouvelles règles soient définies en matière d'interceptions en mer. Les législations des États membres prévoyant des sanctions à l'encontre des personnes qui portent secours aux migrants en mer devraient être révisées, car les populations locales sont souvent présentes avant les secours et peuvent sauver des vies. Enfin, nous avons appelé à une plus grande solidarité de l'Union européenne envers les pays du Sud de l'Europe, qui font face à des flux importants d'immigration illégale vers l'Europe. J'ai voté en faveur de cette résolution car je considère que l'Union européenne doit adopter une véritable politique de l'immigration, améliorer la coopération entre États membres et allouer plus de moyens aux instruments déjà existants.

4-333-875

Krzysztof Lisek (PPE), *na piśmie*. – Głosowałem za przyjęciem rezolucji ze względu na konieczność poprawienia patrolowania, ratownictwa i nadzoru granic morskich Unii Europejskiej. Całkowicie popieram tezę, że Frontex i państwa członkowskie powinny dopilnować, aby niesienie pomocy migrantom znajdującym się w niebezpieczeństwie i operacje ratunkowe na morzu znalazły się wśród głównych priorytetów przy wykonywaniu niedawno przyjętego rozporządzenia w sprawie EUROSUR. Doceniam ogromny nakład prac ze strony mieszkańców Włoch, Malty oraz przez przedstawicieli organizacji pozarządowych – Caritasu i Czerwonego Krzyża – przy ratowaniu imigrantów. Cieszę się, że rozpoczął się już proces uzgadniania nowych wiążących zasad przejmowania operacji na morzu koordynowanych przez Frontex. Wypracowanie skutecznych i skoordynowanych działań ratowniczych na szczeblu unijnym oraz dopilnowanie, aby operacje te były prowadzone w pełnej zgodności z właściwymi międzynarodowymi prawami człowieka oraz z przepisami i normami dotyczącymi uchodźców, jak też z obowiązkami wynikającymi z prawa morskiego, jest naszym priorytetem.

4-334-000

Petru Constantin Luhan (PPE), *în scris*. – Domnule Președinte, stimați colegi, Condițiile de trai insuportabile din țările de origine au cauzat o creștere majoră a numărului de imigranți în Uniunea Europeană. În încercarea de a intra în Uniune aceștia călătoresc pe mare în vase mici și neadecvate care reprezintă un pericol pentru propria viață. Tragedia care a avut loc în sudul Italiei, unde mai mult de 360 de persoane și-au pierdut viața încercând să ajungă pe continent este o drama europeană și este regretabil un astfel de eveniment și faptul că Uniunea nu a putut face nimic să îl evite. De aceea consider că este nevoie de un program european care să beneficieze de resursele financiare și umane necesare pentru a detecta din timp astfel de nave. Creșterea bugetului pentru EASO și FRONTEX este necesară ca un astfel de incident să nu mai aibă loc pe viitor și să protejăm viața oamenilor care din diverse motive se supun la riscuri foarte mari. Vă mulțumesc !

4-335-000

Antonio Masip Hidalgo (S&D), *por escrito*. – La tragedia de Lampedusa ha asolado las conciencias de la humanidad. Con mi Grupo he pretendido votar algunas de las aportaciones del Grupo Verts/ALE tendentes a ampliar la interpretación del acuerdo dublinés, demasiado constreñido, para distribuir mejor las consecuencias de la emigración que llega a nuestras fronteras, pues está claro que Italia sola no puede encarar este grave problema europeo.

Uno de los primeros en llegar a Lampedusa ha sido el sacerdote asturiano Don Ángel García, de la ONG Mensajeros de la Paz, cuya voz, lo mismo que la emitida por él mismo desde Siria, debe ser escuchada. Expreso mi admiración a Don Ángel, junto a la Cruz Roja y Cáritas, mencionadas en la Resolución, y a los ciudadanos italianos y malteses que han intervenido en el rescate del mar.

4-335-500

Véronique Mathieu Houillon (PPE), *par écrit*. – Suite aux évènements tragiques survenus récemment à Lampedusa, les États membres devraient prendre des mesures supplémentaires afin d'éviter que des personnes ne périssent en mer. La mise en place d'une stratégie européenne fondée sur la solidarité et la responsabilité est nécessaire. Les États membres devraient approfondir leur coopération et faciliter les échanges entre leurs garde-côtes. Des fonds supplémentaires devraient être accordés aux agences européennes telles que

FRONTEX et le Bureau européen d'appui en matière d'asile afin d'aider les États membres situés aux frontières extérieures de l'UE, qui ont le plus besoin d'assistance. Dans le domaine pénal, les États membres devraient adopter des sanctions sévères à l'encontre des passeurs afin de lutter contre le phénomène de la traite des êtres humains et dissuader ces trafiquants. Enfin, l'Union doit poursuivre son action humanitaire dans les zones en crise en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, de manière à s'attaquer aux causes profondes de ces pressions migratoires.

4-338-000

Jean-Luc Mélenchon (GUE/NGL), *par écrit*. – Selon l'Organisation internationale pour les migrations, 20 000 personnes au moins ont péri en mer depuis 1993. Cette résolution, qui fait suite aux drames récurrents de Lampedusa, souligne une fois de plus qu'il est nécessaire de tout mettre en œuvre pour sauver la vie des personnes en danger et que les États membres doivent s'acquitter de leurs obligations internationales en matière de sauvetage en mer. Les migrants y sont désignés comme victimes des trafiquants d'êtres humains et passeurs, jamais comme celles des politiques commerciales agressives de l'Europe. Mais cette résolution demande également une augmentation de moyens pour l'agence Frontex, dont le rôle est de lutter contre l'immigration clandestine. Cette vision exclusivement policière des migrations ne permettra en rien de régler les drames humains qui se déroulent sur les côtes de l'Union. Tant que l'Europe ne tournera pas le dos à la libéralisation sauvage des échanges qui détruit les économies des pays du Sud, les migrations forcées continueront, même si l'Union se transforme en forteresse. Je vote contre.

4-338-500

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. – A única forma de impedir novas tragédias no Mediterrâneo passa pela adoção de uma abordagem coordenada a nível da UE, baseada na solidariedade e na responsabilidade. Os Estados-Membros têm a obrigação legal de prestar socorro aos migrantes no mar, é preferível uma entrada legal na UE a uma entrada irregular mais perigosa. Devemos continuar a prestar ajuda humanitária, financeira e política às regiões afetadas por crises no norte de África e no Médio Oriente, com vista a atacar as verdadeiras causas da pressão migratória e humanitária. Só assim iremos conseguir acabar com as sucessivas perdas humanas que se têm verificado nos últimos tempos.

4-336-000

Roberta Metsola (PPE), *bil-miktub*. – Nilqa' din ir-rizoluzzjoni kongunta, li nittama li sservi bhala xprun u katalista biex l-Unjoni Ewropea tiehu aktar azzjoni f'dan il-qasam. Sa fl-ahhar, l-isforz u s-sagrificcji li qed jaghmlu l-Maltin u t-Taljani fejn tidhol l-immigrazzjoni qed jigu rikonoxxuti mill-gruppi kollha politici differenti. Ftit gimghat ilu kont ghamilt numru ta' proposti differenti li l-Unjoni Ewropea ghandha tikkonsidra biex nassiguraw li t-traqedji li rajna ma nergħu nghixuhom qatt iżjed. B'sodisfazzjon ninnota li din ir-rizoluzzjoni li ghandna quddiemna li qed issib il-qbil tal-partiti kollha tiehu inkonsiderazzjoni dawk l-ideat li tkellimt dwarhom biex l-immigrazzjoni inharsu lejha b'mod olistiku u mhux frammentat. Issa qed naraw li r-responsabbilita' ma taqax biss fuq il-pajjiz fejn jidhlu l-immigranti wara li jigu salvati.

4-336-250

Willy Meyer (GUE/NGL), *por escrito*. – He votado a favor de la presente resolución porque es absolutamente necesario que alguna institución de la Unión Europea asuma la

parte de responsabilidad que le corresponde en la muerte de los inmigrantes en el naufragio cercano a la isla de Lampedusa, en Italia. El informe supone una comunicación no vinculante, sin embargo hace importantes referencias a que esta tragedia debe ser un punto de inflexión e insta tanto a los Estados miembros como a las instituciones europeas a reformular su política migratoria de forma que se garantice el derecho a la vida y a la protección de la misma en este tipo de trágicos sucesos. Sin ser suficientemente contundente, una resolución de estas características va en la dirección correcta. Por ello he decidido votar a favor.

4-336-500

Louis Michel (ALDE), *par écrit*. – Les tragédies s’accumulent. Le nombre de pertes humaines ne cesse de croître. Ne pouvant rester indifférent, le Parlement européen a adopté une résolution à cet égard, appelant notamment les Etats membres à respecter leurs engagements et à faire preuve de plus de solidarité et de responsabilité envers la problématique de la gestion du flux migratoire en méditerranée. Les Européens disposent à l’heure actuelle d’un ensemble d’outils efficaces qui permettront de répondre adéquatement à ce type de tragédies humaines. Mais nous devons mieux les utiliser. De plus, je lance un appel aux Etats membres afin de mettre en place des sanctions plus fermes et systématiques à l’égard des contrebandiers qui développé à partir du malheur des plus faibles un véritable commerce lucratif illégal. Cependant, la gestion du flux migratoire en Méditerranée ne se fait pas seule. Elle nécessite une approche globale et internationale forgeant des relations privilégiées entre l’Union européenne et ses pays limitrophes. Dans ce cadre, nous devons renforcer notre assistance humanitaire, sociale, politique et économique envers ces pays sources d’émigration. Le CIGEM au Mali en est une belle illustration. Enfin, je tiens à rappeler la nécessité de garantir systématiquement et inconditionnellement le respect des droits fondamentaux aux survivants.

4-336-625

Alexander Mirsky (S&D), *in writing*. – In the resolution the European Parliament calls for humanitarian assistance to survivors of such tragic events, and asks that the EU and the Member States be committed to guaranteeing migrants’ universal fundamental rights, in particular the rights of unaccompanied minors. The problem is to be solved and it is the first step. I am in favour.

4-336-750

Andreas Mölzer (NI), *schriftlich*. – Der Entschließungsantrag bezüglich des Zustroms von Migranten im Mittelmeerraum führt auf die Ereignisse des Schiffsunglücks vor der italienischen Insel Lampedusa zurück. Die EU versucht, durch Stärkung von bestimmten Organisationen bzw. Institutionen, wie z. B. Frontex oder auch den Grenzschutz der einzelnen Mitgliedstaaten, dieser Problematik Herr zu werden. Dennoch ist diesem Antrag abzuraten, da er zu einer Liberalisierung der Asylpolitik führen würde und dadurch die Zahl jener illegalen Einwanderer nur noch weiter erhöhen würde. Zudem ist die geplante Öffnung des Arbeitsmarktes für Asylanten keine Lösung für die Asylproblematik, da dies wiederum einen ungebremsten Zustrom an Menschen nach Europa fördern würde und den Kontinent vor chaotische und finanziell nicht zu bewältigende Zustände führen würde. Ich habe daher gegen den Antrag gestimmt.

4-337-000

Claudio Morganti (EFD), *per iscritto* . – Noto con piacere che in questa risoluzione comune vi è un esplicito riferimento all'articolo 80 del trattato sul funzionamento dell'Unione europea (TFUE), che recita testualmente: "Le politiche dell'Unione di cui al presente capo (ovvero le politiche relative ai controlli alle frontiere, all'asilo e all'immigrazione) e la loro attuazione sono governate dal principio di solidarietà e di equa ripartizione della responsabilità tra gli Stati membri, anche sul piano finanziario. Ogniqualvolta necessario, gli atti dell'Unione adottati in virtù del presente capo contengono misure appropriate ai fini dell'applicazione di tale principio."

Ogni altro commento sarebbe superfluo, per indicare che tutto questo è stato completamente disatteso in tutti questi anni, che hanno visto migliaia di persone arrivare sulle nostre coste, senza un minimo intervento da parte dell'Unione europea, e senza la benché minima solidarietà dei nostri presunti partner.

Non voglio entrare quindi nelle strumentalizzazioni politiche che sono state tirate in ballo sulla legge Bossi-Fini, i cui obiettivi rimangono a mio avviso profondamente giusti: piuttosto gradirei che l'Europa, sempre pronta ad appellarsi alle regole e ai trattati, si impegnasse realmente nel rispetto di quanto sancito in questo ambito proprio con l'entrata in vigore del trattato di Lisbona.

4-337-500

Tiziano Motti (PPE), *per iscritto* . – La tragica situazione verificatasi a Lampedusa induce ad una riflessione grave e necessaria. Il mio Paese, l'Italia, impiega quotidianamente sforzi enormi, finanziari ed umani, per cercare di assistere i superstiti di questi viaggi della speranza, o meglio, della disperazione, e di strappare al mare le vittime. Durante la sua recente visita a Lampedusa, il Presidente Barroso ha promesso 30 milioni di euro in fondi dell'UE per sostenere la popolazione locale. Apprezziamo le intenzioni del Presidente Barroso, fiduciosi che non si dovrà aspettare un'altra tragedia prima che questi finanziamenti effettivamente arrivino a sostenere l'estremità mediterranea dell'Unione europea. Gli eventi di Lampedusa devono rappresentare un punto di svolta per l'Europa e l'unico modo per evitare un'altra tragedia consiste, lo ripetiamo da anni, nell'adottare un approccio coordinato basato sulla solidarietà e sulla responsabilità degli Stati UE e sostenuto da strumenti comuni.

4-339-000

Alfredo Pallone (PPE), *per iscritto* . – Diciamo da anni che tragedie come quella di Lampedusa non possono essere solo un problema italiano e che l'Unione europea si deve assumere le proprie responsabilità.

Ora il momento è davvero arrivato. Bisogna creare una politica comune dell'UE per la gestione delle frontiere esterne e dell'immigrazione, con mezzi che siano davvero adeguati e con una chiara spartizione delle responsabilità. L'Europa e tutti gli Stati membri devono essere consapevoli che gestire gli sbarchi dal mare con mezzi di fortuna come questi barconi non può essere considerato alla stregua della gestione delle frontiere esterne di terra. Non solo, la situazione geopolitica nel Mediterraneo ci impone maggiore attenzione per il nostro confine comune a sud.

È davvero tempo che le istituzioni europee e tutti i governi dei paesi membri facciano di più.

4-339-500

Αντιγόνη Παπαδοπούλου (S&D), *γραφτώς*. – Η τραγωδία στη Λαμπεντούζα μας υπενθύμισε ότι η Ευρώπη εξακολουθεί να μην μπορεί να αντιμετωπίσει την παράνομη μετανάστευση και τα επείγοντα περιστατικά. Μας υπενθύμισε ότι εξακολουθεί να μην υπάρχει μια ολοκληρωμένη Ευρωπαϊκή μεταναστευτική πολιτική, βασισμένη στην αλληλεγγύη και τη δίκαιη κατανομή των βαρών ανάμεσα στα κράτη μέλη, και τούτο την ώρα που κράτη μέλη του ευρωπαϊκού νότου, όπως η Μάλτα, η Ιταλία και η Ελλάδα, επωμίζονται το σύνολο σχεδόν της μεταναστευτικής πίεσης που δέχεται η Ευρώπη. Το κοινό ψήφισμα, το οποίο και υπερψήφισα, περιέχει ενθαρρυντικές αναφορές. Υπογραμμίζει, για μια ακόμα φορά, την ανάγκη δημιουργίας ενός μηχανισμού που θα αποσκοπεί στον δικαιότερο επιμερισμό των βαρών και στην μείωση της πίεσης που ασκείται στις χώρες εκείνες που βρίσκονται στα εξωτερικά σύνορα και υποδέχονται μεγάλους αριθμούς μεταναστών, όπως η Ελλάδα. Ένας τέτοιος μηχανισμός εσωτερικής μετεγκατάστασης όχι μόνο συνιστά μια απτή μορφή αλληλεγγύης, αλλά κυρίως αποτελεί τη μόνη βιώσιμη πρόταση προκειμένου να αντισταθμιστούν, ως ένα βαθμό, οι αδυναμίες του Δουβλίνου II και προκειμένου να υπάρξει επιτέλους μια πιο ολοκληρωμένη, δίκαιη και Ευρωπαϊκή πολιτική στον τομέα της μετανάστευσης. Είναι σειρά του Συμβουλίου πλέον να υιοθετήσει και να εφαρμόσει άμεσα τις αναγκαίες και επείγουσες αυτές διατάξεις.

4-339-625

Maria do Céu Patrão Neves (PPE), *por escrito*. – Votei favoravelmente a presente resolução em que o Parlamento Europeu exorta a UE e os Estados-Membros a envidarem mais esforços para impedir que mais vidas de emigrantes/refugiados (ilegais) se percam no mar quando, num ato de desespero, procuravam acolhimento na Europa. O Parlamento solicita aos Estados-Membros que cumpram as suas obrigações internacionais em matéria de salvamento marítimo. Os Estados-Membros têm a obrigação legal de prestar socorro aos migrantes no mar e a única forma de impedir novas tragédias no Mediterrâneo passa pela adoção de uma abordagem coordenada a nível da UE, baseada na solidariedade e na responsabilidade.

4-339-750

Tonino Picula (S&D), *napisan*. – Želio bih se zahvaliti kolegama koji su sudjelovali u pripremi ove rezolucije. Nedavna tragična događanja služe kao podsjetnik kako trenutno reguliranje područja imigracija i traženja azila u Europskoj uniji nije odgovarajuće uređeno. Porast broja imigranata i tražitelja azila potrebno je promatrati u širem ekonomskom, društvenom i političkom kontekstu, a briga za njihovu sigurnost i temeljna ljudska prava mora biti temeljni razlog zbog kojeg je postojeće regulative i prakse potrebno drugačije organizirati. Kao što rezolucija ispravno upozorava, promjene su potrebne i zbog poštovanja jednog od temeljnih načela EU-a – načela solidarnosti – s ciljem povećanja stupnja koherentnosti. Osim solidarnosti, zemlje članice trebale bi poštovati i načelo pravne i moralne odgovornosti da pomognu imigrantima na moru. Potreban je sveobuhvatan pristup u kojem će uloge svih dionika biti jasnije, a zemlje članice bliže surađivati među sobom, s europskim institucijama, ali i trećim zemljama. Osim reorganizacije, postojeću regulativu i prakse je potrebno i nadopuniti. U tom smislu snažno podržavam najnovije najave o ponovnim pojačanim aktivnostima kontrole na Mediteranu pod vodstvom FRONTEX-a kao prvog koraka ka dodatno integriranoj politici Europske unije i sprječavanju tragedija poput Lampeduse u budućnosti. U kontekstu svega navedenog, želim pozvati nadležne institucije da sadržaj rezolucije uzmu u obzir prilikom rasprave o predloženim izmjenama.

4-340-000

Frédérique Ries (ALDE), *par écrit* . – Le drame humain de Lampedusa est encore dans tous les esprits. 300 personnes trouvaient la mort sur un bateau de fortune en tentant de rejoindre l'Europe de manière clandestine. Une semaine plus tard, un autre naufrage faisait 34 nouvelles victimes. D'après l'Organisation internationale pour les migrations, 20 000 migrants auraient perdu la vie en Méditerranée ces 10 dernières années. C'est l'Europe entière qui doit adopter d'urgence une stratégie coordonnée en matière d'immigration. Il y a deux semaines, les députés votaient pour renforcer la sécurité des frontières et lutter contre l'immigration illégale. Ce midi, le Parlement européen a adopté une résolution sur les flux migratoires en Méditerranée. Le texte, que j'ai soutenu, appelle aussi très justement à s'attaquer aux causes de la migration. C'est en travaillant évidemment sur les racines du problème que nous pourrions dissuader les migrants de tenter une aventure périlleuse trop souvent mortelle. Il faut neutraliser les têtes de réseaux et œuvrer à une coordination avec les pays d'origine. Dans la foulée, les États membres se réunissent demain lors d'un sommet européen sur la migration. Souhaitons que les paroles soient suivies d'actes forts. Coopération et solidarité seront les maîtres mots pour une politique d'immigration plus humaine et plus efficace.

4-341-000

Raül Romeva i Rueda (Verts/ALE), *par écrit* . – Pour. Le Parlement européen lance un appel clair à l'Union et à ses États membres pour que cessent les drames qui ont coûté la vie à plus de 20 000 personnes en 20 ans. Cette hécatombe est la preuve la plus dramatique de l'échec de la politique migratoire européenne. Si les instruments européens de surveillance aux frontières doivent être pleinement utilisés pour renforcer les moyens de sauvetage en mer, cela reste une réponse dans l'urgence. Les eurodéputés appellent les chefs d'État et de gouvernement réunis au Conseil européen les 24 et 25 octobre à se saisir de l'ensemble des outils à leur disposition en matière de visa, d'asile, de protection humanitaire et d'immigration légale pour prévenir de nouveaux départs périlleux. Plus globalement, la politique migratoire européenne, profondément pervertie par les approches nationalistes et l'obsession sécuritaire, doit être urgemment repensée sur le fondement des réalités migratoires et portée par un esprit européen de pragmatisme, de fraternité et de responsabilité.

4-341-500

Licia Ronzulli (PPE), *per iscritto* . – Ancora una volta il Parlamento Europeo non trova il coraggio di adottare una risoluzione forte in grado di lanciare un segnale comune sulla politica per l'immigrazione. Quando dalle parole bisogna passare ai fatti è doloroso costatare l'atteggiamento ostruzionistico delle sinistre estreme europee. Anche oggi fino all'ultimo hanno cercato di bloccare lo stanziamento di nuovi fondi destinati al programma Frontex, il principale strumento comunitario di controllo dei confini euro-mediterranei. Il loro tentativo, che ci avrebbe esposto al rischio di flussi migratori selvaggi, è fallito ma non possiamo permetterci di abbassare la guardia. L'Europa senza frontiere non è un'Europa senza regole sui flussi migratori.

4-341-750

Christel Schaldemose (S&D), *skriftlig* . – Vi, de danske socialdemokrater i Europa-Parlamentet (Dan Jørgensen, Christel Schaldemose, Britta Thomsen, Ole Christensen og Emilie Turunen), er bekymrede over den nuværende flygtningesituation, herunder

illegale flygtningestrømme over Middelhavet. Det er forfærdelige menneskelige ulykker, vi er vidner til. Vi byder derfor de konkrete instrumenter som foreslået i beslutningen velkomne, herunder særligt etableringen af "den særlige task force vedrørende flygtningestrømme", hvor det danske udenrigsministerium også er repræsenteret. Vi understreger samtidig, at vi støtter det danske EU asylforbehold og at vores støtte til beslutningen ikke indebærer, at vi ønsker ændringer i den danske politik over for EU i dette anliggende.

4-342-000

Joanna Senyszyn (S&D), *na piśmie*. – Poparłam rezolucję w sprawie przepływów migracyjnych w regionie Morza Śródziemnego, ze zwróceniem szczególnej uwagi na tragiczne wydarzenia u wybrzeży Lampedusy. Wzrost liczby imigrantów, którzy ryzykują życie, aby na przepełnionych i niebezpiecznych łodziach dostać się do Unii Europejskiej, jest bardzo niepokojący. Aby zapobiegać takim wypadkom, jakie miały miejsce u wybrzeży Lampedusy, potrzebujemy wspólnej unijnej strategii opartej na solidarności, odpowiedzialności, w tym finansowej, oraz zastosowaniu narzędzi dostępnych w ramach polityki wizowej Unii (art. 25 wspólnotowego kodeksu wizowego i art. 5 kodeksu granicznego Schengen). Taka strategia powinna obejmować współpracę i dialog z krajami pochodzenia i krajami tranzytu imigrantów, środki umożliwiające osobom ubiegającym się o azyl bezpieczny i sprawiedliwy dostęp do unijnego systemu azylowego oraz pomoc dla krajów ogarniętych kryzysem, w celu wyeliminowania przyczyn migracji. W odniesieniu do działalności agencji FRONTEX niezbędne jest włączenie do celów jej działalności pomocy migrantom znajdującym się w niebezpieczeństwie, prowadzenia operacji ratunkowych na morzu oraz zapewnienia szkoleń straży granicznej w zakresie właściwego prawa unijnego i prawa międzynarodowego. Za istotny punkt tej rezolucji uważam również dokonanie przeglądu dyrektywy Rady 2002/90/WE, która określa sankcje za ułatwienie bezprawnego wjazdu i pobytu. Niesienie pomocy migrantom, którzy znajdują się w niebezpieczeństwie, jest humanitarnym obowiązkiem i nie powinno podlegać sankcjom.

4-343-000

Monika Smolková (S&D), *pisomne*. – Podporila som spoločné uznesenie s nádejou, že Komisia vo veľmi krátkom čase príde s komplexným návrhom riešení ako zvládať prílev utečencov do štátov EÚ, napr. prípady ostatných týždňov, keď ľudia za cestou vidiny lepšej a bezpečnej budúcnosti pre seba a svoje detí prídu o život. Smernica Rady 202/90/ES už mala byť dávno zrevidovaná, aby ľudia poskytujúci humanitárnu pomoc migrantom na mori, ktorí sú v núdzovej situácii, nemohli byť sankcionovaní za napomáhanie neoprávneného vstupu, tranzitu a bydliska v ktoromkoľvek štáte. Utečenci, ktorí sa rozhodnú opustiť svoju vlasť, kde sa narodili a majú svoje rodiny, sú mnohokrát donútení k takémuto závažnému rozhodnutiu z obavy o svoj život. Preto zúfalo hľadajú útočisko v ekonomicky silnej a bezpečnej Európe. Preto musíme prehodnotiť azylovú politiku vo všetkých členských štátoch a spoločne budovať kapacity na umožnenie dočasného presídlenia utečencov v núdzových situáciách. Na druhej strane musíme byť nekompromisní proti zločineckým skupinám zapojeným do obchodovania s ľuďmi a prevádzacstva.

4-343-250

Alda Sousa (GUE/NGL), *por escrito*. – À União Europeia, aos Estados-Membros e aos europeus não basta lamentar todas as Lampedusas, fazê-lo e insistir numa política de controlo desumano das fronteiras, na penalização dos mais fracos e no reforço de uma Europa fortaleza é hipócrita e é cínico. Só mudando a política de imigração europeia é que

se podem proteger as pessoas que arriscam as suas vidas na tentativa de aí chegar e na expectativa de encontrar proteção, abrigo, futuro e solidariedade. O que a União Europeia precisa é, por isso, de ter coragem para ter uma posição solidária e investir no combate ao tráfico e exploração de seres humanos. Já é tempo de dar o exemplo no respeito pelos direitos humanos e evitar que aconteçam mais e mais Lampedusas. Consideramos que a resolução que aprovámos nesta casa não pode ficar dentro destas paredes, tem de começar a surtir efeitos.

4-343-500

Kay Swinburne (ECR), *in writing*. – The events that occurred off the coast of Lampedusa were a terrible tragedy. I am glad that this European Parliament resolution is evaluating what we can do to better support the control of Mediterranean migratory flows and prevent further loss of life.

4-344-000

Marc Tarabella (S&D), *par écrit*. – Les événements tragiques des dernières semaines doivent constituer un tournant et inciter l'Europe à éviter leur répétition en adoptant une approche coordonnée fondée sur la solidarité et la responsabilité. Ces initiatives devraient prendre les formes suivantes: 1) respect total des obligations internationales de secours en mer, assorti d'un accord rapide sur l'instauration de nouvelles règles d'interception pour les opérations coordonnées par Frontex; 2) promotion de canaux de migration existants et nouveaux; 3) accès effectif aux procédures d'asile; 4) approfondissement de la coopération avec les pays tiers, dans le cadre de conditions précises et prédéfinies relatives à leurs obligations en matière de droits fondamentaux; 5) renforcement de la solidarité au sein de l'Union, pour réduire la pression sur les États membres les plus touchés. Dans ces conditions, il est grand temps que chacun prenne ses responsabilités, afin de mettre en place une politique migratoire globale de l'Union et d'éviter la répétition des tragédies des dernières semaines.

4-344-125

Nuno Teixeira (PPE), *por escrito*. – A tragédia ocorrida ao largo de Lampedusa, onde cerca de 360 migrantes perderam a vida e muitos outros continuam desaparecidos, trouxe novamente a questão dos fluxos migratórios no Mediterrâneo para a ordem do dia. Um dos grandes problemas que se apresenta é a falta de clareza sobre a partilha de responsabilidades entre as várias entidades envolvidas nas operações de busca e assistência. Também no domínio de asilo, a partilha de responsabilidades mostra-se extremamente necessária, de modo a reduzir a pressão sobre os Estados-Membros que acolhem números mais elevados de requerentes de asilo, sendo para isso recomendada a criação de um mecanismo dotado destes recursos. A recolocação dos migrantes salvos é uma das formas mais concretas de solidariedade e mais programas, como o EUREMA, através do qual beneficiários de proteção internacional têm sido transferidos de Malta para outros Estados-Membros, devem ser desenvolvidos. A proposta da Comissão para a criação de uma *task force* sobre a questão dos fluxos migratórios no Mediterrâneo apresenta-se como um primeiro passo para uma abordagem coordenada a este tema, de modo a evitar tragédias similares.

4-344-250

Ruža Tomašić (ECR), *napisan .* – Glasovala sam ZA prijedlog zajedničke rezolucije, iako smatram da previše ističe humanitarnu, a premalo kazneno-pravnu dimenziju ilegalne migracije na Sredozemlju. Tragedija kod Lampeduse sve nas je zavila u crno, ali unatoč nesretnim okolnostima Unija si ne može dozvoliti da našom politikom upravljaju isključivo tuga i ogorčenost. Sredozemne članice već godinama imaju velikih problema s ilegalnim migracijama i taj problem neće nestati zbog emotivnog pristupa, već isključivo kao rezultat primjene učinkovitog rješenja. Stoga prije svega pozdravljam onaj dio rezolucije koji potiče sankcioniranje krijumčara ljudima. No, čak i ako uspijemo sankcijama smanjiti broj krijumčara, problem će ostati neriješen bez bliske suradnje s državama iz kojih ilegalni imigranti dolaze i pojačanog nadzora financijskih sredstava koje Unija dodjeljuje kao pomoć tim državama. Ilegalnu migraciju moramo zaustaviti na njenom izvorištu, ne na odredištu.

4-344-375

Frank Vanhecke (EFD), *schriftelijk .* – De tragische gebeurtenissen nabij Lampedusa kunnen natuurlijk geen mens onverschillig laten. De slachtoffers zijn in de eerste plaats slachtoffers van mensenhandelaren die in geen geval mogen worden beloond door een nog laksere immigratiepolitiek, integendeel. De enige wijze om die mensenhandel tegen te gaan is een bijzonder strikte politiek van terugkeer naar de landen of continenten van herkomst, waarbij enkel de uitzonderingen de regel bevestigen.

Dat Europa in die streken moet helpen met voedsel en opvang spreekt vanzelf. Dat wij niet in staat zijn om alle ellende van de hele wereld in onze eigen landen op te vangen - altijd ten laste van de minstbedeelden - is al evenzeer een feit. Het is te gemakkelijk om Sinterklaas te spelen met het belastinggeld en de leefomstandigheden van anderen.

4-344-500

Derek Vaughan (S&D), *in writing .* – I voted in favour of the joint motion on migratory flows in the Mediterranean. I hope that this motion will help prevent any repetition of the tragedies of Lampedusa. I believe that the new Eurosur programme for border protection will radically improve the coordination of sea-rescues, and the identification of refugees making dangerous voyages in over-crowded, unseaworthy boats. Hopefully, this motion will help to clarify the responsibility of states to launch rescue missions for vessels stranded and in distress in their oceans. Further, I am pleased to see that the Commission has acknowledged politically that the obligation to save and rescue prevails over all other rules and laws.

4-345-000

Angelika Werthmann (ALDE), *schriftlich .* – Die vorliegende Resolution ergibt sich als Folge der tragischen Ereignisse vor Lampedusa. Genannt werden viele Schritte, die zu einer Verbesserung der Umstände für Asylströme von der Küste Afrikas beitragen sollen. Mit dem Ziel, viele Menschenleben retten zu können und die Umstände für die Überlebenden zu verbessern, ist dieser Bericht zu unterstützen.

4-346-000

Jacek Włosowicz (EFD), *na piśmie .* – Wołania o surowsze kontrole graniczne, które słyhać w Europie, zwiększą raczej, niż zmniejszą ryzyko tragedii podobnych do tej, jaka

wydarzyła się w pobliżu Lampedusy, uważa ekspert ds. imigracji. Dlatego właśnie Unia powinna w pierwszej kolejności zreformować swoją politykę azylową. Pożar łodzi 3 października u wybrzeży Lampedusy, który pochłonął życie około dwustu uchodźców i imigrantów, już skłonił rządy i organizacje międzynarodowe do głośnego wołania o podjęcie „surowych działań przeciwko handlowi ludźmi”. Nic nowego. W ostatniej dekadzie była to typowa reakcja, gdy tego rodzaju tragedia miała miejsce u południowych krańców Europy. Ten rodzaj logiki wywraca wszystko do góry nogami, bo to, co w tych zdarzeniach jest skutkiem bierze za przyczynę. Przecież to właśnie zaostrzenie kontroli granicznych zmusza imigrantów do podejmowania niebezpiecznych wояży i sprawia, że w ich staraniach o znalezienie się po drugiej stronie granicy w coraz większym stopniu uzależniani są od handlarzy ludźmi. Ta migracja jest przede wszystkim napędzana ciągłym popytem na tanią siłę roboczą w rolnictwie, sektorze usług i innych nieformalnych branżach. Znaczna mniejszość tych imigrantów to uciekinierzy z ich ogarniętych przemocą krajów ojczystych. Do czasu, gdy powstaną bardziej legalne kanały imigracji i dopóki uchodźcy nie będą mieli dostępu do procedur azylowych, większość tych ludzi będzie najprawdopodobniej nadal przybywać nielegalnie.

4-346-500

Inês Cristina Zuber (GUE/NGL), *por escrito*. – Contrariamente ao que poderia indicar, a existência de uma resolução do PE sobre o trágico acontecimento ao largo da ilha italiana de Lampedusa não faz uma avaliação séria da situação existente e muito menos a defesa de políticas que ajudem a encontrar soluções para a tragédia humana diária que a tentativa de milhares de imigrantes de chegar aos países da UE constitui. O que aconteceu em Lampedusa demonstra o caráter desumano da política de imigração da UE, responsabilizando a maioria do PE enquanto promotor e apoiante da mesma. A maioria do PE é cúmplice do que aconteceu e de uma política que continuará a provocar a morte, os maus-tratos e as mais hediondas violações dos direitos (humanos) dos imigrantes. Esta resolução demonstra que a maioria do PE continua a defender o tratamento dos imigrantes (pessoas que fogem à exploração, à fome e à miséria para procurar uma vida um pouco melhor) como criminosos, enquanto as atividades criminosas que alimentam a sua exploração continuam a passar incólumes. Por detrás das palavras de circunstância habituais nestas ocasiões, sobressai a vontade de manter e aprofundar uma política repressiva e mesmo criminosa na forma como aborda a imigração - veja-se o papel que é conferido à FRONTEX.

13.11. Aussetzung des SWIFT-Abkommens infolge der Überwachung durch die NSA (B7-0467/2013, RCB7-0468/2013, B7-0468/2013, B7-0471/2013, B7-0472/2013, B7-0481/2013)

4-348-000

Mündliche Erklärungen zur Abstimmung

4-349-000

Marisa Matias (GUE/NGL). - Senhor Presidente, aprovámos nesta casa a suspensão das negociações do Acordo SWIFT. Já é difícil explicar aos cidadãos europeus que a União Europeia tenha entrado em negociações com os Estados Unidos para um acordo que permita a transferência de todos os dados relativos a todas as transferências bancárias operadas no espaço da União Europeia para as autoridades norte-americanas, sem ter rigorosamente nada de volta, nada em troca e isto é um abuso e já é difícil de explicá-lo.

Mas seria ainda mais difícil explicar que, depois do escândalo do NSA, depois das revelações de Edward Snowden, a União Europeia nada fizesse, é isto que se está a preparar para fazer, é nada fazer, continuar as negociações.

Portanto, é muito bom que este Parlamento tenha aprovado a suspensão do Acordo SWIFT, mas não chega, porque este acordo é vergonhoso para os cidadãos europeus e, portanto, este acordo deve ser anulado.

4-350-000

Mitro Repo (S&D). - Arvoisa puhemies, Yhdysvaltojen NSA-urkinnan paljastumisen myötä läntiset demokratiat ovat nyt keskellä ehkä syvintä kriisiä. Perusasiat – yksityisyys ja vapaus, jotka olemme kuvitelleet omistavamme – ovat nyt vaarassa.

Elämme eräänlaista digitaalista 1930-lukua. Yhdysvallat ja sen kumppanimaat ovat syvällä mukana vakoilukoneistossa. Me muut olemme vaatimattomia tiedon alihankkijoita ja vakoilukohteita. Vuosikymmenten yhteistyöllä Euroopan unionissa – saati sitten Natossa – ei siis näytä olevan mitään merkitystä. Keskeyttämisspätös on vakava asia, mutta vakavia ovat myös väitetyt rikkomuksetkin. Perinpohjaista selvittämistä ei tässä tilanteessa voida jättää tekemättä.

Presidentti Barack Obaman vastaus paljastuneesta ranskalaisten puhelujen urkinnasta ”kaikki vakoilevat kaikkia” ei tyydytä. Missä viipyvät poliitikkojen barrikadit ja vastalauseryöpyt tästä vastenmielisestä toiminnasta?

4-351-000

Charles Tannock (ECR). - Mr President, the revelations made by Edward Snowden have raised questions on both sides of the Atlantic as to the extent and acceptability of the NSA's surveillance activities. These questions are rightly being asked. However, we must be very careful before taking action here in the European Union.

Before authorising the SWIFT Agreement, there were demands in this Parliament for greater privacy protection to be incorporated, and it was. This was a good example of allies working together, ensuring security whilst protecting the rights of EU citizens. If there were evidence that the terms of this agreement had been broken, it would be prudent to consider some form of investigation first, but the directors of both Europol and SWIFT have given assurances to this House that this is not the case.

The sharing of financial information in the pursuit of terrorism and organised crime is vital to the security of EU Member States, the United States and the free world. I am pleased that my group, the ECR, supported the SWIFT Agreement back in 2010, and I strongly oppose the motion for suspension. Frankly, we have no power to do so anyway in this Parliament, and it would, of course, damage the City of London – which is the region that I represent – and its financial markets.

4-352-000

Schriftliche Erklärungen zur Abstimmung

4-352-062

Luís Paulo Alves (S&D), por escrito. – Aprovo o presente relatório, esperando que, por razões de segurança, bem como atendendo à responsabilidade da União de defender e proteger os seus cidadãos contra atentados terroristas, o Acordo não seja suspenso, com

base na alegada vigilância em larga escala exercida pela NSA, até à conclusão de um inquérito por parte da Comissão. Considera, ainda, que qualquer suspensão não assente em razões sólidas e fundamentais constituirá uma lacuna na política da União Europeia de luta contra o terrorismo. Deste modo, exorto a Comissão a apresentar o mais rapidamente possível uma proposta legislativa para a adoção de um quadro legal e técnico tendente à extração de dados no território da União Europeia, porque, na sua ausência, o atual Acordo TFTP entre a União Europeia e os Estados Unidos da América ficaria em risco a partir de julho de 2015, por força das disposições do artigo 11.º do Acordo. Congratulo-me, neste contexto, com as declarações da Comissária Malmström e do Diretor da Europol relativas ao estado da aplicação do Acordo e ao elevado grau de conformidade com este.

4-352-125

Pino Arlacchi (S&D), *in writing*. – I voted for this resolution because I totally support the request to suspend the Agreement between the European Union and the US on the processing and transfer of Financial Messaging Data for the purposes of the Terrorist Finance Tracking Program. I strongly believe that any transfer of personal data must comply with EU and Member State law and with fundamental rights obligations, including those relating to privacy and data protection. For this reason, given the reports of several newspapers, whereby documents were revealed that the NSA would have had access to the SWIFT banking data outside the framework of the EU-US TFTP agreement, I believe that the EU should urgently deliberate carefully on the human rights implications of any future data exchange alternatives which fully respect data protection principles, especially the necessity and proportionality test.

4-352-187

Zigmantas Balčytis (S&D), *raštu*. – Balsavau už šią rezoliuciją dėl ES ir JAV susitarimo dėl SWIFT sustabdymo. Žiniasklaidoje pasirodė pranešimai, kad JAV Nacionalinio saugumo agentūra naudojami neteisėta prieiga prie SWIFT duomenų bazėje kasdien registruojamų milijonų tarptautinių bankinių pervedimų. Pritariu raginimams atlikti nuodugnų techninį tyrimą dėl įtarimų, kad JAV valdžios institucijos turi neteisėtą prieigą prie SWIFT serverių. Svarbu, kad visi su JAV sudaromi keitimosi duomenimis susitarimai būtų grindžiami nuoseklia duomenų apsaugos teisės sistema, pagal kurią būtų numatyti teisiškai privalomi asmens duomenų apsaugos standartai, įskaitant informavimo, teisės susipažinti su duomenimis, duomenų ištrynimo, taip pat žalos atlyginimo standartus. Pritariu raginimams laikinai sustabdyti susitarimo galiojimą, kol nebus visapusiškai ir išsamiai paaiškinta, ar kuri nors JAV vyriausybė neteisėtai įgijo prieigą prie susitarimu reglamentuojamų finansinių duomenų pažeisdama susitarimą. ES turėtų numatyti griežtesnes asmens duomenų apsaugos taisyklės ir apsvaistytų bet kokios būsimos alternatyvios duomenų keitimosi sistemos poveikį žmogaus teisėms.

4-352-250

John Bufton (EFD), *in writing*. – I abstained from voting in this case as, while there may have been a clear breach of the EU-US agreement here, the issue of a state spying on its own citizens is a difficult and sensitive matter which should be handled with great care.

4-352-500

Alain Cadec (PPE), *par écrit*. – J'ai soutenu la proposition du Groupe PPE de report du vote de la résolution sur l'accord SWIFT. Nous ne pouvons actuellement sérieusement

envisager de suspendre l'accord SWIFT, comme proposé par les autres groupes politiques, alors même qu'aucune preuve de rupture de cet accord ne peut nous être apportée. Aussi bien la Commission européenne qu'Europol certifient ne pas pouvoir considérer que les États-Unis ont enfreint le programme de surveillance du financement du terrorisme. Par ailleurs, nous devons attendre les résultats définitifs du groupe d'enquête sur l'affaire NSA au sein de la commission LIBE. Remettre en cause un tel accord, qui nous permet de mieux lutter contre le terrorisme, est une posture irresponsable. On ne peut pas jouer avec la sécurité des citoyens européens.

4-352-531

Maria Da Graça Carvalho (PPE), *por escrito*. – O acordo entre a UE e os Estados Unidos sobre o tratamento e a transferência de dados bancários para efeitos do Programa de Detecção do Financiamento do Terrorismo (TFTP) entrou em vigor em 1 de agosto de 2010. Nesse contexto, a Agência Nacional de Segurança norte-americana (NSA) teve acesso a dados financeiros de cidadãos europeus geridos pela empresa SWIFT. No entanto, o Parlamento Europeu está seriamente preocupado com os documentos recentemente revelados sobre as atividades da NSA, que apontam para uma violação do acordo. Com a presente resolução, o Parlamento Europeu apela à suspensão do acordo de transferência de dados bancários com os Estados Unidos. Nenhum Estado-Membro da UE abriu ainda um inquérito sobre as alegações de espionagem e seria importante que o Conselho e os Estados-Membros autorizassem a abertura de um inquérito, pela Europol, sobre as alegações de acesso não autorizado a dados de pagamentos financeiros previstos no acordo.

4-352-562

Françoise Castex (S&D), *par écrit*. – Je me félicite de l'adoption de cette résolution malgré les tergiversations de la droite européenne qui a demandé un report du vote sans l'obtenir. Il existe selon nous des indications claires selon lesquelles la NSA pourrait récupérer des informations relatives à nos entreprises et à nos concitoyens sur le serveur SWIFT et les détourner. Nous demandons de suspendre temporairement cet accord, comme le prévoient les dispositions du TFTP, le temps de clarifier un certain nombre de faits. Nous demandons en outre à EUROPOL d'ouvrir une enquête sur l'accès non autorisé aux données financières de paiement géré par cet accord. A partir du moment où votre partenaire vous espionne, la confiance est rompue. Depuis avril je demande la suspension des accords PNR et Swift avec les USA. L'Europe devrait aller plus loin en gelant les négociations sur l'accord de libre-échange avec les États-Unis! Le respect des droits fondamentaux des citoyens européens doit être une condition préalable à tout accord!

4-352-625

Carlos Coelho (PPE), *por escrito*. – Em 2010, não pude apoiar nem o Acordo provisório TFTP que, na minha opinião, punha em causa o respeito pelos princípios da necessidade e da proporcionalidade e a integridade e segurança dos dados financeiros europeus, nem o Acordo TFTP final porque, embora consagrasse toda uma série de melhorias, não era ainda aceitável o nível de proteção consagrado. Continuo a defender que qualquer acordo de partilha de dados com os EUA, ou qualquer outro país, terá de ter por base um quadro legal coerente de proteção de dados, com normas juridicamente vinculativas, limitação da necessidade, finalidade, minimização de dados, informação, acesso, correção, apagamento e vias de recurso. Apesar das fraquezas ainda existentes no atual Acordo, nem mesmo assim parece ser satisfatório para as autoridades americanas, face às alegações de que a NSA terá acedido diretamente aos sistemas informáticos de um conjunto de empresas,

nomeadamente a mensagens de pagamentos financeiros e dados conexos. As informações que vieram a público são de uma extraordinária gravidade e exigem um esclarecimento rápido. Espero que as iniciativas da Comissária Malmström prossigam com eficácia e a UE esteja disposta a suspender o acordo se se confirmar que ele foi violado. Lamento que nenhum Estado-Membro tenha aberto um inquérito, nem solicitado ao centro de cibercriminalidade da Europol que o fizesse.

4-352-656

Lara Comi (PPE), *per iscritto*. – E' bene non fare confusione fra le questioni: l'accordo SWIFT è un grande strumento per combattere il terrorismo internazionale, e la cooperazione fra le due più grandi economie del mondo, USA e UE, è necessaria per raggiungere questo fondamentale obiettivo. Altro è lo spionaggio effettuato dalla NSA, sul quale non è ancora stata fatta completa chiarezza, e sulla cui valutazione sarei dunque molto più cauta. Ciò che io voglio, e ciò per cui è votato, è rispetto delle legislazioni applicabili in Europa pur rimanendo partner in questa battaglia per noi importantissima.

4-352-687

Marielle de Sarnez (ALDE), *par écrit*. – Les allégations d'espionnage par la NSA des données bancaires de citoyens de l'Union européenne, via le système SWIFT, constituent une atteinte grave aux droits fondamentaux et aux libertés des citoyens européens. Ces deux principes forment le socle de ce qui rassemble les Européens aujourd'hui et méritent à ce titre d'être traités très sérieusement. Il est indispensable que l'Europe fasse entendre sa voix et dise que cette violation du contrat conclu avec les États-Unis est inacceptable. La suspension du programme de surveillance du financement du terrorisme (TFTP) tant que les États-Unis n'auront pas répondu aux nombreuses interrogations de l'Union européenne, est un signal fort dans ce sens. Nous avons besoin d'une relation de confiance dans nos relations diplomatiques et commerciales. Cette confiance est aujourd'hui rompue et c'est pourquoi au-delà de cet accord, je réitère mon appel lancé en juillet dernier de remettre à plus tard nos négociations sur le Traité de commerce et d'investissement transatlantique.

4-352-718

Jill Evans (Verts/ALE), *in writing*. – I voted in favour of the suspension of the SWIFT agreement between the US and the EU. Until a robust agreement can be achieved that ensures without doubt the protection of bank details and transfer information of everyone in the EU, we cannot allow an agreement such as this to go forward. The protection of our privacy is a cornerstone of democracy, values that are very important to my constituents in Wales.

4-352-750

Diogo Feio (PPE), *por escrito*. – Avolumam-se, infelizmente, as notícias que dão conta de que órgãos de soberania e entidades públicas de Estados-Membros da União Europeia foram objeto de vigilância pela Agência Nacional de Segurança dos Estados Unidos da América. Não obstante este avolumar mediático, poucas têm sido as provas cabais de tal atividade. Creio, por isso, que deve investigar-se com rigor esta questão e, ao fazê-lo, não partir de posições antiamericanas passíveis de inquinar as investigações. De momento, os dados conhecidos são manifestamente escassos e não recomendam a suspensão de quaisquer acordos com os EUA. Creio, pelo contrário, que existe uma clara necessidade de promover o restabelecimento da confiança na parceria transatlântica de que todos, em ambas as

margens do Atlântico norte, necessitamos. Sem uma relação saudável entre aliados, que detete, dispense e repudie ações ou tentações de controlo e vigilância que ultrapassem os limites do aceitável, arriscamo-nos a condenar a Europa à irrelevância e os Estados Unidos da América à solidão e ao declínio.

4-352-812

José Manuel Fernandes (PPE), *por escrito*. – Embora concordando com os princípios inquestionáveis de defesa dos direitos e liberdades individuais dos cidadãos, a suspensão do Acordo SWIFT com os Estados Unidos pode tornar a Europa e outras partes do mundo mais vulneráveis na luta contra o terrorismo, com a agravante do seu incremento e da sua ação representarem efeitos devastadores para todos os cidadãos. As medidas de segurança na luta contra o terrorismo, que visam simultaneamente promover e apoiar a liberdade individual, têm necessariamente de ser empreendidas no respeito do Estado de direito, devendo estar subordinadas às obrigações em matéria de direitos fundamentais, nomeadamente no que respeita à vida privada e à proteção de dados. Mas devemos ser cautelosos na tomada de decisões e medidas que possam prejudicar investigações legais e lícitas da atividade criminosa e, de modo particular, de caráter terrorista.

4-352-875

João Ferreira (GUE/NGL), *por escrito*. – Esta resolução é mais um exemplo da hipocrisia em que a chamada luta contra o terrorismo assenta. Ela é inegavelmente parte de um processo de retrocesso civilizacional. Alimentando e fomentando o medo, procurando convencer os trabalhadores e os povos da necessidade de medidas que violam gravemente a sua liberdade e os seus direitos. O caso da espionagem generalizada promovida pela ANS dos EUA, assim como as ligações entre os EUA, outras potências da UE e da NATO e organizações terroristas (veja-se o exemplo da Síria e da Líbia), ajudam a desvendar a implementação em curso de um sistema global de espionagem e de militarização das relações internacionais comandado pela NATO, cada vez mais ingerencista, em confronto aberto com os princípios da Carta das Nações Unidas e do direito internacional, repressivo da liberdade dos povos, dos seus direitos políticos e democráticos, do seu inalienável direito à soberania e à escolha de caminhos próprios mais consentâneos com os seus anseios e aspirações. Defender a suspensão do Acordo TFTP é um objetivo positivo, que apoiámos. No entanto, não podemos deixar de denunciar a hipocrisia da maioria deste Parlamento (direita e social-democracia) que agora quer a suspensão do acordo, quando antes tinha votado favoravelmente a sua aplicação, apesar dos nossos alertas.

4-353-000

Monika Flašíková Beňová (S&D), *písomne*. – Dohoda medzi EU a USA o spracovaní a zasielaní údajov obsiahnutých vo finančných správach z EU do USA na účely Programu na sledovanie financovania terorizmu vstúpila do platnosti ešte 1. augusta 2010. V tlačových správach je uvedené, že Národná bezpečnostná agentúra USA (NSA) ma priamy prístup k informačným systémom mnohých súkromných spoločností a získala priamy prístup k údajom obsiahnutým vo finančných správach. Jedným z hlavných cieľov Únie je presadzovať slobodu jednotlivca. Majúc na zreteli dodržiavanie práv a slobôd občanov členských štátov Únie však zároveň aj zaobchádzanie s osobnými údajmi musí byť v súlade s predpismi EU a členských štátov.

4-353-062

Elisabetta Gardini (PPE), *per iscritto*. – Nell'estate del 2013 la commissione LIBE è stata incaricata di portare avanti un'inchiesta in relazione alle supposte attività di spionaggio di massa portate avanti dalla National Security Agency (NSA) ai danni dei cittadini europei. I risultati dell'inchiesta sono stati piuttosto scarsi: si è, tuttavia, riusciti a verificare che queste attività della NSA sono state portate avanti con una copertura legale nell'ambito del diritto statunitense e internazionale. La Commissione e l'EUROPOL hanno, inoltre, chiarito che non c'è alcuna ragione per ritenere che gli Stati Uniti non abbiano rispettato le disposizioni dell'accordo SWIFT, che regola il trasferimento di dati bancari agli Stati Uniti nell'ambito della lotta contro il terrorismo. Una sospensione di questo trattato da parte dell'Unione europea non avrebbe, quindi, in questo momento, alcuna reale e comprovata giustificazione.

4-353-125

Nathalie Griesbeck (ALDE), *par écrit*. – D'après les rapports des médias, la NSA exploite directement les systèmes SWIFT. Si ces allégations sont avérées, cela constituerait une très grave infraction à l'accord SWIFT - sur le traitement et le transfert de données de messagerie financière de l'Union européenne aux États-Unis aux fins du programme de surveillance du financement du terrorisme. Dans ces conditions, la Commission aurait dû et doit immédiatement prendre des mesures de suspension de cet accord en attendant des éclaircissements. C'est ce que notre groupe parlementaire défend depuis les toutes premières allégations, et c'est enfin ce que demande le Parlement européen, dans une résolution adoptée la semaine dernière. Je me réjouis de l'adoption de cette résolution et attend de la Commission qu'elle prenne ses responsabilités, car nous ne pouvons pas poursuivre loyalement notre coopération dans les échanges de données avec les autorités américaines dans ces conditions, tout comme nous ne pouvons transiger sur des questions liées à la protection de la vie privée et des données personnelles des citoyens européens.

4-353-250

Sylvie Guillaume (S&D), *par écrit*. – Suites aux révélations sur un accès non autorisé aux données SWIFT par la NSA, j'ai apporté ma voix à l'adoption de la résolution commune aux Socialistes, libéraux et Verts afin de demander la suspension de l'accord TFTP régissant le transfert des données. En effet, au vu des réponses très limitées fournies par les autorités américaines, EUROPOL ou encore les responsables de SWIFT eux-mêmes, et, eu égard aux inquiétudes déjà présentes du côté du PE quant à la bonne mise en œuvre de cet accord, sa suspension temporaire paraissait indispensable. Il n'est pas acceptable que les sociétés européennes fassent l'objet d'une surveillance qui a sans doute d'autres fins que celle de seule la lutte contre le terrorisme et la criminalité transnationale grave. Il s'agit de faits graves auxquels des réponses claires doivent être apportées. Sans cette clarification, la bonne foi de notre partenaire américain risque d'être fortement sujette à caution. En soutenant cette proposition, les États membres pourront montrer qu'ils sont à l'écoute des préoccupations des citoyens européens. C'est aussi dans ce sens que nous les invitons à demander à Europol d'ouvrir une enquête sur l'accès non autorisé aux données financières de paiement géré par cet accord.

4-353-375

Mikael Gustafsson (GUE/NGL), *in writing*. – I voted in favour of the joint motion because, although our own group resolution calls for an immediate termination of the

Agreement, we support a call for suspension in a first instance to already send a strong message to the United States related to the NSA data-snooping revelations. I wish to reiterate that we have never supported the TFTP Agreement, due to the in-built flaws which make bulk data exchange possible, even before the NSA revelations were made.

4-353-437

Marian Harkin (ALDE), *in writing*. – I supported the Parliament's resolution on the suspension of the Swift Agreement as a result of NSA surveillance. This was a difficult decision to make but we need to make a statement on NSA surveillance on behalf of European citizens. This is a strong move but I believe it reflects the strong feelings of many citizens on the issue.

4-353-500

Eduard-Raul Hellvig (ALDE), *în scris*. – Acordul SWIFT este un instrument deosebit de important pentru lupta împotriva terorismului care, din păcate, încă reprezintă o amenințare la adresa statelor membre. Acest acord a primit sprijinul Parlamentului, după lungi discuții referitoare la garanțiile pe care acesta le oferă în materie de protecția datelor cu caracter personal. De aceea, nu cred că acordul trebuie suspendat fără să avem certitudini legate de practici care contravin principiilor agreeate între SUA și UE.

Nu putem rămâne nici impasibili față de elementele ieșite recent la lumină, legate de supravegherea Agenției Naționale de Securitate americane. Însă consider că este nevoie de o anchetă serioasă a Comisiei Europene, astfel încât să avem date clare despre ceea ce s-a întâmplat efectiv.

Din punctul meu de vedere, aceste date nu există în momentul de față și, deci, nu avem motive suficiente de solide pentru a lua o decizie de suspendare care va avea consecințe serioase. Nu trebuie să pierdem din vedere că, pentru protecția propriilor noștri cetățeni, avem nevoie de o politică de urmărire a finanțării terorismului. O suspendare a acordului fără ca UE să aibă propria capacitate de extragere a acestor date ne-ar lăsa complet neprotejați și nu cred că este în interesul cetățenilor europeni.

4-354-000

Ágnes Hankiss (PPE), *in writing*. – I welcome the EPP's own motion for a resolution that advocates a full commitment to defending and protecting EU citizens against terror attacks. I therefore call for the TFTP agreement not to be suspended on the basis of media allegations accusing the NSA of tapping into financial data from the SWIFT database. I would like to highlight the fact that the representatives of Europol and SWIFT have already testified in front of the LIBE NSA Inquiry that there has been no evidence indicating a breach of the TFTP agreement. I would also avoid rushing into any conclusions until the end of the official investigation conducted by the Commission, since it is not the Parliament's task to act as a 'judge' in such a highly sensitive political issue. I would also stress that we have no other instrument to replace this agreement or to monitor terrorist financing activities, and, without concrete reasons, the suspension would create a gap in EU counterterrorism policy. Consequently, I strongly oppose the suspension of the agreement and reserve all actions until the end of the inquiry.

4-354-125

Philippe Juvin (PPE), *par écrit*. – J'ai voté contre la résolution appelant à la suspension de l'accord SWIFT en raison de la surveillance exercée par la NSA, dans la mesure où cet accord est sans rapport avec les questions d'écoutes et compromettrait la lutte contre le terrorisme qui menace aussi bien l'Union Européenne que les États-Unis. Je regrette donc l'adoption de cette résolution disproportionnée.

4-354-250

Monica Luisa Macovei (PPE), *în scris*. – Atentatele teroriste din 11 septembrie 2001 în SUA, dar și cele de pe teritoriul Uniunii Europene în Madrid în 2004, Londra în 2005, precum și cele plănuite de extremistul Breivik pe insula Utøya în 2011 ne arată că nici Europa nu este imună la atacurile teroriste.

Acordul între UE și Statele Unite privind prelucrarea și transferul datelor de mesagerie financiară din UE către Statele Unite protejează de la 1 august 2010 cetățenii europeni prin Programul de urmărire a finanțărilor în scopuri teroriste (TFTP), respectiv rețeaua SWIFT, de posibile acțiuni teroriste. Acordul conține garanții importante în privința confidențialității și protecției datelor personale.

Convenția europeană pentru apărarea drepturilor omului și a libertăților fundamentale, precum și Convenția Consiliului nr. 108 prevăd protejarea persoanelor față de prelucrarea automatizată a datelor cu caracter personal. Din acest motiv, acuzațiile de spionaj și furt de date financiare de către NSA, apărute în presă, trebuie tratate cu seriozitate. În cazul în care există o încălcare a acordului trebuie acționat.

Uniunea Europeană are nevoie de un sistem de securitate performant care să protejeze cetățenii. Până nu avem explicații credibile și evidența acestor fapte este iresponsabil să suspendăm acordul și să punem protecția cetățenilor în pericol.

4-354-375

David Martin (S&D), *in writing*. – I voted in favour of this resolution because I agree that any information exchange between countries should be pursued through the rule of law and subject to fundamental rights obligations. The resolution reiterated the need for countries to respect these laws and rights.

4-354-500

Véronique Mathieu Houillon (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur de la résolution de mon groupe politique car j'estime que l'accord de l'UE avec les États-Unis concernant le transfert de données est important pour la lutte contre le terrorisme. Nous ne devons pas réagir dans la précipitation et suspendre un accord essentiel pour la sécurité des citoyens européens alors que les allégations de non-respect de l'accord TFTP par les États-Unis ne sont pas avérées.

4-355-000

Jean-Luc Mélenchon (GUE/NGL), *par écrit*. – Cette résolution a le mérite de saisir l'ampleur des faits. Elle dénonce les activités de la NSA en ce qui concerne l'accès direct aux données de messagerie financière et aux données connexes. Elle demande une enquête technique complète concernant l'accès non-autorisé du gouvernement des États-Unis aux données contenues dans les serveurs SWIFT sur place, en déplorant par ailleurs qu'aucun

État n'en ait fait la demande. Malheureusement, cette résolution se contente de demander la "suspension" de l'accord SWIFT jusqu'à l'obtention d'une explication complète et exhaustive des faits dont les États-Unis sont accusés. Cela ne nous convient pas. Nous exigeons la suppression totale du système SWIFT. Nous demandons plus largement l'arrêt des négociations sur le Traité transatlantique pour le commerce. En dépit de cette réserve de fond, je vote pour ce texte pour qu'il y ait au moins un document du Parlement contre les activités des États-Unis contre la liberté des peuples.

4-355-062

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. – Votei contra a presente resolução. A União Europeia não deve suspender o acordo sobre a transferência de dados bancários com os Estados Unidos, o chamado Programa de Detecção do Financiamento do Terrorismo, na sequência dos programas de vigilância dos cidadãos europeus pela Agência de Segurança Nacional norte-americana. Temos primeiro que confirmar, junto dos EUA, a veracidade dos factos que têm vindo a ser publicados, e só depois tomar posições que poderão pôr em causa o mais importante, uma eficaz luta contra o terrorismo. Só após um diálogo sério com o nosso principal parceiro na luta contra o terrorismo é que poderemos adotar decisões que podem pôr em risco as vidas dos cidadãos europeus.

4-355-125

Willy Meyer (GUE/NGL), *por escrito*. – He votado a favor de la presente resolución debido a que tuvo en cuenta diversas enmiendas de mi grupo parlamentario que permitieron una justa expresión de condena al espionaje realizado por la NSA en los diferentes Estados miembros de la Unión Europea. Esta resolución conjunta ha dejado en evidencia la propuesta de resolución presentada por el Partido Popular Europeo que apenas suponía un leve tirón de orejas ante la perniciosa actividad de espionaje que Estados Unidos han desarrollado, violando en millones de ocasiones el derecho a la intimidad de los ciudadanos europeos y de sus instituciones políticas. Una vez más el PPE se ha mostrado como siervo del imperialismo norteamericano ante los ojos de los ciudadanos europeos. Por ello he decidido votar a favor de esta resolución común que excluye la posición de la derecha de la Eurocámara y que, además, insta a una suspensión del acuerdo SWIFT.

4-355-140

Louis Michel (ALDE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur de la suspension temporaire de l'accord relatif au programme de surveillance du financement du terrorisme (TFTP) UE-USA suite à la divulgation de documents démontrant que l'agence nationale de surveillance américaine aurait accédé illégalement à la base de données SWIFT, violant de la sorte les données personnelles, en l'occurrence des données bancaires, de nos concitoyens. Il s'agit d'une infraction grave à l'accord qui porte atteinte à la crédibilité de l'UE. Cette violation de l'accord porte atteinte au respect des droits fondamentaux, notamment aux obligations relatives à la protection de la vie privée et à la protection des données personnelles. Or c'est notre responsabilité qui est engagée envers le citoyen européen.

4-355-156

Alexander Mirsky (S&D), *in writing*. – Since the EP asks the Commission, in the light of the above, temporarily to suspend the Agreement until the following conditions for opening negotiations on its resumption have been met: (a) full and comprehensive clarification of the facts as to whether any US Government agency or equivalent has gained

unauthorised access to financial data governed by the Agreement, outside or in breach of the Agreement, (b) achieving full mitigation of the situation where necessary, (c) conducting a full analysis of the implementation of Articles 1, 4, 12, 13, 15 and 16 of the Agreement and identifying a solution for proper implementation, which may entail the revision of the articles concerned, I voted in favour.

4-355-187

Andreas Mölzer (NI), *schriftlich*. – Die Überwachungsaktion der National Security Agency (NSA) hat Europa zum einen gezeigt, dass es durchaus verwundbar in Sachen Datenschutz ist und zum anderen, dass sich die USA nicht an das so genannte TFTP-Abkommen (Terrorist Finance Tracking Program) gehalten und stattdessen dieses rein für ihre Interessen genutzt haben. Da aber die EU sowohl die Bekämpfung des internationalen Terrorismus durch gewährleistete Freiheiten und bürgerliche Rechte, als auch die Zusammenarbeit zwischen den verschiedenen Nachrichtendiensten als solches unbedingt weiterverfolgen will, nimmt sie sich das Recht, eine Aufsichtsbehörde einzuberufen, die den Datenverkehr zwischen den Nachrichtendiensten im Rahmen der Terrorbekämpfung verfolgt. Meiner Meinung nach muss diese Aufsichtsbehörde auf jeden Fall einberufen werden und jeglicher Verstoß der Nachrichtendienste scharf geahndet werden. Auf Grund dessen habe ich für diesen Antrag gestimmt.

4-355-218

Tiziano Motti (PPE), *per iscritto*. – L'accordo tra l'Unione europea e gli Stati Uniti d'America sul trattamento e il trasferimento di dati di messaggistica finanziaria dall'Unione europea agli Stati Uniti ai fini del programma di controllo delle transazioni finanziarie dei terroristi (di seguito «l'Accordo») è entrato in vigore il 1° agosto 2010. Stando ai comunicati stampa di questi giorni, l'Agenzia per la sicurezza nazionale degli Stati Uniti (NSA) avrebbe avuto accesso diretto ai sistemi informatici di varie imprese private e alla messaggistica finanziaria concernente i trasferimenti finanziari e i relativi dati attraverso un fornitore di servizi internazionali di messaggistica finanziaria attualmente oggetto dell'Accordo. Poiché l'obiettivo principale dell'UE consiste nel promuovere le libertà individuali, le misure di sicurezza, comprese le misure antiterrorismo, devono essere perseguite attraverso lo Stato di diritto e devono essere soggette agli obblighi in materia di diritti fondamentali, compresi quelli relativi alla tutela della vita privata e alla protezione dei dati. Riteniamo quindi che qualsiasi trasferimento di dati personali debba rispettare la legislazione dell'Unione e degli Stati membri nonché gli obblighi in materia di diritti fondamentali, inclusi quelli relativi alla tutela della vita privata e alla protezione dei dati.

4-355-250

Maria do Céu Patrão Neves (PPE), *por escrito*. – O acordo entre a UE e os Estados Unidos sobre o tratamento e a transferência de dados bancários para efeitos do Programa de Detecção do Financiamento do Terrorismo (TFTP) entrou em vigor em 1 de agosto de 2010. A presente proposta de resolução tem por base notícias de que a Agência Nacional de Segurança norte-americana (NSA) teve acesso a dados financeiros de cidadãos europeus geridos pela empresa SWIFT. Está em curso um inquérito especial na Comissão das Liberdades Cívicas do Parlamento sobre a vigilância em larga escala exercida sobre os cidadãos da UE. O acordo em vigor que se pretende suspender foi difícil de obter e o prejuízo da sua suspensão não está a ser devidamente ponderado, pelo que não posso votar a favor da sua suspensão.

4-355-375

Robert Rochefort (ALDE), *par écrit* . – Selon les informations diffusées largement ces derniers jours, l'agence nationale de sécurité américaine (NSA) aurait espionné les données financières personnelles de citoyens européens. Or l'accès des autorités américaines à ces données financières est strictement limité par l'accord sur le traitement et le transfert de données de messagerie financière visant à surveiller les flux financiers du terrorisme, entré en vigueur en 2010. Si elles sont avérées, ces activités constituent une violation claire et inacceptable de l'accord entre l'UE et les États-Unis. Une enquête doit absolument être réalisée au plus vite afin de clarifier la situation. Je regrette que cela n'ait pas été fait plus rapidement. En outre, en attendant que la lumière soit faite sur ces allégations, l'accord UE-États-Unis sur les données bancaires doit être suspendu. C'est ce que demande le texte de cette résolution, à laquelle j'apporte mon plein soutien. Bien sûr, je suis conscient que le Parlement n'a pas de compétences formelles pour engager la suspension - ou la dénonciation - d'un accord international, mais j'espère que la Commission nous entendra!

4-355-500

Raül Romeva i Rueda (Verts/ALE), *par écrit* . – Pour. Le Parlement européen demande la suspension de l'accord SWIFT. Il ouvre ainsi la voie au Conseil européen des 24 et 25 octobre: les chefs d'État et de gouvernement des États membres ont l'opportunité de prouver que la défense des droits fondamentaux des citoyens prévaut sur toute autre considération. Quelques jours après les révélations d'espionnage par la NSA des communications privées de citoyens français, après l'adoption de notre résolution sur les programmes de prisons et les vols secrets de la CIA le 10 octobre dernier, il est temps de mettre un terme au climat d'impunité qui entoure la lutte contre le terrorisme par les États-Unis sur le territoire de l'Union! Le Parlement européen envoie un message clair: ça suffit! Le nouveau scandale de surveillance rend absurde les accords de l'Union avec les États-Unis pour combattre le terrorisme. L'accord (nom officiel: le traité TFTP – Terrorist Financing Tracking Program) pour traquer les transferts d'argent qui financent le terrorisme est basé sur la confiance mutuelle. Quel sens a un tel accord s'il est contourné par les services secrets américains?

4-356-000

Licia Ronzulli (PPE), *per iscritto* . – Fino a quando non sarà fatta chiarezza assoluta sul caso delle intercettazioni in Europa da parte dell'Agenzia americana NSA è necessario sospendere il programma di controllo delle transazioni finanziarie SWIFT.

Gli Stati nazionali devono al più presto autorizzare il Centro per la lotta alla criminalità informatica di Europol a condurre un'accurata indagine sul presunto accesso non autorizzato delle autorità statunitensi a dati protetti di cittadini europei.

4-356-500

Christel Schaldemose (S&D), *skriftlig* . – Vi, de danske socialdemokrater i Europa-Parlamentet (Dan Jørgensen, Christel Schaldemose, Britta Thomsen, Ole Christensen og Emilie Turunen), tager de europæiske borgeres bekymringer over NSA's overvågning af private personoplysninger meget alvorligt. I mange lande vækker overvågningen stor bekymring. Vi deler derfor ønsket om at få styr på overvågningen og få en bedre dialog med amerikanerne om sagen. Vi har dog valgt at undlade at stemme om, hvorvidt SWIFT-aftalen skal suspenderes som følge af NSA's overvågning, da vi ikke mener, at dette er det rigtige redskab at bruge i forbindelse med kritikken af NSA's metoder, ligesom vi

frygter, at en suspension af SWIFT-aftalen vil sætte en kæp i hjulet i de igangværende frihandelsforhandlinger mellem USA og EU.

4-356-875

Alda Sousa (GUE/NGL), *por escrito*. – Foi aprovada a suspensão das negociações do Acordo SWIFT. Já é difícil explicar aos cidadãos europeus que a União Europeia tenha entrado em negociações com os Estados Unidos para um acordo que permita a transferência de todos os dados relativos a todas as transferências bancárias operadas no espaço da União Europeia para as autoridades norte-americanas, sem ter rigorosamente nada de volta, nada em troca. Qualquer acordo de partilha de dados só pode ter por base um quadro legal coerente de proteção de dados que comporte normas de proteção de dados pessoais juridicamente vinculativas, sobretudo em matéria de limitação da finalidade, minimização de dados, informação, acesso, correção, apagamento e vias de recurso judicial. Depois do escândalo do NSA, depois das revelações de Edward Snowden, a União Europeia, que nada fez, é isto que se está a preparar para fazer, é nada fazer e continuar as negociações. Portanto, é muito bom que este Parlamento tenha aprovado a suspensão do Acordo SWIFT, mas não chega, porque este acordo é vergonhoso para os cidadãos europeus e, portanto, este acordo deve ser anulado.

4-356-750

Kay Swinburne (ECR), *in writing*. – I fully appreciate the concern that recent accusations suggesting that the NSA has been monitoring communications within the EU have caused and I am supportive of a thorough investigation into these allegations being carried out by Member States and the European Commission. However, until such an investigation has taken place, I do not believe that it is right, or responsible, to suspend what is a critically important flow of financial information, vitally important to monitoring capital movements especially for criminal and anti-terrorist purposes.

4-357-000

Marc Tarabella (S&D), *par écrit*. – Tant que les États-Unis considéreront que tous les Européens sont des terroristes et qu'il est légitime de rentrer dans leur vie privée en bafouant les libertés individuelles, nous demandons la suspension des accords. Espionnage et confiance réciproque ne sont pas possibles. On peut craindre à juste titre que les sociétés européennes soient l'objet de surveillance à des fins d'intelligence économique, que des leaders d'opinion ou de simples citoyens soient traqués par des méthodes censées être réservées à la chasse aux terroristes: c'est intolérable! La confiance est rompue à partir du moment où celui qui devrait être votre partenaire vous espionne. La légitimité des accords PNR et le climat des négociations de l'accord commercial entre l'Europe et les États-Unis sont certainement détériorés. La position du Parlement en faveur d'une suspension des accords se veut constructive. Nous voulons que soit restaurée la confiance afin de pouvoir reprendre une collaboration transatlantique. Le respect des droits des citoyens européens et des entreprises européennes est une condition préalable à tout accord.

4-357-250

Nuno Teixeira (PPE), *por escrito*. – Em 1 de agosto de 2010 entrou em vigor o Acordo entre a União Europeia e os Estados Unidos da América sobre o tratamento de dados de mensagens de pagamentos financeiros e a sua transferência da UE para os EUA para efeitos do Programa de Detecção do Financiamento do Terrorismo. Manifesto-me seriamente

preocupado com os documentos recentemente revelados sobre as atividades da NSA relativas ao acesso direto a mensagens de pagamentos financeiros realizados por cidadãos europeus. Neste sentido, concordo em absoluto com a proposta de investigação técnica completa sobre as alegações, segundo as quais as autoridades dos EUA disporão de um acesso não autorizado aos servidores SWIFT. Por fim, gostaria de sublinhar a importância de que é necessário definir critérios de necessidade e proporcionalidade de qualquer medida limitativa dos direitos e liberdades fundamentais, tendo em conta a globalidade das medidas de segurança vigentes, cuja finalidade é combater o terrorismo e a criminalidade grave.

4-357-500

Derek Vaughan (S&D), *in writing*. – I voted in favour of the joint motion for a resolution on the suspension of the TFTP agreement. I did so because I believe that we as a Union need to safeguard the personal data and privacy rights of EU citizens. I agree that the current procedure for exercising the right of access may not be adequate in protecting these rights, as in practice it is not always possible to exercise the right to rectification, erasure and blocking. I am pleased to see that the Commission has acknowledged the long-term ambition of the EU to establish a system which allows the extraction of data to take place on EU soil.

4-358-000

Jacek Włosowicz (EFD), *na piśmie*. – Jeśli potwierdzą się doniesienia, że amerykański wywiad szpiegował dane w sieci SWIFT, to zawieszona może zostać umowa UE z USA o dostępie do tych danych. Doniesienia o tym, że sieć SWIFT, która pośredniczy w transakcjach między tysiącami banków, jest na celowniku amerykańskiej Agencji Bezpieczeństwa Narodowego (NSA), pojawiły się w prasie na początku września. Pisał o tym niemiecki tygodnik „Der Spiegel”, powołując się na dokumenty przekazane przez byłego współpracownika NSA Edwarda Snowdena. Unijna Komisarz Malmstroem powiedziała we wtorek europosłom z parlamentarnej komisji swobód obywatelskich (LIBE), że w połowie września zwróciła się do amerykańskiego podsekretarza skarbu Davida Cohena z prośbą o wyjaśnienia w tej sprawie, ale na razie nie otrzymała od amerykańskich władz satysfakcjonującej odpowiedzi. Potrzebujemy dodatkowych informacji i wyjaśnień w tej sprawie.

4-358-500

Zbigniew Ziobro (EFD), *na piśmie*. – Dziękuję sprawozdawcy za przedstawienie rezolucji dotyczącej zawieszenia umowy TFTP w następstwie inwigilacji prowadzonej przez Agencję Bezpieczeństwa Narodowego USA. Według doniesień doszło do nielegalnego udostępnienia komunikatów o płatnościach finansowych objętych umową TFTP. Wyrażam poparcie dla działań, które mają na celu zapewnienie ochrony danych osobowych oraz prywatności. Zadowolona fakt, iż podejmuje się współpracę pomiędzy państwami członkowskimi UE a ekspertami z USA, aby wyjaśnić tę sprawę. Nie można zapominać o wolności jednostki i jej prawie do prywatności. Dlatego należy bezwzględnie zabezpieczyć i chronić przepływ danych, aby w przyszłości nie doszło do podobnych incydentów, które zagrażałyby bezpieczeństwu oraz naruszałyby prywatność obywateli państw członkowskich UE.

4-358-750

Inês Cristina Zuber (GUE/NGL), por escrito. – Esta resolução é mais um exemplo de como é hipócrita a chamada luta contra o terrorismo. Tal como desde sempre alertámos, o seu objetivo é indissociável do ataque brutal contra os trabalhadores e os povos, nomeadamente na UE, procurando a sua conformação ideológica, alimentando e fomentando o medo, procurando convencer os trabalhadores e os povos da necessidade de medidas que violam gravemente a sua liberdade e os seus direitos. O caso da espionagem generalizada promovida pela ANS dos EUA, assim como as ligações cada vez mais claras entre os EUA e outras potências da UE e da NATO a organizações terroristas (veja-se o exemplo da Síria e da Líbia) ajudam a desvendar a implementação em curso de um sistema global de espionagem e de militarização das relações internacionais, comandado pela NATO, cada vez mais ingerencista, em confronto aberto com os princípios da Carta das Nações Unidas e do direito internacional. Defender a suspensão do Acordo TFTP (um instrumento da chamada luta contra o terrorismo) é um objetivo positivo e imediato que apoiámos. No entanto não podemos deixar de denunciar a hipocrisia da maioria do PE (direita e social-democracia) que agora quer a suspensão do acordo, quando antes tinha votado favoravelmente a sua aplicação, apesar dos nossos alertas.

13.12. Entwurf des Berichtigungshaushaltsplans Nr. 6/2013 (A7-0347/2013 - Giovanni La Via)

4-360-000

Mündliche Erklärungen zur Abstimmung

4-361-000

Andrzej Grzyb (PPE). - Panie Przewodniczący! Kończymy ten tydzień prac w Parlamencie dwoma decyzjami: w sprawie uzupełnienia budżetu na rok 2013 oraz budżetu na rok 2014. Szkoda, że brakło decyzji w sprawie wieloletniego budżetu na lata 2014-2020. Tu opór był niestety również po stronie Parlamentu, a na ten budżet czekają państwa członkowskie i regiony. Co do budżetu korygującego, to jest on konieczny. Wszyscy to widzimy. Potwierdzono to również we wczorajszej debacie, a niektórzy przewodniczący klubów mówili wręcz, jak przewodniczący Daul, że faktury leżą na stole i należy je po prostu zapłacić. Dobrze, że jest zgoda na zwiększenie budżetu, choć o miliard mniej niż potrzeba. Słusznie powiedział kolega La Via (sprawozdawca), że dołożyliśmy czwarte brakujące koło, ale o innym rozmiarze. Samochód co prawda pojedzie, jednak nie tak szybko jak byśmy chcieli. Uzupełnienie budżetu pozwala na uniknięcie drobnej kompromitacji, że w Unii nie reguluje się płatności, na które są podpisane umowy.

4-362-000

Seán Kelly (PPE). - A Uachtaráin, dar ndóigh tá fadhb mhór againn le buiséad leasaitheach Uimh. 6/2013 agus chuir cathaoirligh na ngrúpaí éagsúla sa Parlaimint é sin in iúl inné sa díospóireacht a bhí againn sa Seomra seo. Dá bhrí sin, a luaithe agus is féidir an fhadhb seo a réiteach is fearr é don Aontas i gcoitinne agus d'íomhá na Parlaiminte.

Having said that, I just wanted to say that the debate yesterday was illuminating but also somewhat disconcerting. To people looking in, it would perhaps appear that the Council, the Commission and Parliament were fighting like little children. But the reality is that the Council does not seem to accept the fact that, under the Lisbon Treaty, we now have co-decision. We are, therefore, no longer in a position to be pushed around. For that reason,

I hope the Council will wake up, accept its responsibilities, give us the budget that has been promised and let us get on with the work.

4-364-000

Schriftliche Erklärungen zur Abstimmung

4-364-250

Luís Paulo Alves (S&D), *por escrito*. – Aprovo o presente relatório, começando por registar que a descida de cerca de 3 955 milhões de euros na previsão dos RPT e de 384 milhões de euros no recurso próprio baseado no IVA é compensada pelas coimas num montante cumulado de 1 229 milhões de euros. A meu ver, tal se traduz automaticamente num aumento de 3 110 milhões de euros das contribuições complementares baseadas no RNB dos Estados-Membros, ou seja, num aumento líquido de 2 736 milhões de euros das *contribuições nacionais* (incluindo o IVA). Saliento, reconhecendo, apesar de tudo, o encargo significativo que tal irá representar para os orçamentos nacionais, que este ajustamento técnico do lado da receita não deve ser feito a expensas da cobertura integral das necessidades de pagamento justificadas, que já foram identificadas pela Comissão nos projetos de orçamentos rectificativos n.ºs 8 e 9/2013. Relembro ainda ao Conselho a sua posição baseada numa suborçamentação artificial dos anos anteriores e saliento, a este respeito, que a acumulação de orçamentos anuais do período 2007-2013 atinge um nível que é inferior em 60 mil milhões de euros ao limite máximo global dos pagamentos acordado do QFP para o período 2007-2013.

4-364-500

Marta Andreasen (ECR), *in writing*. – I always oppose any handout of extra cash to the European Commission. However, in the case of Amending Budget Number 6, which was voted today to make up for shortfalls in Excise and VAT resources, I abstained, given that we were informed by HM Treasury that the recalculation resulted in a reduction to the British contribution.

4-364-750

John Bufton (EFD), *in writing*. – Against The EU is facing quite a financial predicament here – however, it is not the 28 Member States' job to bail them out. If the EU can demand that countries like Greece and Portugal sell their assets to raise money, then why not the EU as well – starting with the vast chunks of expensive real estate they hold in Brussels, Luxembourg and Strasbourg?

4-364-781

Maria Da Graça Carvalho (PPE), *por escrito*. – Congratulo-me com o relatório hoje aprovado pelo Parlamento Europeu porque pretende evitar uma escassez de liquidez suscetível de conduzir a um défice de execução em 2013, com base no nível de dotações para pagamentos autorizadas no orçamento de 2013 incluindo apenas os orçamentos rectificativos n.º 1 a n.º 5.

4-364-812

Lara Comi (PPE), *per iscritto*. – Con l'adozione d'urgenza di questo progetto di bilancio rettificato, volto a compensare i mancati introiti derivati dalla riduzione delle entrate doganali, siamo riusciti, dopo una lunga trattativa ad evitare che la Commissione non fosse

più in grado di onorare i suoi impegni finanziari a partire da metà novembre. Un vero e proprio "shutdown" scongiurato. Ho dunque votato a favore di questa risoluzione, la quale costituisce tuttavia una misura provvisoria: mi auguro vivamente che il Consiglio provvederà rapidamente ad approvare le altre rettifiche necessarie.

4-364-843

Tadeusz Cymański (EFD), *na piśmie*. – W czwartek 24 października została przegłosowana rezolucja w sprawie stanowiska Rady dotyczącego projektu budżetu korygującego Unii Europejskiej na rok budżetowy 2013. Jak na początku tego roku alarmowała Komisja Europejska, obawiano się, że w unijnej kasie zabranie środków na rok 2013. W związku z powstałą luką finansową, spowodowaną 20% obniżką wpływów do kasy UE z ceł, Komisja Europejska wystąpiła z prośbą do Parlamentu Europejskiego o uzupełnienie tej luki przez państwa członkowskie. Przyjęcie nowelizacji budżetu na rok 2013 jest niezbędne do płynnego działania Unii Europejskiej. Zablokowanie opóźniłoby dalsze działania Parlamentu Europejskiego oraz podejmowanie dalszych kroków związanych z budżetem, takich jak przyjęcie budżetu na rok 2014 oraz przyjęcie wieloletnich ram finansowych. Dlatego w czwartkowym głosowaniu poparłem nowelizację budżetu na rok 2013.

4-364-875

Rachida Dati (PPE), *par écrit*. – Ce budget rectificatif va permettre d'abonder le budget 2013 de près de 2,7 milliards d'euros, pour permettre à l'Union européenne d'honorer ses paiements pour l'année. Mais je déplore l'urgence dans laquelle a été menée cette procédure: la Commission renvoie une image d'amateurisme aux Européens en agissant de la sorte, renforçant la méfiance des Européens vis-à-vis des institutions européennes dans leur ensemble.

4-364-906

Jill Evans (Verts/ALE), *in writing*. – In this vote I abstained. Despite the fact that one of our amendments succeeded, it is not a strong enough deal for my constituents in Wales. Wales profits enormously from EU funding and during times of such economic hardship, Wales needs investment, not austerity.

4-364-937

Diogo Feio (PPE), *por escrito*. – O projeto de orçamento retificativo n.º 6/2013 abrange uma revisão das previsões dos recursos próprios tradicionais (RPT, ou seja, direitos aduaneiros e quotas no setor do açúcar), as bases IVA e RNB, a orçamentação das correções correspondentes do Reino Unido e uma revisão das previsões de outras receitas provenientes de coimas, resultando numa alteração do nível e da distribuição entre os Estados-Membros das suas contribuições para o orçamento da União a título dos recursos próprios. Registo positivamente que tal se traduz automaticamente num aumento de 3 110 milhões de euros das contribuições complementares baseadas no RNB dos Estados-Membros.

4-364-968

José Manuel Fernandes (PPE), *por escrito*. – Este projeto de orçamento retificativo n.º 6/2013, alterado em 18 de setembro de 2013 por carta retificativa da Comissão, abrange uma revisão das previsões dos recursos próprios tradicionais (RPT, ou seja, direitos

aduaneiros e quotizações no setor do açúcar), as bases IVA e RNB, a orçamentação das correções correspondentes do Reino Unido e uma revisão das previsões de outras receitas provenientes de coimas, resultando numa alteração do nível e da distribuição entre os Estados-Membros das suas contribuições para o orçamento da União a título dos recursos próprios. Este projeto de orçamento retificativo é essencial para evitar uma escassez de liquidez suscetível de conduzir a um défice de execução em 2013, com base no nível de dotações para pagamentos autorizadas no orçamento de 2013 incluindo apenas os orçamentos retificativos n.ºs 1 a 5. Assim, votei favoravelmente este projeto de orçamento retificativo n.º 6/2013.

4-365-000

Monika Flašíková Beňová (S&D), *písomne* . – Dôležitosť predkladaného návrhu opravného rozpočtu spočíva v zabránení nedostatku hotovosti, čo by mohlo viesť k nedostatočnému plneniu predmetných záväzkov v roku 2013. Tento návrh, ktorý Komisia predložila 10. júla 2013 a následne pozmenila 18. septembra 2013 opravným listom, hovorí o revízii prognózy tradičných vlastných zdrojov. Pokles v prognóze tradičných vlastných zdrojov o približne 3 955 mil. EUR a vo vlastných zdrojoch založených na DPH o 384 mil. EUR sa kompenzuje pokutami v celkovej výške 1 229 mil. EUR. Hoci týmto krokom budú národné rozpočty v nemalej miere zaťažené, zmena na strane príjmov by sa nemala udiať na úkor financovania oprávnených položiek v plnom rozsahu, ktoré už boli Komisiou definované v návrhoch ďalších opravných rozpočtov.

4-365-500

Catherine Grèze (Verts/ALE), *par écrit* . – Comme d'habitude, là où le Conseil a procédé à de nombreuses coupes, la commission des budgets du Parlement européen a demandé une augmentation. A l'image du budget pour 2014 - 2020, le budget pour 2014 sera très largement inférieur à celui de 2013 (environ - 6%). Cette baisse est absolument incompréhensible en période de crise, alors que la relance pourra seulement venir du niveau européen. D'autant plus qu'on donne à l'UE toujours plus de prérogatives mais qu'on lui baisse son financement ! Face à ce constat, la commission des budgets a décidé de concentrer les efforts sur le développement (coopération au développement et aide humanitaire, Palestine), ce que les Verts ont soutenu. J'ai déposé avec le groupe Verts/ALE un amendement pour réduire les dépenses sur ITER (projet de recherche nucléaire) et l'interdiction de l'utilisation des fonds de la PAC pour la tauromachie. Des économies peuvent être faites sur ces secteurs et les fonds réalloués ailleurs. L'amendement n'a pas été retenu. Au final, j'ai choisi de m'abstenir. Malgré les bons compromis, on ne peut tout simplement pas voter une résolution acceptant un budget en baisse.

4-365-750

Marian Harkin (ALDE), *in writing* . – I supported the La Via report on the Draft Amending Budget 6/2013 but only on the condition that the Council must urgently adopt Draft Amending Budget 8/2013. We must pay our bills; we owe it to citizens and the European Parliament has a responsibility in this matter. Also, my vote on the MFF 2014-2020 Regulation will depend on the outcome in Council on Draft Amending Budget 8/2013.

4-366-000

Juozas Imbrasas (EFD), *raštu* . – Susilaikiau balsuodamas, kadangi reikia pripažinti tai, kad tai didelė našta, kuri dėl to teks nacionaliniams Europos Sąjungos valstybių narių

biudžetams. Komisija turi Europos Parlamentui pateikti visą turimą informaciją apie tai, kada šie padidinti nacionaliniai įnašai bus pervesti iš valstybių narių išdų į Sąjungos biudžetą ir kaip tai bus daroma. Komisija privalo nurodyti Europos Parlamentui realų poveikį, kurį šie padidinti BNP įnašai darys valstybių narių biudžetų subalansavimui 2013 m. arba 2014 m., jei toks poveikis bus daromas. Tik tokiu atveju būtų galima kalbėti apie pritarimą siūlymui.

4-366-125

Philippe Juvin (PPE), *par écrit*. – J'ai soutenu ce rapport. Ce vote portait sur l'approbation en urgence d'un versement de 2,7 milliards d'euros supplémentaires pour le budget 2013 afin d'éviter à l'Union européenne de se retrouver en cessation de paiement le mois prochain. Ce vote était primordial étant donné qu'il conditionne également le vote du Parlement européen sur le budget de l'Union européenne pour la période 2014-2020 qui aura lieu lors de la session plénière de novembre 2013. Le rapport a été adopté avec 428 voix pour, 44 contre et 76 abstentions. Je m'en félicite.

4-366-187

Giovanni La Via (PPE), *per iscritto*. – Ho più volte sottolineato come l'approvazione del DAB n.6 sia stata una soluzione temporanea, una ruota di scorta per una macchina che fatica a camminare. Procedendo con questa prassi, quella cioè di prendere impegni non seguiti dai successivi pagamenti, l'UE non farà altro che indebolire la propria politica di bilancio a svantaggio di giovani, famiglie, enti ed imprese che ad oggi beneficiano dei fondi provenienti dai programmi europei. È per questo motivo che abbiamo ribadito con forza la necessità che il Consiglio sblocchi quanto prima le risorse necessarie per far fronte agli impegni di pagamento del 2013, così come ci era stato garantito l'anno scorso, a margine dell'approvazione del bilancio. Diversamente, come già ripetuto più volte, non daremo il nostro assenso all'approvazione del Quadro finanziario pluriennale 2014-2020.

4-366-250

Bogusław Liberadzki (S&D), *na piśmie*. – Debatowaliśmy nad budżetem korygującym numer 6 w warunkach maksymalnie napiętych. Przewodniczący Barroso zagroził, iż w drugiej połowie listopada Komisja Europejska nie będzie w stanie realizować płatności. Jednak Rada Europejska od ponad pół roku prowadzi wysoce niejasną grę z Parlamentem Europejskim, z generalnym zamysłem, jak nie zapłacić za zaplanowane wcześniej wydatki, w jaki sposób szukać oszczędności metodą cięć i ograniczeń. Mam świadomość, iż potrzebujemy jeszcze decyzji odnośnie do budżetu korygującego numer 8, czyli kwoty 3,9 mld EUR w płatnościach. Zagwarantowanie kwoty 3,9 mld EUR jest niezbędnym warunkiem, aby dziś można było się zgodzić na kwotę 2,7 mld EUR, tak potrzebną KE. Kierując się zasadami, powinienem głosować przeciwko, ale kierując się odpowiedzialnością za działania UE, głosowałem za przyjęciem budżetu korygującego numer 6.

4-366-500

George Lyon (ALDE), *in writing*. – I voted in favour of the resolution on DAB6. Although it is disappointing that the Commission announced that it had problems with payments only two weeks before it would have been unable to pay its bills, it is essential to ensure that beneficiaries of EU funds are paid. I now hope the Council will agree on DAB8 so that we can vote on the MFF at the next plenary session in November.

4-366-750

David Martin (S&D), *in writing*. – I voted in favour of this report because it was a technical report on the revision of the forecast of TOR, VAT and GNI bases.

4-366-875

Véronique Mathieu Houillon (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur du budget rectificatif n° 6/2013 nécessaire pour éviter que l'UE soit en défaut de paiement. En effet, la diminution des revenus issus des droits à l'importation aux frontières extérieures de l'UE doit être compensée par une contribution supplémentaire des budgets nationaux d'un montant de 2,7 milliards d'euros, pour pouvoir financer les dépenses de l'année 2013.

4-366-890

Marisa Matias (GUE/NGL), *por escrito*. – Votei favoravelmente o projeto de orçamento retificativo n.º 6/2013. É uma operação que visa integrar, no orçamento de cada ano, as receitas provenientes das taxas aduaneiras, multas por violação do direito comunitário, que hoje não representam mais do que 15% do total. Houve uma acentuada quebra nas trocas comerciais internacionais em 2012, o que conduziu a uma redução do valor que havia sido previsto. Isto obrigou os Estados-Membros a aumentarem ligeiramente a sua contribuição anual, no valor total de 1,3 mil milhões de euros. A integração destas receitas era urgente, porque, desde o início do mês de outubro, a Comissão não pode proceder a quaisquer reembolsos/pagamentos aos Estados-Membros no âmbito dos fundos de coesão por não ter liquidez. Urge reiterar que este orçamento nada tem que ver com a aprovação pelo Conselho Europeu do orçamento retificativo n.º 8/2013, no valor de 3,9 mil milhões de euros, condição para que o Parlamento Europeu possa submeter a votos o acordo sobre o Quadro Financeiro Plurianual 2014-2020. O primeiro é uma operação corrente anual, o segundo consiste em aumentar as verbas para pagamentos em 2013 que, com base nas estimativas entregues pelos Estados-Membros, ultrapassará os 20 mil milhões de euros já no final deste ano.

4-366-906

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. – O presente projeto de orçamento retificativo (POR) n.º 6 para o exercício de 2013 tem por objetivo uma revisão das previsões dos recursos próprios tradicionais (RPT, ou seja, direitos aduaneiros e quotizações no setor do açúcar), as bases IVA e RNB, a orçamentação das correções do Reino Unido relevantes e respetivo financiamento e a revisão do financiamento das reduções «RNB» a favor dos Países Baixos e da Suécia em 2013, resultando numa alteração da distribuição entre os Estados-Membros das suas contribuições para o orçamento da UE a título dos recursos próprios. Uma revisão das previsões de outras receitas, decorrentes da coima no montante de 561 milhões de euros aplicada à Microsoft, e a criação da estrutura orçamental necessária, a fim de permitir a criação dos fundos fiduciários da União previstos no artigo 187.º do Regulamento Financeiro.

4-366-921

Willy Meyer (GUE/NGL), *por escrito*. – He votado a favor del presente informe debido a que supone un paso indispensable para garantizar que se cubran los compromisos financieros adquiridos por las instituciones europeas a lo largo del ejercicio de 2013. Este presupuesto rectificativo supone el acceso a 3.955 millones de euros que las instituciones europeas deben a los Estados miembros. Se trata de pagos por servicios ya adquiridos y

sin la aprobación de este presupuesto rectificativo la Unión Europea hubiera corrido un riesgo considerable de entrar en suspensión de pagos durante el ejercicio de 2013. El Consejo ha tratado de condicionar la "concesión" de este presupuesto rectificativo a la aceptación de su propuesto de Marco financiero Plurianual 2014-2020. Pero este voto solo hace referencia a la liberación de los recursos necesarios para hacer frente al pago de las deudas de 2013. Por ello he votado a favor del presente informe.

4-366-925

Alexander Mirsky (S&D), *in writing*. – In the resolution the European Parliament approves the Council position on Draft Amending Budget No 6/2013, I voted in favour.

4-366-929

Andreas Mölzer (NI), *schriftlich*. – Im vorliegenden Berichtigungshaushalt geht es um einen Nachtrag in Höhe von 2,7 Milliarden Euro. Diese zusätzlich erforderlichen Gelder begründet die Kommission durch geringe Zoll- und Mehrwertsteuereinnahmen im laufenden Jahr. Es ist schon bezeichnend, dass in den EU-Kassen zusätzlich zum Nachtragshaushalt von 3,9 Milliarden Euro ein Loch in Höhe von 2,7 Milliarden Euro klafft. Die EU ist per Vertrag dazu verpflichtet, ausgeglichen zu bilanzieren. Die EU-Kommission kündigte ja an, Mitte November zahlungsunfähig zu sein, wenn die Auszahlung der 2,7 Milliarden Euro nicht im Dringlichkeitsverfahren angenommen wird. Vor einer Woche, im Zuge der Trilog-Verhandlungen für den Berichtigungshaushalt Nr. 8 in Höhe von 3,9 Milliarden Euro, war noch keine Rede von einer drohenden Pleite. Es ist unglaublich, dass die Kommission erst am Wochenende die angebliche Pleite erkannte. Dass die Haushaltsbehörde in letzter Minute informiert wird, ist eine Schande. Wenn die EU ihren Zahlungsverpflichtungen nicht nachkommen kann, dann muss sie mehr sparen, und Sparpotential ist genug vorhanden. Die erpresserische Vorgehensweise der Kommission ist aufs schärfste abzulehnen, was ich mit der Ablehnung des Berichts auch zum Ausdruck bringe.

4-366-933

Rolandas Paksas (EFD), *raštu*. – Manau, kad tai yra skubus sprendimas. Grynųjų pinigų trūkumo problema nebus išspręsta. Tai yra tarsi lopas ant skylės. Deficito problema turi būt skubiai išspręsta. Tačiau ji neturi būti užkrauta ant eilinių piliečių pečių. Valstybės narės savo ištekliais yra nepajėgios išspręsti susidariusių problemų. Jos neturi prisiimti atsakomybės, kad ankstesniais metais biudžetas buvo netinkamai valdomas ir įgyvendinamas. Manau, kad deficitas turi būti padengtas naudojant kitus išteklius.

4-366-937

Maria do Céu Patrão Neves (PPE), *por escrito*. – Votei favoravelmente o relatório referente à posição do Conselho sobre o projeto de orçamento retificativo n.º 6/2013 da União Europeia para o exercício de 2013, Secção III – Comissão, em que se solicita à Comissão que forneça todas as informações de que dispõe sobre a altura e o modo como as contribuições nacionais acrescidas, previstas no presente orçamento retificativo devido à diminuição dos recursos próprios tradicionais, serão transferidas dos tesouros dos Estados-Membros para o orçamento da União. Na verdade, importa que a Comissão informe também sobre o impacto líquido que esta contribuição acrescida com base no PIB terá, se for o caso, no equilíbrio dos orçamentos dos Estados-Membros em 2013 e 2014.

4-367-000

Raül Romeva i Rueda (Verts/ALE), *por escrito*. – Abstención. El pasado 18 de septiembre, la Comisión Europea envió una nota rectificativa (COM(2013)0655) al Parlamento Europeo para revisar principalmente las previsiones sobre los recursos propios tradicionales (es decir, derechos de aduana y cotizaciones en el sector del azúcar) y las bases del IVA para modificar los recursos propios de los que dispone la Unión.

Los Verdes hemos solicitado que un hecho tan delicado no se trate de manera indiferente, sin debate político, sin debate público y sin toda la información que necesita el Parlamento para corroborar el estado real de las cifras del ejecutivo comunitario. Concretamente, los Verdes exigieron una sesión extraordinaria sobre el tema. Cabe recordar que los Verdes junto a los federalistas europeos son también los que mantienen que el marco financiero plurianual 2014-2020 debe ser votado después de las elecciones parlamentarias, para que este sea objeto de debate en la campaña electoral. Además, son los Verdes quienes históricamente han abanderado la lucha por los recursos propios de la UE, hecho que daría más fuerza política a las decisiones del Parlamento frente al Consejo.

4-367-250

Alda Sousa (GUE/NGL), *por escrito*. – Votei favoravelmente o projeto de orçamento rectificativo n.º 6/2013. É uma operação que visa integrar, no orçamento de cada ano, as receitas provenientes das taxas aduaneiras, multas por violação do direito comunitário, que hoje não representa mais do que 15 % do total. Houve uma acentuada quebra nas trocas comerciais internacionais em 2012, o que conduziu a uma redução do valor que havia sido previsto. Isto obrigou os Estados-Membros a aumentarem ligeiramente a sua contribuição anual, no valor total de 1,3 mil milhões de euros. A integração destas receitas era urgente, porque, desde o início do mês de outubro, a Comissão não pode proceder a quaisquer reembolsos/pagamentos aos Estados-Membros no âmbito dos fundos de coesão por não ter liquidez. Urge reiterar que este orçamento nada tem que ver com a aprovação pelo Conselho Europeu do orçamento rectificativo n.º 8/2013, no valor de 3,9 mil milhões de euros, condição para que o Parlamento Europeu possa submeter a votos o acordo sobre o Quadro Financeiro Plurianual 2014-2020. O primeiro é uma operação corrente anual, o segundo consiste em aumentar as verbas para pagamentos em 2013 que, com base nas estimativas entregues pelos Estados-Membros, ultrapassará os 20 mil milhões de euros já no final deste ano.

4-367-500

Kay Swinburne (ECR), *in writing*. – I opted to abstain in this vote on the Draft Amending Budget 6. This amending budget is another example of the poor budget management that is so unacceptable at EU level. Our constituents need to see evidence of sound budgetary supervision from the European Commission, instead of these sorts of last-minute requests for funds to cover shortfalls that should have already been identified.

4-368-000

Marc Tarabella (S&D), *par écrit*. – J'ai voté en faveur du rapport de mon collègue La Via relatif à la position du Conseil sur le projet de budget rectificatif n° 6/2013: révision des prévisions relatives aux RPT et aux assiettes TVA et RNB, budgétisation des corrections britanniques et révision des réductions RNB en faveur des Pays-Bas et de la Suède – autres recettes provenant de l'amende infligée à Microsoft –, création des fonds fiduciaires de l'Union. Rappelons au passage au Conseil la sous-budgétisation artificielle des exercices

antérieurs qu'il défendait et soulignons, à cet égard, que le total des budgets annuels de la période 2007-2013 est inférieur de 60 milliards d'euros au plafond global des paiements convenus du CFP pour la période 2007-2013 et qu'un excédent cumulé de 12 milliards d'euros pour la période 2007-2013 a été reversé de facto aux États membres en diminuant de ce montant leurs contributions RNB cumulées!

4-368-500

Derek Vaughan (S&D), *in writing*. – I supported today's vote to amend the 2013 budget. Making sure that the EU is a position to pay its bills is important. We are now seeing bills for many projects coming in from Member States and the Commission needs to be in a position to honour commitments it has made. This amending budget was a technical measure to adjust revenue due to a fall in import and customs duties and saved the UK GBP 352 million. In future, there needs to be more clarity from the Commission regarding the current situation with the EU budget, but I am pleased that this issue has been resolved swiftly.

4-368-750

Angelika Werthmann (ALDE), *in writing*. – Draft Amending Budget No. 6 (DAB No 6) represents a revision of forecasts of different revenues to the EU Budget (VAT, GNI and traditional own resources (TOR) – such as customs duties and different levies – e.g. sugar sector levies) and is 'crucial to avoid cash shortages that could lead to an implementation deficit in 2013'. In order to avoid Europe's insolvency and other negative effects for the 2014 budget and the Multiannual Financial Framework (where negotiations are still going on) for the new financial period 2014-2020, I think it is of utmost importance that the European Union provides viable solutions, so that Member States/beneficiaries still receive their resources. It makes no sense to stop the 'economic engine' at this moment, because payments that need to be made from DAB 6 refer to projects already implemented, eligible from the financial period 2007-2014. In the end payments will have to be made. Postponing this decisions and payments will only mean more 'financial resources shortfalls' next year and uncertainty in next year's budget and financial and programming period; the EU budget is not allowed to have any debts according to the Treaty.

13.13. Allgemeines Umweltaktionsprogramm der EU für die Zeit bis 2020 (A7-0166/2013 - Gaston Franco)

4-370-000

Mündliche Erklärungen zur Abstimmung

4-371-000

Rosa Estaràs Ferragut (PPE). - Señor Presidente, quiero resaltar que el Programa General de Medio Ambiente de la Unión hasta 2020, respecto del que votamos a favor, tiene como objetivo intensificar la contribución de la política medioambiental a la transición de una economía fuerte en recursos y baja en carbono. Por lo tanto, pensamos que el ponente ha fortalecido, con su informe, la legislación ambiental y la integración de las cuestiones medioambientales en otras políticas y, por lo tanto, creemos que es un tema muy positivo y prioritario para la mejora de la salud y el bienestar de los ciudadanos, porque proporciona programas para el marco general de la política de medio ambiente para el año 2020. Así pues, pensamos que es un informe positivo y, por eso, hemos votado a favor.

4-372-000

Seán Kelly (PPE). - A Uachtaráin, tá áthas orm vótáil ar son na tuarascála seo agus bhí díospóireacht an-mhaith faoi aréir sa Pharlaimint agus bhí áthas orm páirt a ghlacadh sa díospóireacht sin. Tá súil agam go ndéanfaimid dul chun cinn amach anseo go háirithe maidir le polasaí 2020 agus go dtí 2050. Tabharfaidh sé sin cinnteacht do gach duine faoi cad a bheidh ag tarlú sa Pharlaimint agus san Eoraip.

There are just two additional points I would like to make in relation to what I said last night. One is that we have to concentrate on third countries and ensure that any food – fish, for example – coming into Europe complies with the same environmental standards that we expect here in Europe.

Secondly, we must ensure that the policies we undertake do not have a negative effect on the environment in third countries – particularly in relation to deforestation – as has been alleged by some NGOs.

4-374-000

Schriftliche Erklärungen zur Abstimmung

4-374-500

Luís Paulo Alves (S&D), *por escrito.* – Aprovo o presente relatório, considerando que, num período de crise económica e de austeridade, enfatizar uma política ambiental seria quase impossível, pois tal seria interpretado como uma prioridade secundária ou, então, como um constrangimento ou um entrave ao crescimento económico e ao emprego. Seria conveniente substituir esta visão a curto prazo e geradora de divisões por uma combinação eficaz da mensagem ambiental e das preocupações económicas e industriais, associando todos os intervenientes numa abordagem inovadora e garante de progresso. A meu ver, a ação em prol do ambiente origina custos muito elevados – tal como a inação neste domínio – mas tem também benefícios que nem as finanças públicas nem os investidores privados podem descurar durante o período atual. Por esta razão, a preocupação ambiental não deve continuar a ser a variável de ajustamento mas sim integrar-se, a montante, as diferentes políticas setoriais. Ao propor um regime geral, o sétimo programa de ação em matéria de ambiente pode servir de grande manifesto ambiental da União Europeia perante os seus cidadãos e o resto do mundo e de ato fundador de um *New Deal* ecológico europeu no horizonte de 2020, garante de um crescimento mais *verde* e gerador de emprego.

4-374-750

Martina Anderson (GUE/NGL), *in writing.* – I voted in favour of this report as, although I am not convinced of the worth of public-private partnerships which are mentioned in this report and am against any steps towards the privatisation of water, there remains a very comprehensive overview of the EU environment with a lot of excellent inclusions.

4-374-875

Sophie Auconie (PPE), *par écrit.* – Conformément à mon engagement en faveur de l'environnement, j'ai voté en faveur de ce programme d'action pour l'environnement qui a pour objet de renforcer la contribution de la politique de l'environnement à la transition vers une économie plus efficace dans l'utilisation de ses ressources et plus sobre en émissions de carbone, notamment en imposant un cadre juridique à la politique climatique et énergétique.

4-376-000

Erik Bánki (PPE), *írásban* – Az Európai Unió VII. Környezetvédelmi Akcióprogramjáról szóló megállapodást azért nem támogattam szavazatommal, mert az a magyar érdekekkel ellentétes módon olyan célkitűzéseket tartalmaz, amelyek megelőlegezik a 2020 utáni klíma- és energiapolitikai keretre vonatkozó, az Európai Tanácson belüli jövőbeni tárgyalások eredményét.

Véleményem szerint ugyanis a hosszú távú klímapolitikai célokról kizárólag a miniszterelnökök szintjén született döntés, ahogyan ezt a 2013. május 22-i európai tanácsi következtetések is megfogalmazták, utalva arra, hogy a 2020 utáni klíma- és energiapolitikai keretre vonatkozóan a 2014-es márciusi Tanács hivatott dönteni. Mindezek fényében nem elfogadható Magyarország számára, hogy a jelen környezetvédelmi akcióterv megelőlegezi a legfelsőbb politikai szinten meghozandó döntést és jogilag kötelező erejű célokat szab meg a tagállamok számára a klímapolitika terén.

4-376-125

Слави Бинев (EFD), *в писмена форма* . – Осъзнавайки икономическата мотивация и без да пренебрегвам ползите за околната среда, гласувах отрицателно за доклада на Гастон Франко. Причините за това са, че смятам за неоснователно в страна като България по време на икономическа криза да се вземат решения за подобни мащабни инвестиции, които не припокриват стандартите. В държава членка, в която на първо място е необходимостта от цялостна промяна в установените модели на управление, поведение, стопанска дейност, потребление и др. са нужни конкретни мерки за неотложния дневен ред, а една подобна програма, която поглъщаща огромен ресурс, би причинила по-скоро вреда. В допълнение бих желал да отбележа, че ако ангажиментите към околната среда бъдат поети на европейско и международно равнище, вероятната липса на политическа воля и различието в прилагането между държавите членки би могло да доведе до допълнителни административни тежести.

4-375-000

Sebastian Valentin Bodu (PPE), *în scris* . – Această propunere legislativă a Comisiei Europene intenționează să introducă, pentru perioada 2013-2020, cel de al șaptelea Program de acțiune pentru mediu. Printre altele, ar fi necesară o implicare a țărilor terțe la fel de mare ca cea a Uniunii pe probleme de mediu și climă. Este important ca UE să nu rămână izolată în eforturile sale și să se poată baza pe parteneri puternici. UE trebuie să definească mai bine condițiile de acces la piața sa și să nu o deschidă, decât dacă țările terțe protejează mediul, reduc emisiile de gaze cu efect de seră și dacă întreprinderile europene nu sunt dezavantajate printr-o concurență neloială. În opinia mea, dezvoltarea civismului în materie de mediu ar trebui să constituie o prioritate, fiind un factor de progres.

4-376-250

John Bufton (EFD), *in writing* . – Against I voted against this report as this programme has, to date, proven to be unnecessary, ineffective and ridiculously expensive, and I do not believe that a penny more of the taxpayers' money should be wasted on it.

4-376-500

Alain Cadec (PPE), *par écrit* . – J'ai soutenu le rapport de monsieur Franco sur le renforcement d'une économie européenne tournée vers la protection de l'environnement. J'approuve le "new deal écologique européen" présenté par le rapporteur; une gestion

efficace dans l'utilisation des ressources de l'Union est fondamentale pour la préservation de la santé et du bien-être des citoyens. En tant que Vice-président de la commission Pêche du Parlement, je salue plus particulièrement l'introduction de mesures visant à la réduction quantitative des déchets marins. Je me félicite d'autant plus de l'adoption de ce rapport puisqu'il se situe dans la continuité des objectifs établis par le protocole de Kyoto, dont l'Union européenne est partie prenante.

4-376-625

Maria Da Graça Carvalho (PPE), *por escrito*. – Congratulo-me com o relatório hoje aprovado pelo Parlamento Europeu que pretende resolver alguns problemas complexos ambientais. Nomeadamente, trazer à consciência os limites ecológicos do planeta e do meio ambiente, com o intuito de maximizar os benefícios da política ambiental para a economia e para a sociedade.

4-376-687

Minodora Cleveti (S&D), *în scris*. – Provocările legate de mediu cu care ne confruntăm la ora actuală (schimbările climatice, declinul biodiversității, poluarea, deșeurile, riscurile la adresa sănătății populației, etc.) rămân semnificative și nu pot fi ignorate sau tratate superficial. Am convingerea că noul Program general de acțiune al Uniunii va asigura un nivel ridicat de protecție a mediului și va garanta calitatea vieții printr-o bunăstare echitabilă și sustenabilă pentru cetățeni. Noul cadru general al politicii de mediu a Uniunii Europene propune o abordare ambițioasă și realistă a problemelor de mediu și include totodată soluții pentru ieșirea din perioada de criză prin promovarea unei creșteri economice ecologice. Putem și trebuie să avem creștere economică și să creăm noi locuri de muncă respectând în același timp mediul, utilizând eficient resursele și punând accentul pe inovare și pe competitivitatea întreprinderilor.

Propunerile incluse în noul Program de acțiune vor asigura că legislația europeană din domeniul mediului va fi bazată pe cunoștințe științifice solide, va fi mai coerentă și mai simplă și în consecință mai bine acceptată și aplicată.

Salut, de asemenea, atenția acordată necesității și importanței sensibilizării, informării și implicării cetățenilor europeni în ceea ce privește politica de mediu a Uniunii Europene astfel încât ei să devină actori ai protecției, ai conservării, ai sporirii și ai valorificării capitalului natural.

4-376-718

Lara Comi (PPE), *per iscritto*. – Nell'ambito del difficile quadro congiunturale attuale, la promozione di politiche per la tutela dell'ambiente può apparire come un obiettivo secondario, se non addirittura un ostacolo alla crescita e alla competitività. Certo, l'azione a favore dell'ambiente genera talvolta costi molto elevati, ma crea altresì vantaggi che né le finanze pubbliche né gli investitori privati possono ignorare. Alla luce di ciò, abbiamo bisogno di politiche ambientali che forniscano un quadro giuridico chiaro e trasparente che consenta agli operatori economici di cogliere tali vantaggi, diventando così veri e propri catalizzatori dell'"eco-innovazione", generando efficienza, competitività, crescita e posti di lavoro, con benefici trasversali in numerosi settori industriali. Il settimo Programma di azione per l'ambiente (PAA), integrando gli obiettivi di politica ambientale con tutte le altre politiche settoriali dell'Unione Europea, si orienta in questa direzione e ha dunque trovato il mio voto favorevole. Crescita e competitività, da un lato, e tutela dell'ambiente,

dall'altro, non possono più viaggiare su binari separati. Lo dobbiamo alle future generazioni, ai nostri figli, che come noi rivendicano il diritto di vivere in armonia con l'ambiente naturale mantenendo livelli futuri di consumo e benessere non inferiori a quelli attuali.

4-376-734

Emer Costello (S&D), *in writing*. – I welcome the agreement reached with the Council, under the Irish Presidency, in June for the European Environmental Action Programme (2014-20). This, the seventh, European action programme, sets out the major priorities and guidelines for EU environmental policy, and hence Member States' environmental policies, over the next seven years. The action programme is aimed at steering Europe's transition towards a resource-efficient, low-carbon and environmentally-friendly economy that protects and strengthens the environment as well as the health and well-being of citizens. I particularly welcome the emphasis placed by the EP in the new programme on improving the implementation of EU environmental laws, as well as the emphasis on waste management, the combined effects of chemicals, the need for a legally-binding framework for energy and climate policy by 2020, the need for progress on soil protection and the elimination of environmentally-damaging subsidies in the new programme. I would now urge the Council to approve the seventh programme without delay and the challenges identified in this programme should be addressed by means of concrete proposals from the Commission.

4-376-750

Vasilica Viorica Dăncilă (S&D), *în scris*. – Uniunea Europeană este și dorește să rămână un actor important în domeniul protecției mediului și, ca atare, ar trebui să transmită un mesaj politic puternic către țările terțe pentru a contribui la crearea unei guvernante internaționale în materie de mediu și la combaterea schimbărilor climatice.

4-376-875

Rachida Dati (PPE), *par écrit*. – Ce texte permettra d'intégrer, de façon transversale, les préoccupations environnementales dans les différentes politiques sectorielles de l'Union. Ces objectifs ambitieux ne peuvent être atteints qu'au prix de la mise en place d'une véritable diplomatie européenne de l'environnement: il est temps pour l'Union de parler d'une seule voix pour pouvoir véritablement avoir un impact. L'objectif central de ce texte, c'est également de mettre le citoyen au cœur de son action, avec des actions d'éducation, d'information, de formation et d'accès à la justice, car la protection de l'environnement passe aussi par nos gestes quotidiens.

4-377-000

Christine De Veyrac (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur de ce texte car je suis favorable à l'établissement d'un nouveau cadre stratégique pour la politique environnementale de l'Union, qui soit cohérent entre les objectifs fixés et les instruments prévus pour y parvenir. De plus, je considère notamment que le septième programme d'action pour l'environnement, « Bien vivre, dans les limites de notre planète », devrait également envoyer un message politique fort de la part de l'Union au reste du monde. L'Union doit en effet obtenir des pays tiers qu'ils s'engagent tout autant qu'elle en matière environnementale et climatique. Sur ce point, il est primordial de privilégier le dialogue et la concertation avec nos partenaires et non de tenter un passage en force qui conduirait à une critique virulente de l'attitude de l'Union. De ces tensions politiques pourraient naître une menace sur les

échanges commerciaux de nos entreprises, comme nous l'avons connu sur le dossier « ETS aviation » ces derniers mois.

4-377-250

Jill Evans (Verts/ALE), *in writing*. – I voted in favour of this report as it should see us step with confidence towards our EU 2020 goals. I am proud that the Parliament has strengthened a number of key policy areas such as targets on CO₂ reductions and targets on land, material, carbon and water footprint. Wales is committed to sustainability and fighting climate change.

4-377-500

Diogo Feio (PPE), *por escrito*. – O último programa de ação para o ambiente terminou em julho de 2012. Cumpre agora estabelecer as prioridades para o Sétimo Programa, num momento em que o desafio ambiental é importantíssimo e está longe de estar cumprido. Até 2050, é urgente que seja melhorado o desempenho ambiental global e, para tal, é importante a aposta numa economia mais verde e mais sustentável num quadro de competitividade, inovação e criação de emprego.

4-377-750

José Manuel Fernandes (PPE), *por escrito*. – Ao longo dos últimos 40 anos, foi instituído um amplo leque de legislação ambiental na UE que contribuiu para termos o acervo normativo mais abrangente e moderno do mundo. Para além da legislação, existem programas de ação da UE em matéria de ambiente desde o início da década de 70. Hoje, temos consciência que os objetivos ambientais propostos só serão atingidos se forem integrados em todas as políticas e atividades da União. Contudo, em muitas partes da Europa, os cidadãos da UE continuam a estar expostos a substâncias perigosas, pondo potencialmente em risco a sua saúde e bem-estar. A UE pretende combater estes problemas, ou minimizá-los, com a execução do programa de ação em matéria de ambiente (PAA), que deve vigorar até 31 de dezembro de 2020. Espera-se que este programa tenha os recursos financeiros suficientes e a vontade política da UE e dos Estados-Membros necessária para ser executado. A UE só tem a ganhar com o objetivo de se tornar numa economia verde e inclusiva, o que assegurará crescimento e desenvolvimento sustentável, a proteção da saúde e o bem-estar dos cidadãos da UE e um futuro seguro e solidário para as gerações vindouras.

4-378-000

Monika Flašíková Beňová (S&D), *písomne*. – Cieľom EÚ do roku 2020 je disponovať inteligentným, udržateľným a inkluzívnym hospodárstvom so súborom politik a opatrení, ktoré by umožňovali plynulý prechod k nízkouhlíkovému hospodárstvu efektívne využívajúcemu zdroje. Od roku 1973 vytvárali rámec pre činnosti Únie v rámci problematiky životného prostredia nadväzujúce environmentálne akčné programy (EAP). Doposiaľ v ostatnom, šiestom EAP bolo konštatované, že program bol prínosom pre životne prostredie a vytvoril zastrešujúci rámec strategického smerovania politiky v oblasti životného prostredia. Napriek týmto úspechom však stále pretrvávajú neudržateľné trendy vo všetkých štyroch prioritných oblastiach stanovených v 6. EAP. V zaujme zabezpečenia dlhodobej prosperity Únie je potrebné prijať ďalšie opatrenia na riešenie týchto otázok. Je dôležité prioritné ciele Únie na rok 2020 stanoviť z hľadiska dlhodobej vízie, pričom nový program by mal byť prioritne postavený na iniciatívach v rámci stratégie Európa 2020.

4-379-000

Juozas Imbrasas (EFD), *raštu*. – Pritariau balsuodamas, nes ankstesnės ES aplinkos veiksmų programos galiojimas baigėsi 2012 m. liepos pabaigoje. Todėl iš tikrųjų atėjo laikas susitarti dėl naujos bendros sistemos iki 2020 m. ir pasiūlyti plataus užmojo ir tikrovišką 2050 m. viziją, prisidedant prie aktyvių veiksmų, pradėtų vykdyti per konferenciją Rio+20. Tebėra daug problemų, susijusių su pernelyg dideliu gamtos išteklių eikvojimu, ekosistemų būklės blogėjimu, energijos vartojimu, tarša, atliekomis, sveikatai keliami rizika ar klimato kaita. Tačiau kartu didžiausia kylanti problema – išlaikyti arba pagerinti žmonių gyvenimo sąlygas Europoje ir pasaulyje. Ekonomikos krizės ir griežto taupymo laikotarpiu galėtų būti rizikinga akcentuoti aplinkos politiką, nes ji būtų suprantama kaip antraeilis prioritetas arba suvaržymas ir ekonomikos augimo bei užimtumo stabdis. Tačiau atrodo, kad protingiau šią viziją, kuri yra trumpalaikė ir kelia nesutarimus, pakeisti veiksmingu informacijos apie aplinkosaugą ir ekonominių bei pramoninių problemų derinimu, suburiant visus veikėjus novatoriškai veiklai, kuria skatinama pažanga. Mums reikalinga ekonomika, kurioje naudojama mažiau energijos ir žaliavų arba jos naudojamos geriau, kurioje gaminama ir vartojama pažangiai, vengiant švaistymo, ir kontroliuojamas teršalų išmetimas bei atliekos, kartu mažinant neigiamą poveikį aplinkai. Šviesti, informuoti, mokyti piliečius, stiprinti jų indėlį į aplinkosaugą kasdieniame gyvenime, skatinti pilietinę veiklą, taip pat teisę kreiptis į teismą aplinkos klausimais – tai tikslai, kurių naująja ES programa taip pat turi būti siekiama.

4-379-125

Béla Kovács (NI), *írásban* – Maga a világra erőltetett gazdasági fejlődési modell teljesen elhibázott, amely a folytonos növekedést forszírozza, miközben a bolygónk lehetőségei végesek. A jelentés azért került napirendre, mert az EU környezetvédelmi cselekvési programja 2012-ben lejárt, így most a 2020-ig tartó program és a 2050-ig megfogalmazandó jövőkép készült el. Életterünk felélésével veszélybe sodorjuk önmagunkat és a jövő generációkat is. Nem kellene elfeledni, hogy Földünket nem apáinktól örököltük, hanem unokáinktól kaptuk kölcsön. A jelentés a környezet védelmét segíti, így azt támogattam.

4-379-140

Agnès Le Brun (PPE), *par écrit*. – Le Parlement européen a adopté un programme général de l'Union européenne pour la politique de l'environnement à l'horizon 2020. Nous avons défini neuf objectifs prioritaires, tels que la biodiversité, la consommation et la production durables, ainsi que les nanomatériaux. Nous avons demandé une meilleure mise en œuvre de la législation environnementale et l'intégration des questions environnementales dans toutes les politiques de l'Union européenne. Nous avons également souligné la nécessité de protéger la biodiversité de l'Union et de renforcer les liens entre les politiques environnementale et industrielle. Des mesures concrètes ont été adoptées, telles que la limitation de la mise en décharge des déchets non-recyclables, le renforcement des inspections ou la réduction progressive des subventions néfastes à l'environnement. J'ai voté en faveur de ce programme car je considère qu'il est essentiel d'adopter une stratégie transversale en matière de politique environnementale afin d'assurer la cohérence de l'action de l'Union européenne dans ce domaine.

4-379-156

David Martin (S&D), *in writing*. – I voted in favour of this report because it was a technical report. It means that the UK will save GBP 352 million. The Commission may run out of money soon and it is important that the EU can continue to function without going into unnecessary debt. I was pleased that the Parliament approved this report.

4-379-171

Véronique Mathieu Houillon (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur du rapport sur le programme d'action général de l'Union pour l'environnement à l'horizon 2020. La prise en compte de l'environnement doit répondre à une approche globale et être intégrée dans les différents secteurs de l'économie. Au-delà de l'engagement de l'administration publique, le recours aux partenariats public-privé doit être encouragé, notamment dans le secteur de la gestion des déchets. La préservation de la biodiversité extraordinaire et ordinaire est également un point essentiel, sur lequel nous ne devons pas faire l'impasse pour ne pas arriver à un point de non-retour et perdre le potentiel de notre capital naturel.

4-379-179

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. – O anterior programa de ação em matéria de ambiente expirou no final de julho de 2012. É assim importante chegar a um acordo sobre o novo quadro geral até 2020 e propor uma visão ambiciosa e realista para 2050. O novo programa europeu deve procurar educar, informar, formar e reforçar a participação do cidadão europeu. Apesar da dificuldade de tratar estes assuntos num cenário de crise económica, é essencial que os mesmos não fiquem esquecidos, sob pena de nos virmos a arrepender desse facto no futuro.

4-379-187

Roberta Metsola (PPE), *in writing*. – I welcome this report which calls for the limitation of landfilling of non-recyclable and non-recoverable waste by 2020 and introduces a binding framework beyond 2020 to enable Member States and industry to make necessary investments in emissions reduction, energy efficiency and renewable energy. In particular I welcome the emphasis on the need to increase the efficiency and effectiveness of inspections. I have therefore voted in favour.

4-379-194

Willy Meyer (GUE/NGL), *por escrito*. – No he podido apoyar el presente informe debido a que, pese a que introduce numerosos aspectos positivos sobre las estrategias de conservación del medio ambiente en los Estados miembros de la Unión Europea, no logra separarlos de los objetivos neoliberales planteados dentro de la Estrategia 2020. El medio ambiente es un bien público o un bien común de toda la sociedad. Por ello, el Estado debe ser el garante de su protección, incluyendo la participación de todos los ciudadanos de un país. El informe incluir la agenda de su protección bajo los intereses del capital internacional y partiendo de la base de la introducción de los objetivos neoliberales y privatizadores desarrollados por la Agenda 2020. Por ello no he podido apoyar el presente informe.

4-379-196

Alexander Mirsky (S&D), *in writing*. – The programme provides an overarching framework for environment policy up to 2020, identifying nine priority objectives for the EU and its Member States in order: 1. to protect, conserve and enhance the EU's natural

capital; 2. to turn the EU into a resource-efficient, greener and more competitive low-carbon economy; 3. to safeguard EU citizens from environment-related pressures and risks to health and wellbeing; 4. to maximise the benefits of EU environment legislation; 5. to improve the evidence base for environment policy; 6. to secure investment for environment and climate policy and get the prices right; 7. to improve environmental integration and policy coherence; All the points are very timely and I voted in favour.

4-379-198

Andreas Mölzer (NI), *schriftlich*. – Mit einem Umweltaktionsprogramm (UAP) legt die Europäische Union jeweils für mehrere Jahre die mittelfristigen Zielsetzungen der europäischen Umweltpolitik fest. Das sechste Umweltaktionsprogramm, das den Zeitraum 2002 bis 2012 umfasste, ist Ende Juli des vergangenen Jahres ausgelaufen. Nun soll ein siebentes Umweltaktionsprogramm in Kraft treten. Ein wichtiges Ziel ist es, Maßnahmen zu Gunsten der Umwelt zu treffen. In seiner Eigenschaft als umfassendes Konzept kann das 7. Aktionsprogramm für die Umwelt zugleich als großes Umweltmanifest der Europäischen Union gegenüber ihren Bürgern und der übrigen Welt dienen, zugleich jedoch auch als Gründungsakte eines europäischen ökologischen New Deal vor dem Zeithorizont 2020 als Beförderer eines „grünere“ Wachstums und Instrument zur Schaffung von Arbeitsplätzen. Es steht außer Frage, dass man die Umwelt nicht sinnlos weiter ausbeuten darf und man auch auf die Förderung der gegebenen Ressourcen wie Öl und Gas achten muss. Zudem sollte bei der Förderung von Rohstoffen ein Mindestmaß an umwelttechnologischen Standards eingehalten werden. Allerdings sollte hierbei die Kompetenz in erster Linie bei den einzelnen Ländern bleiben, um Ausbeutung durch globale Großkonzerne verhindern zu können. Es macht meines Erachtens wenig Sinn, wenn sich die EU nun als eine Art „Umweltwelpolizei“ geriert. Aus diesem Grund habe ich gegen den Bericht gestimmt.

4-379-202

Claudio Morganti (EFD), *per iscritto*. – Non credo che in quest'aula ci siano persone che non vogliano bene all'ambiente: tutti noi, infatti, viviamo sullo stesso pianeta, e credo sia desiderio e volontà di tutti difenderlo. Quello che però mi differenzia dai fondamentalisti ecologici è avere una visione più ampia, aperta su più prospettive: non ci si può, infatti, limitare a valutare le misure ambientali, senza tenere in adeguata considerazione i possibili impatti che queste possono avere su tutto quanto le circonda, a partire dall'ambito economico-sociale. Vi è poi un'altra questione su cui bisognerebbe riflettere: l'Unione europea rappresenta un attore importantissimo sul piano mondiale, e mi chiedo la ragione per cui non sia in grado di imporre minimi standard ambientali ai suoi partner esterni, a partire ad esempio dai nuovi giganti in espansione, Cina in testa. Se non si agisce a livello globale, diventa fondamentalmente inutile insistere con misure interne, a volte giuste ma talvolta forse troppo esasperate. Se amiamo veramente l'ambiente dobbiamo far sì che questo principio di difesa, tutela e valorizzazione valga ovunque: ne trarrebbero vantaggio l'intero Pianeta, la specie umana, e forse anche le nostre aziende e i nostri lavoratori, che in Europa devono giustamente rispettare onerosi vincoli ambientali, altrove totalmente assenti.

4-379-206

Franz Obermayr (NI), *schriftlich*. – Die vorliegende Entschließung gibt ein neues allgemeines Umweltaktionsprogramm der Europäischen Union für die Zeit bis 2020 an. Im Programm werden Themen wie zum Beispiel die Zerstörung der Ökosysteme,

Energieverbrauch und Umweltverschmutzung behandelt. Das Programm sollte eine Kombination aus ökologischer Botschaft sowie wirtschaftlichen und industriellen Anliegen darstellen, und die Akteure sollten gemeinsam ein innovatives und zukunftsorientiertes Konzept bilden. Um jedoch ein „grünes Wachstum“ zu erlangen, entstehen immer mehr und komplexere Umweltvorschriften, welche sich überlappen und schwer verständlich sind. Des Weiteren haben KMU keine Möglichkeit, den Anforderungen nachzukommen. Ein weiteres Problem sind die erheblichen Unterschiede zwischen den Mitgliedstaaten und der jeweiligen Umsetzung. Darüber hinaus stützen sich die EU-Umweltvorschriften nicht auf die solide Basis wissenschaftlicher Erkenntnisse und erhalten so kaum Akzeptanz und können daher auch schwer durchgesetzt werden. Nach meiner Ansicht verfolgt das Umweltaktionsprogramm noch keine klare Strategie. Diese sowie eindeutige Botschaften müssten formuliert werden. Welche Rolle spielt hierbei der Bürger und wie möchte man das Umweltbewusstsein im Bürger wecken? Aufgrund der zahlreichen Unklarheiten und dem Mangel einer klaren Strategie habe ich gegen das Umweltaktionsprogramm gestimmt.

4-379-210

Maria do Céu Patrão Neves (PPE), *por escrito*. – A comunicação sobre a política ambiental da União merece uma maior atenção. É necessária mais pedagogia para garantir o conhecimento das escolhas ambientais da UE a todos os níveis: das administrações aos cidadãos, passando pelos empresários e investidores. Desta evolução só pode resultar uma melhor aplicação da legislação comunitária. O presente programa de ação poderá ainda contribuir para reforçar o sentimento comum dos europeus em relação à proteção do património natural e à melhoria da situação do ambiente no seu continente e no mundo. No entender do Parlamento, o sétimo programa de ação em matéria de ambiente deveria transmitir uma mensagem política forte ao resto do mundo e contribuir para a criação de uma governação internacional no domínio do ambiente. A UE deve, na verdade, conseguir que os países terceiros se comprometam com um empenhamento idêntico em matéria ambiental e climática. Em face do exposto, votei favoravelmente o presente relatório.

4-379-214

Alojz Peterle (PPE), *in writing*. – I support the fact that the EU Member States enforce EU environmental laws more rigorously, providing security for investments that support environmental policy and efforts to combat climate change, and taking more account of environmental concerns in other policies.

4-379-218

Crescenzo Rivellini (PPE), *per iscritto*. – Stamattina il Parlamento europeo, riunito in seduta plenaria, ha votato una relazione dell'On. Franco concernente la proposta di decisione del Parlamento europeo e del Consiglio su un programma generale di azione dell'Unione in materia di ambiente fino al 2020. Nel contesto attuale di crisi economica e di austerità, concentrarsi sulle politiche ambientali può essere percepito come un ostacolo alla crescita economica e l'occupazione. Superare tale visione dualistica, per giungere ad un approccio che combini in maniera efficace le tematiche ambientali e le preoccupazioni economiche, è la sfida *clou* dell'Unione, chiamata a diffondere principi di sviluppo sostenibile, consumo "intelligente" e crescita "verde" nel programma d'azione. Ciò richiede numerosi sforzi normativi e politici, dallo sviluppo di una legislazione ambientale adeguata, coerente e poggiata su solide basi scientifiche, alla creazione di una *governance* internazionale dell'ambiente, in cui l'Unione sia guida e punto di riferimento non soltanto per i paesi terzi e gli Stati membri, ma anche per i cittadini comunitari, destinatari di iniziative pedagogiche

ed informative per consolidare il loro impegno a favore dell'ambiente. Per tali motivi, è innegabile il mio parere favorevole nei confronti di una risoluzione volta a riconciliare il complesso rapporto tra attività economiche e protezione dell'ambiente.

4-379-250

Raül Romeva i Rueda (Verts/ALE), *in writing*. – In favour. The last European Union Environment Action Programme ended on 31 July 2012. It is therefore high time to agree on the new general framework for the period up to 2020 and propose an ambitious and realistic vision for 2050, as part of the process launched at the Rio+20 Conference. The very title of the programme 'Living well, within the limits of our planet' suggests a philosophical reflection on humanity's relationship with nature and on the need to reconcile economic activity with the environment in line with the notion of sustainable development. In other words we should transcend the blind will to survive, and seek instead to live according to an ethic of responsibility summed up in the proverb: 'We haven't inherited the earth from our ancestors, we have borrowed it from our children'.

4-379-375

Amalia Sartori (PPE), *per iscritto*. – Sono lieta di appoggiare tale relazione e soddisfatta dei fruttuosi negoziati conclusi con la commissione ENVI e con il Consiglio, che hanno permesso di raggiungere un accordo generale per concludere il dossier in prima lettura. Quest'accordo è un'importante tappa per realizzare un'economia efficiente nell'uso delle risorse e la riduzione delle emissioni di carbonio: un'economia in grado di proteggere e valorizzare il nostro capitale naturale, di tutelare la salute e il benessere dei cittadini e quindi rafforzare il contributo della politica ambientale. Con il presente piano d'azione, il Parlamento lancia un forte messaggio che dimostra la volontà di una riconciliazione tra politiche economiche e ambientali, promuovendo impegni concreti diretti a preservare un'economia europea realmente competitiva nel mondo. Il programma definito in questa relazione circoscrive un quadro generale per la politica ambientale fino al 2020, individuando nove obiettivi prioritari, tra cui i più delicati sono: definizione di obiettivi vincolanti in materia di riduzione di emissioni ed efficienza energetica, che dovranno essere esaustivamente analizzati in termini di impatto sulla competitività; elaborazione di un piano legislativo per risolvere i problemi legati alla qualità del suolo, che incidono direttamente nel settore agricolo; e diminuzione dei dannosi sussidi sulle energie rinnovabili.

4-379-437

Sergio Paolo Francesco Silvestris (PPE), *per iscritto*. – E' un'importante sfida il mantenimento e il miglioramento delle condizioni di vita dei singoli individui in Europa e nel mondo. Ho votato favorevolmente il settimo programma d'azione in materia di ambiente perché potrà fungere da importante manifesto ambientale nell'Unione europea nei confronti dei suoi cittadini e del resto del mondo, ma anche da atto fondatore per un *New deal* ecologico europeo fino al 2020, in grado di generare una crescita più "verde". Essa non è sinonimo di decrescita, bensì mira all'utilizzo efficace delle risorse, all'innovazione e alla competitività delle imprese, anche se per conseguire questa crescita "verde" si deve comprendere adeguatamente. Per essere accettata e applicata in maniera più efficace, la legislazione ambientale europea deve poggiare su solide conoscenze scientifiche, mirare a maggiore coerenza e semplificazione ma deve altresì osservare i principi dell'ordinamento intelligente, basato sulla valutazione dell'impatto. Il controllo dell'attuazione di questa legislazione deve essere potenziato con determinazione in tutta l'Unione europea, consolidando i sistemi nazionali di ispezione ambientale, coinvolgendo

maggiormente le autorità locali e regionali e prevedendo un sostegno comunitario in caso di necessità. Per concludere, la preoccupazione ambientale è una questione di responsabilità per l'UE, per i paesi terzi, ma anche e prima di tutto per i singoli individui.

4-379-468

Michèle Striffler (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur du rapport Programme d'action général de l'Union pour l'environnement à l'horizon 2020 : bien vivre dans les limites de notre planète. Le programme d'action général a pour objectif d'assurer la transition de l'économie européenne vers une économie efficace dans l'utilisation de ses ressources, permettant notamment de réduire les émissions de gaz à effets de serre. Ce programme vise également à protéger et à préserver le capital naturel européen via le renforcement et l'approfondissement du réseau Natura 2000 qui vise à protéger la biodiversité européenne.

4-379-500

Kay Swinburne (ECR), *in writing*. – Whilst European environment policy has given us some of the tools we need to tackle the environmental challenges our planet faces, there is no doubt that there remains much room for improvement. This environment action programme must take the opportunity it has to get the legislation we already have in place working properly and to put EU environment policy on the right tracks as we head towards 2020.

4-380-000

Marc Tarabella (S&D), *par écrit*. – La préoccupation environnementale est une question de responsabilité pour l'Union, pour les pays tiers, mais aussi et avant tout pour l'individu. J'ai voté en faveur du texte. L'environnement doit replacer le citoyen européen au cœur de la problématique. L'éduquer, l'informer, le former, renforcer son implication au quotidien, promouvoir ses actions citoyennes mais aussi son accès à la justice en matière d'environnement, tels sont les objectifs que doit aussi poursuivre le nouveau programme européen. Alors, quelle meilleure occasion que 2013, "Année européenne de la citoyenneté", pour développer le civisme environnemental dans l'Union?

4-380-500

Nuno Teixeira (PPE), *por escrito*. – Aplicar uma política ambiental num período de crise económica e financeira é um desafio, já que as ações em prol do ambiente geram custos muito elevados. Contudo, uma política ambiental que proporcione condições favoráveis à competitividade da economia, isto é, uma economia hipocarbónica e sustentável, mostra-se essencial. Este relatório sublinha a necessidade de um *New Deal* ecológico europeu no Horizonte 2020. Destaco também a importância da legislação ambiental, que deve procurar mais coerência e simplificação, não descurando o respeito dos princípios da regulamentação inteligente. O capital natural da União Europeia e a sua biodiversidade devem ser salvaguardados. Para isso, há que intensificar esforços para lutar contra o *dumping* ambiental e as fugas de carbono. Considerando a urgência de uma perspetiva ambiental a longo prazo para 2050, que proporcione um ambiente propício ao investimento, crescimento e criação de emprego, sou a favor da aprovação deste relatório.

4-381-000

Angelika Werthmann (ALDE), *schriftlich*. – Dieser Bericht hat die Schaffung eines neuen Umweltaktionsprogramms der Europäischen Union für die Zeit bis 2020 zum Ziel, welches

unter dem Motto „Gut leben innerhalb der Belastbarkeitsgrenzen unseres Planeten“ steht. Bewirken will man damit, sowohl eine Verbindung zwischen einer ökologischen Botschaft und wirtschafts- und industriepolitischen Anliegen zu schaffen, als auch die Verwendung und Wirksamkeit dahingehender EU-Zuschüsse zu optimieren. Aus dem Zusammenschluss all dieser Faktoren ist vorliegender Bericht zu bejahen.

4-382-000

Jacek Włosowicz (EFD), *na piśmie*. – Prezentowany punkt widzenia jest zgodny z naszą opinią odnośnie do zielonego wzrostu, w tym instrumentów, które są korzystne dla środowiska, a zarazem przyczyniają się do utrzymania zdolności produkcyjnej, wydajności i zatrudnienia. Ten program działań może wesprzeć Unię Europejską na drodze do stworzenia inteligentnej, zrównoważonej i sprzyjającej włączeniu społecznemu gospodarki do 2020 r. Zgadamy się również z pozostałymi posłami do Parlamentu Europejskiego, że aby zwiększyć korzyści wynikające z unijnych przepisów w zakresie środowiska, należy usprawnić ich wdrażanie. Powinno to stanowić główny cel kolejnego planu działania na rzecz środowiska. Zagwarantowanie przestrzegania obecnych przepisów środowiskowych obowiązujących w Unii Europejskiej przysporzy dużo więcej korzyści niż dodawanie dodatkowych instrumentów i zwiększanie biurokracji.

Apelujemy również o wzmocnienie podstaw naukowych i dowodów, na których opierają się polityki w zakresie środowiska. W związku z tym cieszymy się, że europosłowie pragną ustanowić „realistyczne i możliwe do osiągnięcia cele dla wydajnej gospodarki zasobami”. Dlatego też sektor rolny będzie w dalszym ciągu podejmować wysiłki związane, np. z odpowiedzialnym wykorzystaniem wody i jej ochroną.

4-383-000

Iva Zanicchi (PPE), *per iscritto*. – Il nuovo programma generale di azione in materia di ambiente, che definisce un quadro generale per la politica ambientale fino al 2020 individuandone gli obiettivi prioritari, ha lo scopo di favorire la transizione verso un'economia efficiente nell'uso delle risorse e a basse emissioni di carbonio, per proteggere e valorizzare il capitale naturale nonché tutelare la salute ed il benessere dei cittadini europei.

Ho pertanto espresso il mio voto favorevole.

4-383-500

Inês Cristina Zuber (GUE/NGL), *por escrito*. – O desenvolvimento da política ambiental da União Europeia tem sido estabelecido por meio de programas de ação em matéria de ambiente desde a década de 70. Este sétimo plano de ação pretende definir metas a serem alcançadas, identificando medidas e ações que considera necessárias à sua execução. O relatório identifica um conjunto de objetivos com os quais concordamos, entre os quais proteger, conservar e melhorar o capital natural da UE. No entanto, os caminhos apontados, como os mecanismos de mercado, o princípio do poluidor pagador, o regime de comércio de licenças de emissão, a Estratégia UE 2020, não só não permitem atingir alguns desses objetivos a que se propõe este documento, como contribuem para afastar os Estados-Membros e a UE da sua realização. Insiste-se numa abordagem puramente baseada no mercado para os problemas ambientais, favorecendo a geração de lucros e a sua concentração em grandes grupos económicos, à custa da especulação em torno do preço do carbono, entre outros instrumentos ilusórios, que contribuem para o aumento da

mercantilização dos recursos naturais e soluções ambientais, afastando o caráter público das políticas, do financiamento e dos serviços.

13.14. Gefahren einer Exposition gegenüber ionisierender Strahlung (A7-0303/2013 - Thomas Ulmer)

4-385-000

Mündliche Erklärungen zur Abstimmung

4-386-000

Rosa Estaràs Ferragut (PPE). - Señor Presidente, quería, básicamente, explicar el voto a favor en relación con una propuesta de refundición de la Directiva del Consejo por la que se establecen normas de seguridad básicas y se da un paso más hacia la mejora de la protección contra la exposición a radiaciones ionizantes.

El objetivo principal ha sido esa refundición para acabar con disposiciones contrarias a la legislación existente y, básicamente, el principal objetivo para nosotros ha sido la protección de la población en general; eso es un paso muy positivo. Y en el área del vertido el ponente ha establecido un calendario de modificación de las normas que rigen los materiales radiactivos de origen natural, lo cual también nos ha parecido altamente positivo.

4-387-000

Schriftliche Erklärungen zur Abstimmung

4-387-125

Luís Paulo Alves (S&D), *por escrito.* – Aprovo o presente relatório, considerando que a presente proposta de reformulação da Diretiva BSS do Conselho constitui mais um passo para a melhoria da proteção contra exposições a radiações ionizantes. Um dos objetivos da reformulação consiste em eliminar as incongruências existentes na legislação em vigor, o que foi alcançado em várias partes da proposta, pelo que há pouco a modificar. Muitos dos aspetos da proteção contra as radiações abordados pela Diretiva, que fixa as normas de segurança de base, funcionam extremamente bem na prática, o que indica igualmente que não há muito a modificar. Outro objetivo da proposta consiste em incorporar, na legislação em vigor, os mais recentes dados científicos em matéria de proteção contra radiações e as experiências adquiridas. Por outro lado, as fontes de radiação natural devem ser incluídas, pela primeira vez, na Diretiva BSS, tendo em vista a garantia de uma melhor proteção da população. Isto merece o meu apreço. No entanto, no domínio do depósito em aterro, as obrigações de registo previstas podem conduzir a conflitos em termos de metas relativamente à eliminação das diferentes substâncias radioativas. Para que isto não aconteça, proponho uma alteração dos requisitos aplicáveis a materiais radioativos naturais.

4-387-250

Elena Oana Antonescu (PPE), *în scris.* – Prezenta propunere de revizuire a directivei este un pas în direcția îmbunătățirii protecției cetățenilor împotriva expunerii la radiațiile ionizante. Modificările s-au bazat pe cele mai noi date și cunoștințe științifice în domeniu și vor elimina dispozițiile contradictorii și depășite din legislația existentă. În plus, pentru a garanta o mai bună protecție a populației, prevederile directivei vor avea în vedere și sursele de radiații naturale, precum și materialele radioactive care se produc în mod natural. Am susținut adoptarea propunerilor de modificare.

4-387-312

Sophie Auconie (PPE), *par écrit*. – J'ai approuvé ce rapport qui soutient la proposition de directive du Conseil qui a pour but d'améliorer la protection sanitaire contre les rayonnements ionisants. Ce texte réunit en un seul document plusieurs directives préexistantes avec pour ambition d'en éliminer les incohérences, conformément à la politique de simplification de la législation européenne lancée par la Commission européenne. Il permet également d'adapter la législation européenne aux dernières découvertes scientifiques.

4-387-375

Erik Bánki (PPE), *írásban* – Az ionizáló sugárzásból származó sugárterhelés már kis dózisban is egészségkárosodást okoz, tehát az ezek elleni védelem mindannyiunk közös érdeke. Ezért szavazatommal támogattam az ionizáló sugárzás miatti sugárterhelésből származó veszélyekkel szembeni védelmet szolgáló alapvető biztonsági előírásokról szóló tanácsi irányelvre irányuló javaslatot. A javaslat a korábbi tanácsi irányelv átdolgozására szolgál, amely további lépéseket jelent az ionizáló sugárzásnak való kitettséggel szembeni védelem javítása felé. A javaslat az Euratom-Szerződés 31. cikke alapján az orvosi irányelvet, a nagy aktivitású zárt sugárforrásokról szóló irányelvet, a külső munkavállalói irányelvet és a lakosság tájékoztatásáról szóló irányelvet fogja össze az alapvető biztonsági előírásokról szóló 96/29/Euratom irányelvvvel. Magában foglalja a legutóbbi tudományos adatokat és a sugárvédelemmel kapcsolatos megnövekedett tapasztalatokat a jelenlegi jogalkotásba. A lakosság védelmének javítása érdekében első alkalommal a természetes sugárforrások is bekerültek az alapvető biztonsági előírásokról szóló irányelvbe.

4-387-437

Слави Бинев (EFD), *в писмена форма*. – Моето лично мнение е, че преразглеждането на директивата на Съвета, определяща основните стандарти за сигурност, е следващата необходима стъпка за подобряване на защитата от излагане на йонизиращо лъчение. Направена е смислена оптимизация на текста на Директивата за определяне на основни норми на безопасност за защита срещу опасностите, произтичащи от излагане на йонизиращо лъчение, като са включени необходими допълнения, като например препоръката да се прави разлика между съществуващите ситуации на облъчване, свързани с естествената радиоактивност, и съществуващите ситуации на облъчване с произход от човешка дейност, допълнения относно задълбочено проучване на въздействието, което йонизиращото лъчение оказва както върху хората, така и върху околната среда, ефикасното управление на ядрени аварии с трансгранични последици и т.н.

4-387-500

John Bufton (EFD), *in writing*. – Against. I voted against this report as it does little more than create more unnecessary regulation in relation to both natural and artificial radioactivity exposure.

4-387-562

Maria Da Graça Carvalho (PPE), *por escrito*. – Congratulo-me com o relatório hoje aprovado pelo Parlamento Europeu, porque tem como objetivos a reformulação das incongruências existentes na legislação em vigor, o que foi alcançado em várias partes da proposta, pelo que há pouco a modificar. Muitos dos aspetos da proteção contra as radiações

abordados pela Diretiva que fixa as normas de segurança de base funcionam extremamente bem na prática, o que indica igualmente que não há muito a modificar.

4-387-625

Minodora Cliveti (S&D), *în scris*. – Propunerea de reformare a directivei privind normele de securitate de bază a Consiliului este încă un pas în direcția îmbunătățirii protecției împotriva expunerii la radiațiile ionizante, urmărindu-se în principal eliminarea dispozițiilor contradictorii din legislația existentă și preluarea celor mai noi date și cunoștințe științifice în legislația actuală.

Consider pozitiv faptul că sursele de radiații naturale sunt luate pentru prima oară în considerare în directiva privind normele de securitate de bază, pentru a garanta o mai bună protecție a populației. Prezența substanțelor radioactive în mediu are consecințe în ceea ce privește protecția sănătății populației. Pe lângă căile de expunere directă, trebuie luată în considerare protecția mediului ca întreg, într-un cadru general, cuprinzător și coerent. În acest context, consider că ar trebui alocate mai multe resurse în favoarea examinării în detaliu a consecințelor radiațiilor ionizante atât asupra populației, cât și a mediului. Este important să asigurăm un nivel de protecție ridicat, dar fără să impunem sarcini disproporționale asupra statelor membre în ceea ce privește punerea în aplicare. Regimurile de reglementare din statele membre sunt foarte diferite unul de celălalt, iar o abordare uniformă nu este, prin urmare, adecvată. Statele membre au nevoie de un grad adecvat de flexibilitate pentru a pune în aplicare legislația în conformitate cu propriile practici.

4-387-687

Lara Comi (PPE), *per iscritto*. – L'attuale quadro legislativo in materia di norme fondamentali di sicurezza contro i pericoli derivanti dall'esposizione alle radiazioni ionizzanti - che si è sviluppato in un arco temporale piuttosto ampio a partire dal trattato Euratom del 1957 - risulta oggi a tratti obsoleto o incoerente. La proposta di direttiva del Consiglio finalizzata all'aggiornamento e alla razionalizzazione della legislazione vigente, consentirà una più efficace e puntuale applicazione delle norme di sicurezza sanitaria contro i pericoli derivanti dalle radiazioni ionizzanti a favore dei lavoratori, dei pazienti e di altri individui soggetti da questo tipo di esposizioni. Per questa ragione, ho espresso il mio voto a favore.

4-387-750

Rachida Dati (PPE), *par écrit*. – L'exposition aux rayonnements ionisants est un risque contre lequel l'Union s'engage depuis longtemps à protéger les travailleurs, les patients, et les Européens dans leur ensemble. L'adoption de ce texte va permettre la mise à jour des dispositifs de sécurité pour prendre en compte les avancées scientifiques réalisées dans ce domaine, et de façon plus générale rationaliser le cadre réglementaire existant.

4-388-000

Christine De Veyrac (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur de ce texte qui propose une base législative cohérente pour lutter contre les dangers d'une exposition aux rayonnements ionisants et qui élimine les précédentes incohérences entre les différents actes législatifs européens. Il me semble notamment légitime de prendre en considération dans nos législations les nouvelles avancées scientifiques en matière de radioprotection. J'approuve également l'ajout d'un chapitre concernant la protection des patients et des autres personnes

soumises à une exposition médicale, afin de renforcer la protection de nos concitoyens face aux dangers des rayonnements ionisants.

4-388-125

Jill Evans (Verts/ALE), *in writing*. – I voted against this report. Given the fact that the amendment to change the legal base to the Commission's proposal failed, it was not possible to vote in favour of the report. Currently the European Parliament can only give its opinion on this matter, without a legal base to allow it a say in the legislation. The people of Wales deserve an EU that is democratic, and a European Parliament with an influence over all legislation is the only way to achieve that.

4-388-250

Diogo Feio (PPE), *por escrito*. – Um dos objetivos da presente proposta de reformulação da Diretiva BSS do Conselho consiste em adaptar a legislação em vigor aos mais recentes dados científicos em matéria de proteção contra radiações e as experiências adquiridas. Constitui, assim, mais um passo para a melhoria da proteção europeia contra exposições a radiações ionizantes.

4-388-375

José Manuel Fernandes (PPE), *por escrito*. – O relatório elaborado pelo colega Thomas Ulmer debruça-se sobre a proteção contra os perigos resultantes da exposição a radiações ionizantes. A proposta de reformulação da Diretiva BSS (*Basic Safety Standards*) do Conselho reúne, com base no artigo 31.º do Tratado Euratom, a Diretiva relativa às exposições radiológicas médicas, a Diretiva HASS, a Diretiva relativa aos trabalhadores externos, a Diretiva relativa à informação da população e a Diretiva 96/29/Euratom BSS. Considero que as fontes de radiação natural devem ser incluídas na Diretiva BSS, tendo em vista a garantia de uma melhor proteção da população. No domínio da exposição médica, devemos evitar duplicações relativamente a dispositivos médicos que emitem radiações ionizantes, ou seja, devemos evitar que dispositivos médicos que funcionam com radiação ionizante se insiram tanto no âmbito da Diretiva relativa aos dispositivos médicos como no da Diretiva que fixa as normas de segurança de base. Os atrasos a nível burocrático para os fabricantes e os operadores deste tipo de dispositivos devem ser evitados.

4-388-500

Christofer Fjellner (PPE), *skriftlig*. – Vi stöder sammanslagningen och omarbetningen av EU:s strålskyddsdirektiv. Vi ser dock inte någon anledning att ändra den rättsliga grunden till fördraget om unionens funktionssätt, utan menar att den även fortsatt ska vara Euratomavtalet.

4-389-000

Monika Flašíková Beňová (S&D), *písomne*. – Následkom vystavenia ionizujúcemu žiareniu je zdravotná ujma. Akokoľvek malé dávky môžu mať oneskorený účinok. Existuje predpoklad, že pre tento účinok neexistuje žiadna limitná hodnota dávky: každé ožiarenie, akokoľvek malé, môže v neskoršom veku spôsobiť rakovinu. Zmluva o Euratome disponuje dôležitým súborom právnych predpisov, ktoré sa zaoberajú rôznymi otázkami radiačnej ochrany. Toto sú tzv. základné bezpečnostné normy. Ich vývoj sa však prelínal pomerne dlhým obdobím, medzi jednotlivými aktmi existuje niekoľko nezrovnalostí a odkazov, ktoré sú v dôsledku aktualizovaných právnych predpisov zastarané. Tieto medzery je nutné

zosúladiť s politikou Komisie na zjednodušenie európskych právnych predpisov. To však predovšetkým v záujme zabezpečenia lepšej ochrany obyvateľstva.

4-389-375

Françoise Grossetête (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur de ce rapport, parce qu'il permettra d'améliorer la protection de nos concitoyens contre les expositions aux rayonnements ionisants. Les rayonnements dits ionisants sont ceux provenant de matières radioactives, présents dans de nombreux secteurs industriels, en particulier le secteur médical (radiothérapie...), et bien sûr l'industrie nucléaire. Le texte voté par le Parlement a pour ambition de clarifier et de compléter la législation existante, de mieux prendre en compte les dernières données scientifiques en matière de radioprotection et de couvrir plus largement les situations d'exposition possibles. Les dispositifs médicaux émettant des radiations ionisantes, qui relevaient jusqu'ici de deux directives différentes, seront traités dans un cadre unique, qui prévoit déjà de nombreux outils de contrôle et de surveillance. Cela permettra aussi d'éviter les doublons et les surcharges bureaucratiques pour les fabricants et exploitants de ces dispositifs. Le cadre législatif clarifié qui résultera des modifications apportées permettra donc une protection renforcée contre les rayonnements ionisants.

4-389-750

Marian Harkin (ALDE), *in writing*. – I was happy to support the Ulmer report on ionising radiation, in particular the reference to radon gas. I live in an area which has significantly high levels of radon gas and the danger to health must be highlighted and remediated. Homes, schools and all buildings should be tested for radon levels where it is known that the risks are greatest. Practical advice as regards ventilation should be given to citizens, as well as financial assistance towards remediation of building.

4-390-000

Juozas Imbrasas (EFD), *raštu*. – Susilaikiau balsuodamas, kadangi pateikti pasiūlymai kelia abejonių ir, mano nuomone, kai kuriais iš jų išvelgiamas noras įtvirtinti neproporcingą našta.

4-390-500

Philippe Juvin (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur du rapport de mon collègue Thomas Ulmer. Ce rapport intègre pour la première fois des dispositions sur les sources naturelles de radioactivité, dans un objectif de protection du public et inclut les dernières données scientifiques sur la radioprotection dans la législation européenne. Je me félicite de la large adoption de ce rapport.

4-391-000

Jaromír Kohlíček (GUE/NGL), *písemně*. – O Evropské unii se mnohdy říká, že zbytečně reguluje věci, které by se regulovat neměly. Dost možná to v některých případech opravdu platí, ovšem v tomto případě se podařilo připravit z 5 původních směrnic jediný materiál. A já se domnívám shodně se zpravodajem, že se to podařilo úspěšně. Požadavek na stálé zmenšování počtu předpisů a jejich zjednodušování je naprosto logický a v tomto případě byl Evropskou komisí vyslyšen, místo 5 předpisů zde bude 1 a navíc jeho požadavky jsou v řadě případů uvedeny do souladu s požadavky mezinárodních organizací pracujících v tomto sektoru, tedy Mezinárodní agentury pro atomovou energii a Mezinárodní komise

pro radiologickou ochranu, které nám dávají společné definice i komplexní mechanismy kontroly a dohledu. Je naprosto oprávněný požadavek zpravodaje vyjmout z daného materiálu ty části, které dosud nejsou jasné. Jde o účinky záření na subhumánní druhy. Vzhledem k výše uvedeným kvalitám návrhu se domnívám, že si zaslouží podporu, a proto skupina GUE/NGL v tomto smyslu také hlasovala.

4-391-500

Béla Kovács (NI), *írásban* – Számos kérdést kellene korrekten a közvélemény elé tárni, kezdve a bányák és szénerőművek hatalmas radioaktív kibocsátásától egészen a GMO-s élelmiszereknek az örökítő anyagba a sugárzásnál lényegesen durvább beavatkozásáig. De ezt nagyon erős lobbik akadályozzák, iszonyatos sajtóháttérrel. A GMO-s élelmiszereknek még a korrekt címkézését is meg tudták akadályozni. A javaslat a lehetséges kereteken belül újabb lépést jelent az ionizáló sugárzásnak való kitettséggel szembeni védelem javítása felé. Lévé, hogy a lakosság biztonságának növelése a cél, így a javaslatot megszavaztam.

4-391-750

Giovanni La Via (PPE), *per iscritto*. – Ho espresso voto favorevole alla presente relazione che concerne la rifusione della direttiva sulle norme fondamentali del Consiglio e costituisce un ulteriore passo in avanti nella direzione di un migliore sistema protettivo dall'esposizione alle radiazioni ionizzanti. Con il voto favorevole alla relazione, infatti, il Parlamento europeo dà un ulteriore segnale di attenzione alle tematiche legate alla salute dei cittadini e alla prevenzione nei casi riguardanti esposizioni a pericolose radiazioni, quali quelle ionizzanti.

4-391-875

Agnès Le Brun (PPE), *par écrit*. – Le Parlement européen a émis un avis positif concernant une proposition de la Commission européenne visant à harmoniser, à clarifier et à mettre à jour les dispositions existantes en matière de radioprotection de la population, des travailleurs et des patients. La nouvelle réglementation prendra en compte tous les aspects des politiques publiques en la matière, tels que le contrôle des sources radioactives, l'exposition aux radiations dans le domaine médical ou encore l'information du public. Un autre objectif de cette proposition est d'incorporer dans la législation les dernières avancées scientifiques concernant la protection contre les rayonnements ionisants. J'ai voté en faveur de ce texte car il était nécessaire de supprimer les incohérences entre les diverses législations européennes dans ce domaine.

4-392-000

David Martin (S&D), *in writing*. – I voted in favour of this report because it will help protect my constituents from any potential dangers from radiation. Measures introduced by this report include, stricter limits on strength of radiation, more random checks, better training for personnel handling dangerous substances and greater transparency.

4-392-250

Véronique Mathieu Houillon (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur du rapport sur les dangers d'une exposition aux rayonnements ionisants qui met à jour le texte déjà existant notamment au regard des données scientifiques les plus récentes et de l'expérience opérationnelle. La directive devrait fixer un niveau de protection minimum uniforme dans les États membres pour les travailleurs, la population, les patients et autres personnes

soumises à une exposition médicale de rayonnements ionisants. Le texte précise que l'information sur les dangers devrait être obligatoire et élargit l'application à différentes situations d'exposition, planifiées, existantes, accidentelles ou d'urgence.

4-392-375

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. – A exposição a radiações ionizantes tem efeitos nocivos para a saúde. Em condições normais, as doses são muito reduzidas, o que impede a observação de efeitos clínicos nos tecidos. Ainda assim, existe a possibilidade de virem a surgir efeitos tardios, sobretudo cancro. Aparentemente, não é possível estabelecer uma dose-limiar para este efeito: qualquer exposição, por mais pequena que seja, pode dar origem à ocorrência de cancro numa fase mais adiantada da vida. A probabilidade de ocorrência de efeitos tardios parece ser proporcional à dosagem. Este facto exige a adoção de uma abordagem específica à proteção contra as radiações baseada nos princípios da justificação, otimização e limitação de dose, os quais constituem a pedra angular do sistema de proteção estabelecido há várias décadas pela Comissão Internacional de Proteção Radiológica (CIPR).

4-392-500

Roberta Metsola (PPE), *in writing*. – This report manages to incorporate the latest available scientific data and experience gained with radiation protection into current legislation. It is a welcome report that I have voted in favour of.

4-392-625

Willy Meyer (GUE/NGL), *por escrito*. – No he podido apoyar el presente informe debido a que, pese a que introduce numerosos aspectos positivos sobre el control y la protección de los ciudadanos europeos ante este tipo de radiaciones, no pone en cuestión las principales fuentes de contaminación que provocan el incremento de este tipo de radiaciones en la superficie terrestre. Las emisiones de gases que afectan a la capa de ozono son un problema ambiental desde hace decenios y ha existido una absoluta connivencia entre las autoridades públicas y las industrias que fabrican productos que contienen este tipo de gases. En este informe la industria sale indemne de sus responsabilidades por los efectos ambientales adversos provocados por la contaminación que causa. Por ello, pese a compartir la preocupación manifestada en el informe, no he podido apoyarlo.

4-392-750

Louis Michel (ALDE), *par écrit*. – Une exposition à des rayonnements ionisants peut avoir des effets bénéfiques lorsqu'ils sont contrôlés (ex: médecine, recherche, agriculture, etc.) mais aussi peut aussi être nuisible. Les usages des rayonnements ionisants peuvent ainsi comporter des risques pour la santé s'ils sont mal utilisés ou confinés. Il était donc nécessaire de prendre des mesures de protection pour la santé des personnes qui y sont exposés. Je salue dès lors le rapport Ulmer qui comprend des améliorations majeures sur la question. Désormais, afin d'assurer une protection efficace, les États membres devront uniformiser leur réglementation en la matière. Il était nécessaire que les procédures soient simples et faciles à comprendre et à mettre en œuvre.

4-392-781

Alexander Mirsky (S&D), *in writing*. – Exposure to ionising radiation is detrimental to health; therefore we should ensure that a comprehensive range of measures is adequately

in place and properly implemented, in order to ensure the highest level of protection for workers, patients and the public, as well as the environment. I voted in favour.

4-392-812

Andreas Mölzer (NI), *schriftlich*. – Wenn im Zusammenhang mit der Kernenergie von Strahlung gesprochen wird, ist damit eine ganz bestimmte Art von Strahlung gemeint: die ionisierende Strahlung. Sie entsteht durch den Zerfall radioaktiver Atome, wobei Energie in Form von Strahlung – der ionisierenden Strahlung – ausgesendet wird. Umgangssprachlich wird ionisierende Strahlung oft auch fälschlicherweise radioaktive Strahlung genannt. Radioaktivität ist jedoch die Eigenschaft der radioaktiven Atome, die zerfallen und dabei ionisierende Strahlung aussenden. Die Gefahren ionisierender Strahlung hängen von der Art, Energie und Dauer der Bestrahlung sowie dem Expositionspfad ab. Alphastrahlung hat eine geringe Reichweite, daher ist sie außerhalb des Körpers weitgehend ungefährlich. Innerhalb des Körpers kann sie jedoch das Gewebe schädigen. Neu erfasste Daten sollen nun in die Gesetzgebung aufgenommen werden, und natürliche Strahlenquellen sollen zudem auch in die Grundnormenrichtlinie aufgenommen werden. Ich habe mich meiner Stimme enthalten, da ich mit dem Berichterstatter konform gehe, dass die Gefahr einer Vorratsgesetzgebung gegeben ist. Vom Berichterstatter wird festgehalten, dass die vorgeschlagenen Bestimmungen über Umweltkriterien darauf abzielen, durch Regelungen zum Schutz nichtmenschlicher Arten auch den Schutz des Menschen sicherzustellen. Da es jedoch noch nicht möglich ist, auf einer begründeten wissenschaftlichen Basis die Wirkung von Strahlung auf nichtmenschliche Arten festzustellen, kann man den Menschen mittels solcher Regelungen auch nicht besser schützen.

4-392-843

Radvilė Morkūnaitė-Mikulėnienė (PPE), *raštu*. – Atsižvelgiant į mokslinę pažangą ir naujus duomenis, svarbu patikslinti saugos standartus, užtikrinančius žmonių apsaugą nuo radiacijos. Tačiau, atsižvelgiant į tai, kad jonizuojančios spindulių apšvita gali sukelti ir ekstremalias situacijas, svarbu, jog ne mažesni standartai būtų nustatomi ir trečiojoje valstybėje, iš kurių, kilus analogiškiems pavojams, radioaktyvumas gali pasiekti ir ES teritoriją.

4-392-875

Maria do Céu Patrão Neves (PPE), *por escrito*. – Votei favoravelmente as propostas de alteração à diretiva do Conselho que fixa as normas de segurança de base relativas à proteção sanitária contra os perigos resultantes da exposição a radiações ionizantes. Um dos objetivos da reformulação consiste em eliminar as incongruências existentes na legislação em vigor, o que foi alcançado em várias partes da proposta, pelo que há pouco a modificar. Muitos dos aspetos da proteção contra as radiações abordados pela Diretiva que fixa as normas de segurança de base funcionam extremamente bem na prática, o que indica igualmente que não há muito a modificar. Outro objetivo da proposta consiste em incorporar, na legislação em vigor, os mais recentes dados científicos em matéria de proteção contra radiações e as experiências adquiridas. Neste aspeto, a legislação da Euratom sempre seguiu as recomendações científicas da Comissão Internacional de Proteção Radiológica (CIPR), que se pronunciou em virtude da necessidade de adaptações no atual sistema de proteção contra radiações, recomendações essas que agora foram incorporadas na proposta de diretiva.

4-393-000

Crescenzo Rivellini (PPE), *per iscritto*. – Oggi è stata votata in plenaria la relazione dell'onorevole Ulmer relativa ai pericoli derivanti dall'esposizione alle radiazioni ionizzanti ed alla proposta del Consiglio a riguardo.

Sulla base dell'articolo 31 del trattato Euratom, la proposta del Consiglio procede infatti alla riunificazione della direttiva sulle esposizioni mediche, della direttiva sul controllo delle sorgenti radioattive sigillate ad alta attività (direttiva HASS), della direttiva sui lavoratori esterni e della direttiva sull'informazione della popolazione con la direttiva sulle norme fondamentali (96/29/Euratom).

Gli obiettivi della rifusione sono l'eliminazione delle contraddizioni tra le disposizioni legislative esistenti, il miglioramento della protezione dall'esposizione alle radiazioni ionizzanti e l'integrazione nella legislazione attuale delle ultime informazioni ed esperienze scientifiche in materia di radioprotezione.

Inoltre per la prima volta è prevista la considerazione delle radiazioni naturali nell'ambito della direttiva sulle norme fondamentali al fine di garantire alla popolazione una migliore tutela. Tuttavia gli obblighi di registrazione previsti possono generare conflitti di obiettivi per quanto riguarda le discariche in relazione allo smaltimento di diverse sostanze radioattive. Per evitare che ciò si verifichi sarebbe opportuna una modifica delle prescrizioni riguardanti i materiali radioattivi presenti in natura.

4-394-000

Raül Romeva i Rueda (Verts/ALE), *par écrit*. – J'ai voté contre. On peut certes se réjouir du changement de base juridique, c'est-à dire du fait que cette directive ne reposera plus sur le traité Euratom, qui est aux mains des experts du nucléaire, mais sur le traité de Lisbonne, où les parlementaires ont le pouvoir de codécision. Cependant, le groupe des Verts/ALE a voté contre ce texte car il ne garantit pas la protection sanitaire de la population et des travailleurs, tant en situation normale qu'en cas d'accident. Une récente étude épidémiologique indépendante de 4500 dossiers médicaux a démontré que le passage du nuage radioactif de Tchernobyl en Corse a provoqué une augmentation de thyroïdites et de cancers de la thyroïde. Malheureusement, la proposition de nouvelle directive sur la radioprotection présentée par la Commission ne tient pas compte des dernières études disponibles et montre un manque flagrant de volonté pour protéger efficacement la population face aux rayonnements ionisants. En cas d'accident nucléaire, le texte définit des niveaux de référence comparables à ceux que subissent les habitants de Fukushima. Cela permet aux exploitants du nucléaire de minimiser les coûts d'indemnisation et de dédommagement des victimes, sans parler des assurances qu'ils devraient souscrire pour y répondre.

4-394-500

Amalia Sartori (PPE), *per iscritto*. – Ho dato parere favorevole sulla proposta di direttiva del Consiglio che stabilisce norme fondamentali di sicurezza concernente, la protezione dai pericoli derivanti dall'esposizione alle radiazioni ionizzanti perché ritengo che la protezione, soprattutto verso i lavoratori che ne sono a stretto contatto, deve esser sempre maggiore, soggetta a continue verifiche e introduzione di standard di sicurezza sempre all'avanguardia. Uno degli obiettivi della rifusione è di eliminare le contraddizioni tra le disposizioni legislative esistenti. Un ulteriore obiettivo della proposta è quello di integrare nella legislazione attuale le ultime informazioni ed esperienze scientifiche in materia di

radioprotezione. Da tale punto di vista la legislazione Euratom ha sempre seguito le raccomandazioni scientifiche della commissione internazionale per la protezione radiologica (ICRP). Inoltre, è per la prima volta prevista la considerazione delle radiazioni naturali nell'ambito della direttiva sulle norme fondamentali al fine di garantire alla popolazione una migliore tutela. Per quanto concerne l'esposizione medica, sono introdotte piccole modifiche finalizzate a evitare la duplicazione del lavoro in merito ai dispositivi medici che emettono radiazioni ionizzanti.

4-394-750

Kay Swinburne (ECR), *in writing*. – Once again this session we are looking at a report that tackles another very important issue relating to public health. I believe this may well be another area where we need to take a smarter approach to our legislating, firmly prioritising the protection of public health (in this case against the dangers of ionising radiation) but also ensuring that we avoid placing administrative burdens on industry where the health or protection grounds are not clear.

4-395-000

Marc Tarabella (S&D), *par écrit*. – Un des objectifs de la refonte consiste à éliminer les incohérences entre les différents actes législatifs. Je trouve que la proposition y est en grande partie parvenue, de telle façon que seules quelques modifications sont nécessaires. Nombre des aspects de radioprotection traités par la directive sur les "normes de base" fonctionnent très bien dans la pratique, ce qui montre également que peu de modifications sont nécessaires.

4-395-500

Nuno Teixeira (PPE), *por escrito*. – O artigo 191.º do Tratado sobre o Funcionamento da União Europeia (TFUE) cria a base jurídica para a preservação, a proteção e a melhoria da qualidade do ambiente, bem como para a proteção da saúde humana, inclusive contra os perigos decorrentes da exposição a radiação ionizante. Subscrevo o presente relatório que estabelece as normas de segurança de base para a proteção sanitária da população, dos trabalhadores, dos pacientes e de outros indivíduos sujeitos a exposição radiológica médica contra os perigos decorrentes de radiações ionizantes, com o objetivo de garantir um nível mínimo uniforme de proteção nos Estados-Membros. Gostaria ainda de sublinhar que a presença de substâncias radioativas no ambiente tem uma incidência na saúde da população em geral. Além das vias de exposição ambiental, deve-se ter em conta a proteção do ambiente como um todo, incluindo a exposição da biota, no âmbito de um enquadramento global e coerente.

4-396-000

Angelika Werthmann (ALDE), *schriftlich*. – Die vom Ausschuss für Umweltfragen und öffentliche Gesundheit vorgebrachten Bedenken hinsichtlich der Umsetzbarkeit einer kombinierten Richtlinie hat mich in erster Linie dazu bewogen, mich der Stimme zu enthalten. Des Weiteren erachte ich es nicht als sinnvoll, Sicherheitsbestimmungen für Patienten mit jenen für Transportbedingungen von Strahlungsgütern im Rahmen einer Richtlinie abzuhandeln, auch wenn sich dadurch möglicherweise vereinzelt Erleichterungen hinsichtlich anfallender bürokratischer Arbeit ergeben könnten. Zudem: Alle Anträge, die eine Senkung der Grenzwerte forderten, wurden vom Plenum - leider - abgelehnt.

4-397-000

Jacek Włosowicz (EFD), *na piśmie*. – Kierownik jednostki organizacyjnej przeprowadza ocenę narażenia pracowników. Jeżeli z przeprowadzonej analizy wynika taka konieczność, ustala dla nich dalsze ograniczenia narażenia. W przypadku stwierdzenia dużego ryzyka niezbędne jest podjęcie działań zmniejszających poziom ryzyka poprzez ograniczenie narażenia. W przypadku ryzyka średniego, taką ewentualność należy rozważyć. Niezależnie od wielkości narażenia, zawsze powinna być stosowana zasada ALARA (As Low As Reasonably Achievable), tak aby przy rozsądnym uwzględnieniu czynników ekonomicznych i społecznych, liczba narażonych pracowników i osób z ogółu ludności była jak najmniejsza, a otrzymywane przez nich dawki promieniowania jonizującego były możliwie małe. Powinno być przeprowadzone sprawdzenie skuteczności podjętych działań mających na celu redukcję otrzymywanych przez pracowników dawek.

4-398-000

Iva Zanicchi (PPE), *per iscritto*. – La proposta votata quest'oggi, riguardante la rifusione della direttiva sulle norme fondamentali del Consiglio, rappresenta un ulteriore passo in avanti verso il miglioramento della protezione dall'esposizione alle radiazioni ionizzanti.

Uno degli obiettivi della rifusione è di eliminare le contraddizioni tra le disposizioni legislative esistenti. La proposta è in gran parte riuscita nell'intento, e di conseguenza sono poche le modifiche necessarie al riguardo. Molti degli aspetti della radioprotezione oggetto della direttiva sulle norme fondamentali mostrano, nella pratica, un ottimo funzionamento; si tratta di una constatazione che a sua volta indica la necessità di non procedere a eccessive modifiche.

Un ulteriore obiettivo della proposta è quello di integrare nella legislazione attuale le ultime informazioni ed esperienze scientifiche in materia di radioprotezione. Da tale punto di vista la legislazione Euratom ha sempre seguito le raccomandazioni scientifiche della commissione internazionale per la protezione radiologica (ICRP). Quest'ultima, nella pubblicazione 103 del 2007, ha raccomandato di procedere alle modifiche del sistema di radioprotezione vigente ora prese in considerazione nella direttiva proposta.

4-398-500

Inês Cristina Zuber (GUE/NGL), *por escrito*. – A presente proposta de diretiva expressa como propósito a melhoria da proteção contra exposições a radiações ionizantes. As propostas de alteração que garantiam que estas normas assegurariam, de facto, a proteção desejada foram aprovadas, o que alterou a base jurídica do artigo 31.º do Tratado Euratom, de acordo com o artigo 192.º do TFUE, que obriga ao procedimento de codecisão, ou seja, ao envolvimento do Parlamento nos processos de decisão e alterações futuras. Um dos objetivos da reformulação consiste em eliminar as incongruências existentes na legislação em vigor, o que foi alcançado em várias partes da proposta. Outro objetivo da proposta consiste em incorporar, na legislação em vigor, os mais recentes dados científicos em matéria de proteção contra radiações e as experiências adquiridas. A proposta tem em conta as fontes de radiação natural tendo em vista a garantia de uma melhor proteção das populações. A introdução de um capítulo relativo à proteção do ambiente é positivo, assim como o facto de se dar uma maior atenção a grupos mais vulneráveis da população.

13.15. Jahresbericht des Rates an das Europäische Parlament über die Gemeinsame Außen- und Sicherheitspolitik 2012 (A7-0330/2013 - Elmar Brok)

4-400-000

Mündliche Erklärungen zur Abstimmung

4-401-000

Rosa Estaràs Ferragut (PPE). - Señor Presidente, este informe anual de iniciativa evalúa la política exterior y de seguridad común de la Unión y da una serie de recomendaciones para mejorarla, especialmente para hacerla más integral, más coherente, más efectiva y más visible. Por eso, pensamos, en primer lugar, que los objetivos de esta política tienen que tener recursos adecuados y que se tienen que establecer, en el marco de esta estrategia, unas prioridades más claras y una mejor utilización de los recursos de la Unión y de los Estados miembros, tal como preveía el Tratado de Lisboa. Las prioridades tienen que ser la asociación atlántica, el desarrollo económico y político de los países vecinos y el proceso de paz en Oriente Próximo. Nos parece fundamental, y por eso votamos favor.

4-402-000

Mitro Repo (S&D). - Arvoisa puhemies, Elmar Brok ansaitsee kiitoksen työstään, Euroopan unionin ulko- ja turvallisuuspolitiikka on ollut kuitenkin enemmänkin reagointia kuin luovaa ja proaktiivista. Tehokas ulkopoliittikka vaatii poliittista johtajuutta, näkemystä, suunnannäyttämistä. Yhteinen tehtävämme onkin varmistaa unionimme toiminnan johdonmukaisuus ja tehokkuus, muuten me ajelehdimme kuin tuuliajolla.

Maaailma on muuttunut tälle vuosikymmenelle tultaessa, ja myös EU:n ulkopoliittikan tavoitteiden ja keinojen tulee mukautua tähän muutokseen. Tämä edellyttää toimintatapojen uudistamista, osallistamista ja vastuunkantoa. Selkärankana on arvopohjamme: oikeusvaltio, moniarvoinen demokratia, sosiaalinen oikeudenmukaisuus, köyhyyden torjunta sekä ihmisoikeudet. Tämän tulee myös päteä kaikkiin strategisiin kumppanuuksiimme. Meidän on oltava joustavia uusien uhkien ja haasteiden edessä.

4-403-000

Adam Bielan (ECR). - Panie Przewodniczący! Podejmując temat wspólnej polityki zagranicznej, nie sposób pominąć kwestii naszych skomplikowanych stosunków z Rosją. W ostatnim czasie kraj ten bezceremonialnie torpeduje unijnie inicjatywy w ramach Partnerstwa Wschodniego czy w Azji Środkowej. Wyraźną niechęć Moskwy daje się zaobserwować także wobec niektórych państw Wspólnoty. Szczególnej krytyce poddaję rosyjską politykę wykorzystywania instrumentów handlowych i energetycznych do wywierania nacisków i szantażu w relacjach międzynarodowych. Ubolewania godnym tego potwierdzeniem jest ubiegłotygodniowa wypowiedź prasowa rosyjskiego przedstawiciela w Brukseli. Nie podzielam argumentacji o konieczności wzmacniania wspólnej polityki obronnej. Ogromna większość państw członkowskich realizuje te cele za pośrednictwem sojuszu północnoatlantyckiego. Podobnie nie widzę powodów, dla których Unia miałaby występować w charakterze stałego członka na forum Rady Bezpieczeństwa ONZ.

4-404-000

Andrzej Grzyb (PPE). - Panie Przewodniczący! Sprawozdanie na temat polityki zagranicznej i bezpieczeństwa jest typowym rocznym sprawozdaniem przeglądowym.

Poparłem je, chcąc jednak na jego tle podkreślić wagę polityki sąsiedztwa. O tym też mówiliśmy w oddzielnym sprawozdaniu. Jednak w tym względzie chciałbym szczególnie podkreślić sprawę reżimu wizowego dla obywateli państw wchodzących w skład Partnerstwa Wschodniego. Całość sprawy pokazuje, że włączenie do tego procesu obywateli ułatwi ten trudny proces zmian. Chociażby kwestia selektywnej sprawiedliwości czy korupcji. Nowe wzorce, nowe kontakty dają zupełnie inną perspektywę ze strony obywateli, którzy wybiorą lepszą drogę. Uważam, że konieczne jest rozwiązanie kwestii polityki migracyjnej. Pierwsze decyzje zapadły piętnaście lat temu na szczycie w Tampere w Finlandii. Od tamtego czasu niewiele się w tej sprawie zmieniło, a przykład Lampedusy – tragedii, która rozgrywa się na Morzu Śródziemnym – potwierdza, że tego rodzaju rozwiązania w sprawie polityki migracyjnej są konieczne.

4-405-000

Martina Anderson (GUE/NGL). - Mr President, I voted against the report on the Common Foreign and Security Policy, as it calls for greater cooperation within the EU, and between the EU and NATO. Unfortunately, this directs the EU towards even greater militarisation, which merely tackles the symptoms, rather than the causes, of global inequalities.

Today half of the world's population live in poverty, with one person in eight suffering from malnutrition. Poverty kills approximately 19 people globally every minute of every day. Nineteen people will have died from poverty during the time it will take me to speak here. That is absolutely shocking.

In 2011, USD 1 738 billion was spent globally on military expenditure. This is a disgraceful misuse of public funds. Through positive neutrality, Sinn Féin supports greater funding for programmes for human rights which would lift people out of poverty. After all, poverty is one of the greatest causes of instability, conflict and human suffering.

4-406-000

Bernd Posselt (PPE). - Herr Präsident! Die Bürger erwarten von der EU vor allem Frieden, Freiheit und Sicherheit. Und gerade bei dieser gemeinsamen Außen- und Sicherheitspolitik, die im Bericht-Brok so gut behandelt wird, hat die EU leider nach wie vor die größten Defizite.

Deshalb appelliere ich an den künftigen deutschen Außenminister, die Fehler seines Vorgängers Westerwelle nicht zu wiederholen, nicht genügend Kontakt mit Frankreich zu suchen. Wir brauchen eine deutsch-französische Initiative für eine gemeinsame Außen- und Sicherheitspolitik, wir brauchen eine Kerngruppe von Staaten, die bereit ist, da voranzuschreiten, aber wir brauchen vor allem eine Initiative aller Europäer. Eine Vergemeinschaftung der Außen- und Sicherheitspolitik als großes Ziel dieser Union.

Deshalb sage ich ganz klar, dass wir in Zukunft einen kompetenten Vertreter für die Außen- und Sicherheitspolitik haben müssen. Er muss als Vizepräsident eng in die Kommission eingebunden werden. Gerade auf außenpolitischem Gebiet muss die EU endlich zu einem Faktor in der Welt werden und nicht nur zu einer Ansammlung von Kleinstaaten.

4-407-000

Schriftliche Erklärungen zur Abstimmung

4-408-000

Claudette Abela Baldacchino (S&D), *bil-miktub*. – Preżentement il-Mediterran għaddej minn taqlib kbir. Taqlib li sa ftit tas-snin ilu konna qegħdin nittamaw li l-pajjiżi Afrikani li jmissu ma' dan il-baħar kienu se jibdew jersqu lejn sistema demokratika simili għal dik li ahna l-Ewropej ingawdu. Progress sar, imma ftit wisq. Sfortunatament għadna ferm 'il bogħod minn dak li konna qegħdin nittamaw. Iċ-ċittadini tal-Libja, it-Tuneżija u l-Egittu għadhom ferm 'il bogħod milli jibdew igawdu d-demokrazija li hafna minnhom kienu hasbu li se tasal meta tnehhew mis-setgħa t-tiranni li kienu ilhom jahkmuhom snin twal. Hawn nixtieq naghmel referenza għall-Union for the Mediterranean, għaqda li naħseb li rriduciet ruhha f'għaqda ta' fuq il-karta. Naħseb li jkun għaqli jekk naraw x'jista' jsir biex din l-għaqda titqajjem fuq tagħha u fi żminijiet daqshekk importanti tagħti s-sehem tagħha biex ir-reġjun tal-Mediterran ikollu ġejjieni demokratiku, ġejjieni fil-paċi, fejn iċ-ċittadini ta' kull pajjiż ikunu jistgħu jgħixu hajja diċenti.

4-408-250

Luís Paulo Alves (S&D), *por escrito*. – Aprovo o presente relatório, começando por observar que, em 2011, a Política Externa e de Segurança Comum apresentou um resultado de 3,54 % do total de dotações da categoria 4; regista uma taxa de execução de 93,12 % em dotações de autorização e de pagamento disponíveis para esta política até dezembro de 2012. Continuo, todavia, preocupado com o facto de os mandatos referentes à Missão da União Europeia para o Estado de Direito no Kosovo e à Missão de Observação da União Europeia na Geórgia para o período de 2012-2013 terem sido renovados pelo Conselho com um orçamento inferior ao esperado. Apesar da boa taxa global de execução, alerta ainda para as repercussões de cortes injustificados ao orçamento da PESC no âmbito do quadro financeiro plurianual (QFP) 2014-2020, que prejudicariam a eficácia e o impacto desta política. Termino por manifestar minha preocupação com os problemas em dar início às missões da Política Comum de Segurança e Defesa, tais como atrasos no planeamento e no destacamento, falta de pessoal, dificuldades de planeamento e de execução financeira, questões relacionadas com o estatuto dos acordos da Política Europeia de Segurança Comum com países terceiros e dificuldades no arranque.

4-408-375

Martina Anderson (GUE/NGL), *in writing*. – I have voted in favour of Amendment 6 to the annual report from the Council to the European Parliament on the CFSP because the amendment stresses that international trade needs to be based on social rights and standards on health, environment and labour conditions. In addition, the amendment stresses the importance of including a broad range of stakeholders in international trade negotiations, which I support. However, my support for Amendment 6 does not mean that I support the EU-US TTIP-negotiations. Nor do I believe that TTIP will bring growth and welfare to ordinary citizens – or that TTIP should serve as a trade model for other regions and global actors.

4-408-500

Elena Oana Antonescu (PPE), *în scris*. – Uniunea Europeană nu își poate defini politica externă fără a rămâne fidelă principiilor democrației și statului de drept. Uniunea este construită în jurul acestor principii, motiv pentru care nu își poate permite să nu urmărească promovarea lor în propria politică externă sau includerea lor ca element fundamental al ordinii internaționale care se prefigurează.

Este la fel de important ca Uniunea să își dovedească, prin intermediul unei politici robuste și eficiente, capacitatea de a acționa decisiv pentru protejarea securității și intereselor cetățenilor săi.

Nu în ultimul rând, Uniunea și statele membre trebuie să dea dovadă de o flexibilitate suplimentară pentru a gestiona provocările de securitate cu care ne confruntăm, provocări ce variază de la impactul schimbărilor climatice la probleme precum siguranța alimentară sau securitatea energetică.

4-408-750

Sophie Auconie (PPE), *par écrit*. – Pour que l'Union européenne avance réellement vers une politique commune et matière d'action extérieure et de sécurité, j'ai apporté mon soutien à cette proposition de résolution qui l'encourage à parler d'une seule voix sur la scène internationale, à faire preuve de cohérence et de réactivité, mais aussi à définir des objectifs et une coordination stratégiques sous l'impulsion de la Haute Représentante pour la PESC.

4-408-875

Слави Бинев (EFD), *в писмена форма*. – Приветствам доклада Брок върху общата външна политика и политиката за сигурност. Това е една много важна сфера за ЕС в неговото развитие. В доклада е обърнато и специално внимание на взаимоотношенията на ЕС с неговите стратегически партньори в сферата на мира, сигурността и социално-икономическото развитие. Що се отнася до сътрудничеството на ЕС със САЩ, в доклада е подчертано, че за да се изгради доверие, е необходимо САЩ да спазват чувствителното законодателство за защита на личните данни и да променят своите дейности по събиране на данни, насочени срещу ЕС и неговите граждани. Това е много важна точка в момент като сегашния, в който назряват сериозни проблеми и съмнения.

4-409-000

Sebastian Valentin Bodu (PPE), *în scris*. – Criza financiară mondială creează provocări politice, economice, sociale, culturale și de mediu majore, inclusiv probleme interne, pentru toate părțile și abordarea unor astfel de provocări impune desfășurarea unor acțiuni colective și unite ale UE, precum și crearea unor alianțe, în scopul de a promova pacea, securitatea, progresul social, prosperitatea, statul de drept și respectarea drepturilor omului. În acest context, consider că acțiunea externă europeană trebuie să fie înțeleasă și sprijinită de cetățenii UE.

4-409-250

John Bufton (EFD), *in writing*. – I voted against this report as I see this policy as little more than a drain on taxpayers' hard-earned money.

4-409-375

Antonio Cancian (PPE), *per iscritto*. – Ho votato a favore della relazione presentata dal collega on. Brok perché ritengo di fondamentale importanza favorire un assetto chiaro e determinato tra risorse ed obiettivi perseguibili in termini di sicurezza e politica estera. Garantire le risorse previste dal Trattato di Lisbona, in relazione alle priorità degli obiettivi prefissati, significa rafforzare il ruolo internazionale e diplomatico dell'UE. Condivido la volontà di rafforzare la partnership transatlantica, uno dei pilastri fondamentali della PESC,

oltre all'impegno nel processo di pace in Medio Oriente e alla cooperazione economica e politica con i Paesi dell'est e del sud Europa. Apprezzo la volontà di dotare la PESC di quei mezzi che le permetteranno di avere nel prossimo futuro un ruolo più attivo ed un peso maggiore nel sistema internazionale.

4-409-406

Maria Da Graça Carvalho (PPE), *por escrito*. – Congratulo-me com o relatório hoje aprovado pelo Parlamento Europeu que exorta os Estados-Membros a desempenharem um papel construtivo na política externa e de segurança da União, promovendo a coordenação das políticas estratégicas a nível da UE, em particular através de uma cooperação eficaz entre as suas capitais e Bruxelas, no tocante a posições adotadas em fóruns multilaterais, nomeadamente nas Nações Unidas e na NATO.

4-409-421

Lara Comi (PPE), *per iscritto*. – Ho votato a favore della risoluzione in quanto credo fermamente che per rispondere alle attuali sfide a livello globale, l'Unione europea debba mettere a punto una Politica Estera e di Sicurezza Comune (PESC) nuova e credibile. Nel mondo globalizzato attuale e dinanzi all'emergere di nuovi attori sulla scena internazionale, la promozione e difesa dei nostri valori, interessi e posizionamento competitivo necessita di un'azione esterna a livello europeo che sia coerente, sistematica e forte. Solo in questo modo l'Europa, primo importatore ed esportatore a livello mondiale, potrà far valere il suo peso determinante sul piano economico e commerciale anche nelle dinamiche della politica internazionale. L'Unione europea deve però definire e attuare chiaramente i propri obiettivi strategici, attraverso un coinvolgimento proficuo del Parlamento europeo e di tutti gli Stati Membri.

4-409-429

Emer Costello (S&D), *in writing*. – I voted in favour of the Brok own-initiative resolution on the Council's annual report on the EU common foreign and security policy in 2012, although I do not support all parts of it, most notably the calls for closer EU-NATO cooperation. Ireland takes part in the EU common foreign and security policy in accordance with the EU treaties, including Article 42(2) which provides that Union policy in the common security and defence policy arena shall not prejudice the specific character of the security and defence policy of certain Member States (i.e. Irish neutrality) and in accordance with Ireland's 'triple-lock' under which members of the Irish Defence Forces participate in international missions upon approval by the Irish Government, approval by the Irish Parliament and under a UN mandate. I welcome the emphasis in this resolution that all EU common foreign and security policies and actions should be in accordance with international law and the Charter of the United Nations and anchored in the EU's fundamental values of democracy, the rule of law and human rights.

4-409-437

Rachida Dati (PPE), *par écrit*. – Ce rapport pose de grandes ambitions pour l'action internationale de l'Union européenne, que je soutiens dans leur principe. Cependant, je m'oppose à plusieurs propositions contenues dans le texte. J'ai notamment décidé de rejeter une vision qui soutiendrait l'ouverture de nouveaux chapitres de négociation pour l'adhésion de la Turquie à l'UE. L'Europe ne peut pas continuer à faire miroiter un avenir européen à un pays qui n'a pas vocation à entrer dans l'UE: elle devrait plutôt œuvrer pour créer un

partenariat stratégique fort avec notre voisin turc. Je déplore plus globalement que l'élargissement soit présenté comme un levier important de la politique étrangère, à l'heure où nous devons faire une pause durable dans l'élargissement de l'UE.

4-409-468

Jill Evans (Verts/ALE), *in writing* . – I abstained from this vote, as a number of amendments were rejected, making this a very weak report. The EU is in a unique position globally and has the power to influence the international stage; that is why Wales is proud to be a part of the EU. However, the EU could certainly do more in this regard and should work better within its borders.

4-409-500

Diogo Feio (PPE), *por escrito*. – Comungo da posição do relator quanto às prioridades e grandes linhas da Política Externa e de Segurança Comum da União e partilho a noção de que só juntos teremos capacidade de fazer ouvir a nossa voz. Esta convergência não dispensa, evidentemente, a condução de políticas externas próprias pelos Estados-Membros nem impõe que tenhamos sempre que estar de acordo. Reitero a convicção de que as exigências constantes da opinião minoritária recorrentemente apresentada sobre os relatórios do colega Brok por deputados do grupo GUE constituem uma excelente lista de passos que a União Europeia não deve dar sob pena de se tornar não apenas irrelevante, mas sobretudo vulnerável.

4-409-750

José Manuel Fernandes (PPE), *por escrito*. – A Política Externa e de Segurança Comum (PESC) cumpre um papel determinante para que a União Europeia concretize uma atuação à escala global condizente com os seus valores e acervo comunitário, designadamente em matéria de construção da paz, promoção da democracia e do Estado de direito, boa governação e sociedades justas, assim como ao nível da segurança global e do desenvolvimento económico e social. Nesse sentido, são motivos de forte preocupação os cortes no orçamento da PESC no âmbito do quadro financeiro plurianual (QFP) 2014-2020 e as suas potenciais repercussões negativas na eficácia e no impacto desta política, tendo também em conta a sua boa taxa global de execução nos últimos anos. Esta preocupação é agravada face aos problemas em dar início às missões da Política Comum de Segurança e Defesa, tais como atrasos no planeamento e no destacamento, falta de pessoal, dificuldades de planeamento e de execução financeira, questões relacionadas com o estatuto dos acordos PESC com países terceiros. É, por isso, importante criar sinergias, designadamente entre civis e militares, e evitar sobreposições entre as políticas existentes e novas iniciativas.

4-410-000

Monika Flašíková Beňová (S&D), *písomne* . – Výročná správa sa zaoberá hlavnými otázkami SZBP EÚ ako z inštitucionálnej, tak i z politickej roviny. Zdôrazňuje predovšetkým ústrednú úlohu presadzovania demokracie, ľudských práv a právneho štátu v EÚ v rámci zahraničnej politiky. Zdôrazňuje výzvy, ktorým EÚ v rámci SZBP čelí vo vzťahoch s takými krajinami ako Rusko (najmä v súvislosti s otázkami Východného partnerstva) a Čína. Novým prvkom v tohtoročnej správe je odkaz na zmeny v Iráne po zvolení prezidenta. Správa vyzýva zvážiť možné stimuly berúc do úvahy skutočnosť či a kedy Irán splní svoje záväzky voči medzinárodnému spoločenstvu s ohľadom na jeho jadrový program.

4-410-500

Mariya Gabriel (PPE), *par écrit*. – J'ai voté pour ce rapport, car c'est un rapport riche et il met l'accent sur les priorités de la politique étrangère et de sécurité de l'UE. Le rapport met notamment en avant la nécessaire coordination entre les différents acteurs de la politique étrangère de l'UE dans les pays tiers (les représentants spéciaux, les chefs de délégation et les chefs de mission). Cela doit apporter plus de visibilité à l'UE sur la scène internationale. J'ajouterai qu'un des partenariats stratégiques de l'UE est celui avec l'Afrique, en travaillant avec les organisations régionales (UA) et subrégionales comme la CEDEAO et la CEEAC. La PESC doit aussi mettre l'accent sur la diplomatie préventive dans une approche globale, où l'UE joue le rôle de médiateur. Par ailleurs, j'ai voté pour ce rapport, car il faut en effet appuyer les efforts de la Haute Représentante pour l'obtention d'un siège permanent au Conseil de Sécurité de l'ONU. Ce serait un grand pas en avant pour la PESC. Enfin je salue la dynamique créée par Catherine Ashton pour l'inclusion de plus de femmes dans la politique étrangère de l'UE.

4-411-000

Françoise Grossetête (PPE), *par écrit*. – J'ai voté contre le rapport Brok sur le rapport annuel du Conseil au Parlement européen sur la politique étrangère et de sécurité commune. Je ne souhaite pas l'ouverture des chapitres primordiaux pour l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne, comme le souligne ce rapport. Certes, la Turquie a vocation à être un partenaire important et privilégié de l'Union. Elle est au carrefour entre l'Union et le Proche-Orient et joue un rôle essentiel contre les mouvements fondamentalistes et antidémocratiques présents dans la région. La Turquie apporte aussi une aide humanitaire vitale aux Syriens fuyant les violences perpétrées de l'autre côté de ses frontières. Elle n'a cependant pas vocation à être membre de l'Union européenne.

4-411-375

Mikael Gustafsson (GUE/NGL), *in writing*. – I have voted in favour of Amendment 6 to the annual report from the Council to the European Parliament on the CFSP because the amendment stresses that international trade needs to be based on social rights and standards on health, environment and labour conditions. In addition, the amendment stresses the importance of including a broad range of stakeholders in international trade negotiations which I support. However, my support for Amendment 6 does not mean that I support the EU-US TTIP-negotiations. Nor do I believe that TTIP will bring growth and welfare to ordinary citizens – or that TTIP should serve as a trade model for other regions and global actors.

4-411-562

Τάκης Χατζηγεωργίου (GUE/NGL), *γραφπτώς*. – Η έκθεση αποκλίνει εντελώς από τη δημιουργία μιας ΕΕ που θα εξυπηρετεί όχι τα γεωστρατηγικά οικονομικά της συμφέροντα αλλά τα συμφέροντα των λαών. Αποκλίνει εντελώς από την ανάπτυξη μιας εξωτερικής πολιτικής που θα οδηγεί στον αφοπλισμό και την Ειρήνη. Διαφωνούμε με βασικούς στόχους που τίθενται όπως την περαιτέρω προώθηση της στρατιωτικοποίησης, την προώθηση της συνέργειας μη στρατιωτικών και στρατιωτικών δυνάμεων, την προσπάθεια περιορισμού του κυρίαρχου ρόλου των κρατών μελών στα ζητήματα εξωτερικής πολιτικής, και δη την ενίσχυση της σχέσης ΕΕ-NATO.

Όσον αφορά το Κυπριακό η έκθεση περιλαμβάνει προβληματικές αναφορές. Παρουσιάζει την Τουρκία ως στρατηγικής σημασίας εταίρο και ζητεί να ανοίξουν νέα κεφάλαια προκειμένου να προχωρήσει η ενταξιακή της πορεία. Παραβλέπεται εντελώς το ότι η Τουρκία αρνείται να

υλοποιήσει τις υποχρεώσεις της για το άνοιγμα έκαστου κεφαλαίου. Καμία αναφορά δεν γίνεται στην υποχρέωση της Τουρκίας να υλοποιήσει το Πρόσθετο Πρωτόκολλο και να αποσύρει τα κατοχικά της στρατεύματά της από την Κύπρο.

Σε μια προσπάθεια εξίσωσης της δράσης της Τουρκίας και της Κ.Δ., καλωσορίζεται η αίτηση της ΚΔ για ένταξη στον «Συνεταιρισμό για την Ειρήνη», ως πρώτο βήμα για την άρση των εμποδίων μεταξύ ΕΕ-NATO. Σε ποιους κινδύνους μπορεί να οδηγήσει μια τέτοια αντιμετώπιση των ζητημάτων, διερωτήθηκαν όσα κόμματα στηρίζουν την έκθεση;”

4-411-750

Richard Howitt (S&D), *in writing*. – This is a deep and thoughtful report with many proposals with which the European Parliamentary Labour Party strongly agrees. But I regret we had to vote against overall, retaining our clear opposition to ideas in the text for a single EU seat in the UN, for an EU defence headquarters, for permanent structured cooperation on defence, for a higher multiannual financial framework or the suggestion for a ‘new’ rather than evolving EU foreign policy.

4-411-765

Philippe Juvin (PPE), *par écrit*. – J’ai voté contre ce rapport. Ce rapport consiste en un exercice annuel d’évaluation par le Parlement européen de la Politique étrangère et de sécurité commune (PESC) avec la rédaction de recommandations. Le rapport souligne ainsi que des priorités devraient être données au partenariat transatlantique, au développement politique et économique du voisinage est et sud de l’Union et au processus de paix au Moyen-Orient. Une meilleure coopération des États-membres entre eux et avec Bruxelles est également demandée ainsi qu’un soutien aux outils de la PESC. Cependant, le rapport salue le développement du nouveau programme constructif de la Commission pour les relations UE-Turquie et demande l’ouverture de nouveaux chapitres de négociations pour le processus d’adhésion de la Turquie. Étant donné les récents développements politiques dans le pays, son instabilité et les tensions présentes au sein même de la population, cette question ne peut être d’actualité et je ne peux soutenir l’ensemble du rapport. Je suis résolument opposé à l’entrée de la Turquie dans l’Union européenne.

4-411-773

Agnès Le Brun (PPE), *par écrit*. – Le Parlement européen a adopté jeudi 23 octobre une résolution afin d’orienter la Politique étrangère et de Sécurité Commune (PESC) de l’Union européenne. Le rôle du Parlement européen dans la définition de la PESC est relativement limité, bien que les députés européens soient les représentants directs des citoyens. C’est pourquoi nous avons demandé que le Parlement soit consulté de façon approfondie et régulière sur les objectifs de la PESC et exigé plus de transparence afin de pouvoir mieux contrôler le budget de la PESC. Par ailleurs, nous avons appelé les États membres à mieux coordonner leurs politiques étrangères, notamment leurs positions au sein des instances internationales, comme les Nations unies ou l’OTAN. Nous avons encouragé les États membres à avoir recours au dispositif de la coopération renforcée entre certains pays en cas de veto au sein du Conseil. Enfin, nous avons adopté des positions afin d’orienter les relations entre l’Union européenne et ses partenaires. J’ai voté en faveur de ce rapport car j’estime que la définition d’une politique étrangère commune ambitieuse est nécessaire au renforcement de l’influence de l’Union européenne et de ses États membres dans le monde.

4-411-781

Bogusław Liberadzki (S&D), *na piśmie*. – Sprawozdanie to jest bardzo ważnym dokumentem, ponieważ dotyczy miejsca Wspólnoty w globalnym świecie. Jest to jednocześnie działanie będące konsekwencją Traktatu z Lizbony, a wciąż jesteśmy w pół drogi. Rozwijamy Służbę Działań Zewnętrznych, tworzymy zręby organizacyjne w Brukseli oraz placówki w świecie. Realizowane priorytety wskazują, że z jednej strony przywiązujemy ogromną uwagę do pozycji UE w globalnym świecie – kładziemy akcent na relacje z najważniejszymi regionami, jak np. Chiny, USA czy Rosja, zajmujemy się także regionami zapalnymi, takimi jak Syria, Afganistan czy Sahara Zachodnia – nie zapominając jednak z drugiej strony o działaniach służących rozszerzeniu UE. Popieram poprawki dotyczące równowagi płciowej w Służbie Działań Zewnętrznych oraz relacji UE-NATO. Pomimo świadomości, jak dużo jeszcze pozostaje do zrobienia, wyrażając jednocześnie uznanie dla tego, co już zrobiono, głosuję za przyjęciem sprawozdania rocznego.

4-411-796

Monica Luisa Macovei (PPE), *în scris*. – Am votat pentru acest raport. Regret însă că încă un an a trecut fără să se înregistreze niciun progres în rezolvarea conflictului înghețat din regiunea Transnistria. Federația Rusă se folosește de această situație pentru a șantaja Republica Moldova și a-i împiedica parcursul european. În acest an tensiunea a crescut în regiune atunci când, în aprilie 2013, așa-zisele „autorități transnistrene” au încercat să introducă posturi de control pe așa-zisa linie administrativă de pe râul Nistru. O altă provocare a venit în iulie 2013, când o publicație a guvernului Federației Ruse anunța că forțele ruse aflate în regiunea Transnistria vor fi întărite cu elicoptere. Pe 11 octombrie, vice-președintele Federației Ruse amenința că „Transnistria pregătește un răspuns dur autorităților de la Chișinău, în cazul asocierii Republicii Moldova la UE”.

În ciuda acestor amenințări directe la integritatea sa teritorială, Republica Moldova își continuă cu determinare parcursul european. Eforturile sale de a implementa reformele necesare pentru integrarea europeană trebuie răsplătite cu acțiuni concrete la momentul oportun. Semnarea Acordului de Asociere și a Acordului de Liber Schimb Aprofundat și Cuprinzător trebuie să aibă loc înainte de toamna anului 2014.

4-411-804

Светослав Христов Малинов (PPE), *в писмена форма*. – Подкрепям доклада. Системата за сигурност, която ЕС се стреми да изгради за себе си, е амбициозна и уникална. От една страна, ние все още изграждаме Европейската служба за външна дейност, от друга в ЕС разглеждаме външните работи, сигурността и отбранителната политика по интегриран начин, паралелно с приоритетите на НАТО за интелигентна отбрана.

Изхождайки от този поглед върху нещата, вярвам, че ние сме на прав път, за което искам да поздравя лейди Катрин Аштън и всички участници. Тъй като България е съсед на част от разглежданите в доклада на г-н Брок държави и е засегната от ситуацията в Сирия, изразявам задоволство от впечатляващата работа на ЕСВД по отношенията между Косово и Сърбия; радвам се да видя акцент върху стратегическото партньорство с Турция, както и препотвърждаване на разширяването като основен инструмент на ЕС.

Но – тук споделям мнението на колегата г-жа Нейнски – при развитието на своеобразния начин, по който ЕС провежда външната си политика, бюджетните съкращения внасят особена несигурност за бъдещите ни действия. Ето защо „ефективност” трябва да бъде ключовата дума за следващите години, което също означава засилена и изначална

координация с Европейския парламент. Ако успеем в това начинание, ще видим единна и активна, вместо реактивна външна политика.

4-411-812

David Martin (S&D), *in writing*. – I voted against this report because it contained points which I do not support. For example, the report called for the establishment of a permanent military operational headquarters for the EU and an EU seat on the UN Security Council. I believe that Member States are best placed to protect their citizens in foreign policy and this is not the direction EU evolution should be going in.

4-411-827

Véronique Mathieu Houillon (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur du rapport annuel sur la politique étrangère et de sécurité commune qui demande une PESC plus dynamique avec la fixation de priorités plus claires afin que les ressources de l'UE et des Etats membres dans ce domaine soient mieux utilisées. Les États membres devraient davantage coopérer entre eux lorsqu'ils adoptent des positions sur la politique étrangère et de sécurité au sein des instances internationales. Par ailleurs, j'ai voté contre le paragraphe concernant l'ouverture de nouveaux chapitres relatifs au processus d'adhésion de la Turquie car je suis opposée à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne.

4-411-835

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. – A UE deve continuar a desenvolver os seus objetivos de política externa e promover os seus valores e interesses à escala mundial, com o propósito genérico de contribuir para a paz, a segurança, a solidariedade, a prevenção de conflitos, a promoção da democracia, a proteção dos direitos humanos, a igualdade de género, o respeito do direito internacional, o apoio às instituições internacionais, o multilateralismo eficaz e o respeito mútuo entre as nações, o desenvolvimento sustentável, o comércio livre e justo e a erradicação da pobreza. Estes objetivos só serão concretizados com uma Política Externa e de Segurança Comum (PESC) eficaz e partilhada por todos os Estados-Membros da UE. É necessário conseguir explicar os objetivos da PESC aos cidadãos, para isso, é necessário envolver os órgãos de comunicação social europeus, com vista a promover a solidariedade, aproximar as diferentes perceções nacionais e aumentar a sensibilização para a PESC.

4-411-843

Roberta Metsola (PPE), *in writing*. – I welcome this own-initiative report that evaluates the EU Common Foreign and Security Policy (CFSP) and gives a number of recommendations for improving it, notably by making it more comprehensive, coherent, effective and visible. I have therefore voted in favour.

4-411-851

Willy Meyer (GUE/NGL), *por escrito*. – He votado en contra del presente informe porque presenta una vergonzosa posición del Parlamento Europeo frente a la Política Exterior y de Seguridad Común desempeñada por el Consejo a lo largo de 2012. El informe recoge de una manera elegante el trabajo del Consejo en su labor imperialista en las diferentes regiones del mundo. Resulta vergonzoso cómo se elogia una política de estas características que fomenta la violación del derecho intencional en múltiples partes del mundo. Mi grupo parlamentario desarrolló un informe minoritario debido a la falta de referencia a los

conflictos abiertos en que el Consejo no ha dejado de intervenir, tanto por acción como por omisión, favoreciendo los intereses de sus aliados militares, que son conocidos violadores sumarios de los Derecho Humanos. Por ello he votado en contra del presente informe.

4-411-855

Louis Michel (ALDE), *par écrit*. – Malgré les progrès accomplis par l'Union européenne dans le domaine de la politique étrangère et de sécurité commune, cette dernière doit encore faire face à de nombreuses lacunes. Le rapport Brok propose une stratégie claire et décisive qui permettra à l'UE, en tant qu'acteur international, d'améliorer son efficacité et sa crédibilité. La politique étrangère de l'Union européenne est basée non seulement sur ses intérêts politiques et économiques mais aussi sur des valeurs et principes fondamentaux qui définissent son identité très normative. Le soutien des citoyens à la politique étrangère ne fera qu'augmenter son efficacité. Dès lors, le contrôle du Parlement européen de la PESC est crucial. La coordination et la coopération des actions internationales ainsi que le renforcement du rôle de la Haute Représentant sont essentiels pour l'unité et la crédibilité de l'action de l'UE.

4-411-856

Alexander Mirsky (S&D), *in writing*. – The report is vague and imprecise; a lot of water. I cannot support such unprofessional work. Elmar should revise it. I voted against.

4-411-857

Andreas Mölzer (NI), *schriftlich*. – Die gemeinsame Außen- und Sicherheitspolitik ist eines der wichtigsten Projekte und soll als Antwort der EU auf zukünftige Bedrohungen bzw. Herausforderungen in den verschiedensten Bereichen dienen. Eine verlässliche Außenpolitik soll daher nicht nur ein Garant in sicherheitspolitischen Maßstäben sein, sondern auch den gemeinsamen wirtschaftlichen Bereich stärken. Dennoch muss sich die EU als eigenständige außenpolitische Macht erweisen und sich von den Konflikten anderer Großmächte, insbesondere jenen der Vereinigten Staaten, möglichst distanzieren. Des Weiteren sollte die EU nicht weitere Erweiterungen als Motivation in Betracht ziehen, um so ihre außenpolitischen Verhandlungen zu führen – dies gilt vor allem für das Vorhaben eines Türkei-Beitritts. Da ich eine gemeinsame Außenpolitik als wichtig erachte, jedoch der Zweck jene Mittel nicht heiligt, habe ich mich meiner Stimme enthalten.

4-411-859

Claudio Morganti (EFD), *per iscritto*. – La politica estera dell'Unione europea è nei fatti pressoché inesistente, come del resto si è rivelato un grande fallimento anche l'istituzione della figura dell'Alto Rappresentante, ad oggi la baronessa Catherine Ashton. In qualsiasi parte del mondo gli Stati europei continuano ad agire in maniera autonoma, a volte prendendo addirittura decisioni contrastanti tra loro: credo che questo sia abbastanza normale, poiché a volte ci sono lunghe relazioni storiche, culturali ed economiche che non possono passare in secondo piano ed essere soppiantate da un presunto, quanto inesistente, interesse comune europeo. La cosa che poi mi sembra inammissibile è la totale inadeguatezza delle relazioni dell'UE con i propri partner: non so se sia per la debolezza della baronessa Ashton o per altre ragioni, ma sta di fatto che l'Europa non riesce a contare nulla, e questo è comunque inammissibile. L'ultimo, importante, scenario in cui l'Unione europea sta mostrando tutta la sua nullità è rappresentato dalla realtà Siriana: anche in

questo caso ognuno va per la sua strada, e l'Europa ufficiale e istituzionale si limita a sterili interventi fini a loro stessi. Anche in ambito di politica estera è quindi chiaro che qualcosa, in questa Unione europea, assolutamente non funziona.

4-411-863

Radvilė Morkūnaitė-Mikulėnienė (PPE), *raštu*. – Besikeičiančiame daugiapoliame pasaulyje, kur vienos valstybės išgyvena ekonominius sunkumus, o kitos igauna naujų ekonominių bruožų, kur nuolat kyla įvairaus pobūdžio iššūkiai saugumui, turi būti tvirtai ginamos tokios pamatinės vertybės kaip demokratija, teisinė valstybė ir žmogaus teisės, socialinis teisingumas ir kova su skurdu. ES turi užtikrinti šių vertybių bei savo piliečių teisių visame pasaulyje apsaugą. Tam reikia darnaus bendradarbiavimo tarp šalių narių, tarp valstybių ir ES institucijų ir vieningo veikimo daugiašaliuose tarptautiniuose formatuose bei kalbėjimo vienu balsu su trečiosiomis šalimis. Manau, kad ES ne tik turi stiprinti savo vieningumą ir veiksmingumą, BUSP bei ESGP instrumentus, bet ir tęsti veiksmus įgyvendinant ES strateginius tikslus, pradedant transatlantine partneryste, ekonomine ir politine plėtra rytinėse ir pietinėse kaimyninėse šalyse, Artimųjų Rytų taikos procesu.

4-411-867

Maria do Céu Patrão Neves (PPE), *por escrito*. – Votei favoravelmente o presente relatório em que se exorta os Estados-Membros a desempenharem um papel construtivo na Política Externa e de Segurança da União, promovendo a coordenação das políticas estratégicas a nível da UE, em particular através de uma cooperação eficaz entre as suas capitais e Bruxelas, no tocante a posições adotadas em fóruns multilaterais, nomeadamente nas Nações Unidas e na NATO. O Parlamento Europeu aponta ainda, num período marcado por restrições económicas, para a necessidade de aumentar a eficácia da União enquanto ator global coeso. Neste sentido, observa, em particular, que os Estados-Membros têm um papel importante a desempenhar no desenvolvimento e na execução eficaz da Política Comum de Segurança e Defesa, não só disponibilizando capacidades civis e militares, mas também garantindo o financiamento comum das operações e reforçando a base industrial e tecnológica europeia.

4-411-871

Alojz Peterle (PPE), *pisno*. – S tem poročilom Evropski parlament ne izraža samo odnosa do kriznih žarišč, ampak jasneje precizira temeljna izhodišča skupne zunanje in varnostne politike. V tem smislu sem še posebej vesel, da vključuje poročilo prvič tudi strateško usmeritev glede zdravja. Zdravje, ki je omenjeno skupaj z energijo, klimatskimi spremembami in oskrbo z vodo kot eden od sodobnih izzivov, je treba v našem sporazumevanju in sodelovanju z različnimi partnerji obravnavati kot strateški element varnostne in zunanje politike. Soglašam s pozivom k zunanjepolitični fleksibilnosti, ko gre za nove grožnje, hkrati pa poudarjam, da zdravje ni čisto nov izziv. Že dalj časa smo priče slabšanju zdravstvenih kazalcev v EU in globalno. To je tudi posledica napačnih politik in napačne razvojne paradigme. Sedaj, ko EU pripravlja strateške partnerske sporazume z vodilnimi državami sveta, je prilika, da vanje vključi zdravje kot enega od bistvenih elementov bilateralnega sodelovanja in deljene skrbi za globalni razvoj.

4-411-875

Raül Romeva i Rueda (Verts/ALE), *in writing*. – Abstention. Again, a very unbalanced report, including some good recommendations, and many bad references to a model of Europe based on values that contradict the very spirit of the European idea.

4-411-937

Søren Bo Søndergaard (GUE/NGL), *skriftlig*. – Jeg har stemt for ændringsforslag 6, fordi ændringsforslaget betoner vigtigheden af, at international handel i langt højere grad bør baseres på standarder indenfor sundhed, sociale rettigheder, arbejdsvilkår og miljø - samt vigtigheden af, at forhandlinger om handelsaftaler bør baseres på inddragelse af en bred gruppe af interesser i samfundet. Min støtte til ændringsforslag 6 betyder dog ikke, at jeg støtter EU-USA TTIP-forhandlingerne: Jeg mener heller ikke, at en TTIP-aftale kan betyde vækst for almindelige mennesker - eller at TTIP bør være en handelsmodel for andre lande og regioner.

4-412-000

Francisco Sosa Wagner (NI), *por escrito*. – Enmienda 3: voto en contra porque no respaldo la declaración unilateral de independencia de Kosovo el 17 de febrero de 2008; esta tampoco ha sido reconocida por Serbia, Rusia ni las Naciones Unidas. Enmienda 5: voto a favor porque es importante la distensión con Irán para que se resuelvan los problemas derivados de la falta de libertades y las violaciones de los derechos humanos (caso especial del campo de refugiados de Ashraf). Apartado 46: me abstengo porque comparto el espíritu del apartado pero no respaldo la declaración unilateral de independencia de Kosovo.

4-412-500

Kay Swinburne (ECR), *in writing*. – With so many difficult tasks still ahead for the European Union, I would really like to see this Parliament focusing on the vital areas in which the EU does have competence, such as the single market, or the environment, or investment in research and development. Not, as we are here, on the expansion of European Union defence policy, which is an area that rightly remains the competence of the Member State.

4-413-000

Marc Tarabella (S&D), *par écrit*. – Je me suis prononcé en faveur de ce rapport annuel qui fait le point sur l'action extérieure de l'Union européenne dans différents domaines thématiques et géographiques. Il souligne la position du Parlement sur les questions-clés auxquelles l'Union est confrontée sur le plan de la politique extérieure. Le groupe S&D a systématiquement soutenu une approche globale de la politique étrangère de l'Union. Celle-ci doit être menée au bénéfice de l'ensemble des citoyens européens, ancrée dans les valeurs européennes fondamentales et adossée à une coopération constructive avec nos partenaires stratégiques. Étant donné la volatilité du paysage international, l'Union européenne a besoin d'une politique étrangère cohérente sur le plan interne et externe. Ce n'est qu'en exploitant pleinement les outils institutionnels que lui confère le traité de Lisbonne – au premier rang desquels figurent le Service européen pour l'action extérieure (SEAE) et le poste de haut représentant pour les affaires étrangères et la politique de sécurité – que l'Union pourra assumer ses responsabilités et jouer efficacement son rôle sur la scène mondiale.

4-413-500

Nuno Teixeira (PPE), *por escrito*. – A crise financeira mundial e a crescente afirmação das novas economias emergentes criam importantes desafios à Política Externa e de Segurança Comum da União. Para enfrentar estes desafios, será necessário empreender ações coletivas e concertadas na União e estabelecer alianças, devendo todas as suas políticas estar em conformidade com o Direito internacional e a Carta das Nações Unidas. Por considerar que a União deve defender os interesses dos seus cidadãos no mundo e fundar as suas políticas na promoção dos valores fundamentais em que a própria assenta, como a democracia, o Estado de Direito, os direitos humanos, a justiça social, a luta contra a pobreza e o respeito pelos outros países, votei a favor do documento.

4-414-500

Κυριάκος Τριανταφυλλίδης (GUE/NGL), *γραφτώς*. – Η έκθεση αποκλίνει εντελώς από την κατεύθυνση μιας ΕΕ που θα εξυπηρετεί όχι τα γεωστρατηγικά οικονομικά της συμφέροντα αλλά τα συμφέροντα των λαών. Αποκλίνει εντελώς από την κατεύθυνση μιας εξωτερικής πολιτικής που θα οδηγήσει στον αποπλισμό και την Ειρήνη. Διαφωνούμε με βασικούς στόχους που τίθενται, όπως είναι η περαιτέρω προαγωγή της στρατιωτικοποίησης, η προώθηση της συνέργειας μη στρατιωτικών και στρατιωτικών δυνάμεων, η προσπάθεια περιορισμού του κυρίαρχου ρόλου των κρατών μελών στα ζητήματα εξωτερικής πολιτικής και δη η ενίσχυση της σχέσης ΕΕ-NATO.

Όσον αφορά το Κυπριακό, η έκθεση περιλαμβάνει προβληματικές αναφορές. Παρουσιάζει την Τουρκία ως στρατηγικής σημασίας εταίρο και ζητεί να ανοίξουν νέα κεφάλαια προκειμένου να προχωρήσει η ενταξιακή της πορεία. Παραβλέπεται εντελώς η άρνηση της Τουρκίας να υλοποιήσει τις υποχρεώσεις της για το άνοιγμα έκαστου κεφαλαίου. Καμία αναφορά δεν γίνεται στην υποχρέωση της Τουρκίας να υλοποιήσει το Πρόσθετο Πρωτόκολλο και να αποσύρει τα κατοχικά της στρατεύματά της από την Κύπρο.

Σε μια προσπάθεια εξίσωσης της δράσης της Τουρκίας και της Κυπριακής Δημοκρατίας, καλωσορίζεται η αίτηση της Κυπριακής Δημοκρατίας για ένταξη στον «Συνεταιρισμό για την Ειρήνη» ως πρώτο βήμα για την άρση των εμποδίων στη σχέση ΕΕ-NATO. Διερωτήθηκαν άραγε όσα κόμματα στηρίζουν την έκθεση σε ποιους κινδύνους μπορεί να οδηγήσει μια τέτοια αντιμετώπιση των ζητημάτων;

4-415-000

Angelika Werthmann (ALDE), *schriftlich*. – Ich bin im Grunde der Ansicht, dass vertiefte Integration der Weg ist, den Europa beschreiten sollte. Es ist für die Mitgliedsstaaten von großer Bedeutung, die Kräfte zu bündeln, um auf dem turbulenten globalen Markt und zwischen den großen Interessenträgern wie Nord- oder Südamerika oder auch China bzw. anderen asiatischen Ländern nicht den Anschluss zu verlieren. Allerdings denke ich auch, dass die Mitgliedsstaaten sich entweder gegenwärtig nicht in der Lage befinden oder insgesamt so weit sind, gerade im Bereich der Außen- und Verteidigungspolitik eine derart vertiefte Partnerschaft einzugehen, wie es im Bericht nahegelegt wird. Die Mitgliedsstaaten sollten in jedem Fall daran arbeiten, das gegenseitige Vertrauen zu verbessern, und Schritt für Schritt sollten wir in diesem Bereich Punkte gemeinsamen Handelns finden. Da wichtige Anträge (wie zum Beispiel betreffend Zypern), die im Gegensatz zu internationalen Abkommen stehen, im Plenum akzeptiert wurden, habe ich mich enthalten.

4-416-000

Iva Zanicchi (PPE), *per iscritto*. – La crisi finanziaria mondiale e il crescente affermarsi di nuove economie emergenti pongono importanti sfide politiche, economiche, sociali, culturali e ambientali: per affrontare tali sfide è dunque necessario intraprendere un'azione collettiva e unitaria a livello unionale e forgiare alleanze per promuovere e mantenere la pace, la sicurezza, il progresso sociale, la prosperità, la diversità culturale, nonché la democrazia, lo Stato di diritto e il rispetto per i diritti umani.

Per queste ragioni l'Unione europea è chiamata a difendere gli interessi dei suoi cittadini in modo determinato e uniforme, basando sempre le sue politiche sulla promozione dei valori fondamentali sui quali l'Unione è fondata (democrazia, Stato di diritto e diritti umani, giustizia sociale e lotta contro la povertà) e sul rispetto per gli altri paesi.

Nel contempo, la politica estera deve essere flessibile nel rispondere alle minacce e alle sfide emergenti in settori quali la sanità, l'energia, i cambiamenti climatici e l'accesso all'acqua, ciascuno dei quali può avere un impatto sulle priorità politiche e l'economia internazionale.

13.16. Elektronische Kommunikationsmittel (A7-0313/2013 - Catherine Trautmann)

4-418-000

Mündliche Erklärungen zur Abstimmung

4-419-000

Mitro Repo (S&D). - Arvoisa puhemies, äänestin tämän tärkeän mietinnön puolesta. Vaikka puhumme paljon sähköisistä sisämarkkinoista täällä, valitettavasti niiden loppuun saattaminen on edelleen kesken. Kuluttajilla ei ole edelleenkään mahdollisuuksia nauttia esimerkiksi kaikista niistä eduista, joista yhteiset telemarkkinat toisivat.

Sähköisen viestinnän sääntelyjärjestelmän uudistuksessa meidän tulee pitää erityisesti huolta kuluttajien asemasta ja oikeuksista. Sähköisillä viestintämarkkinoilla kuluttajat joutuvat yhä useammin valitsemaan sellaisten palveluiden välillä, joihin on niputettu useita erilaisia sekalaisia sopimuksia. Kaikilla kuluttajilla ei ole riittävästi osaamista vertailla tällaisia sopimuksia toisiinsa. Ja tästä syystä onkin erittäin tärkeää, että velvoitamme esimerkiksi operaattorit antamaan kuluttajille heidän tarvitsemansa tiedot jo ennen sopimuksen tekoa yksinkertaisessa ja helposti ymmärrettävässä muodossa ja niin, että myös heikommassa asemassa olevilla kuluttajilla on mahdollisuus ymmärtää ne.

4-420-000

Rosa Estaràs Ferragut (PPE). - Señor Presidente, hemos votado a favor porque pensamos que el informe de iniciativa de la ponente allana el camino para una amplia renovación del marco regulador actual, que, aunque se aprobó y se adoptó en el año 2009, qué duda cabe de que, en el ámbito de las telecomunicaciones en la Unión Europea, está lejos de estar totalmente implementado y de que el mercado interior de las comunicaciones electrónicas sigue incompleto. Por lo tanto, pensamos que el informe lo que hace es abonar el camino para esta revisión, una revisión que tendría que proporcionar un marco estable y sostenible, garantizar su aplicación armonizada, coherente y eficaz y facilitar el desarrollo de los proveedores paneuropeos. Por eso, hemos votado a favor.

4-421-000

Der Präsident. – Frau Estaràs Ferragut, Ihnen haben sogar die hochinteressierten Kollegen Repo, Kelly und Rübzig zugehört.

4-422-000

Paul Rübzig (PPE). – Herr Präsident! Der Terminplan des Europäischen Parlaments bis zum Jahr 2014 steht schon seit vor dem Sommer fest. Wir müssen unsere Tagungen ordentlich planen, und der Handkalender, den wir zum Eintragen der Termine brauchen, sollte dementsprechend eigentlich einen Monat nach der Abstimmung über den Plan hier im Haus zur Verfügung stehen. Wir haben jetzt schon bald November, und es gibt diesen Plan noch immer nicht. Könnten Sie vielleicht dafür Sorge tragen, dass dieser Plan rechtzeitig gedruckt wird, weil wir ja in der Regel im Juli beginnen, die Termine des folgenden Jahres zu planen?

4-423-000

Der Präsident. – Herr Rübzig! Ich werde es an die entsprechenden Stellen weitergeben.

Damit sind die Erklärungen zur Abstimmung geschlossen.

4-424-000

Schriftliche Erklärungen zur Abstimmung

4-424-250

Luís Paulo Alves (S&D), *por escrito.* – Aprovo o presente relatório, começando por salientar que, apesar de a Comissão ter a obrigação de rever periodicamente o quadro e se ter comprometido recentemente a rever duas partes integrantes do quadro (a Diretiva 2002/58, relativa à privacidade e às comunicações eletrónicas, e a Recomendação sobre mercados relevantes), ainda não anunciou a sua intenção de proceder a uma revisão global. Seis anos após a proposta da Comissão, a primeira avaliação a fazer é que o mercado interno das comunicações eletrónicas continua a ser incompleto, não existindo, por exemplo, um operador pan-europeu. Embora considere que um mercado unificado é crucial, o pacote foi concebido primordialmente para garantir segurança regulamentar ao setor. Deve ser considerado parte de um quadro mais amplo, isto é, uma ferramenta que pode criar as condições necessárias para fomentar e combinar investimento e concorrência, tendo assim um impacto na vida dos cidadãos.

4-424-500

Elena Oana Antonescu (PPE), *în scris.* – Una dintre cele mai importante probleme cu care sectorul european al comunicațiilor electronice se confruntă este reprezentat de diferențele majore între executarea și punerea în aplicare a cadrului legislativ european. Aceste decalaje constituie unul dintre cele mai importante obstacole în creșterea investițiilor și dezvoltarea comunicațiilor europene. În egală măsură, progresele tehnologice importante înregistrate în ultimii ani fac imperativă adaptarea legislației europene la noile realități din acest domeniu.

Susțin adoptarea raportului deoarece mai multe dintre recomandările acestuia pot contribui la dezvoltarea unui sector european al comunicațiilor electronice competitiv, bazat pe inovație și investiții, care să ofere beneficii ridicate atât consumatorilor, cât și întreprinzătorilor europeni. În egală măsură, sunt de acord cu importanța unei cooperări

mai strânse și mai eficiente între autoritățile naționale de reglementare în domeniul comunicațiilor electronice și autoritățile naționale de concurență.

4-424-562

Sophie Auconie (PPE), *par écrit*. – En matière de marché intérieur des communications électroniques, il est primordial de trouver le bon équilibre entre un contexte technologique qui impose une évolution rapide et un environnement économique qui a besoin d'un cadre stable. J'ai donc voté pour ce rapport qui souligne que le marché intérieur des communications électroniques est toujours incomplet et encourage la Commission européenne à prendre les mesures nécessaires.

4-424-625

Regina Bastos (PPE), *por escrito*. – Considero fundamental que o setor das telecomunicações beneficie de um quadro pertinente, estável e coerente para a promoção do investimento, da inovação e da concorrência e, por conseguinte, para uma melhor qualidade dos serviços em benefício dos consumidores europeus. É necessário adotar rapidamente um novo quadro regulamentar em matéria de proteção de dados pessoais, destinado a aumentar a segurança das comunicações eletrónicas no mercado interno. Entendo que os direitos dos consumidores devem ser reforçados, especialmente nos casos de contratos abrangendo diversos serviços (por exemplo, linha fixa, telemóveis e televisão digital), em caso de mudança de fornecedores e da portabilidade dos números num mercado dinâmico. Por isso, votei favoravelmente o relatório Trautmann, que considera que só se poderá promover a inovação, o crescimento económico e a criação de emprego, bem como uma oferta de preços competitiva para os utilizadores finais, através de um mercado de serviços de banda larga de elevado débito competitivo a nível da UE.

4-424-750

Sergio Berlato (PPE), *per iscritto*. – Alcuni anni dopo il recepimento da parte degli Stati membri delle proposte di modifica della Commissione sulle comunicazioni elettroniche dell'Unione, il mercato interno delle comunicazioni elettroniche è ancora incompleto. Concordo con il relatore nel ritenere che il pacchetto proposto dalla Commissione è stato inizialmente progettato per conferire certezza normativa al settore, mentre avrebbe dovuto essere considerato parte di un disegno più ampio volto a garantire le condizioni necessarie a stimolare gli investimenti e la concorrenza. Preso atto della crisi economica, del contesto sociale e del potenziale di tale settore in termini di crescita e creazione di posti di lavoro, sollecito l'attenzione della Commissione sull'opportunità di presentare un pacchetto completo e definitivo di proposte legislative per produrre un reale mercato unico interno per le comunicazioni elettroniche, che offra risposte concrete alle numerose sfide del settore. In generale, sono favorevole all'idea di un passaporto unico europeo a condizione che siano prese le necessarie misure di accompagnamento concernenti la supervisione, il dumping fiscale, la protezione dei consumatori, del lavoro e dei dati personali. In particolare, ritengo che debba essere evitata la frammentazione delle norme applicabili ai diversi Stati membri.

4-424-875

Слави Бинев (EFD), *в писмена форма*. – Подкрепих този доклад, защото от една страна смятам, че развитието на телекомуникациите в ЕС е един от основните двигатели на икономическия растеж в Съюза, а от друга, защото докладът отправя критики към

Европейската комисия за това, че все още не е направила надлежен преглед на Рамковата Директива за телекомуникациите. Тази рамка е била приета през 2007 г. и нейното единствено преразглеждане беше през 2009 г. От тогава насам са изминали 4 години и е крайно време регулаторната рамка да бъде отново преразгледана с цел да се идентифицират проблемите и да се определят областите, където има нужда от подобрене.

4-425-000

Sebastian Valentin Bodu (PPE), *în scris*. – Regulamentul privind roamingul a fost adoptat abia anul trecut, impunând o serie de măsuri structurale asupra operatorilor de transport, menite să creeze concurență și, astfel, să împingă în jos, la nivelurile naționale, prețurile serviciilor de roaming. Luând în considerare că regulamentul urmează să fie revizuit în 2016, menționez că sunt de acord cu eliminarea taxelor de roaming și sper ca această măsură să obțină sprijinul Parlamentului.

4-425-500

John Bufton (EFD), *in writing*. – Against. While this report raises some sensible points, it ultimately amounts to yet another transfer of power to the EU – I therefore voted against it.

4-425-531

Maria Da Graça Carvalho (PPE), *por escrito*. – Congratulo-me com o relatório hoje aprovado pelo Parlamento Europeu, porque parte do pressuposto de que o objetivo geral do quadro regulamentar das comunicações eletrónicas deve continuar a ser a promoção de um ecossistema setorial de concorrência e de investimento que beneficie os consumidores e utilizadores, incentivando a criação de um verdadeiro mercado interno das comunicações e promovendo a competitividade global da União.

4-425-562

Françoise Castex (S&D), *par écrit*. – Le Parlement européen a voté aujourd'hui un rapport dressant le bilan du paquet Telecom. Quatre ans après son adoption, il était nécessaire de mesurer sa mise en œuvre - la date butoir pour la transposition avait été fixée à mai 2011, mais une minorité d'États Membres seulement a respecté ce délai. Si le mécanisme de co-régulation a permis d'améliorer la cohérence réglementaire intra-européenne, force est de constater cependant que nous n'en sommes pas au stade du marché unique: il n'y a pas d'opérateur pan-européen ou de service identifié comme tel. Par ailleurs, différents sujets méritent un approfondissement à commencer par l'utilisation des fréquences radioélectriques et la neutralité du net. Certains se retrouvent dans la nouvelle proposition de la Commission européenne mais l'inclusion de l'Internet haut débit dans le service universel fait malheureusement toujours défaut. Une fois de plus, la Commission européenne manque cruellement de stratégie d'ensemble.

4-425-625

Lara Comi (PPE), *per iscritto*. – Promuovere gli scambi tra i Paesi membri è un obiettivo che continuiamo a ripeterci. Tuttavia, quando si tratta di mettere in piedi tutte le condizioni che possono favorire il raggiungimento di questo traguardo, sembriamo un po' esitanti. In questo caso, è la Commissione a non aver proposto un pacchetto legislativo unico per tutto ciò che riguarda le comunicazioni elettroniche, dal mercato unico delle telecomunicazioni alla protezione dei dati, passando per il roaming, per la neutralità della

rete e per tutto ciò che è o sarà collegato. Ho votato a favore di questa relazione di iniziativa perché ritengo che il Parlamento abbia il dovere di favorire la semplificazione legislativa e di trattare i temi prendendo in considerazione l'intreccio di collegamenti, invece di ritrovarsi, come spesso accade, vincolati ad una norma decisa anni prima (e che magari viene cambiata dopo due anni) senza la quale potremmo cambiare direzione ad alcuni aspetti di questa Europa. Congratulazioni alla collega on. Trautmann.

4-425-750

Rachida Dati (PPE), *par écrit*. – L'objectif de ce texte est d'encourager à achever rapidement du marché intérieur des communications électroniques. C'est un tremplin immense pour l'investissement, l'emploi et la croissance, et l'Union doit s'en saisir au plus vite pour entretenir une avance sur ses concurrents internationaux. Comme ce texte y invite, il est temps d'envisager une refonte en profondeur du cadre réglementaire actuel pour engager cette transition vers un véritable marché intérieur des communications électroniques, qui mette notamment l'accent sur la protection des données et le soutien à l'investissement.

4-426-000

Christine De Veyrac (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur de ce texte car je souhaite encourager l'établissement d'un marché unifié pour les communications électroniques en Europe, capable de mettre en place les conditions nécessaires pour favoriser les investissements et la concurrence sur ce marché. De ce fait, cette mesure aura des répercussions positives pour nos concitoyens. De plus, je suis notamment favorable aux mesures favorisant la réduction de la fracture numérique, de manière à ce que tous les citoyens européens se voient accorder un accès aux technologies informatiques, et plus particulièrement à l'internet. Les difficultés d'accès à ces technologies se traduisent parfois par une exclusion de ces populations de nos sociétés et par des difficultés d'intégration dans le milieu socioprofessionnel. Je me réjouis que ce texte apporte une réponse à ce problème.

4-426-250

Jill Evans (Verts/ALE), *in writing*. – I voted in Favour of this report as it is an important step towards a digital single market. Fast broadband connections and excellent 3G and 4G reception are key to businesses and ordinary citizens in Wales. Without this, whole communities are in danger of becoming isolated. Thus the call for Member States to make electronic communications a much higher priority is to be welcomed.

4-426-500

Diogo Feio (PPE), *por escrito*. – As comunicações electrónicas são parte integrante do dia-a-dia dos cidadãos e das instituições. A ausência de segurança jurídica na sua regulação e o carácter eminentemente nacional dos mercados de telecomunicações dificulta o seu progresso e atrasa a sua disseminação. Há, por isso, que perspetivar a possibilidade de não apenas avaliar o quadro vigente, mas de procurar melhorá-lo mediante a participação ativa não apenas das instituições europeias e estatais competentes, como também dos principais agentes e interessados nesta temática, tendo presente que se procura um equilíbrio, o mais harmonioso possível, entre os interesses específicos de cada Estado neste tocante e os dos consumidores finais. Creio que deveremos caminhar para um mercado cada vez mais aberto, munido de regras crescentemente inteligíveis e em que os consumidores possam escolher, de forma consciente e informada, serviços adequados às suas necessidades.

4-426-750

José Manuel Fernandes (PPE), *por escrito*. – O impacto das comunicações eletrónicas na vida dos cidadãos e das instituições é seguramente crescente e com uma potencialidade de progressão extremamente ampla e acelerada. É inquestionável que qualquer estratégia consolidada de crescimento e desenvolvimento, tanto a nível económico, como social, cultural, jurídico ou outro, tem de assumir como determinante a dimensão digital. O seu papel é fortemente incisivo na economia à escala global e, de modo particular, no mercado europeu único, unificado e competitivo. A universalidade da Internet e a cibersegurança impõem medidas consolidadas de legislação comum e correção. Para estimular a inovação, aumentar a livre escolha dos consumidores, reduzir os custos e aumentar a eficácia na implantação de infraestruturas de comunicações eletrónicas de alta velocidade, deve ser explorada e oferecida aos consumidores uma combinação de diversas medidas e de todas as tecnologias disponíveis. Um leilão pan-europeu de serviços sem fio de quarta e quinta geração e com um número limitado de licenças que servisse, no seu conjunto, todo o território da UE permitiria a oferta de serviços sem fios pan-europeus e minaria as bases em que assenta o deficiente serviço de itinerância.

4-427-000

Monika Flašíková Beňová (S&D), *písomne*. – Najnovšie návrhy na zmenu rámca Únie pre elektronické komunikácie boli Komisiou predložené ešte v novembri 2007. Revidovaný rámec bol prijatý Európskym parlamentom a Radou o dva roky neskôr, v novembri 2009. Tento rámec bolo potrebné včleniť do vnútroštátnych právnych predpisov najneskôr do 18 mesiacov po jeho prijatí. Avšak dodnes len veľmi malo členských štátov transponovalo tieto predpisy včas a posledné členské štáty oznámili úplnú transpozíciu až v januári 2013. Hoci je Komisia povinná pravidelne revidovať tento rámec a nedávno sa zaviazala, že uskutoční revíziu dvoch súčastí rámca, doposiaľ neoznámila, že by mala v úmysle úplnú revíziu v dohľadnej dobe vykonať. Možno povedať, že vnútorný trh elektronických komunikácií nie je ešte stále dobudovaný. Je však žiaduce a nutné, aby predstavoval nástroj, ktorý by mohol vytvoriť potrebné podmienky na podporu a prepojenie investícií a hospodárskej súťaže, a mal teda v konečnom dôsledku pozitívny vplyv na život občanov. Práve k tomuto by malo smerovať všetko úsilie zainteresovaných strán.

4-428-000

Juozas Imbrasas (EFD), *raštu*. – Pritariau balsuodamas, nes aktuali, pastovi, nuosekli sistema yra būtina investicijoms, naujovėms ir konkurencijai, dėl to būtinas ES elektroninių ryšių reguliavimo sistemos periodiškas persvarstymas. Nustatomi persvarstymo tikslai: išsami informacija vartotojams apie interneto spartą, veiksmingos ir tvarios konkurencijos, kuri yra investicijų varomoji jėga, skatinimas, konkurencijos didelės spartos plačiajuosčio ryšio rinkoje didinimas, pastovios ir tvarios investicijų sistemos užtikrinimas, suderinto, nuoseklaus taikymo užtikrinimas. Manau, kad yra būtinas vartotojų pasitikėjimo vidaus rinka didinimas, taikant asmens duomenų apsaugos ir elektroninių ryšių saugumui didinti skirtas priemonės. Šis persvarstymas turėtų būti grindžiamas plačiomis konsultacijomis su visais suinteresuotaisiais subjektais ir išsamia visų klausimų analize. Visos pranešime nurodytos problemos turėtų būti sprendžiamos išsamiai persvarstant visą sistemą, o ne atskiras jos dalis. Sveikintina Europos Parlamento pozicija siekti nuoseklios visos dabar galiojančios ES el. ryšių reguliavimo sistemos peržiūros atlikus išsamią visų klausimų analizę ir plačiai konsultuojantis su visomis suinteresuotomis grupėmis. ES elektroninių

ryšių reguliavimo sistema turi būti keičiama nuosekliai ir sistemingai, peržiūrint galiojančias direktyvas.

4-428-125

Philippe Juvin (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur du rapport de ma collègue Catherine Trautmann qui invite à une réforme en profondeur le cadre réglementaire actuel, en consultation avec toutes les parties intéressées. Il traite à la fois des questions liées au spectre radioélectrique européen, la neutralité des réseaux, au service universel et à l'itinérance et invite à faire le lien avec d'autres domaines comme la protection des données personnelles. Je me félicite de son adoption.

4-428-250

Béla Kovács (NI), *írásban* – A polgárok számára érzékelhető módon épp az elektronikus kommunikáció bizonyos területein, például a roaming díjakban sikerült előrelépést elérnünk. Ugyanakkor sajnálatos, hogy még mindig a Bizottságtól várjuk, hogy az a különböző szempontok, mint például a beruházások, adatvédelem, versenyfeltételek, állami támogatások terén párbeszédet, kapcsolatot alakítson ki. A jelentéstevő ezen továbblépett és saját elektronikus konzultációs felületet hozott létre, amely az ITRE szakbizottság weboldalán keresztül elérhető. Munkáját határozottan előremutatónak tartom, a javaslatot megszavaztam.

4-428-312

Giovanni La Via (PPE), *per iscritto*. – Ho espresso voto favorevole alla relazione della collega On. Trautmann riguardo il sistema di comunicazione, l'accesso ai servizi, alle reti e le garanzie del regime di concorrenza. Con l'evolversi dello spettro tecnologico a nostra disposizione si impone una profonda revisione del quadro normativo che disciplina le norme di accesso e di concorrenza nel mercato comunicativo elettronico. Tale revisione è opportuno avvenga con il coinvolgimento delle parti interessate per fare in modo che si possa fornire un quadro stabile e durevole.

4-428-343

Agnès Le Brun (PPE), *par écrit*. – Le Parlement européen a adopté un rapport d'initiative demandant à la Commission européenne de réviser en profondeur le cadre législatif actuel sur les communications électronique afin d'achever le marché intérieur dans ce domaine. Nous avons appelé la Commission européenne à proposer des mesures concernant la coordination du spectre radioélectrique européen, les frais de communication en itinérance, le développement de fournisseurs paneuropéens, et l'accélération des investissements dans les réseaux internet à très haut débit. Nous avons invité la Commission européenne à prendre en compte diverses exigences telles que la protection des données, la protection des consommateurs ou la législation en matière d'aides d'État. J'ai voté en faveur de ces propositions qui devraient réduire le coût des communications pour les consommateurs et favoriser les investissements dans un domaine technologique clé pour l'économie européenne.

4-428-375

Petru Constantin Luhan (PPE), *în scris*. – Piața internă a comunicațiilor electronice este o necesitate în Uniunea de astăzi. De aceea este necesar ca regulmentările Comisiei să fie aplicate de către statele membre în mod uniform și cu respectarea termenelor limită aferente.

Implementările diferite de către statele membre nu fac decât să fragmenteze piața internă a comunicațiilor electronice, afectând în mod direct inovarea, creșterea economică și oferirea de prețuri competitive pentru toți cetățenii europeni.

Având în vedere evoluțiile tehnologice din ultimii ani, este necesară o revizuire a cadrului pentru a promova în continuare un ecosistem de concurență și investiții în beneficiul consumatorilor finali. Este necesară includerea în serviciul universal accesul la Internet în bandă largă, la un preț corect. De asemenea, este necesară atribuirea, autorităților naționale de reglementare, de competențe pe toate aspectele pentru a se asigura corecta implementare a cadrului.

4-428-500

David Martin (S&D), *in writing*. – I voted in favour of this report because its aim was to set a comprehensive and straightforward overview on the state of implementation and analysis of the telecoms package. New challenges have emerged in this market and we need to make sure regulation keeps up so as not to restrict anyone and to keep consumers protected.

4-428-625

Véronique Mathieu Houillon (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur du rapport sur les communications électroniques pour une amélioration de la coordination du spectre radioélectrique et de la concurrence entre fournisseurs traditionnels de services de communication et les nouveaux venus. Il est important qu'en matière d'itinérance et de vitesse de connexion à Internet, les utilisateurs puissent avoir une information complète et compréhensible pour leur permettre de comparer les offres des différents opérateurs. La révision du cadre réglementaire devrait faciliter le développement des fournisseurs paneuropéens et la fourniture de services professionnels transfrontaliers.

4-428-687

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. – Um dos pontos-chave das comunicações eletrónicas é reduzir os custos e aumentar a eficiência da implantação de infraestruturas de comunicações eletrónicas de elevado débito mediante um maior recurso às melhores práticas em toda a UE, melhorando assim as condições de estabelecimento e de funcionamento do mercado interno, num domínio que serve de suporte ao desenvolvimento de praticamente todos os setores da economia. De facto, é consensual que, independentemente da tecnologia utilizada, as obras de engenharia civil constituem a parte dominante dos custos globais de implantação das redes, estimando-se que, para determinadas tecnologias, essa parte dos custos se eleve a 80 %. Temos que continuar a apostar no desenvolvimento das comunicações eletrónicas, pois estas são um ponto-chave do desenvolvimento e crescimento económico, sendo transversais a todos os setores económicos.

4-428-750

Roberta Metsola (PPE), *in writing*. – This report paves the way for a broad revision of the current regulatory framework, which includes the issues of European radio spectrum coordination, net neutrality, competition between traditional communication providers and newcomers, universal service and roaming among others. We need to do more to ensure that there are the right conditions in place so as to allow artificially high roaming prices to be brought down. I have therefore voted in favour of this report.

4-428-781

Willy Meyer (GUE/NGL), *por escrito*. – He votado a favor de este informe debido a que supone una valoración del desarrollo en el ámbito de las comunicaciones electrónicas que, reconociendo sus progresos, se centra en la importancia de continuar avanzando para desarrollar una mejor atención a los consumidores europeos. El informe señala numerosos aspectos en los que el sector debe mejorar debido al elevado nivel de violaciones de derechos del consumidor que existe en el sector. En numerosos Estados miembros las compañías de comunicaciones desarrollan comportamientos abusivos en los diferentes servicios existentes en el sector y este informe propone la revisión de dichas prácticas abusivas para la mejora de la protección del consumidor. Por ello he votado a favor del presente informe.

4-428-812

Louis Michel (ALDE), *par écrit*. – Le numérique fournira la croissance et les emplois de demain. Toutefois, si l'Union européenne veut pouvoir en bénéficier, il faut qu'elle s'y prépare. Ce secteur est lié à l'ensemble des autres marchés et doit par conséquent être soumis aux mêmes règles. Ainsi, unifier les vingt-huit marchés nationaux doit être aujourd'hui la priorité européenne. Un marché numérique européen unique permettra notamment une plus grande compétitivité sur la place internationale.

4-428-827

Alexander Mirsky (S&D), *in writing*. – The last revised EU telecoms package was adopted by the Parliament and Council on November 2009, after lengthy and difficult negotiations, to amend the regulatory framework for electronic communications and was due to be implemented in all Member States by May 2011 (however, only a small minority of Member States transposed the rules in time and the last one to notify full transposition did so only in January 2013). The package was firstly designed to bring regulatory certainty to the sector; it is to be considered as a part of a broader picture, that is to say a tool that could bring the necessary conditions to foster and combine both investment and competition, and thus have an impact on citizens' lives. The aim of this implementation report from the Parliament is therefore to set a comprehensive and straightforward overview of the state of implementation of the telecom package, its achievements and also its flaws. Indeed, the regulation needs to be dynamic and fact-based if it is to be successful. Catherine did a great job and I think that the topic is very timely and appropriate. I totally support the rapporteur. In favour.

4-428-843

Andreas Mölzer (NI), *schriftlich*. – Schon allein die Vielzahl an Werbeformen auf Webseiten macht eine genauere Durchleuchtung zum Schutz personenbezogener Daten notwendig. Und höchst bedenklich ist, wenn etwa Google im Zusammenhang mit der NSA-Affäre ganz lapidar meint, kein Gmail-Nutzer dürfe erwarten, dass der Inhalt persönlicher E-Mails privat bleibt. Es muss eindeutig klargestellt werden, dass beim E-Mail-Versenden ebenso wie beim Briefeschicken das Postgeheimnis gilt, also kein Anbieter mitlesen darf. Ebenso haben die Kunden ein Recht zu erfahren, welche Nutzerdaten an Sicherheitsbehörden weitergegeben werden. Obgleich der vorliegende Bericht einige Schritte in die richtige Richtung tut, finden andere Aspekte keine oder zu wenig Beachtung, weshalb ich dem Bericht leider nicht zustimmen kann.

4-428-859

Radvilė Morkūnaitė-Mikulėnienė (PPE), *raštu*. – Elektroninių ryšių vidaus rinka vis dar nėra sukurta. Elektroninių ryšių plėtra yra labai sparti, tačiau ES mastu ši sritis susiduria su įvairiomis administracinėmis kliūtimis. Norėdami, kad ES išliktų konkurencinga, turime skatinti investicijas į telekomunikacijų infrastruktūros diegimą bei siekti, kad iš to išloštų galutinis vartotojas. Tikiu, jog palaikydami šį pranešimą, skatiname visus įsijungti į aktyvesnes diskusijas ir prisidėti prie investicijoms palankios ir konkurencingos aplinkos sukūrimo.

4-428-875

Αντιγόνη Παπαδοπούλου (S&D), *γραφτώς*. – Η έκθεση αποτελεί συνέχεια της τροποποίησης του πλαισίου της Ένωσης για τις ηλεκτρονικές επικοινωνίες, το οποίο εγκρίθηκε από το Κοινοβούλιο και το Συμβούλιο τον Νοέμβριο του 2009. Αν και η προθεσμία για τη μεταφορά στην εθνική νομοθεσία έληγε στις 25 Μαΐου 2011, μόνο ένας μικρός αριθμός κρατών μελών έχει επιτυχώς μέχρι σήμερα μεταφέρει τους κανόνες στο εθνικό δίκαιο, με αποτέλεσμα να λάβει η Επιτροπή την απόφαση να δρομολογήσει ένα πλήρες, οριστικό «πακέτο» νομοθετικών προτάσεων προκειμένου να δημιουργηθεί μία εσωτερική αγορά για τις ηλεκτρονικές επικοινωνίες. Το νέο αυτό πλαίσιο ανταποκρίνεται στην ανάγκη αποδοτικότερης διαχείρισης του φάσματος και αποτελεσματικής και απλής νομοθεσίας και επιδιώκει την ολοκλήρωση της εσωτερικής αγοράς για τις ηλεκτρονικές επικοινωνίες. Με την συγκεκριμένη έκθεση, την οποία και υπερψήφισα, το Ευρωπαϊκό Κοινοβούλιο εκφράζει την ανησυχία του για τον κατακερματισμό της αγοράς των ηλεκτρονικών επικοινωνιών και ζητεί να δημιουργηθεί ένα μελετημένο πλαίσιο βάσει ξεκάθαρων κανόνων και εργαλείων για την αντιμετώπιση των παραπάνω προκλήσεων.

4-428-937

Maria do Céu Patrão Neves (PPE), *por escrito*. – As sucessivas regulamentações no domínio das comunicações eletrónicas, que conduziram ao quadro atual, funcionaram bem até à data, tendo trazido dinamismo à indústria e benefícios para os consumidores e outros utilizadores. Como referido anteriormente, verifica-se, todavia, um grande número de questões que devem ser tomadas em consideração na próxima revisão do quadro. Tal não significa que o quadro esteja desadequado, mas comprova a velocidade da evolução que caracteriza o setor. Votei favoravelmente o presente relatório que apresenta propostas construtivas, soluções viáveis e compromissos entre os numerosos aspetos contraditórios. Trata-se de uma tarefa de grande importância económica, com um enorme potencial de impacto – positivo ou negativo – sobre os cidadãos e que necessita de cautela, bem como minuciosos debates e análises.

4-429-000

Crescenzo Rivellini (PPE), *per iscritto*. – È stata votata oggi in plenaria la relazione sulle comunicazioni elettroniche dell'onorevole Trautmann.

Sappiamo che nel novembre 2009 il Parlamento ed il Consiglio hanno approvato le proposte della Commissione di modifica del quadro dell'Unione per le comunicazioni elettroniche. Tuttavia, soltanto una piccola minoranza di Stati membri ha recepito le norme entro i tempi previsti, e gli ultimi Stati membri hanno notificato il completo recepimento delle stesse soltanto a gennaio 2013.

La prima valutazione da fare è che il mercato interno delle comunicazioni elettroniche resta ancora incompleto; non vi è, per esempio, alcun vettore paneuropeo. Considerando

la crisi economica, il contesto sociale e il potere di tale settore in termini di crescita e creazione di posti di lavoro, risulta essenziale che la Commissione prenda in considerazione una strategia valida che offra una risposta a tutte le sfide del settore.

Appoggio l'idea di un passaporto unico europeo nonché di un ulteriore sviluppo del concetto di neutralità della rete. Tuttavia tali questioni sono difficili e sensibili e, pertanto, richiedano una consultazione ed un'analisi approfondite.

4-429-500

Raül Romeva i Rueda (Verts/ALE), *in writing*. – In favour. The Commission presented its most recent proposals for amending the Union framework for electronic communications in November 2007; the revised framework was adopted by the Parliament and Council two years later, in November 2009, after lengthy and difficult negotiations. The deadline for transposition into national legislation was 25 May 2011, i.e. 18 months after adoption. However, only a small minority of Member States transposed the rules in time and the last Member States to notify full transposition did so only in January 2013. While the Commission has the obligation to review the framework periodically and has recently committed to a review of two integral parts of the framework (Directive 2002/58/EC on privacy and electronic communications and the recommendation on relevant markets) it has not so far announced its intention of a whole review. That is why we welcome this opportunity to weigh up the framework and consider where the Commission stands on questions that were already on the table in 2009 but only touched upon at that time owing to lack of consensus.

4-429-750

Amalia Sartori (PPE), *per iscritto*. – La persistenza di differenze nell'applicazione e nel quadro regolamentare tra gli Stati membri è responsabile degli elevati costi per gli operatori, che scoraggiano gli investimenti e lo sviluppo di un mercato unico delle telecomunicazioni. Ho votato in favore della presente relazione perché ritengo che un quadro regolamentare stabile e trasparente nel settore delle comunicazioni elettroniche sia il presupposto per una sana competizione, che favorisce l'innovazione e gli investimenti in un circolo virtuoso a beneficio della competitività dell'Unione europea. La neutralità della rete (l'accesso senza discriminazioni dei consumatori ai servizi della rete) è una tappa fondamentale lungo questo percorso verso un mercato delle comunicazioni elettroniche più integrato, capace di produrre crescita economica e lavoro e di offrire prezzi competitivi ai consumatori finali.

4-429-812

Sergio Paolo Francesco Silvestris (PPE), *per iscritto*. – Ritengo che le generazioni della normativa sulle comunicazioni elettroniche che hanno portato al quadro attuale abbiano funzionato bene, creando un'industria dinamica e generando vantaggi assai sostanziali per i consumatori e gli altri utenti. Sono in generale favorevole all'idea di un passaporto unico europeo (con le necessarie misure di accompagnamento concernenti la supervisione, il dumping fiscale nonché la protezione dei consumatori, del lavoro e dei dati) e di una maggiore armonizzazione dell'assegnazione e delle aste dello spettro, per facilitare un approccio europeo ed evitare gli errori del passato, per esempio riguardo al prezzo pagato per lo spettro. Sono naturalmente favorevole anche all'idea di un ulteriore sviluppo del concetto di neutralità della rete per poi renderlo parte integrante del diritto sostanziale. Tuttavia, ritengo che tali questioni siano difficili e sensibili e che, pertanto, richiedano una consultazione e un'analisi approfondite. Inoltre, non credo sia appropriato presentarle ai

co-legislatori in maniera frammentata. Le regole non possono cambiare continuamente. Piuttosto, sarebbe preferibile che tali questioni, come pure altri aspetti che la presente relazione identificherà, rientrino nella prossima revisione generale del quadro.

4-429-875

Kay Swinburne (ECR), *in writing*. – A fully functioning digital single market for Europe holds a wealth of potential for growth and job creation. It is the completion of these sorts of single market initiatives that we must prioritise if we really want to encourage our economies to move forwards.

4-430-000

Marc Tarabella (S&D), *par écrit*. – La Commission a présenté certains des objectifs d'une éventuelle révision du cadre dès ses propositions de 2007. Ces objectifs sont toujours d'actualité: le besoin d'une gestion du spectre plus efficace, l'efficacité et la simplicité de la réglementation lorsque celle-ci est nécessaire, et la réalisation du marché intérieur des communications électroniques. Depuis lors, de nouvelles questions ont vu le jour en raison de l'ampleur et de la rapidité de l'évolution du secteur des communications et de la demande des utilisateurs. Nous avons présenté plus haut certaines de ces questions. Par ailleurs, il convient d'éviter la fragmentation, entendue à la fois comme des règles différentes qui s'appliquent à des États membres différents et comme le cadre qui ne forme pas un ensemble cohérent. Un cadre bien conçu, s'appuyant sur la réglementation en vigueur, devrait être capable de contenir à lui seul les principes, les règles et les instruments destinés à traiter ces questions majeures.

4-430-500

Nuno Teixeira (PPE), *por escrito*. – O seguinte relatório convida-nos a proceder a uma revisão profunda do quadro legislativo atual, especificamente no que diz respeito à coordenação das comunicações eletrónicas europeias. Um mercado unificado é crucial e são várias as medidas que podem contribuir para este objetivo. Uma delas é o espectro radioelétrico, sobre o qual foi feito um inventário do uso das frequências pelos Estados-Membros num primeiro programa. De destacar também a neutralidade da Internet, que requer uma deliberação cuidada, bem como a extensão do regulamento atual aos serviços suplementares (OTT). Contudo, apesar de estas medidas terem apresentado resultados positivos, o mercado interno das comunicações eletrónicas continua a ser incompleto, especialmente no que toca à regulamentação do setor. Assim, voto a favor da aprovação deste relatório.

4-431-000

Angelika Werthmann (ALDE), *schriftlich*. – Der Ausbau und die Regulierung bestehender Telekommunikationsinfrastruktur sind ebenso wichtig wie die Investitionen in die Erweiterung höherer Datenübertragungsgeschwindigkeiten. Der bestehende Rechtsrahmen für elektronische Kommunikationsdienste brachte für die Verbraucher und Nutzer eine Reihe von Optimierungen, dennoch sollte darauf geachtet werden, dass der Rechtsrahmen auch den aktuellen Entwicklungen auf diesem Sektor angepasst wird. Die von der Kommission im Jahr 2007 vorgeschlagenen Ziele sind weiterzuverfolgen, in diesem Sinne ist dem Bericht unbedingt zuzustimmen.

4-432-000

Jacek Włosowicz (EFD), *na piśmie*. – Komputery i sieci mogą być używane na do wsparcia rozproszonej działalności fizyków wysokich energii na wiele sposobów. Można przesyłać dane do analizy w rodzimych instytutach zamiast opracowywać je w CERN-ie. Fizycy mogą wtedy pracować i uczyć w macierzystych instytutach, utrzymując kontakt środowiska z najnowszymi badaniami.

Od wielu lat standardową praktyką jest elektroniczna dystrybucja oprogramowania i dokumentacji. W ostatnich 10-15 latach także poczta elektroniczna stała się znaczącym narzędziem kontaktów międzyludzkich w naszej dziedzinie. Mniej formalna (i szybsza) niż preprint czy list, i mniej natrętna niż rozmowa telefoniczna, wypełnia ona dobrze określoną lukę i poprawia efektywność i łatwość komunikacji międzyludzkiej. CERN zajmuje rozległy obszar obsługiwany przez dużą i złożoną sieć komputerową, składającą się z około 12 000 urządzeń połączonych przez lokalne sieci komputerowe. Są wśród nich stacje z danymi, centra obliczeniowe, około 9 000 komputerów indywidualnych użytkowników i inne specjalistyczne urządzenia. Całość jest z kolei połączona z resztą świata przez układ sieci o dużej przepustowości. Połączenia zewnętrzne CERN-u mają całkowitą przepustowość około 10 milionów bitów na sekundę i stanowią jeden z najruchliwszych węzłów internetowych w Europie. Laboratorium jest więc w centrum sieci elektronicznej ludzi i instytutów.

4-433-000

Iva Zanichchi (PPE), *per iscritto*. – La relazione dell'onorevole Trautmann invita a procedere a una profonda revisione del quadro regolamentare al momento in vigore, in particolar modo per ciò che riguarda la coordinazione dello spettro radioelettrico europeo, la neutralità delle reti e la concorrenza.

Per questo la Commissione è esortata, previa consultazione delle parti interessate, a redigere una revisione d'insieme che fornisca un quadro stabile e duraturo e garantisca un'applicazione armonizzata ed efficace facilitando lo sviluppo di fornitori paneuropei.

4-433-500

Inês Cristina Zuber (GUE/NGL), *por escrito*. – Em novembro de 2007, surgiram as propostas da Comissão para a regulamentação das comunicações eletrónicas, tendo sido aprovadas pelo Parlamento e o Conselho dois anos mais tarde (novembro de 2009), após longas e difíceis negociações. A avaliação que agora é feita conclui que o mercado interno das comunicações eletrónicas continua a ser incompleto, não existindo, por exemplo, um operador pan-europeu. Esta avaliação pretende não só impulsionar cada vez mais a liberalização do dito mercado das comunicações, como expandir a privatização destes serviços, incluindo a espoliação do setor público para o entregar aos interesses privados. O conceito que tanto criticam, de que o mercado fragmentado é prejudicial, é somente a reprovação do que ainda resta da garantia de um serviço público prestado pelo Estado às populações no que respeita a comunicações eletrónicas, as quais têm, muitas vezes, preocupações sociais e tarifárias que nenhuma empresa privada tem. Esta é a pedra no sapato que os monopólios das comunicações eletrónicas encontram na dita *unificação do mercado*, tão fundamental para concentrar a prestação deste serviço num punhado de grupos económicos, em detrimento da garantia do acesso das populações aos serviços e da soberania dos Estados-Membros.

14. Berichtigungen des Stimmverhaltens und beabsichtigtes Stimmverhalten: siehe Protokoll**15. Übermittlung der in dieser Sitzung angenommenen Texte**

4-436-000

Das Protokoll dieser Sitzung wird dem Parlament zu Beginn der nächsten Sitzung zur Genehmigung vorgelegt.

Wenn es keine Einwände gibt, werde ich die in der heutigen Sitzung angenommenen Entschlüsse den in diesen Entschlüssen genannten Personen und Gremien übermitteln.

4-437-000

Seán Kelly (PPE). - Mr President, just to conclude: I would like to thank you for the manner in which you conducted today's sitting, particularly for giving us an opportunity to have our say, and also for the previous sittings that you have presided over.

4-438-000

Der Präsident. - Vielen Dank für die Blumen, Herr Kelly.

16. Zeitpunkt der nächsten Sitzungen: siehe Protokoll**17. Unterbrechung der Sitzungsperiode**

4-441-000

Präsident. - Ich erkläre die Sitzungsperiode des Europäischen Parlaments für unterbrochen.

(Die Sitzung wird um 13.20 Uhr geschlossen.)